

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Composition de la
Chambre des Députés p. 07

Organes, commissions
et délégations p. 08-11

Nouvelles lois p. 12-14

Séance publique
n° 118 p. 14-55

Questions au
Gouvernement p. 55-99

2023-2028

n°47



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Composition de la Chambre des
Députés p. 07

Organes, commissions et
délégations p. 08-11

Nouvelles lois p. 12-14

Séances publiques p. 14-55

118^e séance du mercredi 17 décembre 2025 p. 14-55

Questions au Gouvernement p. 55-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :

Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

18/02/2026

PRINTED IN
LUXEMBOURG



D'Chamber gedenkt dem Éierepresident Lucien Weiler



„De Lucien Weiler war e grouse President vun dësem Haus.“ Mat dëse Wieder huet de Chamberpresident Claude Wiseler dem Éierepresident vun der Chamber Lucien Weiler den 11. Februar 2026 während enger öffentlecher Sëtzung, déi speziell fir dësen Hommage aberuff gouf, gëducht. De Lucien Weiler ass den 1. Februar 2026 am Alter vu 74 Joer onerwaart gestuerwen.

„De Luss wousst, wéi déi politesch Riedercher dréien. Als Deputéierten huet hie vill argumentéiert, als Fraktiounschef seng Truppe beienee gehal an als Chamberpresident fir Rou an Uerdnung heibanne gesuergt an d'Parlament no bausse vertratt. Hie stoung fir Equilibre, Stabilitéit an eng Demokratie, déi sech duerch Dialog a Respekt auszeechent“, huet de Claude Wiseler sech virun

den Deputéierten an de Membere vun der Regierung am Plenarsall erënnert.

A senger Ried huet den aktuelle Chamberpresident d'Engagement vum Lucien Weiler ënnerstrach: „De Lucien Weiler huet sech säi Liewe laang fir d'Land an d'Leit agesat. Hie war ee vun deene Mënschen, déi anere Leit wëllen hëllefen, deenen et méi schlecht geet. Sech ëm d'Suergen a Problemer vun aneren ze bekëmmern, zitt sech wéi e roude Fuedem duerch säi politesch an och säi privat Liewen.“

No der Ried vum Chamberpresident hunn och de President vun der CSV-Fraktioun Laurent Zeimet esou wéi de Premierminister Luc Frieden d'Wuert ergraff, fir dem Verstuerwenen ze gedenken.

Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

La délégation luxembourgeoise active sur les grands enjeux européens à Strasbourg

Réunie à Strasbourg du 26 au 30 janvier 2026 pour sa session d'hiver, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a élu l'Autrichienne Petra Bayr à sa présidence. Mme Bayr est la cinquième femme à accéder à cette fonction.

La session a été marquée par plusieurs événements notables, à commencer par l'absence de dépôt de pouvoirs des délégations azerbaïdjanaise et géorgienne. L'APCE a par ailleurs approuvé la composition de la Plateforme de dialogue avec les forces démocratiques russes, dont font partie M. Vladimir Kara-Mourza, opposant au régime russe actuel, M. Mikhaïl Khodorkovski, homme d'affaires, ou encore Mme Nadejda Tolokonnikova, membre du groupe Pussy Riot.

Les débats ont porté sur des enjeux essentiels pour le continent européen : le renforcement des démocraties par l'engagement des jeunes et une éducation inclusive et participative ainsi que la recherche d'une paix globale, juste et durable pour l'Ukraine ; un débat d'urgence fut consacré au 65^e anniversaire de la Charte sociale européenne. Les parlementaires ont également abordé les menaces contre l'ordre international dans le contexte du Groenland et la crise politique au Moyen-Orient élargi.

Dans une décision sans précédent, l'APCE a rejeté à l'unanimité le projet de protocole sur le placement et le traitement involontaires dans le domaine de la santé mentale, estimant que ce texte « rendrait plus difficile l'abolition des pratiques coercitives ».

Consolider l'engagement européen envers l'Ukraine

En adoptant une résolution basée sur le rapport « Soutenir l'engagement pour une paix globale, juste et durable pour l'Ukraine et la sécurité du continent européen », l'Assemblée a fermement condamné l'intensification de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine et réclamé la tenue de négociations sincères, sans concessions territoriales contraires au droit international. Les parlementaires ont exhorté les États membres du Conseil de l'Europe à maintenir leur

soutien indéfectible aux Ukrainiens dans leur combat pour renforcer la résilience démocratique et la défense de leur souveraineté nationale. Le texte souligne que le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'UE constitue non seulement une forte incitation à poursuivre les réformes nécessaires, mais également une garantie essentielle pour la sécurité européenne et mondiale.

Le Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, M. Gusty Graas, est intervenu pour constater « l'effacement progressif des règles et fondements de l'ordre international établis au sortir de la Seconde Guerre mondiale ». Reprenant les propos tenus plus tôt par la Présidente de la République de Moldavie, Mme Maia Sandu, il a mis en évidence la double dimension de cette confrontation : une guerre militaire visible et une guerre hybride plus insidieuse, menées simultanément par la Russie. Le député

luxembourgeois a insisté sur la nécessité de rendre pleinement opérationnels les mécanismes de redevabilité pour les crimes commis par les autorités russes. Il a en outre plaidé pour une intensification du soutien occidental à la cause ukrainienne et la mobilisation de tous les outils disponibles : le renforcement des sanctions, l'octroi de garanties de sécurité, l'utilisation des avoirs russes gelés et l'accélération de la perspective européenne de l'Ukraine.

Renforcer la démocratie par la jeunesse et l'éducation inclusive

Deux débats complémentaires ont été consacrés à la jeunesse, abordant, d'une part, le renforcement des démocraties par la participation active des jeunes, et, d'autre part, l'école comme lieu de socialisation démocratique inclusive et participative.



De gauche à droite : Mme Stéphanie Weydert, M. Gusty Graas, Mme Octavie Modert, M. Yves Cruchten et Mme Alexandra Schoos

Le premier rapport s'attaque aux sentiments d'exclusion encore ressentis par de nombreux jeunes, qui perçoivent les institutions comme non représentatives. Pour l'avenir, la résolution insiste sur le fait que « la participation des jeunes doit dépasser le cadre de la consultation et se traduire par une véritable influence sur les processus décisionnels ».

Lors de son intervention, Mme Alexandra Schoos, qui s'est exprimée au nom de son groupe « Conservateurs européens, Patriotes & Affiliés », a appelé à davantage d'actions tangibles et moins d'actes symboliques. Elle a mis en garde contre un simple « théâtre de la participation » qui ne ferait que renforcer ces sentiments de désillusion. Elle a d'ailleurs interpellé directement les parlementaires de l'hémicycle en leur demandant qui parmi eux serait prêt à céder sa place sur une liste électorale en faveur d'un jeune candidat.

Le second rapport souligne que l'apprentissage et la pratique de la démocratie doivent constituer « une priorité fondamentale du système éducatif ». Il encourage l'adoption de législations visant à promouvoir le « bien-vivre ensemble » dans les écoles et à prévenir le harcèlement, la discrimination et une exposition excessive aux réseaux sociaux.

Lors de ce débat, Mme Schoos a pris la parole pour accentuer le rôle et les responsabilités qui incombent aux parents, notamment celle de savoir fixer des limites, y compris dans le monde numérique. Elle s'est prononcée en faveur de l'intégration de programmes scolaires enseignant la démocratie, tout en soulignant que celle-ci devait « être apprise dans l'esprit du pluralisme ».

Renouveler la confiance dans les droits sociaux

À l'occasion du 65^e anniversaire de la Charte sociale européenne, les membres de l'Assemblée ont adopté une résolution réaffirmant le rôle essentiel de cet instrument pour la protection des droits sociaux et la stabilité démocratique en Europe. Face aux pressions budgétaires et aux transformations socio-économiques, l'Assemblée appelle les États membres à ratifier la Charte révisée et ses protocoles et à les transposer effectivement dans leurs législations nationales.

M. Paul Galles, qui a présenté le rapport lors du débat selon la procédure d'urgence, a souligné que les droits sociaux représentent « le socle de la cohésion sociale, le fondement de la confiance dans les institutions et une condition essentielle de la résilience démocratique ». M. Galles a insisté sur la responsabilité des parlements : renforcer leur connaissance de la Charte, l'intégrer dans les législations nationales et suivre les décisions du Comité européen des droits sociaux. Il a aussi encouragé la ratification du protocole sur les réclamations collectives, un mécanisme qui permet aux organisations de la société civile et aux partenaires sociaux de défendre directement les droits garantis par la Charte.

Échange avec les représentants de la communauté chypriote turque

En marge de la session, M. Graas a eu l'occasion d'échanger avec les représentants de la communauté chypriote turque. Les discussions ont notamment porté sur certains enjeux majeurs, tels que

l'assimilation à l'accord d'association Turquie-UE et l'exclusion de facto de la communauté du programme Erasmus. Les élus de la République turque de Chypre du Nord ont plaidé en faveur d'une solution politique équitable, plaçant les deux parties sur un pied d'égalité, et ont réaffirmé leur aspiration à l'établissement d'une Chypre fédérale.

Il convient de rappeler que les élus de la communauté chypriote turque bénéficient d'un droit de parole au sein de l'Assemblée, conformément à la Résolution 1376 (2004). Adoptée dans la foulée de l'échec du plan Annan rejeté par la communauté chypriote grecque, cette résolution rend hommage aux Chypriotes turcs qui s'étaient prononcés en faveur de la réunification et d'un avenir européen.



M. Paul Galles est le rapporteur du débat d'actualité « Le 65^e anniversaire de la Charte sociale européenne »

L'agence de l'ONU pour les réfugiés de Palestine : « un témoignage de première ligne »



M. Philippe Lazzarini (4^e à gauche), Commissaire général de l'UNRWA, entouré des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Philippe Lazzarini, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a été accueilli le 6 février 2026 à la Chambre des Députés pour un échange de vues.

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusti Graas, a souligné l'importance de recevoir le

Commissaire général de cette agence onusienne au Parlement afin d'obtenir un « témoignage de première ligne », particulièrement en ces temps où l'UNRWA fait face à des « pressions considérables ». Dans ce contexte, M. Graas a mis en avant l'engagement du Gouvernement luxembourgeois qui, aux côtés de 148 pays membres de l'ONU, a décidé de prolonger jusqu'en 2029 le mandat de l'UNRWA. Le soutien du Luxembourg à celle-ci ne se limite pas à

des déclarations de principe : il se traduit également par des engagements politiques et financiers, via le détachement de personnel luxembourgeois auprès de l'agence. En 2025, le Luxembourg a consenti son effort financier le plus important avec un montant de 13,5 millions d'euros.

Au sujet de la politisation de l'aide humanitaire, M. Lazzarini a déploré que l'aide humanitaire ait été utilisée à des fins militaires et politiques. Il a souligné que, selon lui, « cette tentative de manipuler l'aide humanitaire va certainement continuer ». Dans ce contexte, il a condamné les décisions du Parlement israélien, qui a récemment adopté des lois entravant l'action de l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens.

La question de la neutralité de l'UNRWA

Au cours de l'échange de vues avec les députés, M. Lazzarini a également abordé le fait que l'UNRWA a récemment été au centre de certaines incertitudes, face à des accusations selon lesquelles des personnes infiltrées par le Hamas figureraient parmi les collaborateurs de l'agence. Il a indiqué qu'à la suite des enquêtes menées, les conclusions ont montré que « l'agence possède des systèmes robustes ». Toutefois, compte tenu de son empreinte dans la région, des mesures supplémentaires devront être mises en place pour renforcer la garantie de neutralité de l'UNRWA. M. Lazzarini a souligné que la moitié des recommandations du rapport « Colonna » ont été mises en œuvre et que l'autre moitié est en cours d'application. À la question de savoir si l'UNRWA pouvait garantir qu'il n'y aurait jamais d'infiltration du Hamas au sein

de l'agence, le Commissaire général a répondu qu'« il n'y a pas de place pour des militants armés dans une agence de l'ONU » et que, même « s'il n'y a pas de risque zéro, l'agence a une tolérance zéro ».

La question du bilan avancé d'environ 70.000 Palestiniens tués dans l'enclave depuis octobre 2023 – un chiffre qui a été souvent remis en question par les autorités israéliennes – a également été abordée. M. Lazzarini a souligné que les autorités israéliennes ont récemment confirmé ces chiffres, tout en précisant que le bilan des victimes se situe entre ce chiffre « conservateur » de 70.000 et le chiffre « excessif » de 200.000, en comptant les victimes non identifiées

sous les ruines et les personnes décédées des conséquences de la guerre, c'est-à-dire la famine, les conditions hygiéniques déplorables, etc. Il a ajouté qu'en dépit du cessez-le-feu, les violences meurtrières se poursuivent dans la bande de Gaza, et que l'on est « dans une situation où tout manque » et où les « personnes sont encore dans un mode de survie au quotidien ».

L'éducation : une génération en péril

Les échanges ont également porté sur l'éducation, priorité majeure de l'UNRWA. Le Commissaire a averti qu'une génération entière risque d'être perdue dans

la bande de Gaza, tout en rappelant qu'avant octobre 2023, les Palestiniens de Gaza affichaient l'un des taux d'alphabétisation les plus élevés au monde et que « l'éducation était une source de fierté ». Il a souligné qu'avant octobre 2023, environ 300.000 enfants avaient accès à l'éducation, alors qu'aujourd'hui, ce chiffre se situe à environ 65.000.

En visite de travail au Luxembourg, le Commissaire général de l'UNRWA a par ailleurs été reçu en audience par S.A.R. le Grand-Duc et a rencontré M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.

« Aucun changement de frontières en Ukraine ne doit être légitimé »



De gauche à droite : MM. Gusty Graas, Paweł Kowal et Yves Cruchten

M. Paweł Kowal, Président de la Commission des Affaires étrangères de la Diète de la République de Pologne, a été reçu à la Chambre des Députés par MM. Gusty Graas et Yves Cruchten, respectivement Président et Vice-Président de la Commission des

Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. La discussion a largement porté sur les conséquences de la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

De prime abord, M. Graas s'est félicité de l'excellente relation diplomatique centenaire entre la Pologne et le Luxembourg. Son interlocuteur polonais a quant à lui affirmé qu'il appréciait le rôle qu'assume le Luxembourg en matière de politique européenne.

MM. Graas et Cruchten ont ensuite abordé plusieurs sujets, notamment la question du conflit en Ukraine. M. Kowal, qui s'y rend régulièrement afin de disposer d'informations à jour, a informé les deux députés que, dans le contexte de la guerre, la Pologne subissait des « attaques hybrides » permanentes, notamment au niveau de sa frontière avec le Belarus, avec ce qu'il a qualifié de « migration artificielle ».

Toute légitimation du changement de frontières en Ukraine serait « une erreur fondamentale »

M. Kowal a souligné l'importance de la question des territoires. Il a averti que si la Russie pensait pouvoir changer les frontières impunément, notamment en « obtenant une légitimation internationale », cela serait une « erreur fondamentale » et représenterait un grand danger pour la Pologne. L'invité polonais s'est par ailleurs référé à la « Ukraine Recovery Conference », alors que la Pologne assurera l'organisation de la prochaine édition qui devrait avoir lieu mi-2026.

La discussion a encore porté sur les possibilités de coopération entre la Pologne et le Luxembourg en matière de technologies, sur les dynamiques au sein de l'UE par rapport au conflit en Ukraine ou encore sur le rôle des États-Unis sur la scène internationale.

M. Kowal a invité ses interlocuteurs à se rendre en Pologne, « non seulement à Varsovie, mais aussi pour voir la situation sur le terrain ».

Traite des êtres humains : 152 victimes sur la période 2023-2024

Une délégation de la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) a présenté son cinquième rapport sur la traite des êtres humains aux députés réunis en salle plénière le 29 janvier 2026. Le rapport de la CCDH est présenté tous les deux ans à la Chambre des Députés, mais c'est la première fois qu'il fut présenté à l'ensemble des parlementaires, comme l'a souligné dans son introduction le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler.

La CCDH constate des améliorations dans le dispositif antitraite luxembourgeois, mais soulève des

points perfectibles, selon la nouvelle Présidente de la CCDH, Mme Noémie Sadler. Plusieurs recommandations restent les mêmes que celles formulées dans le rapport précédent, telles que la création d'un poste de coordinateur national de la lutte contre la traite.

Une augmentation de 20 % des cas par rapport au rapport précédent

152 victimes ou victimes potentielles de traite ont été dénombrées sur la période 2023-2024, une

augmentation par rapport au rapport précédent qui couvrait la période 2021-2022 et faisait état de 127 victimes ou victimes potentielles. Parmi les 152 personnes concernées, 69 sont des hommes et 83 des femmes. La tranche d'âge la plus représentée est celle des 23 à 40 ans.

La tendance montre une augmentation de l'exploitation dans le monde du travail, particulièrement dans l'Horeca, avec 84 cas recensés. L'exploitation sexuelle représente 63 cas. Deux cas de vente d'enfants ont également été constatés. Le rapport n'évoque pas de

cas détectés dans le domaine de la mendicité forcée, de la commission forcée d'un crime ou d'un délit, ou encore de trafic d'organes. Les représentants de la CCDH ont cependant affirmé au sujet de la mendicité forcée que l'absence de cas détectés ne signifie pas qu'elle n'existe pas. Les victimes sont avant tout de nationalité étrangère, avec 46 victimes chinoises, 23 russes, 20 ukrainiennes, 12 albanaises et 11 brésiliennes. Deux victimes de nationalité luxembourgeoise ont pu être recensées.

Les auteurs recrutent leurs victimes principalement sur Internet

Ce sont la Police grand-ducale, l'ITM et InfoTraite qui sont à l'origine de la plus grande proportion de détection des victimes. Le rapport montre également le rôle important du recrutement de victimes par les auteurs de traite sur Internet, et particulièrement sur les réseaux sociaux, avec 51 cas établis. Le rapport fait état de 43 auteurs, dont 27 hommes. La nationalité la plus représentée parmi les auteurs est la nationalité chinoise, avec 18 personnes.

Le Luxembourg, seul pays dans l'UE ne disposant pas encore de programme de protection des témoins

La traite des êtres humains est, comme l'ont expliqué les membres de la CCDH, la deuxième forme de criminalité la plus lucrative, avec un risque d'être arrêté faible, rendant ainsi la poursuite des efforts contre la traite indispensable.

Parmi les points positifs observés, les auteurs du rapport se félicitent d'une détection plus proactive par les services de l'Inspection du travail et des mines (ITM), d'une meilleure sensibilisation et d'une augmentation des moyens attribués à la lutte contre la traite des êtres humains. InfoTraite aurait notamment vu ses ressources renforcées, mais elles restent insuffisantes pour garantir notamment une permanence 24 heures sur 24.

Plusieurs autres points seraient encore à améliorer. Le Luxembourg serait ainsi le seul pays dans l'UE qui ne dispose pas encore de programme de protection des témoins. La CCDH recommande la mise en place d'une base légale dans ce domaine. Les membres de

la délégation ont également réitéré la nécessité, selon eux, de la création d'un poste de coordinateur national de la lutte contre la traite. Une mise à jour du Plan d'action national (PAN) contre la traite des êtres humains, qui date de 2016, leur semble également indispensable. Il faudrait par ailleurs renforcer la recherche scientifique dans le domaine de la traite pour mieux pouvoir cerner les phénomènes concernés. Le soutien aux victimes devrait en outre être renforcé, notamment en dissociant le soutien apporté aux victimes des procédures ciblant les auteurs, afin que les victimes soient soutenues d'office. Au sujet de la traite concernant les demandeurs de protection internationale (DPI), les auteurs du rapport soulignent que peu de cas étaient détectés (1 cas pour la période 2023-2024).

Ils ont affirmé souhaiter une approche plus proactive de la Direction générale de l'immigration (DGI) et de l'Office national de l'accueil (ONA). Des points positifs devraient cependant être constatés, comme une meilleure formation du personnel et l'implémentation d'une procédure pour détecter les vulnérabilités auprès des DPI. Enfin, le niveau de détection de cas de traite des enfants serait anormalement bas au Luxembourg (5,8 % du total des victimes) par rapport à la moyenne européenne (19 %).

Des victimes qui s'ignorent

À la question de savoir si les victimes se rendent toujours compte de la situation dans laquelle elles se situent, les représentants de la CCDH ont répondu qu'elles n'en ont effectivement pas toujours conscience, provoquant ainsi des situations où l'exploitation se prolongeait sur de longues périodes.

De ce fait, les personnes concernées ne se voient pas toujours endosser le rôle de la victime. Cette problématique rendrait les procédures difficiles, car celles-ci sont en grande partie tributaires des témoignages et de la collaboration des victimes.

D'autres questions ont concerné le thème de la prostitution. Les députés ont demandé si la CCDH était favorable au « modèle suédois » qui prône la pénalisation des clients. Les représentants de la CCDH ont confirmé leur adhésion à cette approche, notant

cependant la nécessité d'y associer un effort de sensibilisation du grand public.

Les députés ont encore souhaité connaître l'opinion des représentants de la CCDH quant à l'efficacité du nouveau cadre législatif luxembourgeois sur l'accord des sursis. Ceux-ci ont affirmé ne pas avoir constaté de grandes différences depuis sa mise en œuvre. Enfin, interrogés au sujet de leur sécurité personnelle, ils ont pu rassurer les députés quant au fait qu'aucun d'eux n'a jamais été, à ce stade, victime de menaces dans le cadre de ses fonctions.

Le rapport de la CCDH sera prochainement étudié au sein de la Commission de la Justice. D'autres commissions, dont les portefeuilles sont concernés par ce rapport, pourront également s'intéresser à la thématique de la traite. Le rapport donnera lieu à un débat en séance publique.



De gauche à droite : le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, la Présidente de la CCDH, Mme Noémie Sadler, et le Président de la Commission de la Justice, M. Laurent Mosar

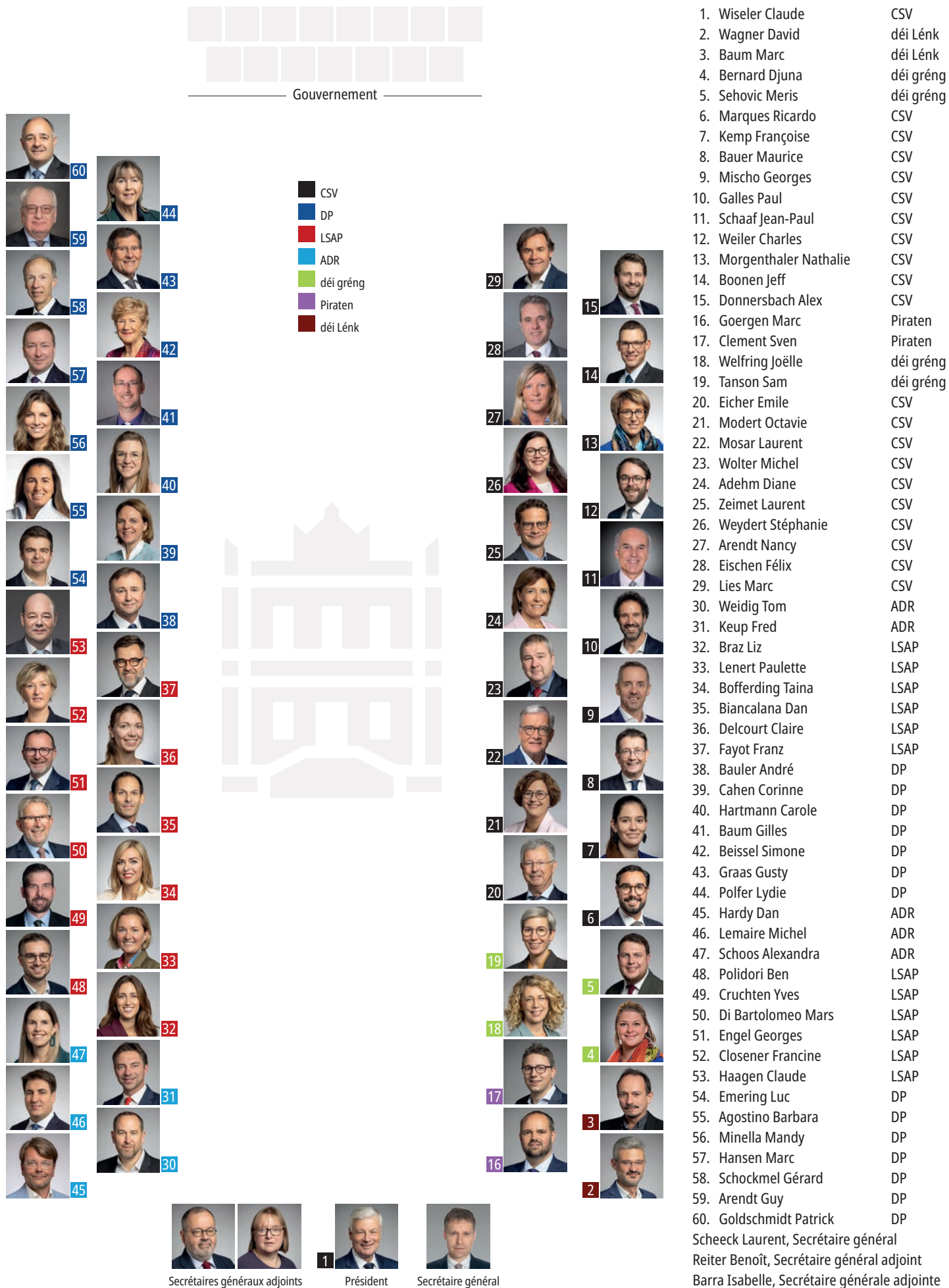
Présentation rendue publique
lors de la réunion :



Vältesëmzuch an der Chamber

D'Federation vum de Gäertner a Fleuriste war de 4. Februar 2026 op Visitt an huet de Membere vum Bureau an der Presidentekonferenz faarweg Bouqueten am Kader vum traditionelle Vältesëmzuch iwwerreecht. D'Vertreieder vum der Federation hunn de Moment genotzt, fir iwwer d'Realiteiten um Terrain an d'Zukunft vum hirem Beruff ze diskutieren.

Composition de la Chambre des Députés (20 janvier 2026)



Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (10 février 2026)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	CSV	Wiseler Claude
Vice-Présidents	DP	Bauler André
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Wolter Michel
Membres	CSV	Zeimet Laurent
	DP	Baum Gilles
	LSAP	Bofferding Taina
	ADR	Keup Fred
	CSV	Adehm Diane
	LSAP	Cruchten Yves
	déi gréng	Tanson Sam
	DP	Mandy Minella
Membres suppléants	CSV	Modert Octavie
	DP	Cahen Corinne
	LSAP	Engel Georges
	ADR	Schoos Alexandra
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Clement Sven
	déi Lénk	Baum Marc
Secrétaire général		Scheeck Laurent

Conférence des Présidents

Président	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Zeimet Laurent
	DP	Baum Gilles
	LSAP	Bofferding Taina
	ADR	Keup Fred

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	ADR	Weidig Tom
Vice-Présidents	CSV	Kemp Françoise
	DP	Goldschmidt Patrick
Membres	CSV	Bauer Maurice, Galles Paul, Mischo Georges, Weydert Stéphanie
	DP	Arendt Guy, Emering Luc, Hartmann Carole
	LSAP	Delcourt Claire, Fayot Franz, Haagen Claude
	déi gréng	Bernard Djuna
	déi Lénk	Wagner David

Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

Présidente	LSAP	Bofferding Taina
Vice-Président	DP	Baum Gilles
Membres	CSV	Zeimet Laurent
	ADR	Keup Fred

Commission des Pétitions

Présidente	LSAP	Closener Francine
Vice-Présidentes	CSV	Arendt Nancy
	DP	Agostino Barbara
Membres	CSV	Bauer Maurice, Galles Paul, Morgenthaler Nathalie, Schaaf Jean-Paul
	DP	Bauler André, Baum Gilles, Minella Mandy
	LSAP	Braz Liz, Polidori Ben
	ADR	Hardy Dan
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Goergen Marc

Commission du Règlement

Présidente	déi gréng	Tanson Sam
Vice-Présidents	CSV	Weydert Stéphanie
	DP	Bauler André
Membres	CSV	Marques Ricardo, Modert Octavie, Weiler Charles, Zeimet Laurent
	DP	Arendt Guy, Beissel Simone, Hansen Marc
	LSAP	Bofferding Taina, Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars

ADR	Schoos Alexandra
déi Lénk	Baum Marc

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	CSV	Zeimet Laurent
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	CSV	Arendt Nancy, Eicher Emile, Galles Paul, Mosar Laurent
	DP	Baum Gilles, Goldschmidt Patrick, Polfer Lydie
	LSAP	Braz Liz, Fayot Franz
	ADR	Keup Fred (<i>sauf pour le volet Coopération</i>), Schoos Alexandra (<i>pour le volet Coopération</i>)
	déi gréng	Sehovic Meris (<i>pour le volet Affaires européennes</i>), Tanson Sam (<i>pour les volets Affaires étrangères, Commerce extérieur et Grande Région</i>), Welfring Joëlle (<i>pour le volet Coopération</i>)
	Piraten	Clement Sven

Sous-Commission des Affaires européennes de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

Président	DP	Graas Gusty
Membres	CSV	Mosar Laurent
	LSAP	Fayot Franz
	ADR	Keup Fred (<i>sauf pour le volet Coopération</i>), Schoos Alexandra (<i>pour le volet Coopération</i>)
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Clement Sven

Commission des Affaires intérieures

Présidente	CSV	Weydert Stéphanie
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	LSAP	Biancalana Dan
Membres	CSV	Arendt Nancy (<i>pour le volet Police</i>), Eicher Emile, Lies Marc, Morgenthaler Nathalie (<i>sauf pour le volet Police</i>), Mosar Laurent
	DP	Arendt Guy, Emering Luc, Graas Gusty
	LSAP	Bofferding Taina (<i>pour le volet Police</i>), Braz Liz (<i>sauf pour le volet Police</i>), Haagen Claude
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Sehovic Meris
	Piraten	Goergen Marc

Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Président	CSV	Boonen Jeff
Vice-Présidents	DP	Emering Luc
	LSAP	Lenert Paulette
Membres	CSV	Eischen Félix, Modert Octavie, Schaaf Jean-Paul, Weydert Stéphanie
	DP	Bauler André, Baum Gilles, Graas Gusty
	LSAP	Delcourt Claire, Polidori Ben
	ADR	Lemaire Michel (<i>pour le volet Agriculture</i>), Schoos Alexandra (<i>pour les volets Alimentation et Viticulture</i>)
	déi gréng	Welfring Joëlle
	déi Lénk	Wagner David

Commission de contrôle

Membres	CSV	Modert Octavie, Wiseler Claude
	DP	Baum Gilles
	LSAP	Closener Francine
	ADR	Weidig Tom

Commission de la Culture

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	CSV	Modert Octavie
	LSAP	Engel Georges



Membres	CSV	Bauer Maurice, Marques Ricardo, Mischo Georges, Schaaf Jean-Paul
	DP	Agostino Barbara, Graas Gusty (<i>pour le projet de loi n° 8523</i>), Minella Mandy (<i>sauf pour le projet de loi n° 8523</i>), Schockmel Gérard
	LSAP	Delcourt Claire, Fayot Franz
	ADR	Schoos Alexandra
	déi gréng déi Lénk	Bernard Djuna Baum Marc

Commission de la Défense

Président	DP	Hansen Marc
Vice-Présidents	CSV	Arendt Nancy
	LSAP	Engel Georges
Membres	CSV	Adehm Diane, Donnersbach Alex, Eicher Emile, Eischen Félix
	DP	Bauler André, Baum Gilles, Beissel Simone
	LSAP	Braz Liz, Polidori Ben
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng Piraten	Tanson Sam Goergen Marc

Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Présidente	DP	Hartmann Carole
Vice-Présidents	CSV	Modert Octavie
	LSAP	Haagen Claude
Membres	CSV	Adehm Diane (<i>sauf pour le volet Tourisme</i>), Boonen Jeff, Eischen Félix (<i>sauf pour les volets Espace et Économie</i>), Marques Ricardo (<i>pour le volet Tourisme</i>), Mosar Laurent (<i>pour le volet Économie</i>), Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent (<i>pour le volet Espace</i>)
	DP	Arendt Guy, Bauler André (<i>sauf pour le volet Maritime</i>), Beissel Simone (<i>pour le volet Maritime et pour le projet de loi n° 8293</i>), Goldschmidt Patrick (<i>sauf pour le projet de loi n° 8293</i>)
	LSAP	Engel Georges (<i>pour le volet Énergie</i>), Fayot Franz (<i>sauf pour le volet Énergie</i>), Lenert Paulette
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Welfring Joëlle
	Piraten	Clement Sven (<i>pour le volet Espace et pour la proposition de loi n° 8008 jusqu'à la fin de la procédure législative de ladite proposition de loi</i>)
	déi Lénk	Baum Marc (<i>sauf pour la proposition de loi n° 8008 jusqu'à la fin de la procédure législative de ladite proposition de loi et sauf pour les volets Espace et Énergie</i>), Wagner David (<i>pour le volet Énergie</i>)

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Présidente	DP	Agostino Barbara
Vice-Présidents	CSV	Marques Ricardo
	LSAP	Closener Francine
Membres	CSV	Boonen Jeff, Donnersbach Alex, Galles Paul, Schaaf Jean-Paul
	DP	Baum Gilles, Cahen Corinne (<i>sauf pour le volet Protection de la jeunesse</i>), Hartmann Carole (<i>pour le volet Protection de la jeunesse</i>), Minella Mandy
	LSAP	Delcourt Claire, Polidori Ben
	ADR	Keup Fred
	déi gréng	Bernard Djuna (<i>sauf pour le volet Enseignement fondamental</i>), Sehovic Meris (<i>pour le volet Enseignement fondamental</i>)
	déi Lénk	Wagner David

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

Président	DP	Schockmel Gérard
Vice-Présidentes	CSV	Kemp Françoise
	LSAP	Braz Liz
Membres	CSV	Arendt Nancy, Marques Ricardo, Modert Octavie, Schaaf Jean-Paul
	DP	Agostino Barbara, Arendt Guy, Bauler André (<i>sauf pour le volet Digitalisation</i>), Cahen Corinne (<i>pour le volet Digitalisation</i>)
	LSAP	Closener Francine, Polidori Ben
	ADR	Weidig Tom
	déi gréng	Welfring Joëlle

	Piraten	Clement Sven (<i>pour le volet Digitalisation</i>)
	déi Lénk	Wagner David (<i>sauf pour le volet Digitalisation</i>)
Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité		
Président	CSV	Galles Paul
Vice-Présidents	DP	Emering Luc
	LSAP	Fayot Franz
Membres	CSV	Bauer Maurice, Boonen Jeff, Donnersbach Alex, Kemp Françoise
	DP	Agostino Barbara, Beissel Simone, Graas Gusty
	LSAP	Biancalana Dan, Delcourt Claire
	ADR	Lemaire Michel
	déi gréng	Welfring Joëlle
	déi Lénk	Wagner David

Commission d'examen

Membres	CSV	Modert Octavie, Wiseler Claude
	DP	Baum Gilles
	LSAP	Closener Francine
	ADR	Weidig Tom

Commission de l'Exécution budgétaire

Président	LSAP	Fayot Franz
Vice-Présidents	CSV	Weydert Stéphanie
	DP	Goldschmidt Patrick
Membres	CSV	Adehm Diane, Boonen Jeff, Eischen Félix, Kemp Françoise
	DP	Arendt Guy, Bauler André, Schockmel Gérard
	LSAP	Biancalana Dan, Haagen Claude
	ADR	Keup Fred
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Clement Sven

Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

Présidente	DP	Minella Mandy
Vice-Présidentes	CSV	Morgenthaler Nathalie
	LSAP	Delcourt Claire
Membres	CSV	Galles Paul, Kemp Françoise, Marques Ricardo, Schaaf Jean-Paul
	DP	Agostino Barbara, Bauler André, Baum Gilles
	LSAP	Bofferding Taina, Engel Georges
	ADR	Hardy Dan
	déi gréng	Bernard Djuna (<i>pour le volet Famille</i>), Welfring Joëlle (<i>sauf pour le volet Famille</i>)
	déi Lénk	Baum Marc

Commission des Finances

Présidente	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	DP	Bauler André
	LSAP	Bofferding Taina
Membres	CSV	Bauer Maurice, Mosar Laurent, Wolter Michel, Zeimet Laurent
	DP	Arendt Guy, Cahen Corinne (<i>pour le volet Individualisation</i>), Goldschmidt Patrick, Hansen Marc (<i>sauf pour le volet Individualisation</i>)
	LSAP	Fayot Franz, Haagen Claude
	ADR	Keup Fred
	déi gréng	Tanson Sam
	Piraten	Clement Sven

Commission de la Fonction publique

Président	CSV	Bauer Maurice
Vice-Présidents	DP	Graas Gusty
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	CSV	Adehm Diane, Eicher Emile, Lies Marc, Mischo Georges
	DP	Bauler André, Baum Gilles, Cahen Corinne
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Polidori Ben
	ADR	Lemaire Michel
	déi gréng	Bernard Djuna
	déi Lénk	Wagner David

Commission des Institutions

Président	CSV	Zeimet Laurent
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	CSV	Modert Octavie, Morgenthaler Nathalie, Weiler Charles, Wolter Michel



DP	Arendt Guy, Bauler André, Baum Gilles
LSAP	Biancalana Dan (<i>pour la proposition de loi n° 8095 relative à la reconnaissance du titre honorifique de résistant aux volontaires de l'Espagne républicaine</i>), Bofferding Taina (<i>sauf pour la proposition de loi n° 8095 relative à la reconnaissance du titre honorifique de résistant aux volontaires de l'Espagne républicaine</i>), Braz Liz
ADR	Keup Fred
déi gréng	Tanson Sam
déi Lénk	Baum Marc

Commission de la Justice

Président	CSV	Mosar Laurent
Vice-Présidents	DP	Arendt Guy
	LSAP	Biancalana Dan
Membres	CSV	Donnersbach Alex, Weiler Charles, Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent
	DP	Beissel Simone, Hartmann Carole, Schockmel Gérard
	LSAP	Braz Liz, Lenert Paulette
	ADR	Hardy Dan
déi gréng	Tanson Sam	
Piraten	Clement Sven (<i>sauf pour le volet Pénal</i>), Goergen Marc (<i>pour le volet Pénal</i>)	

Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	CSV	Donnersbach Alex
	LSAP	Bofferding Taina
Membres	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Lies Marc, Marques Ricardo
	DP	Emering Luc, Goldschmidt Patrick, Polfer Lydie
	LSAP	Biancalana Dan (<i>pour le volet Aménagement du territoire</i>), Cruchten Yves, Lenert Paulette (<i>sauf pour le volet Aménagement du territoire</i>)
	ADR	Schoos Alexandra
déi gréng	Sehovic Meris	
déi Lénk	Wagner David	

Commission des Médias et des Communications

Présidente	CSV	Kemp Françoise
Vice-Présidents	DP	Arendt Guy
	LSAP	Closener Francine
Membres	CSV	Mischo Georges, Modert Octavie, Morgenthaler Nathalie, Wolter Michel
	DP	Cahen Corinne, Graas Gusty, Schockmel Gérard
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Lenert Paulette
	ADR	Hardy Dan
déi gréng	Bernard Djuna	
déi Lénk	Wagner David	

Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Présidente	DP	Cahen Corinne
Vice-Présidents	CSV	Eicher Emile
	LSAP	Cruchten Yves (<i>sauf pour le projet de loi n° 8681</i>)
Membres	CSV	Eischen Félix, Galles Paul, Lies Marc, Weiler Charles
	DP	Graas Gusty, Hansen Marc, Minella Mandy
	LSAP	Biancalana Dan (<i>pour le projet de loi n° 8681</i>), Closener Francine, Delcourt Claire
	ADR	Lemaire Michel
déi gréng	Sehovic Meris	
Piraten	Goergen Marc	

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Présidente	CSV	Kemp Françoise
Vice-Présidents	DP	Schockmel Gérard
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	CSV	Adehm Diane, Boonen Jeff, Marques Ricardo, Mischo Georges
	DP	Cahen Corinne, Graas Gusty, Hartmann Carole
	LSAP	Biancalana Dan, Engel Georges
	ADR	Schoos Alexandra
déi gréng	Bernard Djuna	

Piraten	Clement Sven (<i>pour la proposition de loi n° 7966 jusqu'à la fin de la procédure législative de ladite proposition de loi</i>)
déi Lénk	Baum Marc (<i>sauf pour la proposition de loi n° 7966 jusqu'à la fin de la procédure législative de ladite proposition de loi</i>)

Commission des Sports

Président	CSV	Weiler Charles
Vice-Présidents	DP	Hartmann Carole
	LSAP	Bofferding Taina
Membres	CSV	Eischen Félix, Lies Marc, Marques Ricardo, Morgenthaler Nathalie
	DP	Agostino Barbara, Beissel Simone, Minella Mandy
	LSAP	Braz Liz, Closener Francine
	ADR	Schoos Alexandra
déi gréng	Welfring Joëlle	
Piraten	Clement Sven	

Commission du Travail

Président	CSV	Weiler Charles
Vice-Présidents	DP	Hartmann Carole
	LSAP	Haagen Claude
Membres	CSV	Bauer Maurice, Kemp Françoise, Morgenthaler Nathalie, Weiler Charles, Weydert Stéphanie
	DP	Bauler André, Cahen Corinne, Minella Mandy
	LSAP	Di Bartolomeo Mars, Engel Georges
	ADR	Lemaire Michel
déi gréng	Bernard Djuna	
déi Lénk	Baum Marc	

Commission de Vérification des Pouvoirs

Président	Piraten	Clement Sven
Vice-Présidents	CSV	Weiler Charles
	DP	Hartmann Carole
Membres	CSV	Boonen Jeff, Eischen Félix, Lies Marc, Zeimet Laurent
	DP	Baum Gilles, Cahen Corinne, Schockmel Gérard
	LSAP	Biancalana Dan, Braz Liz, Di Bartolomeo Mars
	ADR	Hardy Dan
déi gréng	Welfring Joëlle	

Groupes de travail

Groupe de travail « Conférence des Présidents des Commissions »

Président	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Adehm Diane, Bauer Maurice, Boonen Jeff, Galles Paul, Kemp Françoise, Mosar Laurent, Weiler Charles, Weydert Stéphanie, Zeimet Laurent
	DP	Agostino Barbara, Bauler André, Baum Gilles, Cahen Corinne, Graas Gusty, Hansen Marc, Hartmann Carole, Minella Mandy, Schockmel Gérard
	LSAP	Bofferding Taina, Closener Francine, Fayot Franz
	ADR	Weidig Tom
déi gréng	Tanson Sam	
Piraten	Clement Sven	

Groupe de travail « Statut du député »

Président	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Zeimet Laurent
	DP	Baum Gilles
	LSAP	Cruchten Yves
	ADR	Keup Fred
déi gréng	Tanson Sam	
Piraten	Clement Sven	
déi Lénk	Baum Marc	

Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (6 février 2026)

Assemblée interparlementaire Benelux

Membres effectifs :

Kemp Françoise (CSV), Présidente
Agostino Barbara (DP)
Bernard Djuna (déi gréng)
Closener Francine (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Lemaire Michel (ADR)
Modert Octavie (CSV)

Membres suppléants :

Adehm Diane (CSV)
Biancalana Dan (LSAP)
Delcourt Claire (LSAP)
Donnersbach Alex (CSV)
Hansen Marc (DP)
Polidori Ben (LSAP)
Wagner David (déi Lénk)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Membres effectifs :

Graas Gusty (DP), Président
Modert Octavie (CSV), Vice-Présidente
Cruchten Yves (LSAP)

Membres suppléants :

Galles Paul (CSV)
Schoos Alexandra (ADR)
Weydert Stéphanie (CSV)

Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

Membres effectifs :

Baum Gilles (DP), Président
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Hartmann Carole (DP)
Mosar Laurent (CSV)
Schoos Alexandra (ADR)
Wolter Michel (CSV)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (AP-OSCE)

Membres effectifs :

Baum Gilles (DP), Président
Lies Marc (CSV), Vice-Président
Graas Gusty (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Schoos Alexandra (ADR)

Membres suppléants :

Braz Liz (LSAP)
Delcourt Claire (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Hansen Marc (DP)
Tanson Sam (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Membres effectifs :

Arendt Nancy (CSV), Présidente
Graas Gusty (DP), Vice-Président
Engel Georges (LSAP)

Membres suppléants :

Clement Sven (Piraten)
Eischen Félix (CSV)
Hansen Marc (DP)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Membres effectifs :

Beissel Simone (DP), Présidente

Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Modert Octavie (CSV)

Membres suppléants :

Hardy Dan (ADR)
Marques Ricardo (CSV)
Tanson Sam (déi gréng)

Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs :

Graas Gusty (DP), Président
Adehm Diane (CSV)
Baum Gilles (DP)
Fayot Franz (LSAP)
Weidig Tom (ADR)
Zeimet Laurent (CSV)

Membres suppléants :

Braz Liz (LSAP)
Hardy Dan (ADR)
Tanson Sam (déi gréng)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs :

Baum Gilles (DP), Président
Agostino Barbara (DP)
Braz Liz (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Lies Marc (CSV)
Weidig Tom (ADR)

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la gouvernance économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

Membres effectifs :

Mosar Laurent (CSV), Président
Adehm Diane (CSV)
Bauler André (DP)
Clement Sven (Piraten)
Fayot Franz (LSAP)
Weidig Tom (ADR)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs :

Wiseler Claude (CSV), Président
Agostino Barbara (DP)
Bauer Maurice (CSV)
Braz Liz (LSAP)
Donnersbach Alex (CSV)
Haagen Claude (LSAP)
Hansen Marc (DP)
Kemp Françoise (CSV)
Lemaire Michel (ADR)
Welfring Joëlle (déi gréng)

Membres suppléants :

Bofferding Taina (LSAP)
Cahen Corinne (DP)
Cruchten Yves (LSAP)
Minella Mandy (DP)
Polidori Ben (LSAP)
Schaaf Jean-Paul (CSV)
Wagner David (déi Lénk)
Weiler Charles (CSV)
Weydert Stéphanie (CSV)

European Interparliamentary Space Conference (EISC)

Membres effectifs :

Schockmel Gérard (DP), Président
Fayot Franz (LSAP)
Modert Octavie (CSV)
Weidig Tom (ADR)

Membres suppléants :

Clement Sven (Piraten)
Hartmann Carole (DP)
Sehovic Meris (déi gréng)

Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (Europol « JPSG » – joint parliamentary scrutiny group)

Membres effectifs :

Arendt Nancy (CSV)
Biancalana Dan (LSAP)
Schockmel Gérard (DP)
Sehovic Meris (déi gréng)

Membres suppléants :

Donnersbach Alex (CSV)
Hartmann Carole (DP)
Polidori Ben (LSAP)
Wagner David (déi Lénk)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs :

Wiseler Claude (CSV), Président
Adehm Diane (CSV)
Agostino Barbara (DP)
Cahen Corinne (DP)
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Engel Georges (LSAP)
Keup Fred (ADR)
Wolter Michel (CSV)

Équilibre des genres dans les sociétés cotées

8519 – Projet de loi portant fixation d'un objectif quantitatif en matière d'équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs de sociétés cotées en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes

Le présent projet de loi a pour objet de transposer la directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes.

La directive vise à augmenter significativement la présence du sexe sous-représenté dans les organes d'administration des sociétés cotées. À cet effet, le projet de loi introduit un objectif quantitatif en matière d'équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs de sociétés cotées.

Les sociétés dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé dans un ou plusieurs États membres et ayant leur siège social au Luxembourg devront ainsi veiller à ce que, au plus tard le 30 juin 2026, les membres du sexe sous-représenté occupent au moins 33 % de tous les postes d'administrateurs, tant exécutifs que non exécutifs.

Pour des raisons de proportionnalité, la directive (UE) 2022/2381 et le projet de loi visent avant tout les grandes sociétés cotées de l'économie réelle, les PME étant exclues du champ d'application.

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) est désignée comme l'autorité compétente à laquelle les sociétés cotées sont tenues de fournir les informations sur la composition de leurs conseils. Elle est également chargée d'analyser et de surveiller l'équilibre entre les sexes dans les conseils des sociétés cotées.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 28/03/2025
Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
20/05/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
28/10/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
09/12/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 598, page 1

Instauration d'un crédit d'impôt start-up

8526 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de promouvoir et de rendre plus attractif l'écosystème luxembourgeois pour les jeunes entreprises innovantes (les start-ups) en améliorant leur accès au financement au cours de leurs premières années d'existence. Il vise à instaurer un nouveau crédit d'impôt start-up destiné à inciter les personnes physiques à investir dans de telles jeunes entreprises innovantes. Cette mesure vise à accroître la diversification et la compétitivité de l'économie luxembourgeoise.

Le crédit d'impôt est accordé au contribuable personne physique qui investit dans le capital de jeunes entreprises à condition que celles-ci soient considérées comme innovantes. À cette fin, le présent projet de loi prévoit des critères précis que doit remplir l'entreprise en question pour pouvoir être considérée comme exerçant une activité à caractère innovant. Outre une exigence liée à l'effectif de la start-up, celle-ci doit également avoir effectué des dépenses de recherche et développement représentant au moins 15 % des dépenses de fonctionnement encourues au cours d'au moins un des trois derniers exercices d'exploitation. S'y ajoutent d'autres critères en termes de taille et de durée d'existence de l'entité en question.

De même, le projet de loi prévoit des critères précis auxquels doivent répondre les investisseurs pour pouvoir bénéficier du crédit d'impôt, tels que par exemple un

montant d'investissement minimum ou une durée de détention minimum des parts ou actions souscrites dans l'entité en question.

Le montant du crédit d'impôt est limité à 20 % du montant d'investissement et ne peut excéder un montant maximum de 100.000 euros au titre d'une année d'imposition.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 04/04/2025
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
20/05/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
24/10/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
09/12/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/12/2025
Loi du 19 décembre 2025
Mémorial A : 2025, n° 617, page 1

Base légale pour le transfert de données entre l'ACD et l'ACT

8546 – Projet de loi portant introduction d'un transfert de données de l'Administration des contributions directes vers l'Administration du cadastre et de la topographie et portant modification :

1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
3° de la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
4° de la loi modifiée du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale ;
5° de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Le projet de loi a pour objectif, d'une part, d'introduire une base légale pour un transfert de données entre l'Administration des contributions directes (ACD) et l'Administration du cadastre et de la topographie (ACT) dans le cadre des travaux sur la réforme de l'impôt foncier, l'impôt à la mobilisation de terrains et l'impôt sur la non-occupation de logements et, d'autre part, de proposer des adaptations ponctuelles à diverses lois.

Le second volet du présent projet de loi a pour objet d'apporter des modifications à plusieurs lois.

En ce qui concerne la loi modifiée du 4 décembre 1967 sur l'impôt sur le revenu (« L.I.R. »), les modalités selon lesquelles l'employeur communique à l'ACD la liste des salariés ayant bénéficié d'une prime participative sont précisées.

Il est également prévu de revoir le traitement fiscal des contribuables ayant opté pour le partage de l'allocation familiale conformément à l'article 273 du Code de la sécurité sociale. Alors que l'article 123, alinéa 9 L.I.R. détermine désormais les modalités d'attribution de la modération d'impôt en présence d'un enfant qui, en raison d'une résidence alternée, vit alternativement sous le toit de ces deux parents, à l'un des deux, le présent projet de loi entend accorder au parent qui ne bénéficie pas de la classe d'impôt 1a la bonification d'impôt pour enfant de 922,5 euros par enfant. Cette bonification est dégressive en fonction du revenu du parent bénéficiaire et ne s'applique qu'aux années d'imposition 2025 et 2026.

En outre, le présent projet de loi vise à adapter de façon ponctuelle la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (SPF), en incluant la société par actions simplifiée dans le champ du type de sociétés pouvant adopter le statut de SPF.

La modification envisagée de la loi du 25 novembre 2014 relative à la procédure d'échange de renseignements sur demande en matière fiscale a pour objet de tenir compte des implications découlant de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 26 septembre 2024 (affaire C-432/23), rendu sur renvoi préjudiciel de la Cour administrative.

Enfin, il est proposé de modifier la loi modifiée du 10 août 2018 relative à l'organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED). Compte tenu de l'évolution rapide des règles fiscales en particulier en matière de TVA et du renforcement de la coopération accrue en matière de lutte contre

la fraude, il convient de doter la direction de l'AED d'un poste supplémentaire de directeur adjoint, spécialisé en TVA et en contentieux fiscal, en vue de garantir une meilleure gestion des évolutions législatives et des enjeux internationaux. Le nombre de directeurs adjoints sera ainsi porté de trois à quatre.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 27/05/2025

Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

06/06/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

28/10/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'un amendement parlementaire

09/12/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 614, page 1

Compte général de l'exercice 2024

8556 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2024

Le projet de loi portant règlement du compte général de l'État a pour objet de recenser l'ensemble des opérations (recettes et dépenses) effectuées au courant de l'année budgétaire et de les comparer avec le budget voté pour l'année en question.

Pour l'exercice 2024, le compte général de l'État se présente comme suit :

– Le compte général de l'exercice 2024, opérations financières incluses, affiche un excédent de recettes de 1,4 milliard d'euros, alors que le budget voté a tablé sur un excédent de dépenses de 229 millions d'euros. Il s'agit d'une différence de 1,6 milliard d'euros.

– Le compte général de l'exercice 2024, hors opérations financières, affiche un excédent de dépenses de 565,8 millions d'euros, alors que le budget voté a tablé sur un déficit de 2,1 milliards d'euros. Il s'agit donc d'une différence de 1,6 milliard d'euros qui s'explique surtout par la hausse des recettes courantes de l'ordre de 1,3 milliard d'euros et de la baisse des dépenses courantes de 312,9 millions d'euros.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 18/06/2025

Rapporteur : M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Exécution budgétaire

(Président : M. Franz Fayot) :

07/10/2025 Désignation d'un rapporteur

10/11/2025 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen du rapport général de la Cour des comptes

08/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

07/10/2025 Désignation d'un rapporteur

10/11/2025 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen du rapport général de la Cour des comptes

Vote en séance publique : 17/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 590, page 1

Transposition de DAC 9

8591 – Projet de loi relative à l'échange automatique des déclarations d'information pour l'impôt complémentaire et portant modification de la loi

modifiée du 22 décembre 2023 relative à l'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure en vue de la transposition de la directive (UE) 2025/872 du Conseil du 14 avril 2025 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal

Avec la loi du 22 décembre 2023 sur l'imposition minimale effective des grands groupes, le Luxembourg a introduit dans son droit interne un taux minimal d'imposition de 15 % pour les groupes d'entreprises – multinationaux ou nationaux – dont le chiffre d'affaires consolidé dépasse 750.000.000 euros. Cette « Loi Pilier Deux » vise à implémenter l'accord dégagé en octobre 2021 au niveau du Cadre inclusif de l'OCDE/G20 portant sur l'imposition minimale effective des groupes d'entreprises multinationales (communément appelé « Pilier Deux »), ainsi que la directive européenne correspondante.

Étant donné qu'il s'agit d'un système nouveau d'imposition complémentaire auquel sont soumis les grands groupes d'entreprises, le Pilier Deux ne repose pas uniquement sur des règles de fonds détaillées, il requiert aussi un cadre procédural précisant les modalités de déclaration. En principe, ces règles imposent à chaque entité concernée de déposer chaque année une « déclaration d'information » auprès de l'administration fiscale de la juridiction où elle est établie.

Dans le prolongement des travaux menés au sein du Cadre inclusif OCDE/G20, le Conseil de l'Union européenne a adopté le 14 avril 2025 la directive (UE) 2025/872 (ci-après la « Directive (UE) 2025/872 » ou DAC 9).

Cette directive est essentielle pour assurer la mise en œuvre opérationnelle des obligations de déclaration découlant de la Directive Pilier Deux.

Le présent projet de loi a pour objectif de transposer la Directive (UE) 2025/872 tout en tenant compte dans ce contexte des exigences additionnelles liées à la mise en œuvre par le Luxembourg de l'Accord multilatéral.

La simplification administrative prévue par la directive (UE) 2025/872 repose, d'une part, sur l'instauration d'un formulaire standardisé, appelé « Déclaration d'information pour l'impôt complémentaire ». Le projet de loi propose que ce modèle de formulaire standardisé soit défini par règlement grand-ducal.

D'autre part, le présent projet de loi instaure un cadre pour assurer l'échange automatique des « Déclarations d'information pour l'impôt complémentaire » entre autorités compétentes.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 24/07/2025

Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

14/11/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

09/12/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 595, page 1

Augmentation de la dotation annuelle de la CSSF

8615 – Projet de loi relative à l'octroi d'une dotation annuelle à la Commission de surveillance du secteur financier

À compter de l'exercice budgétaire 2026, le présent projet de loi prévoit d'instituer une dotation annuelle de 20 millions d'euros en faveur de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

Cette enveloppe budgétaire répond à l'augmentation notable des frais de fonctionnement constatée ces dernières années, due notamment à l'élargissement des missions de la CSSF, à la complexité croissante des produits financiers, aux exigences européennes et internationales, ainsi qu'aux investissements requis en infrastructures informatiques et en personnel hautement qualifié.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 16/09/2025

Rapporteur : M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

14/10/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

05/12/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 596, page 1

« Defence bond » : exemption fiscale des intérêts perçus

8633 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière

Lors de la déclaration de politique générale sur l'état de la nation le 13 mai 2025 à la Chambre des Députés, le Premier ministre a précisé que le financement de la hausse des dépenses de défense serait effectué par différents moyens, dont la création d'un « defence bond », c'est-à-dire un emprunt public dédié à la sécurité, ouvert aux souscriptions d'investisseurs privés. Le Luxembourg devient ainsi le

premier pays européen à émettre un cadre national pour des obligations destinées à financer l'effort de défense, confirmant son rôle de pionnier en matière d'innovation financière.

Pour accompagner cette initiative, le projet de loi sous rubrique propose une disposition d'ordre fiscal introduisant une exemption fiscale intégrale des intérêts perçus par des particuliers de certains emprunts obligataires émis par des États et remplissant différents critères spécifiques.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 08/10/2025

Rapporteur : M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

14/10/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

05/12/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/12/2025

Loi du 19 décembre 2025

Mémorial A : 2025, n° 613, page 1

118^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 15

M. Claude Wiseler, Président

2. 8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 [...]

8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluri-annuelle pour la période 2025-2029 (suite)

p. 15

Discussion générale (suite) : M. David Wagner (intervention de M. Laurent Mosar) | Mme Diane Adehm (intervention de M. André Bauler) | Mme Carole Hartmann | M. Franz Fayot (dépôt des motions 2 et 3) | M. André Bauler

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth

3. 8556 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2024

p. 30

Rapport de la Commission de l'Exécution budgétaire : M. Franz Fayot

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. André Bauler | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. André Bauler (parole après ministre)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8556 et dispense du second vote constitutionnel

4. 8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 [...]

8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluri-annuelle pour la période 2025-2029 (suite)

p. 31

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8600 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Taina Bofferding | Mme Diane Adehm | M. Sven Clement | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. David Wagner | Mme Taina Bofferding

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : Mme Diane Adehm | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Franz Fayot

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)

Motion 3 : Mme Diane Adehm | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. André Bauler | M. David Wagner | M. Franz Fayot

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8601 et dispense du second vote constitutionnel

5. 8641 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2024

p. 34

Rapport de la Commission des Comptes : M. Tom Weidig (dépôt d'une résolution)

Discussion générale : Mme Françoise Kemp | M. Franz Fayot | M. Guy Arendt | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. David Wagner

Vote sur la résolution (adoptée)

6. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 de la Cour des comptes

p. 35

Dépôt et exposé : M. Franz Fayot

Discussion générale : M. Tom Weidig | Mme Djuna Bernard | M. David Wagner

Vote sur la résolution (adoptée)

7. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 de l'Ombudsman

Résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 du Centre pour l'égalité de traitement

Résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

p. 35

Dépôts et exposés : M. Franz Fayot

Vote sur la résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 de l'Ombudsman (adoptée)

Vote sur la résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 du Centre pour l'égalité de traitement (adoptée)

Vote sur la résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (adoptée)

8. 8615 – Projet de loi relative à l'octroi d'une dotation annuelle à la Commission de surveillance du secteur financier

8616 – Projet de loi relative à l'octroi d'une dotation annuelle au Commissariat aux assurances

p. 36

Rapports de la Commission des Finances : M. Michel Wolter

Discussion générale : M. André Bauler | M. Claude Haagen | M. Tom Weidig | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Claude Haagen (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8615 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8616 et dispense du second vote constitutionnel

9. 8526 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

p. 39

Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. André Bauler | M. Franz Fayot (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 2) | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Motion 1 : M. Franz Fayot (intervention de M. le Ministre Gilles Roth) | M. Laurent Mosar

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Motion 2 : M. Laurent Mosar

Vote sur la motion 2 (adoptée)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8526 et dispense du second vote constitutionnel

10. 8546 – Projet de loi portant introduction d'un transfert de données de l'Administration des contributions directes vers l'Administration du cadastre et de la topographie et portant modification :

1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3° de la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

4° de la loi modifiée du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale ;

5° de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

p. 44

Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Guy Arendt | M. Franz Fayot (dépôt d'une demande de vote séparé) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote séparé sur l'article 8 du projet de loi 8546 (adopté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8546 et dispense du second vote constitutionnel

11. 8591 – Projet de loi relative à l'échange automatique des déclarations d'information pour l'impôt complémentaire et portant modification de la loi modifiée du 22 décembre 2023 relative à l'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure en vue de la transposition de la directive (UE) 2025/872 du Conseil du 14 avril 2025 modifiant la directive 2011/16/EU relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal

p. 47

Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8591 et dispense du second vote constitutionnel

12. 8633 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière

p. 48

Rapport de la Commission des Finances : M. Michel Wolter

Discussion générale : M. Guy Arendt | M. Franz Fayot (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8633 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Michel Wolter | M. Guy Arendt | M. Fred Keup

Vote sur la motion 1 (adoptée)

13. 8519 – Projet de loi portant fixation d'un objectif quantitatif en matière d'équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs de sociétés cotées en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes

p. 52

Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Guy Arendt | Mme Taina Bofferding (interventions de Mme Nancy Arendt et M. Tom Weidig) | M. Fred Keup (interventions de Mme Corinne Cahen, M. Tom Weidig et M. Marc Goergen) | Mme Sam Tanson (interventions de M. Fred Keup, M. Sven Clement et M. Tom Weidig) | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8519 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Claude Meisch, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 [...]

8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029 (suite)

D'Chamber fiert de Mëtte mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2026 weider. D'Riedezäite sinn déi selwecht, wéi de Moie schonn annoncéiert. Et hu sech nach ageschriwwen: den Här David Wagner, d'Madamm Diane Adehm, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Franz Fayot an den Här André Bauler. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

Discussion générale (suite)

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci villmools, Här President. All Projet de loi vun engem Budget fänkt mat enger Analys vun der internationaler Situatioun a Konjunktur un. Do gëtt da festgestallt, datt een an onrouegen an onstabillen Zäite leeft. Mee och virdru war d'Weltuerdung ëmmer iergendwéi an enger Kris an onstabill.

An den 10er-Jore vun dësem Joerhonnert hu mer un der Finanzkris vun 2008 geknat. Virdrun hu mer un

den Nowéie vum 11. September 2001, an notament dem Irak-Krich, geknat. An den 90er-Joren huet den Zesummefall vun der Sowjetunioun d'Welt boueverséiert. Während dem Kale Krich hate mer och nach eng ganz Rëtsch Krisen. Mir haten d'Pétrolskris, mir haten d'Stokkris, déi mer hei zu Lëtzebuerg ganz uerg ze spiere kruten, a sou weider a sou virun. Et waren ni roueg Zäiten. An d'Welt war fréier bestëmmt och net besser wéi haut.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | Krise ginn dann oft als Virwand geholl, fir déi eng oder déi aner sozial an ekonomesch Schwieriegkeet ze erklären, voire souguer ze justifizéieren. Mee et geet driwwer eraus: Lëtzebuerg ass e Land, wat sech an deene leschte Joren enorm verännert huet, zemoos wat d'Jugend an den Dynamismus vu senger Bevëlkerung ugeet. An dat ass u

sech och positiv. Trotzdem stellt sech d'Fro: Wäert et deene jonke Generatiounen besser goen? An dat ass net méi esou sécher. D'Fro ass dann: Wéi geet ee mat Verännerungen ëm? An, an dat ass dat Wichtigst: Huet d'Regierung iwwerhaapt begraff, wat sech elo verännert?

A mir stelle fest, wann ee sech dee Budget ukuckt, datt en u sech grosso modo dem viregte Budget gläicht, deen och deem Budget vu virdu geglach huet, deen och deem Budget nach vu virdu geglach huet, et cetera, et cetera. An da kuckt een d'Zuelen am Budget, déi méi oder weëneger ëmmer dat selwecht aussoen, mat gewëssene Schwankungen natierlech, an anerersäits liest een d'Prosa vum Projet de loi, d'Orientéierungen, déi de Minister virgëtt, déi politesch Prioritéite fir d'Joer 2026, an do mierkt een, datt sech u sech d'Budgeten all méi oder weëneger gläichen, mee et gëtt esou gemaach, wéi wann et an deem engen oder an deem anere Beräich méi grouss Akzenter géife ginn.

Dëst Joer hu mer net eng, net zwou, net dräi, mee mir hu 14 Prioritéiten! Dëst Joer gëtt natierlech de Logement als absolutt Prioritéit vun der Regierung ugesinn. Mee da geet et weider mat de Steieren, mat der Mobilitéit, mam Environnement, mat der Digitaliséierung, mat der Fonctioun publique – iergendeng Kéier huet een den Androck, datt Der ugefaangen hutt mat wüfelen esou –, d'Wirtschaft an d'Energie, d'Armée, d'Schoul, d'Aarbecht als zéngt Prioritéit. Bon, dat war jo och net de grouse Worf. Eeleft Prioritéit: Famill an Inklusioun. Zwieleft Prioritéit: sozial Sécherheet a Renten. An dann, ganz um Enn: international Solidaritéit als 14. Prioritéit. Dat ass normal. D'ONGe si jo nach ëmmer amgaangen ze strueweile mam Här Bettel sengem Chaos.

Här President, vun deene ville Prioritéiten am Budget gëtt et engem bal schwindeleg. Mee ausser d'Armée ... Déi ass zwar op der achter Plaz. Mee d'Armée kritt wierklech vill bäi, besser gesot d'Rüstungsindustrie, well d'Zaldote gi weiderhi bei d'Liiset gelooss. Mee dat ass, mengen ech, nach en anere Problem, iwwert deen een och eng Kéier kéint schwätzen.

Mee ganz seriö elo: D'nächst Joer kéint Der mat grosso modo deene selwechten Zuele kommen a mat engem aneren Top 14 vu Prioritéite kommen an dat géif kengem ofpallen. An dat ass u sech de grouse Problem: Lëtzebuerg steet viru risegen Ännerungen, mee deen heite Budget ass soss näischt wéi d'Verwaltung vun engem imaginäre Status quo.

Zum Status quo vun dësem Budget gehéieren dann och déi klassesch Täschepillertricken. Budgetsline fir de Logement zum Beispill si virgesinn, mee d'Joer drop mierkt een, datt se net voll ausgeschöpft gi sinn. Dat ass ganz kloer och fir de Fonds spécial pour le logement abordable, well d'Regierung weeder genuch baut nach genuch VEFAen opkeeft. Ech wäert duerno och nach dorop zrëckkommen.

Mee wa mer schonn och nach bei der Mogelpackung sinn – dat ass schonn e puermol behaupt ginn –: D'Regierung behaupt, 46 % vun den Dépense géifen a sozial Mesüre gestach ginn. Dat stëmmt net! Dat ass faktuell falsch. A Wierklechkeet sinn et der gutt 10 % manner, also e bësse manner wéi 36 %. Mee d'Regierung, déi fuddelt, well si zielt Saachen einfach op, déi an hiren Aen eppes mat Sozialmesüeren ze dinn hätten, mee wou ee sech wierklech ka froen, ob et Sozialmesüre sinn. Ech ginn e puer Beispiller: de Budget vun der EU, d'Bedeedegung un der Mutualité des employeurs gëtt als sozial Mesür ugesinn, d'international Kooperatioun, d'Subventiounen un d'Betriber ginn als sozial Mesür ugesinn, an – haalt Iech fest! – och nach d'Hëllef un d'Ukrain gëtt als sozial

Mesür ugesinn. Dat sinn alles Hëllef, op jidde Fall déi lescht, déi ganz legitim sinn, mee et si keng sozial Mesüeren.

Här President, amplaz sech op déi no Zukunft virzubereeden an amplaz deenen neie Generatiounen eng Chance an dese Verhältnesser ze ginn, déi ëmmer méi haart ginn, kënnt d'Regierung mat midden, kreativlose Rezepten aus der Vergaangenheet: neoliberal Rezepten, den Trickle-down-Witz, d'Voodoo Economics – et ass e Witz, mee et laacht een ëmmer manner driwwer –, Wirtschaft iwwer alles, Logementpolitik fir Groussgrondbesëtzer, well déi hunn et jo sou schwéier, Law and Order, zemools géint obdachlos Mënschen, also Leit, déi sech net méi wiere kënnen, an natierlech Almosepolitik, well ëmmer manner Leit vun hirer eegener Aarbecht liewe kënnen. An anere Wieder: dat, wat och scho virun 30 Joer gemaach ginn ass, just datt d'Zäite méi rau gi sinn, zemools fir déi jonk a fir déi, déi net mam gëllene Läffel am Mond gebuer sinn.

D'Regierung, Här President, ass elo zwee Joer am Amt – et géif ee scho bal mengen, et wieren der zéng – a si huet schonn de fiskale Spillraum opgebraucht mat Steiergeschenker a Militariséierung vun eiser Wirtschaft. Mee en neit Lëtzebuerg ass amgaangen ze entstoen. D'Kraaft vu Lëtzebuerg kënnt aus senger Bevëlkerung, zemools aus dem jonken Deel vu senger Bevëlkerung.

De Budget huet sech der Zukunft vum Land verschriwwen. Ma da kucke mer, wat tatsächlech fir d'Zukunft a fir d'Jugend zum Beispill och gemaach gëtt. Lëtzebuerg ass dat jéngste Land an der Groussregioun. Däitschland ass dat eelste mat 45 Joer als Altersmoyenne. Da kënnt Frankräich mat 42,5 Joer. An dann d'Belsch mat 42 Joer als Altersmoyenne. Lëtzebuerg ass bei 39,7 Joer Altersmoyenne. Lëtzebuerg gëtt ëmmer méi jonk. 2010 ware 54,7 % vun de Lëtzebuerger manner wéi 30 Joer al. Elo ass dat op 56,8 % geklommen.

Dat ass eng Chance: E jonkt Land ass en dynamescht Land. Lëtzebuerg ass net just e jonkt Land, et ass e Land mat enger fantastescher Diversitéit. Ronn ee Véierel vun de Lëtzebuerger hunn eng aner Nationalitéit, mee vill méi hunn och en anere Background. Kulturell Duerchmëschung ass eng immens Stärkt. Do däreft ee weeder ranzeg nach granzeg derbäi sinn.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | Dat ass net just eng Parol. E Land, wou vill Leit mat villen Originne liewen, dovunner profitéiert jiddereen. Dat vermëscht sech mat der Zäit a schafft eng nei Gesellschaft, déi gewinnt ass, iwwert den Tellerrand ze kucken. Et ass net déi éischte Kéier, wou dat d'ailleurs mat Lëtzebuerg geschitt. Dat schafft en neit Lëtzebuerg.

Jonker sinn och ëmmer besser forméiert an informéiert, trotz engem Schoulssystem, dee weiderhi sozial a sproochlech diskriminéiert. Hoffe mer, e bësse manner an der Zukunft. Bal 64 % vun de 25- bis 34-Järegen hunn hautzudaags en Héichschouldiplom. Dat ass eendeitig iwwert der EU-Moyenne. Gutt forméiert Jonker, dat sinn awer net nëmme déi, déi en Héichschoulofloss hunn. Dat sinn och Jonker mat enger technescher Ausbildung.

Jonker sinn also besser forméiert wéi fréier. Si sinn och besser informéiert wéi fréier. Si hunn zum Beispill vill manner Virurteeler vis-à-vis vu Leit, déi net der Norm entsprechen oder déi vun anere Kontinenter kommen. Si verstinn, heiansdo vill besser wéi eeler Generatiounen, wat d'Erausfuerrunge vum Klimawissel sinn. Si si vill méi sensibel op d'Leed, wat d'Mënschen an der Ukrain oder an der Gazasträif erliewe mussen. Si sinn och vill manner naiv, wat den

ekonomeschen a politeschen System ugeet. Mee – an dat ass de Problem, dee mer léise mussen – deene Jonken hire Capacitéite gëtt an der Aarbechtswelt net richtig Rechnung gedroen an et sinn deementsprechend Capacitéiten, op déi eis Gesellschaft verzicht.

Här President, duerch d'Wunnengsproblematik gi se och nach an hirer Emanzipatioun staark gebremst. De Kapitalismus huet fir déi jonk Generatiounen seng Sexyness verluer. Dat hu mer notament an enger Stad wéi New York gesinn – eng Stad, déi ëmmer e gewëssene Virsprong huet vis-à-vis vun Europa – mat der Wal vum Zohran Mamdani, deen e Programm vu Responsabiliséierung u sech vun der öffentlecher Hand a vu Solidaritéit géint maartwirtschaftlech Konzepte vu gëschter verdeedegt. Dat ass dat, wat déi nei Generatiounen ëmmer méi fuerderen. An dat ass och dat neit Lëtzebuerg, wat sech unzeechent.

Eng Jugend, déi méi divers ass, méi vermëscht, méi metisséiert, jo, méi oppen ass vis-à-vis vun deem, wat d'Welt vu Guddem ze offrëieren huet, awer och déi sech net méi esou einfach ausbeute loosse wëll, déi och besser schaffe wëll, awer och manner, eng Reduktioun vun der Aarbechtszäit zum Beispill fuerdert.

Eng Jugend, déi selbstbewusst ass, déi al Strukturen an Hierarchien a Fro stellt, déi vill méi mobill ass, déi d'Hypokrisie vun der Weltpolitik och duerchbléckt huet.

Eng Jugend, déi net akzeptéiert, datt de Klima op dem Altor vum Profit geopfert gëtt, déi net méi akzeptéiert, datt Frae schlecht behandelt ginn, déi net mengt, datt Feministinnen therapéiert musse ginn, déi agesäit, datt net jiddereen heteronormativ ass, an domadder och guer kee Problem huet. An déi positiv Entwécklung betrëfft souguer heiansdo jonk Fraen e bësse méi wéi jonk Männer.

Dat ass dat neit Lëtzebuerg, wat amgaangen ass, ënner eisen Aen ze entstoen. Also huet Lëtzebuerg an deem Sënn e Risepotenzial. An trotzdem huet déi heite Generatioun et vill méi schwéier wéi déi zwou Generatiounen virdu. Si hunn et vill méi schwéier wéi d'Nokrichsgeneratioun, d'Boomer, wéi se genannt ginn, an deenen hir Kanner, also d'X-en, zu deenen ech och nach knapps gehéieren.

Mee wat verspricht dann dee Budget an déi aner Mesüeren, déi drunhänken? Nach méi Invest a Militär a manner Steiere fir Betriber, déi Profitte maachen – alles Saachen, déi de jonke Generatiounen hir Zukunft verbauen!

Här President, et gëtt jonk Leit, déi nach d'Chance hunn, an enger Wunneng ze liewen, déi der Famill gehéiert. Déi Chance hunn an hate vill Leit och aus menger Generatioun oder aus der Generatioun nach virdu. Mee dee Modell, deen hält elo drastesch of. A gewësse Statistike ginn engem ze denken.

Et sinn nach ëmmer méi jonk Leit tëschent 25 an 29 Joer, déi nach bei hiren Eltere liewen, bis zu 40 %. Dat sinn am Prinzip Leit, déi meeschtens eng Formation oder e Studium hannert sech hunn oder souguer eng Aarbecht hunn. A si maachen dat net aus Kamouflee. Mir schwätzen do vun Erwuessenen, déi awer op en Deel vun hirer Emanzipatioun an Intimitéit verzichte mussen.

Virun enger Partie Joerzénge war et nach esou, datt, wann ee seng Ausbildung bis hannert sech hat, seng éischt Aarbecht fonnt huet, meeschtens am CDI, dann huet ee relativ problemlos eng Wunneng an der Locatioun fonnt, wann een näischt geierft huet. Dat war fir eng relativ kleng Majoritéit vun de Lëtzebuerger de Fall. Mee et ass nach iergendwéi gaangen, et huet ee sech net total ruinéiert an et konnt een e relativ geséichert Liewe féieren. Dat ass och geschitt, ier déi

neoliberal Mesüre geholl gi sinn an den 80er-, 90er-Joren uechtert Europa.

Déi Zäite sinn eriwwer. Elo gees de, wann s de 23 Joer al bass, no denge Schoulen zum Beispill, op athome. Iu oder op immotop.lu an da scrolls de dech duerch d'Annoncen an da kënnt d'Realitéit wéi eng Dampf-walz op dech gerullt. A spéitstens bei der éischter Visitt bei enger Immobilienagence, da kriss de der mol ferm op den Deckel, well déi froe Sécherheet no Sécherheet, an dat an enger Welt, wou fir Jonker ëmmer manner Sécherheete gëllen. Well dat ass jo och déi neoliberal Logik: Onsécherheet fir déi schaffend Leit, mee ganz grouss Sécherheet fir déi besëtzend Leit.

A wat gëtt dann esou gefrot? Bon, fir d'éischt emol e CDI. Bestëmmt kee Stage. Mee dat geet natierlech och net duer. Wéi gesot, du bass nach jonk, du sichts elo net de grouss Luxus. Den Observatoire de l'habitat, deen huet virun e puer Wochen Zuelen erausginn, wat de Präis vu Wunnengen ugeet. Als Moyenne kouw eraus: 38 Euro de Meeterkaree. An anere Wieder: Fir eng Wunneng vun 42 Meeterkaree – dat ass elo net de Luxus – läit de Loyer am Schnëtt bei 1.600 Euro de Mount. Mee wéi gesot, et gëtt vun den Agencen oder vun de Propriétaire Sécherheet gefuerdert. An déi Sécherheet, déi heescht, datt een tëschent zwee- bis dräimol, meeschtens dräimol de Montant vum Loyer misst verdéngen. Da maacht d'Rechnung: Fir deng 42 Meeterkaree muss de tëschent 4.000 a 5.000 Euro netto verdéngen. Dat ass dat, wat vu jonke Leit gefuerdert gëtt, fir datt se iwwerhaupt e modesten Daach iwwert de Kapp kréien.

D'Kiischt op de Kuch sinn natierlech dem Här Finanzminister seng Steiergeschenker un d'Groussgrondbesëtzer vu Wunnengen, also grad déi, déi eis Bevëlkerung an zemoos déi Jonk kalbliddeg um Logementsmarché ausbeuten. 5.000 Euro verdénge fir e Studio vun 42 Meeterkaree! An do sinn der nach, déi e bëssen zécke mam Mietdeckel. Den Här Logementsminister huet eng Reform vum Mietgesetz versprach – fir 2027! Dann ass dës Regierung scho véier Joer laang am Amt. Et deet mer leed, et ass net normal, datt esou eppes esou laang dauert. E reelle Mietdeckel anzeféieren, wier u sech déi éischt Prioritéit vun engem Logementsminister gewiescht. Dat hätt e Logementsminister vun déi Lénk esou gemaach. Mir hunn d'ailleurs eng Gesetzespropos 2018 gemaach a mir hu keng véier Joer gebraucht – éischter véier Méint –, fir se virzeschoen. A si ass net dënn.

No zwee Joer am Amt huet de Logementsminister sech dann endlech decidéiert, d'Mietgesetz ze änneren. Mir kruten dat schonn erëm ugekënnegt. Mir haten erëm eng Kéier Versammlung mat Wëssenschaftler an der Logementskommission. Ganz interessant Saache gëtt ee gewuer. Mee u sech gëtt een allkéiers erëm dat gewuer, wat ee scho weess: datt d'Situatioun katastrophen ass an datt et allkéiers erëm méi katastrophen gëtt. Et ginn och Pisten ugezeechent, mee dat geet hei eran an hei eraus. An elo si mer an der Situatioun, wou gesot gëtt: „Bon, elo maache mer erëm x Etüden. Elo wäerte mer erëm eng Kéier Aarbechtsgruppe forméieren, wou jiddereen erëm mat an d'Boot soll geholl ginn.“ Dat hat schonn de Virgänger versicht. Dat ass op der Musel ënnergaangen, dat Boot. Dat ass guer net gaangen, well et kontradiktöresch Interesse gëtt. An ech froe mech iwwerhaupt, ob all déi Promoteuren d'Locataires an hire Yachte wierklech wëlle sinn. 2027, da si mer ee Joer virun de Walen. Ech wëllt gären dat Mietgesetz gesinn. An ech wëllt op jidde Fall gesinn, ob mer do och nach e richtige Mietdeckel hunn.

Mee do misst awer och iergendeng Kéier d'Regierung oppassen, well d'Regierung mécht weiderhin eng Politik justement, wat de Logement ugeet, vu virun 30, 40 Joer, wou de Gros vun der Bevëlkerung nach ëmmer Proprietär war a wou d'Locatairë meeschtens guer kee Walrecht haten, also war et net interessant, iergendeppes fir d'Locataires ze maachen.

Et ännert sech elo awer ganz staark. An elo si mer scho bei engem gudden Drëtzel vu Locataires hei zu Lëtzebuerg, dorënner och vill Leit, justement och jonk Leit, vläicht och nach aus der zweeter Generatioun vun der Immigratioun, déi net konnten eppes ierwen. Mee passt op, si hunn e Lëtzebuerger Pass, ganz oft, a si wäerten och d'nächst Kéier stëmmen. Dat heescht, passt op, datt u sech Ä Clientèle Iech net ewechschmëlzt an datt Der net dowéinsten och nach aner Problemer wäert schafen!

Mir hu gesinn, Här President, datt de private Marché de Logementsproblem net léist an e souguer éischter verschäerft. Et misst ee souguer soen, d'Groussgrondbesëtzer hunn nämlech all Interêt drun, datt de Marché fir Locataires ugespaant bleift, well se esou hir iwwerdeiert Loyere weiderhi kënnen héichhalen. De Problem ass: Ëmmer manner Mënsche kënnen dee Loyer bezuelen. Am Prinzip misst dat fir d'Besëtzer e Problem sinn. Mee keng Angscht, dofir kënnt dann d'Subvention loyer, also de Steierzueler, deen dann de Besëtzer weiderhin e Liewen op Pomp ka finanzéieren. Esou bezuelen d'Locataires d'Propriétaires zweemol.

Här President, nieft dem Mietdeckel gëtt et eng zweet Mesür am Logement. An do geet et ëm den Invest. Do geet et och ëm Budgetpolitik. Dofir misst d'Regierung sech e richtig couragéiert Zil setzen. An dat géif heeschen, um Enn misst u sech d'ëffentlech Hand den éischte Logementsproprietär hei am Land ginn. Dat ass kee Selbstzweck, mee eng Mesür, fir d'Locatairë vun der Ofhängegkeet vun de Propriétaires ze befreien.

Fir dat ze erreechen, gëtt et natierlech ganz vill Weeër. Een ass den Opkaf vun de VEFAen. Mee amplaz et just ze annonciéieren, amplaz Budgetposte vu Joer zu Joer virzugesinn, déi duerno net ausgeschöpft ginn, soll de Staat der esou vill kafe wéi nëmme méiglech. An do sinn ech och ganz no beim exzellente Finanzschäffe vun der Stad Lëtzebuerg ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Hilarité)

M. David Wagner (déi Lénk) | Voilà! Ech wollt en „Très bien!“ kréien.

... dee sech bei der Virstellung vum Stater Budget d'lescht Woch zu Recht doriwwer opgereeget huet, an ech zitieren: „Wat mech opreegt [...] par rapport zu der Regierung, déi permanent do ukënnegt, wat si géifen a VEFAen investéieren. Ech hunn awer bis elo d'Gefill, datt just d'Stad Lëtzebuerg massiv a VEFAen investéiert. An ech ginn Iech hei d'Ziel: 303 Milliounen! 303 Milliounen!“ Je répète.

(Hilarité)

„Ech géif mol gär eng Kéier gesinn, wéi vill de Staat [...] a VEFAen investéiert huet.“

Abee, den Här Mosar huet ganz Recht, ...

(Interruptions)

... an dat ass jo och dat, wat mir allkéiers bei deem heite Budget uprangeren: Et gi Budgetposten einfach emol opgebauscht, mee ee Joer drop mierkt een, datt se ni ausgeschöpft gi sinn.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Majo, mee eis Debatten am Gemengerot sinn ëmmer ganz gutt. Dir musst se all suivéieren. Dat ass ganz interessant.

(Hilarité)

Déi Budgetposte fir de Logement, dat ass u sech just schwaarz Tënt op Pabeier. An anere Wieder: Wat de Logement ugeet, ass dee Budget soss näischt wéi eng Mogelpackung.

Dat wier vläicht net esou schlëmm, wann d'Regierung net esou lues bei den ëffentleche Wunnengen viru sech kriibse géif. D'Caritas – bon, déi et leider net méi gëtt, well déi hutt Der och futti gemaach, ...

(Exclamations)

... net den Här Finanzminister, mee de CEO; deen huet do gutt gemanaget – hat deemols gerechent, datt mer 30.000 ëffentlech Wunnengen bräichten. Mir sinn elo ongeféier bei 4.000. Am Schnëtt kommen der 150 d'Joer bäi. Dat heescht, an deem Rhythmus hu mer d'Zil an 173 Joer erreecht. Mir brauchen e richtige Plang, fir Wunnengen opzekafen an ze bauen, an net, wéi et ëmmer sou schéin heescht, „un där enger oder un där anerer Schrauf dréinen“ an aner Forme vu politescher Prokrastinierung.

Ech hu virdru beschriwwen, Här President, wéi schwéier et ass, zemoos fir e Jonken, fir un eng Wunneng ze kommen. Ech schwätzen hei net vum Kaf, well dat kënnen déi allerméist elo vergiessen. De Kaf vun enger Wunneng ass e Privileeg vu Räichen. Dir kritt kee Prêt méi, och well Banken an och d'Spuerkeess hir Aarbecht net richtig maachen an deem Sënn. Mee ouni CDI keng Wunneng. Déi selwecht, déi CDIe froen, sinn dacks d'ailleurs och déi, déi keng CDIe ginn, well Propriétaires a Patronat, dat ass oft awer och dee selwechte Beräich.

Keen CDI, also keng Wunneng. Mat graff engem Drëtzel vun de Jonken tëschent 15 a 24 Joer, déi e Kuerzzäitkontrakt hunn, do läit Lëtzebuerg d'ailleurs op der sechster Plaz op EU-Niveau. Am Allgemengen hu Jonker souwiesou méi oft e Kuerzzäitvertrag a si verdénge manner, mee si sollen awer trotzdem nach eng Wunneng fannen.

Här President, mir hunn eng Bevëlkerung, déi mat héijem Tempo wiisst. Mir hunn eng Jugend, déi dynamesch, méisproocheg ass, besser forméiert ass wéi fréier. Mir hu grouss Defie virun eis: am Logement, an der ekologescher Transitioun an an der Stärkung vun der Resilienz vis-à-vis vun de Konsequenzen vum Klimawandel, an der ekologescher Verwandlung vun eiser Landwirtschaft. Mir hu grouss Defien an der Bildung an an der Betreierung – an der Betreierung souwuel vu Kanner wéi vu Senioren. A mir hunn en héije Jugendchömage.

All déi Problemer si mam fräie Maart net ze léisen. Soss wéisste mer et jo. Dofir géif e Budget vun der Zukunft derfir suergen, datt d'Allgemengheet all dës Defien an d'Hand hält. D'Potenzial fir immens vill interessant a sécher an dezent bezuelten Aarbechtsplaze läit an der ëffentlecher Hand. Déi grouss ekologesch a sozial Transformatioun vun engem neie Lëtzebuerg muss elo ufänken. An do geet et net méi drëms, un e puer Schrauwen ze dréinen. Et muss een d'Maschinn ersetzen.

Dat neit Lëtzebuerg muss Wunnengen opkafen, bauen, plangen, renovéieren, sanéieren, verwalten. Dat alles sinn Tächen, déi eng grouss ëffentlech Wunnebaugesellschaft misst erfëllen, déi Dosende vu verschiddene Beruffer géif beschäftegen.

Dat neit Lëtzebuerg brauch e groussen ëffentlechen Energiesektor, fir eis energieatesch Souveränitéit duerch propper Energie ze sécheren. Do géife mer Honnerte vun Aarbechtsplazen am Beräich vum Handwerk, vum Maschinnebau, vun der Wëssenschaft a vun der Verwaltung schafen.

Dat neit Lëtzebuerg muss den öffentliche Transport nach méi ausbauen, duerch Zuch, duerch Bus, duerch Tram, op déi eis staark mobil Bevëlkerung zréckgräife muss a wëll. Déi ursprénglech Regierung hat d'ailleurs och d'Propos vun déi Lénk vum gratis öffentliche Transport iwwerholl, nodeems den Transport- an de Finanzminister se belächelt haten. Dat ass eng gutt Saach, mee elo muss et ausgebaut ginn. D'CFL huet riseg Rekrutierungsschwieregkeeten an och Schwierigkeeten, fir hir Leit iwwerhaapt ze behalen. D'Karriäre müssen dofir staark verbessert ginn.

Dat neit Lëtzebuerg brauch eng staark ëmweltfrëndlech, bauerefrëndlech a konsumentefrëndlech Landwirtschaft. Duerch eng ganz aner Subventionspolitik kéinte mer Kleng- a Mëttelbetriber och a Form vu Genossenschaften ënnerstëtzen.

Dat neit Lëtzebuerg steet viru risegen Defien an der Schoul, wou mer eendeiteg méi Personal brauchen, dat méi geziilt mat de Kanner schafft an dat op déi ganz grouss Diversitéit vun de Situatiounen agoe kann, ouni an de Burnout ze verfallen. Mir brauchen och öffentliche Crèche, amplat déi privat Crèche mat Chèque-servicen, also Steiergelder, künstlech u sech um Liewen ze halen. D'Leit maache Kanner, net wann d'Fraen doheem agespaart bleiwen, mee wann d'Land seng Opfangsstrukture fir Kanner ausbaut. An de Berichter vun den Apéri'touren an der Stad ass d'ailleurs erauskomm, dass immens vill Leit öffentliche Crèche an hire Quartiere fuerderen – ech ënnersträichen: öffentliche Crèche an hire Quartiere fuerderen. Dat muss mer och alles hikiréien. Mir sinn awer och eng entwéckelt Gesellschaft, an där glécklecherweis d'Mënsche méi al ginn. Mee heiansdo, mam Alter, brauch een och Hëllef. Dat hu mer och dem Privaten zu engem groussen Deel iwwerlooss. Ma neen, dat misst och kënnen d'öffentlech Hand iwwerhuelen, well da kënnen mer et besser organiséieren, d'Qualitéit ass besser geséichert an d'Aarbechtskonditiounen vun de Leit och.

Dat neit Lëtzebuerg huet eng dynamesch, gemëscht an a forméiert Jugend. Mir hunn ëmmer méi Leit, déi en Héichschouldiplom maachen an déi och hei zu Lëtzebuerg kéinten a wëilten an d'Recherche goen. Fest Kontrakter missten an der Recherche geséichert sinn. Dee Sektour ass staark auszubauen, souwuel an den Naturwëssenschafter wéi an de Sozialwëssenschafter wéi an den digitale Wëssenschafter. Ech kéint nach weider opzielen, mee ech bleiwen elo dobäi.

Dir wäert jo elo natierlech soen: „Dat kascht alles.“ D'Äntwert ass: Jo, dat kascht, mee et bréngt och eppes. An et sinn och nützlich Aarbechten, wou d'Leit sech individuell verwierkleche kënnen, awer och kollektiv d'Gesellschaft verbessere kënnen. Et schafft Aarbecht fir déi, déi keng hunn, déi aus dem Chômage kommen an déi iwwer Steieren a Cotisatiounen de Budget an d'sozial Keese wäerte matfinanzéieren. Déi Leit wäerten och consomméieren. An dat ass jo och gutt fir d'Ekonomie.

Dat, wat mir virschloen, dat ass also eng reell antizyklisch Politik. Dat ass net déi vun der Regierung, déi doranner besteet, an d'Rüstungsindustrie ze investéieren, an déi och doranner besteet, d'Steiere fir Betriber erofzesetzen. An ech wëll och soe bei der Rüstungsindustrie: Ech wëll wierklech déi do virdru warnen, deene virschwieft, d'Militär zu engem neie Wirtschaftsstandbeen ze maachen. Wa Rüstungswirtschaft bis zu engem lukrativen Business gëtt, da gëtt d'Waffeproduktioun och zu engem Selbstzweck. An dat ass eng ganz geféierlech Ofhängegkeet, an déi verschidde Leit Lëtzebuerg driewe wëllen. Ech mengen, déi Suen, déi mer wëllen ausginn, déi

misst mer fir vill méi zukunftschrähteg Projeten investéieren.

An do si mer och nach bei der ugekënnegter Steuerreform.

(Interruption par la présidence)

Ech si gläich fäerdeg.

D'Groussverdénger, jo, déi mussen déi bäidroe fir d'Allgemengheet. Ech mengen, virdrun hat de Fraktionschef vun der CSV gesot: „Jo, déi Lénk, Dir wëllt ëmmer déi Déck respektiv déi Räich méi besteieren.“ Jo, a wie soss dann?! Déi Aarm? Solle mer déi Aarm méi besteieren? Ech mengen, dat géif kee Sënn maachen. Selbstverständlech müssen déi méi besteiert ginn, déi am meeschten ...

(Interruption)

Jo, déi Aarm, ech weess net, ob déi nach mussen spueren. Déi spueren genuch. Mee et gesäit een, dass d'ADR der Meinung ass, dass déi Aarm nach weider mussen spueren.

(Interruptions)

Mee dat wonnert mech net. Riets Parteie si souwisou ëmmer op der Säit vun deenen décke Verdénger.

(Interruption)

Mir müssen d'Groussverdénger also méi an d'Verantwortung zéien duerch Steieren. Mir müssen och immens vill Steiernische fir d'Kapital zoumaachen. Profitabel Betriber mussen méi besteiert ginn an net manner besteiert ginn, wéi dat elo geplangt ass. Et ass net, well mer beim Piller 2 OCDE-wäit 15 % Minimalbesteuerung decidéiert hunn, dass dat soll déi nei Norm ginn. Bien au contraire, et gëtt immens vill Profit gemaach hei am Land justement duerch Betriber, déi och ganz gutt funktionéieren, also solle se och bäidroen, fir dass eist Land fir déi nei Generatiounen u sech all dat richtig hikiritt, wat et soll hikiréien.

Aus all deenen Ursaache wäert Der verstoen, dass mer géint dës Budget wäerte stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här Präsident. Ech wäert mech haut de Mëtteg haaptsächlech mat der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft befaassen. De Grond, firwat ech dat maachen, ass ganz einfach: 46 % vun den Ausgabe vun eisem Staat ginn an d'Sozialtransferten. Dat ass en héije Prozentsaz. An dat ass och gutt esou. Ech mengen, dass eppes, wou mer eis heibannen alleguerten eens sinn, dass dat gutt ass, dass mer esou héich Sozialtransferten hunn an dass mer déi och héich hale wëllen.

Ier mir dës Suen awer kënnen ausginn, mussen mer se fir d'éischt erakréien. An déi Sue kommen nun emol net einfach vum Himmel gefall, mee mir kréie se eran iwwert d'Steieren. Elo kann een natierlech plakativ soen: „Da kommt, mir setzen d'Steieren erop“, esou wéi dat elo scho vu verschidde Spriecher haut de Moien e puermol gesot ginn ass.

(Interruption par M. David Wagner)

Dat ass einfach gesot.

(Interruption par M. David Wagner)

Nee, et ass net einfach gemaach. Eebe grad net!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift.

Mme Diane Adehm (CSV) | All Ekonomist op der Uni léiert iergendwann eng Kéier a senger universitärer

Karriär, dass, wann een ze vill Steieren ophieft, een domadder d'Steiere futti mécht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Dat ass déi berühmte Laffer-Curve.

(Interruptions)

Mme Diane Adehm (CSV) | Dat ass e basisekonomesche Prinzip, deen all Ekonomiestudent iergendwann op der Uni léiert: „Trop d'impôt tue l'impôt.“

Plusieurs voix | A!

Mme Diane Adehm (CSV) | Voilà! An dat hunn ech schonn eng Kéier hei gesot an ech soen et haut nach eng Kéier!

(Interruption par M. David Wagner)

Et ass awer d'Realitéit, Här Wagner, och wann et Iech net gefält.

Et gëtt en internationale Ranking, de sougenannte „Global Competitiveness Index“ vun der IMD. Mir waren an dësem internationalen Index, ier eis Regierung ugefaang huet mat schaffen, ëm zéng Plazen erofgerutscht op déi 23. Plaz. Haut si mir net ëm eng, net ëm zwou, mee direkt ëm dräi Plazen no uewe geklomm.

(Exclamations)

Mir hunn et fäerdegbruecht, erëm ënnert den Top 20 ze sinn. Wéi hu mer dat gepackt? Ech erklären Iech dat elo.

Wéi mir d'Regierung iwwerholl hunn, ware mer an enger ganz schlechter wirtschaftlecher Situatioun. Dës war der Covidkris an dem Ukrain-Krich geschëllt. Déi heite Regierung huet verschidde Mesüeren ausgeschafft, fir Lëtzebuerg wirtschaftlech erëm zu enger Zuchmaschinn ze maachen.

Mir hunn d'Betriebsbesteuerung ëm 1 % erofgesat. Domadder si mir méi no un den OCDE-Duerchschnitt vu ronn 21 % erukomm. Dës war e wichtege an e richtige Schrëtt, fir eis Kompetitivitéit ze verbesseren.

Mir hunn en Zéngpunkteplang ausgeschafft fir Start-uppen an d'SNCI wäert iwwert déi nächst fënnf Joer eng 300 Milliounen Euro a Betriber investéieren, déi a strateegesch wichtege Sektoren ënnerwee sinn. Dozu gehéieren ënner anerem d'Cybersécherheet, Deeptech, nohaltig Technologien, Healthtech, de Spacesektor an d'FinTech.

D'Finanzplaz soll och méi breed opgestallt ginn, andeem sech op Green Financing a Blue Financing konzentriert gëtt, fir dës Sektoren weider no vir ze bréngen. Och d'MiCA-Direktiv hu mir ëmgesat, fir eist Land prett ze maache fir d'Kryptowärten.

Mir hunn och verschidde Mesüeren an der Energiepolitik ergraff, notament d'Iwwerhuele vun den Netzkäschten. Doduerjer hu mir d'Stroumpräisser fir eis Betriber dramatesch reduzéiert.

Esou si mir nees e Magnéit gi fir nei Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen néierloossen. An dat mierke mir och elo schonn: D'wirtschaftlech Prognose fir 2025 a 2026 weisen erëm no uewen.

Eng Wirtschaft, déi net mat den neien Technologien virausgeet, ass eng Wirtschaft, déi op laang Siicht zum Scheitern verurteilt ass. Eng Wirtschaft brauch Innovatiounen, si brauch nei Talenter a si brauch nei Start-uppen. Mir hu fir d'éischt d'Basis dofir geschaff, eng gutt Infrastruktur. Mat engem Taux vu 96 % ass Lëtzebuerg dat Land an Europa, wat den zweethöchsten Taux de couverture vum Highspeedinternet huet – eppes, wou ganz vill Länner ronderëm eis jalous drop sinn. Mir hu mëttlerweil och eng

ganz Partie T4-Datazenteren hei zu Lëtzebuerg. Dëst sinn Datazenteren, déi déi héchst Ufuerderungen a punkto Sécherheet erfëllen. Zousätzlech hu mir eng nei Innovatiounsstrategie entwéckelt, eng spezifesch Strategie fir Dateveraarbechtung, eng fir Quantecomputing an eng fir Kënschtlech Intelligenz hei zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg ass also prett fir déi digital Zukunft.

Eis Regierung huet sech och d'Fro gestallt: Wéi kréie mir d'Talenter, déi mir fir eist Land brauchen, hei op Lëtzebuerg? Och do hu mir Léisunge fonnt. Mir hunn de Régime impatrié agefouert. Dat heescht, Innovatiounstalenter profitéiere vun enger Steuerexoneratioun vu 50 % vum Bruttojoresakommes, mat engem Plaffong vu 400.000 Euro pro Joer. An deem Zesummenhang gouf och de Regimm vun der Prime participative verstärkt. Zousätzlech gouf och nach fir jonk Salariéen ënner 30 Joer eng steuerbefreite Primm agefouert. All dës Moossnamen ënnerstëtzen déi jonk Talenter, déi grad an der Startuplandschaft staark vertruete sinn.

Duerch d'Steieren hei am Land ënnerstëtze mir d'Leit weesentlech. Am Januar 2024 gouf d'Steiertabell ëm véier Indextranché vun der Inflation berengegt, 480 Milliounen Euro. Am Januar 2025 koumen nach eng Kéier Tranchen derbäi. Zousätzlech goufen Alengerzéiend a Wittle weesentlech entlaascht. Aleng duerch dësen Entlaaschtungspak vu 2025 bezilt zum Beispill e Pensionnaire mat enger Bruttopensioun vu 50.000 Euro 2.900 Euro manner Steiere wéi nach 2024. 2.900 Euro! Dat si vill Suen. Alengerzéier bezue bis zu engem Bruttoakommes vun 52.400 Euro keng Steiere méi. Dëst ass eng konkret Verbesserung am Alldag. Käschtpunkt vum Entlaaschtungspak 2025: 420 Milliounen Euro.

Mir wäerten och weiderhin de Steiersystem fir Privatleit vereinfachen. Bis elo hate mir hei zu Lëtzebuerg fir all Zort Partnerschaft ënnerschiddlech Steuerklassen. An Zukunft ass et egal, ob Der bestuet sidd, ob Der gepacst sidd, ob Der gekummert sidd, ob Der single sidd oder ob Der gescheet sidd. Dir kommt allegueren an eng eenheetlech Steuerklass. An de Finanzminister huet eis gesot, dass dat Gesetz duerch de Regierungsrat gaangen ass, an en huet eis och ugekënnegt, dass en de 6. Januar bei eis an d'Finanzkommissioun kënnt an dass mer dann eng Kéier kënnen iwwert de Gesetzesprojet diskutéieren, mat allen Detailler, déi dann do dra sinn.

Zousätzlech hu mir nach Folgendes ëmgesat: Um Mindestloun ginn an Zukunft keng Steiere méi bezuelt. Eis Regierung huet och derfir gesuergt, dass jiddereen, dee baut oder eng Immobilie kauft, vill méi Scholdzënsen vun de Steiere kann ofsetze wéi bis elo. Zousätzlech hu mir verhënnert, dass d'Stroumpriisser no enger Entlaaschtungsphas nees an d'Luucht schéissen. Mir hunn de Stroumpriisdeckel bäibehalen. Am Beräich vun den Energiekäschten huet de Staat zousätzlech beschloss, d'Netzkäschten ze iwwerhuelen, an dat vum nächste Joer un. Dat bedeit eng konkret Erspuernis vu ronn 200 Euro pro Joer fir e Véierpersounestot. All dës Mesüer bedeiten, dass jiddwerengem um Enn vum Joer méi Suen an der Täsch bliewen.

D'Problematik vum Logement huet en direkten Impakt op eise Standuert an doduerjer och op eis Kompetitivitéit. De Fraktiounschef Laurent Zeimet ass haut de Moien op d'Moyenen agaangen, déi an deem Budget virgesi sinn, fir nei an bezuelbare Wunnraum ze schafen, an och wéi d'Gemengen am beschte kënnen dem Staat dobäi hëllefen. Dës Regierung huet schonn eng Rei Mesüer geholl, iwwer steuerlech Incitativ an iwwert d'Veinfachung vu Prozeduren, fir de Marché unzekerbelen. De Statec huet

a sengem Avis iwwert de Secteur vun der Konstruktioun geschwat a betount, dass et deem Secteur de Moment net gutt geet. Et sinn och net genuch Investisseuren do, fir an de Bau ze investéieren. Housing Bonds kéinte jiddwerengem, deen an dese Secteur investéiere wëllt, awer vläicht net genuch Suen huet, fir direkt eng ganz Immobilie ze kafen, dëst erlaben. Wann ee géing Housing Bonds maache mat Tranché vun zum Beispill 1.000 Euro, änlech wéi bei den Defence Bonds, kéint een deem Secteur geziilt ënnert d'Äerm gräifen. D'Leit kéinte mat engem steuerleche Virdeel an de bezuelbare Wunnengsbau hei am Land investéieren an domadder neit Kapital fräisetzen, wat der Allgemengheet kéint zeguttkommen.

Ech hu mech kierzlech mat verschiddene Leit aus dem Finanzsektor ënnerhalen. A si hu mir ganz kloer gesot, dass d'bannenzeg Sécherheet fir si e groust Thema ass. Och hei muss gehandelt ginn, fir Lëtzebuerg nees zu engem séchere Land ze maachen, fir d'Bierger hei am Land, awer och fir déi, déi vu bausen op Lëtzebuerg kommen. Dofir ass d'Sécherheet eng Prioritéit vun dëser Regierung, an et ass och scho vill geschitt. D'Gesetz iwwert de VisuPol hu mir ugepasst. Dat erméiglecht der Police net nëmmen, direkt anzegräifen, mee stäerkt och massiv d'Sécherheetsgefill vun de Bierger. Mir hunn eng lokal Police geschaf, Polizisten an Uniform, déi an de Gemenge patrouilléieren an direkt kënnen ugeschwat ginn. Fréier gouf et och keng Méiglechkeet, aggressiv Matmënsche vum Terrain ze verweisen. Dat gouf geännert. A mir schaffen en engem neie Gesetz, fir dese Platzverweis ze verschärfen. Zousätzlech ginn nach alljoers ganz vill nei Poliziste rekrutéiert. Dëst stäerkt net nëmmen d'Sécherheetsgefill vun de Leit, mee och d'reell Sécherheet an eise Stied an an eisen Dierfer.

De russeschen Ugrëffskrich géint d'Ukrain huet alles fundamental geännert, och hei zu Lëtzebuerg. Mir iwwerhuele Verantwortung an der NATO an an der EU. An dofir hu mir d'Militärausgaben op 2 % vum eise Bruttonationalakommes erhéicht. Dat entsprécht 1,3 Milliarden Euro – eng hallef Milliard méi wéi d'lescht Joer. Fir 2035 – 2035! – hu mir eis verpflichtet, dës Ausgaben op 5 % ze erhéijen, dovunner 3,5 % fir reng Verdeedungsprojeten. Verschidde Gremie kritiséieren, dass dese Projet keng konkret Trajectoire virgesäit. Ech hu mir dat ugekuckt an et ass mir opgefällt: Déi, déi haut am haartste kritiséieren, si genee déi selwecht, déi dat zu hirer Regierungszäit och net gemaach hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Diane Aehm (CSV) | D'Zil vun eiser Regierung ass et, zu Lëtzebuerg eng Industrie opzebauen, där hir Produite souwuel militäresch wéi och zivill kënnen genotzt ginn. Hei zu Lëtzebuerg sëtzt zum Beispill d'Firma SES, déi Satellitten an de Weltraum schéisst. Satellitte kënnen fir zivill Zwecker wéi GPS, Telefonie oder Geodatenerfaassung genotzt ginn. Si kënnen awer och fir militäresch Zwecker benotzt ginn. Dat nennt een Dual-use. Eis Strategie ass et, esou Dual-use-Industrie massiv zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen an unzesidelen. Esou suerge mir dofir, dass déi Milliarden, déi mir an d'Verdeedung investéieren, och eiser Wirtschaft zum gréissten Deel zeguttkommen. Mir konzentréieren eis op eis Stärken: d'Satellitten an d'Cybersécherheet. An an dës Beräicher investéiere mir geziilt. Esou stärke mir eis Verdeedung, eis Wirtschaft an domadder och eis Kompetitivitéit.

A fir de Krees zouzemaachen: Doduerjer kënnen mer och assuréieren, dass mer an Zukunft nach laang kënnen déi Sozialtransferte bezuelen, déi mer haut hunn.

Ech soen Iech Merci

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Aehm. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, dese Budget steet ganz am Zeeche vun enger staarker Sozialpolitik, fir déi mir eis als DP scho ganz laang asetzen, fir eis Bierger ze ënnerstëtzen an hir Kafkraaft héichzehalen.

Ech wëll der Regierung a stellvertriedend dem Finanzminister an dem Aarbechtsminister, déi hei sinn, felicitéieren fir alles dat, wat an dëser Koalitioun scho fir Land a Leit gemaach ginn ass a wat mat deem Budget „Matenee wuessen“ hei weidergefouert gëtt.

Ech wëll awer och dem Budgetsrapporteur, dem Maurice Bauer, felicitéieren fir seng ganz gutt Aarbecht, mat dem Akzent op de Kampf géint d'Aarmut, woumadder hien e ganz aktuelle Sujet hei ugeschwat huet.

No eise Fraktiounsprésident Gilles Baum wäert ech fir eis Fraktioun op dräi Schwéierpunkter agoen: d'Energiepolitik, d'Gesondheetspolitik an d'Sozialpolitik mat Bléck op d'Aarbecht, mat zwou kleng Klammeren zu den Annoncé vun enger eenheetlecher Steuerklass an zum Statut vum Independant.

D'Energiepolitik ass eng Häerzenssach fir d'Demokratesch Partei. An d'Zuelen aus deem Budget schwätze fir sech: Mir setzen op déi nohalteg Transitioun. Et geet net dorëms, d'Wirtschaft oder d'Ëmwelt géinteneen auszespillen. Déi zwee ginn Hand an Hand. D'Ausgabe fir den nationale Klima- an Energieplang belafe sech iwwert déi nächst véier Joer op 13,6 Milliarden Euro. Fir 2026 gëtt et eng budgetär Enveloppe vun 3,4 Milliarden. Dobäi geet et dorëms, déi energieetesche Transitioun virunzedreiwen an eis PNEC-Ziler ze errechen.

An deem Sënn wäert de Wirtschaftsministère weiderhin en ambitiöse Förderregimm ëmsetzen, fir d'Investissementen an Technologie mat niddregen Emissiounen ze ënnerstëtzen an d'Ofhängegkeet vu fossillen Energie vun eiser Wirtschaft ze reduzéieren.

Mir mussen awer och eise Matbiergerinnen a Matbierger en abordabelen Energiepräis bidden. Dat ass d'Viraussetzung, fir dass d'Kafkraaft vun de Leit erhalte bleibt a keen an d'Prekaritéit rutscht. Virun allem déi Stéit mat engem méi modesten Akommes si méi vulnerabel. Duerfir gëllt et, all d'Leit mat op deem Wee matzehuelen an ze begleeden.

Dat hu mir als DP schonn an der viregter Koalitioun mam Energiepräisdeckel gemaach, dee mir an der Energiekris agefouert hunn, fir den Effekt vun de Präishaussen ofzufiedere. Och wann den Energiepräisdeckel d'nächst Joer ausleeft, well d'Stroumpriisser erofginn, setze mir eis dofir an, den Energiepräis iwwert déi nächst Joren nohalteg fir d'Bierger wéi och fir d'Betriber ze stabiliséieren.

Dofir wäerte mir massiv an de Reseau investéieren, fir dass d'Energie méi bëleg gëtt, souwuel fir eis Bierger wéi fir eis Betriber. En abordabelen Energiepräis, fir dem breede Mëtzelstand ënnert d'Äerm ze gräifen a fir eng kompetitiv Industrie.

Eisen DP-Wirtschaftsminister Lex Delles huet sech dofir agesat, dass de Staat Suen an de Grapp hält an direkt iwwert déi nächst dräi Joer an de Reseau investéiert, fir esou e gréisseren Deel vun de Käschten, déi dem Consommateur zur Laascht falen, ze decken.

Dofir stëmme mir muer e Projet de loi, dee virgesäit, fir 2026 150 Milliounen ze mobiliséieren, déi an d'Stroumnetz investéiert ginn, fir esou een Deel vun de Reseauskäschten ze iwwerhuelen. Well dës Käschten eeben iwwert d'Notzungstariffer vum Netz

am Stroumpräis integréiert ginn an tëschent 15 a 50 % dovunner ausmaachen, soll dës Mesür dozou féieren, dass et an Zukunft fir jiddereen ze enger spierbarer Baisse vum finale Stroumpräis kënnt. Duerch dës Mesür ginn deemno souwuel d'Betriber wéi och d'Privatstéit entlaascht a mir bidden hinne méi Planungssécherheet a Stabilitéit.

2026 iwwerhëlt de Staatsbudget och direkt d'Käschten, déi zum Ausbau vum den erneierbaren Energie bäidroen. Bis elo hunn d'Clienten dës Käschten iwwert de Kompensatiounsmechanismus matbezuelt. Dat waren 80 Milliounen Euro, an déi iwwerhëlt an Zukunft de Staat.

An der Wirtschaftskommissioun huet de Minister eis erkläert, dass de Stroum 2026 dank der Baisse vum Energiepräis an der staatlecher Interventioun bei de Reseauskäschten a bei dem Kompensatiounsmechanismus bal e Véierel manner kaschte soll, also am Duerchschnitt amplaz 33,9 Cent pro Kilowattstonn nëmmen nach 25,8 Cent pro Kilowattstonn. En Duerchschnittsstot géng esou ronn 300 Euro d'Joer spueren.

Summa summarum hëlt de Staat 2026 230 Milliounen Euro an de Grapp, fir dass d'Leit an d'Betriber méi bëllege Stroum kënne kréien. Mir stäerken domat d'Kafkraaft vum de Leit an d'Kompetitivitéit vum eise Betriber.

Fir déi Leit, déi gréisser Problemer hunn, fir hir Rechnung ze bezuelen, gëtt et gezielt Sozialmesuren am Beräich vun der Energie. Dës Joer gouf d'Energieprimm verdräifacht, déi elo tëschent 600 an 1.200 Euro pro Joer läit. Dës ass eng prezis a sozial gesteuert Mesür, well se degressiv erofgeet. Zënter dësem Joer kruten iwwer 10.000 Leit hir Allocation de vie chère an d'Energieprimm och ganz ouni Demande automatesch ausbezuelt. An d'Energieprimm bleift gradewéi d'AVC och d'nächst Joer bestoen.

Här President, niewent de staatlechen Efforten, fir déi energieatesch Transitioun virunziedriewen, ass et wichteg, och d'Bierger ze incitéieren, an den Ausbau vum den erneierbaren Energien ze investéieren.

D'Fotovoltaik liwwert grénge Stroum, an et ass an dësem Beräich an de leschte Jore schon esou munches geschitt: 2024 si ganzer 8.000 PV-Anlagen un d'Netz gaangen. A fir dass ëmmer méi Leit op dese Wee ginn, sinn ech frou, dass mir muer endlech och de Prefinanzement vun de Fotovoltaikanlage stëmme kënnen. Esou gëtt de Kaf vun enger PV-Anlage ab Januar d'nächst Joer méi einfach, méi séier a méi abordable, fir dass jiddereen déi Sonn och tanke kann.

Well och déi bescht Subventiounen bréngen näischt, wann d'Leit net d'Moyenen hunn, fir dës och ze finanzéieren. Mat der Virfinanzéierung mussen an Zukunft eis Biergerinnen a Bierger keng Sue méi virstrecken, wa si sech eng PV-Anlage zouleeën. Si mussen an Zukunft just nach hiren Deal vun der Rechnung bezuelen an de Staat iwwerweist dann d'Subventioun direkt un de Betrib.

Une voix | Ganz gutt!

Mme Carole Hartmann (DP) | A wann ee sech simultan nach eng Batterie zouleet, da kann ee vum duebele Prefinanzement profitéieren. Fir dës Subventioun, déi de Privatleut zeguttkënnt, sinn am Budget 2026 43 Milliounen virgesinn.

Mir hunn awer och schon dës Joer eng Rei Installatiounen vu gréisserer PV-Anlage vu Betriber a Baueren duerch verschidden Ausschreiwunge finanziell ënnerstëtzt. Laut dem Energieminister an der Kommissioun vu leschter Woch kënne mir e ganz positive Bilan zéien, wat den Ausbau vum den erneierbaren Energien ugeet. Dës Joer ass méi wéi annerhallemol

de Stroumkonsum vun de Stéit um Lëtzebuerger Territoire produzéiert ginn. A mir sinn um gudden Wee, fir eis PNEC-Ziler 2030 ze erreechen.

Mir komme souwuel bei der Fotovoltaik wéi bei der Wandenergie hei zu Lëtzebuerg wierklech gutt virun. Dës Joer gouf bis November schon eng Rekordzuel vun 8.300 neie Fotovoltaikanlagen installéiert: 150 Megawatt, déi un d'Netz ugeschloss ginn. Domat wieren an der Theorie 34.000 Stéit ofgedeckt. Bei der Wandkraaft hu mir eng installéiert Leeschtung vun 230 Megawatt, verdeelt op 74 Anlagen. Dës kéint theoretesch e Stroumverbrauch vun 125.000 Stéit decken.

Och d'international Zesummenaarbecht u groussen Offshore-Wandprojete wëlle mir aktiv virundriewen an och den Ausbau vum der Exploitatioun vum Hydrogène. Well déi nei Energien ausbauen ass schon eleng aus Autonomiesgrënn eng Pflicht fir eis.

Eis CO₂-Emissiounen wëlle mir och weider erofschrauwen, an duerfir mussen mir eis ëm d'Emissiounen am Beräich vun der Mobilitéit këmmen. Laut dem Statec senger Note de conjoncture représentative haut déi elektresch Autoen 8 % vun der Flotte nationale – 9,6 % op haut, hat d'Madamm Tanson eis gesot –, an do kommen nach 15 % Hybridautoen dobäi. Bei de Busser hu mir och grouss Efforte gemaach: 2021 waren et just 7 % vun de Gefierer, déi elektresch waren, an haut sinn et der iwwer 25 %. Dat ass eng ganz grouss Progressioun.

Eppes, wat sécher bleift, ass, dass d'Investéieren an den elektreschen Auto an d'Wärmepompel wéi och an d'Fotovoltaikanlage mëttel- a laangfristeg méi rentabel ass, wéi bei de fossilen Energien ze bleiwen.

Dës a vill aner Informatiounen kënnen d'Biergerinnen an d'Bierger bei enger Berodung vun der Klima-Agence kréien. Dës Berodung spillt eng wichteg Roll beim Ausbau vum der Elektromobilitéit, der Hëtzt duerch d'Wärmepumpen, de PV-Anlagen an der Reduktioun generell vun den CO₂-Emissiounen.

Mat all den Ënnerstëtzen, déi ech genannt hunn, spigelt dese Budget fir eis als DP also ganz kloer eisen Engagement erm, fir d'Ëmwelt an déi gréng Transitioun ze conciliéieren an d'Biergerinnen an d'Bierger gradewéi och d'Betriber dobäi matzehuelen.

Här President, éier ech bei d'Gesondheetspolitick kommen, wëll ech no den Interventiounen vu verschiddene Virriedner eng kleng Klammer maachen zu de wichtege Reformen, déi zwar nach net an dësem Budget mat dra sinn, mee déi awer och vum Här Finanzminister hei kuerz a sengem Exposé genannt goufen. Ech schwätzen hei vun der eenheetlecher Steierklass, der Erhéijung vum Kannergeld an dem Invest an eng nach besser Betreiwung vun eise Kanner.

Déi eenheetlech Steierklass hu mir als Demokratesch Partei scho méi laang gefuerdert. D'Weichen dovunner gouden a villen DP-Walprogrammer geluecht. Kuerz virun der Pandemie ware mir dës Reform och an der leschter Koalitioun ugaangen, sinn awer duerch Covid an de Krisenmanagement, deen huet missen en place gesat ginn, dobäi ënnerbrach ginn. Et war awer och deemools scho kloer, dass dës Reform och de Staat eppes géif kaschten, mee datt se gesellschaftspolitesch an dësen Zäiten immens wichteg wär.

Elo kënnt d'Reform an dëser Koalitioun. Et soll dann nëmmen nach eng Steierklass ginn. Jiddereen gëtt d'nämmlechst besteiert, onofhängeg vu sengem Familljestand.

Mme Corinne Cahen (DP) | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Ab 2028 soll et deemno endlech esou wäit sinn, dass keng indirekt

Diskriminéierung méi op Basis vum Liewensmodell gemaach gëtt an dass et domat méi Steiergerechtegkeet gëtt. Et ass net just eng technesch Upassung, mee e richteg Wäerteprojet: déi liberal Virstellung vun enger Gesellschaft, an där jiddereen gläich behandelt gëtt.

Dobäi war et fir d'DP schon ëmmer wichteg, dass keen eppes verléiert an dass d'Kanner och bei dëser Reform besonnesch net vergiess ginn. Duerfir begreisse mir, dass vum Finanzminister och eng Transitiounsphas an Aussicht gestallt gëtt, déi fir déi Leit aus der aktueller Steierklass 2 soll virgesi ginn, an dass, fir de Kanner Rechnung ze droen, en Abatement petite enfance fir all Kand ënner dräi Joer virgesi gëtt, vum Familljeminister annoncéiert gouf, dass ab 2027 d'Kannergeld soll substanzuell eropgesat ginn, an den Educatiounsminister Claude Meisch och de Chèque-service-System am Sënn vun eise Kanner upasst.

All dës Reformen sti fir eis als DP an der Kontinuitéit vun all de gesellschaftspolitesche Reformen, déi mir an de leschten zwielef Joer an der Regierung ëmgesat hunn.

Une voix | Ganz gutt!

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Kolleginnen a Kollegen, ech kommen zur Gesondheetspolitick. Ronn 20 % vun eise Staatsbudget wäerten d'nächst Joer an d'Gesondheet fléissen. Dat mécht och absolut Sënn. D'Gesondheetspolitick ass nämlech eppes, wat all eenzelne Mënsch betrëfft. Gesond sinn, dat wënscht sech jiddereen. An dat sollt och fir jiddereen méiglech sinn, op d'mannst dat, wat mir dozou als Staat kënne bäidroen.

Et ass an deene leschte Woche méi wéi eng Kéier ugeklungen: Eise Gesondheetssystem ass gutt, mee mir hunn am Koalitiounsaccord Pisten opgewisen, fir de System nach weider ze verbessern. Dobäi sinn d'Erofsätze vun de Waardezäiten an de besseren Accès zur Gesondheetsversuergung eng Prioritéit fir eis als Demokratesch Partei. Mir begreissen d'Annonce vun der Gesondheetsministesch, fir un deene Schrauwe wëllen ze dréinen, an dat ouni sech vum Solidaritéitsprinzip ze léisen, fir eise Gesondheetssystem ze stäerken.

De Wëllen, fir déi ambulant Offer baussent de Spideeler wëllen ze erwidern, spigelt sech och am Budget erm. Fir ambulant Sitten ass d'nächst Joer e Budget vu ronn annerhallwer Millioun virgesinn. Am Pluriannuel soll dës iwwert d'Jore souguer nach méi ginn. Dat kënne mir als DP nëmme begreissen. Mir setzen eis schon eng gutt Zäit dofir an, dass eise Gesondheetssystem méi nohalte gëtt.

Eng vun deene wichtege Piste gesi mir do bei der ambulanter Offer, fir d'Spideeler an deemno och d'Patienten ze entlaaschten. Well kommt, mir soen et, wéi et ass: Déi laang Waardezäiten an déi Onsécherheet, wann een e puer Méint op säin IRM oder seng Mospigelung gewaart huet, fir dës a leschter Sekonn ofgesot ze kréie wéinst enger Urgence, dat ass eng Belaaschtung fir de Patient.

Nom Gesetz iwwert de Virage ambulatoire 2023 kënnt muer eng nächst Erwiderng vun der Offer. Déi sougenannte Sites supplémentaires vun de Spideeler wäerten an Zukunft och einfach, manner komplex ophthalmologesch an dermatologesch Behandlungen an Agrëffer kënne maachen. D'nächst Joer soll dann d'Offer u medezinnesche Behandlungen a klengen Agrëffer, déi aktuell vun de Spideeler muss ausgoen, och kënne vun den Doktere selwer ausgoen. Domat kënnt déi richteg Extensioun an den Extrahospitalier, déi mir als DP scho méi laang fuerderen.

Déi medezinnesch Behandlungen a kleng Agrëffer, déi aktuell an de Spideeler oder de Sites supplémentaires vun de Spideeler kënnen ugebuede ginn, sollen ënnert deene selwechte Konditiounen wéi am Spidol och an Dokteschpraxe kënnen ugebuede ginn. Dat ass fir eis als DP e ganz wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung zu engem nohaltege Gesondheets-system, bei deem dat Wichtigst net aus den Ae verluer geet, nämlech de Patient.

Den Ausbau vun der ambulanter Offer ass awer keen Allheilmittel. Mir musse kucken, allgemeng e Weiderdenken ze bewierken. Do ass et wichteg, dass d'Soins primaires nach besser an eise Gesondheets-system integréiert ginn. Ech mengen, dass engersäits Sensibiliséierungsarbecht muss bedriwwen ginn. Et ass nämlech wichteg, dass den Hausdokter weiderhin déi éischt Ulafstell bleift. Mee eng Persoun, där et owes net gutt geet, geet vläicht éischter an d'Urgence, well se direkt eppes brauch an net onbedéngt waarde wëll, bis dass d'Praxis den aneren Dag erëm opgeet.

Hei muss gekuckt ginn – an ech hat d'Gesondheets-ministesch esou verstanen, dass si amgaangen ass, dorunner ze schaffen –, ob et net méiglech wär, d'Generalisten, déi liberal praktizéieren, duerch finanziell Mëttel ze incitéieren, hir Praxe méi laang owes kënnen opzehunn. Esou géifen eng Rei manner Leit an d'Urgence fieren an dem Urgenceservice géif dat néideg Loft bidden, fir sech op déi méi schlémm Urgenzen ze konzentréieren.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Den Hausdokter muss déi éischt Ulafstell sinn, wann et sech net ëm eng Urgence handelt, mee duerfir muss een och zu méi flexibelen Zäite bei den Hausdokter kënnen goen. Natierlech kann den Hausdokter an der Praxis net bei allem hëllefen. Verschidde Saache musse weiderhin vum engem Spezialist oder am Spidol gemaach ginn. Hei ass et awer dann och wichteg, dass d'Gesondheets-personal, dat d'Continuité des soins assuréiert, déi néideg Informatiounen huet, fir dem Patient schnellst-méiglech an esou effikass wéi méiglech ze hëllefen.

Fir eis als DP huet d'Digitaliséierung hei e weesent-leche Rôle ze spillen. Dofir begrëisse mir, dass dës Re-gierung d'Digitaliséierung als eng vun hire politesche Prioritéiten an der Gesondheetspolitik festgehalen huet. Iwwer 11 Milliounen Euro si fir d'nächst Joer der Digitaliséierung an der Moderniséierung vun eisem Gesondheetsystem versprach.

Hei wëll ech awer besonnesch ee Volet uschwätzen, an zwar den Dossier de soins partagé, kuerz den DSP. Iwwert den DSP kann den Dokter prinzipiell Accès zu all den néidegen Informatiounen iwwer säi Patient kréien. Dëst ka besonnesch nützlich sinn, wann de Patient zum Beispill net bei Bewosstsinn ass oder aus engem Grund net op déi néideg medezinnesch Froen äntwerte kann.

An hei ass d'Stëchwuert „Interoperabilitéit“; Interope-rabilitéit tëschent deene verschiddene Softwaren, do-mat keng Informatiounen feelen an all behandelnden Dokter vum engem Patient dësem seng medezinnesch Situatioun och kennt. Dës Interoperabilitéit gëllt et ze generaliséieren. Och an der Praxis soll den Dokter eng besser Iwwersiicht vun der Situatioun vu sengem Patient hunn.

Duerfir begrëssen ech der Gesondheetsministesch hir Annonce vun der leschter Woch, fir eng nei Ver-sioun vum DSP ze generaliséieren, op deen all d'Dok-teren Accès wäerte kréien, an dat net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee an der ganzer EU, soudatt een och am Ausland eng ugepasste Versuergung ka kréien.

Kolleginnen a Kolleegen, niewent den néidege strukturelle Reforme musse mir och kucken, Lëtze-buerg als Standuert méi attraktiv fir Dokter a Ge-sondheetspersonal ze maachen. Engersäits muss et fir eis Studenten am Ausland attraktiv sinn, no de Stu-dien op Lëtzebuerg zrëckzekommen. An da musse mir awer och Talenter aus dem Ausland unzéien, fir der grousser Demande nozekommen.

Eis DP-Héichschoulministesch Stéphanie Obertin huet hei eng wichteg Etapp an dësem Prozess annoncéiert. Si huet rezent gesot, dass d'Medezinnstudenten zu-künfteg hire Master hei zu Lëtzebuerg wäerte kënnen maachen. 10 Milliounen Euro stinn d'nächst Joer am Staatsbudget, fir dësen ambitiöse Fortschritt ëm-zesetzen. Mir sinn der Meenung, dass dat nei a méi Medezinnstudenten op Lëtzebuerg zéie kann an dass sech d'Studenten dann och besser mam Lëtzebuergeser Gesondheetsystem kënnen ausernanersetzen an erkenne kënnen, wat eis Stärken am Lëtzebuergeser System sinn.

Da gëtt och grad vun der Gesondheetsministesch dru geschafft, e ganz wichteg Volet aus dem Koali-tionsaccord ëmzesetzen: d'Revalorisation vun de Gesondheetsberuffer. Engersäits sollen eng Rei scho gesetzlech unerkannte Beruffer moderniséiert ginn, domat och de gesetzleche Kader méi zäitgeméis gëtt. Anerersäits gëllt et, verschiddene Beruffer och eng éischte Kéier e kleng Kader ze ginn.

Fir Iech e Beispill ze nennen, wat dat bréngt, ginn ech Iech d'Beispill vum dem Psychologue clinicien, deen d'Ministesch och ugekënnegt huet. Haut ass et esou, dass nëmmen e Psycholog, deen en Diplom an der klinescher Psychologie huet, d'Formation vum Psychotherapeut maache kann. Aktuell kréie vill Leit keen Zougang zu dëser Formation, well net gewosst ass, ob si déi néideg Krittären erfëllen, wat dann natierlech e Verloscht u kompetentem Personal ass, dat grad an dësem Domän gebraucht gëtt.

Ënnert den Dokter an dem Gesondheetspersonal gëtt et der eng ganz Rei, déi Fräiberuffer sinn. Duerfir wëll ech op dëser Plaz eng kleng Klammer zum Statutt vum Independant maachen. De Problem vun den Anticumulregelunge fir d'Independantë wäert muer thematiséiert ginn, wat mir als Demo-kratesch Partei ausdrécklech begrëssen. Wat d'Inde-pendantë betrëfft, musse mir awer nach e Schratt méi wäit goen.

De Koalitionsaccord gesäit vir, dass de Statutt vum Independant soll reforméiert ginn, fir d'Ongerech-tegkeete par rapport zu de Salariéen aus dem Wee ze raumen. En éischte Schratt gëtt muer gemaach. Mee wat ass zum Beispill mat de Cotisatiounen? En Inde-pendant cotiséiert duebel: eng Kéier d'Part patronale wéi och d'Part salariale, an dat vum Ufank un op der Basis vun engem Mindestbetrag. Net all Independant kennt mat sengem Verdéngscht esou einfach iwwert d'Ronnen. An déi Charges sociales kënnen fir en Inde-pendant, deen eventuell am Ufank vu senger Karriär ass, eng grouss finanziell Belaaschtung sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Independant ze ginn, ass e grouss finanzielle Risk, dee bedauerlecherweis och net ëmmer gutt ausgeet. De Problem ass hei, dass Independantë bei der ADEM net ënnert deene sel-wechte Konditiounen opgefaange ginn, notament wat de Chômage ugeet, dee si net d'selwecht ufroe kënnen wéi Salariéen.

Wann eng Fra, déi schwanger ass, hire Beruff aus gesondheetlechen oder Sécherheetsgrënn net méi kann ausüben, kënnen Salariéë virum Congé de maternité eng Dispense de travail ufroen, an dat

ouni eng Perte vun hirer Remuneration. Fraen, déi selbstänneg sinn, kënnen dat net. Jiddefalls net, ouni iwwert déi Méint hire Revenu ze verléieren. Virum der Gebuert net ze schaffen, riskéiert dann en plus och nach en Impakt op d'Indemnisation vum Congé de maternité ze hunn, deen op der Assiette cotisable berechent gëtt. Wann een dann net konnt weider-schaffen, da kann d'Kompensation bei den Indepen-danteë méi niddreg ausfalen.

Wéi Dir gesitt, mussen hei nach eng Partie Mesüre geholl ginn, fir den Independanten déi selwecht Garantien ze gi wéi déi, déi d'Salariéen haut schonn hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Wat d'Finanzsitua-tioun ubelaangt, fléissen déi meescht Suen an déi staatlech Kontribution un d'Mutualité des em-ployeurs. Sou klammen dës d'nächst Joer ëm 40 Mil-liounen Euro. Als Haaptgrond fir dës Hausse gouf an der Kommissioun den Absenteismus genannt. Et ass mëttlerweil näischt Neies, dass den Absenteismus ëmmer méi an d'Luucht geet. An deem Sënn hat d'Ministesch en Aarbechtsgrupp lancéiert, fir deem Phenomeen op de Grond ze goen. Fir eis als Demo-kratesch Partei ass et wichteg, virun allem géint den abusiven Absenteismus virzegoen.

Deen abusiven Absenteismus schuet nämlech net nëmmen der Keess, nee, dee schuet och deenen anere Mataarbechter. Engersäits mussen déi aner Mataarbechter d'Aarbecht vun deene Leit opschaffen, déi net méi schaffe kommen, an dat niewent hirer eigentlecher Tâche. An insgesamt ass d'Kranksin doduerjer och mat engem negative Stigma behaft. Leit, déi tatsächlech krank sinn, traue sech oft net, eng länger Zäit doheem ze bleiwen a sech Zäit ze hue-len, fir erëm gesond ze ginn. A firwat? Ma well een Angscht huet ze wierken, wéi wann ee géif vum Sys-tem profitéieren. An dat dierf et jo awer wierklech net sinn. Wie krank ass, soll kënnen no sech kucken, ouni zu Onrecht jugéiert ze ginn.

Dofir begrëisse mir, dass eng vun de Pisten, un deene geschafft soll ginn, méi a verbessert Kontrolle säitens der CNS sinn, fir dass déi Leit, déi abuséieren – och Dokter, déi um Band Krankeschäiner schreiwen –, och identifizéiert kënnen ginn an déi tatsächlech krank Leit net méi stigmatiséiert ginn.

A punkto Krankheet musse mir och iwwert déi wich-teg Problematik vun de Laangzäitkrankeschäiner schwätzen. Eise Regierungsaccord gesäit kloer vir, d'Reegelung vum 78-Weche-Krankeschäin ze iwwer-schaffen. Wann ee vun enger schwéierer Krankheet wéi dem Krebs getraff gëtt, kann een an engem Zäitraum vun zwee Joer maximal 78 Woche krankge-schriwwen sinn, dat och, wann een no senger Therapie lues a lues erëm wëll ufänke mat schaffen.

Als Demokratesch Partei plädéiere mir dofir, dass dëst an noer Zukunft iwwerschaaft gëtt, dëst virun allem aus zwee Grënn:

Bei verschiddene Krankheete brauch et net nëmmen eng laang Reconvalescence, mee och besteet leider e Risk vu Réckfäll. Virop Kriibspatiënte sinn hei ganz staark gefäerdet, dës Limit ze iwwerschreiden an hir Sozialversécherung ze verléieren. Hei mussen also onbedéngt speziell Reegelunge festgeluecht ginn, bei deene Krankheete wéi de Kriibs a Betruecht gezu ginn.

Dann ass eng weider Fuerderung, dass de Comp-teur vun den 78-Weche-Krankeschäiner am Fall vun engem therapeutischen Hallefdaagscongé ugehale gëtt, well d'Efforte vun enger progressiver Reprise vun der Aarbecht net solle bestrooft ginn. Virun allem kann eng progressiv Reprise och Virdeeler fir

d'Patienten hunn: Et ass een net isoléiert an et kann ee sech lues a lues nees an d'Aarbechtswelt integréieren, dëst natierlech ëmmer am Accord mat dem Dokter, deen aschätze kann, ob esou eng Reintegratioun fir de Patient vu Virdeel ka sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, als leschte Punkt vu menger Interventioun kommen ech nach op eis Aarbechtswelt ze schwätzen – eng Aarbechtswelt, déi sech konstant verännert. Mir kucken hei zu Lëtzebuerg op eng Wirtschaft, déi säit der Pandemie nëmme schwéier erëm an d'Gäng kënn an déi nëmme ganz lues wiisst. Europa schwächelt, houscht an déi lëtzebuergesch Economie huet de Schnapp. Mäi Kolleeg, den André Bauler, wäert spéider nach kuerz heirobber agoen.

D'Entloossunge bei Amazon oder Liberty Steel risquéiere leider nëmme en Ufank ze sinn. D'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg muss ëmmer erëm a Fro gestallt ginn. An et war och hei zu Lëtzebuerg ëmmer eng Traditioun an eng Stärkt vun eisem Land, dass mer dat fäerdegbruecht hunn. A wann déi wirtschaftlech Situatioun hei am Land net géif verbessert ginn, da wäerte mir eis als DP och net verschlëssen, wann et an deem Kader zu enger Tripartitt misst kommen, dat, well et dorëms geet, d'Zukunft zesummen ze gestalten.

Mir wëssen allegueren heibannen, dass mir eppes mussen maachen, fir eis Wirtschaft ze relancéieren. An dozou gehéiert – net nëmme, mee och – d'Aarbechtsrecht. Mir plädéieren dofir fir en zäitgeméisst Aarbechtsrecht, dat de Bedürfnissen vun haut gerecht gëtt a flexibel Aarbechtszäiten erlaabt. Well jiddereen weess fir sech selwer, wéi en am beschte schafft.

Fir déi eng ass dat, um 7.00 Auer moies doheem unzefänke mat schaffen, fir dem Trafick ze entkommen, an am Laf vum Moien eréischt op de Büro ze fueren. Fir anerer ass dat, eng Kéier owes méi spéit heemzgoen, fir en Dossier ze clôturéieren an den Dag drop mëttes fréi ze hunn an esou kënnen méi Zäit mat senger Famill ze verbréngen. Vill Leit mat Kanner wäeren och frou, sech esou kënnen ze organiséieren, dass si dënschdes- oder donneschdesmëttes kéinte fréi hunn, fir Zäit mat hirer Famill ze hunn an déi aner Deeg méi laang ze schaffen.

A mir kënnen eis als DP och virstellen, dass e Salarié véier Deeg an der Woch méi laang kéint schaffen, fir dann ee ganzen Dag an der Woch – eis franséisch Frontalieren eventuell mëttwochs, wou keng Schoul a Frankräich ass – fréi ze hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | All Liewensmodell ass anescht an evoluéiert an der Famill och am Laf vum Liewen. Evidenterweis dierf et opsäite vum Patronat wéi vum Salariat net zu Abuse kommen. Dofir muss de Code du travail suergen.

Moderniséierung bedeit fir eis awer och, sech deenen neien Defien ze stellen. Duerfir ass den Droit à la déconnexion fir eis genausou wichteg. Nom Feierowend soll een och kënnen ofschalten, fir zum Beispill mat senger Kanner déi Zäit ze verbréngen, an dat, ouni den Handy am Grapp mussen ze behalen. Et soll ee sech kënnen ausserhalb vun der Aarbecht voll a ganz op seng Hobbyen an op seng Fräizäit konzentréieren.

Fuerderunge vu Patronatssäit, wéi déi, dass et véier net remuneréiert Pause sollt ginn, gesi mir als DP kritesch. A Beruffer wéi am Botzsecteur, wou ee muss vun A op B fueren, fir kënnen e puer Stonnen op enger Plaz ze schaffen, an esou de ganzen Dag ënnerwee ass, kann et net sinn, dass een all déi Trajeten net ugerechent kritt.

Jo, de Koalitiounsaccord gesäit eng Partie Ännerungen an der Aarbechtswelt vir – am Interêt vum Patron, mee virun allem och am Interêt vum Salarié. Loosst mech dobäi nach eng Kéier eppes ganz kloer fir eis ënnersträchen: Sou wéi et am Koalitiounsaccord steet, solle fir eis als DP all dës Punkten am oppenen Dialog mat de Sozialpartner diskutéiert ginn an e gréisstméigleche Konsens gesicht ginn. Bei all de méigleche Verbesserunge fir de Salarié, déi ech ugeschwat hunn, sinn dës Decisiounen, déi vun der breeder Gesellschaft mussen matgedroe ginn.

Als sozial-liberal Partei hu mir eis scho ganz laang derfir agesat, am Konsens gesellschaftlech déifgräifend Reformen duerchzesetzen, mat engem oppenen Quer aneren nozelauschteren, sech auszetauschen an am Dialog, op Aenhéicht, e gemeinsame Wee ze fannen. Déi ganz Regierung huet eis Ënnerstëtzung, fir dës Politik am Sënn vum Land a vun de Leit wederzeféieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, ech war viru genee eelef Joer Rapporteur. Ça ne me rajeunit pas.

(Hilarité)

Mäi Baart war nach e bësse manner gro an ech war nach e bësse méi fringant. Mee dat war deemools ... Ech soen dat, well dat war dat éischt Joer, wou mer u sech deen neie Kader mam Budget pluriannuel haten. Mir hunn och deemools den Zukunftspak gemaach. Déi Regierung deemools huet gemengt, se misst spueren, well mer nämlech mat Schrecken entdeckt hunn, dass d'TVA um Commerce électronique, eng Manne vun 1 Milliard Euro pro Joer, dat Joer drop net méi wäert do sinn. Dofir ass decidéiert ginn, deen Zukunftspak dunn ze maachen.

Deemools hutt Dir, Här Finanzminister, deemools als Finanzpriecher vun der CSV, dat ass och schonn de Moien e puermol gesot ginn, eis ëmmer gesot ... Dir hutt ëmmer ugefaangen: „Lauschtert gutt no!“, hutt Der gesot. An dann hutt Der eis d'Levitte gelies oder éischter der Regierung d'Levitte gelies, dass se u sech e Manque hätt vun Discipline budgétaire, dass se géif irresponsabel ëmgoe mam Budget an dass se net genuch Disziplin hätt. Dat huet, an dat ass och scho gesot ginn, eng gewëssen Ironie, wann ee gesäit, mat wat fir enger Generositéit Der haut Är Méi-Netto-vum-Brutto-Politik maacht an eis an eisen Aen awer trotzdeem och fir d'Zukunft eng gewësse Marge budgétaire do ewechhuet, fir déi Defie vun der Zukunft unzegoen.

Zeréck bei de Pluriannuel. Dat ass elo mäin Angle fir dës kuerz Interventioun. Et muss ee soen, dass mer u sech déi Gewunnecht net haten. Deemools virun eelef Joer war dat eppes ganz Neies, fir e pluriannuelle Budget ze maachen. An et muss een och éierlech soen, dass dat ëmmer mat enger gewëssener – wéi soll ech soen? – Nonchalance gemaach ginn ass an dass déi Previsiounen och dowéinst net ganz genee gekuckt gi sinn.

Mee ech mengen trotzdeem, dass een dat anescht misst maachen, well et war vun Ufank u bei deem Pluriannuel och d'Iddi derbäi, dass dat jo u sech e Plang wär, dass eng Trajectoire bei esou engem Pluriannuel dra wier an dass een u sech och misst kucken, iwwer längere Zäit, iwwer dräi Joer, voire méi laang,

ze kucken, wéi een u sech zu sengen Objektiver géif kommen.

An dofir si mer och wierklech haut der Iwwerzeegung, vläicht nach méi wéi an deene vergaangene Joren, an Zäite vu geopolitischen Tentiounen, vun engem schwächelnden Europa, vu Klimawandel an och enger technologescher Revolutioun, déi op eis duerkennt, dass mer e Plang brauchen. Mir brauchen e Plang an net just e Glawen un den éiwege Wuess-tum, deen u sech quasi als Naturgesetz duergestallt gëtt.

Et muss een och fairerweis soen, dass Der dat zum Deel maacht. D'Regierung huet eng Partie Pläng vir-geluecht. Dat ass den Aarmutspang, dee viru Kuerzem virgestallt gouf, dat ass och de Plan social pour le climat, deen nach an der Consultatioun ass, dat ass och eng KI-Strategie, déi Der preparéiert hutt – fir just déi rezentst Beispiller ze nennen. Mee wat mer net gesinn, dat ass eng Reflexioun, déi méi breet ass an déi u sech déi ganz Regierung englobéiert, iwwert d'Defie vun der Zukunft.

An der viregter Regierung hate mer – et ass ugeschwat ginn – „Luxembourg Stratégie“ am Wirtschaftsministerium, mir hate „Luxembourg in Transition“ beim Aménagement du territoire. Dat waren u sech esou Direktiounen, déi nogeduecht hunn, déi iwwerluecht hunn iwwert d'Zukunft, iwwert déi grouss Tendancen, déi op eis géifen duerkommen, Klimawandel evidenterweis, awer och eeben déi digital Ëmwälzungen, déi koumen, an déi versicht hunn, u sech dorausser e Sënn ze maachen an ze kucken, wéi mer eis kéinten als Land méi resilient do opstellen, u sech iwwer all d'Ministèren ewech.

Mir sinn der Meenung, dass een dat u sech och nach weider misst maachen, fir justement dat neit Lëtzebuerg virzebereeden, vun deem den David Wagner geschwat huet, mat enger Populatioun, déi eng aner ass, mat Defien, déi anerer sinn, mat Contrainten, déi anerer sinn. Wa mer haut iwwert den Développement vuner Economie schwätzen, da mussen mer och d'Nohaltegkeet mat arechnen. Dat ass kee Luxus, dat ass eng haart Contrainte, déi mer hunn. Et negociéiert een net mat der Physik. An dat zielt och fir eis Wirtschaftspolitik.

Dofir menge mer, dass mer och dee Pluriannuel sollten anescht diskutéieren, wéi mer dat maachen an dëser Budgetsdebat oder wéi mer dat alljoers maachen an der Budgetsdebat, well, wéi gesot, eeben déi Iddi vu Planifikatioun mat dran ass. Dat ass iwwerregens och eng Propos oder eng Suggestioun, eng Recommandatioun vum Conseil national des finances publiques, fir dat ze entkoppelen.

A mir mengen, dass dat eng gutt Iddi wär, fir deen Debat iwwert de Pluriannuel zum Beispill am Fréijoer ze féieren, wann an der Saison ... Soss huet dat de „Semestre européen“ geheescht. Haut, mengen ech, heescht dat anescht. Mee trotzdeem ass et ëmmer nach an der Saison vum Budget de Moment, wou mer op Bréissel dee Rapport ginn iwwert de Pacte de stabilité et de croissance oder de Plan national de réforme. Dass mer u sech dee Moment och roueg sollten iwwert dee Budget pluriannuel seriös diskutéieren. An deem Sënn, Här President, ginn ech Iech eng éischt Motioun vun der LSAP eran, fir dat doten u sech zum Vott hei an der Chamber ze stellen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *considérant que le débat budgétaire constitue l'un des moments centraux de la vie parlementaire, permettant à la Chambre d'exercer pleinement son rôle de contrôle,*

d'orientation politique et d'évaluation des priorités gouvernementales ;

– considérant que le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour un exercice donné poursuit des objectifs distincts de ceux du projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle, lequel vise à présenter une trajectoire budgétaire à moyen terme ;

– considérant que le traitement conjoint du budget annuel et de la programmation financière pluriannuelle tend à complexifier les débats parlementaires, à en réduire la lisibilité et à limiter la possibilité d'un examen approfondi des choix politiques sous-jacents ;

– considérant que le Conseil national des finances publiques, dans son avis relatif au budget de l'État pour l'exercice 2026 et à la programmation financière pluriannuelle 2025-2029, estime opportun de mieux distinguer les débats portant sur le budget annuel de ceux relatifs à la planification budgétaire à moyen terme, afin de renforcer la clarté et la qualité du processus budgétaire ;

– considérant qu'une séparation plus nette de ces débats permettrait à la Chambre de se prononcer plus précisément, d'une part, sur les choix budgétaires immédiats ayant un impact direct sur les citoyennes et citoyens et, d'autre part, sur les orientations stratégiques à moyen et long terme des finances publiques ;

– considérant qu'un tel découplage contribuerait à améliorer la transparence démocratique, la compréhension des enjeux budgétaires par le public et la qualité du débat politique, tout en renforçant la capacité du Parlement à exercer un contrôle effectif sur la trajectoire des finances publiques, invite le Gouvernement à

– examiner la possibilité de dissocier, tant sur le plan procédural que sur le plan du calendrier parlementaire, les débats relatifs au budget annuel de ceux portant sur la programmation financière pluriannuelle, afin de permettre un traitement distinct et approfondi de ces deux instruments ;

– présenter à la Chambre des Députés une proposition concrète de réforme du processus budgétaire, visant à améliorer la lisibilité, la transparence et la qualité du débat parlementaire en matière de finances publiques.

(s.) Franz Fayot, Georges Engel.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, „Eise Mateneen ass d'Fundament vun eisem Wuesstum. An eise Wuesstum ass d'Resultat vun eisem Mateneen.“ Dat waren Är Wierder, Här Finanzminister, wéi Der de Budget presentéiert hutt hei Ufank Oktober an der Chamber. Dat war och e bësse Leichte Sprache, et kann ee scho soe bal eng Lapalissade. Mee awer nëmmen op den éischte Bléck, well, an dat huet eis Fraktiounssprecherin Taina Bofferdin och de Moie scho gesot, dës Equatioun an eisen Aen a Realitéit e Vabanquespill ass oder e Pokerspill, wéi d'Sam Tanson et elo éinescht genannt huet.

E Land ass nun emol kee Betrib an d'Leit si keng Employéen, déi dofir do sinn, e Benefiss ze erwirtschaften, deen da villäicht kann, deelweis op d'mannst, verdeelt ginn. An déi nei Generatiounen, notament déi, déi elo op den Aarbechtsmaart kommen, maachen dat nach manner mat wéi déi al. Déi wëllen dat net méi. Domadder muss een och rechnen. An do ginn ech och dem David Wagner Recht, dass mer do och an eng aner Zäit erakommen, wat souwuel d'Aarbechtszäiten ugeet, och natierlech mat der Produktivitéit, déi an d'Luucht geet mat der Kënschtlecher Intelligenz. Do komme mer och an eng aner Aarbechtswelt, an eng aner Economie eran.

Mee souguer de Wuesstem plangt sech: E Land kann orientéieren, wat fir eng wirtschaftlech Secteuren

et wëll entwéckelen a wat fir eng et manner oder net méi wëll entwéckelen. Dat ass eppes, wat ee ka steieren. An där leschter Legislatur war do e concertéierten Effort, fir a Richtung Nohaltegkeet ze goen. Et muss een och soen, dass dat deemools déi europäesch Politick war mam Green Deal, mat deem Plan de réindustrialisation ronderëm propper Energien, erneierbar Energien, awer de maniere générale ronderëm d'Dekarbonisatioun. Dat ass natierlech elo alles e bëssen an déi zweet Rei geréckelt mat där Kompetitivitéitspolitick, déi dat absolutt net méi kuckt.

Allgemeng si mer der Meenung, dass en demokratesch a pluralistescht Land wéi Lëtzebuerg kee Businessplang brauch, mee e Gesellschaftspakt. Wat ass eis wichteg? Wat hätte mer gär, dass de Staat iwwerhëlt? Dat ware bei eis – an ech mengen, do ware mer eis ëmmer eens – gutt Sozialleeschungen, Gesondheet, eng gutt Pensioun am Alter, Hëllef fir d'Familljen, e korrektes Schoulssystem, mee och staark Gemengen natierlech, eng Natur, déi mer schütze wëllen, effentlechen Transport, Accès zu Kultur, ouni déi international Solidaritéit iwwer eis Entwécklungshëllef ze vergiessen, an nach munches méi.

Här President, ech si frou, dass de Finanzminister dëst Joer sechs Indicateure vum PIBien-être an de Budget erageholl huet iwwer d'Technik vum Etiquette, dat heescht, wou u sech Budgetsposten iwwer verschidde Ministère reliéiert gi mat engem Objectif politique. Dat ass eppes, wat ech begreifen. An ech sinn och frou, dass de Rapporteur Maurice Bauer a sengem gudden an interessante Rapport och dorobber agangen ass. Dir hutt dat gemaacht, an ech fannen, dass dat Iech éiert. Nodeems ech d'lescht Joer en Amendement erabruucht hat, fir dräi Indicateuren ze proposéieren vum PIBien-être, hutt Der dat gemaach am Budget. Dat hu fréier Finanzministere net gemaach. Mee et ass am Fong egal, firwat Der et gemaach hutt. Ech mengen, d'Haaptsaach ass, dass Der et gemaach hutt.

Dat ass wichteg an et ass och eng seriös Ouverture, wann een dat uerdentlech mécht. Well wat mer moossen, dreift och déi politesch Aktioun. Dat ass vläicht dann och eng Äntwert op d'Kontroll vun eisen Ausgaben. Wa mer gesinn, dass verschidde Budgetsposten absolutt net dozou bäidroen, dass mer iergenden Objectiv erreechen, oder dass se net effikass sinn, majo da kann een och higoen a se entweeder sträichen oder anescht kalibréieren oder anescht asetzen.

Op all Fall ass et esou, dass dee PIBien-être e vill bessere Kompass ass wéi de PIB, fir de Sënn vun engem Budget ze bewäerten. D'Haaptzil vun enger Regierung soll et sinn, d'Liewe vu senge Bierger besser ze maachen. De Zohran Mamdani, den David Wagner ass op en agang, Maire élu vun New York, huet dat als Slogan geholl an huet domat d'Walen zu New York op eng decisiv Aart a Weis gewonnen, well e gesot huet: „Eng Regierung ass dofir do, fir d'Liewe vun de Leit, vun de Bierger besser ze maachen, hinne méi Kafkraaft ze ginn, hinnen en Accès ze ginn op den effentlechen Transport, erschwénglech Wunnengen an esou weider.“

An deem Sënn ass de PIBien-être en extreem wichteg an och potent Instrument. Wa mer dat seriös huelen, am Sënn vun den Aarbechte vum Amartya Sen, dem indeschen Ekonomist, Nobelpreis vun der Economie, deen an der Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, déi op eng e bëssen iwwerraschend Aart a Weis vum President Sarkozy agesat gouf 2008/2009, am Fong deen Éischte war, deen de PIBien-être och international thematiséiert huet. Deen huet u sech gesot, dass déi budgetär Trajectoire u sech net

nëmmen um PIB-Wuesstem ze orientéieren ass, mee éischter dorun, wat gemaach gëtt, fir de Leit hir reell Fräiheeten a Gestaltungsméiglechkeeten ze entwéckelen. An dann ass een natierlech bei eis ganz schnell bei abordable Wunnengen, bei Accès zur Gesondheet, Educatioun, demokratescher Participatioun an och sozialer Ofsécherung.

An deem Sënn vun enger Verdeiwung vum PIBien-être ... An ech mengen, Dir hutt jo och do weider eng Ouverture gemaach, dass mer dat nach kënnen an der Finanzkommissioun, zesumme mat der Budgetskontrollkommissioun, och weider verdeiwen am kommende Joer, dass mer déi Indicateuren do nach kënnen verfeinern, vläicht weider Indicateure mat erabringen an och kucken, wéi mer déi Evolutioun vun deenen Indicateuren da weider kënnen suivéieren an dat och nach natierlech besser maache wéi am Ufank.

An deem Sënn géif ech och gären elo kuerz op eng Partie Prioritéiten agoen, déi mir als LSAP géife gesi fir déi nächst Joren a wou mer der Meenung sinn, dass se an dësem Budget an och am Pluriannuel definitiv ze kuerz kommen.

Den éischte Punkt, Här President, ass deen, dass mer als Europa, als Europäer déi Region op der Welt sinn, déi dem Klimawandel am stäerksten exposéiert ass. Dat gesi mer an eisem alldeegeleche Liewen. Dat gesi mer, wat den Impakt op eis Economie ugeet. D'Fuerscher soen eis dat. Mir sinn als Region déi Region, déi am stäerksten dem Klimawandel ausgesetzt ass.

An dofir si mer der Meenung, dass mer massiv Mëttel brauche fir d'Adaptatioun un de Klimawandel an déi sozial-ekologesch Transitioun. Mir brauchen, et kéint ee soen, en ekologesche Marshall-Plang fir Lëtzebuerg an och fir Europa. Dat ass eng riseg Tâche, déi op eis duerkënn, fir déi mer natierlech och considerable budgetär Mëttel brauchen, insbesonnesch och fir déi sozial méi schwach Leit matzehuelen.

De Plan social pour le climat huet gutt Mesuren – ech muss dat ganz éierlech soen –, mee si ginn net wäit genuch a si sinn och zum Deel net prezis genuch an och net genuch ausgedäitscht. Vlächent kënn dat nach, wa bis d'Consultatioun eriwwe ass am Januar. Mee doriwwer eraus ass et natierlech indispensable, d'Leit matzehuelen a se uerdentlech ze kompenséieren. Mee et gëtt natierlech och ganz vill Aarbecht, déi muss an d'Adaptatioun eragoen. Mir müssen eis Economie adaptéieren. Mir müsse se dekarboniséieren. Mir müssen eis Infrastrukturen, eis Mobilitéit, eis ganz Gesellschaft upassen un de Klimawandel an un déi Émweltkris, mat där mer konfrontéiert sinn.

Zweete Punkt: Mir sinn der Meenung, an dat ass och liiert an engem gewëssene Sënn, dass mer méi Mëttel brauche fir d'Beruffsausbildung. D'Handwierk ass fir eis eng absolutt Prioritéit, och am Sënn vun enger méi nohalteger Wirtschaft. An dat soll sech och am Pluriannuel ausdrécken, wat et awer leider net mécht. Mir schwätze scho säit Laangem dovun, d'Handwierk opzewäerten. Dat kënn hei oft a Rieden zréck, ass och richtig, mee, wéi gesot, de Budget an de Pluriannuel schwätzen do eng aner Sprooch, fir de Moment op alle Fall. Dat muss sech änneren.

Mir wäerten an deenen nächste Méint a Jore massiv Aarbechtskräfte brauchen, zum Beispill am Beräich vun den erneierbaren Energien. Wa mer zum Beispill de Plan social climat wëllen ëmsetzen, da brauche mer immens vill Handwerker, déi am Beräich vun den Erneierbaren eppes kënnen, déi an der Renovatioun gutt sinn, déi och am circulair Bauen e Savoir-faire hunn. An do sollte mer definitiv elo dran investéieren, well do beweege sech och all eis

Betrieb hin an die Richtung. An Dir wësst dat, well Dir och vill bei Betriber, och Handwerksbetriber, ënnerwee sidd.

Drëtte Punkt: Mir sinn der Meinung, an d'Taina Bofferding ass de Moien och schonn drop agaang, dass mer d'Sozial- a Solidarwirtschaft zu engem eegene staarke Wirtschaftszweig entwëckele mussen, well dat ass eng lokal, nohalteg a sozial Wirtschaft.

Leider muss ee soen, dass d'Promotioun vun deem Sektor zurzäit wierklech inexistent ass. An ech kucken op den neien Aarbechtsminister, deen dat jo, mengen ech, a sengem Ministère huet, d'Économie sociale et solidaire. An ech hoffen, dass Der do, Här Spautz, gradessou wéi Der wëllt de Sozialdialog reaniméieren, och d'Économie sociale et solidaire reaniméiert. Well déi ass fir de Moment net gutt drun.

Dat ass fir eis d'Zukunft vun engem Entrepreneuriat, dat verstanen huet, dass d'Mënsche wëllen e Lien hu mat den Entrepreneuren, bei deene se Client sinn. Entrepreneuren, déi sech hirersäits ëm hir Ëmwelt suergen, well se op där selwechter Plaz liewen, wéi se produzéieren, a lokale Wäertschöpfungskette schaffen an och verstänneg Präisser froen an, wéi gesot, en direkte Lien hu mat hirer Clientèle.

Véierte Punkt, Här President, och do ass d'Taina Bofferding de Moie schonn drop agaangen: Mir brauchen eng wierklech Wunnengsoffensiv fir de Bau vu bezuelbare Wunnenge fir d'ëffentlech Hand, mat enger nach méi grousser Enveloppe wéi déi, déi d'Regierung elo zréckbehalen huet.

Mir begreifen dat, dass dee VEFA-Opkafsprogramm do ass. Mir gesinn, mir observéieren, dass dat an där viregter Regierung net méiglech war, justement aus budgetäre Constraints, ass deemools gesot ginn. Elo si 480 Milliounen do, fir dat iwwer e puer Joer ze maachen.

Mee mir mengen, dass dat net duerheet. Et kéint een an et misst een nach méi maachen. An et kéint een an deem Kontext och dat maachen, wat Der elo an der Defense gemaach hutt, zum Beispill en Housing Bond, eng Obligatioun fir de Logement erauszeginn, och fir d'Leit do mat an d'Solidaritéit ze huelen, fir eisen abordable Wunnengsmaat opzestocken, och een, deen an ëffentlecher Hand dee Moment ass.

Et ass och scho mol geschwat gi vun engem ëffentleche Fong – ech mengen, dat war eng Iddi vun der DP –, wou d'Leit kéinte mat dran investéieren an deen dann och géif a Wunnengen investéieren, entweder nei Wunnengen oder eeben existent Wunnengen, déi broochleien.

Et muss een do – an och do schwätze mer jo oft driwwer; d'Paulette Lenert, eis Spriecherin an deem Beräich, schwätzt do oft driwwer – all d'Levierer aktivéieren: ëffentlech kafen a bauen, mat enger nach méi grousser Enveloppe, wéi gesot, eng seriö Loyer- a Präisbrems, e Kadaster vun Immobilien-transaktiounen, wou all d'Gemenge matmaachen, och déi ganz grouss, d'Instrument vun de Kooperativen aktivéieren, eidel Wunnenge mobiliséieren. Et ass inakzeptabel, dass mer zu Lëtzebuerg esou vill eidel Wunnengen hunn. Dat gëtt geschat op 9 % vum ganze Stock vun de Wunnengen. Dat ass enorm. An all déi Saache kaschten natierlech eppes. An dofir muss mer och hei déi néideg Suen an d'Hand huelen.

Här President, bei der Fro vun der Adaptatioun vun de Klimawandel an déi sozial-ökologesch Transitioun – de Maurice Bauer huet dat a senger Recommendationen och mat dran – si mir der Meinung, dass mer, änlech wéi mer de PIBien-être, mengen ech, nach mussen ausbauen, och an Zukunft e Green

Budgeting brauchen. Dat heescht, mir mussen u sech eng Politique de budgétisation maachen, wou mer alles kucken, all eis Posten am Budget kucken a kucken, ob se och nohalteg sinn, ob se net en negativen Impakt hunn op d'Ëmwelt, ob se net kontraproduktiv sinn, fir gréng Investissementer ze fuerderen.

An ech mengen, mir mussen an Zukunft, vläicht och an engem Esprit vun Diversifikatioun vun eise Recetten, un eng gréng Taxatioun denken, op d'mannst emol eng Kéier analyséieren, wat dat géif heeschen, wann een dee Prinzip vum Pollueur-payeur géif och an der Fiskalitéit repercutéieren. An an deem Sënn géif ech och gären eng Motioun deposéieren, opbauend op d'Recommandatioun vum Rapporteur Maurice Bauer. An dofir hunn ech och grousst Vertrauen, dass déi och wäert eng Majoritéit hei an der Chamber kréien, fir eeben déi Fro vum Green Budgeting hei ze diskutéieren.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– considérant que le budget de l'État constitue l'instrument central de mise en œuvre des politiques publiques et qu'il doit, à ce titre, être pleinement cohérent avec les objectifs nationaux et européens en matière de transition écologique et climatique ;

– considérant que la budgétisation verte (green budgeting) vise à analyser de manière systématique l'impact environnemental des dépenses publiques, des dépenses fiscales et des aides étatiques, afin d'identifier celles qui contribuent positivement à la transition écologique, celles qui sont neutres, ainsi que celles dont les effets sont nuisibles à l'environnement ;

– considérant que le rapporteur du budget de l'État pour l'exercice 2026 souligne explicitement la nécessité de développer et de renforcer le green budgeting, afin d'en faire un véritable outil d'aide à la décision politique et non un simple exercice déclaratif ;

– considérant que cette recommandation du rapporteur met en évidence l'importance d'identifier, dans le budget de l'État, non seulement les dépenses favorables à la transition écologique, mais également les dépenses budgétaires, fiscales et les aides publiques ayant un effet nuisible sur l'environnement, afin de pouvoir en évaluer la pertinence et la cohérence ;

– considérant que l'absence d'une telle analyse empêche le Parlement de disposer d'une vue d'ensemble claire sur l'alignement réel des finances publiques avec les objectifs climatiques et environnementaux, et limite la capacité à appliquer de manière cohérente le principe du pollueur-payeur ;

– considérant que le respect du principe du pollueur-payeur implique que les politiques budgétaires et fiscales cessent de soutenir, directement ou indirectement, des activités nuisibles à l'environnement, et qu'elles orientent les ressources publiques vers des comportements et investissements compatibles avec la transition écologique ;

– considérant que la transition écologique nécessitera des investissements publics importants dans les années à venir, et qu'il est dès lors indispensable de garantir que les moyens budgétaires disponibles ne soient pas, dans le même temps, utilisés pour financer des pratiques contraires à ces objectifs,

invite le Gouvernement à

– mettre en œuvre de manière systématique et renforcée une véritable budgétisation verte, couvrant l'ensemble du budget de l'État, y compris les dépenses fiscales et les aides publiques ;

– identifier explicitement, dans les documents budgétaires, les dépenses, avantages fiscaux et mécanismes de soutien

ayant un impact négatif sur l'environnement, afin d'en permettre une évaluation transparente par la Chambre des Députés ;

– analyser la cohérence de ces dépenses avec le principe du pollueur-payeur et avec les objectifs nationaux et européens en matière de climat et d'environnement ;

– à mettre en place, dans le cadre d'une approche de budgétisation verte, une fiscalité écologique cohérente et progressive, fondée sur le principe du pollueur-payeur.

(s.) Franz Fayot, Georges Engel.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, vläicht fir ofzeschleissen eppes, wat och scho gesot ginn ass, mee vläicht fir et nach eng Kéier ze widderhuelen, well et, mengen ech, awer essentiel ass an dëser Debat. Den Här Bauer huet gëschter säi Leichte-Sprache-Leaflet ausgedeelt. An do ass dann d'Fro: „Woher kommt das Geld?“ Dat ass och scho vill diskutéiert ginn de Moien. Ech muss soen, wann ech mer dee Budget pluriannuel do ukucken, dee jo soll eng Richtung virginn, da gesinn ech awer trotzdem vill schwaarz Wolleken, wat d'Recetten ugeet, a weineg Konkreetes, wat déi grouss Orientatiounen ugeet.

Dir hutt et vun Ufank u gesot, Här Minister, dat muss een Iech och éierlech zougestoen: „Mir sinn ugetrueden, fir d'Leit an d'Betriber ze entlaaschten, a mir hu keen anere Plang.“ Dir zitt dat och mat enger gewëssener Konsequenz duerch. Dat ass an eisen Ae ganz riskéiert. Dat ass e Plang, dee „Méi Netto vum Brutto“. Et kann een et och Trickle-down nennen, wann ee wëll. D'Iddi ass, d'Économie unzekuerbelen, doduerch dass een de Leit méi Kafkraaft gëtt an dass ee mengt, dass dat géif an eis Économie goen.

Mir gesinn awer trotzdem och un de Wuesstumszuelen, dass dat net richtig funktionéiert. De Motor geet net richtig u fir de Moment. An dat huet dräi Grënn: Éischtens, well dat an enger ganz oppener Wirtschaft wéi eiser einfach net geet. De Konsum geet net eent zu eent an eise Wuesstum an dann an de lokalen Emploi. Zweetens, well och Europa zurzäit net wisst. Dat ass net Äre Feeler, dat ass einfach eng Konsequenz vun der aktueller wirtschaftlecher Situatioun an och vun der komplexer geopolitischer Situatioun, an där mer dra sinn. An drëttens, well mer an Zukunft héchstwahrscheinlech manner wäerte wuesen, well mer eeben héich entwéckelt sinn. D'Leit vum Conseil national des finances publiques hunn eis dat och ganz kloer gesot an der Kommissioun, klipp a kloer. Si sot: „Mir mussen eis drop astellen, méi kleng Bréidercher ze baken, mat manner Wuesstem a manner Beschäftegung.“

A mir wäre frou, Här Minister, wa mer eis kéinten op déi Realitéit op d'mannst preparéieren, wa mer kéinte fir zukünfteg Schocken, déi net wäerten ausbleiwen, och mat aplanen, wéi mer dat maachen. Well mir fäerten, dass mer eis wierklech mat deem dote Budget, mat där do Politick, all Marge huelen, fir déi grouss Defien unzegoen, déi op eis duerkommen.

Mir gesi mat engem gewëssene Bauchwéi déi Militärausgaben, déi extreem héich an d'Luucht ginn. Mee mir gesinn awer och trotzdem, dass mer nach Defien hunn, wéi gesot, an der Adaptatioun un de Klimawandel, an der Dekarbonisatioun, an der Aarmutsbekämpfung, am Logement, an x anere Beräicher. Se sinn allegueren haut genannt ginn. Ech ginn elo net méi am Detail dorobber an.

Mee dat mécht eis, wéi gesot, Suergen, dass mer eis mat deem Budget, mat dëser Orientatioun, éischtens kee klore Fuerplang ginn an en plus, zweetens, net d'Moyene ginn, fir an Zukunft och nach eng ambitiéis

Politick ze maachen, déi à la hauteur ass vun den De-fien, déi op eis duerkommen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Fir d'éischt nach eemol dem Budgetsrapporter en häerzleche Merci. Him sief felicitéiert fir seng wäert-voll Aarbecht.

Hien huet gëschter seng Ried ugefaange mat engem memorabele Satz. E sot: „Ohne Knete keine Fete.“ Jo, en huet Recht. Geld ass net alles, mee ouni Suen ass alles näischt. Wéi heescht et esou schéi bei eisen däitschen Nopere? „Ohne Zaster nur Desaster“ oder „Ohne Moos nix los“.

(Hilarité)

Jo, mir sinn op héich Recetten ugewisen, fir alles ze bezuelen, wat mer eis leeschte wëllen oder müssen. Et ass e bësse wéi an der Natur, jo, et ass wéi an der Fauna. Och do geet et net ouni Ressourcen. Wann déi kal Joreszäit kënnt an et geet op Chrëschttag zou, da falen eenzel Déieren an e laangen, déiwe Schlof: de Kéiseker oder d'Hieselmaus. D'Kaweechelcher hunn hir Nöss gesammelt a si hu se an eng sécher Stopp bruecht. An de Bauer huet seng Gromperen agekel- lert op enger dréchener, ma killer an däischerer Plaz, fir datt se net kéngen. D'Bauere kënnen Reserven uleeën.

Grouss Staate géllt dat awer net onbedéngt. Si sinn haut zum Deel onmoosseg verschält, denke mer nëmmen u Frankräich oder u Japan. Do ass et net méiglech, nach eng Mouk fir schlecht Zäiten unze- leeën. Lëtzebuerg huet och Defiziter am Zentralstaat, ass awer nach an der glécklecher Lag, seng éffentlech Verschëldung a Grenzen ze halen. D'Maastricht-Krit- täre gi weider agehalen. Mir hunn also nach e gewë- sene Sputt. An dat ass och wichteg, besonnesch fir eis Finanzplaz.

Jo, mir liewen a beweegten an ugespaanten Zäiten, an deene sech déi geopolitesch Tektonik gravéierend verännert. A wann een hautdesdaags Finanzminister ass a sech mam Staatsbudget muss ausereesetzen, da muss e sech dacks virkomme wéi en Artist am Zir- kus, dee mat Orangé jongléiert a gläichzäiteg d'Auf- gab kritt, eng Omlett an enger Pan virzebereeden. Well wann een op eist internationaalt Émfeld kuckt an et gesäit een, wéi nei Douanestaxen eis euro- päesch Economie belaauchten, wéi d'Depensen an der Verdeedegung héichgefuert ginn, fir eis kollektiv Sécherheet ze stäerken, an negativ Noriichten aus den Nopeschlänner vum Himmel fale wéi e kalen Äisreen am Chrëschtmount, da muss ee kucken, datt een den Täissel vum Staatswon fest am Grëff behält, a sech vergewësseren, datt keng Lächer an d'Täsche vum Pappa Staat gerappt ginn.

Eist Staatsschëff an eis national Wirtschaft navigéieren zanter der Pandemie an engem opgewullete Mier, an deem all Well, déi sech op d'Plage zoubeweegt, nei Onsécherheete mat sech bréngt. Ma Lëtzebuerg léisst sech net esou licht discouragéieren: Mir müssen d'Rudder fest an der Hand halen, ouni ze fäerten, fir bei Geleechenheet wann néideg dat grousst Seegel ze setzen, dëst, fir besonnesch de Wand vun der Inno- vatioun an der Erneuerung ze notzen. Mir hoffen all, a mir wësse jo nach, wat geplangt ass, datt mir erëm an de Genoss vun engem Stousswand kommen, fir eist klengt Schëffchen och weider no vir ze dreiven.

(Interruption par M. Marc Baum et hilarité)

Den Här Finanzminister schéngt dat ze wëssen. Jo, Här Baum, Dir hutt Recht, et geet näischt iwwer en zuverlässige Kompass an iwwer e gutt Gefill.

Här President, de Budget 2026 ass eng Aart finanziell Rumm, an där mer eis ee Joer laang beweegen däre- fen. Et ass en Instrument, fir derfir ze surgen, datt mer als Land infrastrukturrell gutt opgestallt bleiwen an datt et de Leit materiell gutt geet, datt mer also als Wirtschaftsstanduert attraktiv bleiwen an eis ëmmer nees nei erfannen.

D'europäesch Wirtschaft verléiert u Kompetitivitéit am Verglach zu Gigante wéi China an den USA. Kee Wonner, datt de Mario Draghi eis mat sengem Rap- port gewarnt huet: Aus senger Siicht gëtt Europa, d'europäesch Unioun also, mat enger existenzieller Eerausforderung konfrontéiert. Mir sinn héijen ame- rikanischen Douanestaxen ausgesetzt, leiden ënner enger ëmmer méi strammer Konkurrenz aus China an engem zolitte Wuesstem vun de militäreschen Aus- gaben.

Den Här Draghi huet eis all opgefuerdert, ganz séier op dräi Felder aktiv ze ginn. Déi éischt Eerausfu- erung ass déi vun der Reduzéierung vum Inno- vationsdefizit am Verglach zu China. Do ass wierklech en enormen Effort, eng enorm Ustrengung ze leeschten, well mir sinn eeben zolidd hannendran, virun allem bei de Spëtzentchnologien, och wann een net alles schlechtrieden däreft. Denke mer nē- men un déi däitsch Automobillsindustrie, déi sech natierlech schwéierdeet, fir Elektroautoen um Maart duerchzesetzen. Den zweeten Defi ass dee vun der Dekarboniséierung vun der Wirtschaft. Hei huet Europa nach e grouse Chantier viru sech. An den drëtten Beräich ass dee vun der Stäerkerung vun eiser kollektiver Sécherheet an der Reduzéierung vun eisen Ofhängegkeeten, besonnesch am Beräich vun de Seelenen Äerden a vun anere Ressourcen.

Ee Joer nom Draghi-Rapport si mer nach méi am Han- nendreiwien. China wäert eis weider mat präiswäerte Produkter iwwerschwemmen, an dat kascht och hei an Europa Aarbechtspulzen. Zanter Enn 2024 ass den Handelsiwwerschoss vu China am Verglach zu der Europäescher Unioun ëm 20 % gestigen. Mir si staark ofhängeg vum Räich vun der Mëtt, besonnesch bei kritesche Materialien, an dat wäert och an Zukunft esou bleiwen.

A well mer mat den USA kee séier zuverlässigen Handelspartner hunn, si mer invitéiert, fir eis Handels- beziungen ze diversifizéieren. Grad dofir ass den Handelsaccord mam Mercosur net onbedéngt e schlechten Accord. En huet eng Rëtsch positiv Säiten. De Christophe Hansen huet eis a sengem Austosch mat der aussepolitesser Kommissioun kloer virun Ae gefouert, datt diesen Accord positiv Säiten huet. Mir müssen eis europäesch Industriepolitik nees ver- stäerken, fir och kritesch Produktiounen nees heem- zehuelen. Denke mer nëmmen un d'Hierstellung vu Medikamenten.

Dat verlaangt eng kollektiv Ustrengung an eng séier Reaktioun, och wann dat net vun haut op muer geet. Villes ass nach ze realiséieren: Ech denken nëmmen un déi gemeinsam Spuer- an Investmentunioun. An der Europäescher Unioun läit dat privat Spuere bei ronn 15 % vum PIB. An den USA läit diesen Taux tëschent 4 a 5 %. Et muss also alles drugesat ginn, fir d'Erspuerner Richtung Finanzement vu produk- tiven Investissementen ze drainéieren, virun allem och fir den éffentleche Secteur ze entlaaschten. Da muss och alles ënnerholl ginn, fir méi eng signifi- kativ Part vun den éffentlechen Ausgabe Richtung strateegesch Investissementen ze leeden, an et muss

dru geduecht ginn, fir déi eege Ressourcë vun der Europäescher Unioun eropzeschrauwen. A bei der kollektiver Sécherheet soll et schliisslech geléngen, duerch gemeinsam Akeef d'Käschten ze reduzéieren an d'Innovatioun ze stimuléieren.

Fir zu Lëtzebuerg eisen Deel zur Verdeedegung bäizesteieren, maache mir mat diesem Budget, esou wéi och scho mäi Parteikolleeg, de Gilles Baum, dat sot, gréisser Ustrengungen. Mam sougenannten De- fence Bond vun 150 Milliounen wëlle mer och Erspuer- nisse vun de Lëtzebuerger mobiliséieren an hinnen d'Méiglechkeet bidden, fir Suen an engem Land unzeleeën, dat den Triple-A huet. Och des Initiativ ass eng Neierung, en innovative Schrëtt, wou Lëtzebuerg erëm säi Geescht vum First Mover am Beräich vun de Finanzen ënner Beweis stellt. Mir sinn dat éischt europäesch Land an diesem Joerhonnert, dat dëst Instrument notzt.

Léif alleguer, den Defizit vum Zentralstaat soll fir 2025, wann een dem Finanzminister gleef, manner héich ausfale wéi déi 1,29 Milliarden Euro, déi ge- schat gi sinn. Iwwert déi nächst véier Joer soll de- sen Defizit awer am Duerchschnitt bei ronn 1,5 Milliarden Euro leien. D'Schold wäert eropgoe bis op 27 % vum PIB bis zum Joer 2027, mee mir bleiwen awer nach e gudde Krack ënnert deenen 30 % am Verglach zum PIB.

Et dierf een awer net iwwersinn, ignoréieren, dass de Staat och net vun der Entwécklung vun den Zënse verschount bleift. D'Charge vun der Staatsschold spréngt vun 265 Milliounen Euro 2024 op 733 Mil- liounen Euro 2029. Dat muss eis natierlech ze denke ginn, an ech ginn dat och éierlech zou.

D'Staatsfinanze bleiwen awer déi nächst véier Joer am Defizit. Zanter 2019, also zënter der Zäit, wou ech Budgetsrapporter war, schreiwe mer keen Excedent méi am Zentralstaat.

(Interruption)

Trotz dieser Tatsaach wier et net unzeroden, bei den Investissementen ze spueren. Dës Ausgabe müssen héichgehalte ginn, fir datt eis Betriber schaffe kënnen, Aarbechtspulzen erhale bleiwen an éffentlech Gelder a kollektiv Infrastrukture fléissen. Jo, mir müssen e Kader a Perspektive fir d'Betriber schafen, mee de Leit hir Kafkraaft an domat hire Liewensstandard müssen och héichgehalte ginn. A fir datt dëst esou bleift, hale mir och um Index fest.

Fir d'Erhale vun der Kafkraaft huet dës Koalitioun dëst Joer schon esou munchen an d'Weeër geleet. De Mindestloun gouf steierfräi gemaach, de Crédit d'impôt monoplarent ass ëm 1.000 Euro an d'Luucht gesat ginn an de Steuerbarème ass weider un d'Infla- tioun ugepasst ginn. Am Kader vun der geplangter Steuerreform, déi zu enger méi gerechter Steuerpoli- tick féiere soll, wäert d'Kafkraaft vun de Privatleit wei- der ënnerstëtzt ginn.

Gläichzäiteg muss mer eis Economie diversifizéieren an d'Defiziter am A behalen. Dat bedeit och, Depen- sen ze hannerfroen, well eist klengt Land muss ëm- mer virbereet sinn – wéi den Här Fayot et och richteg sot –, fir op eventuell extern Schocken ze reagéieren. An dat huet och ënner anerem, fir och emol si ze nen- nen, d'Zentralbank eis an hirem Avis ze bedenken, ze bemierke ginn.

Léif alleguer, verschidde Facteuren hunn dozou bäigedroen, datt Lëtzebuerg zanter dem Zweete Weltkrich op wirtschaftlech Plang eng Erfolgs- geschicht geschriwwen huet. Ee vun dese Facteuren ass de soziale Friden, deen eist Land ëmmer aus- gemaach huet. Datt an eistem Land nēme seele ge- streikt gëtt, well eeben de Sozialdialog en Deel vun

eiser Betribskultur ass, soll sinn a war, dat ass fir all Investoren eng Tromp, well dësen Atout Planungs-sécherheet bitt. D'Wichtigkeet vun der sozialer Kohäsion ass net ze ënnerschätzen, well och dëse Facteur, a grad dëse Facteur, stäerkt eis Ekonomie a mécht eis Land méi attraktiv. De soziale Fridden dréit dozou bäi, datt eis Bierger sech wuel spieren an och d'Leit, déi vu bausse bei eis schaffen kommen.

Nëmmen en attraktive Standuert ass e Standuert, deen dauerhaft Wuelstand schafe kann. Attraktivitéit fält net vum Himmel. Et muss ee se all Dag nei denken, nei erkämpfen, well d'Wirtschaftsgeschicht kennt keng verbréifte Rechter, déi éiweg gëllen.

E besonnesche Schwéierpunkt ass also d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg. De Lëtzeburger Wuelstand baséiert weesentlech op der Wettbewerbsfäegkeet vun eisem international orientéierte Wirtschafts-, Finanz- an Innovationsstanduert. Genau hei weist sech awer dacks déi zouhuelend Spannung tëscht Usproch a Realitéit. A grad dofir gëllt et virun allem, weider administrativ ze vereinfachen, do, wou et sech opdrängt, an do, wou et och Sënn mécht. Iwwregens: Net méi spéit wéi de 25. November huet de President vun der Handelskummer, de Carlo Thelen, um Radio begréisst, datt de Minister Lex Delles schonn ettleches gemaach huet, fir d'Simplification administrative a sengem Beräich virunzudreiwen. Jo, d'Vereinfachung vu Prozedure bleift eng Prioritéit, déi weider a Musek ëmgesat muss ginn.

Den Challenge ass also evident: Wann de Standuert Lëtzebuerg un Attraktivitéit verléiert, verléieren net nëmmen d'Entreprises – mir verléieren alleguer. Mir géifen u Steuerrecetten, un Aarbechtsplazen, Talenter an domat un Zukunftsperspektive verléieren.

Ma d'lescht Joer ëm dës Zäit hu mir hei am héijen Haus schonn den Entlastungspak gestëmmt, fir eis Bierger ze ënnerstëtzen an awer och fir eis Land méi attraktiv ze maachen. Dëst Joer gouf fir eis Grenz-gänger e Steierkredit vu bis zu 700 Euro fir déi bezuelten Iwwerstonnen agefouert.

An och de Régime d'impatriés gouf moderniséiert, fir héich spezialiséiert Talenter aus dem Ausland unzezielen. Konkreet sinn, ech rappeléieren dat nach eng Kéier, bei engem Akommes vu bis zu 400.000 Euro 50 % vun hirem Bruttoakommes steierfräi. Kréie mer déi Talenter net, gëtt de Kuch op anere Plaze gebak an da feelen eis Steiergelder, déi mer bluttnéideg brauchen, fir den Triple-S ze behalen.

D'Prime participative hu mir vu 25 % op 30 % vum Bruttojoresakommes eropgesat. Fir d'Betriber hu mer d'Kierperschaftssteuer ëm 1 % erofgesat. A fir d'Steierjoer 2027 soll eng weider Baisse vun 1 % derbäikommen.

Fir eis Fongenindustrie ze stäerken, sinn zanter dem 1. Januar dës Joers déi aktiv geréiert a cotéiert ETF-Fonge vun der Taxe d'abonnement befreit. A mam Gesetzestext iwwert de Carried Interest, deen nach an der Kommissioun läit, wëlle mer eebe grad Talenter, déi an den alternative Fongen täteg sinn, unzeien.

Mam Budget 2026 gëtt also versicht, fir der Gefor, manner attraktiv ze sinn, entgéintzewierken. Attraktivitéit entsteet net eleng duerch Investitiounen, mee och duerch Planungssécherheet, Agilitéit, Verlässlechkeet a strategesche Mutt.

D'Handelskummer huet an deem Kontext eng Rei essenziell Virschléi gemaach, fir d'Attraktivitéit vun eisem Standuert an Zukunft ze sécheren. Ech géif e puer Recommandatiounen an hirem exzellente Paper zum Thema erausplécken.

Fir d'éischt geet et emol drëm, zouverlässeg Daten iwwert d'Talenter an d'Kompetenzen, déi et hei zu

Lëtzebuerg gëtt, ze sammeln an ze deelen. Mir sinn op konsolidéiert Daten ugewisen, fir eng geziilt, ekonomesch sënnvoll Unzéiungspolitik fir nei Talenter ze bedriewen.

D'Berufsprofil, déi ee sicht, dierfen net ze spezi-fesch sinn, well se da risquéieren, ze séier net méi gefrot ze ginn. Dofir ass et wichteg, datt ee Mënsche fënnt, déi transversal Kompetenzen hunn, déi ee liicht vun engem beruffleche Kontext, wann et dann noutwendeg wier, an en aneren ëmorientéiere kann. Domat ass de Leit éischer gehollef, well wa si hir Aarbecht verléiere sollten, kann ee se méi liicht op eng aner Plaz bréngen.

Drëtens geet et och drëm, d'Orientéierung vun deene Jonken an Aklang mat de Bedierfnisse vun eiser Gesellschaft an eiser Wirtschaft ze bréngen. Déi digital Technologien, d'Ingenieurswiesen, d'Naturwëssenschaften an d'Mathematik spillen, nieft enger breeder Allgemengbildung, eng weesentlech Roll an der Diversifizéierung vun eiser Ekonomie.

Véiertens geet et drëm, Lëtzebuerg als attraktiven internationalen a kosmopoliteschen Talenthub op der Weltkaart ze positionéieren. Et geet also drëm, d'Visibilitéit vum Standuert Lëtzebuerg ze verstärken. Ee Standuert, deen de Leit Sécherheet bitt, e familjefrëndlecht Land mat enger lieweger kultureller Zeen an enger diversifizierter Wirtschaft, déi am Häerz vun Europa läit. Eis op der Weltkaart positionéieren heescht och, datt mer an der digitaler Welt present an aktiv sinn. Mat dem Wirtschaftsministère an de Berufskummere gëtt eng digital Plattform op d'Bee gestallt, fir méi siichtbar, méi visibel ze sinn. Ma dat eleng geet natierlech net duer. D'Attraktioun vun Talenter mécht sech och op Wirtschaftsmissiounen, iwwert d'Netz vun eise Botschaften an am Kader vun internationale Salonen.

Am Wirtschaftsministère hu mir och d'Cellule vun der Promotion de l'image de marque, méi bekannt ënnert dem Numm „LuXembourg – Let's Make It Happen“, eng Initiativ, déi als Missioun huet, fir Lëtzebuerg fir auslännesch Partner méi attraktiv ze maachen an dës unzezielen, souwuel fir d'Investisseuren an d'Betriber wéi och fir d'Touristen. A fir dës Posten ass eng Enveloppe budgétaire vun iwwer 2 Milliounen Euro virgesinn.

An nach eppes ënnersträicht d'Handelskummer an hire Recommandatiounen: Talenter, déi op Lëtzebuerg kommen, mussen vun Ufank u begleet ginn, net nëmmen digital, och physisch. A grad dofir gëtt de Moment un engem physische Guichet geschafft, deen eng personaliséiert an dauerhaft Hëllefstellung fir déi betraffe Mënschen ubitt an esou hir Abannung an eis Gesellschaft erlichtere soll.

Och heescht et, all gutt Praktiken am Beräich vum internationale Rekrutement ze begëschtegen an Initiativen ze verstärken, déi dozou bäidroen, datt expatriéiert Lëtzeburger nees heemkommen, fir hei ze schaffen an hei bei eis ze innovéieren. Do si mer och nees beim Thema vun der Vereinfachung vun administrative Praktiken, fir datt den Accueil vun Talenter sech eebe méi liicht mécht. Administrativ Systemer mussen och interoperationell sinn an dozou bäidroen, datt berufflech Qualifikatiounen méi séier kënnen unerkannt ginn, virun allem wa se aus Drëtlänner kommen.

Léif alleguer, wien Talenter unzéie wëll, muss en agreabelt Ëmfeld bidden. Dozou gehéiert och a grad e gutt Gesondheetswiesen. Och wann et warscheinlech net liicht gëtt, muss alles drugesat ginn, fir d'Deeg, wou d'Grenzgänger iwwert de Wee vun der Teleaarbecht vun doheem aus schaffen kënnen, eropzesetzen. Ech weess, Här Finanzminister, dat ass net

esou einfach. Mee d'Hoffnung stierft fir d'Lescht an et lount sech ëmmer ze probéieren.

Eng ganz wichteg Saach ass och nach d'Wäertschätzung an d'Aktivéierung vun den Talenter, déi iwwer 55 Joer al sinn. Iwwerhaapt ass et wichteg, Ureizer ze schafen, datt eeler Leit méi laang, wa se kënnen a wa se wëllen, wa se also motivéiert sinn a wann hir Gesondheet et erlaabt, eeben am Aarbechtsprozess bleiwen. D'Beruffserfahrung ass eng strategesch Ressource, an dofir soll alles drugesat ginn, fir datt déi Senioren, déi sech weider berufflech betätege wëllen, net demotivéiert, mee encouragéiert ginn, zum Beispill op steierlechtem Plang, fir fräiwëlleg eng Rei Joren an hirem Beruff ze bleiwen nom Alter vu 60 Joer.

Insgesamt kann ee soen, datt et net ouni déi verschiddenst Talenter geet. An enger Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt, gi si zu enger äusserst wäertvoller Ressource. An ech kucken hei op all eis eeler Kollegen. Dir gitt alleguer gebraucht! Si kënnen zur Wuesstemsbrems ginn, wann der net genuch verfügbar sinn. Dat ënnersträicht och d'OECD, wa si dëst Joer bemerkt, ech zitieren: „À défaut, la pénurie de talents risque de devenir un frein structurel à la prospérité.“ Net fir näischt rivaliséiere mir dofir mat anere Standuerter, wann et ëm Talenter geet. Kuckt op Paräis, kuckt op London an op Zürich. Hei si mir an engem reegelrechte Konkurrenzkampf.

Mee d'Attraktivitéit huet net nëmmen e Volet, dee mat Geld ze dinne huet. Si huet och e Volet non péculaire. An do stinn déi effentlech Infrastrukturen am Mittelpunkt. Wichteg Liewenszäit geet evidenterweis verluer, wa mir net déi néideg Infrastrukturen ausbauen, virun allem a punkto Mobilitéit.

An dowéinst hale mer, Här Finanzminister, den Invest bei der Mobilitéit an der Infrastruktur héich. Déi budgetär Enveloppe läit 2026 bei ronn 3,5 Milliarden. Dat ass eng Steigerung vu bal 8 % am Verglach zum leschte Joer. D'Investissementer, also déi sougenannt „dépenses en capital“, gi souguer ëm 31 % an d'Luucht. Et sinn e sëllege Projeten, déi amgaang si realiséiert ze ginn, an nach weiderer, déi geplangt sinn. Mir wëllen, datt d'Leit esou confortabel wéi méiglech vun A op B kommen, an dat esou séier an nohalteg wéi méiglech.

Nieft den Investitiounen an der Infrastruktur zielt awer och de sougenannte „matériel roulant“. Do freeën ech mech besonnesch iwwert déi nei Zich, déi mëttlerweile op eisem Schinennetz fueren. Mat engem Rekordinvest vu 400 Milliounen Euro soll d'Matériel, de Matériel roulant, bei der CFL erneiert ginn. Déi nei Zich sinn op dem neiste Stand a garantéieren natierlech och de Confort an d'Sécherheet vun de Passagéier. 2024 goufen 32,3 Milliounen Passagéier gezielt, déi den Zuch geholl hunn. Mat dësem Upgrade soll an Zukunft derfir gesuergt ginn, datt d'Capacitéit ëm 46 % erhéicht gëtt. An dofir läit d'Alimentatioun vun Fonds du rail fir 2026 bei bal 750 Milliounen Euro.

Ech kommen zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären. D'Stabilitéit vun eisem effentleche Finanzsystem, eisen effentleche Finanzen, ass ee vun de Facteuren, déi eis Kompetitivitéit garantéieren. An dat ass net ze ënnerschätzen. Eis Finanzplaz bleift weiderhin net nëmmen un der Quell, un der Source vun der Kreatioun vun eisem Räichtum, mee ass och vu gréisster Wichtigkeet, wat d'Steierrecetten ugeet.

D'Dynamik vun Assurancesecteur – dee gëtt heiansdo vergiess – weist eis, datt mir als Land vu bausse als e Finanzhub gekuckt ginn, dee Planungssécherheet an e gënschtegt reglementarescht Ëmfeld ubitt, besonnesch an dës beweegten Zäiten. Lëtzebuerg ass

dofir en attraktive Standuert, an dat kënn eis finanziell zegutt. Et sinn also och extern Facteuren, déi eise Wuesstem dreiwen, de Wuesstem vun eise Staatsrecetten, ouni datt d'Zuel vun den Aarbechtsplazen am selwechte Mooss klamme muss. Dësen Atout sollte mer also fleggen an an Zukunft bäibehalen.

Fir eis Wirtschaft ass och d'Presenz vun de Fonge wichteg. Iwwert d'Taxe d'abonnement krute mer bis September dëst Joer schonn iwwer 1 Milliard Euro eran. An am September 2025 weisen d'Zuele vun der CSSF, dass déi Lëtzebuergesch Fongen erëm eng Kéier en neie Rekord duerchbrach hunn: D'Grenz vu 6.000 Milliarden Euro u geréierte Suen ass iwwerschritt ginn. Am Laf vum dem Joer 2021 hate mir et – just zum Rappel – iwwer 5.000 Milliarden Euro gepackt.

Vergiesse mer awer och net, wéi séier sech de geopolitische Kontext op d'Leeschtung vun eiser Finanzplatz auswierke kann. Fir e staarke Sozialstaat brauche mer eng staark Economie. An de Staat ass e groussen ekonomeschen Acteur. Jo, de Staat ass e grouse wirtschaftleche Player. E muss de Kader setzen an do agräifen, wou de Maart et eleng net fäerdegbréngt.

Mee eng Economie kann net dréien, wa se keng Leit huet, déi schaffe kënnen a wëllen. D'Situatioun ass haut eng aner wéi virun engem Véierelsjoerhonnert. Haut héiert een dacks vu jonke schaffende Leit, dass si Schwieeregkeeten hunn, fir en Immobiliéprêt ze kréien, a sech keng Wunneng leeschte kënnen. D'Loyere sinn och weiderhin héich. An dofir ass a bleift de Logement dat Thema. Et ass virunner gesot ginn. An dofir ass et och gutt, datt d'Regierung weider Ustrengunge mécht, andeems si ënner anere och Wunnengen opkeeft.

Enn November stoung an der Press ze liesen, dass ëmmer méi portugisesch Bierger decidéieren, erëm zréck an hiert Heemechtsland ze goen, fir do um Bau ze schaffen. D'Liewenskäschte sinn hei esou héich, dass dat, wat hinnen um Enn vum Mount iwwregbleift, a ville Fäll net vill méi ass wéi dat, wat se an hirem Heemechtsland a Portugal verdénge géifen. Dat ass natierlech, wann een éierlech ass, eng besuergneserregend Erkenntnis, zemoos well sech de Bausecteur schonn zënter enger längerer Zäit an der Kris befénnt. An et ass haut immens schwéier, Leit ze fannen, déi den néidege Savoir-faire hunn, fir an dësem Secteur ze schaffen.

Rezent huet dann och nach d'SNCF ugekënnegt, d'Präisser vun hiren Abonnementer eropzesetzen. Dat heescht, dass et och an Zukunft fir eis Grenzgänger aus dem franséische Raum méi deier gëtt, fir bis op Lëtzebuerg ze fueren. Dat ass sécherlech net vu Virdeel. D'Handelskummer huet awer viru Kuerzem nach drop opmierksam gemaach, dass eisen Aarbechtsmaart bis 2040 iwwer 300.000 nei Aarbechtskräfte brauche wäert, well eis Bevëlkerung virun allem ëmmer méi al gëtt.

Mir brauchen awer spezialiséiert Talenter an de verschiddenste Secteuren, an natierlech och am Finanzsektor. Vläch mussen d'Banke kucken, ob et hinnen eppes wäert ass, selwer ze investéieren a Wunnengen ze schafen, déi se den Talenter aus dem Ausland zur Verfügung stellen. Verschidde Finanzinstitute bidden haut scho Relocatiounsservicer un a kuerzfristeg Léisungen, ier hir Mataarbechter selwer eng Wunneng fannen.

Léif alleguer, mam Budget 2026 entscheede mer net nëmmen iwwer staatlech Ausgaben, mir entscheeden och iwwer d'Attraktivitéit vun eise Land, ouni awer déi sozial Kohäsioun aus den Aen ze verléieren. Grad d'Attraktivitéit vun eise Wirtschafts- a Finanzstanduert ass dofir kee Randtheema, mee eng zentral Viraussetzung, fir eise Wuelstand, an domat eise

Sozialstaat, dee mëttlerweil 21.000 Euro op de Kapp kascht, ofzesécheren.

Lëtzebuerg soll, jo muss weider wuessen. An dat geet nëmme gemeinsam an op eng nohalteg an esou gerecht wéi méiglech Manéier.

Ech soen Iech Merci fir Är Gedold.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Dir Häre Ministeren, ech wëll fir d'éischt ufänken an der Chamber Merci soe fir déck siwe Stonnen Debatten, déi, wéi ech awer fonnt hunn, an der Form, an dat wëll ech ausdrécklech ënnersträichen, ganz respektvoll waren, déi inhaltlech begrënn waren, och wann ech dat, an dat verstitt Der gradesou, net ëmmer deelen. Wou ech och appreciéiert hunn, dass déi Kriticken, déi gemaach goufen, net einfach pauschal waren, mee et gouf versicht, se ze begrënnen, och wann ech dat net ëmmer gedeelt hunn. A virun allem eppes ass et: Et ass un engem Minister, un enger Regierung, sech an enger normal funktionéierender Demokratie deene Kriticken ze stellen.

An ech soen och ganz éierlech, dass ech deene Kriticke wëll, souwäit dat méiglech ass, och Rechnung droen. Et ass e perséinlecht Éiergefill, mee et ass och virun allem eng Obligatioun, déi een huet vis-à-vis vun där Funktioun, an dësem Fall vum Finanzminister, an och vis-à-vis vun dem Land, fir déi eescht ze huelen.

Kuckt mol, ech war 17 Joer Deputéierten. Dat war eng Chance an dat war eng Éier. Ech hunn och vill Ministeren a Ministerinne gesi kommen. Ech hunn der och gesi goen. Ech hunn eppes awer a mengem bescheidenen Käppche matkritt: Et fiert een am beschten heibannen als Regierungsmember, wann een den éischte Pouvoir eescht hält a wann een dat respektéiert. An deem wëll ech och an dësem Fall, am Respekt vun der Demokratie, awer och an dem Respekt vun der Organisatioun vun eise Land, mech verflucht fillen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Et ass gesot ginn, et wier e Budget ouni Visioun. „Après moi, après nous, le déluge.“ Et wier kee Programm, kee Plang, wann ech dat Wuert dann därfer brauchen, derhannert. Mee ech wëll Iech soen: Dach! Et ass e Budget, dee reit sech an an de Programm vun der Regierung, dee mer 2023 hei am Dezember diskutéiert hunn, nämlech Lëtzebuerg fit ze maachen oder staark ze maache fir d'Zukunft, awer dobäi net d'Erausforderunge vun der Zäit aus dem A ze verléieren. An déi Erausforderunge vun der Zäit, jo dat sinn internationaler, den Här Wagner ass a senger Interventioun drop agaangen, mee dat sinn der awer och, déi sech dem Land, de Leit, de Bierger an den Entrepreneuren am Land, konkret all Dag stellen.

Et ass e Budget vun engem Mateneen. An et ass virun allem e Budget vun engem sozialen Zesummenhalt. An duerfir deelen ech eigentlech – quitte dass mer soss net ëmmer op enger Linn leien – dat, wat de Franz Fayot virdru gesot huet: Et geet net drëm, einfach wéi bei enger Entreprise e Benefiss ze maachen. Et kann een dat net reng kontabel kucken. Et kann een dat net just un Zuele festhalen, mee et muss een de Budget kucken als en Haushaltsplang vun engem Land fir d'Biergerinnen an d'Bierger.

Da gëtt gesot: „Jo, et ass e Budget mat engem Defizit.“ Sécher, et ass net deen eenzegen an et wäert och net de leschte Budget si mat engem Defizit an dem Zentralstaat, also bei deem eigentleche Staat. An ech soen och ganz éierlech: Ech stinn do derzou! Net, well ech onbedéngt en Defizit wëll. Loin de là! Mäin Éiergefill géif sech deem och widdersetzen. Mee et ass en Defizit, dee sech ergëtt aus den Erausforderunge vun dem Moment. An déi Erausforderunge vun dem Moment, déi kann een awer net ganz einfach verkennen. Well ech weess och ganz genau, wéi d'Situatioun an Europa ass. Ech weess och, wéi déi finanziell Situatioun a ville Länner vun Europa ass. An ech weess och, wéi déi finanziell Situatioun an eisen Nopeschlänner ass, an Däitschland, a Frankräich an an der Belsch. An ech weess och, mat wéi villen Diskussiounen déi jeeeweileg Finanzministeren, an net nëmmen d'Finanzministeren, an deene Länner konfrontéiert sinn.

An ech mengen, dat, wat Lëtzebuerg am schlechtesten zu Gesiicht géif stoen, dat wier, wa mer just no Haushaltsausteritéit géife kucken a wann d'Leit géife massiv op der Strooss stoen. Dat wier eppes, wat sech dem soziale Gefüge vum Land géif widdersetzen, dat wier eppes, wat net gutt fir d'Aussenduerstellung vum Land wier, an et wier virun allem eppes, wat eiser Wirtschaft, a virun allem dem Hauptsektor vun eiser Wirtschaft, nämlech der Finanzindustrie, géif schueden.

Elo weess ech och, firwat deen Defizit vun 1,4 Milliarden beim Zentralstaat ass. 150 Milliounen Euro Beitrag aus dem Budget ginn an d'Netzkäschten. Et sinn hei – ech hunn et op jidde Fall esou verspuert – net vill Kriticke komm, dass déi 150 Milliounen sollen an d'Netzkäschten investéiert ginn. Ech weess, dass Eenzelner souguer virgerechent hunn, dass dat engem Privatstot bis zu 300 Euro d'Joer kéint bréngen. Ech hunn op jidde Fall, à moins dass ech et iwwerhéiert hunn, keen héieren, dee gesot huet: „Ma déi 150 Milliounen, déi net néideg wieren, déi sollte gestrach ginn.“

Da sinn an deem Budgetsdefizit beim Staat 190 Milliounen Euro. Wat ass dat? Mee dat ass eng Konsequenz vun der Cotisationserhéijung: en hallwe Prozent fir de Salaré, en hallwe Prozent fir de Betrib an en hallwe Prozent fir de Staat. Ech hu keen héieren, dee gesot huet, e wier géint déi Cotisationserhéijung. Ech hat éischter d'Impressioun, dass heibannen Eenzelner waren, déi gesot hunn: „Mee dat geet net duer, deen hallwe Prozent!“ Mee wann een eise Lëtzebuergesche Pensiounssystem kuckt an dem éischte Piliere, deen awer verdeelt ass op dräi Schélleren, a richtig verdeelt ass op dräi Schélleren, jo da kann een net einfach soen: „Dir hutt elo en Defizit“, an et seet een: „Déi 190 Milliounen, déi droen zu deem Defizit bäi.“ Wann een A seet, muss een op deem Punkt och B soen.

Ech hunn och keen héieren, dee sech widdersat huet, fir ze soen, et wier net gutt, dass de Staat, also de Budget vun dem Zentralstaat, sech net mat 19, mee mat 59 Milliounen géif un dem Defizit – oder dem virusgesoten Defizit – vun der Krankeess bedeelegen. Ech hu kee fonnt, deen deem widdersprach huet. Nee, dat war eng Fuerderung vun de Gewerkschaften. An hei, mengen ech, ass dat largement – ech gesinn den Här Di Bartolomeo, fréiere Sozialminister, deen néckt – begréisst ginn.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer 500 Milliounen Euro, déi mer méi investéieren an Infrastrukturen, bedéngt och, an ech hunn deem Rechnung gedroen, well eng generell Fuerderung war, dass ee grad an enger Period, wou et wirtschaftlech méi lues geet, eng antizyklesch Politick mécht an dass dann

de Staat, och wann dat am Privatsektor net esou de Fall ass, do och weider Suen an de Grapp hält, fir an d'Schinnen, an d'Mobilitéit, an d'Stroossen an an aner Infrastrukturen ze investéieren. Jo, dat si 500 Milliounen Euro. Ech hunn och keen haut héieren, dee gesot huet: „Ma deen Investitiounsvolumen, deen ass ze héich!“

Da komme mer bei d'Militärausgaben, 366 Milliounen Euro méi, déi mer mussen ausgi par rapport zu dem Budget 2025, wou jo déi Diskussiounen nach net waren. Ech hunn och keen héieren ... Dach, vläicht e bëssen den Här Wagner, deen a Fro gestallt huet: „Brauche mer déi héich Militärausgaben?“ Mee generell hunn ech awer elo keen héieren, dee gesot huet: „Déi Militärausgabe vu plus 366 Milliounen, déi sinn net justifiéiert. Sträicht déi!“ Neen, ech hunn de Contraire héieren. Ech hu gesot kritt „Ma d'Trajectoire, déi misst nach méi an d'Luucht goen.“ A wann ech Iech dat, wat ech elo am Einzelnen opgelëscht hunn, zesummerechnen, da sinn ech net wäit vun 1,4 Milliarden Euro ewech.

Ech rieden domat deen Defizit net schéin. Loin de là! Et ass d'Aufgab vun engem Finanz- a vun engem Budgetminister, zesumme mat der gesamter Regierung ze kucken, zu Lëtzebuerg de Budget beim Zentralstat esou niddreg wéi méiglech ze halen. Mee ech wëll Iech awer soen, dass et Explikatiounen dofir gëtt an dass et net einfach ass, fir d'Suen no lénks an no riets erauszegeheien. Ech hunn dat net de Leit vu fréiere Regierungen ënnerstallt an ech wëll och net, dass dat dëser Regierung ënnerstallt gëtt. Ech hu just versicht, hei ze erklären, aus wat déi 1,4 Milliarde sech zemesetzen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Wann ech och den Defizit net wëll, dann ass dat, wat mech bei deem Defizit vläicht e bësse méi positiv – pragmatesch positiv gesinn – stëmmt, dass déi Depensen, déi zu deem Defizit féieren, der sinn, déi awer, mengen ech, am Interessi vum Land méi oder manner breet gedeelt sinn, jiddefalls déi, déi ech hei opgezielt hunn.

Da komme mer zum Apel fir den Duuscht. Dee mécht jo mëttlerweil op verschiddene Pläng seng Geschicht. Jo, ouni dass ech wëll Leit dofir kritiséieren, wëll ech awer trotzdem drop hiweisen, dass mer bei de Budgetdiskussiounen fir de Budget 2023 virun dräi Joer – esou laang ass dat nach net hier, et waren aner Leit an der Verantwortung; ech wëll dat absolut net kritiséieren – op dëser Plaz fir dëst Joer nach vu 660 Milliounen Euro méi Defizit ausgaange sinn. Mir hunn och fir 2024 1,7 Milliarden Euro méi Defizit an dee Projet plurianuel gesat. An deen ass och gestëmmt gi vu Leit, déi haut keng Regierungsverantwortung méi hunn.

Dat, wat mech positiv stëmmt – ech huelen all Kritiken un –, dat ass dat, wat d'Regierung bei Amtsuntrëtt gesot huet. Mir hu gesot: „Mir setzen op d'Attraktivitéit vun der Wirtschaft an der Finanzplaz. Mir kucken, dass mer Wuesstum schafen. Mir kucken, dass mer de Leit Kafkraaft ginn. A mir kucke virun allem, dass mer mëttel- a laangfristeg d'Courbe vun eiser Schold a) stabiliséieren a b), och wann dat an Zuelen net esou ausgedréckt war, ënner 30 % halen.“

Stand haut ... An et si jo verschidden Avisen, vill Avisen, zu dësem Budget gemaach ginn. An ech paken awer Holz un, well ech net weess ... An ech soen dat nach eng Kéier: Ech weess net, wat geopolitesch muer oder iwwermuer ka geschéien. Mee wa mer haut d'Situatioun kucken, ginn ech dervun aus, dass mer bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod an och nach doriwwer eraus, ënnert deem Cap vun deenen 30 % bleiwen. Ech ginn dervun aus, dass mer den Triple-A halen. An ech ginn dervun aus, dass déi Schold

sech awer am Verglach zu dem Wirtschaftswuesstum op ëm déi 27 % dierft stabiliséieren.

Da gëtt gesot, vun Einzelnen, net vu jiddwerengem: „Dir maacht elo eng Steuerreform, da kréien d'Leit nach Steierkaddoe just virun de viraussichtlech nächste Wale.“ Spréch d'Steuerreform. Den Detail – ech hunn dat mat dem Claude Meisch virdrun nach eng Kéier diskutéiert – stelle mer – ech mengen, dat ass elo bekannt – de 6. Januar vir. Den Här Meisch an den Här Hahn kommen zesumme mat an d'Finanzkommissioun an duerno stelle mer dann de Leit, oder der Press, déi Reform méi breet vir.

Ech ginn och haut, an dat ass och net meng Aufgab an dëser Budgetsdebatt, net op den Detail vun där Steuerreform an. Ech wëll awer just eppes soen: dass mer dat hei maachen, dës Regierung, an hoffentlech zesumme mat enger Majoritéit, déi iwwert d'Majoritéitsparteien erausgeet. An ech invitéieren ... Duerfir hunn ech mech och besonnesch derfir agesat, dass ech am Virfeld, à deux reprises, mat den eenzelne Fraktiounen eenzel dat gekuckt hunn, mat de Gewerkschaften dat gekuckt hunn, mat de Sozialpartner dat gekuckt hunn, dass mer e Steuersystem kréien, deen awer, mengen ech, sécher net vun all Mënsch, mee vun enger breeder Majoritéit hei am Land gedroe gëtt, am Sënn vun engem Gesellschaftsbild, wat mer haut hunn a wat awer e verschidde Gesellschaftsbild ass – esou respektabel dat och war am Joer 1967, well do kënnt deen haitege Steuersystem hier –, dass mer versichen, dass eise Steuersystem an domat och d'Contributioun vun dem eenzelne Bierger gemäss senger Finanzcapacitéit a senger Beitragsfäegkeet, dem Allgemengwuel verflüchtend, deem Rechnung droen.

An, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesellschaftsbild, dat ass haut en anert, wéi et war, wéi de Steuersystem, dee mer haut hunn, 1967 koom. Déi Steuerreform, esou wéi se wäert deposéiert ginn, ass eng, déi dem Gesellschaftsbild vun haut Rechnung dréit, déi deem Rechnung dréit, dass een, ob ee bestuet, gepacst, gekummert oder gescheet ass, dass dat keng Inzidenz méi huet op seng steierlech Beitrags-situatioun, déi eenzeg an aleng op sengem Akommes berout. Et ass eng familjefrëndlech Steuerreform. Et ass eng Steuerreform, déi de Kanner – de Kanner! – Rechnung dréit, erstmalig erëm, och op Wonsch, an ech wëll dat soen, schréiftlech vun der LSAP, mëndlech vun der DP a vun deene Gréngen, vu villen aneren, dass mer dem Facteur Kand am Steuersystem Rechnung droen, onofhängeg vun deem, wat iwwert de Wee vun de Familienzoulagen direkt bezuelt gëtt.

An et ass fir mech awer och eng Steuerreform, déi verschiddenen Ongerechtegkeete Rechnung dréit, déi haut, an dat muss een och kënne soen, bestinn. Fir mech, an ech mengen, fir ganz vill Leit heibannen an och fir d'Leit dobaussen, ass e Papp e Papp an eng Mamm ass eng Mamm, ob se bestuet, gepacst, gekummert oder gescheet sinn. An dat ass haut net de Fall. Haut gëtt eng Persoun, déi Papp oder Mamm ass an déi d'Kand net bei sech huet, no dräi Joer wéi e Jonggesell besteiert. An dat ass, mengen ech, eng Situatioun, déi oft dobausse kritiséiert gëtt. Mat dëser Steuerreform wäerte mer och deem Rechnung droen.

Wa mer dat also wëllen, an dat soen ech och ganz éierlech, kréien ech dat, an ech mengen, och anerer ganz éierlech gesot, net zum Nulltariff hin. Mir mussen also eppes an d'Deppe geheien, well mir kënne ganz einfach net eng Steuerreform maachen, wou mer deen ee belaauchten, fir deen aneren ze entlaaschten. Mir wëssen, wéi d'Lëtzeburger Gesellschaft funktionéiert. An duerfir war dat richtig, wat och déi fréier Regierung gesot huet: „Mir wëllen eng eenheetlech Steierklass, ouni dass een eppes derbäi

verléiert.“ An dat war och eng Haaptlinn, fir dat an der Kontinuitéit vun der blo-rout-grénger Regierung och an dëser CSV/DP-Regierung weiderzeféieren.

A wa mer dat also soen, dann hu mer natierlech e steierlechen Dechet. Mir hu gekuckt, deen esou niddreg wéi méiglech ze halen. En ass och, mengen ech, méi niddreg wéi dat, wat ursprénglech emol eng Kéier ugeduecht war viru ville Joren, „D'Steierklass 2 fir jiddwereen a kee wäert eppes derbäi verléieren“, well do ware mer op Basis vun Dokumenter, déi an der Chamber waren, bei 2 Milliarden. Elo si mer bei 850, 880 Milliounen, wou ech gesot hunn: „Mir geheien an dat Dëppen, fir dat géigenzefinanzéieren ...“ Elo kann deen ee soen: „Dat ass fir eis keng Géigefinanzéierung.“ Dat ass schonn eng Géigefinanzéierung, well dës Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, ass net ugetrueden, fir d'Leit steierlech méi ze belaauchten, mee fir se ze entlaaschten. An an deem Kontext wäerte mer déi Inflatiounsberengungen, déi elo oplafe bis 2028, mat an dat Dëppen huelen, a fir eis ass dat en equilibrierte Pak.

Elo soen ech awer mat aller Bescheidenheet: Déi Reform, esou wéi se ugeduecht ass, déi jo net einfach eng Inflatiounsberengung vun enger Steiertabell ass, déi wäert sécherlech net esou an de legislative Prozess eragoen, wéi se herno och erausgeet. Dat muss een aushalen. Dat wäerte mer och maachen. An ech géif mer wënschen, dass mer dat zesumme mat der ganzer Chamber, mat der Zivilgesellschaft positiv, pragmatesch begleeden, fir dass mer dat 2028 hikréien. A wann do och e steierlechen Dechet ufält, da stinn ech derzou. An da steet dës ganz Regierung do derzou, well esou eppes, dat kritt een net hin, ouni eppes an d'Deppe ze geheien, well da behält een och – an dat ass dat, wat wichteg ass – de sozialen Zesammenhalt am Land net.

Ech kommen op dee Punkt vum Tubak. Jo, ech stinn als Finanzminister do derzou. Jo, ech stinn derzou, dass mer de Moment bal annerhalfe Milliard eleng un Akzisen um Tubak an den Zigaretten hunn. Ech stinn och derzou, dass dorop nach eng Kéier ronn 300 Milliounen TVA derbäi erakommen.

Wann aner Leit soen: „Dat do, dat ass net nohalte.“ Jo! Mee wann aner Leit soen: „Mir mussen d'Akzisen héijen“, da solle se och soen, wivill dass si da gären hätten, dass de Pak Zigaretten zu Lëtzebuerg soll kaschten. Ech mengen, da gehéiert dat och derzou. Wann aner Leit soen: „Déi Akzisen um Tubak, déi mussen an d'Luucht goen“, da muss se och kloer soen, wéi se déi Milliard – an déi wäert séier verluer goen – wëlle géigefinanzéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert mech mat dem Mandat vun dem Regierungsrout zu Bréissel an dem ECOFIN-Conseil – dat ass also d'Reunioun vun de Finanzministere – derfir asetzen, dass de Kritter vun der Kafkraaft vun de Leit, deen zu Lëtzebuerg natierlech vill méi héich ass wéi an anere Länner, net kann zrëckbehalen ginn, fir aleng oder deelweis de Präis vun den Zigaretten, vum Tubak, am Generellen den Akzisen, festzehalen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Well ech hunn dat an der Finanzkommissioun gesot: De Bäitrag, dee mir da géife leeschten als Lëtzebuerg, dat wier 0,40 % vun eise RNB, also vun eiser nationaler Wirtschaftsleeschtung, a bei deenen anere Länner wier dat 0,06, also 6,5-mol manner, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass.

A wa mer dee Kritter vun der Kafkraaft zrëckbehalen fir d'Akzisen, da muss ee jo net naiv sinn a mengen, dat géif net bei aneren, spréch zum Beispill bei der TVA, och vläicht eng Kéier spéider applizéiert ginn. An ech

mengen, et wier och net nohalte, wann den Auto zu Gréiwemaacher géif e gutt Stéck weider kaschte wéi déi Säit der Grenz zu Tréier.

Also, ech weess, dass dat hei elo net populär ass. Ech weess awer, dass ech dat am Interessé – an dat gëtt jo ëmmer gefuerdert – vun engem méiglechst equilibréierten Staatsbudget, da muss maachen. An zu Bréissel wäert ech do sécherlech net op Rouse gebett sinn. Dann zéie mer de Kapp eeben eng Kéier an an da maache mer dat.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Wunnengsmaat an zu „Soziales“. Ech fannen et luewenswäert, dass eigentlech unisono de Problem Logement mat ënnerschiddlecher Gewichtung ugeschwat gouf. Ech fannen et ganz luewenswäert, dass eng Chamber sech unisono mat dem sozialen Zesummenhalt, mat dem Schutz an der Stärkung vun deenen Äermste bei eis an der Gesellschaft ausernanergesat huet. Jiddwereen huet do aner Proposen. Dat ass jo och ganz luewenswäert.

De Logementsminister, den Här Meisch, dee sëtzt do. Jo, mir hunn zesummen am Februar 2024, zesummen iwwregens mat dem Secteur, gekuckt, e Moossnamepak op d'Been ze setzen, wou och eenzel steierlech Moossnamen dra waren, déi net waren, fir Kaddoen un d'Grousskapital ze maachen. Neen! Dat ware Moossnamen, déi op deem Moment derzou bäigedroen hunn, fir d'Demande erëm eng Kéier unzekerbelen.

Firwat? Well eeben eng ganz Rei Leit, och bedéngt duerch héich Zënsen, iwwerhaupt net méi op dem Wunnengsmaat aktiv gi sinn. A mir wëssen, an dat wëssen och déi Leit, déi fréier an der Regierung waren, dass eleng déi öffentlech Hand, sief dat de Staat, sief dat d'Gemengen, sief dat de Fonds du logement, sief dat d'SNHBM, déi 6.000 Wunnengen, déi opgefouert gi sinn, einfach net hikritt. Also brauche mer och de Privatsektor ënner senge verschiddene Formen, dass dee sech doranner involvéiert.

Gradesou kloer, wéi mer dat 2024 agefouert hunn, hu mer dat, iwwregens mat dem Konsens vun der ganzer Chamber, 2025 auslafe gelooss. Déi eenzeg Moossnamen, déi nach weidergefouert gi sinn, wat ass dat? Déi sinn, mengen ech, unanime gestëmmt ginn. Dat ass de Bëllegen Akt, dee mer op 40.000 Euro pro Person an d'Luucht gefouert hunn. A mir hunn d'Ofsetzbarkeit vun de Scholdzënsen agefouert, wann ee säin Eegenheem baut, wou iwwert déi éischte fénnef Joer bis zu 4.000 Euro Scholdzënsen pro Kapp an engem Stot kënnen ofgesat ginn. Déi Moossnamen, déi si bliwwen.

Mir maachen iwwert de Staatsbudget, iwwert déi sougenannten Dépenses fiscales, also steierlech Ausgaben ... Dat sinn 372 Milliounen Euro pro Joer, déi indirekt iwwert de Staatsbudget, zousätzlech zu de VEFA-Opkafterprogrammen, ausgi ginn, fir de Wunnengsmaat ze ënnerstëtzen.

Mir maachen och zum Beispill Rénovation énergétique. Et ass jo och awer elo net eng schlecht Noriicht, wann een héiert, dass am Bestand eng ganz Rei vun Haiser wiesselen. Firwat? Mee wann Haiser wiesselen – et gi Renovatiounen gemaach –, dann droe mer jo och dem Handwerkssektor Rechnung.

Grad wéi den Här Meisch an ech selwer an anerer an der Regierung der Meinung sinn, dass mer dat sougenannt Gesetz iwwert d'VEFAe mussen adaptéieren. Dat geet op 1976 zrëck. Dat ass kopéiert vun engem belschen Gesetzgebung vun 1971: d'Loi Breyne.

Mee wat heescht dat? Dass mer der Situatioun vun haut Rechnung droen, well d'Leit gewéinlech kafen, jo, wann iergendwéi de Gros-œuvre fermé ass, dat heescht, wann den Daach an d'Fënsteren dra sinn,

well se da gesinn, dass dee Projet, fir dee se sech interesséieren, och eppes gëtt, fir dass se net herno dosetzen an de Promoteur oder d'Baufirmaen, déi maache Faillite.

An et si beim Här Fayot, bei der Madamm Adehm a bei aneren déi sougenannt Housing Bonds ugeklongen. Selbstverständlech si mer op, fir dat ze maachen. Mir mussen eis an der Regierung koordinéieren. Den Här Meisch an ech selwer, mir wäerten op Basis vun deene sougenannten Defence Bonds en Avant-projet de loi ausschaffen, fir dass dann och d'Leit kënnen an de Wunnengsbau investéieren an dass dat steierlech begleet gëtt.

Well wat ass den Avantage dovunner? Wa mer do vun esou engem Housing Bond kleng Coupurë maachen – ech weess net, 1.000 Euro –, jo dann ass dat och fir den Normalspuerer eng Alternativ, deen net d'Méiglechkeeten huet, fir um Marché immobilier sech Immobilien unzeschaffen, déi natierlech vill méi en héije Wäert hunn, mee déi awer och vill méi eng grouss Contribution vun deem Einzelne mat sech bréngen.

Dat ass also eppes, wat mer maachen a wat, mengen ech, och an d'Richtung geet, wat den Här Bauler virdru gesot huet, déi Letta- an Draghi-Rapporten, dat heescht, dat ze maachen, wat an Amerika ass, nämlech dass mer de Spuerer, dee seng Depoten huet, och méi involvéieren an d'Gestaltung vun der globaler Economie.

Da wollt ech nach zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, agoen op déi Motiounen, déi vun der Sozialistescher Partei a vun dem Franz Fayot komm sinn. Dat diskutéiert selbstverständlech herno d'Chamber. Ech mengen och, dass et un der Chamber ass, dat ze diskutéieren, well dat en Deel vun dem Reglement vun der Chamber ass. D'Budgetsprozedur gradewéi d'pluriannuel Diskussioun ass eng Saach, déi vun der Chamber ass.

Ech soen Iech op jidde Fall am Numm vun der Regierung, an ech si jo do den Haaptconcernéierten als Finanzminister: Wann ee wëllt méi genau Aschätzungen hunn iwwert de Budget pluriannuel – wat an der Vergaangenheet, den Här Fayot huet dat gesot, eigentlech ni esou richtig war; et ass jo ëmmer iwwert de Pluriannuel ofgestëmmt ginn, mee en ass net richtig diskutéiert ginn –, sinn ech op do derfir. D'Prozedur an a wéi enger Form dat sollt gemaach ginn, dat mécht d'Chamber. Gradewéi ech op derfir sinn, dass d'Circulaire budgétaire, déi mer jo am Februar, Mäerz mussen deposéieren, am Virfeld mat der Chamber, an deem Fall der Budgets- a Finanzkommissioun, diskutéiert gëtt.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, hunn ech haut eng Rei vu Kriticken héieren. Ech hunn och vill Kriticken un Ausgaben héieren, déi ze héich wieren, oft awer manner Pisten héiere vu manner Ausgaben. Ech hu vill Beschreiwungen vu Problemer héieren, oft awer manner konkret Léisungen. Heiansdo – heiansdo, et war awer ganz moderat – e bëssen Ideologie, awer dann och duerfir oft manner Iddien.

Mir wëllen awer bei eise Matenee bleiwen. A fir op Äert Bild wou Poker e bëssen zrëckzekommen: Ech géif soen, mir, d'Regierung an domat d'ganz Land, hu gutt Kaarten. Mir hunn dräi Assen. Dat ass den Triple-A. A wa mer elo nach eisen Triple-S derbälleeën, da gewanne mer d'Zukunft, an dat ass nohalte eigentlech fir jiddwereen, wéi et och an dem Regierungsprogramm steet, vun engem Matenee vun enger staarker Wirtschaft an engem staarken Sozialstaat, virun allem vun engem Matenee vun eise Land a senger Leit.

An och viru Chrëschttag, Dir Dammen an Dir Hären, setze mir duerfir weeder op Wonner nach op Wetten. „Matenee wuessen“ setzt op e bessert Muer duerch

Liwieren haut an en Invest a Land, Leit a Betriber, en Invest an eise Mateneen an och an eise Lëtzebuerger Modell, deen net um Enn, mee virun allem weider um Ufank steet, gradewéi eist Land a seng Leit.

An duerfir soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn, datt eng Fro un de Minister do ass. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech weess net, ob et eng Fro ass oder Parole après ministre. Dat gesinn ech elo en fonction vun ...

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dat ass Demokratie.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech weess, Här Minister, Dir sidd do ëmmer ganz oppen. Nee, ech war e bësse perplex, well op där enger Säit sot Der ... Also, Dir hutt jo e bëssen net op dat geäntwert, wat am Fong op alle Fall mol mäi Reproche war, an ech mengen, net nëmme mäin heibannen. Dat sinn net déi Ausgaben, déi getäteg ginn, mee de Fait, dass Der net sot, wéi Der se géigefinanzéiert, respektiv dass se guer net am Pluriannuel drastinn.

An duerfir war ech dunn awer perplex, wou Der eis da grad de Reproche maacht, bei den Akzisen um Tubak géinge mer Iech dann net soen, wéi mir da géinge géigefinanzéieren, wa mer d'Akzise géingen eropsetzen. Ech wollt déi – awer e bëssen – Hypokrisie an där Demarche ënnersträichen.

An ech wollt awer och nach eng Kéier drop zrëckkommen a soen, dass souwuel mir wéi awer och aner Riedner heibanne wuel eng ganz Rëtsch Pisten opgezeechent hunn, wou een nach kéint Recetten hei am Staat erakriegen. Dat ass natierlech, wann ee géing op dem Kapital eng méi grouss Besteuerung maachen. Et ass natierlech och, wann ee géing endlech déi Mesüren ëmsetzen, déi schonn um Instanzewe eng ganz laang Zäit sinn, déi géint d'Spekulatioun géinge virgoen. Och an den Avisa waren eng sëllege vu Géigeproposen do.

Duerfir, déi lescht Remark mat „vill Ideologie a wéineg Iddien“, ech hunn dat e bëssen enttäuschend fonnt, grad vun Iech, Här Minister.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci fir déi Fro respektiv déi Replik. Ech soen nach eng Kéier: Bei de Militärausgaben – ech wëll dat konkret soen – si mir op 2 %, 2,1 %, 2,2 %. Dat ass e grouse Schrëtt vun deenen 1,3 %, wou mer nach am Budget 2025 waren, well ech mengen, wann alles richt leeft, misste mer eis 2025 schonns ëm déi 2 % RNB beweege. Et sinn eng Rei vu Commanden do. Dat ass de Wëlle vun der Regierung, fir dass mer bis un d'Enn ... Dir wësst, dass nach ka gebucht gi bis den 28. Februar. An ech kéint mer virstellen, dass mer do deem Zil méi no kommen.

Ech wëll awer gradesou kloer soen: Mir kënnen natierlech elo um Niveau vun de Militärausgaben Montanten drasetzen. Mee nach, mengen ech, ass et sënnavoll ... An ech mengen, ech hoffe jiddefalls, dass dat gedeelt gëtt vun der Chamber. Jo, mir hunn eng Rei vun direkte Militärausgaben. Mee fir de Rescht mussen mer awer och konkret Projekte fannen, fir dass mer déi Suen, déi iwwert d'Militärausgaben gezechent ginn, och sënnavoll am Interessé vun eise Land an nohalte am Interessé vun eise Land a senger Wirtschaft investéieren.

En zweete Punkt, an do si mer eeben e bëssen divergent, dat ass dee vun der Steuerreform, déi dann 2028 soll kommen, fir déi géigenzefinanzéieren. Ganz kriée

mer déi net géigefinanzéiert. Ech hunn Iech gesot, d'Inflatiounsberengung gëtt an d'Deppe gerechent. An anerersäits soen ech awer och gradesou kloer: Wann een untrëtt, och fir d'Leit ze entlaaschten, och fir de Leit méi Kafkraaft ze ginn, da kann een net deem engen eppes an déi lénks Täsch ginn an aus där rietser Täsch erëm erauszeien. Dat ass eppes, wat dës Regierung net wëllt maachen. A wa mer eis do net eens sinn, da muss ech dat esou do stoe loossen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Interruption par Mme Sam Tanson)

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt nach eng Kéier d'Wuert, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, mir sinn an ... Och ech ka soen, dass mer an enger Demokratie sinn, ...

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... an ech hunn absolutt d'Recht, nach eng Fro ze stellen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Absolutt.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... Här President, laut eisem Chambersreglement. Meng Fro ass dann awer déi: Dat heescht, wann ech Iech elo richtig verstanen hunn, Dir sot, mir brauche keng zousätzlech Géigefinanzéierung, da kënt déi Steuerreform, egal wéi, och wa se da gegebenefalls integral muss iwwert den Defizit finanzéiert ginn.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | An der Vergaangenheet, Madamm Tanson ... An et ass een, deen et elo gesot huet: Ech mengen, 2014 war déi leschte Kéier, wou den Zentralstaatsbudget am Iwwerschoss war.

(Interruption par M. André Bauler)

2018 an 2019. Ech kann dat awer och ëmdréinen. Ech hu virdru gesot, en Defizit, deen explizéiert sech. Ech hu gesot, den Defizit beinhalt, ënner anerem, 500 Milliounen méi Ausgaben un Investitiounen. Wann Der mol eng Kéier beim Defizit erausrechent, wat un Investitiounen kënn, da si mer bei 4,5 Milliarden Investitiounen, déi an dësem Budget matbeinhalt sinn. Also fir einfach ze soen, mir finanzéiere Steuerreformen iwwer Defiziter, ech mengen, dat ass an deem Sënn net ganz gerecht.

Dee Projet vun der Steuerreform, dee gëtt am Januar deposéiert. Jiddweree seet zum Inhalt vun där Reform, wat e mengt, wat ubruecht ass. A wann déi gréng Partei der Meenung ass – an de Moien ass Iech jo vum Här Zeimet déi Fro à itératives reprises gestallt ginn –, déi Steuerreform soll net 2028 kommen, da seet se dat. Dann huele mer dat zur Kenntnis an et ass eng Majoritéit, déi iwwert déi Steuerreform le moment venu wäert befannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss. Mee ier mer zum Vott iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2026 kommen, mussen mer nach fir d'éischt de Projet de loi 8556 iwwert de Compte général vum Exercice 2024 diskutéieren an ofstëmmen.

3. 8556 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2024

Mir géngen also elo zu deem Projet de loi 8556 iwwert de Compte général vum Exercice 2024 kommen. Hei hu mer eng Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Dat heescht, de Rapporteur huet 10 Minuten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit, wa se da

wëllt, 5 Minuten, d'Regierung 10 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Exécution budgétaire

M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Budgets-exercice gehéiert och alljoers e Rapport zu de Konte vum Joer virdrun. Am Budget fir d'Joer 2026 ginn dann och ënner anerem d'Konten aus dem Joer 2024 clôturiert. Och wann dat Joer natierlech schonn e bëssen zrëckläit, sou ass et awer net laang hier.

D'Joer 2024 war dat éischt vollt Joer, wou déi nei Regierung am Amt war. An dat mécht et mer dann als Rapporteur och e bësse méi licht, fir déi Konten ze kommentéieren. Och am Joer 2024 ass déi lëtzebuergesch Economie nach net esou wéi virausgesot gewuess. Déi europäesch Wirtschaft dréint säit der Covidpandemie méi lues an och am Joer 2024 hat se de Rebond nach net gepackt, dëst mat engem direkten Impakt op Lëtzebuerg.

Bei de Budgetsaarbechte war fir d'Joer 2024 vum engem Wirtschaftswuesstem vum 2 % ausgaange ginn. Haut wësse mer, dass d'Economie an deem Joer just ëm 0,4 % gewuess ass. D'Inflatioun esouwéi d'Evolutioun beim Chômage hunn änlech zu de Previsiounen aus dem Budget evoluéiert. Den Emploi ass manner staark wéi virausgesot geklommen: nëmmen 1 % amplaz 1,3 % wéi virausgesot.

Elo zu de Staatskonten. Mir hunn op dëser Plaz virun engem Joer nach missen en Defizit vu ronn 1,4 Milliarden Euro fir d'Joer 2023 stëmmen. Mee mir gesinn elo, dass d'Zuele fir d'Joer 2024 besser evoluéiert hunn. D'Joer 2024 konnt mat engem positive Resultat vun 1,4 Milliarden ofgeschloss ginn. Um Kont stounge fir d'Joer 2024 Recettë vu bal 28 Milliarden Euro. Dat waren 1,35 Milliarden méi wéi bei de Previsiounen vum Budget virausgesot, e Plus vu 5,1 %. Bei der Betriebssteuer goufe 650 Milliounen Euro méi erageholl, wéi am Budget 2024 geschat. Dat hu mer op dëser Plaz schonn e puermol diskutéiert. Dat ass e Surplus, deen haaptsächlech vum engem Betrieb kënn, dee während der Coronapandemie Rekordgewënner realiséiert huet. Dat huet sech natierlech dann och op hir Steuern 2024 repercutéiert. Donieft hunn och d'Benefisser aus dem Finanzsektor besser evoluéiert wéi geplangt, mee och d'Recetten aus der Steuer op de Kapitalrevenue wéi déi vun der TVA hu besser evoluéiert wéi virausgesot: e Plus vun 240 respektiv 217 Milliounen Euro. Par contre goufen d'Recetten aus der Akommessteuer iwwerschatt. Hei si ronn 95 Milliounen Euro manner erakomm, wéi virgesi war.

Bei den Depensë lounge d'Previsiounen méi no un den tatsächlechen Ausgaben. Am Joer 2024 si ronn 280 Milliounen Euro manner ausgi ginn, wéi dat virausgesot gi war, e Minus par rapport zu de Previsiounen vun 1 %. Et sinn awer och Depensen, déi méi héich ausgefall sinn, zum Beispill d'Acquisitiounen vum Staat um private Marché. Hei war et par rapport zu de Previsiounen e Plus vun 147 Milliounen Euro. Och bei de Contributiounen vum Staat bei de Mutualitéite si 84 Milliounen Euro méi wéi ugangs geduecht ausgi ginn.

Här President, de Budget pour ordre regroupéiert déi öffentlech Gelder, déi de Staat assammelt, fir se un Drëttpersounen weiderzeginn. An dësem Budget sollen also déi Sue regroupéiert ginn, déi just duerch d'Staatskeess fléissen. Dëse Budgetsposte sollt also

theoreetesch ausgeglaach sinn, war en awer net. Och am Joer 2024 ass de Budget pour ordre am Desequilibrium. Et fënnt sech en Excedent vun 20,7 Milliounen Euro. A menge viregte Riede sinn ech drop agaangen, firwat et net gutt ass, wann dësen Desequilibrium ze grouss gëtt. D'lescht Joer konnt ech hei schonn ukënnegen, dass d'Regierung sech bereet erkläert huet, heidrun ze schaffen. Dofir begrëssen ech och, dass de Budget pour ordre mam Budget fir d'Joer 2026 elo soll ewechfalen. Den neie „Budget pour compte de tiers“ wäert direkt am Staatsbudget integréiert sinn an esou och fir méi Transparenz kënnen suergen.

Wat d'Transferts de crédits ugeet, sou sinn dës op der Basis vum Artikel 18 vum Kontabilitéitsgesetz vum 1999 méiglech. Dëst Gesetz erlaabt et, Kreditter, déi gestëmmt goufen, fir e bestëmmte But ze erfëllen, anerwäerts ze benotzen, dëst awer no bestëmmte Krittären a kloer definéierte Reegelen. Et ass wichtig, dass dës Transferte gutt motivéiert ginn. Als Comexbu wëlle mer hei och nach eng Kéier drop hiweisen, dass et sech heibäi ëm eppes Spezielles handelt. Bei den Transferts de crédits handelt et sech jo am Fong ëm eng Derogatioun par rapport zum Prinzipp vun der Spécialitéit du budget. Dofir ware mer der Meenung, dass et hei net geet, dass déi Motivatiounen a Form vu standardiséierten Demandë quesch duerch déi verschidde Ministären ausgeschafft ginn. An och do-robbet solle mer an Zukunft weider pochen. Hei gëtt mat öffentleche Gelder geschafft, an et ass wichtig, dass dës net einfach kënnen hin- an hiergeschubst ginn.

Genausou wichtig ass et, dass d'Ministère sech un d'Limiten aus dem Budget halen. Am Joer 2024 si 794 Milliounen Euro méi ausgi ginn, wéi déi verschidde Budgetsartikelen et virgesinn haten, dorënner 259 Milliounen Euro bei den Dépenses en capital. De Budgetsminister huet d'Méiglechkeet, verschidde Budgetsartikelen als „crédit non limitatif“ ze libelléieren. D'Budgetgesetz definéiert hei ganz kloer Krittären, ënner wéi enge Konditiounen dëst méiglech ass. Als Comexbu – an dat ass och eng Recommandatioun – géife mer gären der Regierung recommandéieren, eng Analys duerchzeféieren, ob allegueren d'Budgetsartikelen, déi als Crédit non limitatif libelléiert sinn, och de Krittären aus dem Gesetz entsprechen. Mir sinn der Meenung, dass dës Depassementer net einfach esou kënnen benotzt ginn an der Regierung soumat eigentlech fräi Hand loossen. Ech mengen, d'Parlament sëtzt all Joer laang zesummen, fir de Budget ze diskutéieren, an dofir soll och d'Regierung sech esou wäit wéi méiglech un d'Reegelen halen.

D'Spezialfongen hate Recettë vun 8,6 Milliarden Euro. Dat waren 283 Milliounen Euro méi wéi am Budgets-projet virgesinn. D'Fongen hunn awer och Depensë verursaacht. 8,83 Milliarde waren et fir d'Joer 2024, a se louchen ganz licht iwwert den Zuelen aus dem Budgets-projet. Och hei betoune mer, wéi och schonn an de viregte Joren, dass eng Necessitéit besteet, d'Depensë vun deene verschidde Fonge besser duerze-stellen, dëst, fir eng méi déifgräifend Analys kënnen ze erméiglechen. Beispillsweis beim Fonds pour la protection de l'environnement oder dem Fonds pour l'emploi ass et ouni eng opgeschlëselt Ventilatioun onméiglech, d'Depensë vun deene verschidde Projeten ze bewäerten.

Eng lescht Constatatioun, déi ech wëll abrëngen, wier déi ronderëm d'Aarbechte vun der Regierung zesumme mat der OECD ronderëm eng budgetär Reform. An do hu mer och de Mëtte schonn am Kader vun der Budgetsdebat driwwer geschwat. Dir wësst, doranner integréiere sech och d'Adaptatiounen fir eng Budgetisation par objectifs, déi jo op Basis vu qualitativen a quantitativen Indicateure soll benotzt ginn.

An der Comexbu ware mer eis eens, fir och weider dorobber ze schaffen an am nächste Joer, am léifsten zesumme mam Finanzministère a mam Statec, déi jo och um PIBien-être schaffen, do weiderzekommen. Hei kéint ee kucken, dass ee vläicht nach weider Indicateuren an d'Budgetsprozedur erabrénge kéint a wéi ee sech dann och an Zukunft ka weider Moyene ginn, fir déi eege Politicken ze moossen an ze evaluéieren. Mee op alle Fall, dass déi éischt Indicateuren am Budget 2026 stinn, ass eng gudd Saach, fir eng besser a méi faktebaséiert Politik an Zukunft ze garantéieren. Dofir nach eng Kéier am Numm vun der Comexbu e grouse Merci.

Här President, deposéiert gouf de Gesetzesprojet iwwert d'Staatskonten den 30. Juni 2025 vum Finanzminister. De 7. Oktober huet d'Comexbu mech am Kader vun eiser Kommissiounssëtzung zum Rapporteur ernannt. Den 10. November 2025 huet de Finanzminister de Gesetzesprojet der Finanz- an der Budgets-kontrollkommissioun virgestallt. An der nämmlecher Reunioun hu mer och den Avis vum Staatsrot analyséiert. De Staatsrot huet keng Beanstandunge gehat par rapport zum Projet. An an der Sëtzung vum 8. Dezember konnte mer dunn de Rapport unhuelen.

Här President, 2024 war ekonomesch entgéint de Previsiounen keen einfacht Joer. Mir stëmmen haut awer net d'Previsiounen, mee de Kont vum Joer 2024. An dee stëmmen mer och als LSAP mat, well et sech hei ëm en technesche Vott handelt, wat d'korrekt Natur vun deem Kont do ugeet. Dat wëll net heeschen, dass mer domadder déi politesch Orientatioun vum Budget 2024 ex post u sech guttheeschen. Mir hunn dee Budget net matgestëmmt, an dobäi bleift et och. Mee dat erlaabt et mer dann als Rapporteur hei net desavouéiert ze ginn op engem Projet, deem ech hei muss selwer presentéieren.

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

An déi éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Merci, Här President. An och merci dem Här Fayot fir säin exzellente Rapport. Ech mengen, mir haten dat an der Comexbu déi lescht Kéier diskutéiert an och déi Konten analyséiert. An ech wëll elo hei guer net laang ophalen. Ech mengen, mir hunn e chargéierte Programm. Dofir ginn ech heimat direkt den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Här Keup. A, pardon, den Här Bauler nach virdrun. Dir waart net ageschriwwen, Här Bauler, mee Dir kritt awer d'Wuert an der Reiefolleg.

M. André Bauler (DP) | Pardon. Ech maachen et och relativ kuerz. Ech wëll just soen, dass mir als demokratesch Fraktioun begrëissen, dass d'Regierung entscheet huet, an all Budgetsgesetz déi autoriséiert Emprunten, déi geneemegt Emprunten, déi awer net benotzt ginn, dann ze annulléieren. Déi nei Approche erlaabt et dann effektiv, méi Transparenz ze hunn an domadder eng besser Iwwersiicht ze hunn iwwert déi effentlech Finanzen. Voilà, dat war et schonn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. An och merci dem Här Fayot, dem President vun der Kommissioun. A mir ginn och eis Zoustëmmung dozou.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. D'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech soen natierlech och dem Rapporteur villmools Merci fir déi gudd Aarbecht an ech ginn och d'Zoustëmmung vun deene Gréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et wär u sech wichteg, dass mer déi Transfert-de-crédite vill méi transparent géifen oppeleëen, zum Beispill duerch d'Publikatioun um Open-Data-Portal vun der Regierung, wou dann och jiddweree kéint retracéieren, wéi de Budget u sech vum Ufank vun der Exekutioun bis zum Schluss evoluéiert huet. An dat wär eppes, woumat mer wierklech Transparenz géifen am Budgetprozess schafen. Dofir nach eng Kéier Merci och un de Rapporteur fir d'Presentatioun an déi Recommandatiounen.

Et muss ee ganz kloer soen: Dat heissen ass en techneschen Akt. Dofir gi mer och eis Zoustëmmung. Dat heescht awer nach ëmmer net, dass mer mam Budget vum leschte Joer averstane waren. Ech sinn do ganz beim Här Fayot, dass mir definitiv aner politesch Prioritéite gesat hätte wéi déi, déi exekutiert goufen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Wéi den Här Clement et gesot huet: Et ass en techneschen Akt, deem d'Deputéiert net engagéiert, wa se deem zoustëmmen, wéi mir dat och wäerte maachen, déi viregt Budgeten ze akzeptéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

D'Regierung hätt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech maachen dat och gär ganz kuerz, Här President. Merci dem Rapporteur fir seng Suggestiounen am Numm vun der Kommissioun.

Zum Budget pour ordre: Dat hutt Der gesinn, do huet d'Regierung scho Rechnung gedroen, dass et kee Budget pour ordre eigentlech méi gëtt, mee e Budget pour compte de tiers. Deem ass also Rechnung gedroen.

Den Transfert vun de Budgetskreditte: Do sinn an 18 Fäll d'Justifikatiounen, déi net do waren. Mee de Finanzministère ass iwwert d'Zäit schonn, och viru menger Zäit, mat anere Ministère do engagéiert. 2022 hate mer 28 Fäll, wou net richteg motivéiert war, 2023 20 Fäll an 2024 nach 18 Fäll. Also där Suggestioun gëtt verstärkt Rechnung gedroen.

D'Dépassementer vu Kreditte: Och do schaffe mer drun. Ech mengen, dat ass eng legitim an och am Sënn vun enger transparenter Virstellung vun engem Budget eng gudd Recommendatioun. Och d'OCDE huet eis do Recommendatiounen gemaach a mir huelen dat eescht a mir setzen dat am Kontext vum nächste Budget ëm.

An dann ass nach ee leschte Punkt, dass ass dee mat de Fonds spéciaux. Also, ech si Finanz- a Budgetsminister, mee ech soen dat ganz éierlech: Bei verschiddene Fonge fannen ech mech selwer als Finanzminister net erëm, an dat ass reell schwierig, besonnesch an der Diskussioun vun de Contradictiounen. An ech mengen, do muss mer einfach higoen, dass een do zesumme mat de Ministère d'Presentatioun vun den Dépense méi detailléiert mécht, wéi dass een einfach eng Linn

do schreift an et weess een net aus der Linn selwer, wat dorënner fält a wat net dorënner fält.

Dann, merci fir déi grouss Zoustëmmung zu deem Kont.

M. Claude Wiseler, Président | Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Pardon, Här President, erlaabt mer just, der Chamber an dem Här Minister zouzesécheren, dass mir natierlech och eisen Accord ginn. Ech hat dat virdrunner vergiess.

(Exclamations)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler.

Éier mer elo zur Ofstëmmung iwwert dese Projet de loi kommen, géng ech nach eng Kéier froen, dass Der sollt checken, ob Der alleguer ageloggst sidd, well et deen éischte Vott vun haut de Mëtten ass. Wann dat de Fall ass, da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8556 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8556³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8556 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass ... Hei op mengem Ecran steet 57, mee ech hunn zwou Meldungen, wou den Ecran net gaangen ass. Dat heescht, ech ginn dovunner aus, dass déi och mat Jo gestëmmt hunn. Dat heescht: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dese Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun eestëmmegeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galls, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Stéphanie Weydert), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Franz Fayot), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026 [...]

8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029 (suite)

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2026, de Projet de loi 8600. Den Text steet am Document parlementaire 8600¹⁰.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8600 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmen och hei op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 34, Nee: 25, Abstention: 0. Dëse Projet ass also ugeholl mat 34 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmme bei kenger Abstention.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Franz Fayot), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

Motions

An dann hätte mer nach zu deem Projet dräi Motiouen, déi deposéiert gi sinn.

Motion 1

Déi éischt Motioun, dat ass d'Motioun vun der Madamm Bofferding. Dat ass déi, déi elo virun enger Tonn verdeelt ginn ass, well den éischen Text, dee verdeelt gi war, war net dee richtegen. Madamm Bofferding, Dir wëllt d'Wuert huelen.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, genau, Här President. Et war e klengen Test, fir ze kucken, ob déi Motiouen, déi deposéiert ginn an ausgedeelt ginn, och gelies ginn. An Dir hutt den Test net bestanen, well et ass kengem opgefall, dass et en anere Projet de loi ass. Mee kuckt et positiv, esou hutt Der schonn eng Motioun, déi mer muer wäerten deposéieren. Dann hutt Der genuch Zäit, dat schonn ze liesen.

Hei ass déi Motioun, wou ech de Moien d'Regierung opgefuerdert hunn, sech Gedanken doriwwer ze maachen, fir nei Recettë sichen ze goen. Dat ass déi ganz Diskussioun ronderëm d'Géigefinanzéierung. Virun huet de Minister nach drop higewisen, dass mir eis sollte Gedanke maachen, wéi mer da wëlte vun den Tubakakzisen ewechkommen, wa mer wëlte dann do nei Recettë generéieren.

Mir sinn der Meenung, dass d'Regierung sech hei soll Gedanken maachen, eng Strategie ausschaffen, och

déi aktuell Recettë soll evaluéieren, an dat awer och zesumme mat der Chamber. Mir sinn och bereet, do eng Hand mat unzepaken. An eeben hei déi Opfuerderung, einfach mol Pisten op den Dësch ze leeën an dann ze kucken, wou ee sech do och politesch kann eens ginn, fir eeben nei Recetten ze generéieren an eeben all déi Projeten, déi solle kommen, kënnen géigefinanzéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Ech gesinn d'Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Mir hunn déi heite Motioun och gekuckt. Mir sinn der Meenung, et soll ee se net unhuelen. An ech erklären Iech och direkt firwat.

E Suivi budgétaire, dee gëtt souwisou gemaach. Dee maache mer all dräi Méint, d'Finanzkommission zesumme mat der Budgetkontrollkommission. Dat heescht, dat leeft souwisou.

Dir schwätzt vun enger Analys vun den Ausgaben. Och dat gëtt gemaach, well mir hu reegelméisseg de Suivi des grands projets an der Comexbu, wou ganz genee gekuckt gëtt, wou mer mat den Ausgaben dru sinn, ob mer on track sinn oder net on track sinn. Dat heescht, dat ass eppes, wat och scho gemaach gëtt.

An da schlussendlech schwätzt Der iwwert d'Diskussion budgétaire. Et ass esou, dass mir haut am Kader vun eisen Diskussiounen iwwert de Budget scho ganz vill Diskussiounen gefouert hunn, soudass mir eigentlech der Meenung sinn, dass déi heite Motioun superferetatoire ass.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm.

(Interruption par M. Sven Clement)

Also mir schwätzen iwwert déi Motioun, déi d'Madamm Bofferding ausgedeelt huet virun enger Stonn ongeféier. D'Nummer 1, déi nei Versioun.

(Interruptions)

Ok. D'Wuert huet den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech weess elo net ganz, ob ech op d'Argumenter vun der CSV-Riednerin soll agoen, déi, mengen ech, hei wirklech eng aner Motioun virgelies huet wéi dat, wat hei steet, oder ob ech soll zur Motioun schwätzen. Mee hei geet et, mengen ech, wirklech drëm, sech eng Strategie ze ginn, fir nei Recetten ze detektéieren, duerno ze sichen. Dat ass eppes, wat een nëmme ka begrëssen.

Duerno muss een natierlech e politeschen Debat driwwer hunn, ob een eng Majoritéit fir déi nei Recettë fënn oder net. Ech mengen, am Kader vun der Transformation numérique hu mer scho méi wéi eng Kéier hei op der Tribün eng KI- oder eng Robotersteuer gefuerdert, eppes, wat jo och scho vun der Europäescher Kommission, ënner anerem vun enger CSV-Kommissarin deemools, an d'Gespréich bruecht gouf. Deementspriedchen verstinn ech elo net, wéi ee sech esou enger Rechercheaarbecht ka verschléissen.

Hei ass wirklech eppes, wou nach keng Decisioun geholl gëtt. Well enger Decisioun kéinte mer zu dësem Zäitpunkt net zoustëmmen. Mir sinn awer absolutt dofir, datt ee mam Wandel, mat der Zäit muss goen a sech och nei Piste muss ginn, wéi een an Zukunft de Staatsbudget géif finanzéieren. Den Här Roth huet et virun hei gesot: Wann zum Beispill d'Tubaksrecetten erfoginn, wann d'Akzisen erfoginn um Bensinn, da muss mer déi Lächer am Budget jo iergendwéi stoppen. An nei Scholde kënnen net d'Antwort sinn, dofir

musse mer no nei Recettë kucken. An dofir, mengen ech, ass déi Motioun hei absolutt ze begrëssen. A mir wäerte se op alle Fall matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Den Här Keup an d'Madamm Tanson.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Effektiv hat ech och e klengen Doute, wéi ech déi éischt Versioun gelies hu vun der Motioun. Ech hunn alt geduecht: „D'LSAP wäert jo awer elo hei net déi falsch Motioun ausgedeelt hunn.“ Duerfir hu mer och näischt gesot.

(Hilarité)

Déi ass da fir muer. Déi heite Motioun, do hunn ech awer och eng Partie Schwierigkeeten domadder. Déi éischt ass déi, dass hei esou ugeholl gëtt, wéi wann déi Recettë géifen ewechfale vum Tubak – oder vum Bensinn. Ech weess net méi, ob dat elo drasteet, mee vum Tubak emol. Woubäi ech mol dervun ausginn, dass mer eis onbedéngt mat allen Hänn a Féiss mussen dergéint wieren, dass déi ewechfale. An duerfir wëll ech hei net scho virgräifen op eppes, wat nach guer net decidéiert ass. Wa si dat gären hätten, da solle se sech waarm undoen, well mir wäerten derfir kämpfen, dass mer déi Sue behalen.

An déi zweet Saach ass déi, dass et hei awer trotzdeem ëm e „renforcement des recettes“ geet. Dat heescht, de Staat, dee soll hei no neie Méiglechkeete sichen, fir Geld eranzekréien, wat eigentlech jo souwisou am Staatswies selwer läit, dass de Staat ëmmer iergendwéi kuckt, wou en nach ka Suen eranhuelen. Et brauch een also net onbedéngt eng Motioun.

An ech géif och soen, dass de Staat och nach eng drëtt Méiglechkeet huet, amplat méi Suen anzezeien oder Präten opzehuelen. An déi drëtt Saach ass déi, fir mol vläicht bei den Ausgaben e bësse méi lues ze maachen a fir do verschidde Punkten ze spueren. An dat soll een och considéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Jo, ech sinn och net ganz sécher, ob elo jiddwereen hei iwwert dee selwechten Text schwätzt. Mee op alle Fall begrëssen ech natierlech déi Demarche vun der LSAP, well se geet genau an déi Richtung, déi mir och hei ënnerstrach hunn. An do geet et net drëm, a virun allem net prioritär drëm, dass verschidde Recetten eventuell ewechfale, well et Diskussiounen gëtt op europäeschem Niveau. Et geet virun allem mol drëm, dass verschidde Recettë wäerten ewechfale, well d'Regierung dat esou decidéiert huet.

An do stellt sech natierlech d'Fro, wann ee seet: „Jo, mir fannen dat eng guut Saach, dass mer verschidden Ongerechtegkeeten aus dem Steuersystem eraushuelen, mee dat huet en enorme Käschtpunkt“, d'Ursach d'ailleurs, firwat Är Virgänger vun der DP ëmmer gesot hunn: „De Budget gëtt dat momentan net hier, et ass kee Sputt do“, dass een da seet: „Ok, mee wann de Sputt net do ass a wa mer net wëllen d'Leit zousätzlech belaachten am Kader vun där Steuerreform, da muss mer kucken, ob et iergendwou anescht nach vläicht Recettë gëtt, déi ee kann andreiwen.“

An ech sinn awer bass erstaunt, dass dat elo just soll eng Prerogativ vun der Regierung sinn an d'Chamber do net och e Wuert matzeschwätzen huet, wat d'Chamber d'ailleurs an der Vergaangenheet och scho méi wéi eng Kéier gemaach huet, fir ze kucken, wat aner Possibilitété sinn. Dofir fanne mir dat heiten u sech ganz, ganz positiv a mir wäerten dat mat ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir hunn haut dee ganzen Dag driwwer geschwat, datt Lëtzebuerg vis-à-vis vu groussen Erausforderunge steet a ganz ville Beräicher an datt een dat muss virfinanzéieren. Well dat, wat een elo haut investéiert, notament an der Klimafro, mee och an de soziale Froen, an den infrastrukturelle Froen, dat sinn och Suen, déi een an der Zukunft u sech net méi esou muss ausginn, well et sinn Investitiounen fir d'Zukunft.

A bon, mir wëssen, datt mer dann och en Abroch an de Recetten hunn, notament wann och nach eng Steuerreform kënnt, och wat d'Besteuerung vun de Betriber ugeet. An dofir fanne mir och déi Propos an déi Motioun vun der LSAP interessant, well et kéint eis erlaben, wat mer bei enger Budgetsdebatt u sech net kënne maachen, och aus Zäitgrënn net – op jidde Fall mir net –, datt ee kéint eng Diskussioun féieren: Wéi kënne mer dat finanzéieren, wat mer wëlle finanzéieren hei am Land? A wou gi mer dann och d'Sue sichen?

Well de Mantra – dat ass dee liberale Mantra –, dat ass leider ëmmer dee vum Spueren. Et muss ee spueren goen. An da muss een och ganz kloer soen, wou een da wëllt spueren goen. A wann e Staat ufänkt mat spueren, geet dat meeschtens zuongonschte vun de Leit, déi sech am mannschte kënne leeschten. Dat dierf een net vergiessen.

Also wier et eng ganz wäertvoll Debatt, déi ee kéint féieren. Dofir ënnerstëtze mir dat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech gesi soss keng weider Wuertmeldung zu dëser éischter Motioun. Da géng ech d'Auteure froen, ob se nach eng Kéier wëllt eppes soen.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, ech wëll just preziséieren, Här President, well ech mer sécher sinn, dass Der elo dee richtegen Text kritt hutt. An awer hunn ech d'Gefill, dass nach hei iwwer en drëtten Text diskutéiert gëtt, well effektiv d'Argument vum Superfétatoire kann ech awer elo wierklech net novollzéien.

Nach eng Kéier, et geet drëms, fir nei Weeër, nei Pisten, nei Reflexiounen iwwert d'Recetten unzgoen. Dat gëtt an enger ganzer Rëtsch vun den Avisen, notament nach vun der Cour des comptes, gefuerdert, déi soen: „Maacht Iech hei Gedanken!“ Mir strecken als Opposition Iech hei d'Hand aus, fir zesummen deen Defi unzgoen, fir zesummen déi Reflexiounen och ze maachen. An da fannen ech et schued, dass Der net dorobber agitt an dass Der einfach dat hei nidderschmettert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

An da géng ech d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Taina Bofferding zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 39. Dës Motioun ass also mat 39 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur zweeter Motioun vun haut, an zwar der Motioun vum Här Franz Fayot. Här Fayot, wëllt Dir d'Wuert elo huelen oder duerno? Duerno. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Wann den Här Fayot an den Här Engel domadder d'accord wieren, géng ech proposéieren, dass mer déi dote Motioun an d'Finanzkommissioun huelen, fir doriwwer ze diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Wie wëllt dozou nach d'Wuert huelen? D'Madamm Tanson, den Här Clement.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech fannen dat eng ganz gutt Propos, well ech denken, dass een hei awer da muss kucken, wann een dat dote géng maachen, wat ech interessant fannen, wéi een et mécht. Well eleng d'Debatten haut hu gewisen, dass een de Budget net ka lassgëléist vum Pluriannuel diskutéieren.

Dat heescht, wa mer elo eng Situatioun hätten, wou mer haut géngen e Budget debattéieren a mir wësstet net den Impakt à moyen terme op déi verschidde Mesürene, da wier dat och schwier. Dat ass eng interessant Propos, déi de CNFP gemaach huet. Mir haten déi och an der Kommissioun mat hinnen diskutéiert. Si hu gesot, si hätten déi scho méi wéi eng Kéier gemaach. Mee ech géng et wierklech sénnvoll fannen, wa mer eis da géngen iwwerleeën, wéi een dat kéint esou maachen, dass d'Budgetsdiskussioun net just eng ass iwwert déi nächst zwielef Méint, mee awer e bëssen à moyen terme och ka gekuckt ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Dat heiten ass eng ganz interessant Propos. Ech fannen et och gutt, datt mer dat an der Kommissioun nach eng Kéier kënne diskutéieren, well dat wär dann och de Moment, fir sech nach eng Kéier d'Wuert ze ginn, fir an Zukunft och erëm den Artikel 100 aus eisem Chambersreglement ze applizéieren, deen u sech virgesäit, datt bei der Ausarbechtung vun der Circulaire budgétaire de Minister schonn eng Kéier an d'Chamber kënnt an d'Finanzkommissioun domat abënnt an an hirem Avis nolauschtert. Well dat ass eppes, wat et an der Vergaangenheet gouf, wat iergendwann eng Kéier vergiess gouf an den Annale vun der Chamber. An och dat géif, mengen ech, zu der Lisibilitéit herno vum Budget bäidroen, wann d'Chamber fréizäiteg agebonnen ass.

An, soyons fous, wa mer schonn iwwer Reforme vun esou eppes schwätzen, kéint ee sech jo souguer virstellen, datt een et änlech wéi an anere Länner géif

erëm no Kapitelen diskutéieren an net méi nëmmen de Budget en tant que tel als ee Pak diskutéieren, mee tatsächlech erëm fachbezunn. Dat géif sécherlech och zu méi liewegen Debatte féieren, wou een da vläicht a méi kuerze Bäitrag déi jeeweileg Theeme kéint belichten anstatt de Budget als grouss Ganzt.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Sinn nach aner Wuertmeldungen dozou do? Dat ass net de Fall. Da géng ech den Här Fayot froen, ob e mat där Proposition d'accord ass.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, ech mengen, dat ass eng gutt Initiativ, fir dat an d'Kommissioun ze verweisen. Da kënne mer dat do diskutéieren an da kucken, wa mer weider domat maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

Da géng ech d'Chamber froen, ob se d'accord ass, dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Déi, déi domadder d'accord sinn, sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dës Motioun Nummer 2 ass also à l'unanimité an d'Kommissioun iwwerwisen.

(La motion 2 de M. Franz Fayot est renvoyée à la Commission des Finances.)

Motion 3

An da komme mer zu der drëtter Motioun, déi och vum Här Franz Fayot deposéiert ginn ass. Den Här Fayot wëllt duerno schwätzen. Wie wëllt heizou Stellung huelen? D'Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci. Ech géng proposéieren, dass mer déi doten och an d'Kommissioun huelen. Mir si mam Prinzipp dovunner d'accord. Mir proposéiere just, se an d'Kommissioun ze huelen, fir sécher ze sinn, dass mer wierklech alleguerten iwwert déi selwecht Saach schwätzen, an och fir ze kucken, ob een net eventuell misst d'Ëmweltkommissioun mat associéiere bei deenen doten Diskussiounen. Mee vum Prinzipp hier si mer wierklech domadder averstanen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Wie wëllt heizou nach Stellung huelen? Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, mir kënne dat an d'Kommissioun ginn. Ech sinn awer och hei mat verschidde Saachen net wierklech averstanen. Bon, Dir kënnt Iech dat virstellen, wann do eppes steet wéi „budgetisation verte“, da gi bei mir d'Alarmklacken un.

(Interruptions et hilarité)

A wann do och nach steet „fiscalité écologique“, o, da gëtt et geféierlech. Do gëtt gären am Numm vun iergendeppes de Leit dann d'Geld aus der Täsch gezunn.

De Punkt ass awer deen, fir elo eng seriö Saach nach ze soen: Dat gesäit een och beim Green Deal um europäeschen Niveau. Et ass net ëmmer ganz kloer, wat wierklech mat „gréng“ an deene Saache gemengt ass a wat net mat „gréng“ gemengt ass. An ech mengen, dat ass eppes, wat mer och an der Kommissioun da musse consideréieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, mir fannen dat hei natierlech eng gutt Initiativ vun der LSAP, zemools



well dat och nach gëschter vum Rapportier jo och an de Vierdergrond gestallt ginn ass. Ech fannen et och begrëssenswürdig, dass d'Opposition, d'Majorität, pardon, dat vum Prinzip hier ...

(Hilarité)

... dat vum Prinzip hier gutt fënn, d'autant plus, well effektiv de leschten Tiert seet: „à mettre en place, dans le cadre d'une approche de budgétisation verte, une fiscalité écologique cohérente et progressive“. Ech si ganz paff. Ech hat geduecht, nei Steiere géingen net a Fro kommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Jo, Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Ech hunn deem weider näischt bäizefügen, ausser datt ech mech driwwer gefreet hätt, wann hei einfach nëmme gestanen hätt: „ayant un impact sur l'environnement“, an net nëmme „négaatif“, well et gëtt jo och Mesüren, déi e positiven Impakt hunn – oder Dépenses fiscales, déi e positiven Impakt hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Den Här Wagner huet nach d'Wuert gefrot. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ganz kuerz. Jo, ech fannen dat och interessant, wa mer dat an enger Kommission, souguer an enger Jointe mat der Ëmwelt, kënnen diskutieren. Et ass richtig, datt ee muss och iwwer gréng Fiskalität diskutieren, gréng Budgetisierung. Et ass tatsächlech och net ëmmer alles gréng, wou „gréng“ dropsteet. D'Gefor vum Greenwashing existiert och. An dat ass eng grouss Suerg vun eis. An dofir géif et d'Saach jo justement interessant maachen, wann een eng reell ökologesch Fiskalität kéint hunn, déi natierlech och ëmmer eng sozial Fiskalität muss sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech freeë mech iwwer esou vill vorweihnachtlech Eintracht. An natierlech sinn ech domat d'accord, dass mer dat an der Kommission diskutieren. Dat ass wonnerbar.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

Da géing ech proposieren, datt mer doriwwer a main levée ofstëmmen.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Wien ass d'accord, fir dës Motioun Nummer 3 an d'Finanzkommission ze iwwerweisen?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun Nummer 3 à l'unanimité an d'Finanzkommission iwwerwisen.

(La motion 3 de M. Franz Fayot est renvoyée à la Commission des Finances.)

An da géinge mer nach zum Vott vun dem Projet de loi vun der Programmation financière pluriannuelle kommen, dem Projet de loi 8601. Den Text steet hei am Document parlementaire 8601^{er}.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8601 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech schlëssen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 34 Jo-Stëmme, 25 Nee-Stëmme, keng Abstention. Dëse Projet de loi ass

also mat 34 Jo-Stëmme bei 25 Nee-Stëmme a kenger Abstention ugeho.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Stéphanie Weydert), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Boffering, Liz Braz (par Mme Taina Boffering), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Franz Fayot) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

5. 8641 – Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2024

An da komme mer zum nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour, an zwar de Chamberskonte vum Joer 2024. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Ageschriwwen si schonn: den Här Franz Fayot, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Tom Weidig als Rapporteur, deen eis d'Konte presentéiert. Här Weidig.

Rapport de la Commission des Comptes

M. Tom Weidig (ADR), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, a menger Fonctioun als President vun der Kontekommission presentéieren ech heimat de Rapport vun eiser Kommission zu den interne Konte vun der Chamber.

D'Roll vun der Kontekommission nom Artikel 176 vum Chambersreglement ass et, d'Konte vun der Chamber, déi vun eiselem Finanzservice opgestallt goufen a vum Bureau vun der Chamber guttgeheescht gi sinn, ze kontrolléieren, an dat och mat Hëllef vun engem Réviseur.

De Réviseur PKF Audit & Conseil huet d'Konte vun der Chamber fir d'Joer 2025 kontrolléiert an den 8. Oktober 2025 e positiven Avis ginn. D'Konten an d'Resultat op den 31. Dezember 2024 beschreiwen déi finanziell Situatioun vun der Chamber a se si konform zu den ze applizéierende Reegelen opgestallt ginn.

D'Kontekommission huet den 23. Oktober 2025 e Rapport vun de Konte presentéiert kritt vum Här Rychlicki, Chef vun Finanzservice. An all Member vun der Kommission hat d'Méiglechkeet, Froen ze stellen. Dëse Rapport ass eestëmmeg vun eis ugeho ginn a läit Iech elo zur Ofstëmmung vir. Ech wëll dem Här

Rychlicki a sengem Team villmools Merci soe fir hir Aarbecht. Vu datt ech an de leschte Jore berufflech vill mat Comptabilitéit ze dinn hat, muss ech soen, datt d'Konte professionell op héijem Niveau gefouert ginn. An op all meng Froen hunn ech gutt Äntwerte kritt.

Ech wollt hei nach kuerz e puer Wierder zu de Konte selwer soen:

Éischtens: De Staat huet der Chamber eng Enveloppe budgétaire vun insgesamt 64,9 Milliounen fir d'Joer 2024 zoukomme gelooss. Mat der Befreiung vu Reserven an Zënse louchen d'Recetté bei insgesamt 68,4 Milliounen.

Zweetens: Déi reell Depensé par rapport zum Budget ware 64,9 Milliounen, wat ongeféier 5 % manner ewéi d'Recetté waren. D'Depensé si par rapport zu 2023 ëm 6 Milliounen geklommen. An dat ass op e puer Facteuren zrëckzeféieren.

Drittens: D'Personalkäschte si geklommen duerch d'Variation vum Index vu bal 2,5 %, d'Evolution vun de Karriäre vun den Agenten, Renovationsaarbechten un der Maison Gilly an divers IT-Projeten.

A véiertens: D'Reserv louch den 1. Januar 2025 bei 16,8 Milliounen Euro.

Et kommen och nei Aufgaben op d'Kontekommission an den nächste Joren zou: ab dem Exercice 2025 zousätzlech Analyse vun den interne Chamberskonten duerch d'Cour des comptes, déi d'Legalitéit an d'Regularitéit vun den Ausgabe kontrolléiere wäert. De Rapport vun der Cour des comptes wäert spéider och vun der Kontekommission analyséiert ginn.

Ab dem Exercice 2026 wäert d'Cour des comptes och d'Konte vun de Fraktiounen a Sensibilitéit kontrolléieren. Dësen Exercice bréngt eng besser Transparenz, mee ech hoffen, datt en ouni ze vill grouss an onnéideg administrativ Belaaschtungen fir d'Fraktiounen an d'Sensibilitäten oflaze wäert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat sinn ech um Enn ukomm an ech géif Iech am Numm vun eiser Kommission bidden, eise Rapport vum Exercice 2025 guttzeheeschen an de President ze froen, dës Resolutioun an de Rapport un d'Cour des comptes weiterzeleeden.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2024 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.

(s.) Tom Weidig.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig.

Da géing Iech der Madamm Françoise Kemp d'Wuert ginn.

Discussion générale

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci villmools fir d'Wuert, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir begrëssen de positiven Avis vum Réviseur d'entreprise agréé. Des Weidere wëlle mer och dem Här Rychlicki e grouss Merci soe souwéi senger ganzer Ekipp. An domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, mir ginn och den Accord zu dëse Konten. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mir soen als DP-Fraktioun och dem Här Rychlicki Merci a ginn den Accord.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, och mir wëllen dem Här Rychlicki a senger Ekip e grouse Merci fir hir gutt Aarbecht hei ausschwätzen a ginn den Accord heifir. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Och mir Piraten soen dem Här Rychlicki villmools Merci fir seng gutt Aarbecht.

(Brouhaha)

A jo, esou gëtt dat ausgeschwat.

A mir ginn eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Da soe mir och dem Här Rychlicki villmools Merci fir seng Aarbecht.

(Hilarité)

A mir wäerten eisen Accord och ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber dermat averstanen, par main levée iwwert dës Resolutioun ze ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Ech bieden Iech dann, wann dat de Fall ass, wann Der mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sidd, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ass een dogéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dës Resolutioun ass also domat à l'unanimité ugehall.

Esou wéi d'Chamberreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des comptes weidergereecht.

6. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 de la Cour des comptes

Elo komme mer als nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour un d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des comptes fir d'Joer 2024. Hei si schon ageschriwwen: den Här Tom Weidig, d'Madamm Djuna Bernard an den Här David Wagner. An ech ginn dovunner aus, datt deen een oder anere sech wäert zousätzlech aschreiwen. Den honorabelen Här Franz Fayot als Auteur-Rapporteur vun der Resolutioun huet elo d'Wuert. Da kann hien d'Resolutioun presentéieren, wann e wëllt.

Dépôt et exposé

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Merci, Här President. Ech maachen dat ganz kuerz. Et sinn déi traditionell Resolutiounen iwwert der Chamber hir Satellitten. Mir kruten do de Rapport vum Réviseur des comptes, ugefaange mat der Cour des comptes, fir den Exercice 2024. Mir hunn dat den 8. Dezember

an der Comexbu gekuckt. Mir haten do keng Objection derzou, soudass ech Iech géif proposéieren, dat an enger Resolutioun ze approvüieren.

Ech ginn Iech déi dann och, Här President.

Résolution

La Chambre des Députés,

– *vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Cour au 31 décembre 2024 ainsi que les résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et aux principes comptables applicables à la Cour tels que définis par le Collège de la Cour et tels que détaillés en note 2 des comptes annuels » ;*

– *vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 8 décembre 2025,*

approuve

les comptes de l'exercice 2024 de la Cour des comptes.

(s.) Franz Fayot.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

Sinn dozou elo nach aner Wuertmeldungen do wéi déi, déi ech virdu genannt hunn? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da ginn ech dem Här Weidig d'Wuert.

Discussion générale

M. Tom Weidig (ADR) | Mir stëmmen dat mat.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bernard, Dir och?

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ganz genau, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Mir stëmmen dat och mat.

M. Claude Wiseler, Président | Ma, très bien.

Une voix | À main levée.

M. Claude Wiseler, Président | Da géing ech proposéieren, datt mer, sou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, iwwert déi Resolutioun ofstëmmen, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber averstanen, dat par main levée ze maachen?

(Assentiment)

Jo.

Vote sur la résolution

Ech bieden also déi, déi mat der Resolutioun d'accord sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité ugehall.

Sou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des comptes weidergereecht.

7. Résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 de l'Ombudsman

Résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 du Centre pour l'égalité de traitement

Résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Elo komme mer zum nächste Punkt, dat ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Ombudsman fir d'Joer 2024. Och hei ginn ech dem Här Fayot d'Wuert.

Dépôts et exposés

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Jo, Här President, et ass dat selwecht fir den Ombudsman, och hei eng Resolutioun, fir dee Kont ze approvüieren.

Voilà.

Résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 de l'Ombudsman

La Chambre des Députés,

– *vu le rapport du réviseur des comptes de l'Ombudsman qui estime que « les états financiers [...] de l'institution pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg » ;*

– *vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 8 décembre 2025,*

approuve

les comptes de l'exercice 2024 de l'Ombudsman.

(s.) Franz Fayot.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

(Interruptions)

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Wann ech schonn hei sinn, da maachen ech och direkt déi vum Centre pour l'égalité de traitement an och déi vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | D'selwecht: Hei geet et och ëm de Kont fir den Exercice 2024. Da brauch ech net méi zrëckzekommen.

Résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 du Centre pour l'égalité de traitement

La Chambre des Députés,

– *vu le rapport du réviseur des comptes du Centre pour l'égalité de traitement qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière du Centre pour l'égalité de traitement au 31 décembre 2024, ainsi que du résultat pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg » ;*

– *vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 8 décembre 2025,*

approuve

les comptes de l'exercice 2024 du Centre pour l'égalité de traitement.

(s.) Franz Fayot.

Résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

La Chambre des Députés,

– *vu le rapport du réviseur des comptes de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher qui estime que « les comptes annuels [...] présentent sincèrement dans tous leurs*

aspects significatifs la situation financière de l'institution au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables applicables à l'institution tels que définis par les responsabilités de l'institution et tels que détaillés en note 2 des comptes annuels » ;

– vu l'accord de la Commission de l'Exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 8 décembre 2025,

approuve

les comptes de l'exercice 2024 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

(s.) Franz Fayot.

Plusieurs voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass gentil sou, Här Fayot, mee elo däerf ech net duerjerneekomme mat deenen dote Prozeduren.

(Hilarité)

Ech wëll also fir d'éischt emol d'Fro stellen, ob een zur Resolutioun iwwert d'Konte vum Exercice 2024 vum Ombudsman wëllt Stellung huelen. Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Kënne mer iwwert déi par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Vote sur la résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 de l'Ombudsman

Wien ass domat d'accord?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dës Resolutioun ass also à l'unanimité ugeholl.

A wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un den Ombudsman weidergereecht.

Da komme mer zu där vum Centre pour l'égalité de traitement, déi den Här Fayot elo och extensiv virgestallt huet.

(Hilarité)

Ass d'Chamber och hei dermat averstanen, par main levée ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 du Centre pour l'égalité de traitement

Ech bieden also all déi, déi mat der Resolutioun d'accord sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

D'Resolutioun ass also domat à l'unanimité ugeholl.

Sou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un de Centre pour l'égalité de traitement weidergereecht.

Da komme mer zur Resolutioun iwwert d'Konte vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher fir d'Joer 2024.

Do froen ech Iech dann och, ob mer déi kënne par main levée unhuelen.

(Assentiment)

Vote sur la résolution relative aux comptes de l'exercice 2024 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Da froen ech Iech, wann Der domat d'accord sidd: Wie fir dës Resolutioun ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dës Resolutioun ass also och à l'unanimité ugeholl.

Esou wéi d'Chambersreglement et hei virgesäit, gëtt dës Resolutioun un den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher weidergereecht.

Domat hätte mer dann iwwer alleguer déi necessaire Resolutiounen ofgestëmmt.

8. 8615 – Projet de loi relative à l'octroi d'une dotation annuelle à la Commission de surveillance du secteur financier

8616 – Projet de loi relative à l'octroi d'une dotation annuelle au Commissariat aux assurances

Da géinge mer zu dem nächste Punkt vum eiseem Ordre du jour kommen, an zwar dem Projet de loi 8615 iwwert déi järelech Dotatioun vum 20 Milliounen Euro un d'CSSF an dem Projet de loi 8616 iwwert déi järelech Dotatioun vum 2 Milliounen Euro un de Commissariat aux assurances. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minuten, jiddweree soss huet 5 Minuten, d'Regierung huet der 10. Et si schonn ageschriwwen: den Här Michel Wolter, den Här Claude Haagen, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vu béide Projets de loi, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission des Finances

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Objet vum deenen zwee Gesetzestexter ass eigentlech dee selwechten. Beim Projet de loi 8615 geet et ëm eng Dotation annuelle an Héicht vum 20 Milliounen Euro fir de Fonctionnement vum der CSSF a beim Projet de loi 8616 geet et ëm eng Dotation annuelle vum 2 Milliounen Euro au profit vum Commissariat aux assurances.

Déi zwee si Kontrollinstanzen op der Lëtzeburger Finanzplaz a sinn och onofhängeg Institutiounen. A wéi et sech fir en onofhängege Fonctionnement vum esou Institutiounen gehéiert, ass et och wichteg, dass se déi néideg finanziell Ressourcen zur Verfügung gestallt kréien, fir dat ze maachen.

Mat dëser järelecher Dotatioun vum 20 respektiv 2 Milliounen aus dem Staatsbudget garantéiere mir, dass si hire Missiounen an Aufgaben och an Zukunft zur vollster Zefriddenheet an Onofhängegkeet an ouni finanziellen Drock kënnen nokommen.

Et ass en Deel vum Finanzement vun deenen Institutiounen, déi och nach zwou aner Ressourcen hunn: zum engen d'Taxen, déi si bei den Entitéiten, déi si iwwerwaachen a kontrolléieren, ophiewen, an zum aneren d'Sanktioungelder, déi se anhuelen, nodeem se se prononcéiert hunn, an déi dann an de Budget vun deenen zwou Institutiounen fléissen.

D'Dotatioun ass néideg, well den Ausgabespektrum vum der CSSF an dem Commissariat aux assurances kontinuierlech méi grouss gëtt. Ech géif emol soen, dass dat a véier Beräicher de Fall ass: éischters am Beräich vun den digitale Finanzen, wou ëmmer méi Acteure sech hei zu Lëtzebuerg nidderloossen, da sinn aner Gebidder déi wuessend Komplexitéit vun de Finanzprodukter, déi europäesch an international Uspréich a last but not least d'Ufuerderunge souwéi d'Investissementen an d'Informatik an och an héich qualifizéiert Personal.

Mat dësem Gesetz schafe mir Planungssécherheet. Et ass also keen temporäre Mechanismus. Sollt an Zukunft ee vun de Montanten ugepasst ginn, muss dat duerch eng Gesetzesännerung geschéien.

De Staatsrot hat a sengem initialen Avis keng Observatiounen. Och d'Handelskummer huet hiren Accord ginn. Mir hunn awer en Amendement missen unhuelen, an dat well den ursprénglechen Text virgesinn huet, dass de Budget vum 2025 géif amendéiert ginn. Dat wollte mer awer net an dofir ass en Amendement ugeholl ginn, fir dat eréischt ab dem Budgetsjoer 2026 ze maachen.

Mat dësem Gesetz kréien also d'CSSF an de Commissariat aux assurances als onofhängeg Autoritéiten déi néideg Planungssécherheet iwwer e Joer eraus. Mir verankeren d'Perennitéit an hir finanziell Autonomie an entsprechen ausserdeem de Bestëmmunge vun eiser neier Verfassung.

Deen interessanten Deel vun der Diskussioun an der Finanzkommissioun war eigentlech deen, deen net direkt eppes mam Projet de loi hei ze dinn hat, mee mam generelle Fonctionnement, souwuel vum der CSSF wéi och dem Commissariat aux assurances.

Drei Aspekter sinn an der Finanzkommissioun undiskutéiert ginn:

Fir d'éischt ass sech d'Fro gestallt ginn, ob et gutt ass, dass d'CSSF an de Commissariat aux assurances souwuel Enquêtebefugnis wéi och Sanktiounsbefugnis innerhalb vum hirer Institutioun hunn.

Eng zweet Diskussioun, déi opkomm ass, dat war déi, ob déi zwou Institutiounen déi Suen, déi sech aus de Sanktiounen erginn, déi se gesprach hunn, an hiren eegene Budget solle kréien oder ob et net besser wier, aus Onofhängegkeetsgrënn an och fir keng Diskussiounen opkommen ze loosseren, wann déi an Zukunft an de Staatsbudget géife goen.

An eng drëtt Diskussioun, déi mer an der Finanzkommissioun undiskutéiert hunn, déi huet sech no engem Gerichtsurteel vum der Cour de cassation gestallt. Do geet et ëm de Prinzipp vum „ne bis in idem“, dat heescht, dass een net zweemol fir dat selwecht ka bestrooft ginn.

Après discussion, nodeem déi eenzel Parteien hir Meinung dozou hate kënne soen, ware mer ganz frou, dass de Finanzminister eis gesot huet, dass hie wëlles huet, zäitno am nächste Joer eng Gesetzesännerung vun de Loi organique vum der CSSF a vum Commissariat aux assurances ze maachen, an där op dräi verschidden Ziler, niewent vläicht nach anere Modifikatiounen, déi nach kéint kommen, op jidder Fall op déi dräi Punkten hei, agaang gëtt, andeem zum engen, zum Éischten, d'Onofhängegkeet vum der Enquête am Gesetz verankert gëtt, zweetens d'Transpositioun vum enger europäescher Direktiv iwwert den „ne bis in idem“ géif duerchgeholl ginn an zum Schluss, als Drëtt, och d'Produite vum de Sanktiounen an Zukunft dem Staatsbudget sollen zougefouert ginn an net méi deenen zwou Institutiounen.

Dat war de Rapport, deen ech am Numm vum der Finanzkommissioun konnt a wollt maachen. De 5. Dezember ass dee Projet de loi unanime an der Finanzkommissioun ugeholl ginn. An ech ginn heimatdier och den Accord vum der CSV.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schrëftlechen a säi mündleche Rapport fir déi zwee Gesetzestexter.

An ech wollt soen, dass den Här André Bauler elo d'Wuert huet. Här Bauler.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, jo, an de leschte Joren huet Europa eng Phas kennt, wou ganz vill nei Reegelen agefouert gi sinn, fir eise Bannemaart méi perfekt ze maachen, fir d'Transparenz ze stäerken a géint de Blanchiment an d'Terrorismusfinanzierung virzegoen.

Och d'Finanz- an d'Assurancëprodukter ginn ëmmer méi komplex. Fir de Commissariat aux assurances an d'CSSF – d'Kommissioun also vun der Surveillance vum Secteur financier – heescht dat ganz konkret méi Aarbecht an nei, méi komplizéiert Aufgaben. A fir dëst ze bewältegen, brauche si natierlech och méi Mëttelen. Ech ginn Iech dräi einfach Beispiller:

Éischtens: DORA, déi digital Sécherheet. Ab 2025 mussen de Commissariat aux assurances an d'CSSF all IT-Risiken a Cyberattacken iwwerwaachen. Dozou brauch et Experten am Digitalen, am Informateschen an och Investissementer an déi néideg Infrastruktur.

Zweetens: Solvency II – „Solvabilitéit II“, op Lëtzebuerg iwwersat –, also d'Stabilitéit vun de Versécherer. Jo, de Commissariat aux assurances muss kucken, ob d'Versécherungen hir Risiken adequat, jo, richtig aschätzen, moossen an am Grëff hunn, och Klimarisiken. An dat ass eng ganz detailléiert Kontrollaarbecht.

An drëtten, als drëtt Beispill: de Volet vun der Nohaltegkeet. Fir sécherstellen, datt finanziell a versécherungstechnesch Produiten transparent, nohalteg an am Aklang mat den neie Regulatiounen sinn, mussen vill Daten analyséiert ginn. An dat ass eng nei an och zäitopwenneg, ergo och ressourcenintensiv Aufgab.

Elong dës dräi Beispiller weisen däitlech: D'Aarbecht vun eise Supervisiionsautoritéiten ass an de leschte Joren net nëmme gewuess, mee si ass och vill méi spezialiséiert, jo, méi komplizéiert ginn. A fir datt se hir Missioun am Interesse vun de Konsumenten, vun de Firmen an der Finanzplaz kënnen weiderféieren, ass, wéi de Rapporteur dat op eng pertinent Manéier virgestallt huet, eng Erhéijung vun hirer Dotatioun net nëmme vernünfteg, mee si ass absolut onëmgängelech.

Ech wëll awer och nach hei bei dësem Projet eng Kéier betounen, dass meng Fraktioun weiderhi fest hannert dem Credo „la directive et rien que la directive“ steet, fir déi administrativ Laaschte sou wäit wéi méiglech ze begrenzen a gläichzäiteg d'Sécherheet an d'Stabilitéit vun eiser Finanzplaz héichzehalen.

Heimat suerge mer also derfir, datt de Commissariat aux assurances an d'CSSF d'Mëttel hunn, fir d'Betriebskäschten ze decken, d'Ufuerderunge vun der Europäescher Unioun ëmzesetzen an d'Stabilitéit vun eiser Ekonomie a besonnesch eisem Finanzsystem hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

An deem, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hunn ech näischt méi bäizefügen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Här Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, merci, Här President. D'LSAP-Fraktioun wäert och hiren Accord zu deenen zwee Projet-de-loie ginn.

Mir begrëssen och, wéi de Rapporteur dat ugeschwat huet a wouriwwer mer och an der Kommissioun geschwat hunn, op den Avis vum Finanzminister hin och à court terme ze legiferéieren, souwuel wat d'Loi-organique vun der CSSF ugeet wéi och déi vun der Kommissariat aux assurances. Dat selwecht iwwert d'Transpositioun vun der EU-Disposition, wat den „ne bis in idem“ ugeet; ech denken, datt dat an ee Projet de loi kënnt.

A fir déi ganz Loi-organique géife mir och recommandéieren, eng Kéier ze kucken, wéi de Fonctionnement ass par rapport zu den Amendes, déi ausgeschwat ginn, dat och op de Leescht ze huelen am Verglach mat der Autorité de concurrence, déi dat schonn aneschtens mécht wéi d'CSSF an de Commissariat aux assurances, déi dat nämlech iwwert dee Wee, iwwert den Enregistrement, andreift, no Iwwerpräiwung vun de Gerichter, fir dat dann an den Tresor ze iwwerweisen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen Deputéiert, mir wäerten dës zwee Gesetzter matstëmmen. Déi offiziell Erklärung betount d'Erweiderung vun de Missiounen, d'wuessend Komplexitéit vun de Produiten, d'europäesch an d'international Ufuerderunge souwéi Investitiounen an IT-Infrastrukturen a qualifizéiert Personal.

Dat ass richtig. Et ass awer och richtig, datt d'Budgete vun der Bankekontroll, der CSSF, a vun der Assurancëkontroll, dem CAA, säit Jore wuessen, well se ëmmer méi Aufgabe kréien. An de reelle Grond ass awer an der offizieller Erklärung verstopp. De Grond ass déi explosiounsarteg Zounam vu Regulatiounen aus der EU, aus Bréissel an, virun allem, missiouns-frieme Regulatiounen.

Ech hunn dat selwer materlieft, well ech an deene Secteure geschafft hunn. Éischtens leit d'Industrie wirklech drénner. Si muss vill Zäit, Energie a Suen investéieren, fir EU-Direktiven ze implementéieren souwéi IT, nei Prozeduren an och Formatiounen an duerno Leit ze bezuelen, déi sech drëm këmmere.

A wat mir an dësem Kontext net vergiesse sollen: Mir stëmmen zwar dat heite Gesetz, fir der CSSF an dem CAA Steiersuen ze gi fir ze fonctionéieren, mee de Gros kënnt awer vun der Industrie selwer duerch Taxen. Dat heescht, si bezuelen also am Fong geholl duebel. An dat ass besonnesch depriment, wa se fir eppes bezuelen, wat hirer Meenung no, an och dacks souguer den Experte vum Regulateur selwer no, net sënnavoll ass.

Zweetens hunn ech iwwert d'Jore gesinn, wéi zum Beispill d'Assurancëkontroll CAA ëmmer méi vun hirer Kärmissioun ofgelenkt ginn ass. Fréier ass sech quasi ausschliisslech drop fokusséiert ginn, ze kontrolléieren, ob eng Assurance gutt geréiert gëtt an ob genuch Reserven do sinn, fir d'Schied ze bezuelen, och wa se nëmmen eng Kéier all 100 Joer virkommen.

Haut ass et anescht. E gutt Beispill ass d'Integratioun vun den ESG-Krittären Ëmwelt, Soziales a Gouvernance an de prudentielle Kader. Zënter 2020 verflachten EU-Direktiven d'Assurancëgesellschaften, Nohaltegkeetsrisiken an hirer Risikogestioun, hiren Investitiounen, hirer Gouvernance vun de Produiten a souguer an hirer Berodung vun de Clientë matanzebauen.

D'Gesellschaft mussen elo d'ESG-Preferenze vun den Assuréierten evaluéieren, hir Produiten dorun upassen an iwwer e klimateschen Impakt vun hire Portfolie rapportéieren. An dat Ganzt am Kader vum Green Deal, wou et oft ënner Experten iwwerhaupt net kloer ass, wat do genau ze maachen ass, an ob dat wirklech och sënnavoll ass.

Dës Ufuerderungen transforméieren d'Roll vum Superviseur fundamental. An ech géif behaapten, datt vill vun de Mesüeren an näischt fir d'Ëmwelt maachen. Dat gesäit een zum Beispill um Phänomeen Greenwashing, wou probéiert gëtt, eppes als gréng ze verkafen, nëmme fir d'Direktiven anzehalen.

Et ass Zäit, d'Fro ze stellen: Muss den Assurancësuperviseur en Acteur vun der ekologescher Transitioun sinn? Riskéiere mir net, duerch déi stänneg Erhéijung vun der regulatorescher Laascht d'Kompetitivitéit vun eiser Finanz- an Assurancenindustrie an Europa ze schwächen?

Mee och bei der CSSF: Mir stëmmen haut nach dat Gesetz, wou Quoten agefouert gi bei grouse Firmen, an och dat muss d'CSSF nees kontrolléieren. Nees eng weider Oflenkung vun der Kärmissioun.

D'Banken- an Assurancëkontroll mussen d'ideologesch Ziler vun de Politiker implementéieren, an dat lenkt dacks vun hirer Kärmissioun of. Eng effektiv Reglementatioun muss fokusséiert, proportionéiert an op de Schutz vum Konsument zentréiert bleiwen. Den Draghi-Rapport geet an déi Richtung an déi nei Omnibusdirektiven och. Wa mir de Budget vum Banken- an Assurancëkontroll an den nächste Joren nees reduzéiere kënnen, da waren déi Initiativen erfollegräich.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir ginn och eis Zoustëmmung zu dësen zwee Texter. Merci och dem Här Wolter fir seng Rapporten.

Ech hätt vläicht nach zwou Remarken. Bon, dat eent ass: Dat hei ass u sech awer eppes Exceptionnelles, wat mer maachen. Well normalerweis sinn dat jo Saachen, déi iwwert de Budget lafen, an hei ginn elo speziell Gesetzter gemaach. Mir hate viru Kuerzem eng änlech Demarche fir de Filmfong. An duerfir meng Fro – well vill vun deem, wat elo hei gesot ginn ass, ass jo eigentlech eppes, wat een och op aner staatléich Etablissementer kann applizéieren –: ob Der wëlle hutt, dat doten nach ze verdéiwen oder ob et elo bei deenen heiten zwee, plus eeben dem Filmfong, dann esou ass, dass et speziell Gesetzestexter gëtt, fir d'Finanzéierung virzegesinn.

Dat Zweet ass par rapport zur Reform vun der CSSF. Dat ass eppes, wat mer quasi all Mount eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren, wou ech och weess, dass Der oppen dofir sidd an och selwer wëlles hutt, dat ze maachen. Ech wollt awer hei vun dësem Kontext profitéieren, fir ze bedauern, dass mer net déi néideg Informatiounen hunn, fir en toute sérénité kënnen iwwert déi Reform ze diskutéieren.

Ech hat eng Question parlementaire gestallt, wouran ech gefrot hunn, am Detail Zuelen doriwwer ze kréien, wou Recoursë gemaach gi géint Decisiounen vun der CSSF, fir eebe kënnen anzeschätzen, ob dat eng Problematik ass, dass, onofhängeg vun der Theorie, eeben d'CSSF déi sëllege Missiounen an enger Hand huet.

Ech hunn nach eng Kéier d'Question parlementaire misse stellen, well ech keng Äntwert krut. Du krut ech d'Äntwert, ech géif keng Äntwert drop kréien. Dat ass eppes, wat ech wirklech bedauern. An ech hoffen, dass mer dat am Kader vun där Reform, déi elo usteet, awer vläicht e bësse méi am Detail kënnen mat Iech zesumme kucken.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Och vu mir aus merci fir dee ganz extensive Rapport, deen u sech zum Projet alles gesot huet.

Wat een einfach feststelle muss, ass, dass mer u sech an der Vergaangenheet ganz heefeg, wann europäesch Direktiven oder Reglementer heibannen transposéiert goufen, ganz frou waren, dass mer net nei Instanzen geschafen hunn, keen neie Regulateur geschafen hunn, fir se ze applizéieren, fir se ze kontrolléieren, mee dass mer u sech hei zu Lëtzebuerg eng Traditioun hunn, dass déi Aufgabe bei besteeënd Regulateure bäigesat ginn. Dass dat natierlech iergendwann dann eng Kéier dozou féiert, dass déi Regulateure méi Geld brauchen, dat schéngt iergendwéi logesch.

Elo ass et natierlech esou, dass mer hei – an d'Madamm Tanson huet et hei grad ugeschwat – awer an enger e bësse spezieller Prozedur sinn. Net nëmme well et ausserhalb vum Budget – oder net ausserhalb vum Budget, mee zousätzlech zum Budget – leeft, mee eeben och, well mer hei u sech zwou Institutionen elo aus dem Staatsbudget finanzéieren, déi u sech normalerweis vun hire Memberen, also vum Secteur, finanziert ginn, also sech selwer finanzéieren. Wat och oft als Argument genotzt gouf, fir der Chamber, wa mer kontrolléiere wollten, ze soen: „Majo, mir gi jo awer vun eise Membere finanziert.“

Dat heescht, ech hoffen einfach, dass mer doduerjer, dass mer elo déi heite Gesetzter stëmmen, an Zukunft da jo och ganz kloer gemaach hunn, dass mer awer en Deel zu hire Fonctionnementskäscht bäidroen an deemtspriechend och en anere Contrôle kënnen exercéieren, do, wou et néideg ass, an dass dann och op Froen, déi legitim gestallt ginn, Äntwerte wäerte kommen. Dass ass op alle Fall d'Hoffnung, well mer hei an engem spezielle Fall sinn.

Mir wäerten awer, wat de Montant ugeet, eis Zoustëmmung ginn. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir gesinn dat u sech net esou optimistesches. Also, dass et elo vläicht e bësse méi propper iwwer e Gesetz leeft, ass vläicht eng gutt Saach. Mee bis elo ass et jo esou, dass déi zwou Entitéiten sech autofinanzéieren iwwer Cotisatiounen bei hire Memberen, also Finanzinstituten, Banke bei der CSSF an Assurance beim CAA.

De Virwand, deen, ënner anerem, dofir geholl gëtt, dass ass zum Beispill d'Digitaliséierung. Dovunner gëtt vill geschwat. Natierlech mussen se Direktiven ëmsetzen, dass ass u sech am Prinzip jo och hire Core-business. Dofir si se do, fir Regulatiounen kënnen ze maachen.

Elo gëtt gesot, et muss een hinnen hëllefen. Si haten dat och, wat d'CSSF ugeet, während de Joren 2021 an 2022. Ouni Dotatioun vum Staat, eng Kéier 13 Milliounen, eng Kéier 10 Milliounen, wiere se dann an de Malus erakomm: minus 13 Milliounen fir 2021, minus 133.000 Euro fir 2022.

Et ass hinnen awer erëm besser gaangen. Also fir d'Joer 2023 a 2024, ouni Dotatioun, hätte se awer nach en hypotheetischen Exercice vu positiver 14 Milliounen fir 2023 a vun 20 Milliounen 2024. Et geet also och erëm biergop.

Et kann ee soen, si hu vläicht méi Depensen. An do gëtt et zwee Weeër. Da kann ee soen: Ok, et ass de Staat, dee bliedert. Oder hir Membere kréien eng méi héich Cotisatioun. Dat heescht, dass se sech esou wéi virdru kënnen finanzéieren.

An ech mengen, wann ee gesäit, wat fir eng Profitter Finanzinstituter a Banken zu Lëtzebuerg maachen, dass dat absolutement drobar wier. Well schlussendlech

sinn dat fir dee Secteur do keng Zommen. Fir de Staatsbudget ass dat schonn eng kleng Zomm. Ech wëll och drun erënneren, dass den Assurancesecteur, wa mer vun dem CAA schwätzen, 2024 e Resultat net après impôt vun 2,1 Milliarden Euro gemaach huet. Mir gesinn do net esou richtig an, firwat de Staat mat enger Hëllef misst do asprangen.

Dofir wäerte mir dergéinstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Härren Deputéierten, ech kann dat ganz kuerz maachen.

Éischstens: Dem Rapporteur, dem Michel Wolter, merci fir dee konzise Bericht, well da brauch ech dat net nach eng Kéier ze maachen.

Ech ginn awer op déi Froen, déi hie gestallt huet, och an der Plenië hei d'Wuert, dass nämlech, éischstens, an Zukunft d'Onofhängegkeet vun der Enquête wäert assuréiert ginn, dass, zweetens, de Prinzip vum „ne bis in idem“ ancréiert gëtt an dass, drëtzens, d'Sanktiounen an de Staatsbudget wäerte fléissen. Dat sinn also déi dräi Avancen, zu deenen ech mech och engagéieren. Dat wäert an engem Projet de loi geschéien, deen, géing ech mengen, am Januar kéint deposéiert ginn.

Dodra wäerte mer och d'Durée vum Mandat vun den Direktionsmembere vun der CSSF a vun dem Kommissariat mussen reegelen, déi, mengen ech, zweemol kënnen renouveléiert ginn. Et ass Bréissel, dass dat decidéiert. Dat heescht, dass een déi Mandater net indefinément ka renouveléieren.

Dann och d'Karenzzeit, déi déi Leit hunn, wa se d'Institutionen verloossen; déi gëtt och dra verankert. Ech kéint mer virstellen, dass mer net nëmme um Niveau vum Personal, mee och um Niveau vun der Direktioun e bësse mussen opstocken, well et ass jo richtig ugeklommen: Zum Beispill alles dat, wat mat digitaler Finanz ze dinn huet, do ass och praktesch e ganz Departement vun der Direktioun, dass déi dote Froen en charge muss huelen, wéi Neobanken an all dat, wat dorunner hänkt.

Dann ass déi Fro komm: „Firwat iwwerhëlt de Staat dat do?“ Mee et gëtt eng ganz Rei vun ënnerschiddleche Finanzéierungsmodussen. An deenen engen europäesche Memberstaate fonctionéiert et esou, dass de Staatsbudget eigentlech dat ganz iwwerhëlt, wat mer hei wëlle maachen. An deenen aneren ass et en Deel, soudass zum Beispill d'Gebailchekeiten iwwer de Staatsbudget an d'Fonctionnementskäscht iwwer d'Institutionen lafen. An drëtzens: Zum Beispill an Irland ass d'Zentralbank net nëmme fir déi Kärfunktiounen vun der Zentralbank zoustänneg, mee och fir déi Funktiounen vum Kontrollmechanismus, wéi d'CSSF et bei eis iwwerhëlt. Dass also en anere System.

Mir wëllen dat och hei iwwer de Staatsbudget maachen, fir Previsibilitéit ze ginn a fir d'Independance vun der Institution ze ënnersträichen. Well den FMI, de GAFI, déi froen dat allegueren.

Zu der Fro vun der Madamm Tanson: Mir maachen dat hei bei den Établissement-publiken. Dat hei si jo Établissement-publiken, wou mer dat, ech soen, net indefini, mee ouni zäitlech Dauer, fix iwwer d'Gesetz maachen. Dat maache mer net beim Filmfong oder bei aneren, och fir d'Kontroll vun der Chamber do alljoers ze assuréieren. Dat, wat mer nach drasetzen,

dat ass hei d'Éducation financière. Mir wëllen, dass d'CSSF eng Roll kritt um Niveau vun der Finanzéducation. Dat wëlle mer an deem Gesetz och nach verankeren.

An dann zu Ärre anerer Fro, Madamm Tanson: Ech kann dat nëmme als Minister weiderginn, well Dir jo d'Froen net um d'CSSF stellt, mee Dir stellt se un de Finanzminister. Mee ech kann awer nëmme déi Chiffere weiderginn, déi ech och selwer hunn oder kréien. Ech kéint mer awer virstellen, dass de Generaldirekter vun der CSSF am Januar wäert an eng Finanzkommission vun der Chamber kommen. Da stellt Der em do déi Fro nach eng Kéier direkt. An ech sinn och dervun iwwerzeegt, dass en Iech dann do a voller Empfänglechkeet driwwer Ried an Äntwert wäert stoen.

An ech soen der Chamber Merci fir déi breet Zoustëmmung, déi awer och zu deem Gesetzesprojet signaléiert gouf.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Et ass nach eng Fro vum Här Haagen do.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här Minister. Dir hutt elo grad vun enger Erhéijung vum Personal zum Beispill bei der CSSF an och beim Commissariat aux assurances geschwat. Wann een op dee selwechte System geet wéi bei der Autorité de la concurrence, da sinn et jo d'Gerichter, déi dat confirméieren, an duerno kann et vum Enregistrement agedriwwen ginn.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo.

M. Claude Haagen (LSAP) | Wann een op dee selwechte System géif goen, misst et dann, Ärre Meinung no, zu engem Opstockage bei der Justice kommen? An eventuell och beim Enregistrement, géif dat do matlafen?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Also, wa Systemer, déi fonctionéieren, en place sinn, da muss ee sech net onbedéngt vun deenen departagéieren. Mee ech mengen, hei ass dat überschaubar. Déi Unzuel vun Amendementen, déi gesprach ginn, déi sinn och a Montanten determinéiert.

Wou Der Recht hutt: Traditionell gesinn ass den Enregistrement zoustänneg fir d'Collecte vun deene Suen an Amendementen, déi vum Staat mussen agedriwwen ginn. Et ass iwwerengs och esou, wann eng Condamnatioun um Niveau vun den normale Juridictionen ass, dass dann den Enregistrement deen ass, deen déi Suen andreift. Dat prezisiéiere mer an deem Gesetzesprojet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Domat wär d'Diskussioun zu dese Projet-de-loien dann ofgeschloss. Mir haten eng Diskussioun, et ass awer ëm zwee Projet-de-loie gaangen, da mussen mer iwwer déi selbstverständlech separat, deen een no deem aneren, ofstëmmen.

Da komme mer fir d'éischt zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8615. Den Text steet am Document parlementaire 8615^e.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8615 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 57 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen, keng Abstention. Dese Projet de loi ass also bei 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei kenger Abstention ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp,

MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusti Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8616. Den Text steet am Document parlementaire 8616⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8616 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 57, Nee: 2, Abstentionen: 0. Dëse Projet de loi ass also och ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen géint 2 Nee-Stëmmen bei kenger Abstention.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

9.8526 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Da komme mer elo zum nächste Punkt vum eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8526 iwwert d'Aféierung vum engem neie Crédit d'impôt start-up. Hei ass et och e Basismodell. Ageschriwwen si schonn: den Här Laurent Mosar, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorebelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, mam Projet de loi 8526 féiere mer haut en neie Crédit d'impôt start-up an. Dat ass e Steierkredit, dee Privatleit encouragéiere soll, a jonk innovativ lëtzebuergesch Entrepreneuren ze investéieren. Et ass souzesou eng Zort Steierbeloung, wann een als Privatpersoun de Risiko hält an eng jonk innovativ Entreprise mat Kapital ënnerstëtzt.

Dës Leit, déi een dacks als „business angels“ bezeechen, sinn extreem wichteg, fir bestëmmte Secteuren un d'Lafen ze bréngen. Et ass natierlech e Risiko domat verbonnen, a jonk Betriber ze investéieren. An dee Risiko gëtt also elo an dësem Projet de loi steierlech begleet.

Wie kann elo vun dësem Steierkredit profitéieren? Ma dat si fir d'éischt natierlech d'Residenten zu Lëtzebuerg respektiv awer och ënner bestëmmte Konditiounen Netresidenten, déi an innovativ Startuppern investéieren wëllen. Sou muss de Contribuable zum Beispill direkt nominativ Aktien oder Parte vum enger Sociéité kafen, entweder bei hirer Grënnung oder awer bei hirer Kapitalerhéijung.

En Investment iwwer eng Sociéité intermédiaire ass hei expressement net erlaabt. D'Parten duerfen och net Deel vum enger berufflecher Aktivitéit sinn. Dëst soll verhënnere, dass een duebel steierlech Virdeeler kritt: als Betrib an als Privatperson. Pro Entitéit muss den Investissement op d'mannst 10.000 Euro sinn, soss kann ee kee Steierkredit kréien. D'Parte mussen op d'mannst dräi Joer ouni Ënnerbriechung gehal ginn. An de Contribuable dierf och keen Employé vum der Startup sinn, an och net als Fondateur vum der Gesellschaft gëllen. De Steierkredit, deen ee kritt, dat si maximal 20 % vum deem investéierte Kapital mat engem Plaffong vum 100.000 Euro pro Joer a pro Contribuable.

Dann ass natierlech d'Fro: A wéi eng Zort vum Entrepreneurs kann investéiert ginn? Hei definéiert d'Gesetz d'„entité start-up“: Et muss eng Société de capitaux oder eng Société coopérative sinn, maximal fënnf Joer al a mat manner wéi 50 Salariéen an engem Bilan oder Chiffre d'affaires vu maximal 10 Milliounen Euro. Wann d'Startup zu engem Grupp gehéiert, ginn dës Krittären op Gruppenniveau gepréift.

De Caractère innovant vum der Entreprise ass och eng Konditioun. Sou mussen déi Startuppern op d'mannst zwee Leit hunn, déi à temps plein beschäftigt sinn. An d'Entreprise muss och op d'mannst 15 % vum hirem Budget an d'Recherche an an den Developpement investéieren.

Bestëmmt Branchen a Situatiounen sinn ausgeschloss a ginn net als Startup consideréiert, sou zum Beispill: Affekotecabinet, Audit-, Expert-comptable-Büroen, Immobiliengesellschaften, déi de Bau, d'Locatioun,

d'Gestioun oder d'Promotioun vu Wunnenge maachen, oder och nach SICARen.

Dir gesitt, dass déi Konditiounen zimmlech restriktiv sinn. Domadder wëllt de Gesetzgeber wierklech nei kleng innovativ Betriber am Startstadium viséieren, an net grouss etabléiert Strukturen oder reng Finanzvehikelen.

Pro Startup si maximal 1,5 Milliounen Euro un eligibelen Investissementen fir d'Businessangels iwwert dëse Kredit zougelooss. An d'Gesetz soll fir d'Akommesjoer 2026 a Kraaft trieden.

Här President, kuerz e puer Wieder zu den Avisa vum der Beruffskummeren:

D'Chambre des Salariés ass géint dës fiskalesch Moosnam. Si ass der Meinung, dass weeder d'Stëit nach de Staat d'Risiko vu sougenannte „Providence-Investisseuren“ droe sollen. Och wann dës Mesuren manner aggressiv si wéi fréier Steierbonifikatiounen fir Investisseuren, bleift si bei hirer Haltung, dass dës Mesuren e weidere steierleche Virdeel fir vermögend Leit wieren, déi souwiesou schonn deelweis steierfräi Revenuen an net besteiert Vermögen hunn. D'CSL plädéiert dowéinst fir en Taxshift: ewech vum der Belaaschtung vum der Aarbecht hin zur Besteuerung vu Vermögen.

D'Chambre de Commerce begréisst den neie Steierkredit, fënnt d'Konditiounen op verschiddene Punkten awer e bëssen ze restriktiv an hätt sech eng Ausweitung op déi sougenannte Scaleup-Entreprise gewünscht.

D'Chambre des Fonctionnaires bemängelt, dass de System extreem komplex opgestallt wier an och éischter fir fortunéiert Leit geduecht wier. Si fënnt des Weideren, dass de minimalen Investment vun 10.000 Euro ze héich fir den normale Bierger wier.

D'Handwerkerkummer ass favorabel zu dem Crédit d'impôt start-up. Si huet awer och Bedenke wéinst de ville Konditiounen a géif sech wënschen, dass de System méi breet géif opgemaach gi wéi just fir sougenannt Businessangels.

An de Staatsrot hat a sengem Avis eng Rei vu Kriticken an Opposition-formell formuléiert, well senger Meinung no verschiddene Punkten net prezis genuch ware respektiv hien zousätzlech Erklärungen gefrot huet. Mat enger Rei vun Amendementen konnte mir awer dem Staatsrot senger Bedenke Rechnung droen, soudatt hien de Projet de loi a sengem Avis complémenteaire finalmente konnt guttheeschen.

Här President, de Projet de loi 8526 schafft en Instrument, fir de Lëtzebuergesche Startup-System méi attraktiv ze maachen, fir jonken innovative Betriber d'Finanzierung an den éischte Joren ze erliichtere, fir Businessangels ze mobiliséieren an d'Innovatioun an d'Diversifikatioun vum eiser Ekonomik ze stäerken. Dofir géif ech Iech ëm d'Zoustëmmung zu dësem Projet bidden.

Erlaabt mer da ganz kuerz, d'Kap vum Rapporteur nach auszedoen an d'Kap vum mandatéierte Spriecher vum der CSV unzuedoen.

Discussion générale

Ech wëll e bëssen op déi Kriticken agoen, déi haapt-sächlech dorobber erauslafen, dass dësse Projet net wäit genuch géif goen, wëll awer nach eng Kéier direkt betounen – an de Mëtten ass dat och an der Debatt zum Budget, och vum Finanzminister, gesot ginn –, dass eng Rei vu Projet-de-loie schonn adoptéiert sinn. Anerer sinn um Instanzewe. De Carried Interest kann een hei zitéieren, elo dësse Projet iwwert d'Crédit-d'impôt fir Startupper. All dës Projekte sollen d'Kompetitivitéit vum eise Betriber verstärken.

An ech wëll och nach eng kéier direkt soen, datt jo och de Finanzminister schonn ugeklärte huet, datt nach eng sougenannte „Loi Rau bis“ oder „reloaded“ géif kommen, déi méi generell den Investissement vu Privatleit a Startuppe géif encouragéieren, wou dann natierlech – dat kann ech mer virstellen – de Montant minimal net esou héich wäert si wéi hei bei dese professionellen Investisseuren.

Och dëst, mengen ech, wär e wichtegt Instrument fir dat, wat mer eigentlech allegueren hei wëllen. An et ass och aus de Mënnen vun eenzelne Riedner de Mëten hei ugeklongen: datt mer alles eigentlech musse maachen, fir d'Privatekonomien op de Konten ze mobiliséieren am Interessi vun der Économie réelle. Ech soen awer och ganz kloer: Dat wäert nëmme fonctionnéieren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer de Leit dofir steierlech Avantagé ginn! Et gëtt keen, dee seng Sue vum Privatkont ewechhëlt an déi einfach esou an eng Économie réelle investéiert. Dat geet nëmme, wann e steierlechen Ureiz do ass.

D'Regierung huet, wéi gesot, elo schonn eng Rei Initiative geholl, well der weider huelen. Ech mengen, dat ass deen eenzeg richteg Wee, fir och méi Kompetitivitéit hei an d'Land ze kréien, och besser déi Ekonomien op de Konten ze mobiliséieren. An dofir wäert och meng Fraktioun hir Zoustëmmung zu dem Projet de loi ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Voilà, de Gesetzesprojet, deen den honorablen Här Mosar eis elo just hei op déi vun him gewinnten exzellente Manéier virgestallt huet, ass, wéi hie scho sot, éiergäizeg an zukunftsorientéiert. Mat der Aféierung vun engem spezifische Crédit d'impôt solle privat Investitiounen an nei an innovativ Entreprises am Grand-Duché gefërdert ginn.

Dësen Text schreift sech also kloer an d'Thematik vun der Attraktivitéit vun eise Standuert an. An an e reagiert op eng weesentlech Feststellung: An der Europäescher Unioun feelt et eis einfach un dynamesch Startuppen. A souguer wann där bei eis gegrenzt ginn, hu se dacks an den éischte Jore vun hirer Existenz e Problem, fir sech ze finanzéieren.

Dat zwéngt se dacks dozou, d'Europäesch Unioun oder souguer eise Kontinent ze verloossen, fir sech an Amerika, a Kanada oder a Groussbritannien weiterzuentwëckelen. Domat ginn der EU wäertvoll innovativ Käpp a ganz vill Knowhow verluer. An dat, obschonn mir hei zu Lëtzebuerg iwwert déi lescht Jore eise Startup-System ausgebaut hunn a verschidden Initiative vum Wirtschaftsministère an d'Weeër geleet gi sinn, sou zum Beispill de Programm Fit 4 Start an Aidé fir Recherche- an Innovatiounskäschten, awer och d'ënnerstëtzung iwwert de sougenannten Digital Tech Fund.

Et wier irresponsabel, dese Verloscht u Wëssen, u Savoir-faire an un Talenter einfach esou hinzehuelen. Dat schuet dem Lëtzeburgereschen an dem europäeschen Innovatiounssystem. An domat schuet et och eiser eegener Zukunft, eiser wirtschaftlecher a sozialer Zukunft.

Mir wëssen awer, datt aner Länner a punkto Innovatioun, besonnesch an den digitalen Technologien, net schlafen – ganz am Géigendeel. A wa mer net vun hinnen iwwerrannt an dominéiert wëlle ginn, da musse mer en décken Hoff maachen, fir Neies ze schafen an domat neien Iddien eng Chance ze ginn.

Mat deem Crédit d'impôt mobiliséiere mer privat Spuerverméigen – mä Virriedner huet et elo just gesot –, dat op eise Banken a Spuerbicher wéineg produktiv ugeluecht ass, a mir erliichteren et bluttjonnek Entreprises, déi de Mutt hunn, nei Weeër ze goen, an dat an diverse Beräicher, wéi zum Beispill an der Finanzindustrie, woufir mer jo och hei zu Lëtzebuerg eng ganz Rei positiv Beispiller hunn, eeben nei Weeër ze goen. An et erliichtert hinnen den Accès zu frëschem Kapital.

Dat hëlleft eis, Erspueres – an ech hunn et a menger Ried virdrun och scho gesot – vu Privatpersounen ze mobiliséieren an eis Wirtschaft, besonnesch eise Mëtzelstand, ze diversifizéieren. Schliisslech ass e breet opgestallte wirtschaftlechen Tissu och méi widerstandsfäeg, méi resistent am Fall vun externe Krisen.

Deemno setze mer mat deem Gesetzesvorschlag en Zeechen. Mir schafe Viraussetzungen, fir datt jonk innovéierend Betriber zu Lëtzebuerg entstinn, fir datt se och bleiwen, fir datt des Betriber wuessen an Erfolleg hunn. Well wéi seet schonn e franséisch Sprécherwuert? „Qui n'avance pas, rétrograde.“

Loosst eis also dësen Text ënnerstëtzen, dee vun eise exzellente Kolleeg, dem Här Mosar, virgestallt gouf, well dat ass eng strateegesch Investitioun an eis Kompetitivitéit, an domadder an de wirtschaftlechen Erfolleg vun eise Standuert, dem Standuert Lëtzebuerg. An näischt soll eis och dovunner ofhalen, en temps utile eng kéier en éischten Tëschebilan vun deem Gesetz ze zéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann huet den Här Fayot d'Wuert. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Bon, et ass bal alles gesot an deem gudden Rapport, deen de Laurent Mosar gemaach huet. Ech mengen, mir sinn am Fong deem hei Projet de loi favorabel gesinnt. Deen huet jo och schonn eng kleng Geschicht. E geet zréck op eng Etüd, déi vun der viregter Regierung gemaach ginn ass iwwert de ganze Startup-Ökosystem. An dat hei ass eng vun deene Proposen, déi do gemaach goufen, fir eeben och effektiv, wéi Der sot, Investisseuren an dem Secteur vun de Startuppen ze mobiliséieren, fir dass se doranner kënnen investéieren, mat engem Steierincentive.

An an deem Sënn, mengen ech, ass dat schonn eng Mesür, déi mer u sech begrëssen, well mer dat natierlech och deemools matgedroen hunn. Ech hunn dat natierlech och als Minister deemools approuvéiert, well mer wëssen, dass Startuppen Entreprises sinn, déi effektiv vill Potenzial hunn, mee déi eeben am Ufank eng gewëssen Hëllef brauchen, fir op d'Spréng ze kommen.

Bon, dat Eenzezt, wat eis hei stéiert, an dat ass jo och diskutéiert ginn an der Kommissioun, dat ass, dass mer u sech hei e Champ d'application hunn, dee wierklech awer ganz spezifesch fir déi Jeunes entreprises innovantes am Beräich vun der Tech ass. Dee Seuil oder déi Conditionnalitéit vu 15 % vun R&D ass am Fong eppes, wat all déi aner innovativ jonk Entreprises exkludéiert vum Benefiss vun esou engem Dispositif.

Ech denken dowéinst besonnesch un Entreprises, déi zum Beispill am Beräich vun der Économie circulaire ënnerwee sinn, Entreprises, déi an der Économie sociale et solidaire ënnerwee sinn, Entreprises, déi e méi nohaltegen Objet an der grénger Économie hunn. Déi kommen am Fong net an de Benefiss heivunner. An dat ass eis Haaptkritick, änlech och wéi

déi, déi, mengen ech, d'Chambre des Métiers artikuliert huet.

An dofir géif ech gäre soen, dass mer dat hei kënnen matstëmmen, mee mir géifen et gär konditionéieren un eng Motioun, déi ech Iech heimadder elo ofginn, Här President, woura mer u sech e bëssen dee Constat maachen, deen ech elo just a menger Ried gemaach hunn, a woura mer géifen d'Regierung invitéieren, de Champ d'application vun deem Crédit d'impôt start-up och auszubreeden op Entreprises, déi aktiv sinn am Domän vum Sozialen oder am Umweltberäich oder och nach an der Économie sociale et solidaire, mat enger Innovatioun, wou et en Impact social oder écologique gëtt oder déi e Rapport hu mat der Transitioun oder der Création de valeur collective. Ech mengen, dass dat eppes ass, wat net immens vill Geld géif kaschten, wat elo keen immensen Déchet fiscal hätt, wat awer der Startup-Zeen an hirer ganzer Breet géif zegutkommen.

Mir kéinten awer och mat der Iddi liewen, Här Minister, wann Der eis géift soen, dass Der Är Loi Rau bis, déi Der op den Instanzewee bréngt, déi jo am Fong e bëssen eng änlech Iddi huet – dat heescht, de Leit hir Epargne a Richtung vun deene Startuppen ze zéien –, géift méi breet opmaachen, fir dass déi Entreprises, déi Startuppen, déi ech elo just genannt hunn, géifen an de Genoss dovunner kommen. Da wär dat natierlech eppes, wat mer géife begrëssen a wat eis och géif dozou beweegen, dat hei matzestëmmen.

Eng lescht Fro, wat de Champ d'application territoriale ugeet: Et ass jo gewosst, d'Loi Rau, déi huet sech deemools dru gestouss, dass mer en europäesche Problem haten, well mer et net just op Lëtzebuerger Entreprises konnte limitéieren. An dofir ass elo hei d'Fro: Ass dat heiten e Gesetz, dat sech reng nëmme op den Invest a Lëtzebuerger Entreprises limitéiert, oder kënnen Investisseuren och hei vun deem Crédit d'impôt bénéficiéieren, wa se an eng auslännesch Entreprise investéieren, déi zu Lëtzebuerg eng Aktivitéit huet oder zu Lëtzebuerg en Deel vun hirer Aktivitéit huet? An hutt Der dat – ech ginn dovunner aus – gepréift, quant à sa conformité mam europäesche Recht?

Voilà, Här President, ech ginn Iech dann och heimat meng Motioun of.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le projet de loi n° 8526 vise à instaurer un crédit d'impôt pour encourager l'investissement de personnes physiques dans des start-ups dites « innovantes », notamment en relevant le taux d'investissement privé dans l'économie luxembourgeoise et en diversifiant le tissu entrepreneurial ;

– considérant que l'éligibilité au crédit d'impôt repose notamment sur un critère exigeant que les dépenses de recherche et développement représentent au moins 15 % des dépenses de fonctionnement de l'entreprise au cours d'un des trois derniers exercices, seuil qui constitue un critère déterminant pour qualifier une activité d'« innovante » dans le cadre de la loi ;

– considérant que cette conception de l'innovation, centrée sur des dépenses de R&D mesurables selon des critères comptables classiques, ne reflète pas toujours les réalités des modèles d'affaires développés par les start-ups actives dans les domaines sociaux, sociétaux ou environnementaux, dont l'innovation repose davantage sur l'impact social ou écologique, sur des approches participatives, sur la création de valeur collective, ou encore sur des méthodes d'intervention non capitalisables dans des postes budgétaires de « recherche » au sens strict ;

– considérant que plusieurs analyses soulignent qu'un seuil de 15 % de dépenses de R&D est particulièrement élevé et

pourrait exclure, de facto, un nombre important de jeunes entreprises innovantes, notamment dans l'économie sociale et solidaire, dans les services à la personne, dans les technologies sociales, dans la transition écologique ou dans des modèles d'impact qui ne mobilisent pas prioritairement les formes traditionnelles de R&D ;

– *considérant que dans le cadre du processus législatif des préoccupations ont été exprimées quant à la nécessité d'assurer une accessibilité équitable au dispositif fiscal ;*

– *considérant que le coût budgétaire estimé du crédit d'impôt doit également bénéficier à la diversité du paysage entrepreneurial luxembourgeois, en particulier aux entreprises à fort impact social ou environnemental, et contribuer aux objectifs nationaux en matière de durabilité, d'innovation sociale, de transition climatique et de cohésion sociale ;*

– *considérant enfin que la politique d'innovation du Luxembourg ne saurait se limiter à une définition technologique ou strictement R&D de l'innovation, mais doit englober les innovations sociales, environnementales et organisationnelles, telles que reconnues par de nombreuses instances européennes et internationales,*

invite le Gouvernement à

– *élargir dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur de la loi n° 8526 le champ d'application du crédit d'impôt « start-up », aux entreprises actives dans les domaines sociaux, environnementaux ou relevant de l'économie sociale et solidaire, dont l'innovation repose sur l'impact social ou écologique, la transition durable ou la création de valeur collective ;*

– *présenter, le cas échéant dans le même délai, un projet de loi modificatif visant à compléter la définition de l'innovation retenue dans la loi, notamment par l'introduction de critères alternatifs ou complémentaires au seuil des 15 % de dépenses de R&D, afin de reconnaître également les formes d'innovation non technologique telles que l'innovation sociale, l'innovation environnementale ainsi que les modèles économiques circulaires.*

(s.) Franz Fayot.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech maachen et da schnell. Vum Prinzip hier entsprécht dës Projet Iddien, déi och an eise Walprogramm esou drastoungen. An an deem Sënn kënnen mir als ADR-Fraktioun eisen Accord dozou ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. De Faust gëtt jo hei gäre beméit mat sengen zwou Séilen, déi a senger Broscht liewen. Ben, bei dësem Projet geet et ons iergendwéi och esou.

Mir fuerdere jo reegelméisseg d'Regierung op, d'Wirtschaft vun eise Land méi breet a méi zukunftsorientéiert opzestellen. Ech hunn et virun nach a menger Budgetried gemaach. Dozou passt och d'Iddi – an dat fanne mer gutt –, dass kleng an nei Entreprisë besonnesch ënnerstëtzt ginn, déi muer a virun allem och iwerwuer kënnen hëllefen, dat Zil ze erreechen.

Mir gesinn awer hei e puer Bemollen:

Éischtens ass de Seuil relativ héich op 10.000 Euro fixéiert. De Rapportier huet et gesot. Et sinn och eng

Rëtsch Avisen, déi dat soulevéieren. Domat ass jo eigentlech d'Mëttschicht vun den normale Steierzueler de facto e bëssen eraus aus deem Modell. Well fir esou eng Zomm an e Risikoinvest ze stiechen, brauch een awer e bësse méi déif Täschen.

Zweetens feelt och eng proaktiv Cibléierung vum Instrument op Entreprises oder Aktivitéitsfelder, déi am Kader vun enger aktiver Wirtschaftspolitik solle favoriséiert ginn.

Dëst ass d'Plaz, wou ech dann nach eng Kéier e bësse Vergaangenheitsbewältigung maachen an Iech drun erënneren, dass Der an Ärer Proposition de loi, déi Der zesumme mam Här Mosar deposéiert hutt, d'Nohaltegkeet als ee vun de Schwéierpunkte gesat hat, op d'mannst emol rhetoresch. A mir bedauern, datt Der als Finanzminister dës Pist net verdéift hutt, mee se carrement fale gelooss hutt.

Mir hätten eis dofir generell och gewënscht, dass de Steierkredit e bësse méi cibléiert gewiescht wier. An de Staatsrot hat jo zum Beispill an deem Sënn och gefuerdert, dass de Certificat vun der nationaler Agence fir d'Förderung vu Recherche an Innovatioun als Referenz soll geholl ginn. Also e bësse manner breet goe mam Instrument, dofir méi op Impakt, Nohaltegkeet a Suivi setzen. Dat ass elo net hei zréckbehalte ginn.

An deen drëtten Bemoll: Et handelt sech, nach eng Kéier, ëm eng Moosnam, déi d'steierlech Belaaschtung op Kapitalertrag erofsetzt. Mir ënnersträiche jo reegelméisseg hei d'ongerechtegkeeten, déi et gëtt duerch déi schwach Besteuerung vum Kapitalakommens par rapport zum Aarbechtsakkommens, gekoppelt mam Fakt, dass hei, wéi gesot, éischter d'Investisseure mat déiwen Täsche viséiert sinn. Dat ass eppes, wou mer awer schon e puer Bedenken hunn, zemools well mer eeben och nach net wëssen – dat ass normal –, wou elo genau de positiven Impakt op d'Ekonomie wäert leien.

Dat heescht, dat ass e bëssen eisen Zwispalt: Mir deelen d'Finalitéit, mee mir hu Bedenken zur Ausgestaltung. A mir wëssen natierlech, wéi Dir, net genee, wat den Impakt wäert sinn. De Rapportier huet och elo nach eng Kéier déi Loi Rau bis ugeschwat, och do waarde mer natierlech mat Spannung drop, wéi déi sech genee wäert ausbilden.

Elo kéint ech soen: „Dann enthalte mer eis eeben.“ Mee änlech wéi den Här Fayot wollt ech e bësse méi konstruktiv drun eruegen. An ech wëll jo och elo haut d'Saach net nach méi an d'Längt zéien. Duerfir ganz kuerz: De budgetären Impakt vun dësem Projet de loi ass, laut der Fiche financière, am eestellige Milliounenberäich. De Minister hat an der Kommissioun scho gesot, datt d'Instrument och kéint evaluéiert a gegebenefalls adaptéiert respektiv ofgeschaaft ginn, wann et – dat soen ech elo – kee moosbare positiven Effekt hätt a sech just als weidert Instrument fir d'Investisseure géif erausstellen.

Mir sinn och der Meenung – de François Benoy hat dat schon a sengem Budgetsrapport deemools gesot –, dass Steiervirdeeler solle reegelméisseg evaluéiert an eventuell ofgeschaaft ginn, wa se dann näischt bréngen.

An duerfir bréngen ech dann elo eng Motioun an där Richtung eran, wou mer eebe froen, dass eng Evaluatioun heivunner kënt an dann och eventuell Piste sollen opgezeechent ginn, fir Verbesserungen oder Nobesserungen ze maachen.

Wa mer also iwwert déi virum Gesetzestext kéinten ofstëmmen a se eventuell géif ugeholl ginn, da géife mer den Text och matstëmmen, soss enthalte mer eis.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

– *le projet de loi n° 8526 portant création d'un crédit d'impôt en faveur des start-up ;*

– *la proposition de loi n° 8047, déposée par MM. les honorables Députés Gilles Roth et Laurent Mosar en 2022, visant à instaurer un incitatif fiscal destiné à mobiliser l'épargne privée afin de soutenir les PME durables et numériques ;*

– *la nécessité d'évaluer tout incitatif fiscal à la lumière de son impact réel par rapport au but affiché, d'une part, et de son coût budgétaire, d'autre part,*

invite le Gouvernement à

– *évaluer le crédit d'impôt start-up au plus tard deux années après son entrée en vigueur ;*

– *présenter à la Chambre des Députés un rapport portant notamment*

• *sur l'efficacité du dispositif au regard des objectifs poursuivis,*

• *sur son coût budgétaire,*

• *ainsi que sur d'éventuelles pistes d'amélioration portant notamment sur le périmètre des activités et entreprises entrant dans le champ d'application du dispositif, voire sur une éventuelle abrogation de ce dernier.*

(s.) Sam Tanson, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass d'Wuert fir den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stinn haut virun engem Gesetzesprojet, deen op den éischte Bléck versprécht, Innovatioun a jonk Entreprises ze fërderen. Awer wann ee sech d'Realitéit vun dëse Mesüre méi genee ukuckt, da gesäit ee séier, datt et hei u sech ëm e klassecht Geschenk un déi geet, déi et souwisou scho gutt hunn.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass nämlech eng Mesur fir déi Räich. En Investissement vu Minimum 10.000 Euro schléisst de gréissten Deel vun der Bevëlkerung automatesch aus.

A firwat soen ech „automatesch“? Ma wann ee mat Finanzberoder schwätzt, da soen déi engem, datt een net méi wéi 5 bis 10 % vu sengem Net Wealth, also sengem Patrimoine net no 10 Scholden, am Héichrisikosachen soll investéieren. 5 bis 10 %, kommt mir soen, mir si bei 5 %, da muss een, fir 10.000 Euro kënnen ze investéieren, mindestens 200.000 där investéierbarer Assets hunn. Ech mengen, wa mer eng Kéier duerch d'Uelzechtstrooss zu Esch géife goen, géife mer keng héich Densitéit fanne vu Leit, déi einfach mol géife soen: „Ech hunn 200.000 Euro op der Säit an ech ka mer erlaben, mat 10.000 Euro dovunner ze spillen an déi an eng Startup ze investéieren.“ Dofir mengen ech, datt dat hei schon e ganz limitéierten Impakt huet, well vill Familljen aus der Mëttelekass hunn esou vill Suen net iwwreg. An dofir, mengen ech, ass dat ganz limitéiert.

Ech wollt dem Här Mosar nach kuerz op eppes äntwerten. En huet nämlech gesot: „Et kann een dat Erspuertent nëmme mobiliséiere mat Steieravantages.“ An dat ass ekonomesch falsch, Här Mosar. An ech mengen, et gehéiert zur intellektueller Éierlechekeet ze soen, datt et och aner Piste géif gi wéi ze soen: „Mir gi Steieravantages un déi, déi souwisou scho Suen op der Säit hunn.“

Et gëtt Méiglechkeeten: zum Beispill e Public-private-Matching ze maachen, de Staat als Cornerstone-Investor ze gesinn. Mir kënnen iwwer eng Reduktioun vu Crowdfunding-Regelen diskutéieren, wou een also och mat méi niddrege Montante kéint investéieren. Wat zu Lëtzebuerg blöderweis net geet – pardon, et ze soen –, well mer ganz vill Startuppen hunn, déi als SARL organiséiert sinn a fir all Kapitalerhéijung bei den Nottär musse lafe mat all hiren Investisseuren, wat da Crowdfunding ad absurdum féiert. Well kee mécht Crowdfunding an eng SARL, wann en duerno muss dräimol bei den Nottär goen, dee ganzen RBE (ndlr: Registre des bénéficiaires effectifs) an alles muss maachen. Dir kennt et besser wéi ech.

Spéitstens do misst een driwwer nodenken, wéi een et kéint vereinfachen, och mat enger SARL, virun allem well mer d'SARL-Se geschafen hu fir jonk innovativ Betriber, déi sech lancéiere wëlle mat wéineg Kapital am Ufank. Déi penaliséiere mer spéider, wa se dann eng Levée de fonds wëlle maachen, mat onnéidegem administrativem Overhead.

Mir kéinten d'Dokumentatioun ofschaffen, wann et ëm d'Kapitalerhéijung geet, wann et ëm Prospekter beim Crowdfunding geet. Ech mengen, mir kéinten hei, wa mer eng Stonn géifen driwwer schwätzen, op 100 Iddie kommen, wéi mer déi Saache kéinte vereinfachen. Et ass also net esou, datt et just steierlech Avantagé musse sinn.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Et aner Méiglechkeeten. Jo, just well iergendee mat engem wichtege Numm eng Kéier eppes geschriwwen huet, heescht dat net, datt et automatesch wouer ass. Deen Appel à l'autorité, do hu mer während dem Covid gesinn, datt béid Säite sech deem ëmmer erëm zerwéiert hunn. Ech weess net, ob dat ëmmer esou effikass war.

Bref, zu dëser Mesür: D'Mesür ass och nach komplizéiert opgebaut, mat den R&D-Certifikaten, Bilanzschwellen, Definitioune a juristesche Feinheiten, déi nëmmen nach gutt informéiert Leit mat finanzieller Beroder wäerte verstoen, déi dovun profitéiere kënnen.

(Interruption)

Wéi soll also den normale Steierpflichtegen dat do nach notzen?

D'Chambre des Métiers huet dann och eng wichtege Fro gestallt: Firwat konzentréiere mer eis nëmmen op Hightech-Startups?

An dofir ass mer d'Motioun vum Här Fayot och ganz sympathesch. Et gëtt nämlech Dausende vun Handwierks- a Mëtzelstandsbetriber, déi zwar innovativ schaffen, déi awer vläicht net – oder tout juste net – un déi 15%-Schwell wäerten erukommen. Den Elektriker, deen eng nei Serviceapp entwéckelt, de Schräiner, deen eng nei Maschinn oder Technik erfënnt, all dës Entrepreneuren hätten et och verdéngt, ënnerstëtzt ze ginn.

Mir schafen hei awer rëm nëmmen e System fir eng kleng Elitt. An dat ass net gerecht.

Bref, mir kéinten elo – an do schloen ech en änlechen Toun wéi d'Madamm Tanson virdrun un – soen: „Dat dote klängt alles net esou super.“ Op där anerer Säit wësse mer ganz genee, datt mer eng Mobiliséierung vum Kapital brauchen an datt all Dréps op de gliddege Stee kann hëllefen, fir datt mer déi nächst Startup hei kënnen finanzéieren. Dofir géif ech mer wënschen, datt mer déi Evaluatioun, déi de Minister schonn ugekënnegt hat an déi d'Madamm Tanson elo an hirer Motioun gefuerdert huet, kéinten unhuelen. Datt mer eis sécher sinn, datt mer déi Evaluatioun

maachen. An datt mer eis awer och d'Wuert ginn, datt mer, wann et näischt bruecht huet an deem Delai, dann och aktiv ginn an dat heiten erëm réckgäנגeg maachen.

Ënnert deenen zwou Konditiounen kënnen mir eisen Accord ginn, soss wäerte mer eis enthalen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et muss een tatsächlech heiansdo e bëssen oppassen, wann ee permanent mam Här Draghi kënnt, och wann en e Bericht geschriwwen huet, dee vläicht interessant Saache seet. Den Här Draghi huet och d'Europäesch Zentralbank dirigéiert zu enger Zäit, wéi d'Griicheland-Kris war, an ech mengen, en huet sech net mat Ruhm bekleckert, bien au contraire souguer. Bon, soit.

Jo, mäi Virriedner ass schonn dorobber agaangen, an net nëmmen hien: Déi heite Mesür, och wa se verschidde Paliere virgesäit, adresséiert sech jo a Realitéit u gréisser Investisseuren. Dat ass: Wann een also e Crédit d'impôt bis zu 100.000 Euro kann zrëckkréien, dann heescht dat, datt een e maximalen Invest vun enger hallwer Millioun Euro hat. Mir schwätzen och hei vun engem Déchet fiscal, deen natierlech am eestellege Milliounereberäich bleift. Et gëtt vun 2,5 bis 7,5 Milliounen Euro geschwat. Mee et ass och nach net sécher. Et ass och wierklech schwéier, genau erauszefannen, wéi héich dee wäert sinn. Op jiddwer Fall wäert et natierlech de Steierzueler erëm eppes kaschten.

De Problem ass, mir hunn haut de Mëtten erëm iwwert de Budget geschwat. An ech hat erëm opgeworf, wéi ech och kuerz d'Geleeënheet hat, fir e bëssen op d'Recetten anzegoen, déi e Staat braucht, datt een eng Partie Steiernischen zoumécht. A mat dësem Projet de loi mécht een a Wierklechkeet erëm eng Steiernisch op. Et adresséiert sech un déi sougenannte „Risikoengelen“, déi gréisser Investisseuren, déi a Startuppen investéieren. Ech sinn elo kee Spezialist, mee ech hunn awer och e puer Saache gelies. An oft gëtt awer och gesot, och vun Ekonomisten, datt déi Risikoengelen u sech relativ spéit am Processus erasprangen, do, wou et relativ sécher ass ze investéieren – si jo och net geckeg a Wierklechkeet –, dat heescht do, wou e Betrib scho bewisen huet, datt en eppes hikritt. An elo ass et esou, datt déi Risikoengelen natierlech u sech elo méi Sécherheet kréien. Dat heescht, si ginn elo erëm wäit ewech vun dem Risiko, well se a Wierklechkeet nëmme Risiko am Numm hunn.

A wat geschitt? Ben, de Steierzueler, deen iwwerhëlt 20 % vun deem, wat se investéieren, ëmmerhin. An dat sinn ëmmerhin 20 %, déi se zum Beispill am Fall vun enger Faillite spuere kënnen. Am Fall awer, wou de Betrib funktionéiert an och Profitter erauspuckt, kënnen si dat natierlech fir sech halen. Dat heescht, mir sinn erëm an engem Modell, wou de Verloscht vergesellschaftet gëtt, an de Profit, dee gëtt privatiséiert.

Et ass natierlech och staark kritizéiert ginn, datt et guer net diskriminéiert, wat fir eng Natur vum Business do ass, ob sozial Krittären do sinn, ob ekologesch Krittären do sinn. Dat schéngt dee Projet de loi net ze interesséieren.

D'Madamm Tanson huet do eng Motioun deposéiert. A, jo, do sidd Der net, pardon.

(Interruption et hilarité)

Mee et war trotzdem ... Voilà.

(Interruption par M. Sven Clement)

An duerno ... Jo, et gëtt spéit.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Fuert virun, Här Wagner!

M. David Wagner (déi Lénk) | An da gëtt et jo nach eng Partie Krittären. Also, d'Chambre des Salariés schwätzt sech ganz kloer géint dëse Projet de loi aus, well si huet et tatsächlech als dat benannt, wat et a Wierklechkeet ass: Dat ass eng Steiernisch fir gréisser Investisseuren, natierlech net fir den Duerchschnittsmënsch!

An d'Chambre des Fonctionnaires huet och eng Partie Krittäre gemaach, notament well et jo Krittäre gëtt, fir iwwerhaapt an de Genoss ze komme vun där Subvention. Ee Krittär ass zum Beispill, datt een esou vill Prozent – 15 %, mengen ech – an d'Recherche investéiert, datt déi Startup doranner investéiert. An do gëtt et warscheinlech och Tricker, fir déi 15 % opzebauschen, notament wann iwwerproportionéiert Salären ausbezuelet géife ginn an duerno als Frais de recherche kéinte kontabiliséiert ginn.

Aus deenen Ursache wäerte mir géint dëse Projet de loi stëmmen. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister, wann Der wëllt, ...

(Interruptions et hilarité)

... kritt Der gären d'Wuert.

(Interruption par M. Sven Clement)

Et ass e spéiden Owend, mee mir kréien dat awer hin. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Pardon. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech alleguerter Merci fir déi gutt a konzis Diskussioun, déi mer heiriwwer haten. Ech wëll och dat am Telegrammstil maachen an Iech nach eng Kéier soen, wat d'Beweeggrënn sinn.

Jo, et ass fir Investissementer vu sougenannten – ech weess, dass dat elo net produktiv ass, fir Är Zoustëmmung ze kréien – Businessangels a Startuppen. Dat war an dem Regierungsprogramm virgesinn. Iddie waren och schonns ënner fréiere Regierungen, wéi den Här Fayot mat Recht soulevéiert huet, an der Maach.

Et ass och an der Linn vun deene Rapporten iwwert d'Spuer- an Investitiounsunionen zu Bréssel. Doropshin ass och de Kader – dat war jo eng vun de Froen, déi gestallt goufen –, wat fir eng Entreprisë kënnen hei an de Genoss kommen, och enk ugeleent un de Kader, dee Bréssel virgëtt, fir net ënner Staatshëlfen ze falen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Do ass déi Fro vum Här Fayot – an ech ginn dorobber an –: „Wéi wäit kann eng auslännesch Entreprise och heivunner profitéieren?“ Direkt: eng Entreprise, déi zu Arel ass, net. Mee bei enger Entreprise, déi zu Arel ass, déi zu Lëtzebuerg en Établissement stable huet, a wann den Investissement an den Établissement stable geet, deen zu Lëtzebuerg ass, geet dat.

A selbstverständlech: „Wie kann dervu profitéieren?“ Deen, deen zu Lëtzebuerg steierpflichteg ass. Dat ass

also e Resident, mee dat kann och en Non-résident sinn, deen awer zu Lëtzebuerg steierflichteg ass. Dat ass déi Fro.

Déi Fro: „Firwat hutt Der net de Champ d'application méi grouss opgemaach? Firwat ass et op Startuppen an net herno op Scaleuppen?“ Dir hutt alleguerten déi Avice gelies. D'Chambre des Commerce wëllt dat méi grouss opmaachen. D'Chambre des Métiers wëllt et méi grouss opmaachen. D'Salariatschamber an ... net d'CGFP, mee d'Chambre des Fonctionnaires, ...

(Hilarité et interruption par M. André Bauler)

... déi wëllen et méi enk maachen. Duerfir ware mir der Meenung, dass mer sollte kucken, fir unzefänken a fir dass den Déchet fiscal och net direkt ze grouss ass – an et ass gesot ginn, mengen ech, vun dem Här Fayot, dass deen an en eestellige Milliouneberäich ageschat gëtt laut der Fiche financière –, dass dat de goldene Mëttelwee ass, fir eppes ze maachen: de Champ d'application am Ufank méi kleng maachen an eis uleenen un déi europäesch Gesetzgebung an deem Beräich.

Ob déi auslännesch Entreprisë kënnen an de Genoss kommen? Nee. Iwwert den Établissement stable, jo. Dat hunn ech beäntwert.

Dat hei ass e Puzzlestéck, jo, fir méi Kompetitivitéit ze schafen. Ech mengen, dass mer dat och maachen.

Et ass net e Produkt fir all Bierger. Et ass richtig, dass d'Seuilen esou ugeluecht sinn, dass eigentlech méi fortunéiert Leit dat kënnen maachen.

Et ass och esou ugeluecht, dass de Salarié, deen an enger Startup schafft, net kann dervu profitéieren. Firwat? Well mer kucken, dem Salarié an enger Startup e Virdeel ze ginn iwwert de Wee vu Stockoptions, déi awer limitéiert sinn op Startuppen. Dat ass also dee Wee, dee mer fueren.

Dann ass gefrot ginn: „Wéi verhält dat hei sech mat der Loi Rau bis, déi wäert kommen?“ Am Januar, Februar wäert ech, wann alles riichtgeet, d'Chamber saiséiere mat engem Projet de loi iwwer e sougenannt Loi-Rau-bis-Produkt, dat heescht, wa Leit hir Erspuernisser – oder en Deel vun hiren Erspuernisser – an e Fong, eng SICAV investéieren, déi da reinvestéiert, ënner verschiddene Konditione, an Entreprises zu Lëtzebuerg oder Établissements stables vun Entreprises, auslänneschen Entreprises, déi zu Lëtzebuerg sinn, a vläicht souguer doriwwer eraus. Dat ass eigentlech e méi allgemengt Spuer- an Investprodukt. Dat hei differenziéiert sech doduerch, dass dat hei méi e Risikokapitalprodukt ass.

Do ass d'Fro vun dem Här Fayot: „Wann Der dat géingt opmaachen op d'Économie solidaire?“ An d'Madamm Tanson huet gefrot, dass een eng Evaluatioun mécht no zwee oder dräi Joer. Do géif ech Iech Follgendes proposéieren: Soubal mer um Niveau vum Ministère dat Produkt Loi Rau bis stoen hunn, géif ech zesumme mat de Leit vum Ministère, vun der Steiervverwaltung an d'Chamberskommissioun kommen, fir dass mer genau kënnen oplëschen, wat d'Loi Rau bis ofdeckt a wat d'est Produkt ofdeckt. An da géife mer och offen diskutéieren, ob een no enger Evaluatioun – déi ka weinst menger och méi kuerz sinn, dat kënnen zwee Joer sinn – da kuckt, fir deene Suggestioun vum dem Här Fayot Rechnung ze droen.

Direkt an dësem Gesetzesprojet, Här Fayot, dat muss Der verstoen, kann ech et net maachen. Mir sinn also oppe fir Är Iddi, de Champ d'application eng Kéier auszudeenen, nodeem mer eng éischt Expérience hunn, an ze kucken, Är Iddi Rechnung ze droen am Deel vun der Loi Rau bis, an dat kucke mer dann an enger zweeter Phas.

An ech wier frou, wa mer hei, fir de Start kënnen ze hunn, fir deen heite Projet awer mat enger méiglechster larger Majoritéit d'Zoustëmmung vun Iech kéinte kréien.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools dem Här Finanzminister Gilles Roth. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Et ass da gefrot ginn, datt mer fir d'éischt iwwert déi zwou Motiounen, déi zum Projet de loi 8526 deponéiert goufen, géifen ofstëmmen.

Motion 1

Da géife mer fir d'éischt bei d'Motioun Nummer 1 kommen, déi vum Här Franz Fayot deponéiert ginn ass. Den Här Fayot freet direkt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Minister fir déi Ouverture. Ech géif proposéieren, dass mer déi Motioun hei an d'Kommissioun huelen, fir eng Kéier driwwer ze diskutéieren, fir vläicht e bësse méi am Detail ze verstoen, wéi mer effektiv déi Comparaisoun do zwëschen deenen zwee Champ-d'applicatione géife maachen.

An ech mengen, wat eis wichteg ass, dat ass, dass et awer iergendeng Mesür gëtt, an déi kann och an där Loi Rau bis do sinn, wou eeben déi Entreprises, déi elo hei net dra sinn, déi elo keng reng Tech-Startuppe sinn, awer trotzdem an de Genoss vun esou engem steierlechen Incentive kënnen komme.

Wann Der dat iwwer Fonge maacht, stellt sech natierlech ..., da musst Der Fongen opleeën, déi dat da maachen, déi an esou Entreprises investéieren. Mir wëssen, dass dat net ëmmer einfach ass. Do brauch een och eng gewëssen Taille critique, do brauch een e gewëssenen Ekosystem.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Pardon. Mir musse kucken, wéi wäit dat europäesch machbar ass, well do de Champ d'application vun den europäesche Reglementéierungen, déi eppes erlaben, wat net ënner Staatshëllefe fält, do fir d'Startuppen an d'Tech-Welt e bësse méi Spillraum gëtt. Also, ech ginn Iech d'Engagement, dass mer et kucken an dass mer de Champ esou wäit opmaachen, wéi et europäesch machbar ass. A mir kucken dat zesummen an der Kommissioun.

M. Franz Fayot (LSAP) | D'accord. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Mosar huet d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci. Ech wëll direkt soen, datt mir mat där Proposition natierlech d'accord sinn, déi Motioun vum Här Fayot eng Kéier an d'Finanzkommissioun ze ginn, well ech mengen, mir sinn eis eigentlech alleguerten eens iwwert dat Zil, dat mer wëllen erreechen.

Ech hunn och matkritt, datt alleguerten d'Riedner – oder déi allermeescht – aus diverse Grënn fonnt hunn, datt deen heiten Text net wäit genuch géif goen an datt een nach eng Rei aner Type vu Sociéité misst mat eranhuelen.

Ech gesinn et e bëssen änlech, Här Fayot, wéi de Finanzminister. Ech mengen, souwäit ech déi communautaire FinTech-Regulatiounen kennen, schéngt dat mer schwierig ze sinn, déi selwecht Konditione, déi mer elo hei hunn, och op aner Aktivitéiten auszuweisen. Da riskéiere mer, effektiv net méi an de Kontext hei ze falen.

Duerfir, ech hunn dat virdrun och scho gesot, mengen ech, datt een dat, wat Dir richtegerweis hei wëllt, a mir par ailleurs och, éischter an deem Text Loi Rau mat drakritt. Mee ech mengen, mir sollen

eng Kéier allgemeng, wann de Finanzminister – en huet déi Offer gemaach – eis elo eng Kéier déi grouss Prinzippe vun der Loi Rau virstelle kënn, generell déi Diskussioun féieren.

Well den Här Clement hat nach en anere Wonsch. Dat ass dat, wat eigentlech och d'Salarié betrëfft. Dat ass och e wichteg Element. Mee nach eng Kéier: D'Salarié kann een aus enger Rei vu juristesche Grënn net an dësen Text eranhuelen. Dofir muss een dann e limitéierte Stockoptions-Text maachen.

Duerfir, mengen ech, wär et gutt, wa mer eng Kéier generell géifen iwwert déi verschiddenen Texter schwätzen. An duerfir, mengen ech, wär déi einfachst Demarche elo, mir huelen déi dote Motioun an d'Kommissioun a mir diskutéieren do och eng Kéier am Kontext vun der Loi Rau.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Mosar.

Gëtt et weider Wuertmeldungen derzou? Oder kann ech d'Chamber froen, ob mer par main levée kënnen doriwwer ofstëmmen, dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

(Assentiment)

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Domadder ass dës Motioun dann elo an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 1 est renvoyée à la Commission des Finances.)

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vun der Madamm Sam Tanson deponéiert ginn ass. Si géif herno nach derzou schwätzen. Den Här Mosar wëll direkt eppes soen.

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, ech mengen, hei kann ech ganz schnell sinn, Här President. A well mer méi no bei Chrëschttag kommen, si mer och an enger Chrëschtagsstëmmung.

Plusieurs voix | O!

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Duerfir wollt ech Iech soen, datt mir d'accord sinn, der Madamm Tanson hir Motioun unzuhuelen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech mengen, da kënnen mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Kënnen mer iwwert déi och à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dann d'Motioun Nummer 2 ugehall.

Da kënnen mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8526 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8526⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8526 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen bei 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugehall.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8526 est adopté par 57 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Stéphanie Weydert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener (par Mme Claire Delcourt), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 8546 – Projet de loi portant introduction d'un transfert de données de l'Administration des contributions directes vers l'Administration du cadastre et de la topographie et portant modification :

1^o de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3^o de la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

4^o de la loi modifiée du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale ;

5^o de la loi modifiée du 10 août 2018 portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Mir kommen elo zum Projet de loi 8546, der Aféierung vum enger juristescher Basis fir den Transfert vun Donnéeën tëschent der ACD an der ACT. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vun deem Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, am virleiende Gesetzesprojekt hu mir et effektiv mat enger Rei vu ganz ënnerschiddlechen Theemen a Punkten ze dinn.

Engersäits geet et drëms, eng kloer legal Basis fir den Datenaustausch tëscht eiser lëtzebuergescher

Steierverwaltung an dem Kadaster ze schafen. Dësen Datenaustausch ass néideg am Kader vun den Aarbechten un der Reform vun der Grondsteuer, der Mobiliséierungssteuer vu Bauland souwéi der Steuer op eidel stoende Wunnengen.

Anerersäits gesäit de Projet de loi punktuell Upassungen u bestoende Gesetzter vir. Am Gesetz vun 1967 iwwert d'Akomessteier ginn d'Modalitéite prezisiéiert, no deenen d'Patronen der Steierverwaltung d'Lëscht vun de Salariéë musse viruginn, déi vun enger sougenannter Prime participative profitéiert hunn.

De Projet de loi iwwerschaaft och de steierlechen Traitement vun Elteren, déi d'Allocation familiale deelen am Kader vun der Résidence alternée vun hire Kanener. Fir d'Steierjoren 2025 an 2026 soll deen Elterendeel, deen net vun der Steuerklasse 1a profitéiert, eng Steuerbonifikation vun 922,50 Euro pro Kand accordéiert kréien. Dës Bonifikation ass degressiv an hängk vum Akomes vum betroffenen Elterendeel of.

Weiderhi gesäit de Projet de loi eng punktuell Upassung vum Gesetz iwwert d'SPF (ndlr: Société de gestion de patrimoine familial) vir, andeems d'Société par actions simplifiée an de Krees vun de Gesellschaftsformen opgeholl gëtt, déi de Statut vun enger SPF unhuele kënnen.

Am Beräich vum Austausch vu Steierinformatiounen op Demande reagéiert de Projet de loi op en Urteel vun der Europäescher Cour de justice vum 26. September 2024. Hei hat den Europäesche Gerichtshaff festgestallt, datt eng allgemeng Verflichtung fir Affekoten, der Steierverwaltung am Kader vun engem Informatiounsaustausch all Dokumenter a Kommunikatiounen mat hire Clienten auszuhënnegen, eng net gerechtfertegt Verletzung vum Berufsgeheimnis a vum Recht op de Schutz vun der privater Kommunikatioun duerstellt. De Projet de loi huet och dofir zum Zil, de legale Kader justement an deem Beräich un dëst Urteel vum Europäesche Gerichtshaff unzepassen an d'Konformitéit mat der EU-Grondrechtscharta sécherzestellen.

Schlussendlech gesäit de Projet de loi eng Upassung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Enregistrement vir. Am Kontext vun där ëmmer méi komplexer TVA-Reglementatioun an der verstärkter internationaler Zesummenaarbecht am Kampf géint de Steuerbedruch soll d'Direktioun mat engem zousätzlechen Directeur adjoint gestärkt ginn. Dës Persoun soll da besonnesch fir d'TVA-Froen an de Contentieux fiscal zoustänneg sinn.

Här President, a sengem Avis vum 2. Juni 2025 huet den Ordre des avocats du barreau de Luxembourg d'Bestëmmunge vum Projet de loi iwwert den Austausch vu fiskalen Informatiounen op Demande analyséiert a Prezisiounen am Gesetzestext gefrot. En huet dobäi verlaangt, datt kloer tëscht EU- an Drëttstaaten-demandë misst ënnerscheet ginn an datt d'Reegelung sech ausschliisslech op d'juristesch Berodung vun Affekote bezitt. Am Licht vun deene rezenten Urteeler vun der Cour administrative an der Cour de justice de l'Union européenne huet den Ordre des avocats zousätzlech d'Ophiewe vun enger Bestëmmung gefuerdert, déi d'Berufsgeheimnis vun den Affekoten ageschränkt hätt.

D'Chambre de Commerce hëlt Kenntnis vum Projet de loi a mécht keng inhaltlech Bemerkungen. Si weist awer drop hin, datt den Datenaustausch tëscht der Steierverwaltung an dem Kadaster net virum Akraafttriede vum Gesetzestext iwwert d'Reform vun der Grondsteuer kann ëngesat ginn. Am Sënn vun der Rechtssécherheet plädéiert si derfir, dës Bestëmmungen direkt an dee betreffende Gesetzestext opzehuelen.

A sengem Avis vum 24. November 2024 huet den Ordre des experts-comptables d'Ofschafe vum Alinea 2 vum Paragraf 177 vun der Abgabenordnung kritiséiert. Si betounen, datt dës Bestëmmung dem Grondrecht aus der EU-Charta an der lëtzebuergescher Verfassung entspreche muss an net nëmme d'Affekoten dierf betreffen. Hirer Meenung no féiert de momentane Wortlaut zu enger Ongläichbehandlung tëschent Berufsgruppen. Den Ordre plädéiert dofir och fir eng kloer legislativ Neifaassung vun deem Alinea 177 anstatt fir eng einfach Sträichung.

De Staatsrot huet de Fourre-tout-Charakter vum Projet kritiséiert, well vill Ännerunge verschidden net zesummenhängend Matière géife betreffen. Esou weist de Conseil d'État drop hin, datt d'Artikelen 1 an 2 vum Projet de loi, déi den Datentransfer tëschent der Steierverwaltung an dem Kadaster reegelen, u sech en eenheetleche legale Kader bilden a prinzipiell an engem eegene Gesetz hätte solle gereegelt ginn.

Bei der Analys vum Gesetzestext huet de Staatsrot eng Rei Bemerkunge respektiv Opposition-formell formuléiert. No den Amendementer hëlt hien a sengem Avis complémentaire vum 2. Dezember 2025 seng formell Oppositionne géint dësen Artikel 1 zréck. Hien hëlt domadder zwee weider Amendementer un, stellt awer am Kader vum neien Artikel 8 déi Fro, ob d'Zousazprezisioun vum juristesche Conseil en effektiven normative Meerwäert hätt, a proposéiert, dëst ze sträichen. D'Finanzkommissioun war awer hei enger anerer Meenung an huet decidéiert, dëser Fuerderung net nozekommen.

Souvill zum Rapport vun deem Projet de loi.

Discussion générale

Ech dinn domadder och d'Kap vum Rapporteur aus, fir da ganz kuerz och nach eng Kéier d'Kap vum mandatéierte Spriecher vun der CSV-Fraktioun unzedeien, fir nach eng Kéier och dëse Projet de loi expressement ze begrëssen, deen hei eng ganz Rei vu Prezisiounen virhëlt, déi och gewëssen Artikelen weesentlech méi kloer maachen.

Ech wollt och nach eng Remark maachen iwwert d'Berufsgeheimnis vun den Affekoten, iwwert dat mer an der zoustänneger Finanzkommissioun jo méi laang diskutéiert hunn. Mir haten och eng Kéier de Conseil de l'ordre selwer do, fir mat hinnen och de vive voix iwwer hir Reserven a Kriticken ze schwätzen. A mir hu schlussendlech och deene Fuerderunge vum Conseil de l'ordre vun den Affekoten noginn, well et hei wierklech ëm e ganz wichtege Secret professionnel geet, deen och net ze vergläichen ass mat anere Secret-professionellen.

An ech wëll och nach eng Kéier hei widerhuelen, datt et hei a sech net drëm geet, en Affekot ze protegéieren, mee et geet hei drëm, e Client ze protegéieren. An et geet hei eigentlech ëm fundamental rechtsstaatlech Prinzipien. Et geet hei och ëm d'Rechter vun der Defense. Et geet hei och ëm eng Fro vu Vertrauen zwëscht dem Affekot a sengem Client. An duerfir mengen ech, datt et richteg ass, datt mer hei och där Fuerderung noginn hunn.

Ech betounen och nach eng Kéier, datt et hei reng ëm den Affekot geet a senger Roll als juristesche Beroder, juristesche Verrieder vu sengem Client. Et geet hei elo net ëm d'Strukturatioun vu Steiermodellen oder ëm d'Opsetze vu Gesellschaften. Dat ass hei expressement net an deem Text dran.

An duerfir, mengen ech, mécht deen Text, esou wéi d'Kommissioun an hirer grousser Majoritéit en zeréckbehalen huet, och Sënn. An duerfir wäert meng Fraktioun op jidde Fall hir Zoustëmmung zu deem Gesetzestext ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Mosar. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt ageschriwwen. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleege, ech mengen, ech ka mech ganz kuerz faassen, well de Laury Mosar huet de Projet de loi richteg rapportéiert an och resüméiert. A sengen Erklärungen a Stellungnamen, deene kann ech nëmmen zoustëmmen.

Wéi gesot, mir begrëssen als DP dëse Gesetzestext, deen am Kader vun der Reform vum Impôt foncier déi néideg legal Basis schaaft, wat de gesécherten Transfert vun den Donnéeën vun der Steierverwaltung un de Kadaster betrëfft.

De Rapporteur huet et schonn erkläert, hei ginn nach weider aner Upassungen um Niveau vu verschiddene Gesetze gemaach. Mir begrëssen, entre autres, awer virun allem och déi degressiv Bonification d'impôt vun 922,50 Euro pro Kand am Fall vun enger Résidence alternée fir deen Elterendeel, deen net vun der Klass 1a profitéiert. Dës Bonifikatioun gëllt nëmme fir d'Joren 2025 an 2026. Duerno soll déi eenheetlech Steuerklass, déi mir als DP scho laang fuerderen, dann och fir méi Gerechtegkeet suergen.

Ech begrëssen awer och, datt mer eis un d'Gerichts-urteel ugepasst hunn, an awer och haaptsächlech, dass mer déi Argumenter, déi vum Conseil de l'ordre vun den Affekoten iwwert de Secret professionnel ervirbruecht gi sinn, och konnten an dem Text iwwerhuelen. Et ass, wéi de Rapporteur et scho gesot huet: De Secret professionnel ass wierklech intangibel an e gëtt an x Urteeler, souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland, begrësst an ënnerstëtzt, soudass mer do wierklech nëmmen zefridde kënne sinn, dass dee Secret professionnel mat an d'Gesetz eragefloss ass.

An deem Sënn géif ech den Accord vun der DP gi fir dëse Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Arendt. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Dëse Projet de loi ass u sech en Omnibusgesetz, dat ganz verschidde Mesürene huet, déi och net vill mateneen ze dinn hunn.

Et ass engersäits déi Steiererlichterung fir Elteren, déi hir Kanner an enger Garde alternée hunn, déi mer natierlech begrëssen, anersäits dann den Echange vun Donnéeën mat der Steierverwaltung am Kader vun der Grondsteuer, der Mobiliséierungssteuer an der Leerstandssteuer, déi mer och begrëssen. An dann ass et déi Dispositioun mam Secret professionnel vun den Affekoten, wou mer méi Reserven hunn.

De manière générale, mengen ech, bedauere mer, dass mer esou Texter hu wéi deen heiten, esou en Texte fourre-tout, wou Saachen dra sinn, déi absolut nëischt mateneen ze dinn hunn. Dat mécht d'Gesetz net méi lieserlech. Dat huet och de Staatsrot kritizéiert. Dat mécht et dann och fir d'Opposition net ëmmer méi liicht, sech bei esou Saachen – wa Saachen dra sinn, déi ee begrësst, anerer, déi een net begrësst – dann ze positionéieren, wat de Vott ugeet. Mee, voilà, dat heescht, dat ass eng éischt Kritik quant à la forme, wat elo e bëssen dee Caractère omnibus ugeet vun deem Text.

Ech muss och soen, dass ech regrettéieren, dass déi Steieren, déi u sech hei solle facilitéiert ginn, insbesonnesch d'Mobiliséierungssteuer an d'Leerstandssteuer, nach ëmmer net do sinn. An ech profitéieren

do vun der Occasioun, obwuel ech weess, dass dat elo net Äre Ressort ass, Här Minister, fir ze froen, wéini déi dann elo kommen.

Well mir hunn ëmmer erëm an Diskussiounen ronderëm de Logement – mir haten dat och elo nach de Mëtten an der Budgetdiskussioun – de Constat, dass mer vill eidel Wunnengen hunn, insbesonnesch awer och dass mer mussen eppes géint d'Spekulation um Terrain maachen. An dofir brauche mer déi Instrumenter vun der Leerstandssteuer an och vun der Mobiliséierungssteuer. A mir verstinn net, wou dat drun ass.

Dat ass en Text, e Projet de loi, deen op den Instanzewege geschéckt ginn ass; eng Steuer, mengen ech, wou mer eis hei awer relativ breet eens sinn, dass dat eent vun den Instrumenter ass am Kampf géint d'Wunnenskris. An dofir géife mer nach eng Kéier wierklech gären insistéieren, dass dat elo gemaach soll ginn, och net verwässert soll ginn an dass dat och elo soll schnell kommen. An nach eng Kéier, wann Der do Informatiounen hutt, wou dat drun ass, da wäre mer do natierlech interesséiert.

Mir begrëssen, wéi gesot, déi Dispositioun iwwert den Transfert vun Donnéeën an och déi Dispositioun iwwert d'Steiererlichterung fir Eltere mat Kanner an enger Garde alternée.

Dat, wou mer, wéi gesot, Problemer hunn, ass déi Dispositioun mam Secret professionnel vun den Affekoten. Natierlech hu mer Kenntnis geholl vun deem Arrêt vun der Cour de justice. Fundamental gesi mer awer trotzdeem heidran e Problem, well de Secret professionnel vum Affekot a priori elo net soll de Conseil juridique et fiscal, insbesonnesch wann et ëm Optimisationsdossiere geet oder Structuration fiscale, mat ofdecken.

A mir gesinn hei da wierklech och e Problem fir d'Steierverwaltung bei esou Dossieren, wou mer jo Direktiven haten, déi geholl gi sinn, fir eebe justement déi aggressiv Steieroptimiséierung ze vermeiden. Abee, heimat gëtt dat natierlech net méi einfach gemaach. An dat ass, mengen ech, e fundamentale Problem. Et ass warscheinlech, wéi deen Text geschriwwen ass. Ech mengen, dat ass jo dann eng Question d'interprétation. Mee trotzdeem fanne mer, dass e Secret professionnel vun den Affekoten, wéi mer jo wëssen, speziell ass. Den Affekot ass e Confident nécessaire, dee muss e breeden a staarke Secret professionnel hunn. Mee mir froen eis awer, ob dee muss esou wäit goen, dass en och Steuerstrukturatioun a Steieroptimisation muss mat ofdecken.

Dobäi kënnt, dass et awer eng Inkohärenz gëtt par rapport zu anere Beruffstänn, insbesonnesch deem vun den Expert-comptables, déi och en änleche Secret professionnel invoquéiert hunn an déi hei awer net gehéiert goufen.

Dat ass och de Grond, Här President, firwat mer hei e Vote séparé froe vum Artikel 8 vum Projet de loi. Ech ginn Iech dat dann heimat of.

(M. Franz Fayot dépose une demande de vote séparé sur l'article 8 du projet de loi 8546.)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | A voilà. Mir géifen eis da bei deem Artikel 8 enthalen, awer mam Rescht vum Projet de loi wäre mer d'accord, dee mer dann och géife matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Fayot. Da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech wollt dräi Punkte vläicht ervirhiewen. Deen éischten ass deen, dass et effektiv net ganz glécklech ass, wann an engem Gesetzesprojet esou vill verschidde Sujete beienee behandelt ginn. Dat férdert och net d'Verständnis vun deem Ganzen iwwerhaapt fir d'Leit alleguerten, déi sech da vläicht fir esou Saachen interesséieren.

Den zweete Punkt ass deen, dass hei an dësem Gesetz eng ganz Partie Saache stinn, mat deene mer averstane kënne sinn, wéi d'Bonifikatioun fir gescheeten Elteren. Mir sinn och frou, dass dann awer hei drop gepocht gëtt, dass d'Steiergeheimnis bei den Affekoten och soll erhalen bliwen.

Mee, an dat ass dann de leschte Punkt, wou mer effektiv net esou ganz domat averstane sinn a wéinst deem mer de Projet net kënne matstëmmen, dat ass alles dat, wat déi Steieren op Wunnengen an op Grondstécker betrëfft. Well mir wäerte ganz kloer géint esou e Gesetzesprojet sinn. An deemno ass dat heiten dann och, op jiddwer Fall deen éischten Deel, wou de Kadaster soll d'Donnéeën weiderginn un d'Steierverwaltung, eebe grad en vue vun deem Gesetz, fir eis natierlech net néideg.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Keup. Da wier de Mikro fräi fir déi honorabel Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Mir wäerten dee Projet integral matdroen.

Bon, fir d'éischt emol begrësse mer natierlech, dass dat, wat ech hei als Motioun erabruucht hat zu der Garde alternée, wéi Der et versprach hat, an den Text afléisst, wann natierlech och just bis 2026, well duerno jo dann d'Individualiséierung kënnt an et dann hifällig gëtt.

Dann zur Fro vum Secret professionnel: Ech verstinn absolutt, Här Fayot, wat Der domadder mengt a firwat dat Iech Suerge bereet. Mee ech hunn och elo nach eng Kéier, well dat och schonn ëmmer erëm eng Diskussioun gewiescht ass, d'Arrêteen duerchgelies. An et ass nun emol awer esou, dass och den Arrêt vun der CEDH wierklech ganz kloer ass an dass en explizitt eebe seet, dass déi Exclusionen tëschent deene verschiddene Rechter, also deene verschiddenen Domaines du droit, eigentlech net ze spillen huet.

Concrètement soe se: „Une consultation en vue de la mise en place d'une structure d'investissement relevant du droit des sociétés, telle que celle en cause en l'espèce, relève donc, elle aussi, du champ de protection.“

Dat heescht, d'Cour seet, dass de Secret vum Affekot och am Conseil fiscal, och ...

(Interruption)

Jo, ech weess, dass Der et wësst. Mee ech soen einfach, fir eis ass et kloer, dass vun deem Moment un, wou eng Institutioun, op déi mer eis ëmmer erëm referéieren a wou mer ëmmer erëm gären hätten, dass se hei zu Lëtzebuerg och an d'Legislatioun erafléisst ..., dass mer dat och eeben an deene Fäll maachen, wou een natierlech kann driwwer diskutéieren, wat dat fir Konsequenze kann hunn.

Et bleift awer – an ech sinn net esou oft mam Här Mosar averstanen –, dass ech och der Meinung sinn, dass et natierlech wichteg ass, dee Secret wierklech héichzehalen, well dat ass e wichtegt Element an enger Demokratie, de Schutz vun dem Secret tëscht dem Affekot an dem Client. An do muss ech dem Här Mosar leider och Recht ginn: Et geet virun allem ëm de Schutz vum Client.

(Hilarité)

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Merci, Madamm Tanson.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Sven Clement prett. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Gesetzprojet bréngt eisem Land wichteg Fortschrëtt. Éischtens ass et eng Moderniséierung vun eiser Verwaltung. Eist Land gëtt heimadder e bësse méi effikass.

Den Datentransfert täscht der Steierverwaltung an dem Kadaster ass e logesche Schrëtt fir d'Zukunft. Endlech manner Duebelaarbecht. D'Donnéeën existéiere schonn a se mussen net zweemol erfaasst ginn. D'Aktualiséierung vum Grundbuch kritt endlech eng propper Basis fir déi nei Grondsteier, Transparenz, well mir wëssen endlech genee, wien zu Lëtzebuerg wat besëtzt.

Wien also géint dës Mesür ass, wéi elo heibannen eng Partei, deen ass wuel fir déi ganz déck Promoteuren, ...

(Brouhaha)

... fir déi helleg 0,01 %, déi Terraine besëtzen a se net wëlle mobiliséieren, fir datt déi kleng Familien endlech bezuelbare Wunnraum kréien. Also, et ass u sech skandaléis, sech heihinner ze stellen a fir déi kleng Leit ze sinn an dono ze soen: „Mee nee, mir sinn awer dofir, datt déi Groussgrundbesëtzer weiderhin hire Secret kënnen behalen, datt si Proprietär sinn“, fir dann hinzugeen an eebe grad de bezuelbare Wunnraum onméiglech ze maachen! Dat ass un Hypokrisie u sech net méi ze iwwerbidden, léif Kolleeginnen a Kolleegen! An dësen Transfert ass en plus sécher an am Respekt vum Dateschutz.

Bref, zu der Ëmsetzung vun den EU-Grondrechter, do huet d'Madamm Tanson dat vill méi eloquent duergeluecht, wéi ech dat elo kéint maachen. Ech mengen, datt et ganz wichteg ass, datt ee sech, wann ee bei säin Affekot geet, zu 100 % drop verlooosse muss kënnen, datt d'Gespräicher privat bleiwen. Dat ass e fundamentaalt Recht an enger Demokratie, well Gerechtegkeet brauch Vertrauen. A keen traute sech, bei sengem Affekot d'Wourecht ze soen, wann en Angst huet, datt privat Informatiounen net privat bleiwen. E Rechtsstaat bedeit Schutz, och géintwuer dem Staat selwer.

An da gëtt et och konkret Verbesserung fir d'Biergerinnen an d'Bierger, fir Eltere mat alternativer Residenz. Endlech och de Steuerbonus hei, wann een d'Allocatioun deelt.

Fir d'Betriber manner Administratioun bei der Prime participative. A fir d'Firmen, wann een eng SCA (ndlr: Société en commandite par actions) ass, da kann een och den SPF-Statutt hunn. Dat gëtt méi Flexibilitéit.

Bref, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Gesetzprojet ass esou positiv: Mir moderniséieren eis Verwaltung, mir respektéieren d'EU-Recht an d'Grondrechter a mir hëllefen Elteren, Betriber a Finanzfirmen. Dowéinst, och wa ganz vill an deem Projet steet, gi mer eis Zoustëmmung.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. An als leschte Riedner ass den honorablen Här David Wagner ageschriwwen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, et ass e Projet de loi fourre-tout. Dat kënnt heiansdo vir an dat mécht d'Saach net méi einfach. Dofir begrëisse mer awer och, datt d'LSAP e Vote

séparé gefrot huet. Dat mécht dann d'Saach e bësse méi einfach.

An dat erlaabt eis dann, op jiddwer Fall Deeler matzestëmmen, well mer natierlech och der Meenung sinn – an dat ass tatsächlech e ganz wichteg Fortschrëtt, deen an deem Projet de loi virgesinn ass –, datt mer u sech d'Basis leeën, fir duerno kënnen eng Besteuerung ze maachen. Well dat misst jo den Esprit sinn: datt mer iwwerhaupt de Bestand vum Foncier wëssen, vu Broochen, vu Terrainen, déi broochleien, an datt da Spekulant – well et geet ëm déi, et geet net ëm normal Leit, mee et geet ëm Spekulanten, déi vill Geld maachen, zum Nodeel vum groussen Deel vun der Bevëlkerung – och kënnen staark besteiert ginn.

Ech fannen dat och e bësse befriedmend, datt d'ADR sech dann hannert déi grouss Spekulate setzt, obwuel et eng Partei ass, déi ëmmer behaupt, si wier fir de kleng Mann. Ma si ass fir de grouss Spekulant!

(Interruptions)

Erëm eng Kéier. Et ass net déi éischte Kéier haut, wou d'ADR beweist, op wat fir enger Säit se steet. Bon.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wann ech gelift, den Här Wagner huet d'Wuert!

M. David Wagner (déi Lénk) | De Problem ass ...

(Interruptions)

Nee, mee ... Dir kënnt meckeren, ADR, mee et ass systematesch – systematesch! Oder Dir verstitt net, wat Der sot a wouriwwer Der ofstëmmt. Mee et ass systematesch.

(Brouhaha)

Duerno dat, wouriwwer mir natierlech da manner frou sinn: Bon, ok, et gëtt en Arrêt vun der Cour européenne. Natierlech ass d'Berufssgeheimnis vun den Affekoten immens wichteg a mir kënnen dann och deen Arrêt novollzéien. Mir schwätzen awer hei och vum Kampf géint d'Fraude fiscale, vun aggressive Steieroptimiséierungen. Dat ass dann e gewëssene Corps de métier, deen dat organiséiert, e gewëssene Deel vun Affekoten, déi dat zum Businessmodell gemaach hunn. Si sollen natierlech och vum Secret professionnel profitéieren. Allerdéngs stellt sech d'Fro, ob ee keng Alternativen zu där aktueller Situation fonnt hätt.

An deem Fall, dans l'état, wäerte mer eis bei deem heite Projet de loi enthalen. Mee mir wäerte jo duerno nach gesinn, wéi et beim Vote separé geet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Finanzminister Gilles Roth.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, éischtens e Mea culpa. Déi Observatioun vum Staatsrot fir esou Omnibusgesetzter ass richtig: Dat ass net déi richtig Approche, fir gutt ze legiferéieren. Mir huelen eis dat zu Härzer a mir kucken, dat an Zukunft ze evitéieren.

Zweetens: Wouriwwer ech frou sinn, dat ass, dass mer op déi Ufro vun der grénger Fraktioun, der Madamm Tanson en particulier, eng Äntwert konnte leeschten, wéi de steuerlechen Traitement ass vun deene Leit, déi eng Garde alternée vun hire Kanner

hunn. Mir hunn hei eng Léisung fonnt iwwert de Wee vun der Bonifikatioun vun den 922,50 Euro pro Kand.

Dir hutt och mat Recht gesot, Madamm Tanson, wa mer d'Individualiséierung oder eng eenheetlech Steierklass hunn, da stellen esou Problemer wéi déi hei sech net méi. An et weist och, dass de Steiersystem hei an och deen an der Zukunft kann dem Kand Rechnung droen. An dat fannen ech eng gutt Saach.

Deen drëtten Punkt ass dee vun dem Kadaster. Mir hunn elo d'technesch Virleeschtung um Niveau vun de Finanzen gelescht. Ech sinn och frou, dass dat Engagement, dat ech ginn hat am Ufank vun dësem Joer – „Mir kucken, dat bis un d'Enn vum Joer hinzekréien“ –, elo och gesetzlech verankert ass. Et ass elo un de Regierungskolleegen, déi zoustänneg sinn, d'Leerstandssteuer an de Rescht ze bewerkstelligegen.

Dann ee lescht Wuert, dat ass dat, wat jo e bësse méi zu ënnerschiddleche Bewäertunge gefouert huet, dat ass déi Geschicht mat dem Informationsaustausch vun den Affekote par rapport zur Steierverwaltung. Ech hu mech do bewusst, dat wësst Der, an der Finanzkommissioun erausgehale, well et eigentlech e bësse vermesse wier, wann de Finanzminister der Verwaltung, déi, soen ech, gesetzlech dann dem Finanzminister ënnersteet, mee déi awer voll Pouvoir en huet, fir onofhängeg ze handelen, net d'Moyene gëtt, fir d'Steieren opzehiewen.

Hei si mer awer an engem spezielle Fall an Dir hutt mat Recht dorobber higewisen: Et gëtt net nëmmen en europäescht Urteel, mee et gëtt virun allem d'Organisatioun vun eiser Demokratie. D'Leit gi jo net bei den Affekot, fir bei den Affekot ze goen, mee d'Leit gi bei den Affekot, fir Rechtsbäistand ze hunn. An ech mengen, dat muss ee respektéieren.

Duerfir hunn ech kee Problem an ech sti souguer derhannert, dass hei deenen Awänn, déi vun dem Barreau och op Base vun der europäescher Rechtssprechung virbruecht goufen, an der Kommissioun Rechnung gedroe gouf. An ech géing mech och hei driwwer freeën, wann dëst Gesetz eng breet Zoustëmmung kéint kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Roth. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Et ass vun der LSAP-Fraktioun gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an e Vote séparé ze maachen. Et gëtt gefrot, e Vote séparé iwwert den Artikel 8 ze maachen. Mir mussen dann elo eenzel iwwert dësen Artikel ofstëmmen.

Da stellen ech d'Fro: Wien d'accord ass mat dem Artikel 8 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen.

Vote séparé sur l'article 8 du projet de loi 8546

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss an d'Resultat ass: 45 Jo-Stëmmen bei 4 Nee-Stëmmen an 10 Absten-tiounen. Den Artikel 8 ass domadder ugeholl.

Résultat définitif après redressement : l'article 8 du projet de loi 8546 est adopté par 45 voix pour, 2 voix contre et 12 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Stéphanie Weydert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty

Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) et M. Ben Polidori.

An da kënne mer iwwert de Projet de loi 8546 ofstëmme. Den Text steet am Document parlementaire 8546⁹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8546 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 52 Jo-Stëmme bei 7 Abstentionen a kenger Nee-Stëmm uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Stéphanie Weydert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 8591 – Projet de loi relative à l'échange automatique des déclarations d'information pour l'impôt complémentaire et portant modification de la loi modifiée du 22 décembre 2023 relative à l'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure en vue de la transposition de la directive (UE) 2025/872 du Conseil du 14 avril 2025 modifiant la directive 2011/16/EU relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtte kënnt de Projet de loi 8591, d'Ëmsetzung vum sougenannte Pilier 2, esou wéi et vun der entsprechender europäescher Direktiv virgesinn ass. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Reporter vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Haut den Owend schwätze mer iwwert déi sougenannten DAC9-Direktiv. Dat klängt héich technesch, mee am Kär geet et ëm eppes ganz Einfaches: Duerch d'Ëmsetzung vum sougenannte Pilier 2 solle multinational oder national Betriber mat engem Ëmsatz vu méi wéi 750 Milliounen Euro d'Joer op d'mannst 15 % Steiere bezuelen. Dëst geet aus dem Gesetz vum 22. Dezember 2023 iwwert d'Minimalbesteuerung vu grouse Gruppen ervir. An d'Steierverwaltung brauchen Informatiounen, fir dat och ze kontrolléieren.

Et geet deemno am Fong ëm en automateschen Informationsaustausch vun der Steuererklärung, déi am Kader vum Pilier 2 gemaach gëtt. Et geet souzeesoën ëm d'Operationaliséierung vum zweete Pilier. An do kënnt d'DAC9 an d'Spill.

Mee fir wat steet DAC9 u sech? DAC heescht am Fong „Directive on Administrative Cooperation“. Dat ass eng EU-Richtlinn, déi d'Zusammenaarbecht an den Informationsaustausch tëscht de Steierverwaltungen an der EU reegelt. Zënter 2011 gouf se schonn aachtmol aktualiséiert an d'DAC9 ass déi néngten Aktualiséierung.

Mat der DAC9 gëtt e Standardformulaire fir d'Steiererklärung en place gesat. D'Konzerner, déi ënnert de Pilier 2 falen, mussen dëse Formulaire ausfüllen a genee nowiesen, wéi vill Gewënn si maachen a wéi héich den effektive Steiersatz ass. Dëse Standardformulaire baséiert op engem internationale Modell, deem d'OCDE ausgeschafft huet, wat garantéiert, datt d'Informatiounen aus de verschiddene Länner standardiséiert a vergläichbar sinn.

Dat bedeit och eng administrativ Vereinfachung fir d'Steierverwaltungen, well d'DAC9 erméiglecht de multinationale Gruppen, dës Steuererklärung just nach eng Kéier an enger Jurisdiktion ofzeginn, zum Beispill an engem Land vun der Mammegesellschaft oder der Entité déclarante, an eng aner Jurisdiktion, déi dann d'Informatiounen iwwert de Wee vum automateschen Informationsaustausch un déi verschidden Administratiounen an deenen anere Memberstaaten, déi de Pilier 2 implementéiert hunn, weiderleet. Domadder gëtt och vermidde, datt multinationale Entrepreneuren a Gruppen dës Steuerklärungen an alle Jurisdiktiounen maache mussen.

Gläichzäiteg gëtt duerch d'Standardiséierung vun den Informatiounen séchergestallt, datt d'Informatiounen bei verschiddenen Administratiounen net ënnerschiddlech virleien. D'Richtlinn schafft des Weideren e klore Kader fir dësen automateschen Informationsaustausch tëscht de Steierverwaltungen.

D'Memberstaate kréien eng Frist, bannent där si déi néideg Donnéeën mussen un déi aner weiderginn. Esou ginn d'Steierverwaltungen an der EU an d'Lag versat, koordinéiert ze kontrolléieren, ob déi grouss Konzern d'Mindeststeuer wierklech bezuelen, egal a wéi ville Länner si aktiv sinn.

Schliisslech gesäit de Gesetzesprojet och d'Ëmsetzung vun den administrativen Instruktiounen vir, déi den 13. Januar 2025 am Kader vum OCDE/G20 Inclusive Framework uegheoll goufen. Dës Instruktiounen preziséieren an ergänzen d'Uwendung vun de

Reegele vum Pilier 2, besonnesch wat d'Berücksichtigung vun Deferred Taxes an der Iwwergangsphas virum Akraafttiede vun dëse Reegele betrëfft.

D'Chambre de Commerce begrësst d'Ëmsetzung vun der DAC9-Direktiv. Besonnesch begrësst si d'Mesuren, déi drop ofzelen, d'Komplexitéit an d'Käschte fir déi grouss international Entreprisegruppen am Kader vum Pilier 2 ze reduzéieren. Gläichzäiteg gesäit si Klärungsbedarf bei verschiddene Bestëmmungen, besonnesch wat d'Uwendung an d'Iwwergangsphas bei Sanktiounen betrëfft. Des Weidere fuerdert si eng séier Publikatioun vun de Formularen an administrative Modalitéiten.

De Staatsrot huet nieft enger Partie Observations générales d'ordre légistique nach aner Suggestiounen a Recommandatiounen zu verschiddenen Artikelen gemaach, woubäi d'Finanzkommissioun de Gros vum Staatsrot senge Remarken iwwerholl huet.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech soen Iech heimadder als Rapportrice vun dësem Gesetzesprojet Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Adehm. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Patrick ... Pardon! D'Madamm Adehm wëllt och nach am Numm vun hirer Fraktioun schwätzen. Madamm Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Dir waart e bësselche séier.

Mir sinn als CSV der Meenung, dass dës Richtlinn bis Enn 2025 an eist nationaalt Recht soll ëmgesat ginn an dass mir mussen d'Steierverwaltung technesch a personell esou opstellen, dass si déi nei standardiséiert Donnéeën veraarbechte kann. Dat ass eng Erausforderung, well d'Reegele si komplex.

Mir sinn awer zouversichtlech, dass déi personell gutt opgestallte Steierverwaltung mat engem dynameschen Direkter un hirer Spëtzt dës Erausforderung meeschtere wäert.

Am Numm vu menger Fraktioun ginn ech den Accord zu dësem Gesetzesprojet a soen Iech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Adehm. A mat der nammlecher Vitess géif ech dann d'Wuert un den honorabelen Här Patrick Goldschmidt ginn.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. Also, no dësem exzellente Rapport vun der Rapportrice bleift mer, mengen ech, näischt aneres iwwereg, wéi d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei ze ginn an domadder dëse Gesetzestext kënnen ze approuvéieren. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Goldschmidt. Da wier et elo um honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och fir de Rapport. Mir wäerten dat Gesetz hei matstëmme. Effektiv, hei geet et ëm d'Mise en oeuvre vun dem Pilier 2, wat den Echange vun Informatiounen ueget; de Pilier 2, e wichtegt internationaalt Gesetz fir méi Steiergerechtegkeet och bei Multinationallen, eppes, wat mer wierklech och als LSAP begrëissen.

Och wat d'Steierlaascht vun de grouse Multinationallen ueget, brauche mer méi Gerechtegkeet. An do géif ech an deem Kontext och vun der Occasioun profitéieren, fir de Minister ze froen, wou mer elo dru sinn, och um internationalen Niveau, mam Pilier 2. Mir wësse jo, dass do elo u sech kuerz virun engem

Duerchbroch, wat déi Exceptioun fir Amerika ugaangen ass, dunn awer virun e puer Deeg d'Nouvelle komm ass, dass China an e puer europäesch Länner sech deenen Exceptioun geïfe widersetzen, well se do erëm eng Kéier e Kompetitivitéitsverloscht fäerten.

An do wollt ech froen, Här Minister, wéi et domadder ass. Hutt Der weider Informatiounen dozou, wat d'Mise en oeuvre an d'Effektivitéit vun deem Pilier 2 do ugeet? Dir wësst, dass mer hei viru relativ genee engem Joer iwwer éischt Adaptatiounen vum Pilier 2 diskutéiert hunn. Do hat Der Iech als Regierung derfir decidéiert, op nationalem Niveau an den éischte fënnef Joer, wou d'Firmen ënnert d'Pilier-2-Krittäre falen, op déi Mindestbesteuerung am Inland ze renoncéieren an domadder potenziell och op signifikativ Recetten, déi dann anzousch anescht géifen opgehuewe ginn. Mir haten dat deemools schonn opgeworf an och méi genau Provisionen gefrot, wat déi méiglech Recetten do géif ugoen.

Am Budget hat Der d'Recette fir déi nächst Joren op 80 Milliounen Euro chiffriert a bis 2029 op dee Montant och tabléiert. Dat si Suen ..., 80 Milliounen, dat ass awer nach ganz wäit ënnert deem, wat a verschiddeenen anere Kreesen estiméiert gouf, vu dass mer jo eng ganz Partie Headquarteren hu vu grouse Multinationallen hei zu Lëtzebuerg. An dofir wollt ech nach eng Kéier elo froen, ob Der do en Update hutt, och au vu vun deene leschten internationalen Evolutiounen, den Diskussiounen mat Amerika, awer och mat anere Länner, wéi dat elo ausgesäit, wat och den Impakt vun esou enger Tax hei zu Lëtzebuerg géif ugoen.

Dat gesot, ginn ech awer den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Fayot. Ech ginn d'Wuert da weider un den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech ginn den Accord vun der ADR-Fraktioun fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. Da wier et un der honorabelen Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. D'Rapportrice huet den Tour vun dësem Projet gemaach. Ech ginn den Accord vun deene Gréngen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An da wier den Här Sven Clement prett.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Déi al Wäisheet aus der Chamber gëllt erëm eng Kéier: Wat den Text méi komplex ass, wat de Rôle vum Reporter méi wichteg ass, fir eis dat eng Kéier alleguerten en long et large ze presentéieren. Et ass alles dobäi gesot ginn. Villmools merci un d'Rapportrice. A mir ginn och eis Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. An dann ass et nach um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten och eisen Accord zu dësem Projet de loi ginn.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Finanzminister Gilles Roth.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären,

ech soen der Rapportrice fir d'éischt Merci, well dat hei eigentlech de Once-Only ass am Kontext vun dem Pilier 2. Et gëtt nach eng Steuerdeklaratioun gemaach an den eenzelne Länner, mee et gëtt och en automatischen Austausch dovunner.

Déi Fro, déi hei eigentlech politescher Natur ass, dat ass déi, déi den Här Fayot gestallt huet. Dir wësst, dass d'Amerikaner an der OECD zu Paräis argumentéiert hunn: „Ma mir hunn och eng Aart Mindestbesteuerung bei eis an duerfir si mir elo schonns equivalent an da brauche mer net déi Pilier-2-Legislatioun bei eis ze akzeptéieren.“ Do sinn och verschidden, ech soen, Konsense getraff ginn um Niveau vun de G7-Staaten. Dat heescht, dass een an enger sougenannter Side-by-Side-Approche seet: „Majo, effektiv, dat, wat an Amerika ass, dat kann equivalent si par rapport zu der Mindestbesteuerung, déi an dem Pilier 2 virgesinn ass.“

Déi europäesch Approche war ze soen: „Jo, mir hätte gären e sougenannte Level-Playingfield. Duerfir muss séchergestallt sinn, dass op alle Pläng déi amerikanesch Besteuerung equivalent ass an der Charge fiscale par rapport zu deem, wat um Niveau vum Pilier 2 ass, well soss d'Europäesch Unioun ënner anerem e Kompetitivitéitsdefizit huet.“ De Moment hu 40 Jurisdiktione weltwäit sech dem System vun dem Pilier 2 ralliiert.

Et kënnt en neit Element, dat ass, dass notament China an Indie gesot hunn: „Ma wann d'Amerikaner eng sougenannte Side-by-Side-Approche maachen, jo, da si mir och net gebonnen um Niveau vum dem Pilier 2.“ Déi lescht Evolutioun, dat war d'lescht Woch an dem ECOFIN zu Bréissel, dass d'EU-Kommissioun sech engagéiert huet, eng Bestandsopnam vum Pilier 2 ze maachen a wat fir eng Repercussiounen dat kéint am Positive wéi am Negativen hunn um Niveau vun der Europäescher Unioun, soudass ech géing soen, déi Negociatiounen, déi de Moment zu Paräis sinn, déi sollten am Prinzip bis zum Enn vum Joer zu engem Ofschloss kommen.

Ech engagéiere mech, wann ... Well dat geet all Dag hin an hier. Hei a mengen eegenen Notten, Stand haut, do si se esou ... Dat ass op engem techneschen Niveau. Ech mengen, et géng ze wäit féieren, dat hei an der Pleniëre ze maachen. Ech engagéiere mech, dass mer an der éischter Woch Januar den definitive Rapport maachen, an ech mengen, dass mer dann och méi Kloeerheet kréien, wéi d'Europäesch Unioun gedenkt, dann an Zukunft mam Projet virunzefueren.

Bleift et trotz deem, wat um Niveau vun Equivalenz ass mat den USA, bei dem aktuelle Kader vun dem Pilier 2, dat heescht vun der Direktiv, oder geschéie gegebenfalls Adaptatiounen, Vereinfachungen um Niveau vu Bréissel? Ech mengen, dat muss do diskutéiert ginn. Mäin Engagement, fir d'Chamberskommissioun, an dësem Fall d'Finanzkommissioun, am Detail doriwwer ze informéieren, wat bis zum Enn vum Joer geschitt, dee steet. A mir wäerten dat an der éischter utiller Chamberswoch am Januar da maachen. Fir de Rescht merci fir déi breet Zoustëmmung.

A wat den Déchet fiscal ass: Bon, den Här Olinger, den Direkter vun der Steierverwaltung, war och bei Iech. Mir hunn an allen offiziellen Dokumenter déi 80 Milliounen Euro stoen. Ech hu keng Informatiounen, dass dat eppes méi oder manner wier. An de Rescht muss d'Zukunft bréngen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools dem Finanzminister Gilles Roth.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8591. Den Text steet am Document parlementaire 8591¹³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8591 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Abstention a kenger Nee-Stëmm ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Goerges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 8633 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2^o de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière

Mir kommen elo zum nächste Punkt, dem Projet de loi 8633 iwwert d'Aféierung vun engem Defence Bond. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an de Reporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, als vertrauenswürdegen Alliierten a Partner huet Lëtzebuerg sech bei der NATO engagéiert, vun 2025 un 2 % vun der nationaler Wirtschaftsleeschtung fir d'Verdeedegung a fir d'Sécherheet auszeginn.

Am Kader vun der Ried iwwert d'Lag vun der Nation huet de Staatsminister erkläert, dass dës méi héich Sécherheetsausgaben net zulaaschte vun der Sozialpolitik ginn, mee dass déi Suen iwwer dräi Finanzierungsquelle sollen zesumme kommen: en éischten Deel iwwert d'Mobiliséierung vu finanziellen Quellen ausserhalb vum Budget, zum Beispill en nationale Fong bei der SNCI, deen d'Activitéite finanziert, déi fir militäresch an zivill Zwecker kënnen

benutzt ginn; en zweeten Deel iwwer eng Redefinition an eng nei Prioriséierung vun den Ausgabe vum Staat; an e leschten Deel iwwert de Budget selwer, ënner anerem mat dem Opleeë vun engem Defence Bond, also engem Staatsemprunt fir Sécherheet, un deem sech Privatleit bedeelege kënnen.

D'Decisioun, esou en Defence Bond an der Héicht vun 150 Milliounen Euro opzeleeën, ass de 6. Oktober 2025 am Regierungsrat geholl ginn. Deen Emprunt soll iwwer dräi Joer lafe mat engem attraktiven Zënstaax fir déi Leit, déi hir Suen dann doranner wëllen investéieren.

A genee dorëms geet et bei deem virleiende Projet de loi. Wéi Der wësst, mussen d'Leit op de Spuerprodukter Zësen ausbezuelt kréien, déi dann enger Quellesteier vun 20 % ënnerleien, déi un de Staat ofgeleet ginn. Am Fachjargon handelt et sech hei ëm d'Retenuë à la source libératoire, déi sougenannte RELIBI. Dës Quellesteier vun 20 % géif och am Kader vum Staatsemprunt fir Sécherheet spillen.

Mat dësem Gesetzesprojet sollen awer d'Defence Bonds steuerlech befreit ginn. Dat heescht konkret, dass keng Steieren op den Zënse vum Emprunt musse bezuelt ginn. An dat mécht dëse Staatsemprunt fir e potenzielle Client natierlech nach weider a méi interessant.

Souwäit zum Objet vun dësem Projet de loi, deen den 8. Oktober vum Finanzminister an der Chamber deposéiert ginn ass a wou ech dann de 14. Oktober zum Rapporteur ernannt gi sinn.

Et sinn zwee Avisa vum de Beruffskummeren erakomm. D'Staatsbeamtekummer huet en Avis de 17. November ginn an d'Salariatskummer den Dag drop, den 18. November.

D'Staatsbeamtekummer begréisst de Prinzip vum Opleeë vun engem Staatsemprunt, un deem d'Bierger kënnen participéieren. Si fäert awer, dass éischter fortunéiert Leit wäerte bei deem Staatsemprunt matmaachen, a plädéiert derfir, dass d'Konditiounen, dat heescht d'Coupons, déi do ausgestallt ginn, esou opgestallt ginn, dass och den normale Bierger – wien och ëmmer dat da par rapport zum Fortunéierten ass – vun deem Mechanismus ka profitéieren.

Des Weideren ass d'Staatsbeamtekummer der Meinung, dass de Staat ëfters op dësen Outil soll zréckgräifen, fir wichteg Investissementer am Land ze finanzéieren. Si weist sech dann och averstane mat där geplangter Steuerbefreiung op den Ertrag vum Staatsemprunt fir Defense.

Par contre, d'Salariatskummer huet zwar am Prinzip déi selwecht Usicht, wat d'Opleeë vun engem Staatsemprunt betrëfft, fir Sue bei Privatleit ze mobiliséieren, fir gewëssen Investissementer ze maachen, ass dann awer der Meinung, dass nieft der Defense och aner Beräicher kéinten a missten a Fro kommen, wéi Klima an Ëmwelt. D'Salariatskummer begréisst also de Prinzip vum Staatsemprunt, schwätzt sech dann awer géint d'Unhuele vun deem Projet de loi aus, mat dem Argument, dass bei engem Staatsemprunt scho souwisou an der Reegel besser Konditiounen, wat d'Vergütung vun deem Emprunt ubelaangt, géife gemaach ginn an dass dann hei duerch d'Steuerbefreiung vum Zënsertrag eigentlech en zweeten Avantage géif kommen, an dat ass der Salariatskummer dann awer e bëssen ze vill däre Gudden. Si schwätzt sech dann also géint dee Projet aus.

De Staatsrat huet dëse Projet den 2. Dezember 2025 aviséiert, deen huet ausser e puer legisteschen Observatiounen net vill dozou ze soen.

Ech hu mech dann de ganze Mëttag gefrot, wat de Xi Jinping géif dozou soen.

(Hilarité et interruptions)

An dans la mesure, wou mer awer gesinn hunn, dass d'Defense a China e ganz wichtegen Deel vun der Politick ass, kéint ech mer virstellen, dass dee Mann och mat dësem Projet de loi d'accord ass.

Ech soen der Madamm Tanson dann och Merci fir dee Patt, dee se mer elo, opgrond vu menger Interventioun hei an deene leschten 30 Sekonnen ...

(Hilarité)

... a China versprach huet an deen ech ganz dankend dann och wäert unhuelen.

De Rapport, Dir Dammen an Dir Hären, ass an der Kommissioun vum 5. Dezember unanime ugeholl ginn. An ech géif dann och heimadder den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools dem Här Rapporteur Michel Wolter.

An da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert déi lescht Joren ass eis bewosst ginn, dass d'Welt vun haut eng ganz aner ass a mir méi an eis Sécherheet musse investéieren.

Dat aktuell geopolitescht Ëmfeld, mat deem mir eis an Europa konfrontéiert gesinn, mécht et onëmgängelech, dass mir eis am Sënn vum Fridden esou musse opstellen, dass mir beschtméiglech géint iwwer potenziellen Aggressoren opgestallt sinn an eis eegestänneg verteidege kënnen. Dëst stellt eng Erausforderung duer, net zulescht well mir eis jorelaang op der sougenannter „Friddensdividend“ an Europa ausgerout hunn an eis op d'Amerikaner fir eis Verdeedegung verlooss hunn – dat ass och schonn de Moien ugeklungen – an dowéinst vläicht net ëmmer genuch investéiert hunn, fir eis eege Verdeedegungs Capacitéiten ze assuréieren.

D'Regierung huet den Eescht vun der Situatioun erkannt a sech kloer dozou positionéiert, dass och Lëtzebuerg seng Verantwortung als responsabelen an zouverlässegem Alliiéierten a Partner muss droen an dowéinst méi a seng Verdeedegung muss investéieren.

Ma fir dëst ze finanzéieren, musse mir déi néideg Ressourcë mobiliséieren. Den Emprunt obligataire, dee sougenannten Defence Bond vun 150 Milliounen Euro, soll eis et erlaben, en Deel vun de gebrauchte Suen zesummenzekréien, zwar e klengen Deel, mee et ass ëmmerhin dat.

Gläichzäitig wëlle mir en Incentive schafen, fir d'Sue vun eise Residenten ze mobiliséieren, déi dacks just um Spuerbuch leien – also net d'Residenten, mee d'Suen. An deem Sënn ginn d'Coupons, déi d'Investisseur-residenten dank dësem Gesetzestext kréien, komplett steuerfräi.

De Staat wäert hinnen en interessante Rendement bidden, deen Zënssaz gétt awer eréischt de 15. Januar decidéiert, wann d'Souscriptioun opgeet. An als éischt europäescht Land, dat am 21. Joerhonnert en nationale Framework ausgeschafft huet, fir den Defense-Effort duerch Obligatiounen ze finanzéieren, ënnersträicht Lëtzebuerg doduerch nach eng Kéier seng Virreiderroll am Beräich vun der innovativer Finanz.

An deem Sënn ginn ech am Numm vun der DP-Fraktioun eisen Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Arendt. An da wier et elo um honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Mir sinn eis bewosst, dass mer eis Militärdepensé musse an d'Luucht setzen. Mir sinn net frou doriwwer. Et ass eis ëmmer baang, wa mer an déi Richtung musse goen.

Mir sinn eis och bewosst, dass mer NATO-Ziler hunn, déi viru Kuerzem fixéiert goufen, wou ee sech awer muss froen, ob et net eng Saach vu Chance war fir eis Staatsfinanzen, dass den Donald Trump en Zil vu 5 % ausgeruff huet an net eent vu 6, 7 oder 8 %. A mir stellen eis och Froen iwwert d'Fermetéit vun deem Engagement an ob mer do net effektiv à risque sinn, dass dat iergendwann eng Kéier kéint an d'Luucht goen.

Mir stëmmen haut net iwwert déi verschidde Finanzéierungsmechanismen of, mee iwwert d'Steuerbefreiung vun den Zësen, déi ee beim Invest an den Defence Bond kritt. En ass nach net opgesat, et soll jo eréischt am Januar lassgoen. Mee trotzdem gi vum Finanzministère jo scho Reklammen op diverse Mee dieplattforme geschalt. An do kann een da liesen: „Le Defence Bond permet aux citoyens de contribuer activement au soutien de la défense et de la sécurité du Luxembourg tout en bénéficiant d'un rendement attractif.“ Defense a Rendement an engem Saz, do gëtt et engem ëmmer e bësse baang, wann een déi Associatioun do huet.

Et ass mol net de Fait, dass mer esou en Defence Bond opsetzen – mir wäerten deen och matstëmmen, ech soen dat direkt –, deen eis stéiert. Mir halen dat am Fong fir eng gutt Iddi, fundamental, dass een esou e Bond souverain, en éffentleche Bond, lancéiert, fir u sech Causé vum nationale Prioritéiten ze finanzéieren. Et huet och en Aspekt vun nationaler Solidaritéit, déi een do mobiliséiert, fir eng Cause, déi eng national Erausforderung ass. A mir hunn dat och schonn an anere Beräicher gefuerdert an der Vergaangenheet.

Mir haten och elo de Mëtten an der Diskussioun iwwert de Budget déi Iddi vun engem Bond am Beräich vum Logement, eng Fuerderung, déi mir als LSAP scho säit enger gewëssener Zäit hunn. Mee ech mengen, dass dësen Defence Bond an och elo déi Schabloun, déi mer eis domadder ginn, et am Fong da méiglech maachen, an anere Beräicher, wou mer da Finanzen brauchen, dat och ze maachen.

De Wunnengsmarché ass ee vun deene Beräicher. Mee och de Beräich vun der ekologescher Transitioun wäert e Beräich sinn, wou mer an Zukunft enorm Montante musse mobiliséieren, fir dat hinzekréien. Dat si Montanten, déi een och net einfach esou am Budget ka labber maachen, mee wou et awer och ganz kloer ass, dass e Groussdeel och kann iwwer alternativ Finanzéierungsmechanisme financéiert ginn.

Bon, mir hunn e grénge Finanzsecteur, mir hunn Är Initiativ fir Sustainable Finance. Mee ech mengen, et wär och eng ganz gutt Iddi, esou e Bond wéi deen heiten am Beräich vun der ekologescher Transitioun ze maachen.

An deem Sënn hunn ech och eng Motioun matbruecht, déi d'Regierung opfuerdert, d'Kreatioun vun obligataire Instrumenter ze studéieren, och mat engem favorabelen Traitement fiscal, wéi bei dësem Defence Bond, am Beräich vum Logement abordable et public an och am Beräich vun der Transition écologique, notamment am Beräich vun der Investitioun an d'Reduktioun vun CO₂-Emissiounen, d'energetesch Effikasitéit, Erneierbarer an esou weider.

Här President, ech géif Iech déi Motioun dann ofginn ...

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant le projet de loi déposé le 8 octobre 2025 par le Gouvernement, visant à modifier la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ainsi que la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière, afin d'y introduire une exemption fiscale totale des intérêts versés sur certains emprunts obligataires d'État ;*

– *considérant toutefois que les défis auxquels le Luxembourg est confronté ne se limitent pas à la défense, mais concernent tout autant la crise du logement abordable, l'adaptation du parc bâti, la transition écologique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que le financement d'infrastructures publiques essentielles pour la cohésion sociale ;*

– *considérant que la Chambre des Salaires, dans le cadre de la procédure législative et des débats préparatoires, a relevé que ce type d'instrument financier pourrait également être mobilisé pour d'autres priorités nationales ;*

– *considérant que les défis auxquels le pays est confronté – en particulier la crise du logement abordable, la transition écologique et la lutte contre le changement climatique – requièrent également des investissements publics massifs et soutenus, sans que ceux-ci bénéficient aujourd'hui d'un instrument financier comparable mobilisant l'épargne privée au profit d'objectifs sociaux et environnementaux ;*

– *considérant qu'il importe dès lors d'explorer des instruments de financement innovants, équivalents à ceux envisagés pour la défense, permettant de mobiliser l'épargne nationale au service d'autres missions publiques fondamentales, au bénéfice direct de la société dans son ensemble ;*

– *considérant qu'une cohérence de l'action publique plaide pour que le recours à des instruments de dette publique bénéficiant d'avantages fiscaux soit envisagé de manière équilibrée entre les différents champs prioritaires de l'action politique, et pas uniquement au bénéfice du domaine de la défense ;*

– *considérant en outre que le recours à l'emprunt public présente l'avantage de mobiliser la solidarité nationale au service d'objectifs d'intérêt commun,*

invite le Gouvernement à

– *étudier la création d'instruments obligataires nationaux bénéficiant d'un traitement fiscal similaire à celui proposé pour les défense bonds, destinés à financer des objectifs d'intérêt général dans les domaines suivants :*

- *le logement abordable et public, incluant l'acquisition foncière, la construction de logements à vocation sociale, la rénovation énergétique, et l'augmentation de l'offre non spéculative,*
- *la transition écologique, notamment les investissements liés à la réduction des émissions, à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables, aux infrastructures vertes, à l'adaptation climatique et à la digitalisation durable.*

(s.) Franz Fayot, Claire Delcourt.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | ... an dann och domadder den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Fayot. An d'Wuert geet da weider un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, wien hätt geduecht, dass mer eng Kéier esou vill Geld géifen ausginn am Kader vun eise Militärausgaben? An dass mer es nach zousätzlech wäerten ausginn – an ech hunn d'Zuelen de Moie scho genannt –, dass mer warscheinlech dann 2030 op iwwer 2 Milliarde sinn an 2035, wann et esou virugeet, op 3 Milliarden. An doriwwer eraus. Pro Joer. Wat kann ee mat iwwer 3 Milliarde pro Joer maachen als Lëtzebuerg? Onwarscheinlech!

Amerika ass iwwregens am Moment bei 3,5 %. Dat heescht, och déi misste jo dann nach erhéien. Kucke mer mol, ob et esou wäit kënn.

De Punkt ass deen heiten: Hei geet de Staat am Fong Sue léinen. Et ass also erëm am Kader vun engem Defizit beim Budget, wou mer Geld brauchen an deemno da Scholde maachen – wou een och mol vläicht kéint kucken, fir op anere Plaze beim Staat Geld anzespueren. Well fréier oder spéider, däers musse mer eis awer bewusst sinn, kënn eng Kéier dee Moment, och zu Lëtzebuerg, wéi en elo schonn a villen europäesche Länner komm ass – ech hoffen natierlech net, mee ech mengen, mir kommen net derlaanscht –, wou mer och hei mussen Decisiounen huelen, wat mer nach bezuelen a wat net.

Gutt. Hei ginn also elo Scholde gemaach. An da muss ech awer soen, och am Numm vun eiser Partei, dass dee System hei, fir déi Scholden ze maachen, eigentlech nach e ganz gudden ass. Well mer do am Fong d'Geld, dat d'Awunner souzesoen op hirem Spuerbuch leien hunn an dat do jo net vill bréngt – dat ass dann eng Win-win-Situatioun – dem Staat kéinte léinen. A wou dann also – ech weess net, wat den Zëns-saz wäert sinn, dee wäert och net esou héich sinn, mee et wäert awer eppes Klenges bréngen – d'Leit och eppes derbäi gewannen. Soudass mer, natierlech ënner Virbehalt vun deenen héije Montanten an deene grouse Scholden, déi mer hunn, dat heite matstëmme géifen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un där honorabeler Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Bon, natierlech wieren och mir frou, wa mer net déi héich Depensen an der Defense misste maachen. Mee et ass nun emol eng Realitéit. A mir sinn och der Meenung, dass dat heiten en interessant Instrument ass, fir dat hei och ze testen.

An, bon, ech si frou, dass d'LSAP elo eng Motioun deposéiert huet, well dat wieren och meng Froen un Iech gewiescht, fir ze wëssen: Denkt Der net och drun, dat doten awer an aner Domänen auszeweiten, notament natierlech och an dee vun der ökologescher Transitioun?

An da muss ech natierlech dem Rapporteur Merci soen. Ech wousst de Moment selwer, wéi ech dat mat em agaange sinn, dass ech e Feeler gemaach hat. Mee ech wäert dann zu mengem Wuert stoen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Tanson. A prett ass elo den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Mir maachen haut u sech mol zur Ofwiesslung eppes, wat mer bis elo nach ni gemaach hunn. Mir féieren eppes an, wat ganz nei ass, wat innovativ ass a wat u sech, zumindest vun eiser Säit, scho laang gefuerdert gouf an aneren Domänen.

Bon, mir hätten eis net erwaart, dass et als Éischt bei der Defense géif gräifen. Mir hätte gehofft, et géif als

Éischt eng Kéier e Bond fir de Logement agefouert ginn, fir energieetesche Transitioun, fir aner societal Ziler. Elo si mer eeben an der Situatioun, dass mer et fir d'Defense maachen. An dofir steet eis Sensibilitéit dësem Projet prinzipiell positiv géint iwwer. E bitt eng innovativ Léisung, fir déi néideg Investitiounen an eis kollektiv Sécherheet ze finanzéieren. Et ass kloer: D'international Situatioun huet sech leider massiv zum Schlechtere geännert an eis Verpflichtungen am Kader vun der NATO verlaange substanzuell Investitiounen. D'Zil vu 5 % vum RNB ass ambitiéis, mee néideg.

Dëse Gesetzesprojet bitt dofir elo en Instrument un, fir dës Erausforderungen unzegoen, zesumme mat eise Biergerinnen a Bierger, fir se sech zesummen un der Finanzéierung bedeelegen ze loossen.

Besonnesch positiv fanne mer, anescht wéi d'CSL, dass dës Steuerbefreiung kënn. An da fanne mer et awer besonnesch gutt, dass se exklusiv fir natierlech Persounen ass, dass mer hei also net iergendengem Hedgefonds nach eng Steuerbefreiung ginn, mee dass mer hei wierklech d'Zil verfullen, kleng Spuererinnen a Spuerer sech bedeelegen ze loossen.

Dat ass e wichtegt Signal. Et geet dréms, eise Residenten eng attraktiv Investitiounsméiglechkeet ze bidden, déi eeben iwwer hiert classescht Spuerbuch an hiert Dagesgeld erausgeet an domadder hir Solidaritéit mat eisem Land och kënnen ze honoréieren.

D'Konditiounen, déi d'Gesetz virgëtt, sinn transparent a fir eis zumindest novollzéibar. Dëst bitt Sécherheet fir d'Investisseuren an ass speziell och fir finanziell manner erfuere Biergerinnen a Bierger relevant.

Ech hu virdu kritiséiert, dass ee maximal 5 % vu sengem Patrimoine soll verspillen. Hei si mer net am Verspillen. Hei si mer net an Héichrisikoproduiten. Hei si mer an engem Triple-A-Produit, deen et also erlaabt, de Leit hir Suen, déi se vläicht bis elo wierklech just um Spuerbuch haten oder um Compte courant, ze notzen.

Dat gesot, hunn déi verschidden Avisen awer wichteg Froen gestallt, déi mer net ignoréiere kënnen. Et gëtt zu Recht drop higewisen, dass esou en Instrument net nëmme fir Defenseausgabe kéint genotzt ginn. Mir hunn dat haut schonn héieren. A mir stëmmen hinne zou.

Wann dësen Defence Bond en Erfolleg gëtt – a mir sinn optimistesche, dass en et wäert ginn –, da sollte mer net nëmme iwwerleeën, mee da sollte mer et maachen an dëse Modell och fir aner Prioritéiten hei am Land benotzen. Energietransitioun a Klimaschutz wäert méiglech Beispiller. Et gëtt vill Beräicher, wou d'Mobiliséierung vum Spuerer zu eise Biergerinnen a Bierger kéint nützlich a sënnavoll sinn, well vill Bierger wëllen hiert Erspuertent sënnavoll investéieren an hiert Land ënnerstëtzen. Kommt, mir ginn hinne dës Méiglechkeet, och a grad an anere Beräicher!

Mir ënnerstëtzen dofir dëse Gesetzesprojet, well en eng néideg Finanzéierung erméiglecht, well en exklusiv fir d'Residenten a fir natierlech Persounen ass a well en d'Potenzial huet, och an Zukunft fir aner national Prioritéite genotzt ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. An den Ofschloss mécht elo den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, dee maachen ech, Här President. Den Här Minister mécht en herno nach méi. An zum Ofschloss wollt ech matdeelen, dass déi Lénk deen heite Projet de loi net wäerte matstëmmen.

(Hilarité)

Plusieurs voix | O!

M. David Wagner (déi Lénk) | Also, Staatsemprunt, mir fannen dat eng ganz sympathesch Iddi. Ech repetéieren dat net, wat schonn e puermol repetéiert ginn ass a wat och an der Motioun vun der LSAP dra-steet a wat d'CSL och gesot huet, dass een dat muss maache fir zukunftschrähteg Domänen, an der Ekologie, am Sozialen et cetera.

Allerdéngs ass et esou, d'Mutter Courage wousst dat jo och schonn: Krich ass immens profitabel! Leider. An och hautzudaags. An elo gétt deen Emprunt gemaach, deen och nach Steuerbegünstegunge kritt, fir dass d'Leit kënnen an d'Rüstungsindustrie investéieren. Well dat ass et!

Mir hu schonn e puermol gesot, dass Europa sech kéint verteidigen, awer mat anere Mëttelen, notament wat eng Verbesserung vun der Koordination vun de verschiddenen Arméien ugeet et cetera. Dat heiten, dat, wat mer u sech maachen ... Ech weess net, ob de President Xi sech doriwwer freet. Mee ech mengen, dass de President Trump sech doriwwer freet. Well de President Trump, dee fuerdert jo justement vun den Europäer, dass mir ganz massiv an d'amerikanesch Waffenindustrie investéieren, à hauteur vu 600 Milliarden.

A vu dass mer eng Kommissioun hunn, déi bis elo jo an Ame seet, wann de President Trump néitst, gi mer an déi Richtung. An et ass u sech dat, wat geschitt. Well déi Investitiounen wäerten duerno, mengen ech, och zum groussen Deel an eng US-amerikanesch Waffenindustrie erafléissen, an e Land, dat eis Europäer zurzäit, op jidde Fall wat seng Regierung ugeet, net frëndlech gesénnt ass, fir ganz fein ze sinn, a warscheinlech genausou frëndlech gesénnt ass wéi Russland.

An ech mengen, dass ass wierklech e Prezedenzfall, dee mer hei schafen, net ze schwätze vum Déchet fiscal vun 1,8 Milliounen Euro, mee dat ass à la limite, par rapport zu deem, wat mer hei amgaange sinn ze maachen, nach niewesächlech.

Dofir wäerte mir dergéint stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wagner.

An den Här Finanzminister Gilles Roth därerf elo den definitiven Ofschloss maachen.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virop merci dem Rapporteur, deem Michel Wolter, deen dëse Projet, mengen ech, ganz gutt duergeluecht huet.

Et sinn e puer Punkten. Jo, mir hunn Depensen, déi mer mussen assuréieren um Niveau vun de Militärausgaben, ob een dat elo gutt oder schlecht fënnt, dass ass nun emol esou. Een Deel, dat hu mer de Mëten diskutéiert, geet iwwert de Staatsbudget, een Deel geet, wat mer vun Ufank u gesot hunn, iwwert d'Épargne populaire. Dat ass dat hei. An en aneren Deel geet iwwer eis national Promotiounsbank, nämlech d'SNCI, och iwwert d'Fongen, déi se opleet an a sougenannten „Dual-use-Gidder“ investéiert, dat heescht Gidder, déi souwuel fir zivill Zwecker wéi och fir militäresch Zwecker kënnen genotzt ginn.

Wat hei d'Épargne populaire ubelaangt, sinn ech frou iwwert déi breet Zoustëmmung. Éischens hu mer et fäerdegbruecht, als éischt europäesch Land, mengen ech, a souguer iwwert d'Grenze vun der Europäescher Unioun eraus, esou en Defence Bond opzeleeën – mat Är Zoustëmmung.

Ech weess och, dass eng ganz Rei Finanzministere aus der Europäescher Unioun mech de leschten

Donneschden, Freide gefrot hunn: „Wat maacht Der do?“ Si hunn d'Iddi matkritt a si fannen dat eng gutt Iddi, soudass ech mer kéint virstellen, dass eise Modell hei och an anere Länner wäert hiren Néierschlag fannen.

Et ass awer nach en anere Punkt derbäi. Dat ass d'Solidaritéit vun de Biergerinnen an de Bierger, hiert Erspuernis geziilt anzesetzen. Dat zielt hei fir d'Veerdeedegungsausgaben. An ech hunn och matkritt, dass et, mengen ech, e Konsens oder e breedere Konsens an der Chamber ass, um Niveau vun dem éffentleche Wunnengsbau ze investéieren. An dat Drëtt ass dat, wat ugeklongen ass: déi energieetesche Transitioun. Ech huelen d'Engagement, dass mer souwuel ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wann ech gelift nach eng Kéier e bësse méi roueg!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | ... beim Wunnengsbau wéi bei der energieetescher Transitioun kucken, dee Modell hei vun den Defence-Bonden ze applizéieren an och dat méiglech ze maachen.

Ech sinn awer frou, an duerfir soen ech den Ekippen aus dem Finanzministère emol Merci. Oft ass et esou, wann de Minister eng Iddi huet, dass en dann och nach ee brauch, deen dat technesch applizéiert. Si hunn dat um Niveau vun de Steiere mat där eenheetlecher Steuerklass richtig gutt hikritt. Do kommen nach Kritiken, do kommen och warscheinlech Observatiounen, mee dofir, dass mer emol no zwee Joer op deem Punkt elo sinn, sinn ech richtig houfreg drop. An d'selwecht sinn ech och houfreg drop, dass se, wa mer eppes um Niveau vu Staatsemprunte bestellen, dat och hikréien, gradewéi eis Tresorerie et zum Beispill hikritt huet, deen éischten digitale Certificat de trésorerie ze maachen.

Dat ass net, dass ech soen, dat wier alles Genialitéit. Neen, et dréckt awer aus, dass de Staat et an engem Kärberäich, nämlech der Finanztechnik, fäerdegbréngt, kuerzfristeg ze reagéieren an och ze weisen, dass Lëtzebuerg niewent de private Finanzoperateuren och als Institutioun Staat, als éffentlech Institutioun, Reaktivitéit weist an déi modern Technologien direkt verinnerlecht.

An ech schléissen of, andeem ech Iech soen: Ech hu kee Problem mat der Motioun vun dem Här Fayot. Ech weess, dass Einzelner soen „on ne gouverne pas par des motions“, mee ech mengen, wann ee mat eppes d'accord ...

(Interruption)

Nee, nee, nee, wann ee mat eppes d'accord ass, da soll een dat och soen a mir droen dat hei mat, wann d'Fraktiounen dat wëllen.

(Interruptions et hilarité)

An da wëll ech ofschléissend soen: Ech sinn och frou, dass mer et fäerdegbruecht hunn, déi Technique législative hei hinzeuréien. Mir hunn eis inspiréiert ..., net well d'Belsch dat hätt, well d'Belsch hunn och nach keen Defence Bond. Mir hunn Emprunt, déi 2011 an 2023 gemaach goufen um Niveau vun der Belsch, a vu dass eis Verfassung, och déi nei, an deenen heiten Domänen net esou wäit ewech ass vun der belscher Verfassung, misst dat och constitutionnel d'Strooss halen. De Conseil d'État huet jo och keng Objektioun gemaach an ech sinn och zouverséichtlech, dass mer nodréiglech keng Iwwerraschung vun him kréien.

An ofschléissend: Also, ech hunn dat elo positiv verkaaft, ech soen awer och als Finanzminister: Dat hei ass keen Instrument, dat zum Nulltariff ass. Ech mengen, et muss een ëmmer soen: Et ass eng Schold, déi de

Staat mécht, jo. Déi Schold wier, wann de Staat se direkt als institutionelle Client géng maache bei institutionelle Banken, da licht manner héich, well mer hei och nach zousätzlech e Steueravantage ginn. Mais une fois n'est pas coutume: Hei mobiliséiert een d'Épargne populaire a mir sinn och do am Sënn vun deene Richtlinnen, déi um europäesche Plang gemaach ginn, niewent deem, wat dann och sollt um Niveau vun dem Housing kommen, also vum Wunnengsbau, a vun der energieetescher Transitioun.

An ech soen Iech elo schonns Merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président de séance | An ech soen dem Här Finanzminister Gilles Roth Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8633. Den Text steet am Document parlementaire 8633⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8633 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmmen bei kenger Enthaltung an zwou Nee-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Stéphanie Weydert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da muss mer nach iwwert d'Motioun, déi den Här Franz Fayot deposéiert huet, diskutéieren. Wie wëll zu där Motioun nach d'Wuert ergräifen? Den Här Rapporteur Michel Wolter.

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur | Ech géif menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun unzehuelen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Jo, Merci, Här President. Ech géif dat selwecht maache wéi den Här Wolter. Ech proposéieren der DP, se unzehuelen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech mengen, da kënne mer dës Motioun par main levée ... Nee, den Här Keup nach.

M. Fred Keup (ADR) | Leider net.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, also vum Prinzip hier hunn ech virdrun iwwert d'Staatsanleien gesot, dass et am Fong ganz interessant ass, dass mer dat och elo eng Kéier gemaach hunn. Ech sinn awer virsiichteg dermat, dat elo ëmmer méi op ëmmer méi verschidde Beräicher auszedeeenen. Am Endeffekt sinn et jo awer Scholden, déi de Staat mécht. An dat hei, dat klängt dann e bëssen esou verharmlosend, wéi wann d'Leit dann do contribuëieren an dat duerno iergendwéi keen eppes kascht.

Et ass awer de Staat, dee Scholde mécht. An do muss een och ganz genee kucken, fir wat et ass. An zemoos natierlech ... Ech mengen hei: Mir gi jo scho Milliarden a Milliarden aus, déi mer och scho léine gi fir d'Transition écologique, wou eng ganz Partie Saache jo de Bierger absolutt kee Méiwäert bréngen. Also, domat kann ech net méi averstane sinn an duerfir géif ech soen, dass mer dat heiten net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup.

Wann da keng Wuertmeldung méi do ass, kënne mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Da komme mer bei de Vote par procuration.

An dës Motioun ass mat 54 Jo-Stëmme bei kenger Enthaltung a 5 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Stéphanie Weydert), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

13. 8519 – Projet de loi portant fixation d'un objectif quantitatif en matière d'équilibre entre les femmes et les

hommes parmi les administrateurs de sociétés cotées en vue de la transposition de la directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes

An da kéime mer zum leschte Projet de loi fir haut. Dat ass de Projet de loi 8519, d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv iwwer e bessert Gläichgewicht tëschent Fraen a Männer ënnert den Direktere vu cotéierte Gesellschaften. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Diane Adehm, ass scho prett fir de Rapport. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, Här President, et ass wéi sou oft am richtege Liewen: D'Frae kommen ëmmer ganz zum Schluss drun!

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Zum Schluss vun dëser Marathonssëtzung diskutéiere mer dann nach iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2022/2381, déi och nach Women-on-Boards-Richtlinn genannt gëtt. Voilà. D'Zilsatzung vun dëser Direktiv ass séier erkläert: D'Präsenz vun ënnerrepresentéierte Geschlecht an de Verwaltungsréit vu Firmen, déi op der Bourse cotéiert sinn, soll eropgoen. Grouss börsennotéiert Betriber solle bis 2026 e méi equilibrierte Mix vu Fraen a Männer an hiren Entscheidungsorganen errechen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

D'Direktiv huet u sech zwou Optiounen virginn, entweder 40 % fir dat ënnerrepresentéiert Geschlecht bei den Net-Exekutivmembere vun de Verwaltungsréit oder 33 % bei all den Administrateuren vun de Betriber, an dat onofhängeg, ob et sech ëm eng exekutiv oder net exekutiv Positioun handelt.

Lëtzebuerg huet sech hei ganz bewusst fir déi zweet Optioun entscheet: 33 % op allen Niveaue. Dat bedeit, dass mir wëllen, dass dat ënnerrepresentéiert Geschlecht an alle wichtege Decisiounsposte méi staark vertrueden ass. Wann also zwee Kandidaten déi selwecht Qualifikatioun hunn, gëtt d'Prioritéit op de Kandidat mam Sexe sous-représentéi gesat.

Dat ass eng kloer politesch Ausso. Mir mengen et eescht mam Gläichgewicht tëschent Fraen a Männer, do, wou grouss strateegesch Decisiounen geholl ginn.

Ganz wichteg ass och, fir wien dës Reegle solle gellen. Betraff si börsennotéiert Gesellschaften um reguléierte Marché, déi zu Lëtzebuerg hire Sëtz hunn. Kleng a mëttelgrouss Betriber falen net an de Kader vun dëser Richtlinn. D'Dispositiounen sollen den 30. Juni 2026 a Kraaft trieden.

Um nationalen Niveau kritt d'CSSF als Aufgab, ze iwwerwaachen, ob d'Betriber déi nei Dispositiounen ëmsetzen. Des Weidere ka si och Sanktiounen ausspriechen an administrativ Moossnamen ergräifen. Den Observatoire de l'égalité entre les genres soll d'Gläichgewicht tëschent de Geschlechter an de Verwaltungsréit promouvéieren an ënnerstëtzen.

De Gesetzesprojet zielt d'Bestëmmungen op, deenen hiert Netanhalen vun der CSSF ka sanktionéiert ginn. Et ginn och Sanktiounen an administrativ Moossnamen definéiert, déi der CSSF dee Moment zur Verfügung stinn.

D'Chambre de Commerce begréisst, dass dëse Gesetzesprojet eng korrekt Ëmsetzung vun der Direktiv virgesäit. Si fënnt awer, dass d'Kommunikatioun vun den Informatiounen un d'CSSF misst méi kloer definéiert ginn. Wat de repressive Volet ugeet, esou ass d'Chambre de Commerce der Meenung, dass d'Sanktiounen, déi virgesi sinn, just indikativ sinn an dass aner Sanktiounen kéinte virgesi ginn.

D'Chambre des Salariés verlaangt an hirem Avis, dass d'Personalvertrieeder an de Verwaltungsréit net sollte betruecht ginn, fir de Quota vun 33 % vum ënnerrepresentéierte Geschlecht ze errechen. D'Direktiv gesäit awer ausdrécklech vir, dass d'Personalvertrieeder och betruecht ginn. Des Weidere stellt d'Salariatskummer fest, dass déi kleng a mëttelgrouss Betriber vum Gesetzesprojet ausgeholl sinn, mee dass grad an dëse Betriber d'Geschlechterongläichheeten oft am gréisste sinn. A schlussendlech bemängelt d'Chambre des Salariés, dass keng konkret Moossname virgesi sinn, fir de Betriber ze hëllefen, méi Fraen ze fannen.

A sengem éischten Avis huet de Staatsrot zwou Optionsformellen ausgeschwat. Déi éischt huet den Artikel 3 betraff. Hei huet de Gesetzesprojet ursprénglech virgesinn, dass d'Firme sollen derfir suergen, dass bis den 30. Juni 2026 mindestens 33 % vun den Administrateuren vum ënnerrepresentéierte Geschlecht sinn. Laut dem Staatsrot wier dëst eng Obligation de moyens. D'Direktiv gesäit awer eng Obligation de résultat vir. De Gesetzesprojet gouf also deementspreechend amendéiert.

Am Artikel 7 geet et ëm d'Sanktiounen. Laut dem Staatsrot wieren déi Sanktiounen, déi virgesi waren, net konform zur Direktiv. Hei huet d'Finanzkommission awer hir Siichtweis erkläert an de Staatsrot huet vu senger Opposition formelle ofgesinn.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech soen Iech a menger Fonctioun als Rapporteur Merci fir d'Nolauschteren a fuere weider als mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun.

Discussion générale

D'Direktiv 2022/2381 ass mat Sécherheet kee Sujet, deen haut den Owend oder muer d'Noriichten dominéiere wäert, mee si ass awer e wichtege Bausteen, fir datt d'Gläichberechtigung net just an de Sonndesriede virkënn, mee och an de Verwaltungsréit, grad do, wou d'Decisiounen iwwer Aarbechtsplazen, Investitiounen an Innovatiounen geholl ginn.

(Brouhaha)

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et eng 30 Betriber, déi vun dësem Gesetzesprojet wäerten an Zukunft betraff ginn.

D'CSV wäert dëse Projet matstëmmen, well mir eng equilibriert, modern a gerecht Gouvernance an de Betriber wëllen ënnerstëtzen. An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Rapportrice Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mündleche Rapport. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. D'Madamm Taina Bofferding huet elo d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci. D'Madamm Rapportrice huet schonn alles diesbezüglich gesot,

wat ze soen ass. Vlächcht just e kleng Funfact an deem Kontext: Vlächcht wësst Der et och schonn, dass et an den däitsche Verwaltungsreit vu grouse Betriber méi Männer mam Numm Thomas gëtt, wéi Fraen an de Verwaltungsreit vertruede sinn. Dofir, dat weist, dass dat hei schonn e wichtegt Instrument ass.

An ech wëll och nach preziséieren: Hei geet et net ëm eng reng Quotepolitik, well ech mierken, dass se hei scho ganz nervös am Eck ginn.

(Mme Taina Bofferding pointe en direction du groupe politique ADR.)

(Hilarité)

Ech wëll et nach eng kéier preziséieren, Dir Häre Weidig a Keup: Et geet net drëms, elo kompetent Männer duerch manner gutt qualifizéiert Fraen ...

(Interruption par M. Tom Weidig)

Plusieurs voix | O!

(Interruption par Mme Corinne Cahen)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Madamm Bofferding, fuert weiter!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ma haalt op, Micky-mausen ze kucken, éierlech!

(Hilarité et interruptions)

Mme Nancy Arendt (CSV) | Wien huet dann d'Wuert?

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

(Brouhaha et interruption par M. Tom Weidig)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech mengen, Här Weidig, dat do ass dat Besch, wat Der eis hei elo kënnt soen, well dat weist, wéi wichteg et ass, dass mer eis Instrumenter ginn, dass mer domadder den Equiliber fuerderen an dass mer net weider versichen, alles dem Zoufall ze iwwerloossen, an hei nach esou eng Ideologie propagéieren, déi awer wierklech komplett deplacéiert ass. Op alle Fall, mir ënnerstëtzen dat heiten absolut. Et ass zäitgeméiss. Et ass modern.

An nach eng kéier, Här Weidig: Mir Fraen, mir sinn net iergendeng Minoritéit, déi ee muss ënnerstëtzen. Mir sinn d'Hallschent vun der Bevëlkerung, mir hunn Talenter, mir hu Kompetenzen, ...

(Interruption par M. Fred Keup)

... an och dat brauchen d'Betriber. An eis Gesellschaft kann net op eis Kompetenze verzichten. Punkt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Weidig, ech wollt elo dem Här Keup d'Wuert ginn, mee ...

M. Tom Weidig (ADR) | Fait personnel.

(Exclamations)

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, ...

(Interruption par M. Tom Weidig)

... ech mengen, et geet net duer, wann Der mam Numm genannt gouft. Et muss iergendee Fait do sinn, deen Der wëllt rektifizéieren. An dat, mengen ech, ass elo net de Fall. Da kritt den Här Keup d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Also, elo hutt Der jo awer ugefaang, da kënne mer do net ophalen. Et ass schwieereg, wann ee seet: „mir Fraen“. Da schwätzt ee fir eng ganz Communautéit, fir déi een awer dann en réalité net schwätzt.

(Interruptions)

Well ...

(Interruption par M. Sven Clement)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, kommt, mir probéieren, dat elo uerdentlech hei zum Schluss ze bréngen! Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Et ass nämlech esou ... An iert ech ufänken, wëll ech da mol ganz seriö hei soen: Et sinn och ganz vill Frae géint esou Quoten.

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

An et si souguer Feministinnen explizitt géint esou Quoten. An och ganz berüümt Lëtzebuergerinnen, déi scho viru laange Jore vill erreecht hunn, si géint esou Quoten. An et ass och net onbedéngt falsch, dass een déi Meenung kann hunn. An dat war jo och hei honnert Joer laang esou. An déi virun eis, déi ware jo net méi blöd wéi mir.

Mme Corinne Cahen (DP) | Déi hunn d'Frae méi ënnerdréckt!

M. Fred Keup (ADR) | An déi hunn awer gemengt, keng sou Quote missen anzeféieren. An ech mengen, et sollt een och deenen hir Decisiounen, deemools keng Quoten anzeféieren, respektéieren.

Well, an dat wësst Der alleguerten, an engem Verwaltungsrot geet et awer – soll et goen –, wéi iwwerall, ëm Leeschtung ...

M. Tom Weidig (ADR) | Genau!

M. Fred Keup (ADR) | ... ëm Erfahrung, ...

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | ... ëm Qualifikatioun, ...

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | ... an et soll net drëms goen, ob s de Männlein oder Weiblein bass.

M. Tom Weidig (ADR) | Genau!

M. Fred Keup (ADR) | Dat soll keng Roll spillen. Et ass e Mënsch, et ass egal, ob et eng Fra oder e Mann ass. A mir sollen d'Mënsche gläich behandelen.

(Exclamations)

An et soll eis egal sinn, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... et soll eis egal sinn, ob an engem Verwaltungsrot – wat weess ech? – zéng Männer an eng Fra sëtzen oder zéng Fraen an ee Mann sëtzen! Et ass dach ganz egal! Dat, wat zielt, dat ass, ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Dofir sëtzt bei Iech d'Fra an der zweeter Rei!

M. Fred Keup (ADR) | ... dass an engem Verwaltungsrot kompetent Leit sëtzen, déi Erfahrung hunn, déi gär schaffen, déi sech asetzen, déi motivéiert sinn an déi Leeschtung bréngen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Madamm Tanson, Dir schafft näischt!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. Fred Keup (ADR) | A wann Der, jo, elo déi Quoten hei aféiert, an dat gëtt et jo schonn op verschidde Plazen, dann entstinn do jo immens vill Spannungen, well et gëtt jo där Beispiller, wou ganz gutt Leit net op eng Plaz kommen. An dat gëtt et. Där kennt Der doudsécher, wou ganz gutt Leit net op eng Plaz kommen, well anerer Quote virgesinn ...

(Interruptions et hilarité)

Une voix | Nee, nee, nee.

M. Marc Goergen (Piraten) | An d'Madamm Schoos däerf net an déi éischt Rei bei Iech!

(Interruption par M. Marc Baum et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Kommt, mir probéieren, wannechgelift, ee Moment calme ze sinn! Här Keup.

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

M. Fred Keup (ADR) | Nee, nee. Mee et ass ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding, loosst den Här Keup elo schwätzen!

M. Fred Keup (ADR) | Et ass jo elo scho spéit. An ech sinn elo frou, dass d'Heiterkeet hei grouss ass. Mee et ass awer e seriöe Punkt, dass Der domadder ganz vill Leit touft op verschiddene Plazen, déi jorelaang, jorelaang vill geschafft hunn, déi sech asetzen, kompetent sinn an op eemol dann net op déi Plaz kommen, well eng Quot do ass, wou dann eng aner Persoun geholl gëtt, vun engem anere Geschlecht, Mann oder Fra, déi däitlech manner gutt ass.

(Exclamations)

Dat gëtt et! Voilà.

(Interruptions)

Da kënnt nach dobäi, dass deem dann natierlech de Ruff nohallt vu „Quotemann“ oder „Quotefra“, wat jo erëm am Fong d'Stigmatisierung just verschäerft. An et ass doriwwer eraus nach – an ech mengen, och an engem liberale Geescht kanns de dat jo net gutt-heeschen – eng komplett staatlech Amëschung an d'Privataffär, an en Unterneemen, an eng Firma, wou e Patron net méi kann decidéieren, wat e mécht, mee wou de Staat decidéiert, wat e soll maachen.

Et gëtt eebe Beräicher, do hutt Der vlächcht méi Fraen, an et gëtt Beräicher, do hutt Der méi Männer. Mir sollten hei keng Ënnerscheeder ... Mir sollte kee Klassekampf erfannen a mir sollten och kee Geschlechterkampf erfannen, mee zesummen ..., an net den Ënnerscheid dovunner maachen.

An da soll ee sech dach froen, firwat d'Europäesch Union sech iwwerhaupt an esou eppes amësche geet. Dat hei sollt ganz eleng eng national Ugeleeënheet sinn, déi d'Länner selwer decidéieren.

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Duerfir, am Numm vu ville Fraen, déi Quoten ofleenen, ...

(Exclamations)

... stëmme mer hei dergéint.

(Interruptions)

Mme Corinne Cahen (DP) | Net a mengem Numm! Net a mengem Numm!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. D'Wuert huet d'Madamm Tanson. An ech géng Iech bieten, elo nozelauschteren, wannechgelift!

(Brouhaha)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Also, eigentlech wollt ech just den Accord vun deene Grénge ginn, mee ...

(Hilarité et interruption)

... et ass e bësse schwéier, elo net awer nach e puer Wuert heizou ze soen. An eigentlech ass déi Prestatioun vun Iech, Här Keup, elo dat beschte Beispill, fir ze weisen, wisou mer awer nach ëmmer mussen Decisiounen huelen, ...

M. Fred Keup (ADR) | Déi war dach ganz gutt.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... fir de Sexe sous-représenté, wat, en l'occurrence, an de Féierungsgremien, souwuel an der Wirtschaft wéi an der Politik,

wéi op villen aneren Niveauen, leider nach ëmmer d'Frae sinn. An Är Partei ass effektiv dat beschte Beispill. Ech brauch just hei ze kucken: D'Madamm Schoos, déi setzt natierlech weiderhin an der zweeter Rei. Obwuel se Parteipresidentin ass, zum Beispill, ass se an der zweeter Rei.

M. Fred Keup (ADR) | Dat huet jo näischt domat ze dinn!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A, voilà, jo, et huet mat näischt eppes ze dinn.

M. Sven Clement (Piraten) | Natierlech!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An de Fait ass ...

(Interruptions)

An ech hunn och bäigeléiert, dass ech zu enger „Communautéit“ gehéieren. Ech gehéieren zu der „Communautéit vun de Fraen“. Voilà, och dat hunn ech den Owend bäigeléiert. Ech si ganz dankbar dofir.

(Hilarité et interruption par M. Fred Keup)

An ech sinn ...

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Fuert weider, Madamm Tanson!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat ass net esou einfach.

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Madamm Tanson, Dir maacht Iech dach selwer ze enger Communautéit mat Ärem Ganzen hei!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech gehéieren zu enger „Communautéit“, wéi dann déi aner Fraen heibannen, déi awer och zu enger Minoritéit heibanne gehéieren – dat därf een och nach eng Kéier ënnersträichen. An ech muss ëmmer erëm staunen, wann da Männer hei kommen a mengen, sech dann zu dem Porte-parole vun där „Communautéit vun de Fraen“ ze maachen.

M. Fred Keup (ADR) | Dat stëmmt net

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Dir loosst d'Madamm Tanson elo schwätzen!

(Interruption par M. Fred Keup et exclamations)

Nee, wannechgelift, Här Keup! Sou, d'Madamm Tanson ganz eleng huet d'Wuert. Wannechgelift!

Une voix | Et war e laangen Dag.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech weess elo net, wéi eng Dommheeten ech elo hei gezielt hätt, Här Keup, well effektiv, Dir sidd heihinner komm an Dir schwätzt am Numm vu ville Fraen, ...

(Interruption)

Jo, jo.

... wat awer schonn extreem erstaunlech ass, well Dir sot, vill Feministinnen hätten e Problem mat Quoten. Ech hunn och e Problem mat Quoten. Ech sinn der Meenung, et wär gutt, wa mer keng bräichten. Mee leider ass d'Situatioun déi – an Dir braucht just hei ronderëm Iech ze kucken –, dass mer ouni Quoten net weiderkommen. An ech sinn dankbar fir dee Moment, wou mer keng Quote méi hunn. Ech sinn dankbar fir dee Moment, wou och inkompetent Fraen déi selwecht Rechter hu wéi inkompetent Männer. Well dat ass d'Situatioun, an där mer haut sinn: dass en inkompetente Mann et ganz wäit bréngen kann an

eng Fra, déi kompetent ass, ganz oft muss kämpfen, fir dee faméise gliesene Plaffong ze duerchstoussen.

An ech weess, et sinn niewent Iech och nach aner Leit heibannen, déi e Problem mat Quoten hunn. Ech hoffen, dass déi trotzdeem deen Text hei matstëmmen. Et ass een Element vu ville fir méi Gläichheet, och an der Wirtschaft. Duerfir ginn ech dann elo den Accord vun deene Gréngen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Tanson, den Här Weidig wëllt Iech eng Fro stellen. Sidd Der domat d'accord?

(Exclamations)

Här Weidig.

(Interruptions)

Sou, wannechgelift! Et ass elo 20.15 Auer. Kommt, mir probéieren, zum Schluss ze kommen! Här Weidig, kuerz.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech wëll gären en Thema uschwätzen. Ech schwätze vun Ënnerrepresentatioun. Et gëtt awer och nach eng Ënnerrepresentatioun vun anere Gruppen, an eng dovun ass déi vu Leit mat Handicap. An ech soen Iech, Dir wësst et all, ech hunn e Sproochhandicap. A fir mech ass et och net einfach ze iwwerliewen, an zemools an deem heite Sall. Duerfir, ech fannen, et gëtt och Leit mat Handicappen, déi ënnerrepresentéiert sinn. Leit mat Migratiounshannergrond, déi sinn och ënnerrepresentéiert. Wéi vill Leit mat portugiseschem Migratiounshannergrond hu mer hei zum Beispill? Et gëtt ganz vill Gruppen, déi ënnerrepresentéiert sinn.

(Brouhaha)

An do wollt ech Iech halt d'Fro stellen: Firwat kucke mer dann nëmmen d'Dimensioun vun de Geschlechter an net eng Dimensioun vun Handicap oder vu Migratiounshannergrond oder halt vu sozial schwaachem Hannergrond? Firwat maache mer dat net?

Jo, voilà, merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mir si weeder e Grupp, nach eng Communautéit. Mir sinn d'Hallschent vun der Mënscheit. An ech hätt gär, dass mer och esou consideréiert ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. U sech wollt ech just den Accord ginn. An dunh hunn ech mer geduecht ...

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement huet nach näischt gesot, mee loosst en elo mol schwätzen!

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | An dunh hunn ech mer geduecht, op Basis vun eppes ganz Intelligentem, wat d'Madamm Bofferding virdru gesot huet, nämlech datt et an Däitschland déi Studie gëtt, datt et méi Opsichtsreit gëtt, déi Thomas heeschen, wéi et Fraen a ganz Däitschland gëtt (veuillez lire: wéi et Fraen an de ganzen däitschen Opsichtsreit gëtt): Ech hoffe just, datt mer ni hei zu Lëtzebuerg an eng Situatioun kommen, wou et méi Administrateure gëtt, déi Fred

oder Tom heeschen, wéi mer kompetent Fraen an engem Conseil hunn, ...

(Exclamations)

... well da géife mer d'Dronkenellen ausgoen!

Dat heiten ass eng europäesch Direktiv, déi nëmme richtig ass. Si ass néideg. An dofir huet se eis e vollëmfängleche Support. Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den Här David Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Ech wollt och just main Accord ginn ...

(Hilarité)

... an ech wäert dat och maachen.

Jo, de Problem ass u sech déi Fro vun der Kompetenz, well mir schwätzen hei vun der Paritéit innerhalb vu Verwaltungsreit vu Sociéiteiten, déi op der Bourse cotéiert sinn. A jo, déi sinn zum groussen Deel ... Zu Lëtzebuerg ass d'Situatioun anscheinend e bësse besser wéi op anere Plazen, mee trotzdeem nach ëmmer net gutt.

Mee se si männerdominiéiert – wou ech mer jo och scho soen, wann een d'Beispill „eng Fra ënner zéng Männer an engem Verwaltungsrot“ hält: Ech wëilt déi Fra net sinn! –, d'autant plus, datt et ganz oft awer Männer sinn a Sociéiteiten, déi cotéiert sinn. Si se wierklech wéinst hire Kompetenzen do oder si se do, well se eppes geierft hunn? Well mir wësse jo och, wéi d'Reproduktioun vum Kapital entsteet. Et ass oft esou, datt et iwwer Ierfschaft ass. Ech maachen elo e bësse Klassekampf. Dat därf awer och nach e bëssen erlaabt sinn.

(Hilarité et interruption par M. Sven Clement)

Mee et ass eng Realitéit. Voilà. An ech menge ganz oft, ech weess net, ob déi Männer, déi do an de Verwaltungsreit setzen, well vläicht de Pappa oder de Grousspappa och schonn do souz, wierklech wéinst hirer Kompetenz do setzen.

(Interruption)

A wann ee gesäit, wéi vill Sociéiteiten oder multinational Sociéiteiten duerno weltwäit Finanzkrisen auslösen a wéi vill Dommheete se maachen a wéi vill Faillitë se maachen, da weess ech net, ob se ëmmer ganz gutt a kompetent vu Männer dirigéiert goufen.

Dat heescht net, datt Fraen onbedéngt méi kompetent si wéi Männer. Mee mir stelle fest – d'Madamm Tanson sot, d'Hallschent vun der Mënscheit besteet aus Fraen; souguer e bësse méi a Wierklechkeet –, datt se iwwerall an der Minoritéit sinn. Dat ka keen Zoufall sinn an dat ass e Problem. An do hëllef mer e bëssen no.

An natierlech, déi aner Leit op der Aarbecht, Leit, déi en Handicap hunn, Mënschen, déi en Handicap hunn, do gëtt et och Quoten, am ëffentlechen Dëngscht nottamment, an dat ass och richtig esou, well et muss een och Leit mat Handicap hëllef. Et soll een dat eent an dat anert op kee Fall – op kee Fall! – géinteneen ausspillen. Dovunner ofgesinn ass et och nach bei Wäitem keen Handicap, eng Fra ze sinn!

An ech mengen, dofir wäerte mer och dëse Projet matstëmmen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géing d'Regierung d'Wuert kréien. Här Finanzminister. Sou, e weéne Rou, wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Nee, dat geet elo séier, well mir setzen elo iwwer zwielf Stonnen hei an et ass bis elo guttgaang an et soll och nach beim leschte Projet guttgoen.

Just zu de Fakten: Wéi vill Freden oder Tomme setzen an den eenzelne Conseilen a wat ass de Pourcentage vun de Fraen?

(Brouhaha)

Also, zu Lëtzebuerg, laut enger Studie vum European Institute for Gender Equality, représentéiere Fraen zu Lëtzebuerg 23,5 % vun den Administrateuren a grouse cotéierte Gesellschaften, dat heescht, déi ënnert dës Direktiv respektiv ënnert dës Gesetzesprojet falen. Bei Entreprises, déi eng Staatsparticipatioun hunn, sinn dat insgesamt 34 % an ënnert de Staatsrepresentante sinn 41 % Fraen. Bei den Établissements publics sinn et am Ganzen 39 % an ënnert de Staatsrepresentante 44 %. Dat zu de Fakten.

Fir de Rescht merci fir déi breet Zoustëmmung. An ech freeë mech da muer op de leschten Dag an

der Chamber a wënschen elo schonns deenen, déi d'nächst Joer net méi dobäi sinn, alles Guddes.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8519. Den Text steet am Document parlementaire 8519⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8519 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Projet de loi ass also mat 54 Jo-Stëmmen géint 5 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM.

Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung ass muer de Moien um 8.00 Auer.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.23 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Responsabilité civile des personnes bénévoles engagées dans des structures soutenues ou conventionnées par l'État	2864	Djuna Bernard	56	Stratégie nationale en matière d'addictions et plan d'action gouvernemental	2980	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	65
État de l'environnement	2919	Marc Goergen	57	Règles légales pour bureaux	2981	Sven Clement	66
Flotte automobile du Gouvernement	2920	Marc Goergen	57	Jeux de hasard en ligne	2982	Dan Biancalana, Paulette Lenert	67
Piste principale de l'Aéroport de Luxembourg-Findel	2928	Jeff Engelen	58	Statut et encadrement des sportifs d'élite et de la section armée	2983	Sven Clement	68
Évolution de l'artificialisation des sols	2937	David Wagner	58	Promotion de l'image de marque du Luxembourg à l'étranger	2984	Sven Clement	69
Mineurs signalés comme disparus	2938	Marc Baum, David Wagner	59	Fermeture de comptes de jeux en ligne liés à des néobanques étrangères	2985	Laurent Mosar	70
Conditions de logement au bâtiment Galileo à Belval	2971	David Wagner	60	Assurance accident	2986	Mars Di Bartolomeo	70
Formation anti-violence des entraîneurs par l'INAPS	2972	Mandy Minella, Carole Hartmann	60	Dispenses scolaires à l'occasion du jour du changement de trône	2989	Ben Polidori	71
Utilisation de données fiscales relatives aux revenus locatifs	2973	Sam Tanson	61	Difficultés d'obtention d'un titre de séjour malgré un emploi stable	2993	Sven Clement	71
Position défendue par le Luxembourg lors du Conseil européen	2974	Sam Tanson	61	Paiements hors ligne en cas de crise	2994	Sven Clement	71
Conformité des trottinettes électriques mises sur le marché au Grand-Duché de Luxembourg	2975	Meris Sehovic	62	Application du régime fiscal pour travailleurs étrangers	2995	Sven Clement	72
Liaisons ferroviaires transfrontalières en particulier vers l'Allemagne	2976	Meris Sehovic	62	Objectif de zéro émission nette de CO ₂ pour les véhicules neufs à l'horizon 2035	2996	Joëlle Welfring	72
Violences domestiques	2977	Stéphanie Weydert	63	Manque de places de stage pour élèves du secondaire	2997	Paul Galles	73
Usage de l'intelligence artificielle dans le journalisme	2978	Dan Hardy, Tom Weidig	64	Lutte de la CNS contre les fraudes et abus	2999	Mars Di Bartolomeo	73
Exigences linguistiques dans les carrières militaires	2979	Fred Keup, Alexandra Schoos, Tom Weidig	65	Position du Gouvernement sur une présidence de comité à l'OCDE	3000	Franz Fayot	74
				Projets européens de centres de retour hors UE	3001	Fred Keup, Tom Weidig	74



Évaluation des risques climatiques et environnementaux pour la sécurité nationale	3002	Mars Di Bartolomeo	75	Délais de traitement pour la reconnaissance des diplômes	3033	Marc Goergen	88
Agression antisémite contre un élève en école primaire	3003	Fred Keup	75	Organismes nuisibles dans les forêts	3035	Claire Delcourt	89
Association mutualiste grand-ducale des militaires et anciens militaires luxembourgeois	3004	Tom Weidig	76	Brevets de sauvetage requis pour les enseignants	3036	Nathalie Morgenthaler	90
Sécurité face aux survols de drones suspects et protection des infrastructures critiques	3005	Tom Weidig	76	Amendes administratives infligées par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)	3037	André Bauler, Patrick Goldschmidt	90
État des arbres le long des voiries	3006	Jeff Engelen	77	État de bâtiment du Lycée Robert-Schuman	3038	Fred Keup	90
Observatoire des politiques sociales	3007	Claire Delcourt	78	Acquisition dans le cadre de la coopération des États du Benelux d'un système de défense aérienne	3039	Sven Clement, Marc Goergen	90
Stratégie luxembourgeoise en matière de défense et d'industrie de défense	3008	Liz Braz	78	Véracité des chiffres du taux d'épargne des résidents luxembourgeois	3040	Marc Goergen	91
Projet « Educational School » à l'Université du Luxembourg	3009	Ben Polidori, Francine Closener	79	Exonération fiscale des subsides pour les forêts	3041	Jeff Engelen	91
Gestion des débris spatiaux	3010	Sven Clement	79	Deuxième édition de l'enquête sur la satisfaction des agents et les pratiques de management auprès de l'État	3043	Djuna Bernard	91
Délai de citation en matière pénale	3011	Sven Clement	80	Règles concernant l'installation de miradors pour la chasse	3044	Marc Goergen	92
Tables à langer dans les toilettes pour hommes	3012	Sven Clement	80	Faillites causées par l'État	3045	Marc Goergen	92
Liaison directe entre le Canada et le Luxembourg	3013	Marc Goergen	81	Construction d'une station de tram à Pontpierre	3046	Marc Goergen	93
Reprise progressive du travail	3014	Mars Di Bartolomeo	81	Campagne de sécurité routière pendant la saison de chasse	3048	Marc Goergen	93
Communication entre les citoyens et les autorités publiques	3015	Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori	81	Impact de l'IA sur l'emploi	3049	Marc Goergen	93
« Catcalling »	3016	Dan Biancalana	81	Conditions d'emploi des intervenants de l'association « Art à l'école »	3050	Djuna Bernard, Meris Sehic	94
Infractions pénales à caractère politique	3017	Dan Biancalana	82	Aménagements raisonnables dans l'enseignement secondaire	3052	Sven Clement	95
Réactivité de la Caisse nationale d'assurance pension	3018	Sven Clement	83	Résultats de la deuxième édition de l'enquête sur la satisfaction des agents et les pratiques de management au sein de l'État luxembourgeois	3053	Georges Engel	95
Impact de la réforme fiscale projetée sur les finances publiques	3019	Sam Tanson	84	Ajustement de certains forfaits dans le cadre de l'assurance dépendance	3054	Sven Clement	96
Conditions de travail des vétérinaires	3020	Claire Delcourt	84	Boycott du discours du Premier ministre israélien devant l'Assemblée générale des Nations Unies	3058	Franz Fayot, Yves Cruchten	97
Contrôle des finances communales	3021	Marc Goergen	84	Restitution de biens culturels d'origine coloniale	3059	Alexandra Schoos	97
Nouvelle coalition à Contern	3022	Marc Goergen	84	Aides au logement	3063	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	98
Alerte de l'OMS sur le recours à la cigarette électronique des 13-15 ans	3023	Nancy Arendt	84	Menaces potentielles sur l'emploi chez ArcelorMittal	3588 urgente	Joëlle Welfring, Djuna Bernard	98
Réseaux de communication mobile	3025	André Bauler, Guy Arendt	85	Suppressions d'emplois chez ArcelorMittal et accord tripartite sidérurgie	3599 urgente	Octavie Modert, Laurent Mosar	99
Colorants utilisés dans l'alimentation scolaire	3026	Sven Clement	85				
Application mobile « Travel to Europe »	3027	Sven Clement	86				
Contrats de prestation de service dans le secteur communal	3028	Sven Clement	87				
Annonces récentes autour du budget de la CNS	3029	Djuna Bernard	87				
Accès des administrations aux données personnelles	3030	Marc Goergen	88				

Responsabilité civile des personnes bénévoles engagées dans des structures soutenues ou conventionnées par l'État | Question 2864 (15/09/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

À la suite des révélations liées à la fraude au sein de l'organisation Caritas, des interrogations se posent quant à la responsabilité civile des personnes bénévoles impliquées dans des associations œuvrant dans les domaines social, éducatif ou sportif. Certaines de ces personnes, souvent non professionnelles, assument pourtant des responsabilités importantes, notamment dans la gestion administrative ou financière de projets bénéficiant de fonds publics, sans que leur couverture en cas d'erreur ou de litige soit toujours clairement définie.

Il convient toutefois de distinguer entre deux formes d'engagement bénévole. D'une part, les bénévoles actifs sur le terrain (dans des foyers, clubs sportifs ou activités éducatives) qui peuvent involontairement causer des incidents ou des dommages dans le cadre de leurs activités. D'autre part, les bénévoles siégeant dans des organes de décision, comme les conseils d'administration, qui peuvent être tenus personnellement responsables en cas de faute de gestion et ce même dans le cadre d'un engagement non rémunéré.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Quelles garanties d'assurance, notamment en matière de responsabilité civile, sont actuellement prévues pour couvrir les différents types de bénévolat dans des structures soutenues ou conventionnées par l'État ?

2) Existe-t-il des obligations légales ou des recommandations ministérielles imposant aux associations ou fédérations bénéficiaires de financements publics de souscrire des assurances adaptées pour leur bénévoles, en fonction des types de missions exercées ?

3) Les ministres envisagent-ils d'actualiser ou de compléter le cadre réglementaire en matière de protection des bénévoles, notamment pour prévenir les risques juridiques auxquels ces derniers pourraient être exposés ?

4) Des initiatives d'information ou de sensibilisation sont-elles prévues à destination des associations et des bénévoles concernant les enjeux juridiques liés à l'engagement bénévole ?

Réponse (11/11/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) à 3) En général, il appartient à chaque gestionnaire de service et chaque association de contracter les assurances nécessaires afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'exercice de leurs activités, y compris, le cas échéant, ceux liés au recours à des bénévoles. L'État n'intervient pas à ce niveau, mais peut prendre en charge les frais d'assurance dans le cadre des conventions.

À l'heure actuelle, il existe des régimes d'assurance spécifiques pour certains secteurs. Ainsi, le Code de la sécurité sociale prévoit dans son article 91, point 9) que les personnes qui exercent à titre bénévole une activité dans le domaine social, socio-éducatif, médico-social ou thérapeutique au profit d'un organisme agréé par l'État conformément aux dispositions de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique sont assurées dans le cadre de régimes spéciaux d'assurance accident.

Par ailleurs, la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport prévoit dans son article 12 concernant l'assurance sportive que l'État souscrit un ou plusieurs contrats d'assurance dans l'intérêt de la couverture des risques de responsabilité civile des organismes sportifs, des dirigeants sportifs, des sportifs licenciés et de collaborateurs bénévoles occasionnels, et de la couverture du risque d'accidents individuels des dirigeants sportifs, des sportifs licenciés, et de collaborateurs bénévoles occasionnels, lors des activités sportives.

La promotion du bénévolat en tant que pilier fondamental du vivre-ensemble au Luxembourg constitue une priorité élémentaire du Gouvernement. Dans l'objectif de structurer, clarifier et renforcer le cadre réglementaire du bénévolat de manière transversale, un comité interministériel dédié sera mis en place. Ce comité sera chargé d'examiner les différents éléments nécessaires à la création d'un statut officiel pour le bénévole, clarifiant ses droits et devoirs, ou encore les aspects liés à l'assurance-accidents et à la responsabilité civile dans le cadre de la protection des bénévoles.

Le 5 juin 2025, la FEDAS a signé un protocole d'entente avec le Gouvernement dans le but d'harmoniser le processus de conventionnement étatique et d'améliorer la gouvernance des organismes gestionnaires. Dans ce contexte, le sujet de l'harmonisation des assurances pour protéger les bénévoles, notamment ceux qui siègent dans un conseil d'administration, va être abordé. Le cadre réglementaire pourra être adapté selon les conclusions des discussions à ce sujet.

ad 4) L'Agence du bénévolat constitue le point de contact par excellence pour toute question liée au bénévolat, tant pour les bénévoles que pour les associations. Ainsi, l'Agence a pour mission d'informer, d'orienter et de former les citoyens, les associations, les communes et les entreprises sur la nature et les avantages de l'engagement bénévole en général, mais aussi sur les aspects pratiques, tout comme les questions juridiques.

Ainsi, l'Agence propose notamment une assistance téléphonique par un juriste pour répondre aux questions juridiques des associations et bénévoles. Elle propose également des consultations juridiques individuelles, ainsi que des formations « Création et gestion d'une ASBL » (en LU et FR), animées par un juriste, qui

abordent également la question de la responsabilité des administrateurs.

Finalement, dans le cadre de l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations, l'Agence du bénévolat a non seulement organisé de nombreuses réunions à travers le pays afin d'offrir une assistance juridique concernant les nouvelles dispositions légales, mais également élaboré et mis à disposition du matériel d'information, y inclus un guide pour la mise en conformité des statuts, un modèle type, des vidéos explicatives et une foire aux questions.

État de l'environnement | Question 2919 (23/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Qualitéit vun eiser Ëmwelt huet sech an de leschte Joerzëngte verschlechtert. Der leschter Editioun vum „Le Luxembourg en chiffres 2025“ vum Statec no, si just nach 15 % vun eise Beem an engem gesonden Zoustand. Op ville Plaze sinn eis Gewässer an eis Biedem mat ville Produkter belaascht, déi aus de wirtschaftlechen a sozialen Aktivitéite vum Mënsch entstinn, wéi zum Beispill Mikroplastik, PFAS, Pestiziden, Ammoniak a villes méi.

Lëtzebuerg steet do natierlech net eleng: Et ass eng global Erausforderung, eise System nohalteg ëmzestellen, sou dass och eis Kanner an engem gesonden Ëmfeld kënnen opwuessen. Um europäeschen Niveau versicht een duerch eng Unzuel u Reegelen, dorënner d'EU-Waasserschutzdirektiv, fir Verbesserungen ze suergen. Ee groussen Hiewel, fir eis Ëmwelt ze verbessern, ass d'Präventioun vun der Verknaschtung vun eise Biedem a Gewässer. Mee och den Traitement vun eise Ofwaasser spillt eng Schlësselroll, mam Ausbau an der Verbesserung vun eise Kläranlagen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng Kläranlagen hei am Land souwéi an der noer Grenzregioun rengenge d'Ofwässer, déi aus industriellen Aktivitéite kommen?

2. Wéi héich ass d'Belaaschtung vun eise Biedem a Gewässer duerch Mikroplastik, PFAS (Phosphonsaieren) a Glyphosat?

Kann de Minister dës Wäerter opschlësselen:

– fir déi verschidde Fléissgewässer zu Lëtzebuerg?

– fir d'Joren 2015, 2020 an 2025?

3. Glyphosat bilt sech ëmmer méi wéinst den anticalcaire Puddere fir Spull- a Wäschmaschinen. (Source: <https://www.chemie.de/news/1186259/glyphosat-kann-aus-waschmittelzusatz-entstehen.html>) Gëtt dës Observatioun och zu Lëtzebuerg gemaach?

Réponse (24/10/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Prinzipiell kann all Kläranlag Ofwaasser rengenge, wat aus „industriellen“ Aktivitéite kënn. Laut dem Artikel 46 vum ofgeännerte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 hunn d'Gemengen d'Responsabilitéit fir d'Kollekt, d'Evakuatioun an d'Klärung vun den Eaux urbaines résiduelles. D'Eaux urbaines résiduelles ginn am Artikel 2 Punkt 19 vum Waassergesetz follgendermoossen definéiert: „les eaux ménagères usées ou le mélange des eaux ménagères usées avec des eaux industrielles usées ou des eaux pluviales et les eaux claires parasites“. Deemno ass fir keng Kläranlag hei am Land ausgeschloss, dass méi wéi just haislecht Ofwaasser ageleet gëtt.

Zu de Kläranlagen am Grenzgebitt ka keng Ausso gemaach ginn.

ad 2. Esouwuel d'Waasser- ewéi och d'Ëmweltverwaltung sammelen Donnéeën zu deene Polluanten.

Par rapport zum Mikroplastik stellt ee fest, dass an all Waasserproov aus Uewerflächegewässer Mikroplastik nozeweisen ass. Fir dës Belaaschtung besser aschätzen ze kënnen, lafen aktuell Studien.

Am Uewerflächebuedem ass am Duerchschnitt 1 mg/kg vun den ënnersichte Mikroplastiker (z. B. Polyethylen, Polypropylen, Polystyrol, Acrylnitril-Butadien-Styrol-Copolymeren, Polymethylmethacrylat, Polycarbonaten, Polyvinylchlorid, Polyethylenterephthalat, Polyamid 6 a Polyamid 6.6) festgestallt ginn. Dëst entsprécht der Hannergrondkonzentratioun, déi een och an aneren europäesche Länner feststellt. Wéinst Onkloerheeten an den Definitionen a Limitatiounen an deene verschiddenen analytische Methoden, ass keng gesamtheetlech Interpretatioun am Moment méiglech.

Mat Bléck op Glyphosat sinn d'Resultater am Uewerflächegewässer fir d'Perioden 2015 bis 2020 am zweeten¹ an drëtte² Bewirtschaftungsplang ze fannen. D'Analyse fir d'Joer 2025 lafen aktuell nach, soudass keng Joreszuelen disponibel sinn. D'Analys vu Glyphosat am Buedem ass fir de Moment net Deel vun den Ermittlungen vun der Ëmweltverwaltung.

Fir d'PFAS-Famill ass aktuell just de PFOS fir d'Uewerflächegewässer gereegelt an huet ee Grenzwäert, deen et anzehale gëllt, fir de gudden Zoustand vun de Gewässer ze erreechen. D'Resultater fir Perioden, déi d'Joren 2015 bis 2020 ofdecken, sinn och an deenen zwee Bewirtschaftungspläng ze fannen. Zënter 2024 ginn zousätzlech 20 weider PFAS-Substanzen vun der Waasserverwaltung gepréift. D'Resultater vun deenen Analyse weisen, dass vill vun deenen 20 PFAS-Substanzen op quasi all de gepréifte Baachen a reegelméissegem Ofstänn detektiéiert ginn. Well fir dës Substanzen nach keng Grenzwäerter reglementéiert sinn, a wéinst der limitierter Datebasis, ass keng detailléiert Interpretatioun pro Waasserkierper méiglech. Am Buedem ginn zënter 2024 verschidde Regiounen vum Land ënner ënnerschiddleche Landnotzungen analyséiert. Vun den 20 gemoossene PFAS goufen der bis elo 8 nogewisen. Déi total Konzentratiounen fir all 20 analyséiert PFAS-Verbindungen louchen tëscht 0,3 an 2,6 µg/kg gedréchentem Buedem, wat der typescher Hannergrondkontaminatioun a Mëtteleuropa entsprécht.

ad 3. Fir Lëtzebuerg gouf keng eegen Etude zu deem Thema gemaach, mee Donnéeën vu Lëtzebuerg sinn an der genannter Etude mat agefloss. Vu dass et sech hei ëm allgemenggëlteg physico-cheemesch Reaktiounen handelt, gëllen d'Resultater an d'Schlussfolgerungen aus anere Länner och fir Lëtzebuerg.

Flotte automobile du Gouvernement | Question 2920 (23/09/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Thema vun der Elektromobilitéit ass grad méi wéi jee e wichtegt Thema an der Aktualitéit. Dozou gouf et och scho verschidde parlamentaresch Froen an der Vergaangenheet. An der Äntwert op meng Froen, schreiwen déi aktuell Regierungsmemberen, dass si vun de Virdeeler vun den Elektroautoen iwwerzeegt sinn (QP N° 2459). Et fält awer op, dass zënter dem Amtsuntrëtt vun der CSV-DP-Regierung net méi Elektroautoen am Fuerpark vun de Ministeren

¹ [https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/2e-cycle-\(2015-2021\)/Plan-de-gestion-des-districts-hydrographiques.html](https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/2e-cycle-(2015-2021)/Plan-de-gestion-des-districts-hydrographiques.html)

² [https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-\(2021-2027\)/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final.html](https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-(2021-2027)/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final.html)

ze fanne sinn a si weider op Plug-in-Hybriden, also Verbrenner, setzen.

D'EU-Kommissioun huet an enger Etüd am Joer 2024 festgestallt, dass Hybridautoe méi Sprit verbrauche wéi dat, wat se uginn. De Rapport informéiert, dass d'Autoen am Schnëtt 20 % méi Sprit verbrauchen an domadder méi CO₂-Emissiounen produzéieren wéi dat, wat se uginn.

Wéi rtl.lu an engem Artikel vum 18. September feststellt:

„De Problem läit awer virun allem un der dacks falscher Nutzung: Vill Automobilisten, déi den Hybridauto dacks als Firmenauto kréien, hunn d'Tendenz, d'Batterie net ze lueden, mee ze tanken. Doduerch, datt d'Gefier onnéidegt Gewicht matschleeft, verbraucht et méi, de Chauffeur muss méi tanken an d'CO₂-Emissiounen klamme méi héich, wéi et bei engem normale Verbrenner de Fall gewiescht wier.

[...] D'Zuele vun der WLTP baséieren sech op der Hypothese, datt d'Chauffeur vum den Hybride während 80 % vun der Zäit am Elektro-Modus fueren. A Wierklechkeet dierften et net méi wéi 26 % sinn.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten des Froe stellen:

1. Wéi eng Auswierkungen huet d'Etüd op d'Zuele betreffend den CO₂-Verbrauch vum Fierpark vun der Regierung?

2. Wat ass den CO₂-Ausstouss vum Fierpark nom WLTP-Zyklus?

3. Wat ass den CO₂-Ausstouss, wann een d'Berechnungen esou mécht, dass d'Hybride just während 26 % am Elektro-Modus fueren?

Réponse (24/10/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zum CO₂-Verbrauch vum Fierpark vun der Regierung.

ad 1. D'Plug-In-Hybridautoe si prinzipiell ëmmer, wann et méiglech ass, u Luedstatiounen ugeschloss. Generell ginn d'Trajeten an der Stad a ronderëm, esouwäit dat da méiglech ass, reng elektresch gefuer.

ad 2. Den Ausstouss vum Fierpark nom WLTP-Zyklus ass 34,07 g/km.

ad 3. Am Fall vun esou enger hypotheetescher Berechnung géif den CO₂-Ausstouss sech warscheinlech op 147,41 g/km belafen.

Piste principale de l'Aéroport de Luxembourg-Findel | Question 2928 (24/09/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der gemeinsamer Äntwert op déi parlamentaresch Froen Nummer 2520, 2547 an 2552 iwwert d'Probleemer vun der Start- a Landebunn, déi duerch d'Renovatiounsarbechten um Findel entstanen sinn, huet d'Madamm Minister ënner anerem dat hei geschriwwen: „Les analyses techniques réalisées par les experts externes sont essentiellement terminées. Les derniers tests en laboratoire restent en attente mais ne devraient en principe pas contredire les résultats actuels. Les défauts constatés présentent des degrés de gravité divers, mais ils sont dus à des causes communes survenues pendant les travaux de rénovation.“ Weider schreift d'Madamm Minister dann och, datt déi Probleemer konkret op Renovatiounsarbechten zeréckzuféieren sinn, déi während de Joren 2021 an 2022 ausgefouert goufen: „Les défauts constatés concernent les travaux effectués durant ces années 2021 et 2022.“ Am Bezuch op d'Fro,

ob deementspreechend och schlecht ausgeféiert Aarbechten d'Schied kënnen verursaacht hunn, huet d'Madamm Minister dunn dat hei geschriwwen: „Dat ass eng Fro, déi am Bedarfsfall vun Drëtten ze klären ass.“

Iwwert d'Methodik vun den Aarbechte konnt een an der Ausgab vum „Lëtzeburger Land“ vum 16. Juli 2021 dat hei liesen: „Am Findel sei der weltgrößte 3D-Drucker im Einsatz: Das Querprofil der Piste müsse geformt sein wie ein Dach, damit Regenwasser seitlich abfließen kann. Dazu werden nach und nach verschiedenen dicke Asphaltsschichten aufgetragen. Die 3D-Asphaltierung sei der anspruchsvollste Teil der Renovierung.“ An engem Artikel am „Lëtzeburger Wort“ vum 2. September dëst Joer, deen sech op meng parlamentaresch Fro Nummer 2714 bezieht, ass dann als Zousatzinformatioun dat hei ze liesen: „Risse im Asphalt und mangelhafte Wasserableitung. Ursache ist laut Mobilitätsministerin Yuriko Backes eine sich auflösende Asphaltsschicht unterhalb der Oberfläche – ein Problem, das bereits während der Sanierung entstanden ist.“

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister nach gär des Froe stellen:

1. Goufen déi vun der Madamm Minister an der Äntwert vum 29. Juli genannten extern technesch Analyse souwéi déi entspreechend Ënnersichungen am Labo, déi deemools nach ausstoungen, méttlerweil ofgeschloss? Falls jo, wat sinn d'Resultater? A wéi engem Delai wäert d'Madamm Minister der Chamber de vollstännegen Dossier zoukomme loossen?

2. Kann d'Madamm Minister méttlerweil matdeelen, ob iwwert déi zousätzlech Inspektiounen eraus weider operationell Aschränkungen um Findel musse virgeholl ginn? Falls jo, wéi eng?

3. D'Madamm Minister huet selwer scho geschriwwen, datt et sech ëm „degrés de gravité divers“ mat „causes communes survenues pendant les travaux de rénovation“ handelt. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi déi eenzel Schied, hire Grad souwéi déi entspreechend Ursaache vollstänneg dokumentéiert?

4. D'Madamm Minister gëtt am „Lëtzeburger Wort“ mat de Wieder zitéiert, datt et sech bei enger vun den Ursaachen ëm e mangelhafte Waasseroffloss handelt, dee Problem awer scho während den Aarbechte bekannt war. Och am Artikel am „Lëtzeburger Land“ gouf schon am Virfeld drop higewisen, datt an deem Beräich besonnesch minutiéis geschafft misst ginn. Firwat gouf während den Aarbechten net méi konsequent reagéiert, wéi sech hei déi éischt Probleemer gewisen hunn? Kann d'Madamm Minister, falls an den Äntwerten op d'Froen virdrun nach net enthalten, preziséieren, wéi eng Schied konkret op de Waasserantrëtt zeréckzuféieren sinn?

5. D'Madamm Minister huet ausgefouert, datt eng onofhängeg Drëttpartei misst klären, ob d'Schied op eng mangelhaft Ausféierung vun den Aarbechten zeréckzuféieren wieren. Méttlerweil deite sämtlech Indizien genee dorop hin. Gouf deementspreechend eng Drëttpartei mat dëser Fro chargéiert, mam Zil, Kloecheit fir all Bedeelegten ze schafen a lux-Airport, falls néideg, e belastschbaren Dossier fir eng Plainte um Gericht bereetstellen? Falls jo, wéi eng? Falls net, firwat net?

Réponse (24/10/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu der Start- a Landebunn um Findel.

ad 1. Déi privatrechtlech Gesellschaft lux-Airport deelt mat: „D'Resultater vun dësen Analysen, déi vun

onofhängegen Experte gemaach ginn, leie lux-Airport elo vir, a ginn den anere Parteie fir eng formal Stellungnam vermëttelt. Dës Resultater wäerten zur Verdeedegung vun den Interëte vu lux-Airport an dëser Affär kënnen dëngen a kënnen deemno zu dësem Zäitpunkt net public gemaach ginn. lux-Airport hält sech all seng vertraglech a legal Rechter op, dës Responsabilitäten anzefuerderen.“

Wat Responsabilitäts-Froen vun de bedeelegte Baufirmen an Ingenieuren ugeet, kann de Ministère aktuell keng Schlussfolgerung zéien.

ad 2. Wéi schonn an der Äntwert op d'Froen N° 2520, N° 2552 an N° 2547 erkläert ginn ass, huet „lux-Airport [...]“ d'Inspektiounsintervaller zënter dem Optriede vun de Mängel drastesch erhéicht a féiert lafend detailléiert Ënnersichungen mat Hëllef vu modernste Mëttel duerch. D'Sécherheet vum Fluchverkéier huet déi héchste Prioritéit. Wat d'Sécherheet vun de Passagéier ugeet, si keng Kompromësser méiglech.“

„Operationell Aschränkungen gëtt et am Moment keng“, wéi lux-Airport matdeelt. „Alles gëtt gemaach, fir och weiderhin all Form vun Aschränkungen virzebauen an ze verhënneren.“

ad 3. lux-Airport deelt mat: „D'Resultater vun den Analyse vun all den dokumentéierte Schied, wäerten zur Verdeedegung vun den Interëte vu lux-Airport dënge kënnen, a kënnen dowéinst zum aktuelle Moment net effentlech gemaach ginn.“

ad 4. Wéi scho virdru beäntwert, kann de Ministère keng Schlussfolgerung gi wat d'Responsabilitätsfroen vun de Baufirmen an den Ingenieuren während der Ausféierung vun de Sanierungsarbechten betrëfft.

ad 5. Verweis op d'Äntwert op d'Fro 1.

Évolution de l'artificialisation des sols | Question 2937 (25/09/2025) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Le Programme directeur de l'aménagement du territoire (PDAT), arrêté en juin 2023 par le Gouvernement réuni en conseil, a pour objectif d'orienter le développement du territoire national au cours des trente prochaines années. À ce titre, il fixe trois objectifs politiques contribuant à la réalisation de la neutralité climatique et énergétique d'ici 2050.

L'un de ces objectifs majeurs consiste à réduire l'artificialisation des sols en deux étapes :

- dans un premier temps, en limitant l'artificialisation moyenne à 0,25 hectare par jour d'ici 2035 (contre 0,46 hectare par jour entre 2007 et 2018),
- puis en atteignant une artificialisation nette zéro en 2050.

Cet objectif est décliné aux niveaux communal et intercommunal, avec la définition de seuils théoriques maximaux d'artificialisation par espace régional.

Le PDAT prévoit également la mise en place de plusieurs indicateurs destinés à suivre régulièrement et de manière exhaustive l'évolution de l'artificialisation des sols. Outre l'indicateur principal portant sur l'artificialisation, il est proposé d'introduire des indicateurs complémentaires relatifs à l'imperméabilisation des sols artificialisés, l'utilisation des sols, ainsi qu'à la densité humaine sur les surfaces artificialisées et imperméabilisées.

Étant donné que les données les plus récentes utilisées pour l'élaboration du PDAT remontent à 2018, et que l'atteinte des objectifs fixés pour 2035 et 2050 nécessite une collecte, un suivi et une évaluation rigoureux de nombreuses données, je souhaiterais poser les

questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre peut-il me fournir les chiffres les plus récents sur l'artificialisation des sols ainsi que l'évolution de cette dernière depuis 2018 ?

2) Monsieur le Ministre peut-il également me fournir la ventilation par espace d'action (régional/intercommunal) de l'artificialisation des sols telle que prévue sur la page 52 du PDAT ?

3) Le Gouvernement poursuit-il les objectifs en matière de réduction de l'artificialisation définis dans le PDAT à savoir une réduction de l'artificialisation moyenne à 0,25 hectare par jour d'ici 2035 respectivement une artificialisation nette zéro d'ici 2050 ?

4) Dans l'affirmative, par quelles mesures ces objectifs seront-ils réalisés ? Quel est l'état d'avancement de la mise en œuvre des ces mesures ?

Réponse (24/10/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Données disponibles et perspectives

Le jeu de données le plus récent disponible date de l'année 2021. Par conséquent, seules les données relatives aux années 2018 et 2021 peuvent être fournies à ce jour. La production d'un nouveau jeu de données actualisé pour l'année 2024 est prévue au cours de l'année prochaine.

Évolution de la surface artificialisée

En 2018, la surface artificialisée recensée était de 30.555,2 hectares.

En 2021, elle atteignait 31.141,1 hectares, soit une hausse de 585,9 hectares sur la période.

Cela correspond à une progression moyenne de 0,54 hectare par jour entre 2018 et 2021.

Le fait que l'augmentation journalière moyenne entre 2018 et 2021 soit plus forte que celle entre 2007 et 2018 ne permet pas de tirer des conclusions définitives sur l'évolution générale. En effet, la comparaison d'une période très courte avec une période beaucoup plus longue rend difficile l'interprétation des différences. Ce n'est que sur une plus longue période qu'on peut réellement identifier les tendances.

ad 2) La ventilation par espace d'action est détaillée ci-dessous : *

À noter que les totaux par espace d'action ne prennent pas en compte certaines communes situées à cheval entre deux espaces étant donné qu'ils peuvent être comptabilisés dans l'un ou l'autre espace d'action. Dans le tableau, ces communes sont soulevées individuellement et marquées en italique.

ad 3) Tel qu'énoncé dans l'introduction de la question parlementaire, le PDAT a pour objectif d'orienter le développement du territoire national au cours des trente prochaines années et, pour ce faire, fixe plusieurs objectifs politiques dont celui de la réduction progressive de l'artificialisation du sol. Dorénavant, il s'agit de mettre en œuvre le PDAT et ceci, tel que retenu dans l'accord de coalition 2023-2028, dans « le respect de l'autonomie communale et la recherche du dialogue en vue de concilier les souhaits de développement avec les objectifs du PDAT [...] ».

Dans ce contexte, il importe de rappeler que la mise en œuvre de l'objectif de la réduction de l'artificialisation du sol ne relève pas uniquement du Gouvernement et de ses politiques sectorielles, mais également des communes, qui, en référence à l'autonomie communale, sont compétentes sur leurs propres territoires respectifs (dans le respect de l'intérêt général, compétence de l'État).

Le Gouvernement conseille les communes pour la mise en œuvre des objectifs du PDAT et collabore activement avec elles en ce sens.

ad 4) Le Gouvernement met en œuvre ces objectifs à travers ses politiques sectorielles, mais également à travers plusieurs projets phares.

Parmi ceux-ci, il y a lieu de citer le projet de reconversion de la zone d'activité commerciale de Foetz, promu par les ministères du Logement et de l'Aménagement du territoire, de l'Économie et de la Mobilité et des Travaux publics. Associé au futur pôle d'échange de Foetz, ce projet pilote est censé illustrer comment un espace monofonctionnel se transforme peu à peu en un quartier multifonctionnel densifié avec une part importante de logements.

Les projets de reconversion (plus ou moins avancés) de friches industrielles en cours (Wiltz, Belval, Metzschmelz, Crassier Terres Rouges, etc.) s'inscrivent directement dans l'objectif de la réduction de l'artificialisation du sol du PDAT.

Finalement, dans l'objectif d'accompagner les communes dans la mise en œuvre du PDAT – outre les coopérations État-communes dans le cadre de conventions territoriales ou de parcs naturels –, ont été organisés plusieurs échanges avec les responsables communaux de plus de trente communes afin de discuter de leur développement urbain, en particulier celles disposant d'une excellente connexion aux transports publics et, de ce fait, censées porter la majeure partie du développement démographique et économique futur.

Ainsi, le développement aux endroits les plus appropriés est soutenu, tout en délestant les communes à développement endogène de devoir se développer outre mesure – ce qui, en contrepartie, répond à l'objectif de la réduction de l'artificialisation du sol.

Mineurs signalés comme disparus | Question 2938 (25/09/2025) de M. Marc Baum | M. David Wagner (déi Lénk)

Dans un document relatif à un projet de loi en cours, les autorités judiciaires autrices dudit document citent les chiffres suivants, tous à propos du nombre de mineurs signalés comme disparus au Luxembourg chaque année :

« Entre 2019 et 2023, les chiffres comptabilisés au Parquet de Diekirch sont passés de 165 à 365 (une augmentation de près de 121 % sur 4 années).

Pour la même période au Parquet de Luxembourg, c'est-à-dire entre 2019 et 2023, les mineurs signalés comme disparus sont passés de 318 à 871 (une augmentation de près de 173 % sur 4 années). »

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Éducation et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Existe-t-il un comité, groupe de travail, responsable ou une entité quelconque au sein de l'un de vos ministères qui a comme tâche d'analyser et de découvrir les causes de cette augmentation abrupte en vue de l'endiguer et de commencer à œuvrer à sa baisse ?

2) Dans l'affirmative, quelle est la date limite de cette analyse et pourrait-on déjà en connaître certains résultats ou analyses préliminaires ?

3) Dans la négative, que comptent faire Messieurs les Ministres et Madame la Ministre pour limiter à l'avenir le nombre de mineurs signalés comme disparus ?

4) Pourrions-nous obtenir une ventilation du nombre de mineurs signalés comme disparus entre 2016 et 2024 selon l'année de leur disparition, leur catégorie d'âge, leur sexe, leur situation familiale (domiciliés auprès de leur famille d'origine, chez une famille d'accueil, ou placés en institution), leur inscription scolaire (inscrits ou pas) et leur statut juridique (résident, citoyen, DPI) ?

5) Y a-t-il une hausse comparable dans nos pays voisins ?

6) Pourriez-vous détailler la politique de prévention et la politique de lutte contre ce phénomène qui vous semblent les plus indiquées ?

Réponse (18/11/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1), 2), 3) et 6) La section « Délinquance juvénile et maltraitance contre les mineurs » du Service de police judiciaire (SPJ) centralise les informations relatives aux disparitions de mineurs et en assure le suivi. Cette section est également chargée des recherches actives qui lui sont transmises par le parquet. À ce jour, il n'existe pas de comité ou de groupe de travail spécifiquement dédié à l'analyse des causes liées à ces disparitions de mineurs. Toutefois, la police reste particulièrement vigilante à cette problématique et collabore étroitement avec les autorités judiciaires.

En complément des thématiques primaires telles que les stupéfiants et la violence, les services de prévention de la police thématisent également de façon succincte les risques et dangers liés à la fugue.

En effet, il y a lieu de préciser que, dans la grande majorité des cas, les disparitions constituent des fugues temporaires et qu'en principe, les mineurs signalés comme disparus sont retrouvés après des délais relativement courts.

Il faut aussi noter que depuis l'année 2023, le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions contrôle, au moins une fois par mois, le respect de l'obligation scolaire. Lorsqu'une situation de non-respect est constatée par les services compétents, les titulaires de l'autorité parentale sont immédiatement contactés. Les cas avérés de non-respect de l'obligation scolaire sont signalés au tribunal de la jeunesse, accompagnés, le cas échéant, des informations relatives au dernier contact entre l'élève et le régent et les services du département éducatif et psychosocial du lycée.

Cependant, il faut aussi souligner que, parmi les situations de suspicion de manquement à l'obligation scolaire, des irrégularités ont été mises en évidence, notamment en lien avec le déménagement d'un nombre significatif d'élèves quittant le territoire du Grand-Duché de Luxembourg sans que les autorités communales n'en aient été dûment informées. Ces constats ont été confirmés lors de concertations inter-institutionnelles réunissant le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Service central d'assistance sociale ainsi que les autorités judiciaires. Dans le but de réduire le nombre de signalements infondés, notamment dans les cas où les élèves ayant quitté le territoire luxembourgeois ne sont plus soumis au contrôle du respect de l'obligation scolaire par les autorités nationales, une sensibilisation ciblée a été menée auprès de certains acteurs, en particulier les responsables des structures d'accueil pour réfugiés, afin de leur rappeler l'importance de procéder à la désinscription officielle des personnes quittant le territoire du Grand-Duché.



Pour tous les élèves quittant l'établissement pour des raisons diverses, le Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) réalise un entretien de départ avant la radiation officielle. La procédure de désinscription et la base de données du fichier élève permettent d'identifier également les mineurs non rattachés à un établissement, n'ayant pas obtenu de diplôme et n'ayant pas réalisé l'entretien de départ. De cette manière la trajectoire de l'ensemble des élèves peut être suivie.

L'extension de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans renforcera encore le suivi et la traçabilité des jeunes après la mise en vigueur à partir de la rentrée scolaire 2026-2027.

ad 4) Les tableaux[†] ci-dessous renseignent les disparitions de mineurs entre 2020 et 2024, étant entendu qu'il n'est pas possible de fournir les chiffres antérieurs, au vu des règles d'archivage informatique et de protection des données applicables auprès des parquets de Luxembourg et de Diekirch. Les chiffres sont ventilés en fonction de l'arrondissement judiciaire (compétence du Parquet de Luxembourg ou de Diekirch), de l'âge, du sexe et de la situation de placement. Il n'est pas possible de ventiler selon les autres critères demandés, dès lors que les affaires ne sont pas classées de manière systématique selon ces critères.

Il est important de préciser encore une fois que, dans la grande majorité des cas, les disparitions constituent des fugues temporaires et qu'en principe, les mineurs signalés comme disparus sont retrouvés après des délais relativement courts.

Il est aussi à noter que les disparitions sont comptées et non les personnes disparues, c'est-à-dire qu'il y a comptage multiple si une personne a disparu plusieurs fois, ce qui peut biaiser la perception des chiffres. Ainsi, un mineur qui fugue à plusieurs reprises est comptabilisé plusieurs fois. À titre d'exemple, en 2023, le Parquet de Luxembourg a enregistré 881 disparitions concernant au total 266 mineurs différents. De même, en 2023, le nombre très élevé au Parquet de Diekirch s'explique par des disparitions répétitives de certains mineurs.

Ainsi, les 302 disparitions enregistrées pour des mineurs placés concernaient au total 31 mineurs (17 filles et 14 garçons).

Pour identifier les placements, les décisions concernant des mesures de garde provisoire ainsi que les jugements décidant un placement sont pris en compte. Il est pris en compte si le placement (mesure de garde provisoire ou placement) était « actif » lors de la disparition, c'est-à-dire qu'il a été vérifié si des mainlevées (ordonnances ou jugements) avaient été prononcées ou non avant (ou après) la disparition du mineur.

Ainsi la catégorie « Disparitions de mineurs sans placement » concerne toutes les disparitions de mineurs qui n'ont pas d'historique (au 06/10/2025) de placement. La catégorie « Disparitions de mineurs pas placés lors de la disparition (mais mineurs placés avant ou après) » concerne des disparitions de mineurs qui ont un historique de placement, mais n'étaient pas placés au moment de la disparition. Et finalement, la catégorie « Disparitions de mineurs placés au moment de la disparition » concerne des disparitions de mineurs placés à la date de la disparition.

Concernant les mineurs placés au moment de leur disparition, il convient de mettre en évidence une différence de méthodologie de recensement des fugues entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et les autorités

judiciaires. Ainsi, il importe de préciser que le MENJE utilise plutôt le terme de « fugues » que ceux de « disparitions » ou de « disparitions inquiétantes » utilisés par les autorités judiciaires pour désigner la disparition d'un mineur placé. Comme déjà souligné ci-dessus, lors de disparitions, il s'agit, dans la très grande majorité des cas, de fugues temporaires.

Il convient aussi de rappeler que pour les mineurs placés dans une famille d'accueil ou en institution, les gestionnaires du domaine de l'Aide à l'enfance et à la famille ont la responsabilité de signaler toute fugue aux autorités judiciaires, respectivement à la Police grand-ducale et que donc aujourd'hui, grâce à une bonne collaboration, les gestionnaires déclarent toute fugue de façon systématique.

ad 5) Il est difficile d'établir une comparaison directe avec le Luxembourg en matière de signalements de mineurs disparus, car il existe des divergences fondamentales dans la manière dont les catégories sont définies et appliquées : certains pays distinguent entre enfants et adolescents, tandis que d'autres différencient les fugues, les disparitions ou encore les cas des mineurs étrangers non accompagnés. Selon les informations mises à disposition à la police, le nombre de mineurs portés disparus a augmenté, avec des fluctuations annuelles, dans certains pays, alors qu'il a diminué dans d'autres au cours des dernières années.

Conditions de logement au bâtiment Galileo à Belval | Question 2971 (01/10/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

Des étudiants logés dans le bâtiment Galileo à Belval ont fait état à la presse des conditions dégradantes dans lesquelles ils se retrouvent : moisissure, coupures d'électricité, inondations, manque d'eau chaude et humidité sont parmi les problèmes récurrents. L'Université du Luxembourg a expliqué ne pas être responsable pour ce bâtiment : il est géré par des entreprises privées. Le partage des responsabilités ne serait pas toujours clair entre les deux entreprises qui gèrent le bâtiment.

Partant, j'aimerais obtenir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Éducation, et du Logement ainsi que de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Quel pourcentage des résidences destinées aux étudiants de l'Université du Luxembourg est géré par des entreprises privées, et quel pourcentage par des entités publiques ?

2) Quelle entité publique contrôle si les gestionnaires privés des bâtiments pour étudiants assurent un environnement durablement salubre à ces derniers ?

3) Au cas où les gestionnaires privés desdits bâtiments ne respecteraient pas leurs obligations contractuelles en matière de salubrité, quelles en seraient les conséquences juridiques ou autres ?

4) Est-ce le Fonds Belval qui a accordé leurs contrats aux deux gestionnaires responsables du bâtiment Galileo ? Dans l'affirmative, quels sont les moyens d'action du Fonds Belval pour vérifier si ces deux derniers respectent leurs obligations en matière de salubrité ? Dans la négative, avec qui les deux gestionnaires ont-ils passé un contrat ?

5) Monsieur le Ministre ou Madame la Ministre comptent-ils faire quelque chose pour améliorer les conditions de vie des étudiants du bâtiment Galileo ?

6) De façon générale, comment se positionnent-ils par rapport à l'affaire ?

Réponse (29/10/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

D'emblée il est important de souligner que l'Université du Luxembourg n'a aucun lien contractuel avec la société Genimmo ou avec le groupe Alpha Gest auquel appartient la résidence dénommée « Galileo ». L'Université n'est donc pas impliquée dans la gestion administrative de cette résidence.

ad 1) L'Université du Luxembourg assure la gestion administrative de 35 résidences étudiants dont 19 sont gérées par des entités publiques et 16 sont gérées par des entreprises privées.

ad 2) Pour les résidences administrées par l'Université, cette dernière veille, en concertation avec les propriétaires, à la salubrité des logements. Les services de l'Université organisent des visites régulières sur site, rondes de sécurité, états des lieux et le cas échéant nettoyage et réparations.

ad 3) Les conséquences juridiques de la non-exécution des obligations légales ou contractuelles du propriétaire peuvent, dans les situations extrêmes, mener à des poursuites respectivement à la résiliation du contrat le liant à l'Université.

ad 4) Non, le Fonds Belval est un établissement public dont la mission principale est de programmer la construction d'infrastructures et d'équipements à Belval. Il aménage les terrains qui appartiennent à l'État luxembourgeois. Le Fonds est le complément d'Agora qui est responsable du développement et de la planification urbanistique du site de Belval. Or, Agora n'intervient ni dans la phase d'exécution et de construction ni exerce un contrôle sur la construction, la vente ou l'usage privatif des logements.

En effet, le terrain sur lequel a été construit la résidence Galileo a été cédé par Agora à la société Perrard Développement (devenue depuis Eiffage Real Estate) en juillet 2015 qui a construit la résidence en question et a vendu les unités de logement à des investisseurs privés.

ad 5) et 6) Les communes sont les autorités responsables en matière d'application et de respect de la réglementation relative à la salubrité. Elles peuvent intervenir en cas d'urgence. En cas de litige entre bailleurs et locataires à ce sujet, les tribunaux de paix sont compétents.

Le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire en concertation notamment avec le Ministère des Affaires intérieures, le Syvicol et les communes, a entamé des travaux concernant la revue de ladite réglementation.

Formation anti-violence des entraîneurs par l'INAPS | Question 2972 (01/10/2025) de Mme Mandy Minella | Mme Carole Hartmann (DP)

Dans une interview parue dans « L'essentiel » le 4 avril 2025, Monsieur le Ministre a déclaré ne pas pouvoir accepter les scènes de violences verbales ou physiques lors de rencontres sportives impliquant des enfants et adolescents. Il a reconnu que ce phénomène, particulièrement visible dans les sports collectifs, semble prendre de l'ampleur, et que des campagnes de sensibilisation et une meilleure formation des entraîneurs sont nécessaires.

Il a notamment souligné qu'il serait « vital d'accroître la gestion de la violence dans la formation des entraîneurs par l'INAPS », en rappelant le rôle central que jouent ces entraîneurs dans l'encadrement régulier des jeunes sportifs.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Monsieur le Ministre peut-il indiquer à quel moment et sous quelle forme il prévoit de renforcer concrètement les contenus relatifs à la prévention des violences, au respect mutuel et à la gestion des conflits dans les formations dispensées par l'INAPS ?

2) Est-il envisagé d'introduire un module obligatoire dédié à la gestion de la violence et à l'éducation au respect dans les formations initiales ou continues des entraîneurs travaillant avec des enfants et adolescents ?

3) Une sensibilisation spécifique à destination des parents – par exemple via des chartes de comportement ou des campagnes nationales coordonnées avec les fédérations – est-elle également à l'étude ? Si oui, quel en serait le calendrier ?

Réponse (24/10/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1) Tous les apprenants participant aux formations de l'INAPS, qu'il s'agisse de cadres techniques ou administratifs, sont sensibilisés dans le module « Lëtzebuerg leeft Sport » à leur rôle et à l'influence qu'ils exercent au sein de leur réseau d'action respectif, notamment en matière de prévention de la violence, de promotion de valeurs communes et de gestion des conflits. Par ailleurs, tous les entraîneurs, dès la formation initiale de base LUXQF3, suivent deux autres modules e-Learning obligatoires dans leur parcours de formation sur le thème « protéger les enfants dans le sport », afin de les sensibiliser notamment à l'importance du safeguarding. D'autres mesures supplémentaires et complémentaires sont actuellement en préparation avec l'ALAD.

Bien que les thématiques soient déjà reprises dans les formations de l'INAPS, d'autres actions ont récemment vu le jour. La présentation, le 21 octobre 2025, du concept-cadre « Long Term Coach Development » (LTCD), qui vise à sensibiliser les entraîneurs à leur fonction de « role model », ainsi que la publication d'un code d'intégrité pour entraîneurs, en constituent une nouvelle étape majeure. Les valeurs et principes abordés dans le concept-cadre LTCD et dans le code d'intégrité (ce dernier ayant été élaboré en collaboration avec tous les principaux acteurs du système sportif luxembourgeois : ALAD, COSL, LIHPS, LIROMS et Sportlycée) ne se limitent pas à être intégrés dans les formations actuelles de l'INAPS : ils serviront également de base, dès 2026, à une offre élargie de formations continues dans le cadre du Plan d'action LTCD élargi. Par ailleurs, la mise à disposition gratuite de ces deux documents sur le site inaps.lu, en téléchargement libre, garantit leur accessibilité non seulement aux clubs, fédérations et entraîneurs déjà qualifiés ou en cours de formation, mais aussi à l'ensemble du grand public.

ad 2) Oui. Comme indiqué dans la réponse précédente, ces thématiques sont en effet déjà partie intégrante obligatoire de la formation initiale de base des entraîneurs à travers le module « Lëtzebuerg leeft Sport » et les deux modules e-Learning « protéger les enfants dans le sport ». Ceci garantit que tous les entraîneurs qualifiés du Luxembourg en soient familiarisés.

ad 3) L'ALAD est en cours de révision de ses statuts afin d'élargir ses missions, notamment pour y intégrer la thématique de l'intégrité dans le sport, incluant le volet « safeguarding ». Cette révision s'inscrit dans le cadre de l'accord de coalition et vise à transformer l'ALAD en ALIS.

La sensibilisation de tous les acteurs du sport incluant aussi les parents sera sans doute une des actions de l'ALIS ensemble avec tous les partenaires dont le Gouvernement.

.....
Utilisation de données fiscales relatives aux revenus locatifs | Question 2973 (01/10/2025) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

En juillet 2024, la majorité des députés a adopté une motion demandant au Gouvernement de proposer une réforme du régime de plafonnement des loyers et de déposer un projet de loi en ce sens avant l'été 2025. Alors qu'un tel projet fait toujours défaut, le LISER et l'Observatoire de l'habitat lanceront dès le mois d'octobre une enquête facultative auprès des bailleurs de logements, afin de rassembler des données nécessaires à l'élaboration d'un « cadastre des loyers » qui pourrait servir de base à la mise en place ultérieure de mesures politiques concernant le marché locatif. Cette démarche est toutefois chronophage et limitée par son caractère facultatif, alors même que l'État dispose déjà de toutes les données nécessaires, dans la mesure où les bailleurs doivent déclarer à l'administration des contributions leurs revenus locatifs. En collectant puis en anonymisant ces données, il serait possible de les transmettre aux chercheurs tout en préservant le secret fiscal des contribuables.

Or, lors de la réunion de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire du 25 septembre, le LISER et l'Observatoire de l'habitat ont expliqué qu'ils se sont vu opposer à plusieurs reprises un refus de transmission de ces données fiscales, au motif qu'elles ne seraient pas digitalisées et donc inaccessibles pour traitement. Les chercheurs ont souligné que cette indisponibilité des données fiscales constitue l'un des obstacles majeurs à leur travail. Par conséquent, la capacité de l'État à élaborer des politiques publiques fondées sur des données probantes est également freinée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une transmission sous forme anonymisée des données fiscales relatives aux revenus locatifs n'est pas possible actuellement parce qu'elles ne sont pas digitalisées ? Dans l'affirmative, pourquoi une digitalisation n'a-t-elle pas été opérée ?

2) Monsieur le Ministre peut-il indiquer quelles démarches sont prévues ou envisagées afin de rendre ces données exploitables à l'avenir (par exemple par digitalisation, par collaboration avec l'Administration des contributions directes ou par de nouveaux cadres légaux) et dans quel délai il estime que ces travaux pourraient être réalisés ?

3) Quelle est la position de Monsieur le Ministre face à l'affirmation selon laquelle l'indisponibilité des données fiscales anonymisées constitue l'un des freins majeurs à l'élaboration d'un cadastre des loyers ?

Réponse (04/11/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) La mission principale de l'Administration des contributions directes (ACD) est de veiller à la correcte perception de l'impôt en exécutant les lois fiscales votées par la Chambre des Députés.

Les données de ou des annexes 190 « Revenus de la location de propriétés bâties » remplies par un contribuable servant à déterminer le montant de ses revenus locatifs imposables ne sont actuellement pas

saisies isolément par les services de ACD. Uniquement le résultat du revenu net total de la catégorie de revenu provenant de la location de biens de l'article 98 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) est repris dans la déclaration fiscale modèle 100. Il convient encore de noter que les informations sur le revenu provenant de la location de biens sont fréquemment mêlées avec d'autres données, par exemple avec les données relatives aux intérêts débiteurs déductibles en lien avec la résidence principale. Il n'est donc pas possible à l'heure actuelle d'établir des données ou statistiques avec un détail sur ce type de revenu.

ad 2) Depuis l'année 2022, l'assistant myguichet.lu permet aux contribuables de déclarer en détail les différents revenus de location imposables selon l'article 98 L.I.R. À la suite d'une évolution constante de la démarche, un nombre croissant de personnes physiques recourent à cet outil exploitable. Cependant, les données actuellement en possession de l'ACD ne revêtent pas encore un caractère représentatif.

ad 3) Il est renvoyé à la réponse du Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire en date du 4 mars 2025 à la question parlementaire n° 1916 du 10 février 2025 relative au « Cadastre des loyers ». En outre, les données fiscales ne permettent pas de distinguer la nature ou l'objet d'un contrat de bail (bail d'habitation, bail commercial), ni les éventuels sous-contrats de location.

.....
Position défendue par le Luxembourg lors du Conseil européen | Question 2974 (01/10/2025) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

À l'occasion du Conseil européen informel réuni à Copenhague pour discuter notamment de l'Ukraine et de la défense, la Commission européenne a proposé de recourir à un mécanisme de prêt adossé aux quelque 200 milliards d'euros d'actifs russes gelés, sans procéder à une saisie directe. La Finlande et la Suède ont déjà apporté leur soutien à ce dispositif, tandis que le Luxembourg et la Belgique exprime- raient des réserves, voire bloqueraient la proposition.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Quelle est la position défendue par le Luxembourg lors du Conseil européen concernant la proposition de la Commission d'instaurer un mécanisme de prêt adossé aux avoirs russes gelés ?

2) Le Luxembourg entend-il soutenir une utilisation « à la plus grande échelle possible » de ces avoirs, comme le proposent certains États membres, ou défend-il une approche plus restrictive, voire un blocage du projet ?

Réponse (03/10/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Luxembourg soutient le principe d'une solidarité européenne renforcée avec l'Ukraine. S'agissant de la proposition de la Commission européenne relative aux avoirs russes immobilisés, il reste essentiel de clarifier les modalités juridiques et techniques du mécanisme envisagé, ainsi que d'en analyser les implications budgétaires et juridiques pour les États membres. Le Luxembourg soutient une approche juridiquement solide et mûrement réfléchie, veillant à éviter des répercussions indésirables. Une évaluation par la Banque centrale européenne des implications sur la stabilité financière serait opportune.

Conformité des trottinettes électriques mises sur le marché au Grand-Duché de Luxembourg | Question 2975 (02/10/2025) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Selon divers articles de presse ainsi que plusieurs études menées à l'étranger, les trottinettes électriques sont à l'origine d'un nombre croissant d'accidents graves. Il apparaît en outre que certains modèles disponibles sur le marché peuvent, une fois acquis, être « déverrouillés » par voie logicielle (mise à jour du firmware, applications dédiées ou accessoires spécifiques), ce qui leur permet d'atteindre des vitesses et des puissances supérieures aux seuils légaux. Dans certains cas, ces engins sont ainsi capables d'atteindre des pointes de 90 à 100 km/h, transformant un moyen de mobilité douce en véritable danger pour ses usagers et pour les autres. Cette situation soulève d'importants enjeux en matière de sécurité routière, de surveillance du marché et d'application des règles en vigueur.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de trottinettes électriques ont été confisquées en raison d'un non-respect des normes ou d'une modification (notamment augmentation de vitesse/puissance par voie logicielle) pour chaque année de 2019 à 2025 (préciser année par année) ?

2) Combien d'opérations de contrôle ciblées sur les trottinettes (patrouilles routières, campagnes thématiques) ont été menées chaque année depuis 2019 ? Quelles méthodes sont utilisées pour détecter les manipulations logicielles ou matérielles ?

3) Combien de contrôles du marché (points de vente physiques et plateformes en ligne) ont été effectués pour les trottinettes électriques et les composants permettant d'augmenter leurs performances entre 2019 et 2025 ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il d'instaurer une interdiction de mise sur le marché pour des modèles qui peuvent être facilement modifiés afin de dépasser les limites légales ? Si oui, selon quel calendrier et selon quels critères techniques ? Si non, pour quelles raisons ?

5) Le Gouvernement envisage-t-il une obligation d'immatriculation ou d'identification des trottinettes électriques (plaques, enregistrement numérique), a minima pour les modèles dépassant un seuil de masse/puissance ou susceptibles d'être déverrouillés ?

6) Le Gouvernement juge-t-il nécessaire d'instaurer de nouvelles exigences techniques à la mise sur le marché ? Si oui, lesquelles et selon quel calendrier ?

7) Le Gouvernement envisage-t-il d'obliger les revendeurs (y compris les plateformes en ligne) à garantir l'absence de fonctions de déverrouillage ou à informer explicitement les acheteurs des risques et des conséquences juridiques d'une modification ?

8) Le Gouvernement prévoit-il des campagnes de sensibilisation ciblées (jeunes usagers, écoles, communes) sur les risques liés aux manipulations et sur les conséquences juridiques en cas de non-conformité ?

Réponse (06/11/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite obtenir des informations concernant les trottinettes électriques.

ad 1) Il est impossible de fournir de manière automatisée des statistiques sur le nombre de trottinettes électriques confisquées pour non-respect des normes ou à la suite d'une modification (notamment l'augmentation de la vitesse ou de la puissance par voie logicielle). Les autorités judiciaires prononcent la saisie au cas par cas, en fonction d'autres faits constatés liés à l'usage des trottinettes, tels que l'excès de vitesse, la circulation sur des voies interdites, accidents de la route, etc.

ad 2) La police effectue quotidiennement des contrôles routiers sur l'ensemble du territoire national, incluant la mobilité douce, c'est-à-dire les vélos, les trottinettes électriques, etc. En 2024, la police a procédé à quelque 30.000 contrôles routiers. Les contrôles routiers sont enregistrés sous une seule et même catégorie et non en fonction d'un seul type de véhicule spécifique.

En 2025, dans le cadre de la campagne internationale Roadpol « 2Wheelers » qui s'est déroulée du 21 au 23 mai, un contrôle ciblant la mobilité douce a été réalisé dans le centre-ville de Luxembourg, notamment dans la Grand-Rue.

La semaine européenne de la mobilité 2025, organisée du 16 au 22 septembre, et coordonnée par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, a donné lieu à plusieurs actions de sensibilisation à la mobilité douce, auxquelles la police et les services communaux ont activement participé.

Les manipulations matérielles et logicielles des trottinettes électriques peuvent être détectées par une inspection visuelle des composants. Le contrôle de performance est effectué sur rouleau pour identifier d'éventuelles anomalies afin de déterminer si des modifications ont été entreprises.

ad 3) L'ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services) est en charge de la surveillance de marché des machines dans le cadre de la loi du 27 mai 2010 relative aux machines. Les trottinettes électriques tombent sous cette législation en matière de surveillance de marché. Il est à noter que cette loi ne prévoit pas de limitations en ce qui concerne la vitesse et la puissance.

Comme il ressort des rapports d'activités de l'ILNAS, plusieurs modèles de trottinettes ont fait l'objet de contrôles. Entre 2019 et octobre 2025, 92 modèles ont été examinés afin de vérifier leur conformité, sur le plan administratif (marquages et avertissements obligatoires, instructions d'utilisation, déclaration de conformité, etc.) et 6 modèles ont été examinés afin de vérifier leur conformité sur le plan administratif et technique (structure et la résistance mécanique, freins, certains composants électroniques, etc.).

Ces contrôles portent sur les exigences et ne sont pas couverts par la loi du 27 mai 2010 relative aux machines et ne concernent donc pas d'éventuels composants permettant d'augmenter les performances des trottinettes.

ad 4), 6) et 7) Des adaptations légales en ce sens ne sont actuellement pas prévues par le Gouvernement.

Les dispositions relatives aux normes des trottinettes électriques sont réglementées au niveau de l'Union européenne et l'ILNAS effectue des contrôles dans le cadre de la surveillance du marché encadrée par la législation de l'UE. Afin d'assurer une harmonisation des dispositions au niveau de l'UE et le bon fonctionnement du marché intérieur, le cas échéant, une

modification de la législation est envisageable uniquement au niveau de l'UE.

ad 5) Tant que le véhicule respecte les seuils de sa catégorie (notamment 25 km/h par construction) et les spécifications applicables, il est à considérer comme cycle et il n'y a pas lieu à immatriculation. En cas de débridage ou de dépassement des seuils, l'engin peut relever d'une catégorie soumise à immatriculation (p. ex. cyclomoteur L1e) et aux obligations afférentes. Le Gouvernement n'envisage pas d'obligation d'immatriculation spécifique pour les micro-véhicules telle que définie par le Code de la route.

ad 8) Conformément à l'esprit de la QP 2608, le ministère analyse l'opportunité d'axer une prochaine campagne sur l'usage sécurisé des trottinettes électriques (jeunes usagers, écoles, communes), en rappelant les règles applicables et les conséquences en cas de non-conformité. Indépendamment de ces actions de communication, le Gouvernement poursuit l'amélioration du réseau cyclable national, qui contribue directement à la sécurité des usagers et usagers de micro-véhicules concernés.

Liaisons ferroviaires transfrontalières en particulier vers l'Allemagne | Question 2976 (02/10/2025) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2151 du 23 avril 2025, Madame la Ministre a évoqué la possibilité de mettre en place une liaison directe entre Luxembourg et Cologne via Trèves et Gerolstein, une fois les travaux sur la ligne de l'Eifel achevés. Or, d'autres liaisons ferroviaires vers l'Allemagne, qu'il s'agisse de l'axe vers Saarbrücken ou de l'extension des dessertes au-delà de Trèves, présentent également un intérêt stratégique pour les usagers et pour l'intégration transfrontalière.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) En ce qui concerne la liaison vers la Sarre : dispose-t-on de chiffres récents sur l'utilisation de la liaison par bus vers Sarrebruck ? Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer cette connexion, y compris sur le plan ferroviaire, afin d'améliorer durablement la desserte entre le Luxembourg et la Sarre ?

2) En ce qui concerne la liaison vers Trèves : le Gouvernement envisage-t-il une prolongation de la desserte au-delà de Trèves afin de connecter directement le Luxembourg à Cologne ou Düsseldorf, par des trains de type IC ou ICE ? Quelles démarches sont prévues ou en discussion à ce sujet avec les autorités allemandes et la Deutsche Bahn ?

3) En ce qui concerne la ligne de l'Eifel, actuellement en rénovation sur le territoire allemand : à quel horizon Madame la Ministre estime-t-elle réaliste la mise en service d'une liaison directe Luxembourg-Cologne via Trèves et Gerolstein, et quels types de trains (IC, ICE ou autres) sont envisagés pour cet itinéraire ?

4) En ce qui concerne la « Weststrecke » : est-il envisagé, de faire circuler non seulement des trains régionaux dits « Bummelzug », mais également des trains rapides par cette ligne, afin de diversifier les itinéraires ?

Réponse (31/10/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert sur les liaisons ferroviaires transfrontalières en particulier vers l'Allemagne. Ces informations ont été demandées auprès des CFL.

ad 1) Les données relatives à l'utilisation de la liaison par bus vers Sarrebruck sont présentées sous deux formats complémentaires :

- un graphique[†] illustrant les tendances au fil du temps,
- un tableau[†] récapitulant le nombre de voyageurs.

Renforcement de la liaison par bus vers Sarrebruck :

Depuis le 1^{er} juin 2025, la liaison a été renforcée par l'ajout de deux trajets supplémentaires dans chaque sens, portant ainsi le total à 30 courses quotidiennes entre Luxembourg et Sarrebruck.

Renforcement de la connexion ferroviaire :

En collaboration avec la Sarre, la Rhénanie-Palatinat et la région Grand Est, une étude de faisabilité est en cours pour établir une liaison ferroviaire directe entre Luxembourg, Sarrebruck et Mannheim. Ce projet vise à répondre aux besoins du trafic pendulaire et de longue distance.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois soutient une liaison directe vers Cologne via Trèves et Gerolstein, notamment grâce à la rénovation et l'électrification complète de la ligne de l'Eifel. Une liaison quotidienne directe entre Luxembourg et Düsseldorf via Trèves, Coblenze, Bonn et Cologne est déjà en service. Il est néanmoins important de rappeler que la mise en place d'une telle offre et le nombre de trajets pouvant être réalisés, dépendra de la capacité des pouvoirs publics allemands de financer la partie allemande du trajet.

ad 3) D'après les autorités allemandes, l'électrification de la ligne de l'Eifel est prévue pour fin 2028, ce qui permettrait une liaison directe Luxembourg-Cologne. Il s'agira de trains de service public de type RE (Regional Express).

ad 4) La Weststrecke a été réactivée en mars 2025 pour le trafic « voyageurs ». Elle est actuellement desservie par des trains régionaux (RB 83 et RB 84). À ce jour, aucune circulation de trains rapides n'est envisagée sur cette ligne. La mise en place éventuelle de trains régionaux express pourrait être considérée uniquement à très long terme (horizon 2040 et au-delà), notamment afin de renforcer l'offre en période de pointe.

Par ailleurs, sur la liaison entre Luxembourg et Trèves-Hauptbahnhof, une nouvelle ligne RB 87 a été introduite. Celle-ci assure une circulation unique le matin et une autre le soir, permettant ainsi de desservir l'ensemble des arrêts entre Trèves et Luxembourg en période de pointe.

Violences domestiques | Question 2977 (02/10/2025) de Mme Stéphanie Weydert (CSV)

La lutte contre les violences domestiques demeure un enjeu majeur de sécurité et d'égalité entre les femmes et les hommes. D'après les données les plus récentes publiées dans le rapport d'activités 2024 de l'Observatoire de l'égalité entre les genres, la Police grand-ducale est intervenue 1.178 fois en 2024 pour des faits de violences domestiques, soit près de 100 interventions par mois, et 287 expulsions de domicile ont été ordonnées. Dans la majorité des cas, les auteurs identifiés sont des hommes et les victimes des femmes. Ces chiffres traduisent à la fois une meilleure détection et la persistance d'un phénomène qui exige une réponse cohérente à chaque étape du parcours.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

1) Combien de procédures/instructions pénales ont été ouvertes en 2024 à la suite des 1.178 interventions policières pour violences domestiques ?

2) Pour ces dossiers ouverts en 2024, quelle a été la répartition des suites judiciaires :

- poursuites ;
- classements sans suite ;
- mesures alternatives ;
- condamnations et acquittements (avec, le cas échéant, ventilation par type de peine : amendes, peines privatives de liberté, sursis, interdictions de contact, etc.).

3) Quel est le délai entre l'intervention policière, l'ouverture de la procédure, la première décision judiciaire et la décision définitive ?

4) Quelles mesures d'accompagnement des victimes (hébergement sécurisé, aide juridique, soutien psychologique) ont été mobilisées ?

5) Combien de victimes ont fait appel au Centre national pour victimes de violences ?

6) Combien de victimes ont pu être relogées dans une structure d'hébergement sécurisée ?

7) Le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité a-t-il prévu encore des campagnes de sensibilisation afin de mieux informer les victimes des différentes possibilités qui s'offrent à elles pour sortir de leur situation précaire ainsi que le service UMEDO ?

Réponse (06/11/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

La question du traitement des dossiers en matière de violence domestique a déjà été évoquée à plusieurs reprises. Il est notamment renvoyé aux réponses aux questions parlementaires n° 8272, 8273, 8274, 8275, 8276 et 8277 en 2023 ainsi que n° 0612, 0613 et 0614 en 2024.

Il y a lieu de distinguer entre les rapports d'intervention en matière de violence domestique dressés par la police et adressés au substitut de permanence, de jour ou de nuit, pour demander une expulsion en matière de violence domestique s'il existe un danger d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique et le procès-verbal constatant l'intégralité des infractions commises lors de l'incident de violence domestique ayant donné lieu à l'intervention de la police et qui est adressé au parquet et distribué à un magistrat spécialisé de la section Jeunesse/Famille qui centralise les procès-verbaux relatifs au même auteur ou à la même victime afin d'avoir un meilleur aperçu du développement de la situation familiale ou du couple au fil du temps.

ad 1) En 2024, les parquets de Luxembourg et de Diekirch ont été saisis de 1.168 procès-verbaux³ en matière de violence domestique.

Chaque procès-verbal relatif à la violence domestique, qu'il y ait eu expulsion ou non, est distribué à un substitut spécialisé de la section Jeunesse/Famille du parquet qui décide des suites à donner à ce dernier. À noter que les procès-verbaux relatifs au même auteur ou à la même victime sont centralisés auprès du même substitut – qu'il s'agisse d'infractions

commises tant pendant qu'après la cohabitation (harcèlement obsessionnel, infractions à l'article 439 du Code pénal – violation de domicile, etc.).

En fonction de la gravité des infractions constatées par les agents de police, des déclarations des témoins, des antécédents des auteurs et des rapports et informations transmises notamment par les services prenant en charge la victime et les enfants, le substitut décide, conformément au principe de l'opportunité des poursuites de l'article 23 (1) du Code de procédure pénale, des suites à donner au dossier.

À noter que les substituts spécialisés de la section Jeunesse/Famille s'occupent également des signalements en matière de protection de la jeunesse (en provenance de la police, des écoles, des intervenants sociaux, etc.). En cas de violences domestiques affectant directement ou indirectement la santé physique ou psychique des mineurs, des mesures au niveau de la protection de la jeunesse (enquêtes sociales, suivi ONE, transmission du dossier au juge de la jeunesse) sont également prises en parallèle ou en lieu et place des mesures pénales susmentionnées.

Les décisions du parquet prises dans le cadre des violences domestiques ne sont pas des mesures définitives mais peuvent faire l'objet de réévaluations et le cas échéant d'adaptations en fonction des informations reçues et incidents signalés par la suite de la part de la police, respectivement des intervenants sociaux ou encore des services prenant en charge la victime et les enfants.

Chaque procès-verbal entrant au parquet fait donc l'objet de l'ouverture d'une procédure ou d'une jonction à une procédure déjà en cours à l'encontre d'un auteur de violences domestiques.

ad 2) Bien que les procès-verbaux soient traités dans de brefs délais au vu de la matière le système informatique du parquet ne permet pas de retracer l'issue de chaque procès-verbal enregistré en 2024.

En 2024 (sans tenir compte de l'année d'entrée des procès-verbaux concernés), il y a eu :

- 127 jugements et 26 arrêts de la Cour d'appel pour des infractions relatives à la violence domestique ;
- 67 dossiers d'instruction ouverts avec 36 mandats de dépôt décernés et 18 contrôles judiciaires ordonnés ;
- 130 avertissements émis avec obligation de soins dont 41 avertissements émis avec obligation de consulter le service Riicht Eraus de la Croix-Rouge.

Les procès-verbaux relatifs à la violence domestique pour lesquels aucune mesure immédiate n'est prise restent affectés au substitut en charge du même auteur ou de la même victime en attendant d'éventuels nouveaux développements jusqu'à la prescription de l'infraction.

ad 3) En matière de violence domestique et notamment en cas d'expulsion, les procès-verbaux doivent entrer au parquet dans les plus brefs délais et sont traités immédiatement par le magistrat spécialisé de la section Jeunesse/Famille de permanence en cas de nouveau dossier, sinon par le magistrat de la section déjà en charge de l'auteur ou de la victime.

Les dossiers cités ou renvoyés devant les tribunaux sont échéancés dans les meilleurs délais (2 à 3 mois pour les dossiers « simples »).

Cependant, au vu des différentes possibilités de traitement des procès-verbaux entrants, d'éventuelles jonctions avec d'autres procès-verbaux, des mesures pouvant être prises tant au niveau pénal qu'éventuellement au niveau de la protection de la jeunesse ou devant le juge aux affaires familiales pouvant avoir

³ La différence de dix procès-verbaux reçus par les parquets de Diekirch et de Luxembourg par rapport au nombre d'interventions policières peut s'expliquer notamment par deux raisons :

1. Plusieurs interventions effectuées au cours d'une même journée auprès du même couple sont regroupées sous une seule notice au parquet concerné.
2. La comptabilisation des dossiers se faisant par année civile, il peut arriver que le procès-verbal d'une intervention réalisée en fin d'année n'entre au parquet et ne soit comptabilisé que l'année suivante.

une incidence sur le traitement du dossier pénal, ainsi que des incidents de procédure divers (remise, opposition, etc.), il n'est pas possible d'indiquer un délai moyen de traitement par procès-verbal voire un délai de traitement par catégorie de dossier à déterminer.

ad 4) Le Centre national pour victimes de violences (CNVV) offre un accueil bienveillant et une prise en charge ambulatoire d'urgence à toute victime de violences sur base de quatre piliers : le soutien psychosocial, l'assistance médicale, l'intervention policière (avec la possibilité du dépôt d'une plainte) et l'information juridique. L'équipe pluridisciplinaire, qui regroupe assistant-es sociaux-les et infirmiers-ères, a été formée pour assurer une assistance ambulatoire sur place, qui inclut, selon les besoins de la victime, un accueil et une écoute bienveillants, un premier secours psychologique, une information juridique et un premier soin médical, y compris la possibilité de la réalisation d'une documentation des blessures réalisée en coopération avec l'UMEDO.

De plus, une victime peut également déposer une plainte auprès d'un officier de police, et peut bénéficier d'une consultation médicale auprès d'un médecin généraliste ou de l'UMEDO sur place. En cas de besoin, la victime peut être orientée vers une urgence hospitalière et recevoir des informations juridiques par un-e avocate bénévole lors de permanences juridiques ponctuelles. Cette offre sera institutionnalisée en 2026 en coopération avec le barreau et le Ministère de la Justice.

Le CNVV est conçu comme un service à bas seuil complémentaire au dispositif existant, qui propose un accompagnement ambulatoire et d'urgence et qui assure par la suite l'orientation ciblée de toute victime vers un service spécialisé pour une prise en charge à court et moyen terme et/ou un éventuel hébergement. Le CNVV veille à ce que la victime réorientée reçoive une assistance adéquate et ciblée après une première prise en charge au CNVV.

Notons aussi qu'il est prévu de renforcer l'équipe au 1^{er} semestre 2026 pour étendre l'offre de services, assurer une prise en charge 24/7 et implémenter le projet de la ligne téléphonique d'urgence pour toute victime de violences.

Le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA) dispose d'un réseau efficace de partenaires conventionnés qui offre des structures d'accueil et des services de consultation complémentaires au CNVV. Ainsi, une victime peut recourir à des services de consultations pour femmes, hommes et enfants de violences qui offrent un soutien psychosocial, une aide dans des démarches administratives, y inclus juridiques et proposer, le cas échéant, un séjour dans un de nos foyers d'hébergements.

La chaîne d'intervention pour victimes de violence domestique est d'ailleurs définie par la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique, qui, dans le cadre des expulsions, prévoit une prise en charge obligatoire des victimes majeures et mineures par les services SAVVD (Femmes en détresse, Infomann), PSY-ea (Femmes en détresse) et alternatives (Fondation Pro Familia). Les auteur-e-s ont l'obligation de prendre contact avec le service Riicht Erais (Croix-Rouge).

Par le biais de cette approche globale, le MEGA offre une prise en charge professionnelle et cohérente à toute victime de violence. Par la mise en œuvre du Plan d'action national « Violences fondées sur le genre », ce réseau sera renforcé, tout comme la formation des professionnel-le-s en la matière et la sensibilisation du grand public.

Pour les victimes (enfants, adolescents, adultes) ayant subi une atteinte à leur intégrité psychique et/ou physique suite à une infraction, elles peuvent s'adresser au Service d'aide aux victimes (SAV) du Service d'assistance sociale (SCAS) du Parquet général. Le SAV est également accessible aux personnes (proches) ainsi qu'aux témoins d'infractions pénales. L'équipe du SAV offre un suivi psychologique et psychothérapeutique et informe les victimes sur leurs droits et peut les accompagner durant le procès judiciaire. Un groupe thérapeutique est également proposé aux victimes de violences conjugales. Les consultations sont gratuites.

ad 5) Depuis son ouverture le 29 avril 2025, l'équipe au CNVV a ouvert 118 dossiers (59 dossiers en présentiel et 59 à distance e-mail/appel) et a pris en charge 84 victimes de violences (1/3 hommes et 2/3 femmes), dont majoritairement des victimes de violence psychologique, physique et domestique. La police est intervenue à sept reprises et trois plaintes ont été déposées au CNVV. L'équipe a signalé cinq victimes mineures en danger auprès du parquet et a documenté des blessures à six reprises. Depuis septembre 2025, trois victimes ont eu un rendez-vous pour une information juridique.

ad 6) Toute personne qui nécessite un logement d'urgence est orienté vers un service social pour une prise en charge psychosociale et le cas échéant stationnaire dans une structure d'accueil d'un des gestionnaires du MEGA ou de la Croix-Rouge. Selon les besoins, cette prise en charge peut inclure un logement dans une chambre d'urgence dans une structure externe. Pour les cas d'une urgence et gravité exceptionnelles, la victime peut être hébergée dans une chambre d'hôtel financée par le MEGA.

ad 7) Le MEGA a lancé une campagne d'affichage national au niveau des transports publics et des médias pour promouvoir le CNVV avant et après son lancement le 29 avril 2025.

Il y a eu en outre, la distribution d'affiches au niveau national (écoles, administrations et institutions publiques, offices sociaux et associations de la société civile) pour atteindre un public aussi large que possible. De plus, tous les commissariats de police disposent des dépliants et des affiches. Une circulaire du Ministère des Affaires intérieures a été envoyée aux communes pour les informer de l'existence du CNVV.

En vue de l'ouverture du CNVV 24/7 à partir du 1^{er} mai 2026, il est prévu de relancer une large campagne de sensibilisation et d'information visant le grand public. Cette dernière sera complémentaire à la promotion au niveau des réseaux sociaux du MEGA depuis le lancement du CNVV.

Notons finalement que le Plan d'action national « Violences fondées sur le genre » prévoit aussi une refonte du site violence.lu pour le rendre plus accessible et centré sur les besoins des victimes de violences.

.....

Usage de l'intelligence artificielle dans le journalisme | Question 2978 (02/10/2025) de M. Dan Hardy | M. Tom Weidig (ADR)

Verschidde Leit hunn eis matgedeelt, datt si besuergt sinn, wéi Zeitunge Journalismus mat KI-Tools verwässere respektiv ersetzen, och fir Suen ze spueren. Artikeler géife mat AI-Tools iwwersat ginn oder komplett oder deelweis geschriwwen ginn. Si empfangen dës Entwécklung als Mëssbrauch vu Steiersuen, well dës Artikeler jo kee richtige Méiwäert duerstelle géintwuer dem Originalartikel an doduerch keng

zousätzlech Pressehëllef justifiéieren. Dëst trëfft ëmsou méi zou, wéi hautdesdaags jiddwereen Zougang zu LLMs („Large Language Models“ wéi ChatGPT) huet a selwer en Artikel generéiere kéint.

Beweise léisst sech dës ugeprangert Form vu KI-Mëssbrauch an de weénegste Fäll, mee et ass viruszegesinn, datt eleng de Verdacht op KI-Mëssbrauch net weéng Lieser dozou beweegen wäert, hiert Zeitungsabo ze iwwerdenken.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm delegéiert Medieminister:

1. Wéi bewäert d'Madamm Minister déi geäussert Kritik um Asaz vu KI-generéierten Inhalter duerch subventionéiert Presseorganer?

2. Si Presseorganer dozou verflucht, hir Lieser driwwer a Kenntnis ze setzen, datt a wéi eng Inhalter duerch KI generéiert oder iwwersat goufen? Wann net: Ass esou eng Informationspflicht fir d'Zukunft virgesinn?

3. Wéi stellt d'Regierung sécher, dass staatlech Subventionen net zur Finanzéierung vu qualitativ manerwäertegem KI-Journalismus benotzt ginn?

4. Ass virgesinn, d'Héicht vun der Pressehëllef an Zukunft méi staark wéi bis elo u journalistesch Recherche an effektiv redaktionell Aarbecht ze knäppen, a manner u formal Krittären?

5. Plangt d'Regierung eng ëffentlech Debatt zur Roll vu KI am Journalismus an déi doraus resultéierend Auswirkungen op d'demokratesch Meinungsbildung zu Lëtzebuerg?

Réponse (14/10/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. All d'Medie stinn haut viru groussen Erausforderungen duerch d'Verbreedung vu KI, a besonnesch der Erausforderung vun engem méigleche Vertrauensverlust an de Journalismus, ënner anerem duerch e Mangel un Transparenz oder Verständnis vum Asaz vu KI-Instrumenter an de Redaktiounen.

KI huet donieft awer och Virdeeler fir Medien a kann Aarbechtsprozesser vereinfachen, d'Accessibilitéit vun Informatiounen begënschtigen, Donnéeën rassembleieren an zur Verifikatioun vun Donnéeën benotzt ginn an domat zur Qualitéit vun der Informatioun bäidroen. Dëst kann natierlech net ouni mënschleche Kontrollen geschéien an d'redaktionell Onofhängegkeet a Qualitéit dierf heider net negativ impaktéiert ginn; déi traditionell journalistesch Valeur mussen och bei der Utilisatioun vu KI héichgehal ginn.

ad 2. D'europäesch Reglement (UE) 2024/1689 iwwert KI, och nach AI Act genannt, gesäit vir, datt Benotzer vun engem KI-System, deem Texter generéiert oder verännert, déi publizéiert ginn, fir de Public iwwer Theeme vun ëffentlechem Interessi ze informéieren, mussen uginn, datt den Text vun enger KI generéiert oder verännert gouf. Dës Verpflichtung gëllt net, wann den duerch KI generéierten Inhalt engem mënschleche Kontrollen oder engem redaktionelle Kontrollprozess ënnerläit oder wann eng natierlech oder juristesche Persoun d'redaktionell Verantwortung fir d'Publikatioun vum Inhalt iwwerhëlt. Laut dem Gesetzesprojet Nr. 8476 wäert d'ALIA fir d'Iwwerwaachung vun dëser Bestëmmung zoustänneg sinn.

Och den Deontologiekodex vum Presserot gesäit vir, datt d'deontologesche Prinzippien och beim Schaffe mat KI respektéiert ginn, datt en editorialen, mënschleche Kontrollen ëmmer noutwendeg bleift virun der Publikatioun oder Diffusioun vu Contenu, dee mat Hëllef vu KI entstan ass, an datt de Public

iwwert d'Utilisatioun vu KI informéiert gëtt, wann de publizéierten oder diffuséierte Contenu net haaptsächlech vun engem Mënsch generéiert gouf.

ad 3. D'Pressehëllef kann dem Gesetz vum 30. juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel nëmmen u Publications de presse vergi ginn, déi definéiert sinn als „collection composée principalement d'œuvres littéraires de nature journalistique bénéficiant de la protection octroyée par les droits d'auteur“. Eng Publication, déi majoritär aus KI-Inhalte besteet, déi also net vun Droits d'auteurs couvriert sinn, ass deemno net eligibel fir d'Pressehëllef.

Doriwwer eraus mussen fir d'Pressehëllef eligibel Publicationen aus enger Redaktioun vu professioneller Journaliste bestoen, also Journaliste mat Pressekaart, déi den Deontologiecode vum Presserot respektéieren mat den uewe genannten Dispositionen zu dem Gebrauch vun der KI.

ad 4. Wéi gesot steet d'journalistesche Aarbecht am Zentrum vum Gesetz vum 30. Juli 2021. D'Gesetz gesäit ausserdem schonn eng Rei Moossnamen en faveur vun der journalistescher Aarbecht an der Mediebildung vir, wéi z. B. d'Obligatioun vun engem annueller Plan de formation fir d'Journalisten an Transparenzobligatiounen betreffend Mediebildungs-moossnamen.

ad 5. D'Regierung hat den 22. Oktober 2024 eng gutt besichte Ëffentlech Konferenz organiséiert zum Sujet L'utilisation de l'IA dans les contenus journalistiques[†] mat Experten, déi ë. a. Froen zur Ethik, Deontologie, Qualitéit a Pluralismus vun Informatiounen abordéiert huet.

Den Impakt vu KI op den demokrateschen Discours ass och e wichtegen Deel vun der nationaler KI-Strategie, déi am Mee 2025 virgestallt ginn ass.

Des Weiteren ass den Departement fir Medien, Connectivitéit an digitalen Agenda 2022 an den Expertscomité vum Europarat Comité d'experts sur le renforcement de la résilience des médias (MSI-RES) gewielt ginn an huet aktiv un der Elaboratioun vun de Lignes directrices sur la mise en œuvre responsable des systèmes d'intelligence artificielle (IA) dans le journalisme[†] matgeschafft. Dës Lignes directrices goufen am Dezember 2023 adoptéiert an dem Presserot weidergeleet.

Exigences linguistiques dans les carrières militaires | Question 2979 (02/10/2025) de M. Fred Keup | Mme Alexandra Schoos | M. Tom Weidig (ADR)

Fir verschidde militäresche Karriären („soldat volontaire“, Offizéier a Sous-Offizéier) verlaangt d'Armée, dass d'Kandidaten iwwer Kenntniss an den dräi Verwaltungssproochen vum Land verfügen (govjobs.public.lu+3armee.public.lu+3govjobs.public.lu+3). Am Examen-concours sinn d'„épreuves de langues“ Deel vum Testprogramm, z. B. fir Offizéier a Sous-Offizéier ze ginn (armee.public.lu+3govjobs.public.lu+3govjobs.public.lu+3). Doriwwer eraus gehéiert d'„épreuve de connaissances générales“ zu de Prüfungen bei verschidde militäresche Karriären (armee.public.lu+2govjobs.public.lu+2).

Et gëtt eisen Informatiounen no an den aktuellen Ausschreibungen awer keng prezis Informatiounen zum verlaangte Mindestniveau an den dräi Verwaltungssproochen nom gemeinsamen europäesche Referenzkader (A1, A2, B1, B2, C1, C2). Zudeem ass onkloer, ob d'„épreuve de connaissances générales“

just op Franséisch oder och an deenen zwou anere Verwaltungssproochen ugebuede gëtt.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung preziséieren, wéi eng Sprooch-niveauen nom gemeinsamen europäesche Referenzkader aktuell fir déi eenzel Karriären bei der Armée gëllen a wéi eventuell Leeschtungsënnerscheeder tëscht den dräi Verwaltungssproochen begrënn ginn?

2. Kann d'Regierung preziséieren, ob d'„épreuve de connaissances générales“ just op Franséisch oder och an deenen zwou anere Verwaltungssproochen ugebuede gëtt? Am Fall, wou se just op Franséisch ugebuede gëtt: Aus wéi enge Grënn gëtt se net och op Lëtzebuergesch an op Däitsch ugebueden?

Réponse (28/10/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense |

ad 1. Déi gefuerdert Sproochniveaue sinn an zwee groussherzogleche Reglementer festgehal:

– Karriärs-militär: Artikel 11 Paragraf 2 vum Règlement grand-ducal modifié du 6 novembre 2023 relatif au recrutement et à la formation du personnel militaire de carrière

• Catégorie de traitement A:

- Lëtzebuergesch, Franséisch: mindestens Niveau B2;
- Däitsch: mindestens Niveau B1;
- Englesch: mindestens Niveau B1.

• Groupe de traitement B1:

- Lëtzebuergesch: mindestens Niveau B2;
- Franséisch: mindestens Niveau B1;
- Däitsch: mindestens Niveau A2;
- Englesch: mindestens Niveau A2.

• Catégorie de traitement C:

- Lëtzebuergesch, Franséisch: mindestens Niveau B1;
- Däitsch: mindestens Niveau A2;
- groupe de traitement C1 – Englesch: mindestens Niveau A2.

– Zaldot-inn-en: Artikel 11 Paragraf 2 vum Règlement grand-ducal du 18 juillet 2025 déterminant les conditions et modalités d'inscription et d'organisation de la procédure de sélection pour l'admission à l'instruction de base des soldats volontaires

• Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch: mindestens Niveau A2.

Dëst kann een och um Site vun der Armée (<https://armee.public.lu/fr/engager/offres-demploi/postes-militaires.html>) bei der Informationsfiche vun de verschidde Karriären noliessen.

Déi verlaangte Sproochniveaue sinn un déi verschidde Karriären gebonnen. Fir méi héich Karriären gëtt méi en héijen Niveau gefrot an ëmgedréint, ouni dass e gewëssenen Niveau ënnerschratt gëtt. Während hirer Karriär oder Déngschtzäit verbesseren d'Militär och hir Sproochkompetenzen andeems si verschidde Formatiounen zu Lëtzebuerg an am Ausland maachen.

Bei den dräi Verwaltungssproochen gëtt am meeschte Gewicht op d'Lëtzebuergesch, well et déi alldéegleche Ëmgangssprooch an der Lëtzeburger Armée ass, an op d'Franséisch, well d'Korrespondenz an d'Uerderer an där Sprooch sinn, geluecht. Gutt Franséischkenntnisser sinn och wichteg, well déi meescht Formatiounen am Ausland an der Belsch an a Frankräich absolviéiert ginn.

ad 2. D'„épreuve de connaissances générales“ gëtt aktuell just op Franséisch ugebueden, well dëst déi féierend Verwaltungssprooch fir d'offiziell

Kommunikatioun an der Armée ass an d'Formatiounen op déi d'Militär geschéckt gëtt haaptsächlech op Franséisch sinn.

Bei der Selektiounsprozedur vun den Zaldot-inn-en ass keng „épreuve de connaissances générales“ virgesinn.

Stratégie nationale en matière d'addictions et plan d'action gouvernemental | Question 2980 (02/10/2025) de M. Dan Biancalana | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

La stratégie nationale en matière d'addictions et le plan d'action gouvernemental 2020-2024 arrivent à échéance. En parallèle, l'essor notable des jeux de hasard, notamment les paris sportifs en ligne ainsi que l'apparition de bornes interactives dans les établissements Horeca, soulèvent de nouvelles préoccupations en matière de santé publique et de prévention des addictions.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quand la nouvelle stratégie nationale en matière d'addictions, couvrant la période 2025-2029, sera-t-elle présentée ?

2) Compte tenu de l'évolution du phénomène, le Gouvernement envisage-t-il d'intégrer explicitement la problématique des jeux d'argent et de hasard dans cette nouvelle stratégie ? Dans l'affirmative, quelles mesures concrètes sont envisagées pour mieux encadrer ces pratiques ?

3) Le Gouvernement prévoit-il un plan d'action coordonné impliquant le Ministère de la Santé, les acteurs du secteur des jeux d'argent, ainsi que les services sociaux et autres parties prenantes concernées, afin de prévenir les comportements addictifs et de protéger les populations à risque ?

4) Un volet spécifique est-il prévu dans cette stratégie pour la protection et la prise en charge sanitaire des personnes souffrant de ludopathie (addiction au jeu) ? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures concrètes prévues dans ce domaine ?

5) Le Gouvernement envisage-t-il d'instaurer un système national centralisé d'auto-exclusion ou d'autres dispositifs de protection, notamment pour les mineurs, allant au-delà des mécanismes actuellement mis en place par la Loterie nationale et le Casino 2000 de Mondorf-les-Bains ?

Réponse (04/11/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) La stratégie nationale en matière d'addictions adoptée en 2020 constitue (contrairement aux plans d'action y associés) un document-cadre non limité dans le temps. Elle demeure à ce jour en vigueur, conformément à la décision du Gouvernement de lancer un nouveau plan d'action national intitulé « Drogendesch 2.0 », présenté en date du 8 mai 2025⁴.

Ce plan d'action contient environ 60 mesures interdisciplinaires qui s'inscrivent dans le cadre général de la stratégie nationale existante et est le fruit d'une collaboration intense entre le Ministère des Affaires intérieures, le Ministère de la Justice, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de

⁴ Drogendesch 2.0 : présentation du plan d'action – Le Gouvernement luxembourgeois

l'Accueil et la Ville de Luxembourg et fait suite au plan d'action gouvernemental 2020-2024 relatif aux drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires.

ad 2) et 3) La stratégie lancée en 2020, qui définit les enjeux et orientations en matière d'approche stratégique générale de façon la plus holistique possible, inclut déjà le champ d'action « conduites addictives non liées à l'usage de substances » qui couvre à part entière la problématique des jeux d'argent et de hasard.

Dans cette optique, l'évolution de l'ancienne association Anonym Glécksspiller vers une entité plus globale, à savoir le Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht (ZEV)⁵ s'inscrit dans la mise en œuvre de cette stratégie. Le démenagement du centre vers des locaux plus spacieux a permis d'améliorer l'accueil et la prise en charge des bénéficiaires. Ces changements ont aussi été accompagnés d'un renforcement des ressources allouées par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale et par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le ZEV propose un ensemble de différents services d'aide en matière d'addictions, dont l'addiction aux jeux de hasard de tous genres, aux médias (incluant jeux d'ordinateurs, médias sociaux, Internet, téléphones mobiles, écrans), addictions au shopping, au sexe, aux pornos, au travail et au sport. Ces aides sont accessibles aux personnes concernées, leur entourage, les intervenants psychosociaux et aux établissements scolaires.

ad 4) Comme mentionné à la question 2, le ZEV propose un ensemble de différents services d'aide en matière d'addictions et ces aides sont accessibles aux personnes concernées, leur entourage, les intervenants psychosociaux et aux établissements scolaires.

Concrètement, le ZEV offre des consultations gratuites et anonymes ainsi qu'une prise en charge thérapeutique, notamment en cas d'addiction au jeu et jeu excessif.

ad 5) Le Gouvernement est en train de préparer une réforme fondamentale de la législation sur les jeux de hasard. Les réflexions menées dans le cadre de cette réforme vont dans le sens que seuls les casinos « physiques », c'est-à-dire disposant d'une licence pour l'exploitation de jeux de hasard de casinos terrestres, pourraient demander une autorisation complémentaire pour exploiter leurs jeux de casino en ligne. Cela entraînerait que ces jeux en ligne seraient astreints aux mêmes conditions que les jeux proposés dans les locaux du casino, dont l'interdiction d'accès pour les mineurs et la possibilité pour toute personne de s'auto-exclure. En parallèle, le Gouvernement est en train de préparer un projet de loi visant à renforcer le dispositif législatif pour pouvoir lutter de manière plus efficace contre l'exploitation illégale de toute forme de jeux de hasard dans les établissements de l'Horeca, en ce compris les bornes interactives.

Règles légales pour bureaux | Question 2981 (02/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz gehéieren zu de Grondpiliere vum Lëtzebuurger Aarbechtsrecht. Dëst betrëfft och d'Aart a Weis, wéi Aarbechtsplazen, besonnesch Büros, amenagéiert si fir ze garantéieren, datt d'Mataarbechter an engem passenden a gesonden Ëmfeld schaffen. D'Flächendispounibilitéit pro Mataarbechter an engem Bürosraum, déi maximal Besetzung an d'allgemeng Konformitéit mat

de reglementareschen Ufuerderunge si vu grousser Bedeitung, fir d'Wuelbefanne vun de Salariaënen ze garantéieren an onnéideg Gesondheitsrisiken ze vermeiden.

An der Praxis kënn et ëmmer erëm vir, datt Betriber dës Ufuerderungen net respektéieren, sief et duerch Iwwerbesetzung vu Büroer weinst Plazmangel oder duerch eng onpassend Gestaltung vum Aarbechtsëmfeld. Wéi aus enger Analys ervirgeet, gëtt d'maximal Besetzung vu Büroeren net nëmmen duerch eng eenzeg Reegel bestëmmt, mä duerch eng komplex Hierarchie vu Restriktiounen, dorënner de Brandschutz (fir d'Eвакуierung), d'Ventilatioun an d'allgemeng Pflicht vum Patron, fir d'Sécherheet an d'Gesondheet ze garantéieren (Code du travail).

Besonnesch de Brandschutz stellt eng absolutt Ieweschtgrenz duer, woubäi d'Berechnung vum Effectif théorique op 1 Persoun pro 10 m² vun der Notzfläch baséiert. Virun dësem Hannergrond ass et wichteg kloer ze definéieren, wéi eng legal Basis fir d'Limite vun der Besetzung vu Büroer virgesinn ass, wien d'Verantwortung am Fall vun engem Verstouss dréit a wéi eng Konsequenz fir de Patron (oder aner Responsabeler) entstoe kënnen. Zousätzlech ass et pertinent ze wëssen, wéi d'Lëtzebuurger Normen am Verglach mat deenen an eisen Nopeschlänner a wichtege europäeschen Zentre positionéiert sinn.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wat ass déi genee legal Basis (Gesetz, Règlement grand-ducal oder aner Norm) am Lëtzebuurger Droit, déi d'maximal Besetzung oder d'Mindestfläch pro Aarbechtsplaz a Büroeren am private Secteur definéiert?

2. Wat ass de minimale Loftvolumen (Cube d'air) a Kubikmeter (m³) an de Minimum u Buedemfläch (m²) pro Salariaënen an engem Bürosraum, laut dem Arrêté grand-ducal vum 28. August 1924, a wéi gëtt dës Reegel am Zesummenhang mam Règlement grand-ducal vum 4. November 1994 interpretéiert?

3. Wéi eng Minimalfläch a Kubikmeter (m² an/oder m³) ass pro Salariaënen an engem Bürosraum gesetzlech virgeschriwwen, an ass dës Ufuerderung ënnerschiddlech tëscht zouene Büroeren an Open-Space-Büroeren?

4. Wat sinn déi genee Reglementatiounen aus der technescher Virschreift ITM-CL 511.1 fir de Brandschutz a Büroeren a wéi eng Roll spillt d'Berechnung vun 1 Persoun pro 10 m² vun der Notzfläch (Surface utile) bei der Bestëmmung vun der absolutter ieweschter Besetzungsgrenz vun engem Gebai?

5. Wien dréit am Fall vun enger Iwwerbesetzung oder net konformer Büroerfläch (Fläch/Persoun) déi legal Responsabilitéit (Patron, Dirigent oder aner Persoun) an op wéi enger gesetzlecher Basis (z. B. Code du travail, Pflicht zur Évaluation des risques)?

6. Wéi eng administrativ oder stroferechtlech Sanktiounen (Amende maximale) sinn am Kader vun engem Verstouss géint d'Bestëmmungen iwwer d'maximal Besetzung oder d'Mindestfläch vu Büroer virgesinn a wéi dacks goufen esou Sanktiounen an de leschte fënnf Joer vun der ITM ausgeschwat?

7. Wéi vergläichen sech déi national Ufuerderungen vun der Minimumsfläch pro Aarbechtsplaz a Büroer mat deene gëltege Reegelingen an eisen Nopeschlänner (Belsch, Däitschland, Frankräich) an anere relevanten europäesche Länner, besonnesch par rapport zu de Recommandatiounen wéi z. B. 10 m² bis 15 m² pro Persoun fir Open-Space-Büroeren?

Réponse (20/10/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1. Eng spezifesch legal Basis fir eng maximal Besetzung oder eng Mindestfläch fir Büroerarbechtsplaz gëtt et net am Code du travail an och net an de Règlements grand-ducaux, déi sech op de Code du travail beruffen. Et gëtt awer allgemeng Dispositiounen fir Aarbechtsplazen, déi am Règlement grand-ducal vum 4. November 1994 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour les lieux de travail an der Annex I Punkt 15 beschriwwen sinn. Dëst Règlement schreift allgemeng vir, dass genuch Plaz soll zur Verfügung gestallt ginn, esou dass Salariaënen sécher an anstänneg schaffen kënnen.

Am éischten Artikel vum Arrêté grand-ducal vum 28. August 1924, concernant les prescriptions relatives à la santé et de la sécurité du personnel occupé dans les entreprises industrielles et commerciales, deenen op Bürosgebaier mat kommerziellen Aktivitéiten, wéi zum Beispill Banken, kann applizéiert ginn, steet e genaue Wäert vun 10 m³ pro Salariaënen bei enger Mindestzëmmerhéicht vun 2,50 m.

Am Kader vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999, relative aux établissements classés, och als Kommodosgesetz bezeechent, gëtt et eng Prescription ITM-ET 32.10, déi an hirem Artikel 5 e Mindestvolumen virschreift vun 12 m³ bei enger Zëmmerhéicht vun op d'mannst 2,50 m. Dës Prescription ass awer nëmmen applikabel, wa se an der Autorisation d'exploitation vum Ministère du Travail ernimmt gëtt.

ad 2. De minimale Loftvolumen ass am Artikel 1 vum Arrêté grand-ducal vum 28. August 1924, concernant les prescriptions relatives à la santé et de la sécurité du personnel occupé dans les entreprises industrielles et commerciales, festgehalten a schreift e Loftvolumen vun op d'mannst 10 m³ vir, bei enger Mindestzëmmerhéicht vun 2,50 m. D'Buedemfläch ergëtt sech aus der Zëmmerhéicht.

De Règlement grand-ducal vum 4. November 1994, concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour les lieux de travail, ass am Géigesaz zum Arrêté grand-ducal vum 28. August 1924 méi allgemeng a gëtt keng genau Zuelen un. Den Artikel 15 vun der Annex 1 seet, dass eng Buedemfläch muss zur Verfügung stoe wou de Salariaënen genuch Plaz huet, fir seng Aarbecht ze maachen.

Den Arrêté grand-ducal vum 28. August 1924 an de Règlement grand-ducal vum 4. November 1994 ginn an deene Fäll zesummen applizéiert, wou d'Aktivitéit vum Betrib enger industrieller respektiv enger kommerzieller Natur entsprécht.

ad 3. Wann de Betrib enger kommerzieller Aktivitéit an deene Büroeren noheet, dann ass den Arrêté vum 28. August 1924 applikabel, wéi dat zum Beispill bei enger Bank de Fall wier. An deem Fall wier e Minimalvolumen vun 10 m³ virgeschriwwen respektiv, wann d'Büroerfläch esou grouss ass, dass se eng Autorisation d'exploitation brauch, dann 12 m³. Et gëtt keen Ënnerschied zwëschen zouenen an Open-Space-Büroer gemaach.

ad 4. D'ITM-CL 511.1 formuléiert spezifesch Dispositiounen fir de Brandschutz a Bürosgebaier a si ass komplementär zur ITM-CL 501, déi allgemeng Dispositiounen fir de Brandschutz a Gebaier formuléiert.

Béid Virschreift sinn allerdéngs net méi aktuell a just nach am Kader vu besteende Kommodosgeneemungen applikabel, déi haaptsächlech am Zäitraum vun ca. 2003 bis 2010 erstallt gi sinn. Fir déi aktuell Demande gëtt sech op d'Prescriptiounen vun der Serie ITM-SST 1500 baséiert, déi dann och nëmmen applikabel sinn, wa se am Kader vun enger Autorisation d'exploitation verwent ginn.

⁵ Home | ZEV – Zenter fir exzessiivt Verhalen a Verhalenssucht*

De Wäert vun 1 Persoun pro 10 m² vun der Notzfläch déngt als Basis fir d'Bestëmmung vu verschiddene Mesuren am Kader vun der Evakuatioun, notament d'Breet vun de Fluchtweeër. Dese Wäert ass net geduecht fir d'Reglementatioun vun den Aarbechtskonditiounen.

Am Kader vun de Kommodosgeneemegunge kann awer, no Analys vum Eenzelfall, op de Wäert vun 1 Persoun pro 10 m² derogéiert ginn, wann doduerch de Sécherheetsniveau fir d'Evakuatioun net erofgeet.

Déi iewescht Besetzungsgrenz vun engem Bürosgebai gëtt also wéi uewe beschriwwen ermëttelt.

ad 5. Am Kader vum Kommodosgesetz läit déi legal Responsabilitéit beim Exploitant, esou wéi dësen am Artikel 2 definiéiert ass:

„[...] 14. “exploitant”: toute personne physique ou morale qui exploite ou détient, en tout ou en partie, un établissement ou toute personne qui s'est vu déléguer à l'égard de ce fonctionnement technique un pouvoir économique déterminant”.

Am Kader vum Code du travail läit déi legal Responsabilitéit beim Employeur, deen duerch seng Évaluation des risques d'Besetzung vu senger Büroer virhëlt.

ad 6. Am Code du travail sinn administrativ Sanktiounen bis zu 25.000 Euro Strof virgesinn a penal bis zu 6 Méint Prison an eng finanziell Strof vu bis zu 25.000 Euro oder eng vun deenen zwou Strofen.

Am Kommodosgesetz sinn administrativ Strofe vun der Suspensioun vun der Autorisation d'exploitation bis zur Fermeture virgesinn. Penal sinn hei bis zu 6 Méint Prison virgesinn a finanziell Strofe vu bis zu 125.000 Euro oder nëmmen eng vun deenen zwou Strofen.

Et ass nach keng administrativ Strof ausgeschwat gi weinst Netrespektéiere vun de Bestëmmunge bezüglech der Mindestfläch vu Büroen.

ad 7. Eisen Informatiounen no gëllen an eisen Nopeschlänner follgend Ufuerderungen, déi duerch nationaler Texter reglementéiert ginn:

Belsch:

- All Aarbechter muss e Volume vu mindestens 10 m³ zur Verfügung hunn.
- All Aarbechter muss eng Fläch vu mindestens 2 m² zur Verfügung hunn.
- Eng Analys muss erginn, ob méi Plaz néideg ass.
- Quell: Internetsite vum Service public fédéral – Emploi, Travail et Concertation sociale: Bien-être au travail – Exigences fondamentales.

Frankräich:

- Et gëtt fir Büroen eng Mindestfläch vun 10 m² pro Persoun recommandéiert, onofhängeg dovun, ob et en individuelle Büro ass oder en Open Space.
- Et gi 15 m² pro Persoun recommandéiert, wann d'Büroaktivitéit mat verbaler Kommunikatioun verbonden ass.
- Quell: AFNOR NF X 35-102 – Dimensions des espaces de travail en bureau.

Däitschland:

- An individuelle Büroen a Bildschirmaarbechtsplaz gi jee no Situatioun fir eng Persoun 8 bis 10 m² gefuerdert; a Groussraumbüroer sinn et 12 bis 15 m².
- Quell: Internetsite vun der Bundesanstalt für Arbeitsschutz und Arbeitsmedizin: ASR1.2 – Raumabmessungen und Bewegungsflächen.

.....
Jeux de hasard en ligne | Question 2982 (02/10/2025) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Avec la prolifération des jeux de hasard en ligne, y compris des paris sportifs proposés par des opérateurs parfois non autorisés, de nombreuses préoccupations ont été soulevées quant à la capacité des autorités à contrôler l'accès à ces contenus et à limiter leur promotion, notamment lorsque ces jeux sont illégaux ou non autorisés au Luxembourg.

La situation devient d'autant plus préoccupante lorsque de telles plateformes s'adressent à des publics vulnérables ou font l'objet de publicités douteuses, voire trompeuses, notamment sur les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Madame la Ministre chargée des Médias et de la Connectivité :

1) Le Luxembourg dispose-t-il actuellement de dispositifs techniques permettant de bloquer les sites web accessibles depuis le territoire national, notamment ceux proposant des jeux de hasard ou des paris sportifs non autorisés, ou encore des plateformes diffusant des contenus pornographiques illicites ? Dans l'affirmative, quelles sont les procédures en vigueur pour ordonner ou mettre en œuvre un tel blocage ?

– Quels sont les moyens techniques utilisés à cette fin ?

– Existe-t-il également des mécanismes permettant de bloquer ou de limiter les transactions financières liées à ces plateformes ?

– Disposez-vous de statistiques sur le nombre de blocages réalisés au cours des cinq dernières années, ainsi que sur leur typologie ?

2) L'article 16 de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative aux jeux de hasard interdit explicitement toute forme de publicité en faveur de jeux de hasard illicites, quel que soit le support utilisé. Par ailleurs, la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs considère comme une pratique commerciale trompeuse le fait d'affirmer qu'un produit augmenterait les chances de gagner à un jeu de hasard.

– Quelle est l'autorité compétente au Luxembourg pour surveiller et sanctionner de telles pratiques publicitaires ?

– Disposez-vous de statistiques relatives aux plaintes déposées ou aux poursuites judiciaires engagées au cours des cinq dernières années concernant la publicité ou la promotion de jeux de hasard illicites ou trompeurs ?

Réponse (10/11/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Il n'existe actuellement pas de dispositifs législatifs dans la législation luxembourgeoise en matière de jeux de hasard, ni de dispositifs techniques prévoyant un blocage systématique de sites web contenant des jeux de hasard ou des paris sportifs non autorisés. Cela étant, une analyse est en cours dans le cadre de la réforme de la législation sur les jeux de hasard concernant une éventuelle mise en place d'un tel blocage des services qui ne sont pas autorisés au Luxembourg.

La législation luxembourgeoise en matière de communications électroniques ne prévoit pas non plus de système généralisé de blocage technique des sites web non autorisés. Cependant, il est possible au Luxembourg, comme dans tout État européen, de procéder au blocage de sites Internet à contenu

illicite au moyen du règlement (UE) 2022/2065 relatif à un marché unique des services numériques (« DSA »).

En effet, le DSA, entré en vigueur le 17 février 2024, vise à responsabiliser les plateformes en ligne dans la lutte contre la diffusion de contenus illicites et à contribuer à réduire la diffusion de contenus illégaux ou préjudiciables.

Le DSA oblige les plateformes en ligne (par exemple, les réseaux sociaux, les plateformes de partage de vidéos ou les places de marché en ligne) à mettre en place des mécanismes pour lutter contre les contenus illégaux (par exemple, les propositions de jeux de hasard ou des paris sportifs non autorisés, ou encore des contenus pornographiques illicites).

Ainsi, les plateformes doivent mettre en place un mécanisme permettant aux utilisateurs de signaler tout contenu illicite publié sur leur interface. Par la suite, les plateformes doivent examiner le contenu et informer l'utilisateur de la décision qui sera prise dans les meilleurs délais. Les plateformes doivent mettre en œuvre des mesures de lutte et de protection contre les utilisations abusives. Ces mesures peuvent prendre la forme d'une suspension des comptes des utilisateurs qui ont fourni de façon répétée des contenus illicites. Elles ont l'obligation de concevoir et d'organiser des interfaces en ligne sûres, non trompeuses et non manipulatoires pour les utilisateurs, et de protéger les mineurs en ligne en mettant en place des mesures appropriées et proportionnées.

De plus, les très grandes plateformes en ligne, c'est-à-dire les plateformes ayant plus de 45 millions d'utilisateurs actifs dans l'UE et désignées par la Commission européenne, ont pour obligation supplémentaire d'évaluer et d'atténuer les risques que présentent leurs services sur les mineurs et leurs conséquences sur le bien-être physique et mental des personnes. La Commission européenne veille à ce que les très grandes plateformes respectent les obligations imposées par le DSA. En cas de manquement, elle peut imposer des sanctions, notamment des amendes pouvant atteindre jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires mondial annuel.

En cas de violation du DSA, l'Autorité de la concurrence, en tant que coordinateur pour les services numériques, est chargée de superviser les plateformes établies au Luxembourg et peut prononcer des amendes administratives pouvant atteindre 6 % du chiffre d'affaires annuel mondial des plateformes concernées. En cas de violations répétées du DSA, l'Autorité de la concurrence peut demander aux juridictions luxembourgeoises d'ordonner une restriction temporaire de l'accès au service de la plateforme concernée.

ad 2) Dans la mesure où l'article 16 de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative aux jeux de hasard prévoit une infraction pénale, le parquet et la Police grand-ducale sont compétents pour recevoir les plaintes et pour poursuivre ces infractions. À l'heure actuelle, une seule affaire impliquant une possible infraction à cette disposition a pu être identifiée et il s'agit d'un dossier qui a été classé sans suites pénales en 2020.

Concernant la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales, celle-ci interdit notamment, à son annexe I, point 16, toute affirmation selon laquelle un produit augmenterait les chances de gagner à un jeu de hasard. Le point 9 de cette même annexe permet également d'agir à l'encontre d'un professionnel établi qui ferait la publicité d'un jeu de hasard interdit au Luxembourg.

Ces dispositions ont été transposées dans le Code de la consommation luxembourgeois, à l'article L.122-4,

points 9 et 16. Le Code prévoit la possibilité pour le parquet de requérir des sanctions pénales (articles L.122-8 et L.122-10) et pour toute personne de demander la cessation ou l'interdiction d'une telle pratique, assortie le cas échéant d'astreintes (articles L.122-9 et L.320-2).

Pour être complet, en fonction du contenu de la publicité concernée, les mêmes personnes pourraient intervenir sur la base de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative aux ventes en soldes et sur trottoir, ainsi qu'à la publicité trompeuse et comparative.

La Direction de la protection des consommateurs a été saisie à quatre reprises entre 2021 et 2024 de questions liées aux jeux de hasard (deux demandes en 2021, une en 2023 et une en 2024). Toutefois, aucun de ces dossiers ne portait sur des publicités illécites. Les consommateurs ont été orientés vers les autorités compétentes, à savoir le Ministère de la Justice, le parquet ou la Police grand-ducale. En conséquence, la direction n'a pas encore été amenée à prendre de mesures correctives dans ce domaine.

Sur demande, l'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) confirme ne pas avoir été saisie de questions de jeux d'hasard depuis 2020. Quant au Centre européen des consommateurs (CEC), il rapporte 28 dossiers depuis 2020. Cependant, aucun des dossiers n'a été lié spécifiquement à la publicité ou à la promotion de jeux de hasard illicites ou trompeurs.

Statut et encadrement des sportifs d'élite et de la section armée | Question 2983 (02/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Et ass begrëssenswäert, dass de Staat eis Lëtzebuerger Elitesportlerinnen an Elitesportler mat den adequate Mëttel ënnerstëtzt. Si vertrieben net nëmmen eist Land am Ausland, mee sinn och Virbiller fir eis Jugend. Nieft dem entspreche Recht op Congé sportif gesäit den Artikel 14 vum ofgeännerte Sports-gesetz vum 2005 8 weider Moossname vir, déi d'Elitesportler:innen ënnerstëtze sollen. Laut Artikel 13 aus dem selwechte Gesetz viséiert den Term Elitesportler déi Athleet:innen, deenen hir sportlech Qualifikatioun esou vum COSL oder vum LPC unerkannt ass. Laut Artikel 74 vum Arméiesgesetz musse Kandidat:innen, déi de Fräiwëllegendéngscht bei der Arméi als Elitesportler:inne wëllen untrieden, och d'Krittäre vum Artikel 13 vum Sports-gesetz erfëllen. D'Decisioun, fir als Elitesportler:in an de Fräiwëllegendéngscht bei d'Arméi opgeholl ze ginn, läit bei der Verdeedegungs-ministesch, op Rot vum Sportminister, dem COSL an dem jeeweileger Verband.

An deem Zesammenhang wëilt ech de Ministere fir Sport a fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Am Kader vun der leschter Ofännerung vum Sports-gesetz ass zwar vill iwwert d'Definitioun vum Begrëff Elitesportler diskutéiert ginn, schlussendlech ass et allerdéngs bei der ursprüngelecher Versioun aus dem Joer 2005 bliwwen. An sengem Avis zu der deemoleger Gesetzesvirlag huet de Staatsrot bemierkt, dass dës Definitioun no senger Begrëffer ze vag wier an et zu Kontestatiounen komme kéint. Och gëtt et hei eng Diskrepanz tëscht Individualsport an Ekippe-sport.

– Wéini ass een Ekippesportler Elitesportler?

– Ass de Sportminister an enger nächster Ofännerung vum Sports-gesetz gewëllt, an Ofsprouch mam COSL a mam LPC, d'Definitioun an d'Qualifikatioun vum Begrëff vum Spëtzesportler ze präziséieren, wëssend, dass souwuel den COSL wéi och den LPC Sportler:innen an engem Elittekader genannt hunn? Wann nee, firwat net?

2. Kann de Sportminister een Tableau presentéiere mat den Elitesportler:inne pro Verband, déi aktuell eng vun de 7 Moossnamen aus dem Artikel 14 vum Sports-gesetz an Usproch huelen?

3. Kënnen d'Ministernen eng Lëscht präsentéiere vun alle Sportler:innen, déi aktuell an der Elitesportsektioun vun der Arméi sinn, mat der jeeweileger Federatioun?

4. Un eis goufe Bedenken erugebroen, dass ëmmer méi jonk Talenter an d'Elitesportsektioun vun der Arméi opgeholl ginn.

– Natierlech sollen a musse jonk Talenter am Lëtzebuerger Sport weiderhin ënnerstëtzt ginn, mä gesinn d'Ministernen hei net ee Widdersproch mat der Definitioun an der Qualifikatioun vum Begrëff Elitesportler?

– Misst hei net am Sënn vun der juristescher Sécherheet a vun de Sportler:inne selwer nogebessert ginn an d'Krittäre fir an d'Elitesportsektioun vun der Arméi deementspreechend och ugepasst ginn, esou wéi och d'ALAD dëst säit Januar 2025 gemaach huet an dëst getrennt huet?

5. Wéi gëtt dëst am Kader vum sougenannte „grousse Medico“ gehandhaabt, deen de Staat zu 100 % finanzéiert? Ginn do weiderhin d'Elitesportler:innen aus den Elittekadere vun COSL an LPC betreit an och d'Sportler:innen aus der Elitesportsektioun vun der Arméi?

6. Kënnen d'Ministere präziséieren, wéini eng Elitesportler:in d'Elitesportsektioun vun der Arméi verlosse muss?

– A wéi engem Zäitraum muss dëst geschéien?

– Gëtt et hei Ennerscheeder tëscht Individualsportler an Ekippesportler?

7. Wär dat och de Fall, wann den Athleet als Profi ee gewëssene Seuil vu Revenu géif iwwertreffen? Wa jo, wéi héich ass dës Revenu a wou ass dës Montant festgehalen?

8. Muss ee Sportler aus der Elitesportsektioun austrieden, wann en déi sportlech Ziler am Ausland net erreicht huet an erëm zrëck op Lëtzebuerg an ee Veräi kënnt?

– Wann nee, gesinn d'Ministernen hei net ee Problem mat der Chancëgläichheet?

– Wat sinn d'Méiglechkeete fir dës Sportler:innen am Beräich vun der Arméi?

9. Aus evidente Grënn kënne keng Elitesportler:inne vum LPC an d'Elitesportsektioun vun der Arméi opgeholl ginn. Fir dës, an och anerer, déi de Wee an d'Arméi net wëllen ugoen, géif sech dann déi sougenannten zivill Karriär ubidden. Dëst soll laut Aussoe vum Sportminister net a Konkurrenz mat der Elitesportsektioun vun der Arméi sinn.

– Wëssend, dass et hei scho säit Längerem Iwwerleeungen am Conseil supérieur du sport gi sinn, wou sinn hei d'Aarbechten drun?

– Ass virgesinn, dass Elitesportler:innen an dësem Sënn an de geplangten IPESS integréiert ginn als Complement zu der Elitesportsektioun an der Arméi?

10. Laut Aktivitéitsrapport vum Sportsministère sinn am Joer 2024 insgesamt 275.000 € u 27 Athleeten aus der Elitesportsektioun vun der Arméi gaangen.

– Aus wat genau bestinn dës Ausgaben a wéi ass dës Ennerstëtzung opgedeelt?

– Sinn änlech Ausgaben un aner Elitesportler:innen an Elitesportler gaangen am Sënn och vum Gläichheetsprinzip?

– Wa jo, kënnen do d'Ministernen déi néideg Präzisiounen ginn an op wéi enger gesetzlecher a reglementarescher Basis dëst fundéiert ass?

11. Mam groussherzogleche Reglement vum 18. Juli 2025 iwwert d'Aschreiwungsmodalitéite fir d'Opnam als fräiwëllegen Zaldot ass säit dem 4. August 2025 dat groussherzoglecht Reglement vum 28. August 1997 iwwert d'Elitesportsektioun an der Arméi ofgeschaaft an domadder dann och déi reglementaresch Basis fir de Staat, fir verschidden Onkäschtchen vun den Elitesportler:innen an der Arméi ze iwwerhuelen.

– Wéi gedenken d'Ministernen elo hei virzegoen – op wat fir enger Basis wäerten d'Arméisportler:inne respektiv dann och aner Elitesportler:inne verschidde Käschtchen vum Staat zrëckbezuelt kréien?

– Gedenken d'Ministernen dëst, esou wéi d'Verfassung dat virgesäit a gesetzlechen a reglementaresche Kadere festzehalen?

– Kann de Staat ënnert dësem Ëmstänn weider Ausgaben ënnerhuelen, wëssend, dass eleng fir d'Elitesportler:innen an der Arméi am Budget vum Joer 2025 352.000 € virgesi sinn?

Réponse (18/11/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1.

– D'ofgeännert Gesetz vum 3. August 2005 betreffend de Sport seet am Paragraph 2 vum Artikel 13 „le terme sportif d'élite vise les athlètes dont la qualification sportive est reconnue en tant que telle par le COSL ou le LPC“.

Hei raus geet ervir, dass et ganz aleng um COSL respektiv um LPC läit, ween si als Elitesportler definéieren.

All d'Sportler, ob se aus engem Ekippesport oder Individualsport kommen, déi als Elitesportler ugesi ginn, sinn dat op Basis vum COSL oder dem LPC senger Unerkennung nom Artikel 13 vum ofgeännerte Gesetz vum 3. August 2005 betreffend de Sport.

– D'Diskussiounen waren am Kader vun der leschter Modifikatioun vum Sports-gesetz ofgeschloss ginn a sinn aktuell keen Thema an de Concertatiounsreuniounen mam COSL an LPC.

ad 2. Den Artikel 14 vum Sports-gesetz gesäit 8 speziell Mesurë fir Elitesportler vir, inklusiv d'Elitesportsektioun.

Nieft deene Mesuren, déi allgemeng gültig si fir all Elitesportler, gëtt et aktuell dës individuell Mesuren, déi vun Elitesportler an Usproch geholl ginn:†

ad 3. Déi Donnéeë si scho public an ze fannen ënnert <https://armee.public.lu/fr/armee-luxembourgeoise/personnel/sportifs-d-elite.html>.

Tablo †

ad 4. Den Artikel 74 vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'Organisatioun vun der Lëtzebuerger Arméi seet :

„Le candidat au service volontaire comme sportif d'élite doit remplir les critères déterminés en application de l'article 13 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport. La décision d'admission du candidat comme soldat volontaire sportif d'élite est prise par le ministre sur avis du ministre ayant les Sports dans ses attributions, du Comité olympique et sportif luxembourgeois et de la fédération sportive agréée dont relève le candidat.“

Hei verweise mir op Äntwert zur Fro 1.

ad 5. Wat Sportler ugeet, déi vum COSL (Elite a Promotion) an LPC identifizéiert ginn, gëtt et an eegene Budgetartikel (13.0.12.160), deen d'voll Bezuelung vun de medezinneschen Ennersichungen deckt, déi an der Sportklinik zu Eech am Kader vum reglementéierte medezinnesche Suivi vun dëse Sportler,

de sougenannte „grousse Medico“, duerchgefouert ginn.

Allerdéngs gëllt dësen Artikel net fir déi Sportler, déi ënner Kontrakt bei der Arméi stinn, well an dësem Fall d'Rechnung vun dësen Ënnersichungen direkt vun der Arméi bezuelt gëtt.

ad 6. En Elitesportler muss d'Sportsektioun vun der Arméi verloosse wann hien de sportlechen Niveau net méi erfëllt. Dëse sportlechen Niveau gëtt exklusiv vum COSL evaluéiert.

2-3-mol pro Joer deelt den COSL an enger Reunion der Arméi an dem Minister säin Avis iwwert all eenzele Elitesportler mat.

Do dernieft fënnt och eng Evaluatioun minimum 4 Méint virun der „fin de contrat“ statt.

Ass de sportlechen Niveau net méi erreecht, muss den Elitesportler decidéieren, ob hien säi Kontrakt opléist oder als normalen Zaldot weider bei der Arméi bleiwe wëll.

Et gëtt bei dësem Prozess keen Ënnerschied gemaach tëscht Individual- an Equippesportler.

ad 7. En Elitesportler, dee pro Joer méi wéi 2-mol de Montant vum qualifizéierte Mindestloun generéiert, ass net méi eligibel fir d'Elitesportsektioun vun der Arméi.

ad 8. Ech verweisen hei op d'Äntwert zur Fro 1, wou kloer ervirgeet, dass den COSL engem Sportler de Statut vum Elitesportler gëtt an deemno och erëm kann ewechhuelen, falls en déi Krittären net méi erfëllt, an deemno dann och net méi d'Krittären erfëllt, fir an der Elitesportsektioun vun der Arméi ze bleiwen.

– No hirer Zäit an der Elitesportsektioun vun der Arméi stinn de Sportler:innen innerhalb vun der Arméi all Karriärsméiglechkeeten op, fir déi se d'Konditiounen erfëllen. Si kënnen also souwuel eng militäresch, oder zivill Karriär aschloen. E puer vun hinnen hunn dat och gemaach a sinn esou an der Arméi bliwwen.

ad 9. Déi Aarbechte sinn nach en cours.

ad 10.

– De Sportsminister an Zesummenaarbecht mam COSL fixéiert fir all Joer eng „ouverture de crédit“ fir déi eenzel Sportler aus der Elitesportsektioun.

Rembourséiert gëtt op Grond vun engem järelechen Decompte. Berücksichtegt ginn dobäi: Frais de stages, Frais de préparation, Frais de compétition a Frais de déplacement.

– Déi aner Elitesportlerinnen an Elitesportler kréien Ënnerstëtzen, déi am Kader vum Artikel 14 vum Sportsgesetz festgeluecht sinn.

ad 11. Hei läit e Mëssverständnis vir.

Déi néideg Dispositiounen sti schoonn am Arméisgesetz vum 7. August 2023. Si goufen aus dem groussherzogleche Reglement vum 28. August 1997 iwwerholl.

Dëst Reglement war nom Akraafttriede vum neien Arméisgesetz net méi applikabel a gouf formell mam groussherzogleche Reglement vum 18. Juli 2025 abrogéiert.

Promotion de l'image de marque du Luxembourg à l'étranger | Question 2984 (03/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Nodeems déi sougenannte „Promotion de l'image de marque du Luxembourg à l'étranger“ laang Zäit am Ausseministère ugesidelt war, ass dës elo säit Enn

2023 an den Attributiounen vum Wirtschaftsministère. De Voleit Nation Branding am Sport ass weiderhin an den Attributiounen vum Sportsministère. Op Basis vun den Äntwerten op d'Froen N° 1231 an N° 2440 wëll ech de Ministeren an deem Zesummenhang weider Froe stellen.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Sport a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Op Basis vum Tableau an der Äntwert op d'Fro N° 2440 betreffend Subside fir Sportsmanifestatiounen, wat fir Evenementer goufen zousätzlech vum Wirtschaftsministère respektiv vum Sportsministère finanziell oder materiell ënnerstëtzt an ewéi genau huet dës ausgestinn?

2. Wéi sinn d'Krittären, fir esou eng Hëllef vum Wirtschafts- respektiv vum Sportsministère ze kréien? Wat ass déi legal a reglementaresch Basis dovunner?

3. Gëtt et weiderhin eng Ënnerstëtzung vum Wirtschaftsministère fir d'Organisateure vu groussen Eventer, wann dës eng gewëssen Unzuel un Iwweruechtungen zu Lëtzebuerg mat sech bréngen? Wa jo, wéi genau sinn dës Konditiounen a wat fir Organisatiounen goufen an deem Kontext an de Joren 2024 an 2025 bis elo ënnerstëtzt a mat wéi vill?

4. Laut der Äntwert op d'Fro N° 2440 huet de Sportsministère am 1. Trimester 2025 eng Evaluatioun vun de Partneriater am Beräich vum Sport gemaach. Kann de Sportsminister Detailler vun dëser Evaluatioun op Basis vun den Eventer, déi 2024 an 2025 finanziell ënnerstëtzt gi sinn, ginn?

5. Kann de Minister e Ranking vun dëse Sportsmanifestatiounen no der Analys vun de sougenannte „Social listening a Media monitoring“-Outils produzéieren, déi de Sportsministère jo benotzt?

6. No wat fir enge Krittären ginn nei Eventer finanziell ënnerstëtzt wann et nach keng Evaluatioun konnt ginn?

7. Gi verschidde Sportsevenementer och iwwert aner Budgetsartikelen finanziell ënnerstëtzt? Wa jo, wéi genau gesäit dat am Detail aus an em wat fir eng Budgetsartikelen handelt et sech hei?

8. Firwat ass déi finanziell Ënnerstëtzung vum Ladies Tennis Masters fir d'Joer 2025 méi héich wéi déi am Joer 2024?

9. Am Budget vum Joer 2025 sinn 950.000 € virgese fir den Nation Branding am Beräich vum Sport. Wéi vill Sue goufen am Joer 2025 bis elo op deem entsprecheenden Artikel engagéiert? Sinn am Joer 2025 nach weider Eventer en vue, déi finanziell ënnerstëtzt kéinte ginn?

10. Laut der Äntwert op d'Fro N° 2440 huet de Sportsminister d'Futbalfederatioun invitéiert, déi schonn ausbezuelten 20.000 € fir den Nation Branding ze rembourseren.

– Ass dës an Zwëschenzäit scho geschitt?

– Ass esou ee Remboursement an der Konventioun mat enger Sportfederatioun virgesinn?

– Ass dem Sportsminister opgefall, dass am Kader vun den 2 Qualifikationsmatcher vun der Lëtzebuerger Nationalekip am Stade de Luxembourg trotzdeem Reklamm fir den Nation Branding gemaach ginn ass? Wat seet de Minister dozou?

11. Am Joer 2023 gouf d'Sportspress Awards Night mat 5.000 € ënnerstëtzt. Firwat war dat 2024 an 2025 net méi de Fall? Huet de Sportsministère sech hei op eng aner Manéier bedeelegt? Wa jo, wéi genau a wéi héich an op Basis vu wat fir engem Budgetartikel?

Réponse (13/11/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. De Sportsministère huet keng weider Evenementer am Kader vum Nation Branding ënnerstëtzt.

D'Cellule Promotion de l'image de marque aus dem Wirtschaftsministère huet zanter 2023 follgend Eventer a Manifestatiounen aus alle Beräicher a Form vun engem Kofinanzement an/oder mat Material ënnerstëtzt: ↑

ad 2. Krittären, fir esou eng Hëllef vum Sportsministère am Kader vum Nation Branding ze kréien, si follgend:

- Televisiounspresenz an national/international Iwwerdroung;
- Medial Ofdeckung (national/international);
- Präsenz a Reaktioun op de soziale Medien;
- Sportlech Qualitéit vum Evenement;
- Dauer a Reegelméissegkeet vun der Organisatioun.

Partenariat-Demanden, déi un d'Cellule Promotion de l'image de marque am Wirtschaftsministère geriicht ginn, fir eng materiell oder finanziell Ënnerstëtzung ze kréien, ginn op Basis vun der Prozedur fir Partneriater ausgewäert. Follgend Krittären si virgesinn:

- De Projet muss eng grouss international Visibilitéit hunn an als Zil, d'Wärter an d'Gesichter vu Lëtzebuerg bekannt ze maachen an/oder de Lëtzebuerger Knowhow ze valoriséieren;
- De Projet soll net virun allem drop aus sinn, e Produkt, e Service, eng Entreprise oder eng Mark ze promovéieren;
- De Projet muss sech an déi dräi prioritär Theeme vu Lëtzebuerg aschreiwen: Kreativitéit, Diversitéit an d'Nohaltegkeet;
- De Projet muss relevant a sengem Secteur sinn a vun engem ëffentlechen Acteur ënnerstëtzt ginn;
- D'Demande fir finanziell an/oder materiell Ënnerstëtzung mussen an de virgesinnene Delaien iwwert den Internetsite www.lmih.lu agereecht ginn.

Zousätzlech muss all finanziell Ënnerstëtzung:

- un d'Kommunikatiounskäschte vum Event affektéiert ginn, fir domadder d'Visibilitéit vu Lëtzebuerg ze erhéien,
- de positiven Avis vum „Conseil Partenariats“, an deem Memberen aus alle Promotiounsberäicher vertruede sinn, kréien.

Den Nation Branding ass Deel vun der nationaler Strategie „Luxembourg – Let's make it happen“, fir d'Bild vum Land am Ausland ze féieren, déi transversal vun der Regierung gesteeuert gëtt.

ad 3. D'Instrument vum Wirtschaftsministère, fir Federatiounen a Sportsclubb (ASBLen) bei internationale Sportsmanifestatiounen finanziell ze ënnerstëtzen, gëtt am Interess vum nationalen Tourismus an der Wirtschaft ëmgesat, et soll:

- d'Organisatioun vu Manifestatiounen zu Lëtzebuerg encouragéieren;
- doduerch zu der Promotioun an der Visibilitéit vu Lëtzebuerg am Ausland bäidroen;
- lokal wirtschaftlech Auswierkungen, zum Beispill op den Horeca-Secteur, multiplizéieren.

D'Konditioun fir esou eng Subventioun ass, datt d'Manifestatioun zu Lëtzebuerg stattfënnt an e Minimum vun 300 Iwweruechtungen vu Participanten, déi keng Zuschauer sinn, an enger Lëtzebuerger Hebergementsstruktur mat sech bréngt. Et handelt sech hei ëm Iwweruechtungen vun, zum Beispill, den Delegatiounen, dem Organisationscomité, an der Press. D'Spectateure ginn net matgezielt. Eng Ufro mat all den néidegen Informatiounen zu der Manifestatioun muss spëtstens 6 Wochen am Viraus agereecht ginn.

Déi méiglech Bähëllef gëtt pro Iwweruechtung berechent an de genaue Montant gëtt op Basis vun

engem zertifizierten Deompte vun den Iwwernuechtungen no der Manifestatioun berechent. Ab 300 Iwwernuechtunge gëtt et 15 Euro pro Iwwernuechtung, tëschent 400 a 499 Iwwernuechtunge gëtt et 20 Euro pro Iwwernuechtung an ab 500 Iwwernuechtunge 25 Euro pro Iwwernuechtung, mat engem maximale Montant vu 25.000 Euro. Op guichet.lu ass eng detailléiert Beschreiwung vun der Demarche fir dës Subventioun a vun de verschiddene Krittären⁶.

Sportsevenementer fir déi 2024 esou eng Subventioun ausbezuelt gouf: ↑

Sportsevenementer fir déi 2025 (Stand 13. Oktober 2025) eng Subventioun ausbezuelt gouf: ↑

ad 4. Jo, dës Evaluatioun ass gemaach ginn. Wéi schonns an den Äntwerten op d'Froen N° 1231 an N° 2440 beschriwwen, gëtt dës Evaluatioun all Joer duerchgefouert. All Sportsmanifestatioun, déi am Kader vum Nation Branding mat engem Subsid vum Sportsministère ënnerstëtzt gëtt, ënnerleeft enger Evaluatioun vun der internationaler Visibilitéit, souwuel viru wéi no der Manifestatioun, a baséiert op Donnéeën, déi vun den Organisateuren zur Verfügung gestallt ginn, eegene Recherchen an Analysen, déi vu sougenannte social listening a media Monitoring Outile gemaach ginn a baséiert op déi uewen opgezzielte Krittären.

Op Grond vun dëser Evaluatioun ginn Evenementer dann a verschidde Kategorien ageedeelt an de Betrag vum jeeweilege Subsid gëtt da festgeluecht.

ad 5. De Klassement kann een indirekt aus der Héicht vum Subsid ofleeden.

ad 6. Och fir nei Eventer gëtt eng Evaluatioun gemaach ier se eng finanziell Ënnerstëtzung am Kader vum Nation Branding kréien.

ad 7. Sportsevenementer kënnen nieft dem Nation Branding eventuell duerch en extraordinäre Subsid ënnerstëtzt ginn. Dëst geschitt iwwert de Budgetsartikel 18.00.33.010.

ad 8. D'Eropsetze vun deem Subsid wor d'Konsequenz vun engem erweiderte Promotiounspotenzial vum Ladies Tennis Masters fir d'Joer 2025.

ad 9. Insgesamt sinn 922.000 € fir 2025 op de Budgetsartikel fir Nation Branding engagéiert ginn. Et si keng weider Eventer virgesinn.

ad 10.

– Jo, dat ass entre-temps geschitt.

– Op Basis vum Artikel 5 vun der Konventioun gouf dës gekënnegt an de Montant zeréckgefrot.

– Dem Sportsminister ass dat net bewosst opgefall.

ad 11. 2024 an 2025 si jeeweils 7.500 EUR iwwert de Budgetsartikel 12.140 „communication, médias sociaux et campagne“ a Budgetskont „dons courants, sponsoring“ bezuelt ginn.

Fermeture de comptes de jeux en ligne liés à des néobanques étrangères | Question 2985 (03/10/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Plusieurs cas m'ont été rapportés de clients d'un site jeux de hasard et de paris en ligne luxembourgeois qui ont vu leur compte d'utilisateur fermé car celui-ci n'était pas lié à un compte bancaire d'une banque présente au Luxembourg, mais à un compte domicilié dans un autre État membre de l'Union Européenne. Or, la législation européenne sur les services de paiement interdit toute forme de discrimination basée sur

le compte bancaire dans l'Union européenne. Vu le succès de néobanques à Luxembourg, à l'image de Revolut (100.000 clients), la question se pose si le Gouvernement ne devrait pas promouvoir encore plus ce type de banque.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant des pratiques décrites ci-dessus ?

2) Monsieur le Ministre partage-t-il le constat qu'il s'agit d'une pratique discriminatoire interdite par la réglementation européenne ?

3) Le cas échéant, comment Monsieur le Ministre entend-il réagir pour remédier à cette situation ?

4) Quelles actions Monsieur le Ministre entend-il prendre pour promouvoir davantage le développement de néobanques à Luxembourg ?

Réponse (29/10/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) à 3) Le ministre n'a pas de connaissance des cas spécifiques évoqués par l'honorable Député.

De manière générale, la réglementation européenne relative aux services de paiement interdit toute discrimination fondée sur le pays de domiciliation d'un compte de paiement situé dans l'Union européenne (« discrimination à l'IBAN »).

La discrimination à l'IBAN fait l'objet d'un suivi attentif tant de la part des institutions européennes (Discrimination à l'IBAN – Finance – Commission européenne[↑]) que des autorités luxembourgeoises.

Les clients s'estimant victimes d'une discrimination à l'IBAN ont la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission de surveillance du secteur financier.

ad 4) Le Luxembourg avec sa place financière internationale est bien positionné dans le domaine des technologies financières, avec plus de 250 entreprises dites Fintech.

En ce qui concerne les néobanques, il s'agit d'acteurs financiers ou intermédiaires – souvent adossés à des groupes bancaires, qui offrent des services bancaires en ligne ou accessibles exclusivement via des applications mobiles. À cet égard, il y a lieu de noter que le Luxembourg compte actuellement une trentaine d'établissements de paiement et d'établissements de monnaie électronique, sans compter les établissements de crédit traditionnels qui offrent d'ores et déjà à leurs clients des services de banque en ligne voire de banque mobile.

Le Gouvernement continuera à s'engager activement pour positionner notre pays de manière renforcée dans le domaine des technologies financières.

Assurance accident | Question 2986 (03/10/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Dans son rapport pour l'année 2024, l'Association d'assurance accident luxembourgeoise (AAA) constate une baisse des accidents de travail et surtout une baisse des accidents mortels. Les efforts réalisés depuis la réforme de l'assurance accident et notamment la solidarité entre les entreprises cotisantes ainsi que le système du bonus-malus ont conduit à un niveau des cotisations historiquement bas de 0,7 % de la masse salariale à charge des entreprises et indépendants.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale quels étaient les taux

de cotisation pour les différents secteurs avant la réforme précitée et quelle est la différence entre ces cotisations et la cotisation actuelle pour ces mêmes entreprises.

2) Combien d'entreprises, et dans quels secteurs, ont bénéficié d'un bonus et combien ont été touchées par un malus en 2024 ?

3) Combien d'entreprises se sont distinguées par un résultat de 0 accident ?

Réponse (29/10/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Avant la réforme de l'assurance accident en 2010, il existait deux sections distinctes, à savoir la section agricole et la section industrielle. Dans la section industrielle, les cotisants étaient répartis dans 21 classes de risques, dont chacune disposait de son propre taux de cotisation qui variait entre 0,45 % (entreprises du secteur tertiaire) et un taux maximum légal fixé à 6,00 % (les entreprises proches du taux maximum, respectivement celles qui le dépassaient en réalité, étaient celles à risques élevés comme les secteurs de la construction, de la toiture ou encore du secteur intérimaire). Toutes les entreprises appartenant à une classe de risque avaient le même taux de cotisation. Les taux de chaque classe de risque étaient refixés annuellement sur base d'un coefficient représentant le rapport entre les dépenses et les revenus cotisables au cours d'une période d'observation fixée à 7 années (chiffrant ainsi la « dangerosité » relative des activités relevant des diverses classes).

Un taux de cotisation moyen a été calculé chaque année pour la section industrielle. Même si le secteur agricole n'était pas inclus dans les statistiques de la section industrielle, ce taux moyen est néanmoins comparable au taux de cotisation unique introduit après la réforme, compte tenu de la taille réduite de ce secteur. Il reste à noter qu'après la réforme, la section agricole a été intégrée dans le régime général de l'assurance accident.

Le graphique[↑] suivant représente l'évolution du taux de cotisation moyen entre 2001 et 2010 :

À titre d'information, les derniers taux de cotisation de 2010 (avant la réforme de l'assurance accident) sont repris dans le tableau[↑] suivant :

Avec la réforme de 2010, le Gouvernement a décidé d'introduire un taux de cotisation unique afin de réorganiser la solidarité entre les différents secteurs économiques au Luxembourg, alors que les entreprises présentant le plus de risques (et donc un taux de cotisation plus élevé) ne se retrouvaient pas nécessairement dans les secteurs économiques les plus performants. Ce taux de cotisation unique avait en outre pour conséquence d'augmenter la transparence du mode de financement et la simplification administrative.

Le système bonus-malus a été introduit par l'article 158 du Code de la sécurité sociale dont les modalités ont été définies par le règlement grand-ducal modifié du 8 février 2016 déterminant le champ et les modalités d'application du système bonus-malus de l'assurance accident. Ce système permet de diminuer ou d'augmenter le taux de cotisation de chaque cotisant via un facteur de multiplication individuel appelé facteur bonus-malus. Ce facteur est fonction de l'accidentologie du cotisant pendant une période d'observation de 12 mois. Il n'est cependant tenu compte ni des accidents de trajet ni des maladies professionnelles.

Cinq facteurs bonus-malus différents sont ainsi définis. En 2022, afin de récompenser davantage les

⁶ <https://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/secteurs-activites/tourisme/activite-interet-tourisme-national/aide-organisation-manifestation-sport.html>



cotisants sans accidents, le législateur a décidé d'augmenter le bonus de 5 points de pourcentage à partir du 01/01/2023 : [↑]

Outre l'introduction du taux de cotisation unique, les classes de risques ont été redéfinies pour le système bonus-malus. Ainsi, les entreprises ont été classées dans 17 classes de risques reprises dans le tableau [↑] ci-dessous :

Le graphique [↑] suivant reprend l'évolution du taux de cotisation depuis la réforme :

En bleu, on voit l'évolution du taux de cotisation unique. À partir de la mise en vigueur du système bonus-malus en 2019, chaque entreprise se voit attribuer un taux individuel. Les points verts indiquent les taux des entreprises avec un bonus (10 % respectivement 15 % depuis 2023), les points rouges celles avec un malus (10 %, 30 % et 50 %) et les points bleus correspondent aux entreprises « neutres », donc celles n'ayant ni bonus, ni malus et se voyant donc attribuer le taux de base. Pour l'exercice 2025, avec un taux de base de 0,7 %, le taux de cotisation effectif d'un cotisant varie ainsi entre 0,595 % (bonus) et 1,05 % (malus maximal).

Depuis l'introduction du taux de cotisation unique, celui-ci a pu être progressivement diminué de 1,15 % en 2011 à 0,70 % en 2025. Cette diminution résulte de plusieurs facteurs :

- amélioration des mesures de prévention dans les entreprises,
- tertiarisation de l'économie luxembourgeoise,
- augmentation progressive du nombre de cotisants avec, en parallèle, le nombre d'accidents du travail qui a diminué voire est resté stable,
- introduction du télétravail de manière généralisée suite à la pandémie.

ad 2) et 3) Conformément à l'article 5 du règlement grand-ducal modifié du 8 février 2016 déterminant le champ et les modalités d'application du système bonus-malus de l'assurance accident, un employeur se voit attribuer un facteur bonus uniquement lorsque le total des prestations payées pour les accidents du travail est nul pendant la période d'observation de 12 mois. Ceci correspond au cas de figure où aucun accident du travail ayant causé des frais n'est imputé à une entreprise pendant cette période.

Le nombre de cotisants par facteur bonus-malus en fonction de la classe de risques pour l'exercice 2024 est repris dans le tableau [↑] suivant :

À noter que les institutions étatiques de la classe 17 sont exclues du calcul.

La majorité des entreprises (94,4 %) n'a pas eu d'accident du travail pour l'exercice 2024 et se voient octroyer un bonus. Le secteur des ménages (classe 2 incluant les personnes privées employant une personne les aidant dans leur ménage), le secteur tertiaire (classe 6) ainsi que les travailleurs indépendants (classe 15) recensent un taux plus élevé de cotisants n'ayant pas eu d'accidents du travail. En revanche, le travail intérimaire (classe 12) ainsi que les administrations communales (classe 16) ont un taux de cotisants « bonus » nettement inférieur aux autres classes de risques.

Dispenses scolaires à l'occasion du jour du changement de trône | Question 2989 (06/10/2025) de M. Ben Polidori (LSAP)

Elteren, déi mat hire Kanner wollten un de Feierlechkeete fir den Trounwiessel deelhuelen, konnte fir den 3. Oktober 2025 eng Schouldispens ufroen.

D'Regierung hat decidéiert, dass den Dag vum Trounwiessel keen allgemenge Feierdag sollt sinn, mee dass et den Elteren awer sollt méiglech sinn, hir Kanner ausnamsweis net an d'Schoul ze schécken.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Ass der Regierung bekannt, fir wéi vill Kanner fir den 3. Oktober 2025 eng Schouldispens ugefrot ginn ass?

2. Falls jo, ëm wéi vill Kanner handelt et sech a kann de Minister d'Zuelen tëscht Fundamental a Lycée an eventuell och no Direktioun vum Fundamental opschlësselen?

Réponse (31/10/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Kader vum Trounwiessel konnte Schüler, déi un den offiziellen Evenementer wollten deelhuelen, vum Schoulunterrecht fräigestallt ginn. Dëst entsprécht der selwechter Prozedur wéi se fir aner grouss kulturell Evenementer virgesinn ass.

Wéi et am Artikel 12⁷ vum der Loi modifiée du 20 juillet 2023 relative à l'obligation scolaire festgehalten ass, huet d'Demande fir eng Dispens misse schréfflech vun den Elteren oder vum groussjärege Schüler un den Titulaire de classe oder un de Regent vum der Klass eragereecht ginn.

Am Enseignement fondamental goufen an dësem Kontext 885 Dispensen accordéiert, déi sech folgendermoosse verdeelen: [↑]

Am Enseignement secondaire kruten 18.773 Schüler eng Dispens accordéiert. Den Detail geet aus dem Tableau [↑] heidrënner ervir.

Difficultés d'obtention d'un titre de séjour malgré un emploi stable | Question 2993 (06/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Laut rezenten Informatiounen vum der ASTI an der Passerell gëtt et eng Rei vu Fäll, wou Persounen trotz enger fester Aarbechtsplaz a reegelméissem Akommes keng Openthaltsgeneemegung zu Lëtzebuerg kréien. Dës Situatioun schéngt en „Däiwelskrees“ ze sinn, wou Betroffene, trotz hire weesentlechen Efforten, sech an den Aarbechtsmaart ze integréieren, duerch administrativ Hürde blockéiert ginn.

Dës Problematik ass besonnesch bedenklech, well se net nëmmen d'Liewensqualität vun de betrouffende Persounen erofsetzt, mee och dem Aarbechtsmaart potentiell Aarbechtskräften entzitt, déi bereet sinn, zum wirtschaftlechen a gesellschaftlechen Liewen zu Lëtzebuerg bäizetroen. D'Situatioun stellt och d'Kohärenz vun eiser Integratiounspolitik a Fro, déi eigentlech d'Integratioun iwwer d'Aarbecht fërdere soll.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll sinn dem Ministère bekannt, wou Persounen trotz enger fester Aarbechtsplaz keng Openthaltsgeneemegung kréien?

2. Wat sinn déi heefegst administrativ oder juristesche Grënn, firwat Persounen trotz enger Vollzäitbeschäftegung keng Openthaltsgeneemegung kréien?

⁷ „Des dispenses de suivre les cours, activités et stages obligatoires peuvent être accordées, sur demande, pour cause d'événement important de famille, d'activité culturelle, d'activité sportive, d'activité de bienfaisance ou d'activité civique. La demande écrite et motivée doit être présentée par les personnes titulaires de l'autorité parentale au plus tard trois jours ouvrés avant le début de l'absence sollicitée.“

3. Wéi eng konkret Mesuren huet de Ministère virgesinn, fir dës administrativ Hürden ofzebauen an de Prozess vun der Openthaltsgeneemegung ze vereinfachen?

4. Gëtt et eng Evaluatioun vun der aktueller Praxis fir ze garantéieren, datt d'Prozeduren am Aklank mat den Ziler vun der Integratiounspolitik stinn?

5. Wéi eng Méiglechkeeten existéieren fir Persounen, déi sech an dësem „Däiwelskrees“ befannen, fir eng Léisung fir hir Situatioun ze fannen, a wéi ginn dës Persounen doriwwer informéiert?

Réponse (24/10/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Et ass net ëmmer kloer wéini ee vun enger „fester“ Aarbechtsplaz ausgoe kann, oft sinn d'Leit, déi an der Illegalitéit schaffen, och net korrekt beim Centre commun vun der Sécurité sociale affiliéiert.

ad 2. Den Artikel 39 vum Immigrationsgesetz vum 29. August 2008 gesäit vir, dass eng Openthaltsgeneemegung muss ugefrot ginn ier den Drëtstaatter an d'Land kënnt: „La demande [...] doit être introduite par le ressortissant de pays tiers auprès du ministre et doit être favorablement avisée avant son entrée sur le territoire. La demande doit sous peine d'irrecevabilité être introduite avant l'entrée sur le territoire.“

Leit, déi weider schaffen, obwuel si eng Décision de retour kritt hunn an d'Land misse verloossen an sech illegal hei ophalen, kënnen keng Openthaltsgeneemegung kréien. Eng Vollzäitbeschäftegung eleng geet net duer, fir eng Openthaltsgeneemegung ze kréien.

ad 3. Et ass net virgesinn, den Artikel 39 ofzeänneren, vu dass dës Bestëmmung et erlaabt, de Fonctionnement vum Lëtzeburger Aarbechtsmaart an notament d'Priorité à l'embauche fir Lëtzeburger an EU-Bierger ze garantéieren.

Den Artikel 42 vum Immigrationsgesetz gesäit vir, dass d'ADEM virun der Embauche vun engem Drëtstaatter en Test du marché (de l'emploi) mécht fir ze kucken, ob de fräie Poste vun engem Lëtzeburger oder EU-Bierger, dee bei hinnen ageschriwwen ass, besat ka ginn.

ad 4. D'Prozedur stinn am Aklank mat der Integratiounspolitik fir Drëtstaatter, déi sech un d'Reegele vun der Immigratioun halen.

ad 5. Et sinn Ausnamen zum Prinzip vum Artikel 39 am Immigrationsgesetz virgesinn, notament an den Artikelen 78 an 89. Grundsätzlech ass et awer e Problem wann Drëtstaatter sech net un d'Reegelen halen an ouni Autorisatioun respektiv an d'Land kommen oder ufänke mat schaffen.

Donieft gëtt et d'Méiglechkeet, eng Regularisatioun via de „Forum ONG“ unzefroen. A Fäll wou et net verhältnisméisseg wier, d'Leit an hiert Land zeréckzeschécken, kann et, no enger individueller Analys, zu enger Regularisatioun iwwer d'Aarbecht kommen. Vun 2021 bis 2024 goufen esou 156 Persounen regulariséiert.

Paiements hors ligne en cas de crise | Question 2994 (06/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Schweden huet duerch seng Zentralbank, d'Sveriges Riksbank, an Zesummenaarbecht mat de Schlësselakteuren aus dem Bezuelverkéier (Banken, Kaarten-netzwerker wéi Visa a Mastercard, Acquireuren an den Handel) e konkreten Accord erreecht. Dësen Accord gesäit vir, d'Resilienz vum nationale Bezuelverkéier massiv ze stäerken, andeems et méiglech



gëtt, Kaartebezuellungen am Fall vun engem laangfristegen Ausfall vun der Datekommunikatioun (Offline-Bezuellungen) duerchzeféieren. D'Zil ass et, dëst bis den 1. Juli 2026 fir essenziell Wueren (Liewensmëttel, Medikamenter a Bensinn/Diesel) ze garantéieren, fir Ausfäll vu bis zu siwen Deeg ofzedecken. Déi technesch Léisung baséiert op der Offline-Autorisatioun iwwer den EMV-Chip vun der Kaart, mat engem virdefinéierten „Offline Limit“.

Lëtzebuerg, wéi och Schweden, huet eng héich Ofhängegkeet vun digitale Bezuelmethoden, an d'Benotzung vu Boergeld geet stänneg zrëck. Am Kontext vun der verstärkter Noutfall- a Krisebereitschaft (Préparation civile) a fir eng Basisversuergung vun de Bierger och an Zäite vu Stéierung vum digitale Bezuelnetz ze sécheren, ass d'Resilienz vum Bezuelverkier vu fundamentaler Wichtigkeet. D'Aarbechte vu Schwede kënnen als Beispill dëngen, wéi esou eng nationalsécherheetsrelevant Fro konkret ugepaakt ka ginn. Et stellt sech d'Fro, wéi wäit Lëtzebuerg a punkto offline Bezuelméiglechkeeten an der Planung vun der Resilienz fir Krisenzäite fortgeschritt ass, a wien d'Leedung an d'Koordinatioun vun dësen Effort- en am Grand-Duché iwwerhëlt.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Wat ass déi genee juristesche an operationell Responsabilitéit fir d'Resilienz vum Bezuelverkier a Krisenzäiten zu Lëtzebuerg, an ënner wéi engem Ministère fällt dës Aufgab?

2. Gouf et schonn Diskussiounen oder Aarbechtsgruppe mat de Lëtzebuerger Finanzsektor-Akteuren (Banken, Kaartenetzwierker, Acquireuren) iwwer d'Aféierung vun Offline-Bezuelméiglechkeeten iwwer Kaart (wéi EMV-Chip-Autorisatioun) fir essenziell Wueren am Fall vun enger laanger Stéierung vun der Datekommunikatioun?

3. Wéi wäit si Lëtzebuerg a seng Acteure vum Bezuelverkier an der Entwécklung vun esou enger Offline-Léisung fir Bezuelungen a Krisenzäite fortgeschritt, a wat ass den Zäitplan fir eventuell Moosnamen?

4. Ass d'Regierung bereet, d'Zil ze setzen, datt bis den 1. Juli 2026 (analog zu Schweden) Offline-Bezuellungen op d'mannst an de Butteker fir essenziell Wueren (Liewensmëttel, Apdik, Bensinn) méiglech sinn?

5. Wéi eng Technologien a Moosname si geplangt, fir d'Kapazitéit vum Handel ze garantéieren, Offline-Transaktiounen fir bis zu siwen Deeg ze späicheren an de Risiko vum Mëssbrauch ze minimiséieren?

6. Gëtt et eng Klassifikatioun vu Lëtzebuerger Banken, déi, wéinst hirer Wichtigkeet fir de Bezuelverkier, ënner speziell Kontingenzreegelungen falen (wéi et a Schweden de Fall ass) a wéi eng Moosname fir Offline-Funktionalitéit op hire Kaarte gëtt hinnen opgeluecht?

7. Wéi gëtt d'Roll vum Boergeld an der Krisebereitschaft vum Bezuelverkier ageschat, a gëtt et eng Strategie fir sécherzestellen, datt an Noutfäll genuch Boergeld-Automaten (Geldautomaten) funktionéieren kënnen, och bei Strom- oder Kommunikatiounsstéierungen?

Réponse (17/11/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministère des Finances

Den éierbaren Deputéierte stellt eng Rei Froen iwwer d'Resilienz vum Bezuelverkier an hëlt dobäi Bezuch op eng rezent schweedesche Initiativ fir eng Offline-Bezuelméiglechkeet iwwer Bezuelkaarten.

Fir de Fall vun enger gréisserer Stéierung oder Kris sinn d'Banke verpflichtet, Moosnamen ze huelen, déi hinnen et erméiglechen, hir essenziell Aktivitéiten ze

erhalen. Dozou gehéiert och, datt all Bank d'Resilienz vun hiren eegene Bezuelserver garantéiert, am Respekt vun der bestoender Gesetzgebung. D'CSSF ass zoustänneg fir d'Iwwerwaachung vun dëse Virschreften.

Bezuellung mat Kaart am Offline-Modus, dat heescht ouni Internetverbindung, si prinzipiell och zu Lëtzebuerg technesch méiglech, ënnerleien awer Restriktionen duerch déi europäesch Reglementatiounen an déi bestoend technesch Infrastrukturen.

Laut europäescher Gesetzgebung si Bezuelungen ouni staark Authentifikatioun (z. B. kontaktlos ouni PIN) nëmme bis zu engem kumuléierte Montant vun 150 € oder fënnf Transaktiounen hannereneen zougelooss, éier eng Online-Reinitialiséierung erfuerdert gëtt. Doriwwer eraus ass de Maximum pro Offline-Transaktioun op 50 € limitéiert. Dës Aschränkungen dëngen dem Schutz géint Bedruch.

Bezuellungen am Offline-Modus sinn och nëmme méiglech, wann de Kaartentyp an de Bezuelterminal dofir spezifesch konfiguréiert sinn. Dat ass bei de meeschte Lëtzebuerger Bankterminaler net de Fall. Zousätzlech muss d'Bank, déi d'Kaart erausgëtt, decidéiert hunn, dës Bezuelefunktioun zouzeleiden.

Eng flächendeckend Aféierung vun esou Offline-Bezuelméiglechkeete géif substanzuell Investissementen vun de Banken a Commerçantë verlaangen an eng geziilt Upassung vum europäesche Reglementationskader erfuerderen.

D'Geldautomate sinn esou equipéiert, fir d'Servicer am Fall vun enger Stromstéierung ze erhalen.

Allgemeng bleift Boergeld eng sécher Schutzmoosnam wann digital Bezuelssystemer ausfalen. D'Europäesch Zentralbank recommandéiert de Stéit, tëscht 70 € an 100 € Boergeld pro Persoun doheim ze halen, fir domat essenziell Besoinen iwwer 72 Stonne kënnen ze decken.

Am Kader vum Projet vum Digitalen Euro ass och en Offline-Modus virgesinn, fir d'Bezuelméiglechkeet am Fall vun techneschen oder temporären Netzausfäll ze garantéieren. Dës Funktioun soll dozou bäidroen, d'Resilienz vum Bezuelverkier ze stäerken.

Application du régime fiscal pour travailleurs étrangers | Question 2995 (07/10/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den Artikel 115 (13b) vum geännerte Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwer d'Akomessteier, agefouert duerch d'Gesetz vum 20. Dezember 2024, leet de Steiersystem fir auslännesch Mataarbechter fest. E setzt verschidde weesentlech Konditiounen fest (fréiere Wunnsätz, Gehaltsschwell, Aktivitéitsprozentsaz, maximal Dauer vun aacht Joer) a verlaangt vum Patron, d'Beneficiairen all Joer virum 31. Januar ze informéieren.

D'Steierverwaltung applizéiert awer aktuell eng ongeschriwwen Reegel, no där d'Reegelung nëmme kann zougestane ginn, wann d'Aschreiwung am éischte Joer vum Dénsgchantrëtt stattfënn, an dës Ausloossung fir all Joer zum definitive Verloscht vun der Reegelung féiert. Weeder de Gesetzestext nach d'Erklärung nennen awer explizitt sou eng Konditioun. Et ass ze bemerken, datt de Regime duerch d'Gesetz vum 20. Dezember 2024 komplett iwwerschaaft gouf, dat am Detail d'Eligibilitätsbedéngungen definéiert, ouni awer esou eng Bedéngung ze ernimmen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. War et d'Intentioun vum Gesetzgeber, datt de Virdeel vum Regime, deem am Artikel 115 (13b) virgesinn ass, op eng Ufro limitéiert ass, déi am éischte Joer gemaach gouf an ouni Ënnerbriechung weidergefuert gëtt, oder ass dat eng administrativ Interpretatioun, déi iwwer den ofgestëmmten Text erausgeet?

2. Wann dëst net de Fall ass, huet d'Regierung dann d'Intentioun, d'Steierverwaltung drun ze erënneren, datt d'Konditiounen fir d'Zouloossung déi sinn, déi gesetzlech festgeluecht sinn, a keng zousätzlech Reegelen, déi duerch administrativ Interpretatioun geschaf goufen?

3. Schätzt d'Regierung et als gerechtfäerdeg an, datt e Salarié, deem all gesetzlech Bedéngungen erfëllt, de Benefice vum Regime definitiv verléiert wéinst enger administrativer Omissioun vu sengem Employeur?

Réponse (18/11/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministère des Finances

D'Steierbefreiung vum aktuellen Artikel 115 Nummer 13b vum geännerte Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwer d'Akomessteier ass duerch d'Gesetz vum 24. Dezember 2024 agefouert ginn an ass zanter 2025 uwenbar.

D'Zil vun der Regierung beim Virschlag vun dëser gesetzlecher Moosnam besteet doran, e steierleche Kader ze schafen, deem einfach an attraktiv ass, fir Talenter op Lëtzebuerg unzezéien an domat de spezifesch Besoinen vun den Employeuren am Kontext vun hirer wirtschaftlecher Entwécklung gerecht ze ginn.

Wéi och schonn am viregte Regime fir „impatriés“ virgesi wor, kann de Salarié just an de Genoss vun dëser Moosnam kommen, wann déi steierlech Begëschtegung direkt am Ufank ugefrot an applizéiert gëtt, an och duerno – fir jiddwer weider d'Joer – ouni Ënnerbriechung fir all Joer ugefrot an ugewant gëtt. No enger Ënnerbriechung kann de Salarié deemno net méi an de Genoss vun dëser Moosnam kommen. Dës Interpretatioun ass vum Gesetzestext gedeckt, och wann den Text sech net explizitt zu dësem Fall äussert.

Dës Positioun gëtt och vun der Steierverwaltung applizéiert, där hir Missioun et ass, eng konsequent an eenheetlech Uwendung vun de steierleche Bestëmmungen ze garantéieren.

Et ass virgesinn, no enger gewëssener Zäit eng intern Evaluatioun vun der praktescher Ëmsetzung virzehuelen, fir op där Basis eventuell punktuell technesch Upassungen vum Gesetzestext virzeschloen.

Objectif de zéro émission nette de CO₂ pour les véhicules neufs à l'horizon 2035 | Question 2996 (07/10/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Suite aux récents échanges avec des représentants de l'industrie automobile, la présidente de la Commission européenne a annoncé avancer le débat sur la révision de l'objectif de zéro émission nette de CO₂ pour les véhicules neufs à l'horizon 2035. Dans ce contexte, les déclarations du chancelier fédéral allemand, invitant la Commission à reporter l'échéance fixée pour la vente de véhicules neufs à moteur thermique et à soutenir le développement de moteurs à combustion de type range extender dans les voitures électriques, suscitent des préoccupations.

Ces positions ont suscité de vives contestations au sein même du Gouvernement allemand. Par ailleurs, 180 acteurs de la chaîne de valeur de la mobilité électrique ont averti, dans une lettre ouverte, qu'un tel

recul risquerait de freiner la dynamique d'électrification des transports dans l'Union européenne et d'affaiblir la compétitivité de l'industrie automobile allemande, avec des répercussions possibles sur l'emploi dans ce secteur.

Cependant, une telle évolution ne concernerait pas uniquement l'Allemagne, mais pourrait également affecter d'autres pays européens, y compris le Luxembourg. En effet, dans notre pays, le secteur automobile emploie plusieurs milliers de personnes.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Monsieur le Premier ministre partage-t-il l'analyse selon laquelle un report de l'objectif de zéro émission nette de CO₂ pour les véhicules neufs risquerait de compromettre la compétitivité de l'industrie automobile européenne ?

– Comment Monsieur le Premier ministre évalue-t-il les conséquences sur l'emploi et les activités industrielles au Luxembourg ?

2) De manière plus générale, quelle est son appréciation quant à l'appel lancé par le chancelier fédéral allemand ? Comment le Premier ministre apprécie-t-il l'impact d'un tel report, notamment en matière d'emploi dans les secteurs automobiles à travers l'Europe ?

3) Étant donné que les orientations du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) sont entre autres basées sur l'objectif européen de zéro émission nette de CO₂ pour les véhicules neufs fixé pour 2035, Monsieur le Premier ministre est-il d'avis qu'un report de l'objectif européen remettrait en question les objectifs du PNEC luxembourgeois ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

4) Quelle position le Premier ministre entend-il défendre lors du prochain débat au niveau européen concernant cette éventuelle révision des objectifs relatifs à la zéro émission nette CO₂ pour les véhicules neufs à l'horizon 2035 ?

Réponse (10/11/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Gouvernement partage cette analyse.

L'Union européenne s'est engagée dans une transformation profonde du secteur automobile afin de répondre aux objectifs climatiques fixés dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. L'un des piliers de cette stratégie est la réglementation (règlement (UE) 2019/631) sur les émissions de CO₂ des véhicules neufs, qui vise à réduire progressivement les émissions jusqu'à leur suppression totale en 2035.

Le Luxembourg soutient généralement le maintien des mesures climatiques européennes actuellement en vigueur dans le secteur de l'automobile jugées essentielles pour atteindre les objectifs climatiques de l'Union européenne. Le Luxembourg reste toutefois ouvert à des ajustements ciblés afin de permettre au secteur de l'automobile de se développer, de renforcer les chaînes de valeur européennes et de rester compétitif face à la concurrence mondiale sans pour autant remettre en question l'atteinte de l'objectif de la neutralité climatique en 2050.

Le Gouvernement veillera à maintenir des objectifs climatiques ambitieux qui permettront à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de renforcer la compétitivité de l'économie européenne afin qu'elle puisse réussir la transition verte.

– Le secteur des sous-traitants de l'industrie automobile est un secteur clé de l'économie luxembourgeoise

générateur d'emplois et de recettes fiscales. Employant environ 8.500 personnes, ces sous-traitants sont actifs tout au long de la chaîne de valeur automobile, fournissant des composants, des modules, des systèmes, des matériaux et des équipements aux équipementiers (OEM). Grâce à son infrastructure numérique moderne et l'écosystème TIC (technologies de l'information et de la communication) de premier ordre, le Luxembourg est également devenu un lieu stratégique pour l'innovation dans le domaine de la mobilité intelligente et durable. Le secteur est confronté à de multiples défis face à la transformation durable et digitale, et au cadre réglementaire européen, et une certaine transformation du secteur est constatée, offrant notamment aussi des opportunités dans le domaine R&D. La prévisibilité est essentielle pour les acteurs afin de ne pas compromettre des décisions d'investissements déjà prises.

ad 2) Comme déjà indiqué à la réponse à la question précédente, l'impact d'un tel report, notamment en termes d'emplois dans les secteurs automobiles, risquerait d'être négatif sur le long terme.

ad 3) Les objectifs et mesures repris dans le PNEC forment un ensemble auquel le Gouvernement est attaché. La réglementation européenne sur les émissions de CO₂ des véhicules neufs est le levier principal pour agir sur l'offre des véhicules électriques mis sur le marché. Elle est complétée par une série de mesures, ancrées dans le PNEC, pour agir sur la demande et encourager les utilisateurs à opter pour un véhicule électrique plutôt que pour un véhicule à moteur thermique. Un report substantiel de l'objectif européen pourrait ainsi remettre en question les objectifs du PNEC.

ad 4) Le Premier ministre compte prendre la position telle qu'esquissée ci-dessus lorsque, et si, le sujet est mis à l'ordre du jour du Conseil européen.

Manque de places de stage pour élèves du secondaire | Question 2997 (07/10/2025) de **M. Paul Galles** (CSV)

Well d'Schüler am Kader vun engem obligatoresche Stage, dee méi wéi 4 Wochen dauert, mussen bezuelt ginn, gëtt et ëmmer méi schwéier, fir genuch Plazen ze fannen. Besonnesch méi kleng Organisatiounen sinn ofgesprongen. Zwar kréien si d'Sue vum Ministère rembourséiert, mee si hu Problemer, fir d'Sue virzestrecken. Mengen Informatiounen no besteet ë. a. am Lycée Bel-Val op den 2^e an de 1^{re} Klassen en akute Mangel u Stageplazen. Obwuel d'Stagë Mëtt Oktober sollen ufänken, haten Ufank vum Mount nach bal 80 Schüler keng Stageplaz.

An deem Kontext wollt ech folgend Drénglechkeetsfroen un den Här Educationnsminister stellen:

1. Kann den Här Minister bestätegen, datt et am Lycée Bel-Val en akute Problem gëtt, wat d'Stageplaze fir d'Schüler vun den ieweschte Klassen ugeet?

– Wa jo, wéi vill Schüler sichen nach ëmmer no enger Plaz?

2. Kann den Här Minister bestätegen, datt vill kleng Organisatiounen keng Stageplaze méi ubidden?

3. Handelt et sech beim Lycée Bel-Val ëm en Eenzelfall, oder hunn och déi aner Schoule Problemer, fir genuch Stageplaze fir hir Schüler ze fannen?

– Wa jo, wéi vill Schüler hu Stand haut nach keng Plaz fir e Stage fonnt?

4. Wat gedenkt den Här Minister ze maachen, fir datt all Schüler eng Plaz fir en obligatoresche Stage fënnt?

Réponse (11/11/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass richtig, datt am Lycée Bel-Val am Ufank vum Mount Oktober eng Rei vu Schülerinnen a Schüler nach keng Stageplaz fonnt haten. Mëttlerweil huet d'Situatioun sech awer gekläert, ënner anerem doduerch, datt den éischten Deel vum Stage op der 2^e GED zäitlech no hanne geréckelt gouf an d'Stagë vun de verschiddene Klassen sech elo net méi iwwerschneiden.

Fir all Schüler ass deemno eng Stageplaz disponibel.

ad 2. Wat d'Participatioun vu kleng Strukturen ugeet, kann een net vun engem Réckzuch schwätzen. Vill kleng a mëttelgrouss Organisatiounen stelle weiderhi Stageplazen zur Verfügung a weisen sech engagéiert an der Formatioun vun de jonke Leit. Dës Partner si wichteg Acteuren, op déi de Ministère zielt a mat deenen eng gutt Zesummenaarbecht besteet.

ad 3. Meng Servicer hunn aus anere Schoule keng Problemer am Beräich vun de Stagë gemellt kritt.

ad 4. Eng ganz Rei vu Moossnamen droen dozou bäi, eng héich Zuel vu Stageplazen ze garantéieren:

– Individuell Betreuung duerch d'Stagebureauen an de Lycéeën:

D'Stagebureauen vun de betraffene Schoule sinn um Personalplang verstärkt ginn. Am Fall wou Schüler Schwierigkeeten hunn, eng Stageplaz ze fannen, hëlleft d'Schoul iwwert hiert Partnernetz Léisungen ze fannen.

– Zesummenaarbecht mat lokalen an nationale Partner:

De Ministère an d'Schoule schaffen enk mat Entreprises, Verwaltungen an anere groussen oder kleng Strukturen zesummen, fir eng héchstméiglech Offer u Stageplazen ze garantéieren.

– Sensibiliséierung vun den Institutiounen:

D'Lycéeën organiséieren Informatiounsversammlungen, fir d'Entreprises an d'Institutiounen op d'Wichtigkeet vum Stage als Formatiounsinstrument opmierksam ze maachen.

– Remboursement vun der Stagebezuellung:

Stageplazen, déi ënner d'Reegelung vun der Bezuellung falen, gi vum Ministère rembourséiert, wat besonnesch fir kleng Strukturen wichteg ass. Meng Servicer hunn zesumme mat de Schoule Modalitéiten ausgeschafft, fir den Entreprises an Institutiounen en einfachen a séiere Remboursement ze garantéieren.

Lutte de la CNS contre les fraudes et abus | Question 2999 (08/10/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Caisse nationale de santé (CNS) a intensifié ses actions contre les fraudes et les abus.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelles fraudes et quels abus ont été constatés ?

2) Quelles ont été, le cas échéant, les sanctions ?

3) Y a-t-il eu des recours et avec quels résultats ?

Réponse (29/10/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La majorité des fraudes et abus de la part des assurés consiste en la production de faux mémoires d'honoraires (p. ex. faux acquittements), d'ordonnances médicales falsifiées (notamment en vue de se procurer des médicaments) ou de faux certificats d'incapacité de travail (p. ex. modifications au niveau des dates du certificat ou certificats acquis en ligne sans consultation d'un médecin autorisé à exercer).

La CNS rencontre également des cas d'affiliations de complaisance afin de bénéficier indument d'indemnités pécuniaires de maladie ou de maternité et/ou de congé parental. Ces affaires sont traitées en étroite collaboration avec les autres institutions de sécurité sociale concernées

Du côté des prestataires, la tendance des abus et fraudes penche vers une facturation d'actes fictifs non réalisés, une facturation d'actes à des dates fictives et une facturation d'actes dépassant le principe de l'utile et le nécessaire prévu à l'article 23 du Code de la sécurité sociale⁸.

Dans le cadre des affaires de violation du principe de l'utile et du nécessaire, la CNS demande systématiquement l'avis du Contrôle médical de la sécurité sociale.

ad 2) Les sanctions appliquées sont prévues par le Code de la sécurité sociale, les statuts de la CNS et le Code pénal.

Pour les assurés, les sanctions vont du refus de prise en charge des prestations de soins de santé ou fournitures prescrites, à la demande de restitution de sommes indument touchées, voire à l'imposition d'amendes d'ordre.

Pour les prestataires, les sanctions sont également le refus de prise en charge et la demande de restitution des sommes indument prises en charge.

En cas de violation des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles auxquelles sont astreints les prestataires, la CNS procède également à la saisine de la Commission de surveillance.

Cette dernière décide d'un renvoi ou non devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale.

Au cas où le Conseil arbitral de la sécurité sociale juge les faits comme avérés, il peut prononcer les sanctions suivantes prévues à l'article 73bis du Code de la sécurité sociale :

- une amende d'ordre au profit de la Caisse nationale de santé, ne pouvant dépasser vingt-cinq mille euros. En cas de récidive dans un délai de deux ans l'amende d'ordre ne peut être ni inférieure à vingt-cinq mille euros ni supérieure à cinq cent mille euros ;
- la restitution, à la Caisse nationale de santé, des montants indument perçus, augmentés des intérêts légaux ;
- la soumission obligatoire et exclusive, pendant une période de cinq ans au plus, du prestataire au régime conventionnel prévoyant une prise en charge directe par la Caisse nationale de santé de toutes les prestations effectuées pour compte des assurés ;
- la limitation du nombre d'actes et de services professionnels par assuré en moyenne que le prestataire ne peut pas dépasser pendant une période future de trois années au plus, sous peine de restitution des honoraires afférents. Ce maximum peut s'appliquer à tout ou partie de l'activité du prestataire.

Dans les cas où la CNS constate dans le chef d'assurés ou de prestataires des faits susceptibles de constituer un crime ou un délit (essentiellement une escroquerie à subvention et/ou un faux et usage de faux), elle dénonce les faits au procureur d'État.

Dans des jugements récents ont été prononcées les sanctions suivantes :

⁸ Art. 23 du Code de la sécurité sociale : « Les prestations à charge de l'assurance maladie accordées à la suite des prescriptions et ordonnances médicales doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés. Les prestations à charge de l'assurance maladie ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale. »

Au pénal :

- peine d'emprisonnement de 12 mois (avec sursis intégral), amende de 1.500 EUR et remboursement à la CNS du dommage subi du chef des infractions de faux et usage de faux (articles 196 et 197 du Code pénal) et d'escroquerie à subvention (article 496-1 du Code pénal) par un prestataire (falsification d'ordonnances médicales) ;
- peine d'emprisonnement de 12 mois, amende de 3.500 EUR et remboursement à la CNS du dommage subi du chef des infractions de faux et usage de faux (articles 196 et 197 du Code pénal) et d'escroquerie à subvention (article 496-1 du Code pénal) par un assuré (falsification d'ordonnances médicales) ;
- peine d'emprisonnement de 6 mois (avec sursis intégral) et amende de 3.000 EUR du chef de l'infraction de faux et usage de faux (articles 196 et 197 du Code pénal) par un assuré (certificat médical d'incapacité de travail acquis en ligne) ;
- peine d'emprisonnement de 9 mois (avec sursis intégral) et remboursement à la CNS du dommage subi du chef des infractions de faux et usage de faux (articles 193, 196 et 197 du Code pénal) et d'escroquerie à subvention (articles 496-1 et 496-2 du Code pénal) par un assuré (fausses factures d'hospitalisation).

Au Conseil arbitral de la sécurité sociale :

- 15.000 EUR d'amende d'ordre au profit de la CNS contre deux prestataires ayant violé les règles de facturation (les montants indument perçus ont été remboursés) ;
- 1.000 EUR d'amende d'ordre au profit de la CNS et la restitution des montants indument perçus contre un prestataire ayant facturé des actes à des dates fictives, voire des actes non réellement prestés ;
- la restitution du montant indument perçu augmenté des intérêts légaux pour transgression de certaines dispositions normatives applicables en matière de facturation (cumul d'actes non autorisé).

ad 3) Depuis 2024, la CNS a procédé à :

- environ 350 amendes d'ordres à l'égard d'assurés par voie de décision présidentielle ; 4 assurés ont introduit un recours devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale contre la décision ;
- 33 dénonciations pénales contre des assurés ;
- 9 dénonciations pénales contre des prestataires ;
- 6 dénonciations pénales contre des employeurs ;
- 14 saisines de la Commission de surveillance à l'encontre de prestataires.

Dans la plupart des affaires pénales introduites depuis 2024, l'instruction pénale ou l'enquête sont encore en cours.

Dans 7 des 14 saisines de la Commission de surveillance, celle-ci a d'ores et déjà retenu une violation des règles et prononcé le renvoi devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale.

Dans 3 affaires une transaction a pu être conclue entre la CNS et le prestataire.

Dans les autres affaires, la CNS attend soit la décision de la Commission de surveillance, soit une date de réunion.

.....
Position du Gouvernement sur une présidence de comité à l'OCDE | Question 3000 (08/10/2025) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Il me revient que Monsieur Nicolas Schmit, ancien Ministre socialiste délégué aux Affaires européennes (2004-2009), Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration (2009-2013), Ministre du Travail, de

l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (2013-2018), ancien Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux (2019-2024) et tête de liste européenne des Socialistes & Démocrates aux élections au Parlement européen de 2024, a récemment été approché par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en vue d'assumer la présidence de son Comité sur l'emploi, le développement économique local et les politiques territoriales (LEED).

Les présidences de comités au sein de l'OCDE constituent des opportunités significatives pour accroître l'influence d'un pays membre, en particulier d'un petit État comme le Luxembourg, dans les travaux d'une organisation internationale de référence.

Or, selon plusieurs sources concordantes, le Gouvernement luxembourgeois, par l'intermédiaire de sa représentante permanente auprès de l'OCDE, aurait fait savoir qu'il s'opposerait à cette désignation, invoquant une objection personnelle du Premier ministre à la candidature de Monsieur Schmit.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que le Gouvernement luxembourgeois s'est opposé à la nomination de Monsieur Nicolas Schmit à la présidence du comité LEED de l'OCDE ?

2) Si tel est le cas, quels sont les motifs de cette opposition ? Monsieur le Premier ministre estime-t-il que Monsieur Schmit ne dispose pas des compétences nécessaires pour occuper un tel poste ? Dans la négative, pour quelles raisons le Gouvernement s'oppose-t-il à cette nomination ?

3) Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'il est dans l'intérêt du Luxembourg de soutenir des candidatures de ressortissants luxembourgeois à des fonctions de responsabilité au sein d'organisations internationales, et notamment à la présidence de comités de l'OCDE ?

Réponse (21/10/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Une présidence pour le comité LEED est actuellement en place. Aucune procédure officielle n'a été lancée en vue de trouver un remplacement à l'actuelle présidence détenue par un État membre de l'UE. La question d'un éventuel soutien à la candidature d'un ressortissant luxembourgeois ne se pose dès lors pas.

ad 2) Vu la réponse précédente, la question ne s'applique pas.

ad 3) De manière générale, il est dans l'intérêt du Luxembourg de soutenir des candidatures de ressortissants luxembourgeois à des postes dans les organisations internationales. Nos représentations permanentes à travers le monde promeuvent toutes activement cette politique.

.....
Projets européens de centres de retour hors UE | Question 3001 (08/10/2025) de **M. Fred Keup** | **M. Tom Weidig** (ADR)

Aktuell drängen e puer EU-Regierungen op d'Schafe vu Drëtkëefierungszentere fir ofgeleent Asylbewerber an Drëttstaaten: Den däätschen Innenminister Alexander Dobrindt wëll „return hubs“ no bei den Hierkonftslänner ariichten, déi hollännesch Iwwergangsregierung huet eng Absichtserklärung mat Uganda iwwer

esou een Zenter ënnerschriwwen. Och d'Lëtzebuurger Regierung huet ewell e puermol d'Noutwendegkeet vun europäesche Léisunge betount, setzt gläichzäiteg awer op séier Integratioun, den Ausbau vu Strukturen an eng fräiwëlleg Réckféierung iwwer d'Maison de retour, déi 2024 opgaangen ass.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un den Här Innenminister:

1. Wéi beurteelt d'Regierung déi an Däitschland an an Holland diskutéiert Modeller, bei deenen ofgeleent Asylbewerber an Drëttstaaten ënnerbruecht ginn?

2. Huet Lëtzebuerg am Kader vum EU-Migrationspakt Gespréicher iwwer eng Participatioun un esou externe Réckféierungszentere gefouert oder entsprechend bilateral Kontakter (z. B. mat Uganda, Albanien oder nordafrikanesche Staaten) opgehol?

3. Deelt d'Regierung d'Aschätzung vum Här Minister Hahn, dass europäesch Léisungen onëmänglech sinn, a schléisst si d'Optioun vu Réckféierungszentere baussent der EU explizitt aus?

4. Wéi wäert d'Regierung sécherstellen, dass Mänschenrechtsstandarden agehale ginn, falls d'EU sech op Réckféierungszentere an Drëttstaaten eenegt?

Réponse (28/10/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass et sech am Beräich vum Retour minoritär ëm ofgeleenten Asyldemandeuren handelt. Fir 2024, waren nëmme 17 % vun de Persounen, déi vun engem Retour forcé betraff waren, virdrun an enger Asylprozedur.

A ville Länner, dorënner e puer vun eisen Noperen, ginn esou Return hubs scho méi laang gefuerdert. Bis haut gi just Pilotprojeten diskutéiert, dofir ass et och net méiglech ze evaluéieren, wat d'finanziell, operationell, diplomatesch a juristesche Implicatiounen vu Return hubs wäerte sinn.

ad 2. Nee, am Kontext vum EU-Migrationspakt gouf et keng esou Gespréicher.

ad 3. Am Kontext vun der Migratioun ass d'Regierung ganz kloer der Iwwerzeegung, dass eng europäesch a multilateral Kooperatioun onëmänglech ass. Och wann d'Regierung keen esou een Accord wäert bilateral ëmsetzen, suivéiert si d'Evolutioun vun de Projeten, déi aner EU-Memberlänner amgaange sinn ze entwéckelen. Lëtzebuerg schléisst esou Zentere net aus.

Et sief drun erënnert, dass déi proposéiert Return hubs just Drëttstaater am illegalen Openthalt concernéieren. Eng Externalisatioun vum Traitement vun Asyldemanden – esou wéi dat am Ufank beim italieenesch-albanesche Modell de Fall war – gëtt vun dëser Regierung net ënnerstëtzt.

ad 4. D'Transferten an e Return hub mussen vu strikte Garantien am Beräich vun de Mänschenrechter am Allgemengen an dem Kannerschutz am Besonneschen encadréiert sinn. Dës Regierung ënnerstëtzt dofir d'Propose vun der Kommissioun, dass alengreesend Mineuren a Famille mat Mineuren net an esou Zentere geschéckt solle ginn. Lëtzebuerg plädéiert och fir eng direkt Implicatioun vun den UNO-Agencen OIM an HCR an dësen Zentere. Duerch hir Erfahrung um Terrain kënnen si fir en effecace an transparente Monitoring sorgen. Rezent Echanges tëscht dem Innenminister a Representantë vum HCR hu confirméiert, dass d'Agence fir esou eng Zesummenaarbecht prinzipiell oppen ass.

Évaluation des risques climatiques et environnementaux pour la sécurité nationale | Question 3002 (08/10/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Fir eng zukunftsorientéiert an evidenzbaséiert Ëmwelt- a Klima-Politik sinn héichwäerteg Donnéeën besonnesch wichteg. Si erlaben et net nëmme, Entwécklungen fréi ze erkennen, mee och déi ubruechten Adaptatiouns-Moossnamen ze definéieren an d'Effektivitéit vu besteende Mesurë geziilt ze iwwerpréieren. A sëllegen europäesche Länner wéi Holland, England, mä och d'Belsch, ginn d'Erausforderungen ronderëm d'Risiken a Follge vum Klimawandel souguer als eng Fro vun der nationaler Sécherheet betruecht. Dës Länner hunn onofhängeg Kompetenzzentren, déi Risikobewäertungen fir d'Gefor an d'Ufällgkeet vum jeeweilege Land erstellen, wou d'Klima- an d'Ëmweltgefore mëttel- a laangfristeg bewäert ginn.

Wéi an der Question parlementaire n° 2057 erwähnt ginn ass, huet d'Belsch beispillsweis de „Cerac“, deen eng Etude iwwert d'Bereetschaft vun hirem Land, fir Bëschbränn ze verhënnere, verëffentlecht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froen stellen:

1. An der Äntwert op d'Question parlementaire n° 2057 heescht et, dass et „muss och analyséiert ginn, wat vu Gestionsmoossnamen gemaach ka ginn, fir de Bëschbrandrisiko hei ze reduzéieren“. Wéi a wéini huet d'Regierung wëlle, dës ze maachen?

2. Gëtt zu Lëtzebuerg eng mëttel- a laangfristeg Evaluatioun vun de Risiken vum Klimawandel fir déi national Sécherheet gemaach?

3. Wa jo, wéi eng Administratioun oder Institutioun féiert dës Evaluatioun duerch, a wéini gouf déi lescht Evaluatioun gemaach a wat waren d'Resultater dovun?

4. Wann nee, wéi gedenkt d'Regierung, dës Daten ze erfassen an ze analyséieren?

Réponse (18/11/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Am Kader vun der „Plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophe“, déi ënnert der Leedung vum Ministère des Affaires intérieures steet, ass den interministeriellen Aarbechtsgrupp „Vegetations- a Bëschbränn“ geschaf ginn. An deem Grupp sinn all fir d'Thema relevant Acteuren an zoustänneg Verwaltungen vertrueden. D'Zil vun deem Grupp ass et, eng gemeinsam Approche ze definéieren, wéi un dat Thema soll erugaange ginn, sech reegelméisseg auszutauschen an d'Zoustännegkeete fir d'Aufgabeberäicher ze klären.

Am Laf vum Joer 2025 gouf an deem Grupp eng Lëscht vun Aufgaben definéiert, an d'Zoustännegkeete fir dës Aufgabe si gekläert ginn. D'Naturverwaltung ass deemno zoustänneg fir ze definéieren, wéi eng Gestionsmoossname mussen an de Bëscher ëmgesat ginn, fir de Bëschbrandrisiko ze minimiséieren. An engem éischte Schrëtt wäert dofir an enger Risikoanalys definéiert ginn, wou déi Haaptgeforepunkten, wat de Vegetatiounsopbau vun de Bëscher betrëfft, fir Bëschbränn sinn. An engem zweete Schrëtt gëtt dann definéiert, wéi eng Moossname geholl mussen ginn, fir de Geforepotential ze reduzéieren, an an engem drëtte Schrëtt ginn déi Moossnamen dann an de Bëscher ëmgesat.

Wéi elo schonns gewosst ass wäert awer nieft de Gestionsmoossnamen eng vun den zentrale Moossnamen d'Präventioun vun Bësch- a Vegetatiounsbränn duerch d'Sensibiliséierung vun der Populatioun sinn. Dofir ass eng gemeinsam ausgeschaffte Kommunikatiouns- an Ëmsetzungsstrategie ee ganz wichtegt Element.

ad 2. D'Evaluatioun vun de Risiken, déi pertinent si fir déi national Sécherheet, ass eng vun de Missiounen vum Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN). Dës wichteg gesetzlech Obligatioun gëtt an der Aktioun 1 vum Pilier 7 aus der nationaler Resilienzstrategie nach eng Kéier ervirgehewen. Dës Strategie weist ënner anerem déi Beräicher op, wou Handlungsbedarf besteet, fir d'onvermeidbar Konsequenzen vum Klimawandel ze geréieren. Bei der Evaluatioun gëtt festgeluecht, fir wéi eng Risiken an nationalen Noutfallpläng noutwendeg ass, a wéi dës Risiken sech viraussichtlech an Zukunft weiderentwéckelen. Dobäi stellt ee fest, dass duerch de Klimawandel verschidde Risiken mat der Zäit zouhuelen. Sou kommen extreem Wiedersituatiounen wéi Héichwassers, staark Reefäll oder Dréchepériode méi heefeg vir an hunn och méi e groussen Impakt.

An der nationaler Klimaadaptatiounsstrategie fir d'Joeren 2025–2035, déi de Moment an der Finaliséierung ass, gëtt opgewisen, dass d'Adaptatioun un de Klimawandel all Secteuren betrëfft, dorënner och d'national Sécherheet, a wéi eng Moossname kënnen ergraff ginn, fir Lëtzebuerg an alle Beräicher klimaresilient ze maachen.

ad 3. Déi national Pläng, déi een um Site infocrise.lu fënnt, baséieren op der leschter Evaluatioun vun 2018, déi aktuell iwwerschaaft gëtt.

Et sief präziséiert, dass eng aktualiséiert Versioun vum Pläng „Intempéries et inondations“ dës Joer am Mee vum Regierungsrat ugehol ginn ass.

Des Weidere ginn all relevant sektoriell Pläng, wéi z. B. den Héichwasserrisiko-Managementpläng, reegelméisseg vun den dofir kompetente Verwaltungen ënner Berücksichtigung vum Klimawandel ugepasst.

ad 4. N.A.

Agression antisémite contre un élève en école primaire | Question 3003 (08/10/2025) de M. Fred Keup (ADR)

An der Sendung „Invité vun der Redaktioun“ op RTL ass een de 7. Oktober 2025 gewuer ginn, dass et dës Joer fir d'éischte Kéier zu enger physischer Aggressioun géint e jüddescht Kand an enger Primärschoul komm ass. En zéngjäreg Schöler wier vu véier Mitschöler ugegraff ginn. De President vun der RIAL ASBL huet dee Virfall follgendermoosse beschriwwen:

„Si hunn de Jong op de Buedem geheit, geschloen, gebass a gekraatz an du gesot: 'you are an Israeli crybaby', also, du bass een 'israelesche Pinscher (pinschen = kräischen)'. Déi véier Schöler hunn e Migratiounshannergrond a si warscheinlech selwer traumatiséiert, vun deem wat si erlieft hunn, mee dat ass trotzdem inakzeptabel.“

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, a wéi enger Primärschoul dës Aggressioun stattfonnt huet?

2. Wéini gouf de Ministère iwwer dës Virfall informéiert?

3. Wéi huet d'Schoul op dës Virfall reagéiert?

4. Wéi huet den Här Minister op dëse Virfall reagéiert? Wéi eng konkret Moossname goufen ergraff?

5. Wéi eng Konsequenze goufen aus dësem Virfall gezunn?

6. Sinn dem Här Minister weider esou änlech Fäll bekannt?

Réponse (27/10/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Dee vum honorabelen Deputéierte genannte Virfall huet sech an der Grondschoul zu Sandweiler ofgespillt.

ad 2. Den zoustännegen Service vu mengem Ministère gouf nach den Dag selwer, also den 29. September 2025, iwwert de Virfall informéiert.

ad 3. bis 5. Ech verweisen op dëser Plaz op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2990.

ad 6. Nee, mir leie keng Informatiounen iwwert änlech Virfäll vir.

Association mutualiste grand-ducale des militaires et anciens militaires luxembourgeois | Question 3004 (08/10/2025) de M. Tom Weidig (ADR)

D'„Association mutualiste grand-ducale des militaires et anciens militaires luxembourgeois“ (AMAM) gouf am Joer 1893 gegrënnt. An hirer Selbstbeschreiwung ënnersträicht si, de Korpsgeescht ënnert Enneroffizier an eelerem Militärpersonal ze erhalen, d'Komerodschaft ze fërderen a krank Membere souwéi Hannerbliwwener finanziell ze ënnerstëtzen. No eiser Aschätzung, versteet si sech als solidaresch Selbsthëlfsorganisatioun, mee net als klassesch Veteranevertriebung.

D'„World Veterans Federation“ nennt als eenzeg Veteranenorganisatioun aus Lëtzebuerg d'„Association des anciens combattants 1939-1945, des forces des Nations Unies et des soldats de la paix luxembourgeois“ (AACSP), déi sech virun allem u Veteranen aus dem Zweete Weltkrich an aus UN-Missiounen riiht.

Eng national Veteranenorganisatioun, déi all fréier Zaldoten aus der moderner Lëtzeburger Armée vertritt, existéiert bis haut net.

An dësem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Verdeedegungsminister:

1. Firwat gëtt et zu Lëtzebuerg keng Veteranenorganisatioun, déi d'Interesse vun alle fréieren Zaldoten vun der aktueller Lëtzeburger Armée vertritt? Gesäit d'Regierung d'AMAM – déi laut hire Statuten op géigesäiteg Hëllef ausgeriicht ass – als Ersatz fir esou eng Organisatioun, obwuel si keng politesch Vertriebungsfunktioun huet?

2. Plangt d'Regierung, d'Grënnung oder den Opbau vun enger nationaler Veteranenorganisatioun ze initiéieren oder ze ënnerstëtzen? Falls jo, wéi eng Schrëtt sinn dofir virgesinn a wéi een Zäitplang gëtt ugestrieff? Falls nee, aus wéi enge Grënn gëtt dorop verzicht?

3. Wéi gëtt aktuell garantéiert, datt fréier Zaldoten, besonnesch Réckkéierer aus NATO-, EU- oder UN-Missiounen, adequat representéiert a betreit ginn, wa si kenger eegestänneger Veteranenorganisatioun kënnen ugehéieren? Gëtt et Iwwerleeungen, e spezielle Veteranestatus mat entsprecherende Rechter a Leeschtungen anzeféieren?

Réponse (28/10/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

D'Direktioun fir Defense, zesumme mat der Armée, féieren am Moment Iwwerleeungen iwwert d'Afféierung vun engem Veteranestatut. An deem Kontext gëtt et och Iwwerleeungen iwwert d'Méiglechkeet, Associatiounen als Vertriebung vu fréiere Militär als Veteranenorganisatioun unzekerennen. Souwuel d'Afféiere vun engem Veteranestatut wéi d'Unerkennung vun Associatiounen an deem Kontext setzen d'Schafung vun engem legale Kader viraus.

D'Direktioun fir Defense an d'Armée sinn am Kontakt mat der AACSP (Association des anciens combattants de la guerre 1939-1945, des forces des Nations Unies et des soldats de la paix luxembourgeois) a schaffen u Léisungen, fir eng nohaltig Betreierung vu fréiere Militär anzusetzen.

Sécurité face aux survols de drones suspects et protection des infrastructures critiques | Question 3005 (08/10/2025) de M. Tom Weidig (ADR)

An de leschte Méint gouf aus verschidde NATO-Staate vill iwwer Droneniwwerfluch bericht. An der Belsch, an Däitschland, Dänemark, Estland, Norwegen, Polen a Rumänien goufen onbekannt Dronen esouguer iwwer kriteschen Infrastrukture gesinn. Autoritéiten am Norde vun Däitschland verfolge den Verdacht, dass dës Drone systematesch Installatiounen ausspionéieren; wien hannert dësen Asätz stécht ass net kloer. Et huet sech bis elo nach keen offiziell dozou bekannt.

Während an Däitschland op de Wee bruecht gëtt, dass nieft der Polizei an der Bundespolizei och a bestëmmte Situatiounen d'Bundeswehr d'Kompetenz soll kréien, fir am Noutfall Dronen ofzeschëssen, gëtt et zu Lëtzebuerg bis elo kee Mandat an dësem Beräich. Laut enger Äntwert vun der Regierung huet d'Police zu Lëtzebuerg am Joer 2025 zwar 39 Meldungen iwwer onerwünschten Dronefluch registréiert – meeschtens iwwer Privatterrainen – awer keng eenzeg Meldung vu Bedreier vu kritescher Infrastruktur.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Verdeedegungsminister:

1. Goufe verdächtige Dronefluch zënter Ufank vum Joer an der Géigend vu sensibelen Aariichtungen (Energieversuergung, Flughafen, Regierungsgebäier) zu Lëtzebuerg registréiert? Wa jo, wéi vill a wat fir Erkenntneser gëtt et iwwer Hierkonft an Zweck vun dëse Fluch?

2. Iwwer wat fir technesch Systemer zur Detektioun an Identifikatioun vu verdächtige Drone verfuegt de Staat? Wéi eng Instanzen zu Lëtzebuerg hunn den Optrag respektiv d'Fäegkeet, dat ze maachen an ze mellen? Gëtt et eng Koordinatiounsstell?

3. Wéi gesäit d'Kooperatioun mat den Nopeschlänner, der NATO an der EU beim Informationsaustausch iwwer verdächtige Dronenaktivitéiten aus? Gëtt et gemeinsam Asatzpläng fir d'Grenzregioun?

4. Iwwer wat fir technesch Systemer zur Neutraliséierung vu verdächtige Drone verfuegt de Staat? Gëtt diesbezüglich en Ennerscheid tëscht deene verschidde Typen vun Drone gemaach?

5. Wéi eng Instanzen zu Lëtzebuerg hunn d'Exekutivgewalt, fir bei enger akuter Bedrohung duerch eng Dron anzuschreiden? Lait d'Kompetenz exklusiv bei der Police oder kann am Fall vun enger eskaléierender Gefor och d'Armée ageschalt ginn? Wéi gëtt d'Koordinatioun tëscht de verschidde Instanzen am Noutfall gereegelt? Gëtt et do schonn intern Prozeduren, déi dat reegelen?

6. Ass et rechtlech méiglech, Dronen am Noutfall ze neutraliséieren? Wat sinn d'Krittären, fir eng Dron dierfen ze neutraliséieren? A wéi engem gesetzleche Kader beweegt sech esou en Asatz? Plangt d'Regierung am Kontext vun den Debatten an Däitschland an an aneren EU-Länner, déi gesetzlech Grondlage fir d'Ofwier vu feindlechen Dronen ze präziséieren oder ausbauen? Wa jo, wat fir Ännerungen si virgesinn a wéi ass den Zäitplang?

7. Gëtt et national kritesch Infrastrukturen (z. B. Regierungsgebäier, Energieanlagen, militäresch Installatiounen asw.), déi aktuell scho mat permanente Stéiersystemer oder anere Schutztechnologien ausgerüst sinn, fir potenziell Dronenattacken ofzewieren?

8. Ass Lëtzebuerg an déi vun der EU geplangten „Dronemauer“ fir d'Iwwerwaachung an de Schutz vun den Aussegrenzen agebonnen?

Réponse (07/11/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Mir verweisen an dësem Kontext op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2760 vum 8. August 2025 vum honorabelen Deputéierten André Bauler iwwert suspekt Dronefluch: „Aucun cas de vol suspect n'a été signalé au Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) par un opérateur d'infrastructure critique depuis le début de l'année.“

Une recherche manuelle effectuée dans le „Einsatzleitsystem“ (ELS) de la police a recensé, pour l'année 2025, un total de 39 appels relatifs à des vols de drones dont la majorité concernait des survols de maisons privées, de jardins ou de champs dans le but d'observer le gibier. [...] Dans la plupart de ces interventions, la personne en possession du drone litigieux n'a pas pu être interceptée.“

Am Zäitraum no dëser parlamentarescher Fro konnten nach zwee weider Fäll duerch eng manuell Recherche an der Datebank vun der Police fonnt ginn, déi der Police gemellt gi sinn. Den Dronepilot konnt an dëse Fäll net ugetraff ginn. Während de Feierlechteiten am Kader vum Trounwiessel huet d'Police selwer de 4. Oktober 2025 zousätzlech dräi Verstéiss festgestallt wou se och intervenéiert ass, hei goufen zwou Drone saiséiert.

ad 2. An der Police ass et d'Unité spéciale de la police (USP), déi d'Material an déi technesch Kompetenzen huet, fir eenzel Drone lokal an deelweis och d'Piloten ze detektéieren, ze identifizéieren an ze lokaliséieren. Och d'Armée verfuegt iwwer Systemer fir d'Detektioun an Identifikatioun vun Dronen. Spezifesch technesch Detailler zu de verwernte Systemer kënnen aus Sécherheetsgrënn hei net genannt ginn.

Wat d'Meldungsflucht ugeet, bereet d'Europäesch Kommissioun, mat Hëllef vun der Europäescher Aviationssécherheetsagence, de Moment en Text vir, fir d'Reglement (EU) Nr. 376/2014 vum Europäesche Parlament an dem Rot vum 3. Abrëll 2014 iwwert d'Comptes rendus, d'Analysen an de Suivi vun Evenementer an der ziviller Loftfaart ofzeänneren.

ad 3. Lëtzebuerg huet zwee Vertrieeder am „Informal Commission expert group on countering threats posed by drones“ vun der Europäescher Kommissioun wou den Austausch op europäeschem Niveau am ziville Beräich assuréiert gëtt: ee Member vun der Direction de l'aviation civile an ee vun der Police.

D'Dronenaktivitéiten waren och um leschte Conseil JAI de 14. Oktober 2025 zu Lëtzebuerg abordéiert ginn.

ad 4. D'Police an d'Armée verfuegen iwwer Neutralisatiounsmoyenen, fir Dronen ze neutraliséieren. Aus

Confidentialitégrënn kënnen keng Detailer genannt ginn, ëm wéi eng Systemer et sech genau handelt.

ad 5. D'Police ass zoustänneg fir d'bannenzeg Sécherheet, de Schutz vu Persounen an Eigentum an assuréiert dës Missioun mat de legale Mouden, déi se huet. Doriwwer eraus kann och d'Armée requisitiounéiert ginn.

Am Fall vun enger Bedroung vun der Loftfaartsécherheet hunn d'Loftverkéierskontrollere vun der ANA, der Administration de la navigation aérienne, eng Prozedur en place, déi „Clear the Sky“ heescht. Dës besteet doranner, datt de Loftraum vun all konventionellem Loftverkéier geraumt gëtt. De Bedreier vum Fluchhafen, lux-Airport, huet och e Fluchhafen-Noutfallplang, deen eng operativ Entscheedungsketten enthält.

ad 6. Als legale Kader hält sech d'Police un d'Loi modifié du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques.

Wann eng Dron eng konkreet Gefor fir d'national oder ëffentlech Sécherheet duerstellt, kann d'Armée geruff ginn, fir zu der Protektioun vun Infrastrukture bäizetroen,

– op Requisition, wann d'Armée zum Beispill geruff gëtt, fir Infrastrukturen ze schützen, – oder direkt, wann d'Sécherheet vu militäreschen Infrastrukturen a Gefor ass.

De Besoin, de legale Kader ze iwwerschaffen, fir en den aktuellen Erausforderungen unzepassen, gëtt am Moment vun den zoustännegen Instanzen analyséiert.

ad 7. D'Regierung mécht keng Aussoen zu de Schutzmoossname vu kriteschen Infrastrukturen.

ad 8. De Projet vun der „European Drone Defence Initiative“ (och bekannt ënnert dem initialen Numm „Dronemauer“) soll eng méischichteg an technologesch fortgeschratt 360° Verdeedegungskapazitéit bilden, déi Anti-Drone-Systemer fir Detektioun, Iwwerwachung an Neutraliséierung integréiert, kombinéiert mat der Notzung vun Dronentechnologie fir Präzisionsattacker géint Ziler um Buedem. De Projet gouf rezent den EU-Memberstaaten presentéiert. D'Defense ënnersicht de Sujet aktuell am Detail a waart op weider Informatiounen vun der Europäescher Kommissioun. Lëtzebuerg ass als EU-Memberstaat an de Gespréicher ëm dës Projet mat agebonnen. Eng méi aktiv Participatioun ass zu dësem Zäitpunkt net ausgeschloss.

État des arbres le long des voiries | Question 3006 (08/10/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

Am Artikel „Es wird nicht vorbeugend gearbeitet“, deen de 7. Oktober an der „Zeitung vum Lëtzeburger Vollek“ publizéiert gouf, heescht et, datt am Kader vum Stuerm vum 4. Oktober 27 Stroossen hu misse gespaart an den Tram tëschent dem Kierchbiereg an dem Findel wéinst Beem, déi ëmgefall sinn, huet misse ënnerbrach ginn. Weider heescht et, datt dës Tëscheffäll virun allem op krank an ofgestuerwe Beem zeréckzuféiere waren, déi duerch de Stuerm ëmgefall sinn, well se am Virfeld net proaktiv ewechgeholl goufen.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu deenen am Artikel genannten Aussoen?

2. Gëtt zu Lëtzebuerg e systematesch Monitoring zu der Gesondheet vun de Beem laanscht d'Staats- a Gemengestroosse souwéi vun deene laanscht

d'Eisebunnslinien an dem Tram virgeholl? Falls jo, vu wéi enge Servicer, an no wéi enge Modalitéite gi potenziell geféierlech Beem ewechgemaach? Falls net, firwat net?

3. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi dacks am Zäitraum vun 2018 bis 2025 (fir déi Méint, wou d'Zuele virleien), Stroossen hu misse gespaart respektiv den Eisebunns- an Tramsverkéier huet misse wéinst Beem, déi ëmgefall sinn, ënnerbrach ginn an dobäi preziséieren, ëm wéi eng Stroossen/Streckenabschnitter et sech jee weils gehandelt huet?

4. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi dacks am Zäitraum vun 2018 bis 2025 (fir déi Méint, wou d'Zuele virleien), ëffentlech Buslinne wéinst Beem an der Strooss hu misse ëmgeleet respektiv ausfale gelooss ginn a preziséieren, ëm wéi eng Linne et sech jee weils gehandelt huet?

Réponse (17/11/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer iwwer den Zoustand vun de Beem laanscht d'Staats- a Gemengestroosse souwéi den Eisebunnslinien.

ad 1. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass staarke Wand, schwéiere Schnéifall an naasse Buedem ganz natierlech Facteure sinn, déi dozou féiere kënnen, dass Beem ëmfalen – och wann se an engem optesch gudden Zoustand sinn. Trotz reegelméisseg Kontrolle vun de Cantonnier*innen an den Aarbechter*innen vun der Stroossebauverwaltung, de Gemengen, den CFL a vu Luxtram kënnen Geforen, besonnesch während Stierm, ni komplett ausgeschloss ginn.

De CGDIS an d'Mataarbechter*innen an d'Ekippe vun der Stroossebauverwaltung leeschten ee groussen an entscheidende Bäitrag, fir d'Sécherheet op de Stroossen ze garantéieren an dass de Verkéier no esou Evenementer sou séier wéi méiglech nees lafe kann.

Weider ass et ubruecht ze preziséieren, datt d'Zoustannegekeeten tëschent dem Staat an aneren Acteure wéi den CFL kloer definéiert sinn, an all Dénagscht seng Aufgaben am Beräich vum Ënnerhalt a vun der Präventioun assuréiert.

ad 2. Zu Lëtzebuerg gëtt et eng systematesch visuell Kontroll vun de Beem laanscht d'Eisebunn. Dës ass an der interner Eisebunnsrichtlinn IS 219 GI beschriwwen a gëtt vun den Eisebunnsfierschteren (Surveillants environnement naturel) assuréiert, déi dem Service maintenance infrastructure vun den CFL ënnerstinn. De Fokus läit dobäi op kranke Beem, wéi och op all anerer Form vu Vegetatioun, déi fir de séchere Betrib vum Eisebunnsreseau eng Gefor kéint duerstellen. Heifir ginn um Eisebunnsreseau visuell Kontrollen op d'Stabilitéit an d'Gesondheet vun de Beem duerchgefouert.

Fir potenziell geféierlech Beem um Eisebunnsterrain ewechzehuele gëtt virun allem op extern Prestataire zeréckgegraff, déi dofir déi néideg Formatiounen, Maschinnen an den Effectif hunn. A ganz urgente Fäll gëtt awer och op eegent Personal zeréckgegraff, dat d'Ausbildung huet, fir mat der Motorsee dierfen ze schaffen.

Och fannen sech vill potenziell geféierlech Beem op privatem Terrain erëm, deen un d'Eisebunn ugrenzt. An esou Fäll ginn d'Propriétaire kontaktéiert, fir se op hir Obligatiounen a Responsabilitéiten opmierksam ze maachen.

Ouni Weideres kann awer net all potenziell geféierlech Vegetatioun ewechgeholl ginn, well déi aktuell

Naturschutz- a Bëschgesetzer den Agrëff a verschidene geschützten Zone staark limitéieren. D'Decisioun ginn a Concertatioun mam lokale Fierschter geholl.

Bei Luxtram gëtt de Monitoring an Entretien vun de Beem laanscht den Tramtracé vun ënnerschiddlechen Acteure gemaach. Um Kierchbiereg ass et de Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kirchberg (FUAK), um Glacis oder an der Avenue Émile Reuter ass et de Service des parcs vun der Stad. Um Tracé am Gréngewald tëscht der Luxexpo an dem Findel, concertéieren sech d'Servicer vu Luxtram mat dem zoustännegen Fierschter well mer hei an engem sensibele Beräich leien, an engem Zon Natura 2000.

Zu Lëtzebuerg ginn dann och systematesch Streckekontrollen op de Staatsstroossen duerchgefouert, déi vun de Cantonnier*innen vun der Stroossebauverwaltung assuréiert ginn. Am Kader vun dëser Kontrollgëtt – nieftenger Reianere Sécherheetsaspekter – och den Zoustand vun de Beem, déi un d'Strooss ugrenzen, iwwerpréift.

Dobäi gëtt da gekuckt ob de Stamm faul Plazen opweist oder wéi d'Kroun ausgesäit, ob se zum Beispill vill Blieder huet oder net, oder och ob Doudholz dran ass. Am Zweiwelsfall gëtt den zoustännegen Expert vun der Stroossebauverwaltung oder och den zoustännegen Fierschter vun der Naturverwaltung consultéiert. Dës gëtt natierlech och dann informéiert wann ee Bam vu baussen eng erkennbar faul Plaz huet oder anescht ze erkennen ass, dass de Bam sech an engem schlechten Zoustand befënnt. Ausserdeem ginn Äscht ënner Berécksiichtigung vun Naturschutzrechtleche Virgabe bei Bedarf ewechgemaach.

Wann dann definitiv festgestallt gëtt, dass ee Stroossebam krank oder beschiedegt ass respektiv eng Gefor fir de Verkéier duerstellt, ginn déi entspriechend Mesurë vun den Agent*innen vun der Stroossebauverwaltung geholl, fir d'Gefor, déi vum Bam ausgeet oder an Zukunft ausgoe kéint, sou séier wéi méiglech ze entschärfen. Dobäi kënnen Beem, mam Accord vum zoustännegen Fierschter, och direkt vun der Stroossebauverwaltung ewechgemaach ginn, wann dës eng imminent Gefor fir d'Automobilist*innen duerstellen.

Ausserdeem gëtt vun engem externe spezialiséierte Bureau ee Monitoring vum Zoustand vun de Beem laanscht Staatsstroosse gemaach, an dëst an engem Turnus vun 3 Joer. Manner akut Mesurë ginn iwwer Donnéeën vum Bamkadaster iwwermëttelt an op ee Planning gesat, deen dann no an no vun der Stroossebauverwaltung ofgeschafft gëtt.

D'Stroossebauverwaltung huet och eng spezialiséiert „équipe d'élague“ déi den Ënnerhalt vun de Stroossebeem am Allgemengen assuréiert an och gréisser Campagnen organiséiert, fir Beem mat Hëllef vu spezialiséierten Entreprises zeréckzeschneiden.

Et sief awer och drop opmierksam gemaach, dass net all Bam laanscht Staatsstrooss och automatesch dem Staat gehéiert. Ee Groussdeel vun de Beem, déi op d'Strooss falen, kommen aus Bëscher, déi a privater Hand sinn. D'Stroossebauverwaltung schreift reegelméisseg Bëschbesëtzer*innen un, wann ze erkennen ass, dass hire Bësch an engem schlechten Zoustand ass an eng Gefor fir d'Automobilist*innen duerstellt oder wa Beem aus dësem Bëscher zum Beispill Leitplanke beschiedegt hunn. An esou Fäll, wéi och bei den CFL, ginn d'Propriétaire*innen kontaktéiert, fir se op hir Obligatiounen a Responsabilitéiten opmierksam ze maachen.

E systematesch Monitoring vum Gesondheitszoustand vun de Beem laanscht Gemengestroosse fält



net an de Kompetenzberäich vum Staat respektiv vum der Stroossebauverwaltung, mee an dee vun der territorial zoustänneger Gemeng.

ad 3. Während deene leschte 5 Joer gouf et 32 Fäll, déi en Impakt op den Eisebunnsverkéier haten, an et goufen och 17 Fäll ouni Impakt dozou verbucht: [†]

Um Réseau vu Luxtram gouf et bis elo zweemol eng Ennerbriechung wéinst Beem op de Gleiser, den 20. Februar 2020 op der Héicht vum Arrêt Universitéit um Kierchbiert no engem Stuerm an den 3. Oktober 2025 op der Streck tëscht Luxexpo an dem Findel.

D'Stroossebauverwaltung féiert keng Statistiken, déi spezifesch d'Zuel vun de Stroosespärungen oder d'Zuel vun ëmgefallene Beem ernaassen. Am Kader vun de verschiddene „Plans d'intervention d'urgence (PIU)“ gi säit 2022 awer fir all Stuerm, bei deem de Krisenzoustand ausgeruff gouf – wat fir de Stuerm, op dee sech dës parlamentaresch Fro bezitt, net de Fall war – detailléiert Rapporte mat allen Interventionen an den entspreche Stroosespärungen gefouert.

Dobäi ass ze ënnersträichen, dass d'Stroossen nëmme seelen ausschliisslech wéinst engem eenzege Bam gespaart ginn. Bei kuerzen Opraumaarbechten, déi d'Ewechhuele vun eenzelen ëmgefallene Beem oder Äscht betreffen, gëtt am Allgemengen net vun enger Stroosespärung geschwat. Eng Stroosespärung gëtt éischter aus Sécherheetsgrënn no staarke Wiederphänomeener virgeholl, wann eng gréisser Zuel u Beem ëmgefall ass oder weider Gefore wéi Äerd-rutscher oder Iwwerschwemmungen bestinn.

D'Equipe vun der Stroossebauverwaltung si während dem ganze Joer 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg op siwen am Asaz. Allkéiers, wann d'Situatioun et erfuerdert, kënnen temporär Stroosespärungen virgeholl ginn – mat dem Haaptzil, d'Sécherheet vun den Automobilisten*innen an den Aarbechter*innen ze garantéieren, Accidenter a Gefierschied ze verhënneren an déi néideg Opraumaarbechten op eng effizient Manéier duerchzuféieren.

Et soll och drop higewise ginn, dass bei gréisserer Stierm mat ville Schied d'Prioritéit doranner besteet, d'Stroossen ze sécheren an, wann néideg, ze spären. D'Organisatioun vun eventuellen Deviationen kann an esou Fäll eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt, nodeems d'Sécherheet garantéiert ass, realiséiert ginn.

ad 4. Fir de Réseau RGTR leien Zuele fir den Zäitraum vu September 2022 bis Oktober 2025 vir. Zënter deem Zäitpunkt ernaasst d'Leetstell vun der Verwaltung fir effentlechen Transport déi gefrote Kategorie vun Tëscheffäll an hire Statistiken. An deem Zäitraum goufen 231 Coursé wéinst Beem an der Strooss ëmgeleet, wat zu Retarde gefouert huet, an eng 135 Coursé goufen an deem Kontext gekierzt respektiv annulléiert.

Observatoire des politiques sociales | Question 3007 (09/10/2025) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

2019 gouf zu Lëtzebuerg den Observatoire des politiques sociales an d'Liewe geruff. D'Mission vum Observatoire ëmfaasst d'Ausschaffe vu Propose fir Studien an Analysen am Beräich vun der Sozialpolitik, der Konzeption an der Duerchféierung vu Mesurë fir d'Bewäertung vun der Politik am soziale Beräich, d'Erstelle vun Tëschebilanen a Synthesen esouwéi d'Ausschaffe vun internationale Vergläicher.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil follgend Froe stellen:

– Wéi vill a wéi eng Proposen huet den Observatoire des politiques sociales säit senger Mise en place fir Studien an Analyse gemaach? A wéi engem Joer goufen dës Propose jee weils gemaach?

– Wéi vill a wéi eng Mesurë fir d'Bewäertung vun der Sozialpolitik huet den Observatoire des politiques sociales säit senger Mise en place geplangt an/oder duerchgefouert? A wéi engem Joer gouf dat jee weils gemaach?

– Wéi vill a wéi eng Tëschebilanen a Synthesen huet den Observatoire des politiques sociales säit senger Mise en place gemaach? A wéi engem Joer goufen dës Dokumenter jee weils verëffentlecht?

– Wéi vill a wéi eng internationale Vergläicher huet den Observatoire des politiques sociales säit senger Mise en place gemaach? A wéi engem Joer goufen dës Dokumenter jee weils verëffentlecht?

– Ass den Här Minister der Meenung, dass den Observatoire des politiques sociales personell gutt genuch opgestallt ass, fir seng Missionen erfëllen ze kënnen?

– Wéi ee järeliche Budget stoung dem Observatoire des politiques sociales säit senger Mise en place pro Joer zur Verfügung?

– Wéi bewäert den Här Minister d'Verhältnis vun de finanziellen a personelle Ressourcen, iwwert déi den Observatoire des politiques sociales verfüügt, par rapport zu de Ressourcë vun aneren Observatoiren, wéi beispillsweis dem Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire?

– Deelt den Här Minister de Constat, dass Sozialpolitik a Bildungspolitik zwee wichteg Piliere sinn am Kampf géint sozial Ongläichheeten an Aarmut? Wat si virun deem Hannergrond d'Grënn dofir, dass de Suivi vun der Lëtzebuerger Sozialpolitik duerch en Observatoire nach net esou developpéiert ass wéi am Beräich vun der Bildungspolitik?

– Gëtt et Pläng, fir den Observatoire des politiques sociales auszubauen?

Réponse (18/11/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Den „Observatoire des politiques sociales“ ass mam modifizéierte Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwer de Revenu d'inclusion sociale, dat den 1. Januar 2019 a Kraaft getrueden ass, geschaaft ginn.

Virop ass wichteg ze betounen, dass den Observatoire sech komplementär opstellt zu Strukturen, déi sech déifgrënneg mat verschiddenen Theemen am Beräich vun der Sozialpolitik befaassen. Et kann een hei dem Statec säi järeliche Rapport „Travail et cohésion sociale“ ernimmen, oder der IGSS hir divers Rapporten a Cahiers statistiques. Den Observatoire beschäftegt sech prioritär mat Theemen, déi nach net vun aneren Acteuren behandelt goufen.

Seng éischt thematesch Analys huet den Observatoire den elengertzende Famillje gewidmet an sech mat der Fro beschäftegt, wéi déi verschidden „dispositifs socio-fiscaux“ mat der Monoparentalité ëmginn. D'Note, déi den Observatoire 2021 publizéiert huet, ass um Internetsite vum Familljeministère ze fannen.

Am Kader vun der Ëmsetzung vum „Socle européen des droits sociaux“ a méi spezifesch der europäescher Zilsetzung, fir 15 Milliounen Leit bis 2030 aus dem Aarmutsrisiko ze huelen, huet den Observatoire sech 2021 an 2022 mam Bäitrag vu Lëtzebuerg zu deem europäeschen Zil befaasst an eng Contributioun fir den Objectif „lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale“ redigéiert. Dësen ass an déi national Strategie

fir d'Ëmsetzung vum „Socle européen des droits sociaux“ mat agefloss.

2023 huet den Observatoire eng Note un de Formateur adresséiert mat Recommandatiounen zum sougenannten „non-recours aux prestations sociales“ a konkret Piste proposéiert, fir dësen an Ugrëff ze huelen. De Ministère huet sech ënner anerem op Elementer aus dëser Note baséiert am Kader vun den Aarbechten zum nationalen Aktiounsplang géint d'Aarmut, dee virgesinn ass, virum Enn vun deem Joer dem Regierungsrat virzeleeën.

Op Basis vun der Etude „évaluation du dispositif du REVIS“ déi de LISER am Joer 2023 am Optrag vum Ministère realiséiert huet, erstellt den Observatoire aktuell, zesumme mat de concernéierten Verwaltungen, ee Monitoring vum Dispositif REVIS. Dëse soll d'Charakteristike vun der Populatioun an d'Resultater vum Dispositif REVIS suivéieren.

Gläichzäitig beschäftegt den Observatoire sech momentan mat der Fro, wéi d'Politik déi concernéiert Leit, zum Beispill Leit, déi vun Aarmut betraff sinn oder waren, besser implizéiere kann an der Ausschaffung an an der Ëmsetzung vu soziale Mesuren. Heivir ginn ënner anerem Beispiller vu sou Demarchen am Ausland opgegraff. Och dës Iwwerleeungen fléissen an den nationalen Aktiounsplang géint Aarmut mat an, well et eis wichteg ass, d'Perspektiv vun deene mat an de Plang afléissen ze loosse, déi schon emol eng Erfahrung mat Aarmut gemaach hunn.

Den Observatoire setzt sech aus Verrieder vun de verschiddene Ministère, déi am soziale Beräich aktiv sinn, gradewéi aus Verrieder vun a sozio-ekonomesche Recherche spezialiséierten Organismen, zesummen. Aktuell gëtt et kee spezifesch Budget fir den Observatoire, well dësen awer an der Ëmsetzung vum genannten Aktiounsplang eng Roll wäert spillen, ass virgesinn den Observatoire auszubauen a personell opzestocken.

Stratégie luxembourgeoise en matière de défense et d'industrie de défense | Question 3008 (09/10/2025) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Am Kontext vum 5 %-Zil vun der NATO an de klammende Verdeedungsausgaben, brauche mir souwuel um europäeschen Niveau wéi och um nationalen Niveau eng Strategie fir d'Verdeedungsindustrie an -technologie. Fir positiv Retombée fir eis Wirtschaft a Gesellschaft ze erwiirken, ass et essentiel, iwwer déi neisten Entwicklungen informéiert ze sinn an en enken Austausch mat eisen Alliiéierten ze fleegen.

An deem Kontext géing ech dem Här Ausseminister an der Madamm Verdeedungsministesch follgend Froe stellen:

1. Generell, wéi eng Moosnamen hëlt d'Regierung, fir Lëtzebuerger Interessen a Prioritéiten am Beräich vun der Verdeedungsindustrie ze verfolgegen?

2. Huet d'Regierung wëlles, méi Afloss op déi strateegesch Planifikatioun vun der NATO ze huelen? Wa jo, wéi eng Moosnamen huet d'Regierung wëlles ze ergreifen?

3. A wéi enge strateegesche Comitéen oder Gremie vun der NATO ass Lëtzebuerg aktuell representéiert? Méi genee, huet Lëtzebuerg Representanten notamment am Conseil de l'Atlantique Nord, am Comité militaire, am Comité de la politique et des plans de défense oder am Commandement allié Transformation?

4. Gedenkt d'Regierung, déi Lëtzebuerger Representatioun a strateegesche Comité vum der NATO ze erhéien? Wa jo, a wéi enge?

5. Wéi vill Diplomaten oder Attachés militaires an Ambassade sinn am Beräich vun der Verdeedegung fir Lëtzebuerg aktiv? Falls zoutreffend, wou sinn dës Diplomaten aktiv? Gedenkt d'Regierung méi Diplomaten oder Attachés militaires an Ambassaden anzesetzen, fir Lëtzeburger Interessen a Prioritéiten am Beräich vun der Verdeedegungsindustrie ze verfollegen?

Réponse (14/11/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Zil vun der Regierung ass, datt Investitiounen an d'Defense wa méiglech ee positive wirtschaftlechen a gesellschaftleche Retour fir Lëtzebuerg schafen.

Fir dëst ze erreechen, gëtt un enger nationaler Strategie fir d'Defenseindustrie geschafft, déi déi national Prioritéiten an Ambitiounen am deem Beräich kloer definéiert.

Des Weideren ass et wichteg, d'Lëtzeburger Industrie an international Liwwerketten ze integréieren. Dowéinst gëtt déi national Industrie ënnerstëtzt, fir méi international Visibilitéit ze kréien, dat souwuel bei de relevanten Acteuren um Niveau vun der EU an der NATO, mee och bei bilateralen Negociatiounen mat Partner.

Lëtzeburger Acteure gi politesch an/oder finanziell ënnerstëtzt, fir an der EU bei multinationale Projete fir Recherche an Entwécklung am Beräich vun zukünfte Kapazitéite matzemaachen.

National gi weider reegelméisseg Oproff fir Fuerschungs- an Entwécklungsprojeten am Beräich vun der Verdeedegungsindustrie lancéiert. D'Zil vun dësen Oproff fir Projeten ass, Synergien tëschent der Verdeedegung an anere Secteuren ze féerden a Fuerschungs- an Entwécklungsefforten unzestoussen.

Fir dës Initiativen effizient ëmzesetzen, gouf een interministeriellen Aarbechtsgrupp ënnert der Leedung vun der Direktioun fir Defense opgesat, un deem d'Armée, de Wirtschaftsministère, de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul, de Finanzministère, d'Direktioun fir Aussenhandel an Investitiounspromotioun, a Luxinnovation deelhuefen.

ad 2. bis 4. An de leschte Joren huet d'Regierung hir Präsenz op der NATO personell considerabel verstärkt, fir besser an deene verschiddene Comitée vertrauen ze sinn.

Um politeschen Niveau gëtt Lëtzebuerg duerch säi permanente Representant (Ambassadeur) am Conseil de l'Atlantique Nord, dem héchste Beschlussorgan vun der Allianz, vertrauen. Parallell dozou vertritt de Militärrepresentant vu Lëtzebuerg d'Lëtzeburger Armée am Comité militaire, dem Berodungsorgan vun der NATO am militäreschen Beräich.

Nieft dësen zwou Instanzen hält Lëtzebuerg, iwwer seng detachéiert Conseilleren vum Ausseministère an der Direktioun fir Defense, un de Reunione vu politesche Senior-Comitéen deel, déi sech reegelméisseg versammelen. Dozou zielen ënner anerem:

- de Comité des adjoints;
- de Comité politique;
- de Comité de la politique et des plans de défense;
- de Comité des orientations opérationnelles;
- d'Conférence des directeurs nationaux des armements;
- de Bureau de la planification et de la politique générale des ressources;
- de Comité pour la résilience;
- de Comité de cyberdéfense;
- de Comité des partenariats et la sécurité coopérative.

Zousätzlech mobiliséiert Lëtzebuerg punktuell national Expert.inn.en (vu verschiddene Ministère/Verwaltungen) déi un themateschen an technesche Comitéen deelhuefen. Dës Participatioun gëtt vum konkrete Besoin an dem nationalen Interessi vu Lëtzebuerg gesteiert. Zu dëse Comitée gehéieren zum Beispill:

- de Comité de normalisation;
- de Groupe de travail de haut niveau sur la maîtrise des armements conventionnels;
- de Comité de la logistique;
- de Comité de l'aviation;
- de Comité des orientations pour le numérique.

D'Direktioun fir Defense wäert sech weider um Niveau Personal am Beräich strateegesch Planifikatioun besser opstellen an et gëtt Iwwerleeungen, fir eng Persoun fest bei d'Instanz vun der NATO, déi fir strateegesch Planifikatioun zoustänneg sinn, ze detachéieren.

Fir d'Regierung ass eng passend Representatioun a strateegesche Comitée vun der NATO weiderhi wichteg.

ad 5. D'Diplomaten op de Lëtzeburger Vertrieedungen am Ausland sinn am Prinzip an alle Beräicher aktiv, déi fir Lëtzebuerg interessant a pertinent sinn, dorënner och d'Verdeedegung an d'Verdeedegungsindustrie. Lëtzebuerg huet op e puer Vertrieedungen, notament bei der EU, der NATO an der OSZE, spezifesch Verdeedegungs- oder Militär-Attachée.ën. Stand November 2025, schaffen op dës Vertrieedungen 8 Diplomaten, 3 Militär a 5 Agent.inn. en an dem Beräich vun der Verdeedegung a Verdeedegungsindustrie. Aner Agenten aus verschiddene Ministère sinn och an Diskussiounen iwwert déi europäesch Verdeedegungsindustrie involvéiert. Op de Lëtzeburger Vertrieedungen a Länner, déi Alliiert sinn oder gläichgesënn Partner sinn, gëtt dës Aarbecht punktuell vun Diplomaten an detachéierten Agenten suivéiert. D'Entscheidung, wéi vill Diplomaten oder Agenten op de Lëtzeburger Vertrieedungen am Ausland agesat ginn, ass ëmmer a Funktioun vun de Lëtzeburger Interessien.

Projet « Educational School » à l'Université du Luxembourg | Question 3009 (09/10/2025) de **M. Ben Polidori** | **Mme Francine Cloeser** (LSAP)

Am aktuelle Koalitionsaccord kann een op der Säit 121 liesen, dass Lëtzebuerg eng Educational School soll kréien. Konkreet heescht et:

Le cadre légal de l'Université du Luxembourg sera révisé pour permettre la constitution d'une „Educational School“ et afin de garantir qu'un nombre suffisant d'enseignants du fondamental soient formés à l'avenir et que les fonds prévus à cet effet soient utilisés pour une formation et une recherche proches de la pratique.

An deem Kontext wëllt mir der Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul folgend Froe stellen:

1. Wou sinn d'Aarbechten um Projet vun der Educational School aktuell drun?
2. Wéi eng Feuille de route huet d'Regierung sech fir d'Ëmsetzung vum Projet ginn?
3. Wäerten an der Educational School och Formatiounen aus dem Beräich vun der Pädagogik an der Sozialarbecht ugebuede ginn oder just Studiegäng mat engem Fokus op den Enseignement?
4. Plangt d'Regierung der Vifalt vun de Spezialisierungsméiglechkeeten am Beräich vun der Sozialarbecht an der Pädagogik an Zukunft um Niveau vun

de Studiegäng vun der Uni.lu nach méi Rechnung ze droen – z. B. zousätzlech spezialiséiert Master-Studiegäng, wéi se aktuell schon am Beräich vum Enseignement ze fanne sinn?

Réponse (03/11/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. Et gouf am Laf vun dësem Joer eng Rei Virgesprécher mat der Universitéit Lëtzebuerg zu deem Thema, an am Juli 2025 gouf zeréckbehalen, dass zwee Aarbechtsgruppe géife kreéiert ginn, dovunner een zwëscht dem Ministère fir Fuerschung an Héichschoul an der Universitéit betreffend punktuell Ännerunge vum Universitéitsgesetz, an een zwëscht dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an der Universitéit betreffend d'Formatiounen an d'Fuerschung am Beräich vun de Sciences de l'éducation.

ad 2. Déi zwee Aarbechtsgruppe wäerte bis Enn dëses Joers hir Aarbechten ofschléissen, esou dass d'nächst Joer da punktuell Gesetzesännerunge kënnen preparéiert ginn.

ad 3. Zum jëtzege Zäitpunkt kann een dozou nach näischt Konkreetes soen.

ad 4. Momentan kann een dozou näischt soen, well d'Aarbechte vum erwänten Aarbechtsgrupp zwëscht dem Educatiounsministère an der Universitéit nach net ofgeschloss sinn.

Gestion des débris spatiaux | Question 3010 (09/10/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Sécherheet vum Zougang zum Weltraum, besonnesch an der Niddereger Äerdmlafbunn (Low Earth Orbit, LEO), ass vu fundamentaler Wichtigkeet fir déi lëtzebuergesch Weltraumwirtschaft, déi duerch Entreprisé wéi SES an duerch d'SpaceResources.lu-Initiativ staark positionéiert ass. Eng rezent Analys, déi an der Press presentéiert gouf, weist awer, datt trotz enger globaler Verbesserung vum Verhalen a Bezuch op d'Vermeidung vun neiem Weltraumschrott an den LEO-Bunnen, ee bedeitende globalen Acteur – d'Volleksrepublik China – seng Aktivitéite weiderféiert, déi zu engem héijen Deel zu neiem Schrott bäidroen. Dëst onverantwortlecht Behuele bedreet déi laangfristeg Nohaltegkeet an d'Sécherheet vun de Weltraumaktivitéiten op enger internationaler Skala, woubäi d'Kessler-Syndrom, wou eng Kette vu Kollisiounen zu engem onbenotzbaren LEO-Ëmfeld féiert, eng reell Gefor duerstellt. Lëtzebuerg huet bilateral Kooperationssofkomme mat China an ass gläichzäiteg e Supporter vun den europäeschen a multilaterale Kaderwierker wéi der UNO. Et ass dofir néideg, d'Strategie vun der Regierung ze kennen, fir dës Diskrepanz unzegoen an d'national Interëte vun der Weltraumwirtschaft ze schützen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wat ass déi aktuell Positioun vun der Lëtzeburger Regierung zu der Diskrepanz am Verhalen vun de grouse Weltraumacteuren a Bezuch op d'Generéiere vu Weltraumschrott an der LEO-Ëmlafbunn?
2. Ass d'Thema vun der Nohaltegkeet a vun der Reduktioun vum Weltraumschrott en integralen Deel vun de lafende Kooperationssofkommenen tëschent Lëtzebuerg an der Volleksrepublik China am Weltraumberäich?
3. Wéi eng konkret Schrëtt huet d'Regierung op bilateralem Niveau (mat China an anere Schlëssel-Acteuren) an op multilateralem Niveau (EU, ESA, UNO/

COPUOS) ënnerholl, fir eng global Konformitéit mat de Standarde fir d'Reduktioun vum Weltraumschrott ze erreechen?

4. Wéi gëtt an de Prozedur vum der Luxembourg Space Agency (LSA) a mam Gesetz vum 15. Dezember 2020 iwwer Weltraumaktivitéite garantéiert, datt Lëtzebuerger Acteuren oder déi vu Lëtzebuerg aus autoriséiert Operatiounen international Best Practices (wéi zum Beispill d'25-Joer-Reegel fir d'Deorbitatioun) strikt respektéieren?

5. Wéi eng Investissementen an Technologie fir d'Iwwerwachung (Space Situational Awareness, SSA) oder d'Ewechhuelen (Active Debris Removal, ADR) vu Weltraumschrott ënnerstëtzt Lëtzebuerg iwwer d'LSA oder iwwer d'Finanzéierungs-Instrumenter?

Réponse (04/11/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Enn 2022 gouf Weltraum-Politik a -Strategie fir d'Joren 2023–2027⁹ ugehol, déi op Nohaltegkeet fokusséiert ass. Ee vun de Pilieren dovun ass „Sustainability in Space“ woumat Lëtzebuerg sech fir e responsabelt Behuelen am Weltraum engagéiert. Doriwwer eraus huet Lëtzebuerg am Mee 2024 d'Zero Debris Charter ënnerschriwwen, déi sech fir e sécheren an nohaltege Weltraum asetzt.

ad 2. Lëtzebuerg huet kee Kooperatiounsofkommes méi mat China am Space-Beräich, dat fréiert Ofkommes ass ofgelaf. De Volet vum Space Situational Awareness (SSA) ass üblecherweis ee vun de Sujeten an den Ofkommessen, déi Lëtzebuerg mat anere Länner ënnerschreift.

ad 3. D'Problematik vum der Nohaltegkeet am Weltraum kann net um Niveau vum engem eenzele Land geregelt ginn. D'UNO ass de Kader wou dës Diskussiounen stattfannen. Lëtzebuerg ass dofir och Deel vun den Aarbechtsgruppe vum der UNO, déi sech mam Thema vum der Weltraum-Nohaltegkeet beschäftegen.

ad 4. D'LSA analyséiert am Kader vun dëser Prozedur, wéi eng Standarden oder „best practices“ vum Operateur benotzt an applizéiert ginn. D'Decisioun, fir eng Autorisatioun ze ginn, läit beim Wirtschaftsminister a gëtt op enger Linn mat der Weltraum-Politik a -Strategie geholl, op déi an der Äntwert op d'Fro 1 verwise gouf.

ad 5. D'Participatioun vu Lëtzebuerg an den ESAs-Programmer erméiglecht d'Entwécklung vun Technologien an deene Beräicher. 5 Entreprisë sinn zu Lëtzebuerg spezifesch an dëse Beräicher aktiv, dovun ginn der 3 iwwert ESA-Projekte finanziell ënnerstëtzt.

Délai de citation en matière pénale | Question 3011 (09/10/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Sëtzung vum der Justizkommissioun vum 25. September 2025 goufen d'Vertrieder vum Conseil de l'Ordre des avocats zu de geplangte Modifikatiounen vum Code pénal a Code de procédure pénale gehéiert, besonnesch am Kader vum der Mini-Instruktioun. D'Diskussioun huet sech haaptsächlech ëm d'Effikassitéit vum der Prozeduren an d'Garantie vum den Droits de la défense gedréit. D'Affekoten hu Bedenken iwwer d'Implicatiounen vum der erweiderten Mini-Instruktioun op de Contradictoire geäussert, notament wat den Zougang zum Dossier ugeet.

E weesentleche Punkt, dee vum Conseil de l'ordre an deem Kontext ugeschwat gouf, betrëfft den Zäitraum

tëscht der Citatioun an der Audienz („délai de citation“) virun der Jurisdiction du fond, deem am Code de procédure pénale op aacht Deeg miniméiert ass, an deem doduerch keng korrekt Virbereedung vum der Verdeedegung erlabe géif. An der Sëtzung vum 9. Oktober vum der Justizkommissioun hu Vertrieder vum Parquet dëst nuanciéiert a vu méi laangen Delaien an der Praxis geschwat. Eng statistesch Analys vum Délai de citation a Relatioun zu der Jurisdiction compétente wier entscheidend, fir d'Effizienz vum aktuelle System genee aschätzen ze kënnen.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi eng statistesch Donnéeë leie vir iwwer den duerchschnëttlechen Zäitraum tëscht dem Emissiounsdatum vum enger Citatioun an dem Datum vum der éischter Audienz („délai de citation“) pro Jurisdiction du fond (Tribunal d'arrondissement, Cour d'appel) an de leschte fënnf Joer (2020–2024), ënnerdeelt no Prozedurtyp (Mini-Instruktioun versus klassesch Instruktioun)?

2. Gëtt et analytesch Donnéeën iwwer d'Zuel vum der Rapporten vum Affäre virun de Juridictions correctionnelles an de leschte fënnf Joer, bei deenen d'Ursaach fir de Rapport en ze kuerzen „délai de citation“ war, wéi d'Affekotevertrieder an hirer Auditatioun ugeschwat hunn?

Réponse (05/11/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Den duerchschnëttlechen Zäitraum tëscht dem Emissiounsdatum vum enger Citatioun an dem éischten Audienzdatum, ausgedréckt an Deeg, stellt sech an der éischter Instanz esou duer: [†]

Den Tableau ënnerscheet tëscht dräi Aarte vum Affären:

- Affären, déi op d'mannst eng Mini-Instruktioun enthalten, awer keng klassesch juristesche Instruktioun;
- Affären, déi op d'mannst eng juristesche Instruktioun enthalten (mat oder ouni Mini-Instruktioun);
- Aner Affären (ouni Instruktioun, ouni Mini-Instruktioun).

Wat déi zweet Instanz ugeet, ass d'Prozedur identesch, egal wéi eng Enquête- oder Instruktiounsform gewielt gëtt: [†]

Fir d'Berechnung vum der Duerchschnëttsdauer vum der Citatioun, si just déi kriminell an déi correctionnell Affäre berücksichtegt ginn.

Et ass och ze bemierken, datt den Datum vum der Ausstellung vum der Citatioun net dem Empfangsdatum beim Empfänger entsprécht. Dësen Empfangsdatum ass am informatesche System net erfaasst.

ad 2. Et existéiert aktuell keng systematesch oder automatiséiert Erfaassung vum Motiv vum dem Rapport vum enger Affär. Laut de Geriichter an der Justizverwaltung ass déi grouss Majoritéit vun den Neifsetzungen net op een ze kuerze Citatiounsdelai zeréckzeféieren. Villméi ass d'Ursaach dacks d'Tat-saach, datt eng vun de Parteien – wéi de Beschëllegten, Zeien, Expert, Zivilpartei oder Affekot – weinst Krankheet oder engem Auslandsopenthalt net ka präsent sinn.

Tables à langer dans les toilettes pour hommes | Question 3012 (09/10/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eis Gesellschaft huet sech an de leschte Joerzëngten däitlech weiderentwéckelt, a mat hir och d'Familljestruckturen an d'Opdeelung vum den elterlechen Aufgaben. D'Roll vum de Pappen an der aldeegelecher

Betreiung vum de Kanner ass keng Ausnam méi, mee eng Norm, déi et ze férdere géillt. Genee esou si Famillje mat engem elengerzéiende Papp oder gläichgeschlechtlich Koppelen eng Realitéit an eisem Zesummeliewen.

Leider spigelen eis ëffentlech Infrastrukturen dës Entwécklung nëmmen äusserst seelen erëm. Dat quasi systematesch Feele vu Wéckeldëscher an den Toilette fir Männer stellt eng konkreet Barriär fir eng gläichberechtegt Elterenschaft duer. Et zwéngt Pappen an aner männlech Begleetpersounen an onconfortabel an onwierdeg Situatiounen, sief et, andeems se hiert Kand um Buedem, op enger ëffentlecher Bänk oder zeréck an hirem Auto wéckele mussen.

Dës infrastrukturell Lacune verstärkt de Stereotyp, datt d'Fleg vu kleng Kanner ausschliesslech an d'Responsabilitéit vum de Frae fale géif. Fir d'Gläichstellung vum de Genren an der Praxis ze garantéieren, ass et absolut noutwenneg, datt eis ëffentlech Plazen un d'Realiteit vum alle Familljen ugepasst ginn.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir den Interieur a fir Gläichheet tëscht Geschlechter an Diversitéit dës Froe stellen:

1. Verfüügt d'Regierung iwwer Donnéeën oder en Inventaire iwwert d'Zuel vum ëffentleche Gebaier oder ëffentlech zougängleche Plazen (Restauranten, Akafszentren asw.), déi aktuell mat Wéckeldëscher op de Männertoiletten equipéiert sinn?

2. Wat sinn déi aktuell legal oder reglementaresch Bestëmmungen, op nationalem oder kommunalem Niveau, déi d'Flicht zur Installatioun vu Wéckeldëscher encadréieren? Gëtt heibäi en Ënnerschied nom Geschlecht gemaach?

3. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt eng inklusiv Infrastruktur, besonnesch duerch d'Presenz vu Wéckeldëscher, déi fir all Elterendeeler zougänglech sinn, en essenziell Element ass, fir d'Gläichstellung vum de Genren an d'Wuelbefanne vum Kand ze férdere?

4. Gesäit d'Regierung vir, legislativ oder reglementaresch Moossnamen ze ergreifen, fir d'Installatioun vu Wéckeldëscher an de Männertoilette bei Neibauten oder bei grössere Renovatiounen vu ëffentlech zougängleche Plazen obligatoresch ze maachen?

5. Am Kader vum den Aarbechten um Gesetzesprojet 8480, wier d'Regierung bereet, dës Fuerderung opzegräifen an a Form vum engem Amendement anzubringen? Wa jo, wéi ee Ministère wier zoustänneg, fir esou eng Initiativ ze leeden a bannent wéi engem Zäitraum kéint dës ëmgesat ginn?

Réponse (11/11/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Regierung verfüügt net iwwer entsprecheend Donnéeën.

ad 2. Et gëtt keng generell Obligatioun fir d'Installatioun vu Wéckeldëscher. Eng entsprecheend Obligatioun ass just an den Artikelen 29 an 30 vum „règlement grand-ducal du 20 décembre 2001 portant exécution des articles 1^{er} et 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de structures d'accueil sans hébergement pour enfants“ gemaach, wou eng Installatioun vum engem Wéckeldëscher an de Buedzëmmer vu spezifische Betreiuungsstrukture fir Kanner virgesinn ass, woubäi keen Ënnerschied nom Geschlecht gemaach gëtt.

⁹ <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2022/12-decembre/strategie-spatiale-2023-2027.pdf>

ad 3. D'Regierung steet fir eng Gläichstellungspolitik, déi Akzenter an der sougenannter Care-Aarbecht setzt, dat heescht déi Aarbechten, déi bei der Suerg a Virsuerg, der Fleeg a Betreierung vu Familljemembere, y compris Hausaarbecht, Krankfleeg, Kannererzëhung a Kannerbetreierung, ufalen.

Wat d'Erzëhung vun de Kanner betrëfft, sou weisen d'Zuelen aus dem Observatoire de l'égalité des genres vum Gläichstellungsministère iwwert de Congé parental vun 2017 bis 2024 e kloren Trend no uewe bei de Pappen, déi besonnesch de sougenannten zweete Congé parental an Usproch huelen. Aner wichteg Indicateure sinn den Taux vun der Deelzäit-aarbecht bei de Männer oder nach d'Unzuel vun de Stonnen, wou d'Pappen sech an der Moyenne an der Woch ëm d'Garde vun de Kanner an ëm d'Kannererzëhung këmmere.

Dës Entwécklung kënnen dorop hiweisen, datt sech d'Rolleverdeelung an de Familljen no an no verännert an d'Pappen sech haut verstärkt wëllen an der Kannerbetreierung abréngen. Et ass wichteg, datt sech dës haut och am Kader vun enger inklusiver, öffentlecher Infrastruktur an am öffentlecher Liewe muss erëmispigelen.

ad 4. a 5. Am Kader vun der Ausaarbechtung vum nationale Bautereglement wäert d'Regierung eng Disposition virgesinn, déi festleet, datt Wéckeldëscher an neutrale Raim solle virgesi ginn, déi fir jiddereen zougänglech sinn, an net nëmme an den Toilett fir Männer oder Fraen. De Gesetzesprojet Nr. 8480 bezitt sech op d'Beschleunegung vun den administrativen Prozeduren am Baubereich. Hien eegent sech deemno net dozou, eng Bestëmmung anzeféieren, déi d'Installatioun vu Wéckeldëscher an engem spezifische Kader reegelt.

Liaison directe entre le Canada et le Luxembourg | Question 3013 (10/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Air Canada informéiert an engem Communiqué, dass si nei transatlantesch Strecken op verschidden Destinatiounen an Europa plangen. Op der Kaart, déi an deem Communiqué ze gesinn ass, ass ee Fragezeichen iwwert dem Territoire vu Lëtzebuerg ze gesinn. Aktuell existéiere schonns international Verbindungen tëschent Lëtzebuerg an aussereuropäesche Länner.

An deem Zusammenhang wëllt ech de Ministere fir Tourismus a fir Wirtschaft dës Fro stellen:

– Wäert de Findel eng Verbindung mat Kanada kréien?

Réponse (06/11/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

lux-Airport ass stänneg mat Fluchgesellschaften fir nei Flugverbindungen am Kontakt.

Ech géif eng direkt Fluchverbindung a Richtung Nordamerika, notament Kanada oder USA, begrëssen, well se zur Stärkung vun der Connectivitéit vum Fluchhafen féiere géif. Besonnesch och well staark wirtschaftlech Lienen iwwert den Atlantik bestinn.

D'Entscheidung, fir d'Fluchverbindung ze operéieren, gëtt awer vun de Fluchgesellschaften selwer geholl.

Nodeems si hir Entscheidung geholl hunn, wäerte si déi och öffentlech maachen.

Reprise progressive du travail | Question 3014 (10/10/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

La loi du 10 août 2018 modifiant le Code du travail et le Code de la sécurité sociale en matière de maintien

du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité prolongée prévoit que l'assuré peut, avec l'accord de son employeur, soumettre à la Caisse nationale de santé une demande de reprise progressive du travail pour raisons thérapeutiques si la reprise de travail et le travail effectué sont reconnus comme étant de nature à favoriser l'amélioration de l'état de santé de l'assuré, sous condition d'avoir eu une incapacité de travail de plus d'un mois sur les 3 derniers mois.

Il s'avère que depuis quelques mois, les demandeurs d'une reprise progressive du travail sont confrontés à de graves difficultés pour avoir les autorisations requises.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Quelles sont les raisons de ces retards alors que de telles difficultés n'existaient pas dans le passé ?

– Comment le Gouvernement entend-il remédier, en concertation avec les services concernés, à cet état des choses ?

Réponse (04/11/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

La loi du 10 août 2018 modifiant le Code du travail et le Code de la sécurité sociale (CSS) en matière de maintien du contrat de travail et de reprise progressive du travail en cas d'incapacité prolongée a complété l'article 14 du CSS comme suit :

« Sur base d'un certificat médical de son médecin traitant, l'assuré en incapacité de travail peut, avec l'accord de son employeur, soumettre à la Caisse nationale de santé une demande de reprise progressive du travail pour raisons thérapeutiques si la reprise du travail et le travail effectué sont reconnus comme état de nature à favoriser l'amélioration de l'état de santé de l'assuré. »

Le commentaire de l'article tel que repris dans le projet de loi y relatif explique que « [l]a présente modification de l'article 14 du Code de la sécurité sociale a pour objet de prévoir la possibilité pour l'assuré, qui est encore malade, de reprendre son activité professionnelle, avec un travail aménagé et adapté quant au temps de travail et/ou quant aux tâches à son état de santé, lorsque la reprise progressive du travail est de nature à favoriser le processus de guérison ».

Le dispositif en question nécessite ainsi l'intervention d'un médecin du travail, de préférence celle du médecin du travail en charge du demandeur de la reprise progressive du travail (RPTRT) parce que c'est lui qui connaît le poste de travail visé.

Depuis le début de l'année 2025, le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) ne dispose plus d'une compétence en médecine du travail. Depuis lors, le demandeur de la RPTRT doit s'adresser au Service de santé au travail compétent afin que son poste de travail soit aménagé et adapté à son état de santé (temps de travail et/ou tâches). Cette modification explique les retards actuels.

Une concertation avec les différents services de santé au travail est actuellement en cours. Lors de ces échanges, une solution fut élaborée avec les services suivants : Service de santé au travail multisectoriel (STM), Association pour la santé au travail des secteurs tertiaire et financier (ASTF) et ArcelorMittal. La mise en application de cette solution sera réalisée dans les semaines à venir.

Communication entre les citoyens et les autorités publiques | Question 3015 (10/10/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Ben Polidori (LSAP)

La Cour constitutionnelle belge a récemment consacré, par un arrêt du 27 juin 2025, le droit au « non-numérique » dans les relations entre les citoyens et les autorités publiques. Elle impose à l'État belge de garantir, de manière cumulative, la possibilité d'effectuer toute démarche administrative par voie non numérique – à savoir via un guichet physique, une ligne téléphonique et une voie postale – afin de ne pas discriminer les personnes en situation de vulnérabilité numérique.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

– Ces trois modes de contact – guichet, téléphone, courrier – sont-ils actuellement garantis dans toutes les administrations et établissements publics au Luxembourg ?

– Dans la négative, quelles sont les entités qui ne prévoient pas ces alternatives ?

– Le Gouvernement entend-il préserver, à moyen et long terme, l'accès non numérique aux services administratifs, afin d'assurer une égalité d'accès pour tous les citoyens, y compris ceux qui ne maîtrisent pas les outils numériques ou qui n'y ont pas accès ?

Réponse (07/11/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

Les informations concernant les deux premières questions ne sont pas collectées de manière centralisée, c'est pourquoi elles ne peuvent pas être mises à disposition sous une forme compilée. Le Gouvernement s'est engagé, dans la mesure du possible, de garantir que les démarches administratives puissent être réalisées par voie numérique et non numérique.

Parallèlement aux initiatives pour faire évoluer continuellement le portail myguichet.lu, le Gouvernement s'est engagé de veiller à maintenir un service d'accueil physique. C'est dans ce contexte que le CTIE a lancé en juin 2025 un marché public en vue de mettre en place un concept de décentralisation du bureau d'accueil physique « guichet.lu » et de réaliser des guichets de proximité dans différentes régions du pays afin d'assurer un accès non numérique à tous les citoyens.

« Catcalling » | Question 3016 (10/10/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

En France, depuis 2018, l'outrage sexuel – communément appelé « harcèlement de rue » – constitue une infraction pénale spécifique, punissant les comportements à connotation sexuelle ou sexiste qui portent atteinte à la dignité ou créent un sentiment d'insécurité dans l'espace public. Cette législation vise notamment les propos, gestes ou comportements intrusifs, sans contact physique, qui visent particulièrement les femmes.

En Belgique, une loi contre le sexisme dans l'espace public est entrée en vigueur le 3 août 2014. Selon la loi, « toute personne ayant un comportement ou un geste, en public ou en présence de témoins, visant à considérer une personne comme inférieure ou à la mépriser en raison de son sexe ou encore de la réduire à sa dimension sexuelle, peut être punie ».

En Allemagne, une initiative similaire est actuellement à l'étude pour réprimer le « catcalling » comme une forme de harcèlement sexuel verbal. Ces démarches s'inscrivent dans une reconnaissance croissante du besoin de protéger l'espace public comme lieu sûr pour toutes et tous.

Au Luxembourg, ce type de comportement, bien que répandu, ne fait actuellement pas l'objet d'une

incrimination spécifique. Or, nombreuses femmes rapportent adapter leur comportement, leur tenue ou leurs itinéraires pour éviter ce type d'agressions verbales, affectant ainsi leur liberté de mouvement et leur sentiment de sécurité.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de données récentes ou d'études sur la fréquence des comportements de harcèlement du type « catcalling » au Luxembourg, et leur impact sur les victimes, notamment les femmes ?

2) Le cadre juridique en vigueur permet-il actuellement de poursuivre de tels comportements ? Si oui, en vertu de quels articles du Code pénal, et dans quelles conditions concrètes ces poursuites peuvent-elles aboutir ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il une réforme législative visant à introduire un délit autonome d'outrage sexuel dans l'espace public, similaire à celui en vigueur en France, afin de mieux protéger les victimes et d'encadrer les comportements inappropriés ? Dans l'affirmative, quels seraient les critères retenus pour caractériser un tel délit ?

Réponse (18/11/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Il faut noter que même si, actuellement, le dispositif pénal ne prévoit pas d'incrimination spécifique du phénomène de « catcalling », des poursuites pénales du chef d'injures (délit ou contravention), à combiner éventuellement à la circonstance aggravante prévue par l'article 80 du Code pénal, pourraient être envisagées en fonction des circonstances particulières de chaque affaire, à apprécier in concreto au cas par cas. Cela dépend des propos tenus, des paroles prononcées et du caractère injurieux ou outrageant qu'elles revêtent. Si les paroles ont été accompagnées de gestes obscènes, la qualification pénale d'outrage public aux bonnes mœurs pourrait également être envisagée. S'il s'agit de comportements répétés vis-à-vis d'une même victime, l'incrimination de harcèlement obsessionnel pourrait être prise en considération.

À ce jour, les parquets de Luxembourg et de Diekirch n'ont pas connaissance de dépôts de plainte pour ce genre de comportements. Comme jusqu'à présent, des poursuites pénales dans le cas de figure de « catcalling » n'ont donc pas encore été exercées, il est difficile de prédire quelles seraient les chances d'aboutir à une condamnation.

La prévention et la lutte contre les violences fondées sur le genre – dont le harcèlement – constituent clairement une priorité gouvernementale. À cet égard, le 20 juin 2025, le Gouvernement a adopté le premier Plan d'action national « Violences fondées sur le genre » (PAN), reposant sur les quatre piliers de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, dite « Convention d'Istanbul » : prévention, protection, poursuites et politiques intégrées.

Dans ce cadre, le PAN prévoit huit mesures stratégiques axées sur la formation, la sensibilisation, le cadre légal pour la protection des victimes, la responsabilisation des auteur-e-s, la prise en charge des victimes et des auteur-e-s, la collecte des données, la gouvernance des politiques luttant contre toutes les formes de violence ainsi que la solidarité internationale.

Actuellement, le plan comporte 62 projets à mettre en œuvre par 10 ministères.

Parallèlement, le Ministère de la Justice mène une analyse continue visant à apprécier l'opportunité de modifications supplémentaires du Code pénal, en complément des mesures déjà prévues par le Plan d'action national (PAN) dont p. ex. l'introduction de dispositions renforçant la lutte contre le harcèlement en ligne. Cette démarche s'inscrit dans la volonté de renforcer l'efficacité et la cohérence du dispositif répressif à l'égard de toutes formes de violence, en particulier la violence psychologique et inclut les différents phénomènes de harcèlement dans l'espace public.

Infractions pénales à caractère politique |
Question 3017 (10/10/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Un rapport récemment présenté par les autorités allemandes a révélé une augmentation sans précédent des infractions pénales à caractère politique, en particulier des actes de violence motivés par des idéologies extrémistes. Le rapport met en évidence le lien entre les tensions géopolitiques et la hausse d'actes antisémites ou d'autres infractions à motivation idéologique. Des mouvements radicaux, notamment issus de la jeunesse d'extrême droite, semblent également émerger.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Premier ministre :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de données sur l'évolution des infractions pénales à caractère politique au Luxembourg au cours des dernières années, notamment en ce qui concerne les actes antisémites, racistes ou motivés par une idéologie religieuse ou extrémiste ?

2) Dans quelle mesure les services de police et de renseignement évaluent-ils l'impact potentiel des conflits géopolitiques actuels sur la sécurité intérieure au Luxembourg ?

3) Le Gouvernement a-t-il identifié des signes préoccupants concernant l'émergence de groupes extrémistes au Luxembourg ?

4) Les effectifs au sein de la magistrature et du parquet sont-ils jugés suffisants pour faire face à une éventuelle augmentation du contentieux en matière de criminalité politique ou idéologique ?

5) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer les moyens de prévention, de renseignement ou de répression face à la polarisation croissante observée dans plusieurs sociétés européennes ?

Réponse (18/11/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La situation luxembourgeoise en matière d'infractions pénales à caractère politique se distingue significativement de celle observée dans les pays limitrophes, notamment l'Allemagne et la France. À ce jour, aucun groupement organisé au Luxembourg ne présente de caractéristiques extrémistes (droite ou gauche) laissant présager des actes de violence.

Un seul cas récent de violence, dont la motivation pour des idéologies religieuses ou extrémistes reste à être prouvé et dont l'enquête judiciaire est encore en cours, a été recensé par la Police grand-ducale. Des enquêtes pénales antérieures ont concerné des individus isolés radicalisés ou affiliés à des mouvements d'extrême droite. Ces procédures ont abouti à des

condamnations judiciaires ou à des mesures alternatives, telles que l'orientation vers le programme de prise en charge proposé par l'ASBL SOS Radicalisation « respect.lu ».

La situation diffère considérablement en ce qui concerne les infractions commises en ligne. L'augmentation du nombre d'utilisateurs des réseaux sociaux s'accompagne logiquement d'une hausse des risques d'infractions pénales en ligne. Des internautes, se croyant protégés par l'anonymat, dépassent les limites de la liberté d'expression.

Le nombre de signalements transmis à la police par le biais de la plateforme Internet « BEE SECURE » a considérablement augmenté depuis les événements tragiques du 7 octobre 2023 et ses conséquences au Proche-Orient, qui peuvent susciter du discours de haine antisémite ou raciste sur les réseaux sociaux.

En vertu du principe de l'opportunité des poursuites, le parquet décide des suites à donner à chaque signalement. Comme il a été expliqué dans des réponses à des questions parlementaires antérieures, notamment les questions n° 2472 et 2486, les statistiques de la police reprennent toutes les formes d'incitations à la haine sans effectuer de distinction des critères protégés (origine, couleur de peau, sexe, orientation sexuelle, changement de sexe, identité de genre, situation de famille, âge, état de santé, handicap, mœurs, opinions politiques ou philosophiques, activités syndicales, appartenance/non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée).

En ce qui concerne l'analyse quantitative, il convient de souligner qu'il n'est pas aisé de fournir des données chiffrées précises et pleinement représentatives en matière d'infractions à caractère politique. La difficulté résulte du fait que les articles 457-1 et suivants ainsi que l'article 80 du Code pénal, qui couvrent les faits visés par la question, renvoient à l'article 454 du même code. Ce dernier énumère une série de critères de discrimination tels que le sexe, la couleur de peau, la religion, les opinions politiques, etc., qui vont au-delà des seuls motifs d'ordre politique évoqués dans la question parlementaire.

Lors de l'enregistrement de ces infractions dans l'outil de gestion informatique des dossiers du parquet (JU-CHA), cette distinction entre ces différents éléments n'est pas effectuée. Dès lors, les recherches dans cette base de données ne permettent pas d'isoler les cas fondés sur un motif politique.

Les statistiques[†] présentées ci-dessous permettent néanmoins d'identifier le nombre total de condamnations définitives prononcées au cours des cinq dernières années pour incitation à la haine (article 457-1 du Code pénal) et pour discrimination (articles 454 à 456 du même code), toutes motivations confondues :

Ces chiffres sont établis sur la base des décisions coulées en force de chose jugée enregistrées au casier judiciaire.

Le parquet constate une légère augmentation des dossiers liés au discours de haine en lien avec le conflit israélo-palestinien. Toutefois, cette évolution demeure limitée et ne saurait être qualifiée de significative ou « sans précédent », contrairement à ce qui est suggéré dans la question parlementaire.

ad 2) Les conflits géopolitiques ont souvent un effet galvanisant sur les mouvements extrémistes en Europe. À travers des conflits extérieurs, des clivages sont importés sur le sol européen et sont délibérément instrumentalisés par des mouvements extrémistes. Les mouvements extrémistes tentent d'attiser les fractures internes d'une société, renforcer des

narratifs simplistes et affaiblir la confiance dans les institutions démocratiques.

À cela s'ajoute que les guerres perçues comme des attaques contre une religion ou une identité peuvent nourrir un cycle symétrique de radicalisation violente entre les adhérents de cette religion/identité et leurs opposants. Tandis que le Luxembourg n'est pas à l'abri de ces menaces, le risque de matérialisation est moins accentué que dans d'autres pays européens.

Le groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme (GCT) évalue continuellement la menace sur le territoire national selon un rythme adapté à l'évolution de la situation nationale et internationale.

La composition du GCT comporte les personnes suivantes :

- le Haut-Commissaire à la protection nationale, président du GCT ;
- le directeur général de la Police grand-ducale ;
- le directeur du Service de renseignement de l'État ;
- le procureur général d'État ;
- le procureur d'État à Luxembourg ;
- un représentant du Ministère des Affaires intérieures ;
- un représentant du Ministère de la Justice ;
- un représentant du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur.

Le GCT communique au Gouvernement son évaluation de la menace en s'appuyant sur une description de sa gravité et de sa vraisemblance. À partir de cette évaluation, une proposition de niveau d'alerte est soumise au Gouvernement qui détermine le niveau d'alerte applicable sur le territoire.

Parallèlement, le Service évaluation du risque de la Police grand-ducale, ensemble avec d'autres services policiers et le SRE, assurent un suivi journalier des mouvements et groupements actifs sur les réseaux sociaux.

ad 3) Concernant l'émergence de groupes extrémistes au Luxembourg, des enquêtes ont été ouvertes au Luxembourg concernant des activités liées au phénomène dit « Pêdo-Hunt », lié traditionnellement au milieu d'extrême droite. Une première analyse de différents faits n'a pas permis d'établir de lien entre eux et le degré de radicalisation des personnes impliquées dans ces affaires est, à ce jour, jugé relativement faible.

Les efforts de surveillance sont maintenus afin de détecter toute émergence de tels mouvements.

Par ailleurs, la présence d'auteurs affiliés à des groupes extrémistes connus tels que « Com network », « 764 » et « O9A, Order of Nine Angels » n'a pas été détectée à ce jour sur le territoire luxembourgeois. Les efforts des autorités concernées sont maintenus afin de détecter en temps utile toute émergence de tels mouvements.

La détection précoce d'individus radicalisés par la propagande extrémiste violente reste une des priorités du Service de renseignement de l'État (SRE). Le SRE constate depuis plusieurs années une évolution significative des modes opératoires des groupements extrémistes qui se sont réorientés vers des mineurs et s'appuient largement sur les espaces numériques. Détecter des personnes de plus en plus jeunes, radicalisées par le biais d'Internet et des réseaux sociaux, susceptibles de basculer dans l'action violente, demeure un enjeu majeur pour le SRE et la Police grand-ducale.

À cela s'ajoute que les autorités compétentes sont confrontées à une diversification d'idéologies à

caractère violent. Ces idéologies peuvent être axées entre autres sur l'opposition à l'autorité et aux institutions étatiques, des théories conspirationnistes ou encore la xénophobie. Souvent, les auteurs d'actes violents adhèrent à plusieurs idéologies simultanément ou basculent de l'une à l'autre. À cela s'ajoute que la fascination pour la violence peut jouer un rôle plus important que l'idéologie elle-même. Une décentralisation générale des structures extrémistes complique la détection précoce de personnes susceptibles à commettre des actes violents.

ad 4) Le Gouvernement poursuit les grands efforts entamés à renforcer les effectifs au sein de la magistrature pour remédier à la pénurie de personnel au sein de la magistrature et pour garantir le bon fonctionnement du système judiciaire. Cependant, au regard des données présentées ci-dessus, les autorités judiciaires estiment que les effectifs sont actuellement suffisants pour traiter le contentieux existant dans ce domaine-ci.

ad 5) Le Gouvernement veille constamment à adapter le dispositif des administrations concernées pour contrer de manière efficace les menaces émanant des phénomènes précités, en leur attribuant les moyens nécessaires en termes de ressources humaines, de formations du personnel et d'équipements techniques.

S'y ajoutent les initiatives visant à accroître la résilience de notre société démocratique et qui font et feront partie de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de résilience.

Quant au volet répressif, le Gouvernement ne dispose à ce jour d'aucun élément indiquant que les infractions prévues par le droit pénal commun seraient insuffisantes pour réprimer les comportements à caractère haineux, discriminatoire ou extrémiste.

Les dispositions du Code pénal, notamment ses articles 454 à 457-1, couvrent déjà un large éventail d'infractions liées à la discrimination, à l'incitation à la haine ou à la violence, quelle qu'en soit la motivation. Ces infractions peuvent, le cas échéant, donner lieu à des poursuites pénales et à des sanctions adaptées à la gravité des faits constatés.

Cependant, le Gouvernement demeure attentif à l'évolution de ces phénomènes et n'exclut pas de prendre les initiatives appropriées si la situation devait l'exiger à l'avenir.

Réactivité de la Caisse nationale d'assurance pension | Question 3018 (10/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An de leschte Méint hunn sech d'Plaintë vu Bierger iwwert déi extreem schlecht Erreechbarkeet vun der Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) geheeft. Vill Persounen bekloen sech, dass et quasi onméiglech ass, telefonesch un d'CNAP ze kommen, E-Maile systematesch onbeäntwert bleiwen oder souguer ageschriwwen Bréiwer respektiv E-Recommandéen, déi mat zousätzleche Käschte verbonne sinn, net ugeholl ginn.

Dës Situatioun ass besonnesch problematesch, well et sech ëm eng effentlech Verwaltung handelt, déi wichteg Leeschtungen geréiert a mat där d'Bierger mussen dacks dréngend Froen oder Problemer kläre kënnen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Fro stellen:

1. Kann d'Ministesch méi detailléiert iwwert dës systematesch an unhalend Kommunikatiounsproblemer bei der CNAP informéieren?

2. Wéi erkläert d'Ministesch, dass souguer ageschriwwen Bréiwer oder E-Recommandéen vu Bierger net ugeholl ginn?

3. Wéi eng konkreet Moossname gedenkt d'Ministesch ze huelen, fir d'Erreechbarkeet an d'Reaktivitéit vun der CNAP ze verbesseren?

4. Gëtt et Pläng, fir zousätzlech Personal anzesetzen oder d'intern Prozeduren ze optimiséieren?

5. Wéi gedenkt de Ministère sécherzestellen, dass d'Bierger an Zukunft bannent engem akzeptablen Delai eng Äntwert op hir Ufroen kréien?

Réponse (07/11/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Spéitstens am Kader vun der breeder Consultatioun zur Zukunft vun eiser Alterssofsécherung hu Froen zu de Pensioune méi Opmierksamkeet kritt. Domadder ass d'CNAP, d'Pensiounskeess, an der Aktualitéit méi präsent an ass och méi sollicitéiert gi wéi dat virun de Fall war. Sait 2019 informéiert de Rapport annuel vun der CNAP iwwert hir Aarbecht an d'Zuele vun Appellen (+11 % iwwert déi lescht 3 Joer), vum Courrier (+27 %), vun de Pensiounsmandanten (+15 %), vun den Demandé fir eng Pensiounsestimatioun (-3 %) a vun de Kontakter iwwert den Internet-site (+6 %).

D'Aarbecht vun der Pensiounskeess beschränkt sech awer net aleng op d'Kontakter mam Public. Virun allem ass d'Rekonstitutioun vun internationale Carrièren eng ganz komplex a laangwiereg Prozedur, déi dann och dacks zu méi laangen Delaie bei enger Pensiounsmandante féiere kann. Fir Pensiounen, déi am Joer 2024 ugelaft sinn, stelle sougenannte Carrièren mixtes iwwer 70 % vun all de Carrièren duer.

Duerch d'Quantitéit an d'Komplexitéit vun der Aarbecht kann et virkommen, datt, besonnesch zu Spéitzenzäiten, et net ëmmer méiglech ass zäitno mat engem fräie Mataarbechter verbonne kënnen ze ginn. Fir deem entgéintzewierken a well d'Zuel vun de Mataarbechter begrenzt ass investéiert d'CNAP lafend an technesch Installatiounen, fir um beschtméigleche Stand ze sinn, wat d'Erreechbarkeet iwwer Telefon ubelaangt.

D'CNAP huet rezent dann och, als zousätzlech Offer zu engem Besuch am Guichet an zu den internationale Sprechdeeg mat auslännesche Pensiounskeessen, hiren éischte Pensiounsdag de 14. Oktober 2025 zu Maarnach am Cube 521 ofgehalen, dëst ënnert dem Motto: „Mir komme bei Iech“.

Hei war d'Pensiounskeess disponibel, fir den Assuréeen op Rendez-vous hir spezifesch Froen vu kompetenten Agente beäntweren ze loosse an zesumme mat anere sozialen Institutiounen och méi generell Informatiounen ze liwweren. Weider esou Pensiounsdeeg an de Regiounen vum Land sinn och fir d'Zukunft geplangt.

ad 2. D'Pensiounskeess hält all Courrier un, souwuel per Kontaktformular op hirem Internetsite www.cnap.lu wéi och per einfachen oder ageschriwwene Bréif. Well d'CNAP an de meeschte Fäll confidentiel Donnéeën bearbecht, ginn hir Äntwerte gréisstendeels iwwert de Postwee erausgeschéckt.

ad 3. Iwwert déi lescht Joren huet d'CNAP hir extern Kommunikatioun fundamental iwwerschaaft. Den Internetsite vun der CNAP ass no den neiste RENOV-Konventiounen opgebaut an op Däitsch, Franséisch an Englesch opuffbar. D'Rubrick „Vos questions nos réponses“ traitéiert gängeg Froen vun den Assuréeen am Laf vun hirem Carrière an hirem Pensioun, jee no hirem Liewenssituatioun, a gëtt steeteg ausgebaut.



D'CNAP ass an engem Digitaliséierungs- a Moderniséierungsprozess a wäert an Zukunft och vermeert per Rendez-vous erreechbar sinn. Dëst géif da laang Minutten an der Waardeschlief verhënnern an och eng méi zügig Behandlung vun de Froen oder Léisung vun de Probleemer vum Assuré erluben.

ad 4. De Regierungsrat vum 29. September 2025 huet säin Accord markéiert, fir der Pensiounskeess méi Personal ze gewären. Dat entspréchend groussherzoglecht Reglement ass um Instanzzewe.

ad 5. Fir d'Äntwert op dës Fro verweisen ech op d'Äntwert zu der Fro 3.

Impact de la réforme fiscale projetée sur les finances publiques | Question 3019 (10/10/2025) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Lors du dépôt du projet de budget pour l'exercice 2026, Monsieur le Ministre des Finances a annoncé une réforme du système fiscal dont l'entrée en vigueur est prévue pour 2028. Dans le contexte de cette annonce et sur base des documents budgétaires actuellement disponibles, il paraît important, pour l'exercice du contrôle parlementaire, de disposer de données chiffrées permettant d'évaluer les effets de cette réforme sur les finances publiques et sur la dette publique.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances :

– Le Gouvernement peut-il fournir à la Chambre des Députés des données chiffrées illustrant les effets, sur un plan strictement arithmétique, de la réforme fiscale annoncée sur la trajectoire des finances publiques et de la dette publique ?

Réponse (03/11/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Il est renvoyé à la fiche financière du futur projet de loi qui est en cours d'élaboration. Les chiffres afférents seront budgétisés, comme par le passé, une fois que le projet de loi aura été déposé et que l'impact budgétaire définitif aura donc été déterminé.

Conditions de travail des vétérinaires | Question 3020 (10/10/2025) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

Wéi kierzlech an enger Lëtzebuurger Radiosendung ze héiere war, bestinn nach ëmmer eng Rei vu strukturelle Probleemer am Veterinärberuff. D'Presidentin vun der Association des médecins vétérinaires du Luxembourg (AMVL) huet dobäi op déi schwierig Aarbechtskonditiounen vun de Veterinären am Land higewisen.

Et gëtt ëmmer manner jonk Leit, déi Veterinärmedizin studéieren, a vill Fachleut verloossen de Beruff no e puer Joer erëm. Nieft enger Zounam vun Deelzäit-aarbecht, déi d'Disponibilitéit am Secteur beaflosst, droen och den héijen Aarbechtsdruck an de reegelmäessige „Bashing“ op de soziale Medien dozou bäi, datt de Beruff un Attraktivitéit verléiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet folgend Froen stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Situatioun vum Veterinärberuff zu Lëtzebuerg aktuell an, besonnesch am Kontext vum Personalmangel an der psychescher Belaaschtung?

2. Gëtt et aktuell Initiativen oder geplangte Mesuren, fir d'Aarbechtskonditiounen an d'Wuelbefanne vun de Veterinären ze verbesseren?

3. Wéi vill Veterinären hunn an de leschte fënnf Joer hir Aktivitéit am Land opginn, an huet d'Regierung Kenntniss iwwer d'Haaptursachen?

4. Wéi gesäit d'Kooperatioun tëscht dem Gesondheitsministère an der AMVL aus, fir strukturell Probleemer am Secteur unzegoen?

Réponse (30/10/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Et gëtt keng verlässlech Zuelen iwwer Veterinären, déi an de leschte Joer hir Aktivitéit am Land opginn hunn, doduerch bedéngt, datt d'Veterinären sech net systematesch aus dem gesetzleche Regëster rausmellen. Doriwwer eraus beinhalt dësse Regëster och keng Donnéeën iwwer d'Beschäftegung vun de Veterinären.

Duerch den Austausch mam Collège vétérinaire an der AMVL, ass awer gewosst, datt mëttlerweil vill Veterinären an engem Aarbechtsverhältnis schaffen an och Deelzäit-aarbecht maachen. D'Aarbechtskonditiounen vun dëse Veterinäre sinn deemno um Niveau vun dem Aarbechtsvertrag ze klären.

Fir d'Veterinären an hirer Aarbecht ze ënnerstëtzen, ass geplangt, fir d'Virbereedungsarבעchten hiesichtlech der Kreatioun vum Beruff vum Assistant vétérinaire an der aktueller Legislatur ulafen ze loossen.

Contrôle des finances communales | Question 3021 (10/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An engem Artikel vum 6. Oktober huet den Inneministère Stellung bezunn zu der Affaire ronderëm zousätzlech Krankeversécherunge fir de Schaffero vum der Gemeng Luerenzweiler. Hei gëtt kloer festgehalen, dass et sech bei der Gemeng hei ëm e Feelverhalen handelt, wellecht och esou am Gemeengesetz festgehalen ass.

2018 sinn dës Versécherungen decidéiert ginn, réischt 2023 ass et bei der Kontroll vum Budget vum Inneministère opgefall. Als Erklärung, behaupt e Conseiller aus dem Inneministère, dass ee beim Prinzip vum de Stéchprouwen net alles ka gesinn. Och kann den Inneministère net soen, a wéi ville Gemengen dës och nach de Fall ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froen stellen:

1. Wéi erkläert sech de Minister, dass esou eng däitlech Verletzung vum Gesetz net zu de reegelmäessige Krittäre vun enger Kontroll gehéiert an net éischter opgefall ass?

2. Wäert et säitens vum Inneministère Kommunikatiounen zu dësem Theema an de Finanzen am Allgemenge ginn?

3. Huet de Ministère mëttlerweil Kenntniss doriwwer, a wéi ville Gemengen et dësse Mëssstand gëtt? Falls net, aus wéi enge Grënn a wéini wäert de Ministère dës Kontroll duerchféieren?

Réponse (23/10/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Meng Servicer kontrolléieren d'Konten vun 100 Gemengen, 66 Gemengesyndikater, 30 Offices sociaux a 6 aneren öffentlechen Etablissementer, déi ënner der Iwwerwaachung vun de Gemenge stinn. Et ass net méiglech, all d'Recetten an Dépense vun dësen Entitéiten eenzel ze kucken. Dofir geschitt d'Kontroll vun de Konten op Basis vu Stéchprouwen.

Et ass bei dëse Stéchprouwekontrollen wou d'Bezuele vun Zousazkrankeversécherungen u politesch Mandataire an u Gemengepersonal opgefall ass.

Am Kader vun der Kontroll vun de Gemengekonten goufe bis haut nëmme ganz wéineg Fäll identifizéiert wou Zousazkrankeversécherunge bezuelt gi sinn, esou dass dës Krittäre bis elo nach net systematesch gekuckt ginn ass.

ad 2. An der Circulaire fir d'Gemengebudgeten 2026, déi ech haut un d'Gemenge schécken, ginn ech op den Theema vun onberechtigten Indemnitéiten, Remunerationen an aneren Avantagen an, genau esou wéi op d'Gemengefinanzen am Allgemenge.

ad 3. Grad wéinst dem Fait, dass d'Konten net komplett kënne kontrolléiert ginn, kann de Ministère net mat Sécherheet soen, a wéi vill Entitéiten Zousazversécherunge bezuelt ginn. Et ass awer virgesinn, dass meng Servicer an den nächste Méint, am Kader vun der Kontroll vun de Konten 2024, de Punkt vun den Zousazkrankeversécherungen an aneren onerlaabte Virdeeler verstärkt ënnert d'Lupp wäerten huelen.

Nouvelle coalition à Contern | Question 3022 (13/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Wéi RTL mell, wäert et zu Conter zu engem politesche Wiessel kommen. Déi aktuell Koalitioun, bestoend aus der CSV an LSAP, wäert duerch eng Gambia-Dräierkoalitioun, bestoend aus der DP, LSAP an déi gréng, ersat ginn. Et ass iwwerraschend, dass hei keng Koalitioun tëschent den aktuelle Regierungsparteien zustane komm ass, wéi een aus dem Artikel liese kann.

„Den CSV-Schäffen Yves Loose huet sech iwwerdeems erstaunt gewisen, dass vun den anere Parteie mat him kee geschwat gehat hätt, en vue vun enger neier Koalitioun zu Conter.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

– Huet dat onsolidarescht Handele vun der DP Konsequenzen op d'Vertrauen an der Regierung an Auswirkungen op d'Zesummeschaffe vun der aktueller Regierung?

Réponse (16/10/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

D'Regierungsmembere schaffen, am Interess vum Land, op enger konstruktiver a vertrauensvoller Basis zesummen. D'Verhältnis tëscht den zwou Parteie an der Regierung ass a bleift exzellent.

Alerte de l'OMS sur le recours à la cigarette électronique des 13-15 ans | Question 3023 (13/10/2025) de Mme Nancy Arendt (CSV)

D'Weltgesundheitsorganisatioun (WHO) huet rezent virun de Geforen duerch E-Zigaretten, besonnesch fir Kanner a Jugendlecher, gewarnt. Laut der WHO gëtt et mëttlerweil méi wéi 100 Milliounen Mënschen, déi weltwäit „vaper“, also E-Zigarette benotzen. Besonnesch alarméierend ass, datt op d'mannst 15 Milliounen vun hinne tëscht 13 a 15 Joer al sinn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung déi rezent Warnunge vun der WHO iwwer d'Gesondheitsgeforen duerch E-Zigaretten, besonnesch fir Kanner a Jugendlecher?

2. Sinn der Regierung aktuell Donnéeën iwwer d'Benotzung vu E-Zigarette bei jonke Leit zu Lëtzebuerg bekannt, a wéi hunn dës sech an de leschte Joren entwéckelt?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir de Verkéier, d'Reklamm an de Konsum vun esou

Produkte bei Mannerjärege besser ze reguléieren oder ze limitéieren?

Réponse (13/11/2025) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Rezent huet d'WHO eng Estimatioun vum weltwäite Gebrauch vum der E-Zigarette gemaach. Déi staark Zounam vum der Consommation vum E-Zigarette bei de Jonken an déi domat verbonne Gesondheetsrisike goufen ënnerstrach¹⁰.

D'Estimatioun vum der WHO iwwer den Tabaksverbrauch baséieren op Date vum 166 Länner. Dës 166 Länner representéieren 86 % vum de Memberstaate vum der WHO a 97 % vum der Weltbevölkerung, wat dës Resultater eng grouss Representativitéit gëtt¹¹.

D'Tendenzen, déi d'WHO präsentéiert, stëmmen iwwertene mat de Lëtzebuerger Donnéeën, déi zanter e puer Joer reegelméisseg erhuewe ginn, an de Konsum vum dës Produite bei de Jonken ënnersichen. D'järelech Etüd vum der ILReS fir d'Gesondheetsdirektion an d'Fondation Cancer iwwert d'Fëmmen zu Lëtzebuerg weist zënter 2021 eng kloer Hausse vum der Consommation vum E-Zigarette bei de Jonken¹².

D'Recommandatioun vum der WHO ginn am nationale Programm fir d'Präventioun vum Tabakskonsum berecksichtegt, deen ënner anerem virgesäit:

- D'Aféierung vu Reflexiounen iwwer gesetzlech Mesuren, déi gesondheetsfrëndlech Environnementen förderen, fir et de kommende Generatiounen ze erliichteren, gesond Liewensentscheidungen ze huelen.

- D'ëffentlech Politick géint den Afloss vum der Tabaksindustrie ze schützen.

- D'Reklamm, d'Promotioun an de Sponsoring fir Tabaksproduiten ze verbidden.

- Dëst Joer gouf och eng national Sensibiliséierungscampagne mat de Jonken a fir déi Jonk duerchgefouert, fir si iwwert d'Gefore vum Nikotin ze informéieren. Dës partizipativ Approche erméiglecht ee méi gläwderdege Message, dee besser un d'Realitéit vum de Jonken ugepasst ass.

- Entwécklung vum Gesetzesprojet N° 8333 iwwert d'Antitabakskämpfung an d'Reglementéierung vum den Nikotinsäckelcher.

Dës Orientatiounen sinn noutwendeg fir ze verhënnere, datt eng nei Generatioun nikotinhängeg gëtt a sinn am Aklang mam Zil vum enger Generatioun ouni Tabak an ouni Nikotin.

ad 2. Laut den Donnéeën aus der ILReS-Etüd (déi bei der Fro 1 ernimmt gouf), kann ee feststellen, datt d'Consommation vum elektronischen Zigarette bei de 16-24-Järege vum 11 % am Joer 2021 op 26 % am Joer 2024 geklommen ass. Dës Hausse weist ënner anerem op déi wuessend Attraktivitéit vum dës Produiten ënnert de Jonken hin.

D'Etüd Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) vum 2022-2023 weist eng änlech Tendenz no uewe bei de Jonken am Alter vum 13 bis 15 Joer¹³.

D'Tendenzen, déi an aneren europäesche Länner observéiert goufen¹⁴, weisen, datt d'Verbreedung vum der Consommation vum elektronischen Zigarette bei de Schüler vum 13 bis 15 Joer weider zouhëlt, mat

engem Notzungsprofil, deen dacks experimentell ass, awer och den Ufank vum enger reegelméisseg Nikotinconsumatioun ka bedeuten.

Dës Donnéeën weisen op eng séier Verbreedung vum Phänomeen bei de jonke Generatiounen hin, déi mam Opkomme vum den E-Zigaretten, déi ee kann ewechgeheien, de sougenannte „Puffs“, um Lëtzebuerger an europäesche Marché zesummefällt. Dës Apparater mat séissen oder friichtege Goût, déi zu bezuelbare Präisser verkaaft ginn, si besonnesch bei de Jonke ganz beléift.

ad 3. Fir d'Regierung ass et eng Prioritéit, fir déi Jonk virum Nikotin an Tabaksproduiten, also inklusiv den elektronischen Zigaretten, esouwéi och de Produiten, déi aus Nikotin bestinn, ze schützen. De Gesetzesprojet N° 8333, deen den 30. Oktober 2025 an der Chamber gestëmmt ginn ass, renforcéiert de gesetzleche Kader, andeems en d'Nikotinsäckelcher an aner Produiten, déi aus Nikotin bestinn, streng reglementéiert. D'Bestëmmungen am Antitabaksgesetz, déi sech op Tabaksproduiten an elektronischen Zigarette bezéien, ginn duerch dat neit Gesetz op d'Nikotinsäckelcher an aner Produiten, déi aus Nikotin bestinn, ausgeweit. All dës Produkte däerfen net u Jonker ënner 18 Joer verkaf ginn och net gratis verdeelt ginn an ënnerleien de selwechte strenge Reegele wat d'Publicitéit ubelaangt, déi exklusiv op d'Surface de vente limitéiert ass. Och den Internethandel vum all dës Produkte ass verbueden. Doriwwer eraus schafft dat neit Gesetz d'Méiglechkeet, dass de Verkeefer kann d'Virweise vum der Carte d'identité froen, wann hien en Zweifel huet, ob de Client scho volljäreg ass.

Parallél zum gesetzleche Kader bereet d'Regierung en neien nationalen Tabaksbekämpfungsprogramm vir, deen d'Präventioun bei de Jonken daitlech soll verbesseren an och soll Informatiounscampagnen entwéckelen; dëst mam Zil vum enger breeder Sensibilisatioun wat d'Risiken am Zesummenhang mat sämtleche Produkte betrëfft, déi ënnert d'Antitabaksgesetz falen, also och Produiten, déi aus Nikotin bestinn, deemno also och déi sougenannte „Puffs“.

Réseaux de communication mobile | Question 3025 (13/10/2025) de **M. André Bauler | M. Guy Arendt** (DP)

Selon le rapport sur l'état d'avancement de la décennie numérique de 2023, le Luxembourg serait l'un des pays les plus performants de l'Union européenne en matière d'infrastructure numérique. En effet, la couverture à haut débit et 5G a régulièrement augmenté, permettant au Luxembourg une couverture de 93 % de son territoire. Cependant, le sud du pays est bien mieux connecté que le nord. Cette situation peut être visualisée grâce au relevé géographique de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR). En termes de déploiement de réseaux 5G, les trois grands opérateurs du Luxembourg, à savoir POST, Orange et Proximus présentent presque les mêmes résultats. Toutefois, il faut constater qu'une connexion excellente au réseau 5G n'est possible que dans les régions très urbaines, ce qui laisse alors certaines « zones blanches », où la connexion n'est pas optimisée, voire trop faible.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité :

1) Madame la Ministre peut-elle informer des plans éventuels pour améliorer les réseaux de communication mobile ?

2) Est-il prévu d'ériger de nouvelles antennes du type réseau 5G ?

3) Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle indiquer les régions qui seraient concernées dans un proche avenir ?

Réponse (04/11/2025) de **Mme Elisabeth Margue**,
Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Selon le rapport Digital Decade 2024 de la Commission européenne, la couverture 5G au Luxembourg atteint désormais 99,6 % du territoire, soit une progression de 6,9 % par rapport à 2023. Cette évolution confirme la position du Luxembourg parmi les pays les plus performants de l'Union européenne en matière de couverture de connectivité mobile.

Les 0,4 % restants sont généralement desservis par la 4G et ne peuvent pas être considérés comme de véritables « zones blanches ».

On peut également noter que la couverture 5G est plus dense dans le sud du pays, tout simplement parce que cette zone est plus peuplée et que les besoins en connectivité y sont plus importants.

L'amélioration continue des réseaux de communication mobile reste une priorité du Gouvernement, ce que reflète la mise en œuvre de la stratégie nationale 5G, et à l'attribution de licences aux opérateurs pour l'exploitation des réseaux mobiles. Les licences comportent des obligations en matière de couverture du territoire. L'avancement du déploiement de la 5G est régulièrement suivi et visualisé grâce au relevé géographique de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR).

Dans le respect de ces obligations, chaque opérateur de télécommunication mobile planifie son propre réseau 5G et définit l'emplacement de ses antennes afin de desservir ses clients de la meilleure manière possible. Le déploiement de nouvelles antennes 5G se poursuit sur l'ensemble du territoire par les opérateurs, afin d'optimiser la couverture et la qualité de service, notamment dans les zones moins densément peuplées. La planification de ces installations relève donc de la responsabilité des opérateurs mobiles, dans le cadre de leurs stratégies commerciales et d'investissement.

Colorants utilisés dans l'alimentation scolaire | Question 3026 (13/10/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 28. September 2024 huet de Staat Kalifornien d'Gesetz „AB 2316“ (The California School Food Safety Act) ugeho. Dëst Gesetz verbitt vum 31. Dezember 2027 un d'Benotze vu bestëmmte synthetesch Liewensmittelfaarfstoffe a Moolzechten a Gedrénks, déi an den ëffentleche Schoulen ugebuede ginn. Dëst betrëfft ënner anerem d'Faarfstoffe Red 40, Yellow 5 a Yellow 6. Dës Decisioun baséiert op wëssenschaftleche Bedenken, datt dës Zousätz en negativen Impakt op d'Gesondheet vu Kanner kënnen hunn, beispillsweis duerch d'Fërdere vun Hyperaktivitéit.

An der Europäescher Unioin sinn dës Faarfstoffe zwar am Kader vum Reglement (EC) N° 1333/2008 erlaabt, mee fir en Deel vun hinnen (dorënner Red 40, Yellow 5 a Yellow 6) gëllt eng obligatoresch Warnung um Etikett: „Kann d'Aktivitéit an d'Opmierksamkeet bei Kanner beeinträchtigen.“ Dëst erkennt also ee potentielle Risiko un.

Et ass evident, datt de Staat eng Verantwortung huet, fir responsabel anzekafen, besonnesch wann et ëm d'Ernährung an de Kantine geet. D'Ernährung an der Schoul ass en zentrale Bestanddeel vum der Präventioun an dem Kannerwuel.

An deem Zesummenhang wëlt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

¹⁰ Selon un rapport de l'OMS sur l'évolution du tabagisme, 1 adulte sur 5 reste dépendant du tabac.

¹¹ WHO global report on trends in prevalence of tobacco use 2000-2024 and projections 2025-2030.

¹² https://www.cancer.lu/sites/default/files/inline-files/Etude%20Tabac_Confe%CC%81rence%20Presse_M3S-FC_22052025.pdf

¹³ Enquête HBSC „Health Behaviour in School-aged Children“ – Portrait Santé – Luxembourg.

¹⁴ A focus on adolescent substance use in Europe, central Asia and Canada. Health Behaviour in School-aged Children international report from the 2021/2022 survey. Volume 3.

1. Kann d'Regierung Informatiounen ginn, ob d'Liewensmittelfaarfstoffe Red 40 (E129), Yellow 5 (E102), Yellow 6 (E110), Blue 1 (E133), Blue 2 (E132) a Green 3 (E143) aktuell a Liewensmittel benotzt ginn, déi an de Kantinen vu Restopolis, de Grondschoulen an de Maisons relais ugebuede ginn?

2. Gëtt et en Tracking oder e Monitoring vun der Frequenz an der Quantitéit, an där dës spezifesch Faarfstoffer an de Moolzechten an am Gedrénks fir Kanner a Jugendlecher virkommen? Wa jo, kann d'Regierung dës Donnéeën zur Verfügung stellen?

3. Wéi eng konkreet Richtlinn gëllen aktuell an de Cahiers des charges fir d'Fournisseure vu Schoulkantinen am Bezuch op d'Benotze vu synthetesch Zousätz a Faarfstoffer?

4. Wéi bewäert d'Regierung de potentielle Risiko vun dëse Faarfstoffer am Liicht vun der EU-Warnungspflicht? Ass d'Regierung der Meinung, dass Liewensmittel mat esou enger Warnung an engem Schoul- a Betreuungsëmfeld iwwerhaupt solle Plaz hunn?

5. Gesäit d'Regierung – nom Virbild vu Kalifornien an am Sënn vum Virsichtsprinzip – Handlungsbedarf, fir d'Benotzung vun dëse spezifesch synthetesch Faarfstoffer an de Moolzechten, déi ënner staatlecher Opsicht u Kanner a Jugendlecher zerwéiert ginn, ze limitéieren oder komplett ze verbidden?

Réponse (18/11/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. An de Kantinen a Cafeteriae vu Restopolis ginn aktuell keng Produkter a kee Gedrénks verkaft, an deenen déi vun dem honorabelen Deputéierten opgelëscht Liewensmittelfaarfstoffe dra sinn. Fir all déi hausgemaachte Platen a Produkter benotzt Restopolis guer keng Faarfstoffer. Hei sief kuerz dorop higewisen, dass d'Faarfstoffer E129, E102, E110, E133 an E132 virun allem an industriell hiergestallte Produkter benotzt ginn an de Faarfstoff E143 an der EU verbueden ass an net fir Liewensmittel benotzt darf ginn.

An de Bildungs- a Betreuungssektoren (SEA) gëtt net mat engem zentrale Fournisseur geschafft. D'Träger vun dëse Sektoren kënnen, ofhängeg vun hirer Organisation, d'Iessen entweder an enger eegener Kichen zubereeden oder vun engem externe Fournisseur liwwere loossen. Et gëtt a béide Fäll keen zousätzleche Cahier des charges vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE), deen d'Benotze vu bestëmmte Liewensmittel oder Zousatzstoffe reegelt. Den Artikel 18 vum ofgeënnerte groussherzogleche Règlement vum 14. November 2013¹⁵ hält awer fest, dass e SEA eng equilibréiert Ernährung ubitt, déi op frësch Produiten opgebaut ass a sech dem Alter vun de Kanner upasst. D'Träger a Fournisseure sinn deemno verpflichtet, eng gesond an equilibréiert Ernährung ze garantéieren.

D'Kontroll vun de Liewensmittel an d'Iwwerpréiwung vun der Konformitéit mat de sanitäre Bestëmmungen falen awer net ënnert d'Responsabilitéit vum MENJE, mee ënnert déi vun der Lëtzebuurger Veterinär- a Liewensmittelverwaltung (ALVA), déi dem Ministère fir Landwirtschaft, Ernährung a Wälbau ënnersteet. D'ALVA féiert reegelméisseg Kontrollen an de Sektoren, déi eng Produktiounskichen hunn, duerch souwéi bei den externen Fournisseuren fir sécherzestellen, dass d'Liewensmittel de gültigen Normen a Sécherheitsstandarden entsprechen.

Zum aktuellen Zäitpunkt leien dem MENJE keng Informatiounen doriwwer vir, ob oder awéiwäit d'Träger

oder hir Fournisseuren déi an der parlamentarescher Fro genannt Liewensmittelfaarfstoffe benotzen.

ad 2. Wéi uewen erkläert, fällt d'Kontroll vun de Liewensmittel an d'Iwwerpréiwung vun der Konformitéit mat de sanitäre Bestëmmungen an de Kompetenzberäich vun der ALVA. Esou en Tracking oder Monitoring gëtt net vum MENJE duerchgefouert.

ad 3. Restopolis definéiert iwwert déi eegen Akafsplattform Supply4Future, iwwert déi all Restopolis-Kantinen akafen, wat fir eng Produkter do dierfen ugebuede ginn. Fäerdeg Produkter, déi zum Beispill déi vun honorabelen Deputéierten opgelëscht Liewensmittelfaarfstoffe enthalen kéinten, sinn net op dëser Plattform.

ad 4. D'European Food Safety Authority (EFSA) ass eng vun den Haaptagencen vun der Europäescher Unieon, déi fir d'Bewäertung vun de Risiken verantwortlech ass, déi d'Liewensmittelsécherheet an d'Ernährungskette betreffen.

Dës Autoritéit evaluéiert reegelméisseg déi zougehoose Substanzen, a wann néideg, gëtt d'europäesch Legislatioun ugepasst. Wann eng Substanz e potenzielle Risiko fir d'Gesondheet kéint duerstellen, ka si op europäeschem Niveau mat enger Warnungsobligatioun oder Restriktioun beim Asaz verbannt ginn.

D'Regierung hält sech streng un dës europäesch Bestëmmungen. Liewensmittel, déi enger EU-Warnung ënnerleien, dierfen deemno nëmmeën ënner de Konditiounen vermaart ginn, déi vun der EU virgesi sinn, an ënnerleien de Kontrolle vun der ALVA.

Am Kader vun de SEA ass d'Prioritéit kloer:

– d'Ernährung muss gesond an equilibréiert sinn,
– d'Kanner dierfen net mat schiedleche Substanzen a Kontakt kommen.

ad 5. D'Regierung ass sech de Suerge bewosst, déi am Zesummenhang mat bestëmmte synthetesch Liewensmittelfaarfstoffe bestinn, an deelt de Prinzip vun der Virsicht.

D'Bewäertung vun dëse Substanzen fällt an d'Kompetenz vun der EFSA, während d'ALVA zoustänneg ass fir d'Iwwerpréiwung an d'Kontrolle vu Liewensmittel um nationale Plang. Wann op europäeschem Niveau Restriktiounen oder Verbueter virgesi ginn, ginn dës och zu Lëtzebuerg konsequent ëmgesat.

Dem MENJE ass eng gesond an equilibréiert Ernährung fir Kanner a Jugendlecher wichteg an de Ministère ass dofir beméit, op deene Plazen, wou en zoustänneg ass, ze garantéieren, dass d'Moolzechte keng schiedlech Substanzen enthalen.

.....
Application mobile « Travel to Europe » | Question 3027 (13/10/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den neien Entrée-Sortie-System (EES) vun der Europäescher Unieon ass an alle Memberstaaten a Kraaft getrueden. Dëse System gouf konzipéiert, fir d'Sécherheet un de Baussegrenzen vun der EU ze stäerken. Gläichzäitig gëtt awer och erwaart, dass d'Afféierung vun dësem System zu daitlech méi laange Waardezäite bei de Grenzkontrolle féiere kéint.

Fir dëse Problem ze entschärfen, huet d'Grenzschutzagence Frontex eng mobil Applikatioun mam Numm „Travel to Europe“ entwéckelt. Dës App erlaabt et Reesenden aus Drëttstaaten, hir Donnéeën wéi Passinformatiounen an e Gesichtsbiid scho virun hirer Arrivée op der Grenz am Virus ze enregistrieren, fir sou d'Kontrollprozeduren ze beschleunegen. D'Notzung vun dëser Applikatioun ass fir d'Memberstaate fräiwëlleg, an déi éischt Länner, wéi zum

Beispill Schweden, hu schonn ugekënnegt, se op ausgewielte Grenziwwergäng ze notzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Huet Lëtzebuerg d'Decisioun geholl, d'App „Travel to Europe“ a säin nationale System fir Grenzkontrollen ze integréieren?

– Falls nee, aus wéi enge Grënn (technesch, finanziell, operationell oder soss) gouf op eng Implementéierung vun dëser App verzicht?

– Falls jo, wéini an op wéi enge Grenziwwergäng, besonnesch um Fluchhafen Findel, ass d'Afféierung vun der App virgesinn?

2. Wéi vill Kiosken oder Terminaler fir d'Selbstbedéngung am Kader vum EES goufen um Fluchhafen Lëtzebuerg installéiert a si se schonn a Betrib?

3. Wat sinn déi geschate Gesamtkäschte fir d'Ëmsetzung vum EES zu Lëtzebuerg, abegraff d'Installatioun vun der Hardware an der Formatioun vum Personal?

4. Wéi eng Informatiounscampagnë goufen oder ginn duerchgefouert, fir Reesenden aus Drëttstaaten iwwert déi nei Prozeduren an déi méiglech Waardezäiten op der Lëtzebuurger Baussegrenz ze informéieren?

5. Wéi gëtt d'Ënnerstëtzung fir Reesenden, déi Problemer mat der App oder den neie Prozeduren hunn, um Fluchhafen organiséiert?

6. Ass geplangt, vulnerabel Gruppe wéi eeler Leit oder Famillje mat Kanner speziell ze ënnerstëtzen, sou wéi et d'App „Travel to Europe“ virgesäit?

Réponse (03/11/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'App Travel to Europe ass vun der Agence Frontex entwéckelt ginn. Si erlaabt et am Kader vum Entry Exit System (EES), d'Donnéeën vum Pass, an d'Foto vum Reesenden virun der Arrivée um Grenziwwergang eropzelueden, fir soumat d'Prozedur um Grenziwwergang ze beschleunegen. D'Fangerofdréck mussen allerdéngs weiderhin op der Grenz ofgi ginn. D'Benotzung vun dëser App ass fräiwëlleg fir d'Memberstaaten. Am Moment gëtt d'App just vu Schwede benotzt, deen Memberstaat, deen de Prototyp vun der App och pilotéiert huet.

Am Kader vun der Entrée en opération vum Entry Exit System den 12. Oktober 2025, huet Lëtzebuerg sech an enger éischter Phas dorop konzentréiert, fir national déi néideg informatesch a prozedural Entwécklungen en place ze setzen, fir den europäeschen Obligatiounen wat d'Enregistrement vum Drëttstaatter ubelaangt, gerecht ze ginn. Déi progressiv Entrée en opération vu 6 Méint gëtt genotzt, fir d'Technik ze perfektionéieren, an den Impakt op d'Waardezäiten op der Grenz ze analyséieren. An dësem Kader wäert och d'Utilitéit vun der App Travel to Europe fir Lëtzebuerg evaluéiert ginn.

ad 2. Et goufen 10 Kiosken um Fluchhafen installéiert, a si si schonn a Betrib.

ad 3. D'Gesamtkäschte fir d'Ëmsetzung vum EES zu Lëtzebuerg si 7.000.000 €, cofinanzéiert zu 75 % vun europäesche Fongen. Vun deene 7.000.000 € sinn 2.500.000 € fir den Akaf vun informateschem Material a 4.500.000 € fir d'Ëmsetzung vum Projet.

ad 4. Lëtzebuerg huet d'EU-Informatiounscampagne fir d'Entrée en opération vum Entry Exit System ëmgesat (<https://travel-europe.europa.eu>). D'Informatiounsmaterial vun der EU-Kommissioun ass op verschidde Supporten (Poster, Video) a Sproochen um Fluchhafen Findel disponibel. Den Innenministère huet d'Informatiounsmaterial och un all

¹⁵ Règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants

d'Fluchgesellschaften, déi iwwer Lëtzebuerg operéieren, verschéckt, fir dass déi Reesend aus Drëttstaaten informéiert kënnen ginn. D'Reesend aus Drëttstaaten ginn och vun de Lëtzebuurger Ambassaden a Konsulater iwwert deen neie System informéiert.

ad 5. Den Inneministère stellt zesumme mat lux-Airport Assistenten am Extra-Schengen-Bereich um Flughafen. Eng vun den Tâche vun dësen Assistenten ass et, d'Reesend an déi richteg File d'attente ze guidéieren, jee nodeem ob si ënnert den EES falen oder net, an hinne bei der Bedéngung vun de Kiosken ze hëllefen. Zousätzlech besteet d'Méiglechkeet am Fall vu Probleemer bei der Bedéngung vum Kiosk, déi ganz Enregistrationsprozedur vum Grenzbeamten um Guichet duerchzeféieren.

ad 6. Persounen, déi Ënnerstëtzung brauchen, gi vun den Assistenten an eng speziell File d'attente geleet. Famillje mat Kanner gi jee no Méiglechkeet virgeholl.

Contrats de prestation de service dans le secteur communal | Question 3028 (13/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Personalgestioun am kommunale Secteur stellt Gemengen dacks virun Erausforderungen, virun allem wat d'Ästellung vu Remplaçanten oder zousätzlech Personal an de Maison-relais an a schoulesche Betreierungsstrukturen ugeet. Eng parlamentaresch Fro vum 7. Februar 2022 huet d'Opmierksamkeet op d'Praxis vun de sougenannten „Null-Stonne-Kontrakter“ an dësem Secteur gezunn. Doraus ass ervirgaang, datt d'Äféierung an d'Approbation vun esou Kontrakter, déi de Salarié bannen, dem Patron awer all Fräiheete loossen, verwonnerlecher moossen dem Ministère net bekannt wieren.

Nieft den Null-Stonne-Kontrakter, wou den Aarbechter just op d'Stonn bezuelt gëtt a keng Weiderbezuelung am Krankheitsfall oder Cotisatione vum Patron huet, gëtt et anscheinend och de Recours op d'Ästellung iwwer „prestations de services“ (Déngschtleeschtungskontrakter) am selwechte Kader vun der Personalgestioun. Dës Aart a Weis vum Recrutement am kommunale Secteur schéngt eng alternativ Léisung fir kuerzfristeg oder punktuell Bedierfnesser ze sinn, bréngt awer eng Rei vun net gekläerte juristeschen an aarbechtsrechtsspezifische Froen mat sech, besonnesch a Bezuch op d'Sozialversicherung an d'Steierklärung vun de concernéierte „Prestataire“. D'Fro vun der sozialer Gerechtegkeet an dem Risiko vu „faux indépendant“ am ëffentleche Secteur gëtt heider nach méi relevant.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froen stellen:

1. Wéi vill Gemenge maache fir d'Ästellung vu Personal a kommunale Servicer, wéi de Maison-relais oder dem Pedibus-Déngscht, reegelméisseg (op d'mannst 5-mol am Joer) vu Kontrakter iwwer „prestations de services“ Gebrauch?

2. Wéi eng legal Obligationen (Aschreiwung bei der CCSS als Eenzelentrepreneur, obligatoresch Cotisationen, Steuerakkommes) huet dës Personal-Typ („prestataire“) an deem Kader?

3. Wéi kontrolléieren d'Gemengen, ob dës „Prestataire“ den obligatoresche legalen an administrativen Ufuerderunge fir eng selbstänneg Aktivitéit am kommunale Bereich nokommen?

4. Huet de Minister Kenntnis vu Fäll, wou d'Verwendung vu Kontrakter iwwer „prestations de services“ fir kommunal Servicer d'Qualifikatioun vu „faux indépendant“ kéint erfëllen?

5. Ass de Minister der Meenung, datt de legale Kader esou ugepasst sollt ginn, datt d'Gemengen hir Personalbedürfnisser an de Betreierungsstrukturen nëmmen iwwer sozial ofgeséichert Aarbechtskontrakter kënnen ofdecken, fir de Risiko vu prekären Aarbechtsverhältnissen, wéi Null-Stonne-Kontrakter a „faux indépendance“, an dësem wichtege Secteur auszuschléissen?

Réponse (10/11/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Fro vum honorabelen Deputéierten ass widderprüchlech, well eng Persoun, déi e Contrat de prestation de services mat der Gemeng ofschléisst, keen Aarbechtskontrakt mat der Gemeng huet an deemno net als „Personal“ vun der Gemeng kann ugesi ginn.

Den Inneministère huet keng statistesch Donnéeën iwwer d'Unzuel vun de Kontrakter, déi vun de Gemenge fir déi verschidde Gemengesservicer ofgeschloss ginn.

ad 2. Eng eenzel Persoun kann nëmmen dann e Contrat de prestation de services mat enger Gemeng ofschléisse wa si iwwer eng Autorisation d'établissement verfüügt. Déi Persoun muss op Grund vum Contrat de prestation de services sozial Cotisatione bezuelen.

ad 3. Wann eng Gemeng mat enger Persoun e Contrat de prestation de services ofschléisst, ass et d'Responsabilitéit vun der betreffender Gemeng fir sech ze versécheren, dass déi betraffte Persoun déi legal erfuorderlech Konditionnen erfëllt. Nëmme an deem Fall dierf eng Gemeng mat enger Persoun esou e Kontrakt ofschléissen. Natierlech muss och déi Persoun garantéieren, dass si déi gesetzlech Ufuerderunge fir esou e Kontrakt erfëllt.

ad 4. Nee, den Inneminister huet keng Kenntnis iwwer esou Fäll.

ad 5. Den Informatiounen no, déi den Inneminister kritt am Kader vu senger Kontrollfunktioon iwwer d'Akte vun de Gemengenautoritéite gëtt praktesch d'Intégralitéit vum Personal an de kommunale Betreierungsstrukturen duerch Aarbechtsverträge agestellt an ass domat sozial ofgeséichert.

Annonces récentes autour du budget de la CNS | Question 3029 (14/10/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

À l'issue de la réunion quadripartite du 13 octobre, Madame la Ministre a annoncé qu'un ensemble de mesures sera mis en place visant à générer jusqu'à 140 millions d'euros d'économies pour la CNS au cours des prochaines années. Pour 2026, une épargne de 60 millions d'euros serait réalisable. Madame la Ministre n'a cependant pas communiqué de détails quant à la nature des mesures décidées.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle détailler la nature précise des mesures d'épargne envisagées ?

2) Est-il prévu d'évaluer l'impact de ces mesures non seulement sur les finances de la CNS, mais également sur la qualité des soins et les actes en matière de médecine préventive ?

Réponse (14/11/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Tel qu'exposé lors du Comité quadripartite du 13 octobre 2025, il est prévu de passer d'une part par

des mesures réalisables principalement par modification statutaire, conventionnelle, ou de nomenclature et d'autre part par des mesures nécessitant une adaptation du cadre légal.

Parmi les mesures réalisables par modification statutaire, conventionnelle, ou de nomenclature figurent la maîtrise médicalisée de certaines prestations, telles que la prescription médicamenteuse, les analyses biologiques et les séances de kinésithérapie. Ces actions pourraient générer des moindres dépenses de l'ordre de 60 millions d'euros. D'autres mesures, nécessitant une adaptation du cadre légal, portent notamment sur la lutte contre le gaspillage médicamenteux, ou encore le renforcement des moyens de contrôle des abus et de la fraude au sein de la CNS. L'ensemble de ces mesures pourrait permettre une réduction supplémentaire du volume des dépenses de l'ordre de 80 millions d'euros. Il est prévu que ces mesures soient approfondies et complétées avec les groupements professionnels au sein de groupes thématiques dédiés, et un premier bilan sera présenté lors de la prochaine réunion quadripartite au printemps 2026.

À cet effet, différents groupes de travail seront mis en place sous la supervision d'un comité stratégique réunissant des représentants de l'État, des employeurs, des salariés ainsi que des groupements professionnels. Une réunion de lancement du comité stratégique a eu lieu le 29 octobre 2025, lors de laquelle les propositions de mesures ont été exposées par groupes thématiques et qu'il s'agira de compléter, à savoir :

– Le groupe Maîtrise médicalisée (maîtrise médicalisée dans la prescription médicamenteuse, maîtrise médicalisée dans la prescription de kinésithérapie, maîtrise médicalisée dans les analyses de biologie, prise en charge de la psychiatrie extrahospitalière, lien entre les assistances opératoires et la complexité des actes)

– Le groupe Médicaments (maîtrise comptable des médicaments : cotisation/redevance, maîtrise comptable des médicaments : contrats, mesures anti-gaspillage des médicaments autour d'un plan de médication)

– Le groupe Soins hospitaliers (analyse comparative des durées moyennes de séjour (DMS) à l'hôpital, mutualisation des laboratoires hospitaliers, maîtrise comptable de l'évolution des budgets hospitaliers)

– Le groupe Autres (kinésithérapie et pathologies lourdes : non-cumul avec les activités d'appui à l'indépendance (AAI), élargissement des moyens de la lutte abus et fraude (LAF)).

De plus, un groupe de travail « Redressement de la trajectoire de financement », ayant pour objectif de dresser une feuille de route pour analyser la faisabilité du redressement de la trajectoire de financement a été mis en place au cours de l'année 2025.

ad 2) Oui, il est prévu d'évaluer l'impact des mesures visées non seulement sur les finances de la CNS, mais également sur la qualité des soins et la médecine préventive. En effet, l'approche adoptée s'est notamment concentrée sur la promotion de soins utiles et nécessaires, sans priver les assurés d'un accès aux soins essentiels. Par exemple, la maîtrise médicalisée ciblée vise certes à permettre des économies, mais tout en respectant les recommandations internationales. Cette démarche garantit ainsi un équilibre entre optimisation des dépenses et maintien de la qualité des soins, y compris dans le domaine de la médecine préventive.

Accès des administrations aux données personnelles | Question 3030 (14/10/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Bierger kann op myguichet.lu noverfollegen, wéi eng Verwaltungen an deene leschte 6 Méint op seng perséinlech Donnéeën zeréckgegraff hunn (festgehalten am ofgeännerte Gesetz vum 19. Juni 2013). Duerch d'Logfilen ass och gewosst, wie beim Staat zu wéi engem Zäitpunkt op d'Donnéeën zeréckgräift, allerdéngs ass dës Informatioun net fir d'Bierger:inne visibel an et weess een och net, wéi oft eng Verwaltung op dës Donnéeën zeréckgegraff huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Existéieren intern Kontrollinstrumenter oder Warnungen, déi op abusivt oder anormaalt Verhalen an de Verwaltungen opmierksam maachen, wann ee Beamten iwwerdurchschnëttlech vill op Donnéeën zeréckgräift?

2. Firwat kréien d'Bierger net proaktiv automatesch eng Pushnachricht iwwert myguichet, wa Verwaltung perséinlech Informatiounen iwwert si nosichen?

3. Wäert d'Regierung den Delai vu 6 Méint eropsetzen? Falls nee, wat schwätzt dogéint?

Réponse (14/11/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation

Wéi an der Äntwert op d'Fro 0364 vum 20. Februar 2024 vun den Hären Deputéierte Sven Clement a Ben Polidori geschriwwen, gesäit den Artikel 6 vum „règlement grand-ducal modifié du 28 novembre 2013 fixant les modalités d'application de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques“ vir, dass all Zougang zum Regëster op Basis vun enger „authentification forte“ gemaach gëtt, sou dass de Beamten, deen eng Consultatioun duerchgefouert huet, eendeiteg kann identifizéiert ginn. Wéi eng Kontrollmechanismen en place gesat gi fir ze kontrolléieren ob een abusivt Verhale bei den Zougäng zum Regëster stattfonnt huet ënnerläit deene jeeweilige Verwaltungen.

All Administratioun, déi en Accès op den RNPP huet, ka beispillsweis vun hire Beamten eng obligatoresch Saisie vun engem Motiv verlaangen a jee no hire spezifesch Missiounen a Besoinen Kontrollen duerchféieren.

Den Delai vu 6 Méint, deen et dem Bierger erlaabt, op myguichet.lu nozverfollegen, wéi eng Verwaltungen op seng perséinlech Donnéeën zeréckgegraff hunn ass, wéi den honorabelen Deputéierten et präziséiert, am Gesetz RNPP vum 19. Juni 2013 virgesinn.

Am Kader vum Once Only an dem DGA, huet d'Regierung am Gesetzesprojet 8395 proposéiert, dass Bierger a Betriber, deenen hir Donnéeën erëm verwäert ginn, dës Informatiounen iwwert een neie Point d'information unique kënnen agesinn.

Délais de traitement pour la reconnaissance des diplômes | Question 3033 (14/10/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A villen Aarbechtssecteuren zu Lëtzebuerg feelt et u qualifizéierten Aarbechter, ob an der Santé, dem Bausector oder der Finanzplaz. Vill Plaze ginn net besat a Betriber sichen händeringend no gudder Leit. Den aktuellen Zuele vun der ADEM no, waren Enn August iwwer 6.500 Plazen net besat, dorënner 600 an der Santé, iwwer 1.000 an technesch an

wëssenschaftleche Beruffer oder iwwer 800 an administrative Beruffer.

Dobäi feelt et sécherlech net u gudder Leit. Et gëtt ee grouss Pool un auslännesche Matbierger:innen, déi am Ausland eng super Ausbildung kruten, oft scho jorelaang Erfahrung gesammelt hunn a prett sinn, fir hei kéinten zur Gesellschaft hire Bäitrag ze maachen.

De Problem: hiren Diplom ass hei am Land net unerkannt a si dierfen net an hiren Spezialitéit schaffen. Mengen Informatiounen no sinn d'Delaie bei den zwee Ministère, déi sech ëm d'Unerkennung vun den Diplomer këmmen, immens lues. Mir leie Fäll vu Studenten op der Uni.lu vir, déi zënter Méint op d'Unerkennung vun hirem Bachelordiplom waarden (obwuel se schon am Master studéieren) oder och Fäll vu Leit, déi zënter Méint op d'Unerkennung vun enger Secondaire waarden.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandé fir eng Unerkennung vun auslänneschen Diplomer sinn zënter 2021 bei de Ministeren erakomm, opgeléicht pro Joer?

2. Wéi vill Demandé sinn an deem Zäitraum unerkannt ginn? Wéi vill sinn ofgeleent ginn?

3. Wat ass d'Duerchschnëtzzeit fir den Traitement vun engem Diplom, opgeléicht no Ministère an no Joer (zënter 2021)?

4. A wéi ville Fäll huet eng Persoun méi wéi 3 Méint op d'Unerkennung vun hirem Diplom misse waarden?

5. Wéi huet sech de Personalbestand zënter 2021 beim Service de reconnaissance des diplômes entwéckelt?

6. Wat gëtt ënnerholl, fir d'Delaie vun der Reconnaissance des diplômes ze verbessern?

Réponse (14/11/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Dem honorabelen Deputéierte seng Froe bezéie sech op d'Prozeduren an d'Delaie beim Traitement vun Demandé fir d'Unerkennung vun Diplomer souwuel aus dem Beräich vun Enseignement secondaire, wéi aus dem Héichschoulberäich. Dës Äntwert wäert sech deemno op d'Demandé fir d'Equivalenz vun auslännesche Secondaire's Diplomer an op d'Demandé fir d'Aschreiwung vun auslänneschen Héichschouldiplomer an de Registre des titres, section de l'enseignement supérieur, bezéien, also op déi sougenannten akadeemesch Unerkennungsdemanden.

Wat den Héichschoulberäich ubelaangt, sief och nach am Virfeld vun dëser Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 8056 vum 2. Juni 2023 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement higewisen a präziséiert, dass d'Ausféierungen an Erklärungen an der Äntwert vum 15. Juni 2023 weiderhi valid sinn an och op d'parlamentaresch Fro Nr. 3033 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen zoutreffen.

ad 1. Wat d'Unerkennung vun auslänneschen Héichschouldiplomer ubelaangt, sief virop ugemierkt, dass den aktuelle Gestionsprogramm fir déi akadeemesch Unerkennungsdemandé vum Service Registre des titres um Ministère fir Fuerschung an Héichschoul (MESR) net drop ausgeluecht ass, fir esou eng Statistik prezis opzustellen. Erfaasst sinn nämlech an deem Programm, nieft den effektiv traitéierten Demanden, och nach Demanden, déi zeréckgezu gi sinn, Demanden, déi aus mangelnder Eligibilitéit vun den Demandeur net konnten traitéiert ginn, Demanden, déi

aus Kompetenzgrënn weidergeleet gi sinn, souwéi och eng Rei technesch bedéngt Doublonen. Änlech Restriktiounen gëllen och fir den Outil, deen de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) benotzt. All dës Zorte vun Demandé sinn Deel vum heidrënner indiquierten Total, deen dofir also ëmmer méi héich ass wéi d'Zomm vun den Unerkennungs- an Ofleedungsdecisiounen (cf. Äntwert 2).[†]

ad 2. Wat d'Unerkennung vun auslänneschen Diplomer souwuel aus dem Beräich vun Enseignement secondaire, wéi aus dem Héichschoulberäich ubelaangt, renseignéieren déi zwee Tableaux[†] heidrënner iwwer d'Unzuel vun Unerkennungsdecisiounen resp. vun ofgeleenten Demanden am Kader vun de jeeweiligen Aschreiwungsprozeduren.

ad 3. Wat d'Unerkennung vun auslänneschen Héichschouldiplomer ubelaangt, muss virop ugemierkt ginn, mat Referenz op d'Prezisioun an der Äntwert 1, dass den aktuelle Gestionsprogramm fir déi akadeemesch Unerkennungsdemandé vum Service Registre des titres um Ministère fir Fuerschung an Héichschoul keng solch Statistik zouléisst. Konkreet falen nämlech och déi Demanden, déi iwwert eng kierzer oder länger Zäit onkomplett bliwwen sinn, mat an d'Gewicht, während dogéint d'Duerchschnëtzzeit fir den Traitement eréischt ab Erhalt vun enger kompletter Demande ka gerechent ginn.

Des Weidere sinn d'Ausféierung vum der genannter Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 8056 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement onverännert gëlt. Dee kierzte Bearbeitungsdelaie läit, onofhängeg vum Joer, tëscht engem Dag an enger Schaffwoch. Dës ass de Fall, wann et sech ëm een ausräichend bekannten Ofschloss handelt, an d'Agente vum Service Registre des titres vun den Demandeur frëizäiteg drop opmierksam gemaach ginn, dass et sech ëm eng justifiéiert urgent Demande handelt, déi kruzial ass, zum Beispill am Kader vun engem Recrutement.

D'Waardezäit ass par contre méi laang, wann déi serviceintern Recherchen, wat den Unerkennungsstatus vun der Héichschoul an dem Diplom ubelaangt, net concluant waren, an deemno ee (leider net ëmmer rapide) Retour vun der concernéierter Héichschoul bzw. vun de kompetenten auslänneschen Autoritéiten ofgewart muss ginn. Och spillt d'Period vum Joer, an där eng Demande agerecht gëtt, eng Roll, an deem Sënn, dass zu gewësse Momenter de Service Registre des titres eng bemierkbar gréisser Unzuel vun Demandé receptionéiert. Selbstverständlech sinn, trotz dësen externe Facteuren, d'Agente vum Service Registre des titres beméit, d'Waardezäit esou kuerz wéi méiglech ze halen a gläichzäiteg eng fundéiert a prezis Unerkennungsdecisioun ze treffen.

En änleche Constat gëllt et och ze maache wat d'Unerkennung vun auslänneschen Diplomer aus dem Beräich vun Enseignement secondaire ubelaangt.

De Service de la reconnaissance des diplômes (SRD) vum MENJE huet keen informatesch Outil, fir d'Duerchschnëtzzeit fir den Traitement vun enger Demande ze berechnen.

Aktuell leien d'Delaie fir eng Äntwert op Demandé fir eng Unerkennung duerch den SRD tëschent enger a sechs Wochen. Dës hänkt awer ganz vum Diplom respektiv der Unerkennungsprozedur of.

Als Beispill: Fir iwwert Demanden op Unerkennung fir déi „net konventionéiert Backen“ (Diplômes de fin d'études secondaires aus Länner, déi weeder d'Convention de Paris, d'Convention de Lisbonne, nach d'Convention mondiale ënnerschrifwen hunn) ze statuéieren, kënn eemol de Mount eng Experts-Kommissioun zesummen.

Fir déi „konventionéiert Backen“ (Diplômes de fin d'études secondaires aus Länner, déi d'Convention de Paris, d'Convention de Lisbonne, oder d'Convention mondiale ënnerschriwwen hunn), ass den Delai weesentlech méi kuerz, well keng Kommissioun dës Dossiere muss aviséieren. Dës Demandé ginn au fur et à mesure traitéiert wéi se erakommen; jee no Periode an Aarbechtswolumen dauert dëst tëscht enger a véier Wochen.

ad 4. Wat d'Unerkennung vun auslänneschen Diplomer souwuel aus dem Beräich vum Enseignement secondaire wéi aus dem Héichschoulberäich ubelaangt, ass, wéi an der Äntwert op d'Fro 3 ugedeit, déi gefrote Statistik aus technesche Grënn leider net opstellbar. Allerdéngs ass serviceintern ee séieren a präzisen Traitement eng Prioritéit, an dëst bedeit, dass alles gemaach gëtt, fir d'Waardezäit ënner dräi Méint ze halen.

Am Domaine vun der Unerkennung vun Diplomer aus dem Beräich vum Enseignement secondaire sinn dem SRD deemno och keng Fäll bekannt, wou de Bearbechtungsdelaï iwwer dräi Méint gaangen ass.

Am Domaine vun der Unerkennung vun auslänneschen Diplomer aus dem Héichschoulberäich gëtt et vereenzelt esou Fäll, woubäi dee längeren Delai an den allerméistes Fäll sech doraus ergëtt, dass nach méi déifgräifend a chronophage Recherchen hu misse gemaach ginn.

ad 5. Um Ministère fir Fuerschung an Héichschoul ass zanter 2021 de Service Registre des titres vu 5 op aktuell 6,5 Mataarbechter ugewuess. Dowunner si 6 Agente vollzäit fir de Service am Asaz, an een Agent deelzäit.

Am gläichen Zäitraum ass de Personalbestand am SRD ëm eng Persoun an d'Luucht gaang.

ad 6. Wat d'Unerkennung vun auslänneschen Héichschouldiplomer ubelaangt, schafft de Service Registre des titres, an enker Zesummenaarbecht mam CTIE, aktiv un engem neie Gestionsprogramm fir d'Demanden. Mat dësem wäerten engersäits gewëssen Zäit opwänneg Tächë wéi den Encodage zum gréissten Deel ewechfalen, an anerersäits eng besser Gestiou vum den ugesammelten Informatiounen iwwert déi jeeeweileg auslännesch Héichschoulsysteme ee méi flëssigen Traitement vun den Demanden erméiglechen, ouni Ofstrécher ze maache bei der Präzisioun vun den Decisiounen. Ausserdeem besteet d'Méiglechkeet, dass och de Service de la reconnaissance des diplômes vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend dëse Programm wäert kënne, mat den néidegen Adaptatiounen, iwwerhuelen, woumat d'Iwwermëttlung vun Diplomererkennungsdemanden, déi um falsche Ministère agereecht ginn, méi liicht a rapid wäert ginn.

Trotz kontinuierlechen Ustrengungen, fir den Delai fir all d'Demandeuren esou kuerz wéi méiglech ze halen, a wéi schonns 2023 an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3033 erwänt, wäerte gewësse Fäll allerdéngs och weiderhin en onkontrolléierbaren Afloss op den Duerchschnittsdelaï hunn. Heibäi handelt et sech ënnert anerem ëm den Delai tëscht dem Areeche vun engem onkompletten Dossier an der Vervollständigung duerch den Demandeur, mee och ëm den Delai, deen ufällt, wann eng onëmgänglech Informatioun bei enger Héichschoul oder bei auslänneschen Autoritéite muss nogefrot ginn.

Doriwwer eraus sief awer och nach bemierkt, dass Lëtzebuerg, zesumme mat de Partnerstaate vun der Benelux-Unioun, och eng Virreider-Roll spillt am Beräich vun der automatescher a géigesäiteger Unerkennung vun Héichschouldiplomer. Esou konnt säit 2015 opgrond vu géigesäitegem Vertrauen

etappeweis d'Majoritéit vun den Diploméierte vu belschen, hollänneschen, estneschen, letteschen a litauischen Héichschoule gesetzlech vun der Aschreiwungsprozedur an d'Héichschoulsektioun vum Registre des titres de formation dispenséiert ginn. Et ass natierlech wëschenswäert, dass och nach weider interesséiert Länner dem Traité vum 14. September 2021 bäitrieden, deen d'Grundlag geschaf huet, fir déi automatesch Unerkennung iwwert de Benelux-Raum eraus op Europa auszudeenen. Op dës Aart a Weis kéinten an Zukunft also nach méi Diploméierter ganz vun der akadeemescher Unerkennungsprozedur an den domat verbonnenen Delaie befreit ginn.

Wat den SRD ubelaangt, gëtt et, nieft der uewe genannten Optimiséierung vun de Prozesser duerch en neie Gestionsprogramm, aktuell keng aner Méiglechkeeten, fir de Bearbechtungsdelaï nach méi ze reduzéieren.

Organismes nuisibles dans les forêts | Question 3035 (14/10/2025) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

D'Inventaire iwwert de Gesondheitszoustand vun de Bëscher zu Lëtzebuerg zeechnen zanter 2019 en alarméierend Bild. Rezenten Donnéeën no, gëllen aktuell 26,5 % vun de Beem als liicht beschiedegt an 58,4 % souguer als staark beschiedegt. Geschwächte Beem si méi ufälleg fir Krankheeten a fir de Befall duerch Schadorganismen, wéi z. B. Kiewerleken, a kënnen sech doduerch net méi adäquat verdeeden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Fro stellen:

1. Kann de Minister detailléiert Ausféierungen zu de fënnef heefegste Schadorganismen an de Bëscher zu Lëtzebuerg virleeën, inklusiv dem jeeeweilege Prozentsaz vu Beem, déi domadder befall sinn?

2. Wéi héich ass de spezifischen Undeel vum dokumentéierte Schued, dee vum Agrilus biguttatus („Zweipunktiger Eichenprachtkäfer“) verursaacht gëtt?

3. Kann de Minister eng geographesch Kartographie (visuell Duerstellung) vun der aktueller Verdeelung vu Schadorganismen am Land liwweren?

4. Déi lescht Regierung hat an der „Stratégie et Plan d'action pour l'adaptation aux effets du changement climatique au Luxembourg 2018-2023“ deemols proposéiert, „[d']établir des scénarios d'apparition d'organismes nuisibles comme base de planification de mesures de protection végétale et animale et de recherche de solutions alternatives susceptibles d'abaisser la pression de ces nuisibles; [de] développer de nouvelles stratégies de lutte (régulation intégrée des organismes nuisibles)“. Kann de Minister matdeelen, wéi wäit dës Efforte sinn a wéi eng Resultater bis elo virleien?

5. Am Entwurf vun der nationaler Strategie fir d'Upassung un d'Auswierkunge vum Klimawandel 2025–2035 ass d'Schafung vun engem permanente Monitoring iwwer d'Auswierkunge vum Klimawandel op d'Bëscher virgesinn. Ass an dësem Kader och d'Erfaassung an déi méiglech Verbreedung vu verschiddene Schadorganismen berécksichtegt? Falls jo, ëm wéi eng Schadorganisme géif et sech dobäi konkret handelen?

Réponse (14/11/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Naturverwaltung hëlt Meldunge vu Schuedorganismen entgéint, an iwwerpréift a validéiert dës Daten. Dat erméiglecht hir, ee grafft Bild iwwer

d'Präsenz vu Schuedorganismen an de Lëtzebuerger Bëscher ze kréien. Aktuell ass et net méiglech, méi systematesch detailléiert Daten iwwert d'Vebreedung vu Schuedorganismen an de Lëtzebuerger Bëscher ze liwweren.

Aus deem ville Fichtekalamitéitsholz, dat entweder gehaen an op de Marché bruecht gëtt oder als dier Beem dobaussen am Bësch stoe bleift, kann d'Konklusioun gezu ginn, dass nach ëmmer déi zwou Borkenkäferarten, de Buchdrucker an de Kupferstecher, groussflächeg virkommen an zum Ofstierwe vu Fichtebëscher féieren.

Donieft hu sech an de leschte Joren awer och d'Meldunge vun der Ahorn-Rußbrindenkrankheit bei den Ahornbeem an d'Virkomme vum Eichenprachtkäfer bei den Eeche geheeft. Déi méi heefeg Präsenz vun dëse Schuedorganismen kann op de Klimawandel an déi duerch de Klimawandel bedéngte Witterungsbedéngungen zeréckgefëiert ginn, déi maachen, dass d'Beem geschwächt ginn a manner Widerstandskraft géint Krankheeten hunn.

Nieft dëse méi neien Observatiounen sollt awer och nach d'Eschentriebsterbe bei den Eschebeem genannt ginn, dat weiderhin dozou féiert, dass d'Eschen zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus am grouse Stil ofstierwen.

ad 2. Déi dokumentéiert Schied, déi duerch den Eichenprachtkäfer verursaacht gi sinn, si bis elo nach niddereg a goufen haaptsächlech an Eechebëscher oder Louhecke festgestallt, déi sech op ongënschtege Standuerter befannen. D'Eeche ginn op dëse Standuerter an hire physiologeschen Aktivitéite beanträchtegt a sinn dofir manner resistent géint all méiglech Afloss vu baussen.

ad 3. Well et aktuell kee landeswäite Monitoringssystem fir d'Erfaassung vu Schuedorganismen an de Bëscher gëtt, ass et och net méiglech, Kaarte vun der Verbreedung vu Schuedorganismen am Land ze publizéieren.

ad 4. Am aktuellen Aarbechtsprogramm vun der Naturverwaltung ass virgesinn, ee System fir d'Iwwerwaachung vun de Bëschkrankheeten opzebauen. Dëse Monitoringsystem wäert esou opgebaut ginn, dass et méiglech ass, iwwer Meldunge vum Terrain ee gudden Iwwerblëck iwwer eng ganz Rei vu Schuedorganismen zu Bëschbeem ze kréien. Dëse System wäert et awer net erlaben, quantitativ regional Aussoen ze maachen.

Nieft dem Opbau vun dësem Monitoringsystem ass d'Naturverwaltung am Kader vun de Klimadaptatiounsmoossnamen ausserdeem scho säit längerem amgaang, déi ëffentlech Bëscher duerch folgend Moossname méi resilient géint extern Afloss ze maachen:

- standuertsugepasste Bamaartewal;
- Opbau vu strukturelle Bëschbestänn, déi sech aus méi Bamaarten zesummesetzen;
- schounend Agrëff bei der Bëschbewirtschaftung, déi zum Zil hunn, d'Stabilitéit an d'Vitalitéit vun den eenzelne Beem laangfristeg ze stäerken.

Déi privat Bëschbesëtzer ginn duerch finanziell Hëllef ënnerstëtzt, hir Bëscher och méi klimaresilient ze maachen.

Als leschte Punkt sollt dann nach erwänt ginn, dass de Service de la protection des végétaux vun der ASTA zesumme mat der Naturverwaltung och Aktiounspläng fir déi forstlech relevant Quarantäneschuedorganismen ausschafft. Dëst sinn net eenheemesch Schuedorganismen, déi d'Potential hunn, zu grouse finanziellen an ekologesche Schied an eise Bëscher ze féieren.



ad 5. Wéi schonns an der Äntwert op d'Fro 4 duergestallt, wäert d'Naturverwaltung ee Monitoringsystem fir d'Iwwerwaachung vun de Bëschschuedorganismen entwéckelen. Bei de Schuedorganisme wäert sech an engem éischten Usaz op déi Aarte beschränkt ginn, vun deene gewosst ass, dass si d'Potential hunn, fir gréisser Schied ervirzeruffen. De Monitoringsystem muss awer a sengem Opbau esou flexibel gestallt ginn, dass och nei Schuedorganismen, déi bis elo nach net bei eis virkomm sinn, séier iwwerwaacht kënnen ginn.

Brevets de sauvetage requis pour les enseignants | Question 3036 (15/10/2025) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

D'Léierpersonal vun de Schoulen, dat d'Schülerinnen am Kader vun de Schwammkursen an och am Kader vun der LASEP (Ligue des associations sportives de l'enseignement primaire) begleet, muss am Besëtzt vum „Junior Life Saver“-Brevet sinn, fir d'Sécherheet vun de Kanner am Waasser ze garantéieren. Dee Brevet huet awer nëmmen eng Gültigkeetsdauer vun zwee Joer.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an un den Här Sportsminister stellen:

1. Gëtt et Ausnamen zu der Gültigkeet vum „Junior Life Saver“-Brevet fir d'Léierpersonal?

2. Gëtt d'Gültigkeet vum „Junior Life Saver“-Brevet vum Léierpersonal reegelméisseg iwwerpréift? Wa jo, ween ass dofir zoustänneg?

3. Hunn d'Krittäre fir d'Erhale vum „Junior Life Saver“-Brevet sech an de leschte Jore geännert?

Réponse (18/11/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Georges Mischo, Ministre des Sports

Wéi am Artikel 6 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental festgehalen, muss e Kandidat, fir zum Stage, deen op d'Funktioun vun Enseignant an der Grondschoul virbereet, zougelooss ze ginn, ënnert anerem e „brevet élémentaire de sauvetage aquatique“ vu mindestens 12 Stonne virweise kënnen. Zousätzlech hält de genannten Artikel fest, dass dese Brevet vum Minister muss unerkannt sinn an dëst op Avis vun der Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage. Et gëtt virun dësem Hannergrond also keng legal Obligatioun fir d'Enseignanten, spezifesch den „Junior Life Saver“ ze hunn, fir fir de Stage zougelooss ze ginn an et bidden sech ënnerschiddlech aner Optiounen.

Des Weidere sief dorop higewisen, dass et eenzeg eng gesetzlech Obligatioun fir d'Virleeë vun engem Brevet fir den Ufank vum Stage gëtt a keng gesetzlech Restriktiounen a punkto Gültigkeetsdauer virgesi sinn.

Dem Léierpersonal, dat de Schwammkurs ofhält, gëtt iwwert d'Circulaire de printemps, déi all Joer en vue vun der nächster Rentrée publizéiert gëtt, recommandéiert, sech um Niveau vun der Éischter Hëllef an dem Rettungsschwamme weiderzebilden.

Amendes administratives infligées par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) | Question 3037 (15/10/2025) de M. André Bauler | M. Patrick Goldschmidt (DP)

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) annonce plus ou moins régulièrement des

sanctions administratives qu'elle a infligées à des acteurs financiers les plus divers.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Dans combien de cas la CSSF a-t-elle infligé des amendes administratives depuis 2015 ?

2) Comment les montants des amendes administratives ont-ils évolué au fil des années ?

3) Comment les liquidités de la CSSF ont-elles évolué entre-temps ?

4) Au vu des tâches et obligations de plus en plus variées de la CSSF, quelle a été l'évolution de ses personnels depuis 2015 ?

Réponse (17/11/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) et 2) Il est renvoyé à la réponse du 15 octobre 2025 à la question parlementaire n° 2875.

ad 3) Le tableau ci-après présente l'évolution des liquidités de la CSSF sur la période de 2015 à 2024 au 31 décembre de l'année en question :

L'augmentation progressive de ses liquidités reflète l'augmentation des frais de fonctionnement qui est due à la fois à l'élargissement des missions de la CSSF et à la croissance du volume des textes législatifs à superviser auprès des entités surveillées.

Selon le principe de prudence, la CSSF maintient en moyenne l'équivalent de six mois des frais de fonctionnement sur ses comptes.

ad 4) Le tableau ci-après présente l'évolution des effectifs de la CSSF depuis 2015 :

État de bâtiment du Lycée Robert-Schuman | Question 3038 (15/10/2025) de M. Fred Keup (ADR)

Am Kontext vun der aktueller Sanéierung vum Lycée Robert-Schuman hat d'Regierung an hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2011 vum 5. Mäerz 2025 vun den honorabelen Deputéierte Francine Closener a Ben Polidori prezisiéiert, et wier decidéiert ginn, déi iewescht Stäck vum Gebai vum LRSL net méi ze notzen. De Rez-de-chaussée kéint weider ouni Risk benotzt ginn, well hei d'Struktur duerch eng Rei Stabiliséierungsmesurë verstärkt konnt ginn. Mëttlerweil leien eis Informatiounen vir, no deenen dat historescht Haaptgebai am Dezember 2025 ganz zougemaach wäert ginn.

An deem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass dat historescht Haaptgebai am Dezember ganz zougemaach wäert ginn? Wa jo, wéini wäerten d'Aarbechten zur Sanéierung vum Haaptgebai ofgeschloss sinn an d'Gebai rëm opgoen?

2. Wéi gëtt séchergestallt, dass d'Léierbedéngungen an d'Unterrechtsqualitéit am neie Schouljoer net ënnert den Aarbechte leide wäerten?

3. Gëtt et zousätzlech Belaaschtungen fir Schüler am neie Schouljoer (z. B. Kantin, Pendelweeër, verännert Unterrechtszäiten)?

4. Gëtt et reegelméisseg Rapporten oder Updates iwwer Fortschreitter a Problemer vun de Sanéierungs-aarbechten? Wa jo, wou sinn déi verfügbar?

5. Beanträchtegt déi aktuell Situatioun ausserschoulesch Aktivitéiten?

Réponse (14/11/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Haaptgebai gëtt, bis op den Deel vun der Direktioun, am Dezember 2025 zougemaach. D'Verwaltung fir ëffentlech Bauten huet eng Étude de faisabilité an Opdrag ginn an ass aktuell souwuel mam Notzer ewéi mat de concernéierte Fachplaner a Kontakt, fir d'Besoinen vun der Schoul ze definéieren an ze analyséieren. An der Suite wäert dann ee Projet fir d'Renovatioun vum Gebai ausgeschafft ginn. Opgrond vum Stadium vun den Etudé kann aktuell keng Ausso zu engem Planning gemaach ginn.

ad 2. D'Schüler an d'Léierpersonal sinn aktuell an engem héichwäertegen Ersatzbau ënnerbruecht, deen allen néidegen Ufuerderungen gerecht gëtt a gréisstméigleche Confort bitt. Fir de spédere Chantier gëtt dofir gesuergt, dass souwuel d'Fluxen tëscht de Schüler an den Aarbechte getrennt ginn, ewéi dass den Impakt op den Oflaf vun der Schoul esou geréng ewéi méiglech gehale gëtt.

ad 3. Bis am Januar sinn 13 Klasse vum Lycée Robert-Schuman (LRSL) am Institut national des langues (INLL) ënnerbruecht.

Dëst bedeit, dass d'Enseignantë vun deene Klassen hin- an hierpendele mussen. Fir dee Wee sinn ëmmer 10 Minutte virgesinn; d'Enseignantë wiesselen am Prinzip während der klenger Paus oder während der Mëttespaus tëschent deenen zwee Gebaier. D'Schüler wiesselen nëmme ganz weëg, z. B. fir de Sport. Och do sinn 10 Minutte fir de Wee virgesinn. D'Direktioun vum LRSL huet am INLL Klasse logéiert, déi keng Spezialsäll brauchen.

Um Niveau vun der Restauratioun ass d'Kantin am ale Gebai vum LRSL zougemaach ginn, esou dass d'Hallschent vun de Kapazitéiten an der Distributioun verluer gaang ass. D'Schüler vum LRSL ginn dofir och am Lycée des Arts et Métiers zerwéiert. Déi Klassen, déi am INLL sinn, iessen do an der Kantin. Fir d'nächst Rentrée huet d'Direktioun mat der Administration des bâtiments publics a Restopolis e Projet lancéiert, fir en zousätzleche Sall fir d'Distributioun vum Iessen ëmzebauen. Domat dierft de Problem vun der Restauratioun zum groussen Deel geléist sinn.

Un den Unterrechtszäiten huet sech am Prinzip näischt geännert. Heiansdo ass eng kleng Paus verréckelt ginn, mee grondsätzlech funktionéiert d'Schoul nach ëmmer vu 7.55 bis 13.55 Auer.

ad 4. D'Etuden iwwer d'Sanéierungs-aarbechten sinn amgaangen. Am Moment kënnen awer nach keng Ausso gemaach ginn, wéi déi definitiv Sanéierungsmoossname konkret ausgesinn.

ad 5. Déi ausserschoulesch Aktivitéit si kaum vum Chantier betraff. Heibäi kann een op all d'Infrastruktur vum neie Gebai zeréckgräifen, wou z. B. d'Bibliothék ënnerbruecht ass, gradewéi den Infosall, de Mediasall an déi grouss Sportsaal. Just de Jugendtreff huet misse liicht reduzéiert ginn; an de Pavillone sinn zwee Raim virgesi fir de Service socio-éducatif an de Jugendtreff, mee d'Raimlechte si méi begrenzt. Nawell ass d'Unzuel vun den Aktivitéiten net erofgaangen.

Acquisition dans le cadre de la coopération des États du Benelux d'un système de défense aérienne | Question 3039 (15/10/2025) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

Aus de rezenten Noriichte geet ervir, dass Lëtzebuerg, zesumme mat de Benelux-Partner, d'Acquisitioun vun engem gemeinsame Loftverdeedungssystem plant. Dese Schrëtt schéngt en Deel vun enger verstärkter regionaler Zesummenaarbecht am Beräich vun der Verdeedegung ze sinn, besonnesch am Kader

vun der aktueller geopolitescher Lag. D'Theema vun der nationaler a kollektiver Loftverdeedegung ass vu grousser Bedeitung fir d'Sécherheet vum Lëtzebuerger Territoire a sengen strateegesch wichtege Funktiounen.

Et stellt sech d'Fro, wéi dës Benelux-Initiativ sech zur European Sky Shield Initiative (ESSI) verhält, vun där Lëtzebuerg bis ewell keen Deel ass, wéi och de genauen Ëmfang, d'Käschten an de Personalbedarf vun deem geplangte System.

An deem Zusammenhang wëllt mir der Ministesch fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Loftverdeedegungssystemer ginn am Kader vun der Benelux-Zesummenaarbecht evaluéiert oder sinn an der Acquisitioun virgesinn?

2. Wéi eng Zort Schutz (z. B. géint Rakéiten, Dronen oder Fligeren) soll duerch dës Benelux-System fir Lëtzebuerg garantéiert ginn?

3. Wéini gëtt dës geplangte System operationell a wéi héich ginn déi gesamt finanziell Käschte fir Lëtzebuerg fir d'Acquisitioun, den Ënnerhalt an den Asaz geschätzt?

4. Wéi vill zousätzlecht Personal wäert d'Lëtzebuerger Arméi brauchen, fir d'Operatioun an den Ënnerhalt vun dësem System ze garantéieren, a wéi gëtt dës Personalbedarf gedeckt?

5. Wéi positionéiert sech dës Benelux-Initiativ zu der European Sky Shield Initiative (ESSI), a gouf d'Optioun vun engem Bäitritt zur ESSI an d'gläichzäiteg Benelux-Kooperatioun ënnersicht?

6. Ass dës Projet en Ersatz fir virdrun diskutéiert national oder multilateral Loftverdeedegungspläng, a wa jo, aus wéi enge Grënn koom et zu dëser Nei-orientéierung an der Strategie?

Réponse (17/10/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

Entgéint deem, wat an der belscher Press steet, huet Lëtzebuerg nach keng Entscheedung fir e System oder eventuell Partner an der Loftverdeedegung a Rakéitenofwier getraff. Mir consideréieren aktuell nach verschidden Optiounen.

Véracité des chiffres du taux d'épargne des résidents luxembourgeois | Question 3040 (15/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2831 haten d'Ministèren Zuelen zur Entwécklung vun den Erspuernisse vum Lëtzebuerg Awunner geléiwert a verweisen op Zuele vum Statec. Allerdéngs decken sech dës Zuelen net mat deene vum Statec aus der Note de conjoncture 2-24 (Säit 21). Speziell d'Zuele vun 2022 bis 2024 decken sech guer net mat deenen aus der Äntwert vun de Ministeren.

An deem Zusammenhang wëllt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Fro stellen:

– Wéi kënn dës Differenz zustanen a wat sinn déi „richteg“ Zuelen?

Réponse (11/11/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

D'Donnéen vum Erspuernis-Taux vun den Awunner, déi op de Säite 26 a 87 vun der Note de conjoncture 2-2024, déi am Dezember 2024 publizéiert gouf, duergeluecht sinn, hunn op Schätzunge vun den Nationalkonten an op Previsiounen vum Statec berout:

– Fir d'Joer 2022 huet et sech ëm eng éischt Schätzung gehandelt vun de järechen Nationalkonten

(déi op Donnéeën berout hunn, déi dee Moment wou d'Berechnunge gemaach goufen nach net komplett waren).

– Fir d'Joer 2023 huet et sech ëm Schätzunge gehandelt vun den trimesterellen Nationalkonten (déi och op Donnéeën berout hunn, déi nach net komplett waren).

– D'Joer 2024, 2025 an 2026 ware Previsiounen, déi op der Schätzung vun den Nationalkonten vun de Jore virdu berout hunn, an op de Previsiounen vun der Entwécklung vum Konsum a vum Akommes vun den Haushalter.

De 5. September 2025 ass eng éischt Schätzung fir d'Joer 2024 vun de järechen Nationalkonten vum Statec gemaach ginn, an déi viregt Jore si mat de rezentst verfügbaren Donnéeën revidéiert ginn, wéi de Statec et a sengem STATNews N° 27 vum 5. September 2025 ugekënnegt huet: <https://statistiques.public.lu/fr/actualites/2025/stn27-25-comptes-trim.html>.

Den Erspuernis-Taux gëtt als d'Differenz tëschent dem disponibelen Akommes vun den Haushalter an hirem Endkonsum berechent, an ausgedréckt a Prozent vum disponibelen Akommes.

D'Revidéiere vum Erspuernis-Taux tëschent der vum Deputéierte genannter Note de conjoncture 2-2024 vun Dezember 2024 an de méi rezenten Donnéeën, déi an der Äntwert vum 10. Oktober 2025 op d'parlamentaresch Fro N° 2831 duergeluecht goufen, kënn bal integral vum Revidéieren no uewe vum Endkonsum vun den Haushalter fir d'Joer 2022 bis 2024. D'Revidéiere vum disponibelen Akommes war nëmme marginal.

De Konsum vun den Haushalter fällt effektiv elo méi héich a méi dynamesch aus wéi virdu. Et gëtt eng Erhéijung vum Wäert vun 9 % pro Joer am Duerchschnitt tëschent 2022 an 2024, dës war virdu op 6 % ugesat, esou datt den Erspuernis-Taux sech nei gerechent huet a méi niddreg ginn ass tëschent 2022 an 2024 (-5 Prozentpunkte pro Joer).

Exonération fiscale des subsides pour les forêts | Question 3041 (15/10/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

Bei der Verwaltung vun de Bëscher falen Investisementer a Subventiounen meeschtens a verschidde Steierjoren. Dës Ertrag ginn zum anere Joresakommes drop gerechent a generéieren doduerch schonn eng héich Besteuerung. Wéi een an enger Publikatioun vum President vum Lëtzebuerger Bësch konnt liesen, géif d'Steierverwaltung kee Problem dra gesinn, Subventiounen bei der Verwaltung vun de Bëscher steierfräi ze maachen. Dofir misst allerdéngs dat entsprechend Gesetz vum 3. Mäerz 2022 ofgeännert ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

– Deelt d'Regierung de Gedanke vun der Steierverwaltung, fir d'Subventiounen bei der Verwaltung vun de Bëscher steierfräi ze maachen? Wa jo, wéini ka mat der Ëmsetzung vun där Initiativ gerechent ginn?

Réponse (18/11/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Aktuell gesäit weeder de „règlement grand-ducal du 3 mars 2022 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers et modifiant le règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de

l'environnement naturel“ nach d'Steiergesetzgebung eng Steierbefreiung vun dësen Hëllef vir. Deemno ass eng Remise vun deene Steieren duerch d'Steierverwaltung sou net méiglech.

D'Aféiere vun enger Steierbefreiung misst iwwert ee Gesetz duerch d'Chamber agefouert ginn. Am Aklang mam Regierungsprogramm schafft d'Regierung weider un der Ausaarbechtung an der Ëmsetzung vu Moosname fir d'Stärkung vun eisen Ökosystemer.

Deuxième édition de l'enquête sur la satisfaction des agents et les pratiques de management auprès de l'État | Question 3043 (15/10/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Dans la question parlementaire n° 2135 datant de mars dernier, j'avais interrogé Monsieur le Ministre de la Fonction publique au sujet de l'enquête menée en 2024 concernant la satisfaction des agents et les pratiques de management au sein de l'État.

En plus du rapport global, chaque administration s'était vu remettre à l'époque un rapport spécifique à son organisation, reprenant en détail les résultats de l'enquête. Comme ces rapports spécifiques n'avaient pas été rendus publics, la sensibilité politique déi gréng avait formulé une demande d'accès aux informations afin de pouvoir consulter les données en question.

Dans sa réponse à ma question parlementaire susvisée, Monsieur le Ministre avait indiqué qu'une seconde collecte de données serait réalisée. Le 14 octobre 2025, le ministère a présenté les résultats globaux de cette deuxième enquête. Cependant, aucune ventilation par ministère ou par administration n'a été publiée. Cette absence rend impossible toute évaluation différenciée, alors que les rapports de 2024 avaient révélé des écarts marqués entre administrations.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer les résultats par ministère ou par administration, afin de permettre un suivi des tendances et d'identifier les domaines nécessitant encore un accompagnement ?

2) Les ministères et administrations qui avaient enregistré des taux de satisfaction inférieurs à la moyenne en 2024 présentent-ils aujourd'hui des progrès mesurables ?

3) Quelles mesures concrètes ont été mises en œuvre par les ministères concernés avec l'appui de l'initiative FP2025 depuis la première enquête ?

Réponse (13/11/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1) Comme pour le 1^{er} volet de l'enquête, le Ministère de la Fonction publique réserve l'accès à l'intégralité des résultats aux seuls membres de la Chambre des Députés, dans le cadre de leur mission de contrôle du pouvoir exécutif.

La confidentialité des résultats permet aux agents et aux ministères et administrations faisant le choix de participer d'être libres de toute influence extérieure. Elle garantit donc la sincérité des réponses et l'efficacité de l'enquête.

Les sondages sont conçus comme un outil de progression et d'amélioration interne, et non comme un moyen de comparaison entre administrations ou une source de débat public. Une exposition trop large pourrait détourner ces enquêtes de leur objectif

premier : celui d'aider chaque administration à optimiser ses pratiques de management en interne.

Les entités participantes ont de leur côté reçu leurs propres résultats. C'est ici que sont ensuite identifiées et mises en œuvre les pistes d'actions pour les évolutions organisationnelles nécessaires. Une version publique de l'enquête 2025 au niveau national est à disposition en ligne⁴. Celle-ci comprend aussi une comparaison avec les résultats de 2024.

ad 2) Les résultats détaillés de l'enquête étant accessibles aux membres de la Chambre des Députés dans le cadre de leur mission de contrôle du pouvoir exécutif, je présente ici quelques éléments d'évolution concernant des thématiques telles que la satisfaction ou le bien-être au travail et la perception de la hiérarchie par les agents.

Les résultats de la seconde enquête ont révélé plusieurs tendances globalement positives. Ainsi, 69 % des répondants ont estimé que leur organisation favorise l'équilibre vie professionnelle/vie privée grâce à des modalités de travail flexibles comme le télétravail ou le coworking. Ce chiffre a progressé de 8 points par rapport à l'édition précédente. Autres tendances positives : 29 % des répondants ont estimé qu'un soutien suffisant à la santé mentale était fourni sur leur lieu de travail, un chiffre qui progresse de 7 points. Enfin, 60 % des répondants expriment une évaluation positive des pratiques de leadership du chef ou de la cheffe de l'unité dans laquelle ils travaillent, soit une hausse de 4 points, en cohérence avec la progression de 11 points pour ceux qui estiment que leur direction intègre activement le feedback des agents (45 % en 2025 versus 34 % en 2024).

ad 3) Dans le cadre de l'enquête menée, les organisations participantes disposant d'unités organisationnelles comptant plus de 10 agents ont été intégrées au dispositif de recherche mis en place par les chercheurs universitaires.

L'étude s'est appuyée sur une approche comparative en deux phases :

– Phase 1 : Un premier groupe de responsables de service, issus de divisions ou services ayant recueilli au moins 10 réponses au questionnaire, a été sélectionné pour bénéficier d'un accompagnement visant à améliorer les pratiques managériales. Cet accompagnement a été proposé après la première phase de collecte.

– Phase 2 : Un deuxième groupe de responsables de service bénéficiera du même accompagnement à l'issue de la deuxième phase de collecte.

Entre la première enquête réalisée en 2024 et la seconde en 2025, 71 responsables de service auront ainsi bénéficié d'un accompagnement individuel et personnalisé d'une durée de 6 heures avec un coach professionnel.

Dans le cadre de l'initiative FP2025, plusieurs accompagnements ont été proposés aux organisations participantes en complément du dispositif de recherche :

– un atelier d'échange de bonnes pratiques destiné aux responsables des ressources humaines des organisations participantes, organisé lors de la conférence du réseau des ressources humaines du 2 décembre 2024 ;

– plusieurs ateliers thématiques à destination des services RH portant sur la sensibilisation et la prévention du harcèlement, la gestion des conflits ainsi que la mise en place des mesures de prévention internes.

Par ailleurs, sur demande des différentes organisations participantes, les experts FP2025 ont réalisé des accompagnements sur mesure, tels que

– des coachings d'équipes ou coachings de directions ;
– des formations sur mesure pour les responsables d'équipes sur les thématiques de management/leadership ou de premier secours en santé mentale ;
– des conseils et accompagnements des directions sur des thématiques diverses telles que la communication interne, les valeurs de l'administration, le programme de travail, etc.

Règles concernant l'installation de miradors pour la chasse | Question 3044 (16/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Kader vun der Juegd dierfen d'Jeeër een Héichsëtzer (Mirador) opstellen. An engem Dokument vun der ANF si verschidde Reegele festgehalde fir de Bau vun neien Héichsëtzer. Am Juegdgesetz selwer ass net vill iwwert d'Héichsëtzer ze fannen an och am Naturschutzgesetz vun 2018 steet just geschriwwen: „Les miradors ne sont autorisés que pour la durée du bail du lot de chasse.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. Wéi eng Geneemegunge gi gebraucht, fir een neien Héichsëtzer opzerrichten?

2. Op wéi enge Plazen dierfe keng Héichsëtzer opgestallt ginn?

3. „Le requérant doit avoir obtenu une autorisation avant toute rénovation ou installation d'un mirador.“ (Dokument ANF)

Wat ass déi legal Basis vun dëser Autorisatioun, a wéi eng Krittären a Prozedure gëllen hei?

4. Wéi vill nei Héichsëtzer goufen an deene leschte 5 Jore gebaut?

5. Wéi vill Héichsëtzer gëtt et aktuell zu Lëtzebuerg?

Réponse (17/11/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. All Héichsëtzer – ob fix oder mobil – gëtt als Konstruktioun ugesinn a fält domat ënner d'Geneemegungspflicht vum aktuellen Naturschutzgesetz.

Eng Ausnam dozou ass an der Annex 9 vum Naturschutzgesetz festgehalen. Dës Annex definéiert Fäll, an deene Strukturen net als Konstruktioun gëllen an domat keng Geneemegung erfuerderen.

Dës Ausnahme gëllen nëmmen ausserhalb vun nationalen Naturschutzgebiddern a betreffen:

– Mobil Kanzelen: Maximal zwou pro Juegdloos. All weider mobil Kanzel muss separat ugefrot ginn;

– Podiumen aus net traitéiertem Holz: Erlaabt fir d'Dauer vun der Klappjuegd;

– Usëtzeleederen: Fir d'Ausübe vun der Juegd.

An nationalen Naturschutzgebiddern müssen am Prinzip all juedgdech Strukturen – egal ob mobil oder fix – virdrun ugefrot a geneemegt ginn.

ad 2. Dat aktuellt Naturschutzgesetz enthält keng explizitt Virgaben dozou, op wéi enge Plazen Héichsëtzer opgeriicht dierfe ginn. Prinzipiell ass d'Opriichte vun Héichsëtzer am ganze Land erlaabt, ënner der Bedéngung, datt kee geschützte Biotop – wéi z. B. eng Heck oder ee Bam – beschiedegt oder zerstéiert gëtt, an datt en général d'Objektiver vum Naturschutzgesetz respektéiert ginn.

D'Naturverwaltung huet intern Richtlinnen ausgeschafft, déi bei der Bewäertung vun Naturschutzdemanden fir Héichsëtzer berücksichtegt ginn. Dës Richtlinie gesi vir, dass Héichsëtzer opgeriicht kënnen ginn:

– Am oder niewent dem Bësch;
– Niewent Hecken oder Beem;
– Am Fall vu mobilen Héichsëtzer um oppene Flouer, och wa kee Bam oder keng Heck direkt niewendru steet.

ad 3. D'Grundlag fir d'Geneemegung vun Héichsëtzer ass den Artikel 6 vum modifizéierten Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018. All nei Héichsëtzer ginn als Konstruktioun ugesinn a brauchen eng Naturschutzgeneemegung.

Renovatiounen u besteeënden a legal opgeriichten Héichsëtzer brauchen säit der Modifikatioun vum Naturschutzgesetz vum 23. August 2023 keng Geneemegung méi, soulaang et net zu enger visueller Ännerung kënnt a keng Verännerung vun den Dimensionen virgesinn ass.

Déi Ausso aus engem fréieren ANF-Dokument bezitt sech op déi virdru gëlteng Gesetzeslag, an där och Renovatiounen u Konstruktiounen an der Gréngzon eng Geneemegung erfuerdert hunn. Zënter der Gesetzesännerung ass dat – ënner bestëmmte Konditiounen – net méi néideg.

D'Naturschutzgesetz selwer enthält keng explizitt technesch Standarden fir Héichsëtzer. Allerdéngs huet d'ANF intern Richtlinnen ausgeschafft, déi bei der Bewäertung vun enger Naturschutzdemande berücksichtegt ginn. Dës Richtlinnen betreffen ënnert anerem:

– Maximal Fläch vum Héichsëtzer: 2,5 m²;
– Material: Ganz aus Holz oder mat vollstänneger Holzverkleedung.

ad 4. D'Naturverwaltung féiert keng separat Statistik iwwert d'Unzuel vun den Héichsëtzer, déi pro Joer geneemegt ginn.

ad 5. De Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit huet keng Zuelen doriwwer.

Faillites causées par l'État | Question 3045 (16/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An engem „Wort“-Artikel vum 15. Oktober mam Titel „Warum ein Luxemburger Filmemacher trotz Erfolg pleite ging“ beschreift een Entrepreneur, wéi hien, ënnert anerem, duerch Steierschulden beim Staat an der CCSS a finanziell Schwierigkeeten kouw an do-duerch an d'Faillite gedriwwen gouf.

„Darin erklärt er, dass die Insolvenz im Wesentlichen aus einer fehlenden Abstimmung zwischen Sozialversicherung (7.200 Euro) und Steuern (12.400) resultiere, während gleichzeitig überzahlte Mehrwertsteuerbeträge in Höhe von mehr als 100.000 Euro bis heute nicht rückerstattet wurden.“

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung, fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Fro stellen:

– Wéi vill Firms sinn opgrond vu Steierschulden oder Schulden bei der CCSS duerch de Staat an d'Faillite gedriwwen ginn, opgeléicht pro Joer zënter 2020?

Réponse (18/11/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Virop ass et wichteg kloerzestellen, dass d'Verwaltung keng Gesellschaft an d'Faillite „dreiwen“.

Am Tableau⁴ hei ënnendréiner ass opgeléicht no Joer d'Unzuel u Betriber, déi duerch de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) en faillite assignéiert goufen:

Fir d'Enregistrementsverwaltung (Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA)

présentéiert sech d'Situatioun fir d'Joren 2020 bis 2024 follgendermoossen:†

Den Tableau† heidrënner weist fir d'Period 2020 bis 2024 d'Unzuel un Assignatiounen „en faillite“, déi vun der Steierverwaltung (Administration des contributions directes) initiéiert goufen:

Et ass och ze ënnersträichen, datt all Steierzueler iwwert den Extrait de compte, d'Contrainte an de Commandement, deen zougestallt gëtt, genau iwwer seng Situatioun Bescheed weess an also eng ettlech Geleeënheeten huet, fir sech ze regulariséieren.

Weider sief op d'Ausféierungen an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3244 vum 3. Dezember 2020 verwisen.

Construction d'une station de tram à Pontpierre | Question 3046 (16/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

A menge virege parlamentaresche Froen N° 1714 an 1889 wollt ech méi doriwwer wëssen, wéi et méiglech ass, dass de Grupp Giorgetti, direkt nieft sengem Groussprojet GridX zu Féiz, d'Autobunnsofpaart baut a firwat op dëser Plaz do ee weideren Tram-Arrêt entstoe soll. Ënnert der vireger Regierung war dësen Arrêt net a Fro komm, wéi Virgule.lu an engem Artikel vum 14. November 2024 berichter hat:

„L'idée d'une station de tram à Pontpierre ne faisait pas partie du projet initial : cette option avait notamment été écartée par l'ancien Ministre de la Mobilité, François Bausch (déi Gréng), quand il était en fonction. Mais un revirement de situation semble avoir été opéré ces derniers mois en raison d'un gros potentiel et d'une forte demande à venir“, précise le ministère, qui met en avant les nombreux emplois liés à GridX ou encore l'organisation d'événements dans le futur complexe.“

Op enger Pressekonferenz de Méindeg huet d'Mobilitéitsministesch nei Annoncen zur Infrastruktur ronderëm de GridX gemaach. Wéi d'„Wort“ an engem weideren Artikel vum 13. Oktober berichter:

„Neu ist, dass die jüngst angedachte Haltestelle in Steinbrücken nun in Wickringen direkt am neuen Zentrum GridX entstehen soll. Auch wird die Haltestelle Leudelingen nicht wie anfangs geplant östlich der Autobahn entstehen, sondern westlich, näher an der Industriezone.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Wäert eng Firma vum Grupp Giorgetti och den Tram-Arrêt hei bauen?
2. Gouf et, am Virfeld vun der Annonce vun der Ministesch, Treffen tëschent Regierungvertrieder oder Staatsbeamten a Vertrieder, Actionnaires oder Interessevertrieder vum Grupp Giorgetti?

Réponse (14/11/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Zu Steebrécke gëtt op Demande vun de concernéierte Gemengen den Tramsarrêt op der Nordsäit vun der Autobunn implantéiert. Dës Léisung ass aus mobilitéitstechnescher Siicht méi avantagéis, well se e bessert Ëmsteigen tëschent Bus an Tram erméiglecht, méi einfach Emprise mat sech bréngt an den urbanisteschen Impakt op d'Lokaliteit vu Steebrécke reduzéiert.

ad 1. Wéi all d'Chantieren, déi duerch Luxtram ausgefouert ginn, ginn och d'Aarbechten am Kader vum Projet Tram rapide vollstänneg am Kader vun öffentleche Marchéen ausgeschriwwen, am Aklang mat der

gültiger Gesetzgebung. Et ass dofir de Moment net méiglech ze soen, wéi eng Firma zum Schluss den Zouschlag kritt.

ad 2. Luxtram huet am November 2023 un enger Chantier-Visitt um Site vum GridX-Projet deelgeholl, fir sech en Iwwerbléck ze verschafen iwwert den Ëmfang vum Projet, d'örtlech Konditiounen, d'erwaart Besucherstréim (och am Kader vu gréisseren Evenementer) an déi zukünfteg Zuel u Beschäftegten. Bei dëser Visitt waren och Memberen aus der Direktioun vum Grupp Giorgetti present. Ausser deem Treffen hate weeder ech nach meng Beamten, nach Luxtram weider direkt Treff mat dem Grupp Giorgetti oder senge VertriederInnen. Am selwechten Zäitraum huet et awer verschidde Reunionen mat de concernéierte Gemenge ginn, fir d'Besoinen am Beräich Mobilitéit an d'Integratioun vum zukünftigen Arrêt zu Steebrécken am Detail ze analyséieren.

Campagne de sécurité routière pendant la saison de chasse | Question 3048 (16/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An engem Communiqué warnt de Mobilitéitsministère zesumme mat der Jeeërfederatioun virum Ufank vun der Juegdsaison. Op rtl.lu steet geschriwwen:

„D'Federatioun vun de Jeeër an d'Sécurité routière ruffen d'Automobilisten op, besonnesch laanscht Bëscher a Felder op d'Vitess opzepassen an all Abléck dermat ze rechnen, datt en Déier iwwert d'Strooss leeft. [...] D'Chauffere gi gefrot d'urgence ofzebremen, wann en Déier iwwert d'Strooss leeft, mee net ze probéieren, dem Wëld auszewäichen.“ (15.10.2025)

Dass d'Déieren op d'Strooss lafen, läit virun allem un de Klappjuegten, enger aggressiver Juegdmethod, bei där Wëlddéieren a Panik an ënner Iwwerleiwensstress gesat ginn.

Deementspriedend ass d'Gefor fir d'Automobilisten, virun där an dësem Communiqué gewarnt gëtt, d'Konsequenz vun enger gewolltener Juegdpolitik. Konsequenterweis kann ee soen, dass d'Klappjuegten d'Gefor op de Stroossen erhéijen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass d'Ministesch der Meenung, dass et een Zesummenhang tëschent de Klappjuegten an den doraus resultéierende Gefore fir d'Automobiliste gëtt?
2. Wier et net méi verantwortungsvoll, fir d'Gefore fir den Automobilist ofzewenden, andeems ee manner oder keng Klappjuegte géif zouloossen?

Réponse (18/11/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Verkéierssëcherheet am Kader vu Klappjuegten.

ad 1. An dësem Zesummenhang sief als éischt ze betounen, dass et am Hierscht generell zu méi Accidenter mat Wëld komme kann, well doduerch, dass et méi spët hell a méi fréi däischter gëtt, falen d'Wanderungen an d'Sich no Fudder vun de Wëlddéiere mat den Haaptverkéierszäiten zesummen. Doduerch ass d'Warscheinlechkeet vun engem Accident mat engem Wëld an dëser Joreszäit generell méi grouss.

Wat elo d'Klappjuegten ugeet, esou kann et hei effektiv dozou kommen, dass d'Wëld op dëse Plazen op d'Strooss leeft. Dofir mécht de Ministère zanter e puer Joren zesumme mat der Jeeërfederatioun duerch eng Campagne op dës Situatioun

opmierksam. Ausserdeem gi bei Klappjuegten ëmmer Schëlde opgestallt, déi d'Leit op der Strooss solle warne fir, dass si hire Fuerstil op all Eventualitéit upasse kënnen. All Klappjuegd ass ausserdeem um Site vum Geoportail annoncéiert a gëtt an den Traffickinformatiounen um Radio rappeléiert, fir dass d'Leit sech informéiere kënnen wou grad eng Juegd stattfënt.

ad 2. Fir d'Zil vu méi resiliente Bëscher kënnen ze erreechen an de Schued an der Landwirtschaft ze reduzéieren, ass een ugepasste Wëldbestand vu grousser Bedeitung. D'Klappjuegd ass een Element, fir de Wëldbestand unzepassen a fir domadder den Obligatiounen vun der Juegdgesetzgebung, déi dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit ënnerstallt ass, gerecht ze ginn.

Impact de l'IA sur l'emploi | Question 3049 (16/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Eis Wirtschaft ass matten an enger grousser Ëmstrukturéierung, bedéngt duerch d'Kënschtlech Intelligenz (KI). Vill gréisser Firme setzen elo schonn op KI a spueren domadder bei administrative Prozeduren oder Analyse vill Aarbechtsstonnen. Deementspriedend gi vill Leit net méi fir dës Aufgabe gebraucht. D'Fondation IDEA schreift an engem Artikel vum 1. Oktober: „Selon les dernières statistiques publiées par Eurostat, 24 % des entreprises du Luxembourg ont utilisé des technologies d'intelligence artificielle (IA) en 2024, soit dix points de plus que la moyenne de l'UE. Ce chiffre place le Grand-Duché parmi les pays les plus avancés en matière d'adoption de l'IA par les entreprises.“

No engem Artikel op bloomberg.com vum 8. Januar kéinte mëttelfristeg am Bankesektor eng 200.000 Aarbechtsplazen duerch Kënschtlech Intelligenz ersat ginn. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1882 hat d'Regierung op eng Etüd vun CMS verwisen, wou rieds ass, dass 6 % vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg kéinten duerch KI verschwannen. Bei der ADEM ginn an engem Aarbechtsdokument Zuele presentéiert, wou rieds ass, dass bis zu 32 % vun den Aarbechtsplazen zum Deel kéinten duerch KI ersat ginn, a 14 % komplett.

Wann een d'Zuele beim Statec kuckt zum Emploi national, da fält op, dass an de leschte Méint d'Unzuel un Aarbechtsplazen erofgaangen ass. Op ee Joer gekuckt sinn net méi Aarbechtsplaze besat ginn. Am Budget fir 2025 rechnet d'Regierung mat enger Entwécklung vu just 1 % pro Joer bei den Aarbechtsplazen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi eng Aussichten huet d'Regierung iwwert d'Entwécklung vu weideren Aarbechtsplazen hei am Land?
2. Wäert d'Unzuel un Aarbechtsplazen eropgoen oder erofgoen?

Réponse (12/11/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1. Wéi an der Äntwert op d'Question parlementaire N° 2794 erwäänt, weisen Etüden dorop hin, dass eng grouss Majoritéit vun de Beruffer mat KI zesummeschaffe wäert, wat zu engem Produktivitéitswuesstem an neien Aarbechtméiglechkeete féiere kann.

D'ADEM huet am Juni 2025 eng thematesch Etüd iwwert d'Entwécklungen an d'Tendenzen am Informatiksektor publizéiert. Nieft der quantitativer Analys

op Basis vun den Donnéeën vun der ADEM, gouf am Februar 2025 och eng qualitativ Analys duerchgefouert, baséierend op Interviewe mat siwe Gesellschaften, déi am Beräich vun der Programméierung an der Informatikberodung (Secteur J62 vun der NACE-Klassifikatioun) aktiv sinn. D'ADEM huet domat hir Zuelen an Observatiounen mat de Meenunge vun Experten aus der Praxis verglach.

Aus den Interviewe geet ervir, datt d'Theema Kënschtlech Intelligenz (KI) aktuell staark um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart diskutéiert gëtt. D'Berodungsgesellschaft bilden hir Mataarbechter an dëser neier Kompetenz aus a si passen och dorop op, wann si CVs kréien. Si integréieren dës Theema an hir Déngschtleeschungsoffer, mee bis elo hunn si nach weening Projeten, déi KI direkt fir spezifesch Besoinen asetzen. Fir d'Entreprise schéngt et allgemeng schwéier ze sinn ze wëssen, wéi KI integréiert ka ginn an ze bewäerten, wéi en Impakt dës op hir Aktivitéite wäert hunn. Initiative wéi d'AI Factory, de Programm Fit4AI an d'AI Excellence Awards sollen hëllefen, den Ekosystem ze strukturéieren an d'Maturitéit vum Maart ze stäerken.

Och wann d'Entreprise, déi befrot goufen, nach keen direkten Impakt vun AI-Projete spieren, zeechent sech eng Tendenz an de Beschreiwunge vun de Stellenausschreiwungen of, déi bei der ADEM gemellt goufen. 2024 hunn Ausschreiwungen, déi 380 fräi Plaze betreffen, d'Begrëffer „intelligence artificielle“ oder „IA“ ernimmt, am Verglach zu nëmme 5 Plazen am Joer 2015. „machine learning“ koum 2025 an 274 Plaze vir, am Verglach zu 16 am Joer 2015. „data science“ an „data mining“ hunn och e bemierkenswäerte Wuesstem an de Stellenausschreiwungen erlieft.

D'ADEM huet och eng detailléiert Analys vun de KI-Kompetenzen duerchgefouert, déi an de Stellenausschreiwunge vun de Betriber ernimmt ginn. Dës Analys deckt eng breet Palette vu Kompetenzen of, dorënner „machine learning“, „natural language processing“, generativ KI, neuronal Netzwierker, „computer vision“, souwéi kognitiv Robotik. D'Detailer vun dëser Analys kënnen am Zoom Emploi (Zoom sur les évolutions et tendances récentes dans le domaine de l'informatique) [†] nogelies ginn (ab der Säit 21).

Obwuel de Beschäftigungsmaart nach net vollstänneg op d'Entwécklung a Verbreedung vun der Kënschtlecher Intelligenz virbereet ass, ass et wichteg, d'Verännerunge virauszesoen. Dës Virbereedung geschitt virun allem duerch d'Entwécklung vu Kompetenzen an déi kontinuierlech beruflech Weiterbildung, fir de Beschäftegten ze erméiglechen, sech un déi Transformatiounen unzepassen an d'Méiglechkeeten ze notzen, déi d'KI bitt.

Schonn am Joer 2019 huet d'OCDE an der Publikatioun „Perspectives de l'emploi 2019 – L'avenir du travail“ [†] déi wichteg Roll vun der beruflecher Weiterbildung ervirgehuewen, fir datt déi Beschäftegte sech erfollegräich un déi séier Verännerungen um Aarbechtsmaart upasse kënnen.

Fir d'Verännerungen um Aarbechtsmaart, besonnesch déi am Zesummenhang mat der Kënschtlecher Intelligenz, ze begleeten, hunn den Aarbechtsministère an d'ADEM de Skills-Plang ausgeschafft. Dës finanziell Hëllef, baséierend um Gesetz vum 19. Juni 2025, ënnerstëtzt d'Betriber dobäi, d'Evolutiounen vun hire Beruffer virauszesoen an d'Kompetenze vun hire Mataarbechter ze entwéckelen. Si erméiglecht:

- den Erhalt vun der Beschäftegung duerch realistesch Upskilling- a Reskilling-Weeër,
- d'Stärkung vun der allgemenger Employabilitéit vun de forméierte Mataarbechter,
- d'Erhéijung vun der Kompetitivitéit an der Resilienz vun de Betriber, andeems d'Kompetenzen entwéckelt ginn, déi den Aarbechtsmaart brauch.

ad 2. Och wann den nationalen Emploi am Juli an am August 2025 zrëckgaangen ass, wéi den éierbaren Deputéierten et an der Aféierung zu senge Froen ernimmt, ass dës Réckgang nëmme op saisonal Effekter zrëckzuféieren. Den nationalen Emploi geet all Joer am Juli an am August zeréck, och an Zäite vun Héichkonjunktur, fir dann an den dräi Méint duerno (vu September bis November) erëm ze klammen. An den Zuelen, wou déi saisonal Variatiounen neutraliséiert ginn, huet den nationalen Emploi an de leschte Méint weider zougeholl.

Souwuel den nationalen Emploi, wéi och de bannenzegen Emploi (deen d'Frontaliere mat arechent), sinn an de leschte Jore weider geklommen. Zanter 2022 an an direktem Zesummenhang mat enger mander dynamescher Wirtschaftsentwécklung, ass de Wuesstum vum Emploi zu Lëtzebuerg awer méi lues ginn, an huet sech tëscht 2024 an 2025 op engem historisch niddregen Niveau stabiliséiert. Fir d'Joer 2025 insgesamt gëtt e moderate Wuesstem vum Emploi vun 1,0 % erwaart (d'selwecht wéi fir 2024). Ab 2026 rechent de Statec mat engem moderate Wuesstum vum Emploi (+1,5 %) an engem liichte Réckgang vum Chômage (vu 6,0 % op 5,9 %). Déi rezentst mëttelfristeg Previsioun vum Statec kënnen um Internetsite vum Statec nogelies ginn: Projections à moyen terme (2025–2029) [†].

Statistesche Previsiounen zu der Entwécklung vun der Beschäftegung hunn en ongewësse Charakter, weinst der Villfalt an der Komplexitéit vun de Facteuren (wirtschaftlech an technologesch Entwécklung, internationalt Ëmfeld asw.), déi den Aarbechtsmaart beaflossen. D'Previsiounen erlaben et Entscheedungen ze orientéieren, och wann déi final Zuelen aus de genannte Grënn kënnen ofwäichen.

.....

Conditions d'emploi des intervenants de l'association « Art à l'école » | Question 3050 (16/10/2025) de **Mme Djuna Bernard** | **M. Meris Sehic** (déi gréng)

L'association Art à l'école, fondée en 1911, poursuit l'objectif de développer l'esprit artistique et esthétique des enfants en organisant des cours d'activités artistiques dans les écoles et les communes du Grand-Duché. Une recherche en ligne permet de vérifier que bon nombre de communes fait appel à l'association.

Or, il semble qu'il n'existe à ce jour aucun cadre réglementaire uniforme régissant l'organisation et la rémunération de ces activités artistiques au sein des établissements scolaires. Selon plusieurs intervenant-e-s actif-ve-s dans ce cadre, la situation actuelle se caractérise par une grande disparité entre les contrats proposés par les communes et ceux émanant du Ministère de l'Éducation nationale. Dans certaines communes, les cours seraient même dispensés sans contrat formel, ce qui place les personnes concerné-e-s dans une situation de précarité. Par ailleurs, il est fait état d'un manque de reconnaissance officielle des diplômes d'études artistiques et pédagogiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse les questions suivantes :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il n'existe actuellement aucun cadre national régissant l'engagement, la rémunération et les conditions de travail des intervenant-e-s de l'association Art à l'école ?
- 2) Quelles sont les modalités actuelles de rémunération et de contractualisation des intervenant-e-s artistiques qui ont un contrat avec le ministère ?

3) Le ministère dispose-t-il d'un relevé du nombre de communes faisant appel à l'association Art à l'école ?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il souhaitable d'harmoniser et de sécuriser les conditions d'emploi de ces intervenant-e-s, à l'instar de ce qui a été fait pour les écoles de musique communales ?

5) Le ministère envisage-t-il de reconnaître les diplômes d'études d'art et de pédagogie dans le cadre de ces activités, ou d'introduire une grille tarifaire nationale ?

Réponse (14/11/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) et 2) Pour le personnel engagé par mon ministère, des conditions claires sont en vigueur. Les enseignants peuvent proposer les activités d'Art à l'école dans le cadre d'une décharge communale liée à leurs fonctions, valable pour une année scolaire entière. Ce dispositif est encadré par l'article 13 du règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental, qui dispose que les activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'école non comprises dans les activités définies à l'article 4 peuvent comprendre la prestation d'activités périscolaires dans le domaine, entre autres, des arts. L'annexe de ce règlement prévoit dans ce contexte qu'une leçon hebdomadaire de décharge est attribuée par unité d'activité qui comporte 55 minutes d'activités de créativité artistique et 15 minutes d'accueil.

Dans le cas où une commune souhaite faire appel à des associations pour proposer des activités en dehors de ce cadre, la responsabilité de l'État ne se trouve pas engagée. Il s'agit dès lors d'une relation bilatérale entre la commune et l'association concernée. En effet, les communes désireuses de proposer ces activités ont la possibilité de faire appel à du personnel externe, employé non pas par le ministère, mais directement par les communes elles-mêmes. Dans ce cas, il revient aux communes et aux associations de définir les modalités contractuelles, la responsabilité financière liée à la rémunération des intervenants externes leur incombant intégralement.

ad 3) Pendant l'année scolaire 2025-2026, des ateliers de créativité artistique proposés par l'association Art à l'école ont lieu au sein de 29 communes et d'un syndicat scolaire :

Beaufort
Berbourg
Clervaux
Dalheim
Diekirch
Dudelange
Differdange
Ettelbruck
Frisange
Hesperange
Hesperange
Junglinster
Lamadeleine
Leudelange
Lorentzweiler
Luxembourg
Mamer
Mertzig
Mersch
Mondorf
Mondercange
Rodange
Roeser
Schengen
Schifflange
Stadtbredimus



Steinsel
Useldange
Wasserbillig
Syndicat scolaire Billek

ad 4) et 5) Pour ce qui est des activités proposées dans le cadre réglementaire fixé par l'État, le Gouvernement estime que les conditions d'emploi des intervenants sont sécurisées. Quant aux activités prestées par des associations pour le compte des communes, celles-ci font l'objet d'une relation bilatérale entre les communes et les associations concernées, et l'État ne peut de ce fait pas se prononcer. Étant donné que la décision de proposer les activités de l'association Art à l'école relève des autorités communales, il leur appartient, en collaboration avec l'association, d'élaborer les lignes directrices à suivre dans ce cadre. S'agissant des aspects liés à la tarification et aux conditions d'emploi, les acteurs concernés peuvent établir ensemble un cadre adapté à leurs besoins respectifs. Il leur est donc également loisible de s'inspirer du fonctionnement mis en place pour les écoles de musique communales, si elles le jugent pertinent.

Quant à l'offre d'activités dans le cadre péri- et parascolaire, le MENJE discutera avec les associations sur la manière de la promouvoir encore davantage et, le cas échéant, comment la développer.

Aménagements raisonnables dans l'enseignement secondaire | Question 3052 (16/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An engem Communiqué vum 12. Oktober 2025, mam Titel „Aménagements dé?-raisonnables – Net méi just um Bockel vum Enseignant!“, mécht de Syndikat Féduse-CGFP op eng Rei Problemer am Kontext vum Bewëllegen, der Gestéioun an der Zertifikatioun vum de sougenannten Aménagements raisonnables am Enseignement secondaire opmierksam. Kritiséiert gëtt ënner anerem déi hiren Aussoen no „staark Inflation“ vum Amenagement, an dass d'Enseignantë bei der praktescher Ëmsetzung dovun dacks ze wéineng Ënnerstëtzung géife kréien.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler krute fir d'Schouljoer 2024/2025 am gesamten Enseignement secondaire mindestens een Amenagement raisonnable accordéiert?

2. Wéi vill Prozent vun den Demandé fir Aménagements raisonnables goufen am Schouljoer 2024/2025 accordéiert?

3. Wéi huet sech d'Unzuel un Amenagement, déi pro Schouljoer accordéiert goufen, am Verhältnis zur Gesamtzuel u Schüler säit dem Joer 2011 entwéckelt? Wéi erkläert den Här Minister dës Evolutioun?

4. Gëtt et signifikant Ënnerscheeder a punkto Unzuel un Amenagement tëscht dem ESC, dem ESG, der Berufsausbildung an deenen ëffentlechen internationale Schoulen?

5. Deen am heefegst genotzten Amenagement ass laut Féduse-CGFP dee vun der „majoration du temps lors des épreuves et projets intégrés“. Wéi gëtt dat an der Praxis logistesche gehandhaabt, wann déi normal Zäit, fir eng Prüfung ze schreiwen, ofgelaf ass, déi eege Klass da fir en anert Fach de Sall wiesselt an dee betreffenen Enseignant selwer op seng nächst Klass goe muss, während vereenzelt Schüler awer nach méi laang d'Prüfung solle weider schreiwen dierfen?

6. Steet bei Schüler, déi Amenagement am Laf vun hirem schoulesche Parcours genotzt hunn, dës

Informatioun op all hiren Zensuren an Diplomer kloer an däitlech drop, esou dass hire potenziell spéidere Patron oder d'Universitéit dës Informatioun transparent matgedeelt kritt? Falls net, firwat net?

7. Der Féduse-CGFP no ass mat der Gestéioun vun den Aménagements raisonnables heefeg e grouesse Méiopwand fir den Enseignant verbonnen. Gëtt dësem zousätzlechen Aarbechtsopwand méttlerweil an iergendenger Form an der Tâche vum Enseignant Rechnung gedroen? Falls net, wär den Här Minister bereet dat ze änneren?

8. Gesäit den Här Minister ganz allgemeng d'Necessitéit, an der Prozedur vun der Prise en charge vun den Élevés à besoin éducatifs spécifiques kuerz- bis méttelfristeg Upassunge virzehuelen, besonnesch a punkto Bewëllegen a Gestéioun vun den Aménagements raisonnables? Falls jo, wéi eng Upassungen?

Réponse (19/11/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Am Schouljoer 2024/2025 kruten 376 Schüler aus dem Enseignement secondaire op d'mannst ee rasonabelt Amenagement accordéiert. Bei insgesamt 408 Demanden, wouvunner der 394 recevabel waren, entsprécht dës engem Prozentsatz vu 95,43 %.

ad 3. D'Tabell[†] weist d'Evolutioun vun den Demanden un d'CAR vun de Schouljoren 2012/2013 bis 2024/2025, grad wéi d'Schülerzuelen aus dem Enseignement secondaire an d'Verhältnis tëscht dësen zwou Variabelen.

ad 4. D'Tabell[†] heidrënner weist d'Verdeelung no Certificat de capacité professionnelle (CCP), Diplôme d'aptitude professionnelle (DAP), agréierten europäischen Schoulen (EEA), Voie de préparation (VP), Enseignement secondaire classique (ESC) an Enseignement secondaire général (ESG):

ad 5. Kritt e Schüler Aménagements raisonnables accordéiert, kënn am Prinzip de Conseil de classe zesummen, fir iwwert déi praktesch Ëmsetzung vun de Moossnamen ze beroden. Am Fall vun enger „majoration du temps lors des épreuves et projets intégrés“ kann dat esou ausgesinn, datt en Assistant pédagogique oder en anere Member vum Personal de Schüler surveilléiert, während dës seng Prüfung fäerdeg schreift.

ad 6. D'Äntwert op dës Fro fënnt sech an zwee Artikelen aus dem Inklusiounsgesetz (Loi modifiée du 20 juillet 2018 en faveur de l'inclusion scolaire):

Art. 55-7. Les certificats et diplômes sont identiques pour tous les élèves ayant réussi les épreuves.

Art. 55-8. Le complément aux diplômes, les compléments aux certificats et les bulletins concernés portent seulement la mention des aménagements raisonnables suivants :

- 1° le recours systématique à des aides technologiques ;
- 2° l'utilisation d'une langue véhiculaire, l'allemand ou le français, autre que celle prévue par les programmes ;
- 3° les dispenses d'épreuves orales, pratiques ou physiques ou d'un module ;
- 4° les aménagements concernant une branche fondamentale de la classe terminale ou le projet intégré final.

ad 7. D'Gestéioun vun der Heterogenitéit vum Klasseverband – an dozou gehéiert och d'Gestéioun vun den Aménagements raisonnables – ass Bestanddeel vun den Enseignanten hirer Aarbecht. D'Enseignantë sinn dobäi awer net op sech aleng gestallt, mee

collaboréieren, sou wéi den Artikel 14ter vum uewe genannten Inklusiounsgesetz et virgesäit, mat de Membere vun der Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB). Eng Adaptatioun vun der Tâche ass dofir zum aktuellen Zäitpunkt net virgesinn.

ad 8. Mam Akraafttriede vum Gesetz vum 30. Juni 2023 huet de Législateur entscheet, d'Gesetz vum 15. Juli 2011 (Loi visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers) ze abrogéieren.

Déi rasonabel Amenagement an déi dofir kompetent Instanzen, déi nei geschafen Inklusiounskommissioun am Lycée an d'CAR goufen als Dealer vum Dispositif fir d'Prise en charge vu Schüler mat spezifische Besoine confirméiert an hunn d'Aufgaben, déi am Gesetz vum 2011 beschriwwen waren, iwwerholl.

Dobäi gouf ënnerstrach, datt et sech bei rasonablen Amenagementen ëm Moossnamen handelt, déi dem Schüler et sollen erméiglechen, seng Kompetenze vollstänneg anzebréngen („ensemble de mesures ayant pour objectif de faire valoir à l'élève les compétences acquises“).

Deen aktuelle Regierungsprogramm gesäit dann awer och d'Evaluatioun vun der Ëmsetzung vun dësen legislativen Ännerunge vir. An dësem Zesummenhang ginn zurzäit éischt Analyse gemaach an Echange mat de Partner aus dem Bildungssektor geplangt.

Résultats de la deuxième édition de l'enquête sur la satisfaction des agents et les pratiques de management au sein de l'État luxembourgeois | Question 3053 (16/10/2025) de M. Georges Engel (LSAP)

Dans ma question parlementaire n° 2117 concernant les résultats du sondage du personnel au Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, j'avais demandé des précisions sur le taux particulièrement élevé d'insatisfaction des agents. Monsieur le Ministre avait indiqué que les résultats de ce sondage ne seraient pas publiés, mais uniquement communiqués en interne au personnel concerné.

Or, le 14 octobre 2025, Monsieur le Ministre de la Fonction publique a présenté une deuxième édition de l'enquête sur la satisfaction des agents et les pratiques de management au sein de l'État luxembourgeois. Cependant, aucune distinction claire n'a été faite entre les ministères et les administrations, ce qui empêche d'identifier les situations spécifiques à chaque entité.

De plus, l'absence de publication complète des résultats ne permet ni une analyse globale de l'évolution dans le temps, ni une comparaison entre les différentes éditions de l'enquête. Une telle opacité compromet la transparence des démarches entreprises et rend difficile toute évaluation de l'efficacité des mesures de gestion du personnel et du bien-être au travail au sein de la fonction publique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Monsieur le Ministre peut-il transmettre les résultats détaillés de l'enquête de satisfaction, ventilés par ministère et par administration, afin de permettre une lecture plus claire des situations propres à chaque entité publique ?

2) Une comparaison a-t-elle été réalisée entre la première et la deuxième édition de l'enquête afin

d'évaluer les évolutions du niveau de satisfaction ou d'insatisfaction des agents de l'État ?

– Dans l'affirmative, quelles tendances générales ou progrès ont été observés ?

– Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles une telle comparaison n'a pas été effectuée ?

3) Monsieur le Ministre, le service psychosocial de la fonction publique établit-il des rapports d'interventions ou des bilans d'activité ventilés par ministère ou par administration ?

4) Dans le contexte des récentes discussions sur la valeur du travail et le bien-être au travail, quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour assurer une plus grande transparence des données relatives à ces thématiques, afin de garantir l'application effective des politiques d'amélioration des conditions de travail dans la fonction publique ?

Réponse (13/11/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1) Au vu du caractère volontaire pour les ministères et les administrations de participer à l'enquête, et afin de permettre un déroulement serein dans un climat de confiance, le Ministère de la Fonction publique ne rend pas public le nom des entités ayant participé à l'enquête, ni leurs résultats respectifs.

La confidentialité des résultats garantit que les agents peuvent s'exprimer librement sans craindre d'éventuelles influences extérieures. Une divulgation généralisée pourrait altérer la sincérité des réponses et limiter l'efficacité des futures enquêtes.

Les sondages sont conçus comme un outil de progression et d'amélioration interne, et non comme un moyen de comparaison entre administrations ou une source de débat public. Une exposition trop large pourrait détourner ces enquêtes de leur objectif premier : celui d'aider chaque administration à optimiser ses pratiques de management en interne.

Chaque entité s'est vu communiquer ses propres résultats qui sont ensuite communiqués à son personnel. L'objectif final est d'identifier des pistes d'actions concrètes afin d'améliorer la qualité de la gestion du personnel et la satisfaction des agents.

Au vu de ce qui précède, le Ministère de la Fonction publique réserve l'accès aux résultats détaillés aux seuls membres de la Chambre des Députés, dans le cadre de leur mission de contrôle du pouvoir exécutif.

ad 2) Les enseignements principaux des comparaisons entre la première et la deuxième édition révèlent des tendances globalement positives :

– 80 % des agents se déclarent satisfaits de leur emploi, un taux qui est en progression d'un point par rapport à 2024.

– 59 % indiquent que leur travail les inspire, contre 57 % l'année précédente.

– 69 % estiment que leur organisation favorise l'équilibre vie professionnelle/vie privée grâce à des modalités de travail flexibles (une augmentation de 8 points).

– Le pourcentage des agents qui jugent qu'un soutien suffisant à la santé mentale est fourni sur leur lieu de travail progresse de 7 points par rapport à l'enquête précédente pour passer à 29 %.

– Enfin, 60 % des répondants expriment une évaluation positive des pratiques de leadership du chef ou de la cheffe de l'unité dans laquelle ils travaillent, soit une hausse de 4 points, en cohérence avec la progression de 11 points pour ceux qui estiment que leur direction intègre activement le feedback des agents (45 % en 2025 versus 34 % en 2024).

ad 3) Le Service psychosocial de la fonction publique (SPS) publie annuellement le bilan de ses activités dans le rapport d'activité du Ministère de la Fonction publique. Une ventilation des chiffres par ministère ou administration n'est pas pertinente dans la mesure où les risques psychosociaux varient fortement selon la fonction d'un agent et la nature des missions de son ministère ou administration. De plus, plusieurs entités disposent de leur propre service de soutien psychologique.

ad 4) Le Ministère de la Fonction publique encourage activement les ministères et administrations à participer régulièrement aux sondages du personnel, qui constituent des outils précieux pour recueillir, de manière systématique, les perceptions, opinions et ressentis des agents à un instant donné.

Ces sondages contribuent :

- au développement organisationnel et à la professionnalisation du management ;
- à l'identification des points forts et des axes d'amélioration des administrations ;
- à l'implication active du personnel dans les démarches d'amélioration, favorisant une approche de management participatif ;
- à la constitution de données agrégées au niveau de la fonction publique.

Le CGPO dispose d'une équipe dédiée, le centre de compétences « People Analytics », chargée d'assurer la qualité méthodologique des sondages, de superviser les processus de collecte des données et de procéder à leur agrégation pour l'ensemble de la fonction publique.

Ces données agrégées au niveau de l'État central sont publiées afin de permettre le suivi des tendances générales. L'objectif n'est pas de dissimuler les résultats des différentes entités, mais bien de créer les conditions optimales pour que ces sondages remplissent pleinement leur rôle : celui d'un levier d'amélioration continue du management public et de la satisfaction des agents de l'État.

Ajustement de certains forfaits dans le cadre de l'assurance dépendance | Question 3054 (16/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Eng fleegebedierfteg Persoun kann iwwert d'Assurance dépendance en Aidant informel fir doheem ufroen. Heivir gëtt et verschidde Forfaiten, déi gestaffelt sinn no der Zäit, an där sech den Aidant all Woch ëm eng fleegebedierfteg Persoun këmmert. Den niddregste Forfait gesäit 12,50 € fir bis zu 61 Minutte pro Woch vir, de maximale Montant ass op 262,50 € pro Woch fir 541 Minutten oder méi limitéiert.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7696 vum 5. Abrëll 2023 huet den deemolege Minister geäntwert: „Wat d'Geldleeschungen ubelaangt, esou ass et geplangt nach dëst Joer eng Upassung mat de betroffenen Acteuren unzeschwätzen an déi eventuell dann op den Instanzewee ze ginn (Upassung vum Code vun der sozialer Sécherheet).“

Dës Forfaite sinn zënter dem 1. Januar 2018 gläich bliwwen a sinn och net un den Index gebonnen. An dëse 7 Joer sinn duerch d'Inflatioun awer d'Präisser hei am Land massiv geklommen.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wat ass genee mat den Diskussiounen mat de betroffenen Acteuren geschitt, déi am Abrëll 2023 versprach goufen? Hunn dës Diskussiounen stattfonnt? Wann d'Diskussiounen stattfonnt hunn, wat waren

d'Conclusiounen a firwat sinn d'Forfaite deemools net geännert ginn?

2. Ass geplangt, dës Forfaite an den nächste Joren ze erhéijen?

– Wa jo, fir wéini ass dëst geplangt?

– Wann nee, firwat net?

3. Ass geplangt, fir d'Forfaite fir den Aidant informel an Zukunft ze indexéieren?

– Wa jo, wéini soll dat geännert ginn?

– Wann nee, firwat net?

4. Wéi vill Leit kréien de Moment Geldleeschungen als Aidant informel, opgeschlëselt no den 10 Forfait-Niveauen?

5. Wat wier de budgetären Impakt, wann dës Forfaite ab 2025 indexéiert géife ginn?

6. Ëm wéi vill Prozent ass de reelle Wäert vun dëse Forfaite zënter Januar 2018 duerch d'Inflatioun erofgaangen?

7. Erkennt d'Ministesch un, datt informell Aidanten effektiv eng bedeitend Reduktioun an hirer Entscheedung iwwert déi lescht 7 Joer erlieft hunn?

8. Wéi sinn déi lëtzebuergesch Geldleeschungen fir informell Aidanten am Verglach mat deenen an den Nopeschlänner (Belsch, Frankräich, Däitschland)?

9. Huet d'Ministesch Donnéeën doriwwer, ob déi stagnéierend Entscheedung zu engem Réckgang vun der Unzuel vun informellen Aidanten gefouert huet oder zu engem Wiessel en faveur vun engem professionnelle Fleegeeservice?

10. Wéi en Impakt huet déi feelend Upassung op d'Fäegkeet vu Familljen, fleegebedierfteg Persounen doheem ze halen?

Réponse (18/11/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. bis 3. Den „aidant informel“ gouf mat der Reform vun der Fleegeversécherung am Joer 2018 zum Aidant, deen zënterhier kloer definéiert ass an och vun der Administratioun fir d'Evaluatioun an d'Kontroll vun der Fleegeversécherung (AEC) evaluéiert gëtt. Dëst ass wichteg, fir d'Qualitéit vun de Leeschungen, déi den Aidant muss erbréngen, och ze assureieren. Dës gesetzlech Upassung goufen och duerch zousätzlech Mesurë begleet, déi den Aidant a senger Roll sollen ënnerstëtzen.

D'Leeschungen vun der Fleegeversécherung stellen e Recht vun der fleegebedierfteger Persoun duer. D'Geldleeschungen, déi als Forfait am Kader vun der Presenz vun engem Aidant ausbezuelet ginn (Forfait pour prestations en espèces (PE)), ginn also un déi fleegebedierfteg Persoun ausbezuelet an net un den Aidant.

D'Forfaite fir d'Geldleeschungen goufe mam Gesetz vun 1999 agefouert a waren net als Revenu de remplacement geduecht. Den Artikel 354 seet an deem Sënn: „les prestations en nature pour les actes essentiels de la vie et pour les activités d'assistance à l'entretien du ménage fournies par l'aidant [...] peuvent être remplacées par une prestation en espèces“.

D'Geldleeschungen sinn also weeder e Salaire nach e Revenu de remplacement fir den Aidant, mee et ass eng Leeschung, déi de Beneficiaire vun der Fleegeversécherung kritt, wann dës Beneficiaire en Aidant huet. Et ass eng Indemnitéit vun der Fleegeversécherung fir déi fleegebedierfteg Persoun, déi hir Versuergung doheem organiséiert. Deementspriechend huet de Legislateur och am Artikel 354 weider virgesinn, datt op dës Indemnitéit weeder charges sociales nach fiscales opzehiewe sinn. D'Gesetz gesäit och net vir, datt dës Indemnitéit am Laf vun der Zäit ugepasst gëtt.

D'Prioritéit an der Fleegeversécherung läit op de Saachleeschungen an net op de Geldleeschungen. D'Gesetz gesäit vir, dass een en Urecht op Saachleeschungen huet, dat, ënnert verschiddene Conditionen, bis e gewësse Plaffong kann an eng Geldleeschung ëmgewandelt ginn.

Dowéinst ass net geplangt d'Forfaite vun de Geldleeschungen an Zukunft ze indexéieren.

ad 4. Op den 31. Dezember 2024 hu 7.449 fleegebedierfteg Persounen aus Lëtzebuerg, déi doheem oder och just zäitweis doheem sinn an déi aner Zäit an engem Établissement d'aide et de soins à séjour intermittent (ESI) sinn, eng Synthèse de prise en charge, déi een Aidant virgesäit.

Unzuel u fleegebedierfteg Persounen, déi zu Lëtzebuerg wunnen an assuréiert sinn um 31. Dezember 2024 a fir déi d'Synthèse en Aidant virgesäit, opgedeelt no Forfait PE¹⁶

Zousätzlech zu dëse Léit kréien awer och nach op den 31. Dezember 2024 1.459 fleegebedierfteg Persounen, déi am Ausland wunnen oder Urecht op Leeschungen vun der Fleegeversécherung hunn, am Kader vun den Dispositions particulières (Cécité complète, de réduction grave de la capacité auditive, de troubles graves de la communication, les personnes atteintes de spina bifida, d'aphasie et les personnes présentant une laryngectomie), e Forfait PE ausbezuelt.

ad 5. 2024 lounge d'Ausgabe fir d'Geldleeschungen à charge vun der Lëtzeburger Fleegeversécherung, déi op Basis vun engem Forfait PE am Kader vun engem Aidant oder vun den Dispositions particulières ausbezuelt goufen, bei 75,9 Milliounen EUR, y inclus d'Geldleeschungen, déi u Beneficiairen am Ausland iwwerwise goufen (8,7 Milliounen EUR).

Dës 75,9 Milliounen EUR u Geldleeschungen, déi am Kader vun engem net indexéierte Forfait am Joer 2024 ausbezuelt goufen, entspréche 7,5 % vun de lafende Käschte vun der Fleegeversécherung am Joer 2024.¹⁶

Wann dës Forfaite op den 1. Januar 2024 ëm 2,5 % gehéicht gi wieren, da wieren d'Ausgabe vun der Fleegeversécherung ëm 1,9 Milliounen EUR an d'Luucht gaangen.

ad 6. a 7. D'Forfaite fir d'Geldleeschungen sinn op engem net indexéierte Stonneloun vu 25 EUR pro Stonn berechent.

Um 1. August 2018 lounge den Index bei 814,4. Déi lescht Indexbranche koum den 1. Mee 2025, a säitdem läit den Index bei 968,04. De reelle Wäert vun dëse Forfaite ass also ëm 15,9 % zënter den zwou Perioden erofgaangen.

D'PE war zanter der Aféierung vun der Fleegeversécherung plafonéiert aus verschiddenen Ursachen, ënnert anerem fir ze verhënnern, dass en Aidant seng Aarbecht opgëtt, fir een doheem ze fleege. Et soll och encouragéiert ginn, fir professionell Hëllef duerch e Fleegegedéngscht mat derbäi ze huelen, besonnesch a Fäll vu méi schwéier fleegebedierfteg Persounen, fir eng Iwwerfuorderung vun Aidant ze verhënnern an och d'Qualitéit vun der Prise en charge ze garantéieren. Et ass och esou, dass déi grouss Majoritéit vun de Beneficiairë vun der Fleegeversécherung, déi doheem versuergt ginn, vun der Ënnerstëtzung vun engem Fleegegedéngscht profitéieren.

ad 8. Vill Länner an Europa hu keng Fleegeversécherung oder ganz aner Systemer. Dowéinst ass de Lëtzeburger System net direkt mat der Situatioun

am Ausland vergläichbar. An Däitschland zum Beispill leien déi maximal Geldleeschungen bei 947 Euro de Mount.

ad 9. En Objektiv vum Gesetz vun 2018 war et d'Qualitéit vun de Leeschungen ze verbesseren. D'Evaluatioun vun Aidant soll sécherstellen, dass den Aidant déi erfuerdert Leeschungen erbréngen kann, an d'Preferenz fir eng Kombinatioun vun Aidant mat Réseau soll ënnert anerem dofir suergen, dass méi séier kann intervenéiert ginn, fir de Fall wou den Aidant sengen Ufuorderungen aus diverse Grënn net méi nokomme géing.

Wat déi fleegebedierfteg Persounen doheem ouni ESI mat enger Synthèse de prise en charge, déi just een Aidant ouni Interventioun vun engem Réseau virgesäit, betrëfft, ass d'Unzuel tëscht dem 31. Dezember 2018 an dem 31. Dezember 2024 vun 1.276 Persounen op 625 Persounen zeréckgaang.

Wat déi fleegebedierfteg Persounen doheem ouni ESI betrëfft, déi eng Synthesen hunn, déi ee Réseau an een Aidant virgesäit, ass d'Unzuel tëscht dem 31. Dezember 2018 an dem 31. Dezember 2024 vu 4.931 Persounen op 6.630 Persounen geklommen.

Insgesamt geet de Prozentsaz vun de Synthesen bei de fleegebedierfteg Persounen doheem ouni ESI, déi een Aidant mat oder ouni Interventioun vun engem Réseau virgesinn, erof vu 77,4 % um 31. Dezember 2018 op 67,8 % um 31. Dezember 2024.

Et muss een oppasse bei der Interpretatioun vun dëser Baisse. Dëst, well der IGSS zum Beispill keng Zuele virleien, a wéi vill Fäll eng fleegebedierfteg Persoun doheem iwwerhaapt ee potentiellen Aidant zu Verfügung huet. Zousätzlech ass der IGSS och net bekannt a wéi vill Fäll de potentiellen Aidant net zeréckbehal gouv, well en den Evaluatiounscritère, déi mam Gesetz vun 2018 agefouert goufen, net entsprécht oder a wéi vill Fäll potentiell Aidante sech decidéieren, als informellen Aidant der fleegebedierfteger Persoun zur Säit ze stoen ouni eng finanziell Géigeleeschung an dëst aus privaten oder professionellen Grënn.

ad 10. Wéi scho méi uewe beschriwwen läit d'Prioritéit an der Fleegeversécherung op de Sachleeschungen an net op de Geldleeschungen, schonn eleng fir d'Qualitéit vun der Prise en charge ze garantéieren.

Et ass wichteg ze bemierken, dass d'Fleegeversécherung weider Mesurë virgesäit, déi den Aidant entlaaschte falls den Aidant de Beneficiaire net kéint doheem halen. Dozou zielen zum Beispill den Aidant ze remplacéieren wann dëse krank ass oder Congé huet. Dee Moment iwwerhëlt de Fleegegedéngscht d'Hëllef- a Fleegeleeschungen. De Beneficiaire vun der Fleegeversécherung ka verschidde Garden an Usproch huele wéi zum Beispill d'Garde individuelle oder am Grupp (Foyer de jour) oder d'Nuetswaach (10 Nuechte pro Joer). D'Bereetstellung vun techneschen Hëllefsmëttel oder eng Upassung vun der Wunneng iwwert d'Fleegeversécherung kënnen och d'Aufgabe vun der Fleegepersoun vereinfachen an erliichteren. Donieft kann den Aidant och nach Formatioune suivéieren, fir d'Prise en charge vun Beneficiaire besser ze garantéieren oder wéi een déi techneschen Hëllefsmëttel ka benotzen. Fir den Aidant, deen nach net pensionéiert ass, kann d'Fleegeversécherung Cotisatiounen an d'Pensiounskeess (berechent op de soziale Mindestloun vun onqualifizéierter Salaré) abezuelen, fir esou engem kompletten Ausfall zum Deel entgéintzewirken.

Boycott du discours du Premier ministre israélien devant l'Assemblée générale des Nations Unies | Question 3058 (17/10/2025) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

À New York, le 26 septembre 2025, lors de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, un grand nombre de diplomates a quitté la salle pendant le discours du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale, en signe de protestation contre le génocide en cours à Gaza et les attaques répétées d'Israël contre plusieurs pays du Moyen-Orient.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Le Luxembourg a-t-il participé au boycott du discours du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu devant l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 septembre ? Le cas échéant, Messieurs les ministres peuvent-ils expliquer pour quelles raisons il aurait été décidé de ne pas y participer ?

2) Combien de membres de la délégation luxembourgeoise étaient présents, et quel était le rang le plus élevé représenté en salle ?

3) Est-ce que Monsieur le Premier ministre était présent dans la salle durant le discours du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu devant l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 septembre ?

4) Est-ce que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères était présent dans la salle durant le discours du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu devant l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 septembre ?

Réponse (24/10/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le but principal de l'Assemblée générale des Nations Unies est de favoriser la coopération internationale et de promouvoir le dialogue. Dès lors, le Luxembourg, à l'instar de la plupart des États membres de l'Union européenne, n'a pas boycotté le discours du représentant de l'État d'Israël lors de l'Assemblée générale, mais s'est fait représenter par un diplomate.

ad 2) Un diplomate au rang de secrétaire de légation 1^{er} en rang occupait les sièges réservés au Luxembourg durant le discours du Premier ministre israélien.

ad 3) Comme le discours du Premier ministre luxembourgeois avait lieu peu après celui du représentant d'Israël, le Premier ministre luxembourgeois attendait au fond de la salle la fin du discours du Premier ministre israélien avant d'aller occuper le siège du Luxembourg à l'Assemblée générale. Comme indiqué ci-avant, le Luxembourg était officiellement représenté par un diplomate durant le discours.

ad 4) En raison d'autres engagements, le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur n'était pas présent dans l'immeuble de l'ONU pendant le discours en question.

Restitution de biens culturels d'origine coloniale | Question 3059 (17/10/2025) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Lëtzebuerg war ni eng Kolonialmuecht, mee et besteet keen Zweifel drun, dass verschidde Lëtzeburger am Kolonialbetrib matgewierkt hunn (z. B. belsche Kongo, Missionéierung, bedeelegt Firmen). Aktuell gëtt et Debatten driwwer, wéi staark a wéi direkt Lëtzebuerg vum Kolonialismus profitéiert huet.

Dat neit Patrimoinegesetz („loi relative au patrimoine culturel“ vum 25. Februar 2022) geet net direkt

¹⁶ Quell: Comptes annuels de l'assurance dépendance 2024 – CNS

op d'Restitutioun vu Kulturgidder aus der Kolonialzäit an.

Follgend Froe wëllt ech dofir dem Här Kulturminister stellen:

1. Gëtt et aktuell e kompletten Inventaire vun alle Lëtzeburger Muséëen, Archiver, Kollektiounen asw., an deem Kulturgidder aus kolonialem Kontext opgelescht ginn? Wann nee, fir wéini ass esou een Inventaire geplangt?

2. An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2365 vum 22. Mee 2025 vum honorabelen Deputéierten David Wagner schreift d'Regierung: „En ce qui concerne le Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art (MNAHA), il convient de noter deux projets réalisés en lien avec le passé colonial du Luxembourg, à savoir : l'exposition „Le Passé colonial du Luxembourg" au Nationalmusée um Fëschmaart (à cette époque encore le MNHA) [...] ; la présentation et mise en contexte sur la plateforme collections.mnaha.etat.lu, tout comme la mise en ligne de l'inventaire des objets acquis par la Section historique auprès d'un donateur privé les ayant collecté en 1892-1893 dans l'actuelle Tanzanie et qui ont intégré les collections muséales dans l'entre-deux-guerres. Le Musée national de Dar-es-Salam en Tanzanie a par ailleurs été contacté afin de signaler cet ensemble en vue d'une éventuelle demande de restitution par la Tanzanie.“ Kann den Här Minister preziséieren, wéi déi tansanesch Regierung op dës Offer reagiert huet?

3. Wéi eng weider Muséëen a Kollektiounen hei am Land ausser dem MNAHA hu bis elo Originn an Acquisitioun vu koloniale Kulturgidder effentlech gemaach, an a wéi engem Ëmfang?

4. Gedenkt d'Regierung d'Gesetz iwwer de Patrimoine culturel am Hëllef op d'Prozedur betreffend d'Restitutioun vu Kulturgidder, déi erwisenermoossen eng kolonial Originn hunn, ze ergänzen?

5. Gedenkt d'Regierung, mat Hierkonftslänner bilaterale Accorden zur Restitutioun vu koloniale Kulturgidder ofzeschléissen? Gëtt et an deem Kontext schonns Gespréicher mat verschidde Länner?

Réponse (20/11/2025) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1. All effentlech Institutioun gëtt encouragéiert, zur Provenienz vun den Objeten, Konschtwierker an Archiven an hirer Sammlung historiesch Recherchen ze maachen. Dës Aarbecht kann nëmmen dezentral an all eenzel Institutioun gemaach ginn. Et gëtt keng Lëscht vu Muséëen, Archiver oder soss effentleche Kollektiounen, wou Kulturgidder aus kolonialem Kontext versuergt ginn. Esou eng Lëscht ze erstellen ass och net einfach, well de koloniale Kontext vun den Objeten net ëmmer eendeiteg ass.

ad 2. Den MNAHA huet am Dezember 2022 den National Museum of Tanzania per Courrier recommandé a per E-Mail kontaktéiert. Bis haut ass ausser engem Accusé de réception, keng Reaktioun vun der tansanescher Säit komm.

ad 3. Den Naturmusée huet am Kader vu verschidde- nen Ausstellungen de koloniale Kontext vun der Acquisitioun vu verschidde Objeten ervirgehuewen. Am Kader vu senger temporärer Ausstellung „Orchidées, cacao et colibris – Naturalistes et chasseurs de plantes luxembourgeois en Amérique latine“ am Joer 2015/2016 am Naturmusée, déi vum Historiker Claude Wey kuratéiert gouf, ass och de Lëtzeburger Naturalist Edouard Luja (1875–1953) virgestallt ginn, deem tëschent 1898 an 1920 Plantatiounsdirakter zu Kondué am deemolege Congo belge war. Iwwer Joerzénge huet hien dem deemolege Conservateur

Victor Ferrant virun allem Déierespecimennen zoukomme gelooss, déi haut nach am Besët vum Musée sinn, inventariséiert sinn an deels ausgestallt goufe resp. nach ëmmer ausgestallt ginn. Vu Mee bis Juni 2026 huet den Naturmusée mat enger Fotosausstellung am Neimënster dem Luja säi Wierken am Kader vun der Kolonisatioun kontextualiséiert. Heizou gëtt et och e kleng Katalog, deem ënnert der Leedung vum selwechten Historiker Claude Wey entstanen ass. 2012 krut den Naturmusée als Don d'Mineralesammlung vum Alphonse Schoeter, dee vun 1928–1935 als Chimist am Congo belge tätég war. Et ass wéi bei aneren Naturalia-Sammlungen net ëmmer a posteriori nozevollzéien, wéi esou eng Sammlung genee zustane komm ass. An de Sammlunge vum Naturmusée sinn nach Mineralien aus fréier koloniséierte Länner, virun allem Afrika. D'Stécker sinn awer eréischt méi rezent no der Kolonisatiounszeit duerch Sammler fonnt ginn an duerch Don oder Akaf an d'Sammlung komm. Restitutiounsuerderunge gëtt et keng.

Den Institut national de recherches archéologiques (INRA) versuergt a sengen Depoten eng Rei vun ethnologeschen an ethnografeschen Objeten aus Amerika resp. aus Papua-Neuguinea, souwéi och afrikanesche Mobilier, deem zum Deel am Kader vun der Trennung vun de Sammlunge vum MNAHA dohi komm ass, mee och zum Deel aus méi rezenten Acquisitiounen staamt. Indirekt ass deem Deel vun de Sammlungen aus dem INRA, déi aus der fréierer gemeinsamer Sammlung mam MNAHA kommen, och an der Ausstellung vum MNAHA „Le passé colonial du Luxembourg“ (2022) erfuerscht ginn.

ad 4. D'Gesetz vum 25. Februar 2022 iwwert de Patrimoine culturel erlaabt dem Kulturminister schonn haut op Basis vun engem Avis conforme vun der Commission du patrimoine culturel Objeten oder Konschtwierker aus de Collections publiques erëm erauszehuelen, eng Prozedur, déi een och am Kader vun eventuelle Restitutiounsufroen notze kann. Weiderhi schaaft d'Gesetz och e Kader wat d'Restitutioun vu kulturelle Gidder ugeet, déi den Territoire vun engem Staat, dee Signataire vun der Unesco-Konventioun resp. der Konventioun vun Den Haag ass, onrechtméisseg verlooss hunn.

ad 5. D'Regierung gesäit d'Fro vun eventuelle bilaterale Accorden zur Restitutioun vu koloniale Kulturgidder am Kontext vun enger méi breet ugueluechter wëssenschaftlecher a juristescher Analys. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2365 vun 2025 erwänt, gouf deemools en Opdrag un de C²DH (Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History) verginn, fir d'Roll vu Lëtzebuerg an engem kolonial Kontext ze erfuerschen. De Projet ass am Januar 2022 gestart a wäert viraussichtlech am Laf vum Joer 2026 ofgeschloss ginn.

D'Resultater vun dëser Etude kënnen eng Basis duerstelle fir ze evaluéieren, ob an awéiwäit Lëtzebuerg no internationalem respektiv nationalem Recht kompetent a juristesche responsabel wier, fir bilaterale Accorden am Beräich vun der Restitutioun ze envisagéieren. Dëst setzt awer viraus, datt an engem éischte Schrëtt gëtt, wat fir Objeten iwwerhaupt a Fro kéimen an ob déi betraffe Länner e formellen Usproch erhiewen.

Aides au logement | Question 3063 (17/10/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

La législation relative aux aides au logement autorise l'État à encourager l'accession à la propriété d'un logement notamment par l'octroi de primes d'épargne dont le montant maximal s'élève à 5.000 euros.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

– Alors qu'en 2021, le nombre de ces primes n'était que de 31 unités, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre combien de telles primes ont été accordées et refusées pour les années 2022, 2023 et 2024.

– Quel était, en moyenne, le montant des primes allouées les trois dernières années ?

– Quelles sont, le cas échéant, les raisons du succès très modeste de cette mesure ?

– Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait rendre ces primes plus accessibles aux ayants droit ?

Réponse (03/11/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Entre 2022 et 2024 un total de 238 primes d'épargne ont été accordées et 163 refusées. Le montant moyen sur l'ensemble des primes accordées s'élève à environ 800 euros. ↑

À cet égard, il faut rappeler que la réforme de la législation sur les aides individuelles au logement (loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement) a apporté des changements fondamentaux concernant le calcul de la prime d'épargne.

Comme les adaptations du système de gestion n'ont cependant pu être finalisées qu'en mai 2025, les demandes de prime d'épargne introduites sous la nouvelle législation ont dû être tenues en suspens pendant le temps du développement informatique et explique donc l'absence de primes en 2024.

En revanche, en ce qui concerne les primes allouées aux demandeurs concernés, il y a lieu de constater que le montant moyen des primes d'épargne liquidées en 2025 – qui sont donc calculées selon les nouvelles dispositions légales – a plus que doublé par rapport aux années précédentes. ↑

Le mode de calcul simplifié et plus transparent introduit par la réforme des aides individuelles au logement ainsi que la réduction du nombre minimal d'années d'épargne de 3 à 1 an ont donc certainement porté leurs fruits et rendu l'aide plus accessible.

Menaces potentielles sur l'emploi chez Arcelor-Mittal | Question urgente 3588 (03/02/2026) de Mme Joëlle Welfring | Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Selon un article de presse publié en date d'aujourd'hui, le secrétaire du comité d'entreprise européen pour le personnel d'ArcelorMittal aurait déclaré que jusqu'à 1.150 profils d'emploi au Luxembourg feraient actuellement l'objet d'un examen dans le cadre de la vague de restructuration en cours au sein du groupe. Ces postes seraient susceptibles d'être concernés par une délocalisation et/ou un licenciement, ce qui représenterait environ 33 % des effectifs d'ArcelorMittal au Grand-Duché.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Messieurs les Ministres sont-ils au courant du risque de pertes d'emplois massives chez ArcelorMittal ?

2) Dans l'hypothèse que les informations dans l'article précité s'avèrent justes :

– Messieurs les Ministres ont-ils déjà été contactés par l'entreprise concernée ?

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

– Quelles démarches entreprendront-ils afin de préserver l'emploi industriel et d'éviter des délocalisations éventuelles ?

Réponse (05/02/2026) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail

Le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et le Ministre du Travail sont en contact régulier avec la direction d'ArcelorMittal, ainsi qu'avec les syndicats (OGBL, LCGB), dans le cadre des réunions tripartites « sidérurgie ».

Une telle réunion s'est tenue en octobre 2025. À cette occasion, les ministres avaient rencontré les partenaires sociaux pour lancer les discussions en vue de la négociation d'un nouvel accord tripartite sidérurgie, l'accord LUX2025 arrivant à échéance.

Actuellement, les échanges entre le Gouvernement, les partenaires sociaux et la direction d'ArcelorMittal relatifs à la situation actuelle du secteur, à la pérennité des activités, à l'évolution des effectifs et aux futurs projets d'investissement de l'entreprise se poursuivent dans ce cadre établi.

Suppressions d'emplois chez ArcelorMittal et accord tripartite sidérurgie | Question urgente **3599** (04/02/2026) de **Mme Octavie Modert** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Selon le secrétaire du comité d'entreprise européen, la dernière restructuration d'ArcelorMittal à l'échelle européenne met à l'étude jusqu'à 1.150 profils d'emploi au Luxembourg. Cette mesure menacerait environ un tiers des effectifs d'ArcelorMittal dans notre pays. Cette annonce de suppression potentielle d'envergure

d'emplois met en doute le futur du site de production de sidérurgie et présente une très mauvaise nouvelle pour l'emploi dans le secteur de l'industrie. Cette annonce vient également à un moment clé des négociations entre les partenaires sociaux au sujet du renouvellement de l'accord tripartite sur la sidérurgie. Cet accord, arrivé à échéance en décembre 2025, vise à pérenniser les activités de la sidérurgie luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Messieurs les Ministres ont-ils été informés des plans de restructuration et de suppressions d'emplois d'ArcelorMittal au Luxembourg ?

2) Le cas échéant, le Gouvernement est-il en dialogue avec ArcelorMittal concernant ces plans ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur l'état d'avancement du renouvellement de l'accord tripartite sur la sidérurgie, venu à échéance en décembre 2025 ?

4) Comment Messieurs les Ministres voient-ils le futur de la sidérurgie dans notre pays ?

Réponse (06/02/2026) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Marc Spautz**, Ministre du Travail

ad 1) à 3) Le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et le Ministre du Travail sont en contact régulier avec la direction d'ArcelorMittal, ainsi qu'avec les syndicats (OGBL, LCGB), dans le cadre des réunions tripartites « sidérurgie ».

Une telle réunion s'est tenue en octobre 2025. À cette occasion, les ministres avaient rencontré les

partenaires sociaux pour lancer les discussions en vue de la négociation d'un nouvel accord tripartite sidérurgie, l'accord LUX2025, qui devait initialement arriver à échéance en décembre 2025, ayant entre-temps été prolongé jusqu'au 31 mars 2026.

Actuellement, les échanges entre le Gouvernement, les partenaires sociaux et la direction d'ArcelorMittal relatifs à la situation actuelle du secteur, à la pérennité des activités, à l'évolution des effectifs et aux futurs projets d'investissement de l'entreprise se poursuivent dans ce cadre établi.

ad 4) L'industrie sidérurgique est un secteur industriel traditionnel de longue date au Luxembourg. Les usines de production d'acier long situées à Belval, Differdange et Rodange reposent sur des fours à arc électrique, dont les émissions de CO₂ ont été largement réduites depuis les années 1990 par rapport à la filière traditionnelle de production d'acier à partir de minerais de fer et de charbon.

Cette transformation, amorcée en amont dans de nombreuses autres usines sidérurgiques, a permis de maintenir une production d'acier au Luxembourg fondée sur des technologies avancées. Le Gouvernement est en contact régulier avec ArcelorMittal afin de faciliter des investissements continus dans les équipements, pour garantir que ces installations restent compétitives, et est convaincu que la production d'acier demeure un secteur industriel fortement ancré au Luxembourg.

Au-delà de la production d'acier par les usines d'ArcelorMittal, le Luxembourg accueille également un certain nombre d'entreprises d'ingénierie actives dans le domaine de la sidérurgie, parmi lesquelles la société Paul Wurth. Les compétences de ces entreprises servent une clientèle mondiale et contribuent à renforcer le secteur sidérurgique au Luxembourg.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeën ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799